UNIL | Université de Lausanne
Faculté des géosciences et de l'environnement
Institut de géographie et durabilité

Una lettura (post-)marxista delle tensioni identitarie contemporanee

La transizione urbana ticinese

Thèse de doctorat
Présentée à la
Faculté des géosciences et de l'environnement, Institut de géographie et durabilité
de l'Université de Lausanne par

Mosè Paride Alessandro Ruggero Cometta
Master in Philosophy, spec. in Practical Philosophy
Pontifical Gregorian University, Rome

Jury
Prof. Mathis Stock, Université de Lausanne, Directeur de thèse
Prof. Gonçal Mayos Solsona, Universitat de Barcelona
Prof. César Rendueles Menéndez de Llano, Universidad Complutense de Madrid
Prof. Ugo Rossi, Università di Torino

Sous la présidence du Prof. Christian Kull, Université de Lausanne

LAUSANNE
(2019)

UNIL | Université de Lausanne
Faculté des géosciences et de l'environnement
bâtiment Géopolis bureau 4631

IMPRIMATUR

Vu le rapport présenté par le jury d'examen, composé de

Président de la séance publique :	M. le Professeur Christian Kull
Président du colloque :	M. le Professeur Christian Kull
Directeur de thèse :	M. le Professeur Mathis Stock
Expert externe :	M. le Professeur Gonçal Mayos Solsona
Expert externe :	M. le Professeur César Rendueles Menendez
Expert externe :	M. le Professeur Ugo Rossi

Le Doyen de la Faculté des géosciences et de l'environnement autorise l'impression de la thèse de

Monsieur Mosè COMETTA

Titulaire d'un
Master en philosophie
De l'Université pontificale grégorienne de Rome

intitulée

Una lettura (post-)marxista delle tensioni indentitarie contemporanee
La transizione urbana ticinese

Lausanne, le 17 décembre 2019

Pour le Doyen de la Faculté des géosciences et de l'environnement

Professeur Christian Kull

Résumé

Notre époque est caractérisée par un retour des questions identitaires dans l'arène politique. Celles-ci menacent la stabilité des institutions et leur capacité à faire face collectivement à de nouveaux défis, et empêchent une planification commune.

Cet ouvrage analyse les fondements des tensions identitaires dans une perspective socio-spatiale. En effet, la société est interconnectée avec l'espace qu'elle produit et qui la produit à son tour. La transition urbaine des années 1980 à 2010 dans le canton du Tessin (Suisse) est utilisée comme cas d'étude. Ce travail se concentre sur l'évolution de la gouvernance du tourisme et de l'aménagement du territoire – deux réalités qui contribuent à une meilleure compréhension de la façon dont les institutions imaginent et façonnent le territoire et la société.

Des cas concrets sont également étudiés : les *invasions touristiques* en 1981 et 2017 et l'opposition au projet du Parc Adula, et permettent de souligner une importante asynchronie discursive entre institutions cantonales et une partie des habitants. Les politiques publiques sont perçues par ces derniers comme des agressions, des intrusions et des tentatives d'oppression contre le libre développement de la communauté locale. Les institutions ont donc perdu, en raison de leur approche néolibérale et managériale, une partie de leur légitimité et leur capacité à agglomérer de manière proactive les différentes sensibilités.

L'analyse du cas du Tessin fait ressortir des éléments importants qui sont ensuite approfondis dans la conclusion avec des apports théoriques. L'asynchronie discursive est un des problèmes les plus graves de la gouvernance contemporaine. Elle est due d'une part à la rapidité des phénomènes liés à la transition urbaine, qui empêche une maturation adéquate des repères identitaires et, d'autre part, à l'approche néolibérale, réductionniste et économiste des institutions publiques, qui ne permet plus de comprendre les revendications symboliques et affectives. Afin de surmonter cette asynchronie, il est nécessaire de reconstruire un terrain d'entente commun à travers un nouveau pacte social. Toutefois, certaines précautions sont nécessaires. Il est tout d'abord essentiel d'abandonner l'idée d'une résolution définitive de chaque conflit : une structure institutionnelle saine et résistante devrait être consacrée à leur arbitrage. Il s'agirait de créer les conditions permettant aux institutions d'accueillir le débat public, plutôt que de simplement renforcer la position hégémonique excluant les minorités.

Pour parvenir au pluralisme institutionnel et réconcilier le tissu social, il est nécessaire d'œuvrer pour combler – au moins en partie – les asynchronies discursives. Cette thèse permet de faire ressortir plusieurs notions sur lesquels un débat public devrait avoir lieu, tel que les questions liées à la justice spatiale, à l'équilibre territorial, à la formation minimale requise ainsi que la notion de citoyenneté. Ce travail n'apporte donc pas de solutions figées mais indique l'orientation que devrait prendre ces débats et les questions qui devraient être traitées afin de reconstruire un terrain d'entente épistémologique et culturel, nécessaire pour relégitimer les institutions et rendre la société plus facilement gouvernable. Ce projet s'inscrit donc en tant que revendication et adaptation au sens large de l'idéal socialiste.

Abstract - Italiano

Il presente mostra un ritorno con forza dei temi identitari nell'agone politico. Le tensioni indotte da questo ritorno delle identità minacciano la stabilità delle istituzioni e la capacità di affrontare collettivamente nuove sfide, impedendo una progettualità comune.

Questo lavoro analizza la radice delle tensioni identitarie in chiave socio-spaziale. Attraverso un impianto interdisciplinare, strumenti filosofici e geografici sono mobilitati per comprendere questa nuova realtà. Questa struttura metodologica serve in particolare a superare i limiti epistemici della filosofia politica per quanto riguarda l'analisi scientifica dell'empiria, e si iscrive in un più vasto *spatial turn* che sta influenzando la disciplina. Grazie al contributo della geografia sociale, un rapporto più stretto con la realtà materiale e con la dimensione spaziale può essere stabilito.

In particolare, si analizza transizione urbana del Canton Ticino (Svizzera) nel periodo 1980-2010. Metodi d'analisi discorsiva qualitativa sono impiegati per comprendere l'evoluzione della governance turistica e della pianificazione territoriale. I risultati vengono poi analizzati alla luce dei concetti di egemonia culturale (Gramsci, 1975a) e produzione dello spazio (Lefebvre, 2000). L'analisi mediatica dei dibattiti attorno ad alcuni casi concreti – *invasioni turistiche* del 1981 e 2017, opposizione al progetto di Parc Adula – permettono di evidenziare un'importante asincronia discorsiva fra istituzioni cantonali e parte della popolazione locale. Le politiche pubbliche vengono percepite da quest'ultima come aggressioni, intromissioni e come tentativi oppressivi contrari al libero sviluppo della comunità locale: le istituzioni hanno dunque perso, a causa del proprio approccio neoliberale e manageriale, parte della propria legittimità e della propria capacità di agglutinare propositivamente le diverse sensibilità.

Dall'analisi del caso ticinese emergono importanti piste che vengono approfondite teoreticamente nella conclusione. L'asincronia discorsiva si rivela uno dei problemi più gravi di governance contemporanea. Essa è dovuta, in parte, alla rapidità dei fenomeni legati alla transizione urbana – rapidità che impedisce una maturazione adeguata dei riferimenti identitari – e all'approccio neoliberale, riduzionista ed economicista delle istituzioni pubbliche, ormai incapaci di comprendere rivendicazioni di tipo simbolico-emotivo. Per superare tale asincronia, occorre ricostruire un sostrato comune tramite un nuovo patto sociale. Sono però necessarie alcune precauzioni. Anzitutto, è indispensabile abbandonare l'idea di un superamento definitivo dei conflitti: una struttura istituzionale sana e resiliente è votata unicamente al loro arbitraggio (Errejón & Mouffe, 2016; Mouffe, 2005, 2013b). Ciò significa creare le condizioni affinché le istituzioni possano ospitare il dibattito pubblico, anziché unicamente sostenere la posizione egemone escludendo le minoranze.

Per raggiungere un pluralismo istituzionale, riappacificando entro limiti gestibili il tessuto sociale, occorre lavorare per colmare – almeno in parte – le asincronie discorsive. Un dibattito pubblico appare necessario. Affinché tale dibattito sia fruttuoso, però, occorre che esso affronti diversi elementi. Vengono sottolineati quelli emersi nel corso della tesi: questioni legate alla giustizia spaziale, all'equilibrio territoriale, così come l'educazione minima richiesta e alla nozione di cittadinanza. Questo lavoro non porta dunque soluzioni chiuse – indicando *a priori* quale opzione adottare – ma indica la direzione che occorre imboccare e alcuni dei temi che è necessario affrontare per ricostruire un sostrato epistemico-culturale comune, necessario a rilegittimare le istituzioni e rendere governabile la società. Tale progetto si iscrive perciò in una più vasta rivendicazione e riadattamento dell'ideale socialista.

Abstract - Français

Notre époque est caractérisée par un retour des questions identitaires dans l'arène politique. Celles-ci menacent la stabilité des institutions et leur capacité à faire face collectivement à de nouveaux défis, et empêchent une planification commune.

Cet ouvrage analyse les fondements des tensions identitaires dans une perspective socio-spatiale. Des outils philosophiques et géographiques sont mobilisés dans un cadre interdisciplinaire afin de comprendre cette réalité. Cette structure méthodologique permet de surmonter les limites épistémiques de la philosophie politique en matière d'analyse scientifique de la réalité matérielle et s'inscrit dans le tournant spatial qui se répercute dans cette discipline. Grâce aux apports de la géographie sociale, une relation plus étroite avec la dimension spatiale et la réalité matérielle peut être établie.

La transition urbaine est analysée dans le canton du Tessin (Suisse) durant la période de 1980 à 2010. Des méthodes d'analyse discursive qualitative sont utilisées afin de comprendre l'évolution de la gouvernance du tourisme et de l'aménagement du territoire. Les résultats sont ensuite analysés à la lumière des concepts d'hégémonie culturelle (Gramsci, 1975) et de production spatiale (Lefebvre, 2000). L'analyse médiatique des débats autour de cas concrets – les *invasions touristiques* de 1981 et 2017, l'opposition au projet du Parc Adula – permet de mettre en évidence une importante asynchronie discursive entre les institutions cantonales et une partie de la population locale. Les politiques publiques sont perçues comme des agressions, des intrusions entravant le développement libre de la communauté locale. Les institutions ont donc perdu une partie de leur légitimité, en raison de leur approche néolibérale et managériale, et leur capacité à articuler de manière proactive les différentes sensibilités.

L'analyse du cas du Tessin fait ressortir des éléments importants qui sont ensuite approfondis dans la conclusion avec des apports théoriques. L'asynchronie discursive est un des problèmes les plus graves de la gouvernance contemporaine. Elle est due d'une part à la rapidité des phénomènes liés à la transition urbaine, qui empêche une maturation adéquate des repères identitaires et, d'autre part, à l'approche néolibérale, réductionniste et économiste des institutions publiques, qui ne permet plus de comprendre les revendications symboliques et affectives. Afin de surmonter cette asynchronie, il est nécessaire de reconstruire un terrain d'entente commun à travers un nouveau pacte social. Toutefois, certaines précautions sont nécessaires. Il est tout d'abord essentiel d'abandonner l'idée d'une résolution définitive de chaque conflit : une structure institutionnelle saine et résistante devrait être consacrée à leur arbitrage (Errejón & Mouffe, 2016 ; Mouffe, 2005, 2013). Il s'agirait de créer les conditions permettant aux institutions d'accueillir le débat public, plutôt que de simplement renforcer la position hégémonique excluant les minorités.

Pour parvenir au pluralisme institutionnel et réconcilier le tissu social, il est nécessaire d'œuvrer pour combler – au moins en partie – les asynchronies discursives. Cette thèse permet de faire ressortir plusieurs notions sur lesquels un débat public devrait avoir lieu, tel que les questions liées à la justice spatiale, à l'équilibre territorial, à la formation minimale requise ainsi que la notion de citoyenneté. Ce travail n'apporte donc pas de solutions figées mais indique l'orientation que devrait prendre ces débats et les questions qui devraient être traitées afin de reconstruire un terrain d'entente épistémologique et culturel, nécessaire pour relégitimer les institutions et rendre la société plus facilement gouvernable. Ce projet s'inscrit donc en tant que revendication et adaptation au sens large de l'idéal socialiste.

Abstract - English

Present time shows a strong return of identity issues into political life. The tensions induced by the return of these identities threaten the stability of institutions and the ability to collectively face new challenges, as well as preventing common planning.

This work analyses the root of identity tensions through a socio-spatial perspective. Through an interdisciplinary framework, philosophical and geographical tools are mobilised to understand this new reality. This methodological structure serves in particular to overcome the epistemic limitations of political philosophy with regard to the scientific analysis of empirical reality, and is part of a larger spatial turn that is influencing the discipline. Thanks to the contribution of social geography, a closer relationship with material reality and the spatial dimension can be established.

In particular, the urban transition of the Canton of Ticino (Switzerland) in the period 1980-2010 is analysed. Qualitative discursive analytical methods are employed to understand the evolution of tourism governance and spatial planning. The results are then analysed in the light of the concepts of cultural hegemony (Gramsci, 1975) and space production (Lefebvre, 2000). The media analysis of the debates around some concrete cases – *tourist invasions* in 1981 and 2017, opposition to the Parc Adula project – allows to highlight an important discursive asynchrony between cantonal institutions and a part of the local population. Public policies are perceived by the latter as aggressive, intrusive and oppressive attempts against the free development of the local community. The institutions have therefore lost, because of their neoliberal and managerial approach, part of their legitimacy and their ability to proactively amalgamate the different sensibilities.

From the analysis of the Ticino case, important paths emerge that are theoretically explored in depth. Discursive asynchrony is one of the most serious problems of contemporary governance. It is due, in part, to the speed of the phenomena linked to urban transition – a speed that prevents an adequate maturation of identity references – and to the neoliberal, reductionist and economicist approach of public institutions, now unable to understand symbolic-emotional claims. To overcome this asynchrony, it is necessary to rebuild a common substratum through a new social pact. For this to be successful, however, some precautions are needed. First of all, it is essential to abandon the idea of a definitive overcoming of conflicts. A healthy and resilient institutional structure is only devoted to their arbitrage (Errejón & Mouffe, 2016; Mouffe, 2005, 2013). This means creating the conditions for the institutions to host the public debate, rather than merely supporting the hegemonic position by excluding minorities.

In order to achieve institutional pluralism, reconciling the social fabric within manageable limits, it is necessary to work to fill – at least in part – the discursive asynchronies. A public debate seems necessary. For this debate to be fruitful, however, it needs to address several elements. Those that emerged during the thesis are highlighted: issues related to spatial justice, territorial balance, as well as the minimum education required or the very notion of citizenship. This work therefore does not bring closed solutions – indicating a priori which option should be chosen – but clearly indicates the direction to be taken and some of the issues that need to be addressed to rebuild a common epistemic-cultural substratum, necessary to re-legitimise institutions and make society governable. This project is therefore part of a wider claim to and adaptation of the socialist ideal.

Indice

Résumé ... iii
Abstract - Italiano ... iv
Abstract - Français ... v
Abstract - English ... vi
Indice ... vii
Ringraziamenti ... xi
Finanziamento ... xi

Prologo ... 1
A cavallo di due mondi: la prospettiva di questa ricerca ... 1
La struttura della ricerca ... 3

Introduzione ... 7
Fra marxismo e post-marxismo: la prospettiva (post-)marxista ... 7
Il discorso ... 9
Gli "oggetti nascosti" di questa tesi: il populismo e la democrazia ... 13

I[a] Parte. Di identità, ordinamento socio-spaziale e razionalità ... 15
1. La costruzione dell'identità e la questione dell'egemonia ... 15
1.1 Fra concettualizzazione e pluralità. Appunti introduttivi per una storia dell'identità ... 15
1.2 Identità collettiva ... 23
1.2.1 La questione nazionale ... 24
1.3 La dimensione spaziale dell'identità ... 26
1.4 La lotta per l'egemonia culturale ... 28
1.5 Conclusioni provvisorie ... 32
2. Elementi della teoria spaziale per un superamento dei limiti della tradizione filosofica ... 32
2.1 Il luogo come elemento fondamentale dell'ordinamento spaziale ... 33
2.1.1 Luogo come fondamento identitario ... 34
2.1.2 Mutamenti nelle forme dei luoghi: dalla città all'urbano, dalla campagna all'infraurbano ... 37
La coppia binaria tradizionale: Città e Campagna ... 39
Il gradiente contemporaneo: Urbano e Infraurbano ... 42
2.2 Verso un nuovo ordine spaziale ... 47
2.2.1 Il territorio come materializzazione dello spazio insulare ... 47
2.2.2 La spazialità relazionale ... 49
Mobility turn: verso nuove forme di vita ... 49
Lo spazio reticolare ... 50
2.3 Conclusioni provvisorie ... 51
3. Verso la materializzazione di un nuovo ordine discorsivo ... 52
3.1 La ragione politica e la ragione economica ... 52
3.1.1 La distinzione di economia e crematistica ... 52
3.1.2 La confusione sul concetto di crescita e l'egemonia crematistica ... 54
La quantificazione del reale come perversione crematistica ... 56

Il processo di valorizzazione 57
3.1.3 La ragione politica e la sua evoluzione 58
La distinzione fra politica antica e politica moderna 60
Tecnicizzazione della politica 62
3.1.4 Considerazioni critiche sulla distinzione economia-politica 63
3.2 Verso una nuova società 66
3.2.1 La globalizzazione neoliberale 66
3.2.2 L'avvento della società della prestazione 69
3.2.3 Il paradigma della crisi 70
3.3 Conclusioni provvisorie 72
4. Conclusioni teoriche 73

Inciso metodologico 77
I materiali di studio 78
Analisi discorsiva qualitativa 82
Procedimenti metodologici mobilitati 84

II[a] parte. Il caso ticinese 89
1. Introduzione 90
1.1 Dalla nascita del Cantone alla metà del Novecento 91
1.2 Il secondo Dopoguerra 95
1.2.1 Evoluzione degli insediamenti ticinesi fino al 1980 100
Gli edifici «fuori zona» 106
I rustici e le tracce del passato: occasione di polemica fra due visioni 106
1.3 Il Ticino in Svizzera 110
2. La pianificazione territoriale in Ticino 112
2.1 Il Piano Direttore del 1990 113
2.1.1 Premesse storiche: l'evoluzione delle normative urbanistiche 113
2.1.2 Il dibattito tecnico previo al Piano Direttore 117
Rapporto Comuni-Cantone 117
I limiti del Piano 118
2.1.3 Progetto di Piano Direttore Cantonale, 1990 120
Descrizione generale 120
Evoluzione territoriale e sociale ticinese: la mobilità 121
Il frontalierato e gli stranieri 128
Il turismo e la speculazione edilizia 130
La transizione all'urbano 133
Apertura culturale e mobilitazione totale 143
Protezione estetizzante del passato 144
Creazione del Ticino urbano 149
Ticino: spazio urbano e montagne – la competizione per lo spazio 152
2.2 Il Piano Direttore del 2009 171
2.2.1 Premesse storiche: Gli inizi del 2000 171
I cambiamenti a livello svizzero 171

Il rapporto sugli indirizzi del 2003 ... 172
La consultazione del 2005 e la politica di aggregazioni ... 176
2.2.2 Revisione del Piano direttore cantonale, Rapporto esplicativo, 2009 ... 187
Commento del PD 90 ... 187
L'ordinamento del Ticino ... 191
La mobilità ... 218
Le sfide per il Ticino nella rete urbana globale ... 221
2.3 Il dibattito e la bocciatura del Parc Adula ... 229
2.3.1 Gli argomenti dei favorevoli ... 238
Crescita economica ... 238
Visibilità ... 240
Limiti ragionevoli ed accettabili ... 241
Trasparenza e paure ... 244
2.3.2 Gli argomenti dei contrari ... 246
Ius urbano, limiti invasivi ed antropocentrismo ... 247
Perdita di sovranità ... 250
Scarse ricadute economiche ... 252
Irreversibilità del Parco ... 254
Mancanza di informazioni ... 256
Le questioni di fondo ... 258
2.4 Conclusioni provvisorie ... 261
3. Il turismo e l'evoluzione socio-territoriale ... 266
3.1 L'analisi dei discorsi dell'Ente Ticinese per il Turismo ... 267
3.1.1 Introduzione ... 267
Importanza dell'ETT come attore ... 267
Descrizione e limiti del materiale analizzato ... 268
Tendenze generali ... 269
3.1.2 L'evoluzione dell'ordine del discorso negli argomenti dell'ETT ... 275
Autenticità ... 277
Giustizia spaziale ... 284
Auto-percezione ... 292
3.2 Le due *invasioni turistiche* ... 299
3.2.1 1981: troppi turisti per una società urbana ancora immatura? ... 300
La Pasqua: il preludio ad un'estate calda ... 301
Il traffico ... 303
L'indotto turistico ... 305
Il rispetto ... 306
3.2.2 2017: Le Maldive di Milano e l'esasperazione dell'infraurbano ... 309
Il traffico ... 315
L'indotto turistico ... 316
Il rispetto ... 317
3.3 Conclusioni provvisorie ... 320
4. Sulle tensioni identitarie ticinesi ... 323

III[a] parte. Conclusione 329
1. Verso una maggior comprensione del populismo come reazione identitaria 329
1.1 Spunti ticinesi 329
1.2 "Produrre" identità collettive contemporanee 331
1.2.1 Sofferenze identitarie e trasmissione intergenerazionale 332
1.2.2 Conseguenze delle nuove forme di abitare 334
1.2.3 Il populismo 336
2. Verso un nuovo ordinamento socio-spaziale? 339
2.1 Le insufficienze del grande balzo all'urbano 339
2.2 La necessità di un dibattito socio-spaziale 340
2.2.1 Insufficienze dell'approccio liberale e del marxismo dogmatico 341
2.2.2 I criteri spaziali della giustizia 343
2.2.3 Verso un superamento della proprietà privata? 345
2.2.4 Verso un nuovo equilibrio fra nazionalità e cittadinanza? 346
2.2.5 Verso una nuova architettura istituzionale? 348
Una ridefinizione dello spazio funzionale 348
L'aumento di disparità fra spazi di vita e territori di decisione politica 349
Come ri-legittimare le istituzioni? 350
La necessità di un processo decisionale inclusivo e pacificato 351
3. Verso nuovi orizzonti 354

Appendice A – L'inconscio collettivo e la sua importanza identitaria 357

Appendice B – L'ipotesi di un'urbanizzazione planetaria 359

Bibliografia 361

Ringraziamenti

Vorrei ringraziare anzitutto la mia compagna, Yvana, e il mio supervisore Mathis per tutto l'appoggio ricevuto: mi hanno sostenuto, incoraggiato e confortato ben oltre quanto sarebbe stato necessario. Non avrei potuto realizzare questo lavoro senza il prezioso aiuto di Gonçal, dei miei colleghi d'ufficio – i migliori che si potrebbero desiderare! – e del personale tecnico e amministrativo dell'*Institut de Géographie et Durabilité*. Le discussioni e i bei momenti di scambio con tutti i colleghi (ed ex-colleghi!), così come con la mia famiglia allargata, con i miei vecchi coinquilini e con i compagni di Barcellona sono stati una fonte inesauribile di ispirazione. Un ringraziamento particolare va a Raphaël per le belle anamorfosi, che hanno materializzato in modo scientifico un'idea che mi ronzava in testa da anni. Il lavoro accademico è sempre più spesso veicolato dall'inglese come lingua franca. Voglio allora ringraziare Ross, Cosma, Dimitri e Mauro per le loro pazienti riletture dei miei tentativi di esprimermi in quella lingua.

Un grande ringraziamento va infine ai miei amici italofoni, che oltre al sostegno morale durante questo lungo percorso si sono incaricati di una lunga rilettura. Beninteso, ogni errore e refuso ancora presente è di mia unica responsabilità.

I rustici a Corippo, le montagne, i fiumi e i laghi, la bicicletta e i dibattiti politici seguiti su *Fort Apache* si sono rivelati elementi fondamentali per mantenere un equilibrio psico-fisico sufficientemente stabile e riuscire così a portare a termine questo lavoro e meritano dunque anch'essi una menzione.

Finanziamento

Questa tesi è stata realizzata grazie al programma Doc.Ch del Fondo Nazionale Svizzero per la Ricerca Scientifica (progetto POLAP1-172054/1), che mi ha garantito uno stipendio mensile per 3 anni, coprendo altresì i costi di conferenze, viaggi di lavoro e seminari ai quali ho partecipato. L'*Institut de Géographie et Durabilité* dell'*Université de Lausanne*, oltre ad ospitarmi, ha contribuito alle spese di redazione di un articolo scientifico.

Prologo

Questo testo presenta i risultati di una ricerca sulle cause delle tensioni identitarie che oggi scuotono la società europea e occidentale, avanzando alcune ipotesi su come gestire il problema. Lo fa partendo da un approccio (post-)marxista, e concentrandosi in particolar modo su due elementi empiricamente osservabili: la produzione dello spazio e l'evoluzione della razionalità egemonica in seno alle istituzioni.

Prima di iniziare, tuttavia, val la pena tentare di contestualizzare meglio questa ricerca. Anzitutto, partendo dalla considerazione seguente: negli ultimi anni, in Europa, questioni legate a vario titolo all'identità paiono tornate di grande attualità in concomitanza con la crescita di movimenti di stampo populista e nazionalista. L'epoca contemporanea pare dunque vanificare i sogni liberali di aver raggiunto uno stadio di civiltà pacificato, in cui il cittadino separa chiaramente le questioni identitarie – relegate nella sfera privata – dalla gestione della cosa pubblica – vieppiù depoliticizzata e in cui il dibattito segue una mera logica razionale. Al contrario, oggi si assiste all'aumento delle tensioni discorsive all'interno delle società europee ed occidentali. La frattura fra diverse posizioni politiche, fra modi distinti di comprendere ed esperire il mondo, in seno alla stessa comunità e fra le aspirazioni di vita individuali si fa vieppiù profonda.

Una miglior comprensione delle questioni identitarie – e delle tensioni contemporanee nella costruzione di tali identità – appare dunque fondamentale al fine di sanare questa frattura[1]. Tuttavia questo progetto appare limitato da diversi fattori. Anzitutto, l'identità non è facilmente definibile, né è semplice il compito di delimitarla. Essa può essere osservata da diverse prospettive. Ognuna con le proprie peculiarità, i propri punti di forza e i propri limiti. Come detto, l'approccio di questo lavoro all'identità sarà di tipo (post-)marxista, vale a dire orientato all'analisi discorsiva e attento ai rapporti di potere. Ciò non significa che tale prospettiva sia l'unica valida per affrontare la questione. Essa si rivela tuttavia assai pertinente nel fornire spunti di riflessione e profondità d'analisi.

A cavallo di due mondi: la prospettiva di questa ricerca

> Ma, in definitiva, quel che faccio – non dico quello per cui sono portato, perché non lo so affatto – non è né storia, né sociologia, né economia. È piuttosto qualcosa che in un modo o nell'altro, per semplici ragioni di fatto, è vicino alla filosofia. (Foucault, 2010, p. 14)

Affrontare una sfida come il tentare di capire alcune delle cause delle importanti tensioni identitarie contemporanee non è un compito semplice. Da una prospettiva vicina a quella che Gramsci, in seno alla tradizione italiana del marxismo, definiva *filosofia della prassi* (ovvero il materialismo dialettico) – ma più in generale seguendo la comprensione epistemica contemporanea – appare chiaro che il ruolo della realtà empirica non può essere sottostimato. Una riflessione filosofica che prescindesse completamente dall'empiria peccherebbe dei limiti mostrati dall'idealismo. Ciò non significa, però, sostenere una visione empirista o positivista. Non tutta la conoscenza viene dall'empiria – in primo luogo perché fra noi e il sostrato empirico v'è sempre una mediazione discorsiva da cui è impossibile separarsi, così come ben compreso

[1] Una trattazione generale dei problemi identitari è tuttavia al di là della portata di questo testo. Esso ha per obiettivo un'analisi filosofica dell'evoluzione delle identità collettive territorializzate contemporanee in ambito europeo, sottolineando in particolar modo gli elementi generatori di tensione. Problematiche legate all'identità personale, nonché a identità deterritorializzate non saranno dunque affrontate – se non nei limiti del ragionevole.

dall'ermeneutica del secolo scorso. È partendo da questi presupposti epistemici che questo lavoro propone un tentativo di articolazione del piano concettuale e di quello empirico. La mera storia della filosofia – storia concettuale – non potrebbe infatti aiutare a chiarire sufficientemente dei fenomeni strettamente legati a realtà empiriche e strutture sociali. Restare ancorati unicamente alla tradizione filosofica permette infatti di svolgere delle ricerche di storia della filosofia, di storia dei concetti, ma non garantisce sufficienti mezzi per approfondire lo studio del reale in modo soddisfacente. I limiti epistemici stessi della filosofia politica impongono perciò una maggiore e migliore integrazione con scienze sociali affinché concetti e realtà materiale dialoghino in modo più diretto, affinché sia possibile osservare la realtà e non limitarsi ad una trattazione autoreferenziale di storia del pensiero.

Per questo, al fine di rendere più pregnante e pertinente l'analisi filosofica della realtà identitaria, era importante associarvi una serie di conoscenze derivate da un'analisi più orientata all'empiria. La geografia, come scienza sociale dello spazio – e dunque come progetto dell'analisi del sociale in base alla dimensione spaziale – si presta particolarmente bene a questo esperimento. La filosofia politica – in special modo quella orbitante attorno alla galassia marxista – ha infatti tradizionalmente privilegiato relazioni con le scienze politiche, con la sociologia e la storia. Meno tuttavia è stato fatto nel campo della geografia. Oggi, tuttavia, con la pregnanza di fenomeni di tipo socio-spaziale[2] come la globalizzazione o la transizione urbana inducono a pensare che uno *spatial turn*[3] – ovvero il prestare maggior attenzione alla dimensione spaziale e alla sua centralità – sia necessario anche nell'ambito della ricerca filosofico-politica. Questo lavoro costituisce un esempio, un tentativo di articolare queste due discipline.

Ciò non deve tuttavia trarre in inganno: non si tratta qui di stabilire un dibattito paritario fra queste tradizioni scientifiche. Il vero obiettivo è e rimane prettamente filosofico: fornire una descrizione il più possibile approfondita e critica di alcuni dei motivi che spiegano l'insorgere di tensioni identitarie e riflettere sulla questione. È in seno allo svolgimento dell'indagine filosofica che vengono adoperate le conoscenze e le tecniche della geografia sociale. La vasta parte empirica, dunque, è da intendere come un supporto, un

[2] Questa coppia concettuale appare ridondante per i geografi sociali, che da almeno un trentennio sostengono l'inevitabile socialità dello spazio. Essa risulta però necessaria per un pubblico estraneo alla ricerca geografica per sottolineare la dimensione sociale di produzione dello spazio.

[3] Lo spazio è un concetto vasto e polisemico, che in diverse discipline viene mobilitato in modi distinti (Crang & Thrift, 2000). Mentre nella filosofia moderna lo spazio era relegato all'ontologia e all'epistemologia – si pensi alle proposte di Kant, di Cartesio o di Leibnitz (Lévy, 1994, pp. 60-69) – nel corso del ventesimo secolo lo spazio ha assunto un'importanza crescente per l'antropologia filosofica e la filosofia sociale e politica. Si è insomma riscoperto – grazie anche all'incontro con la sociologia urbana e la geografia critica – la dimensione sociale dello spazio – ciò che Lefebvre identificava con la nozione di *produzione* dello spazio. I lavori di Heidegger in antropologia filosofica – concentrati sul rapporto fra il *Dasein* e la realtà che lo circonda – hanno, nonostante i limiti di un'evidente idealizzazione della campagna e della vita rurale, avuto un notevole influenza sullo sviluppo non solo filosofico ma in generale delle scienze sociali. Grazie a pensatori come Lefebvre e Foucault, poi, l'analisi di nozioni spaziali e della dimensione spaziale della società ha arricchito la filosofia critica. Tale riscoperta – che possiamo appunto denominare *spatial turn* – ha permesso alla filosofia (e ad altre discipline) di abbandonare la fissazione moderna per la Storia (Warf, 2017) – il che non significa naturalmente che la Storia vada scartata come elemento poco interessante: si può infatti articolare una comprensione del reale che tenti di prendere in considerazione sia lo spazio che il tempo.

Considerare la dimensione spaziale della società è sicuramente un passo avanti per la filosofia sociale e politica nonché per l'antropologia filosofica. Occorre infatti comprendere che l'essere umano non è semplicemente un attore razionale che si evolve nel corso di una Storia, ma anche, ad esempio, un essere materiale che si muove e interagisce con la distanza che lo separa da ciò che lo circonda.

Concretamente, questo progetto si spinge oltre i tentativi – interessanti seppur a volte maldestri – della filosofia di voler considerare lo spazio. Per affrontare uno studio serio di questa dimensione, vengono infatti qui mobilitati strumenti geografici – stabilendo così un ponte interdisciplinare. La filosofia non è infatti la sola disciplina ad essersi occupata, recentemente, dello spazio, e deve allora adoperarsi per colmare le distanze e dialogare con le altre scienze che stanno accrescendo la nostra comprensione di tale realtà.

contributo alle riflessioni filosofiche che altrimenti non avrebbero avuto sufficiente materiale sul quale poter lavorare. Ciò naturalmente non significa stabilire una gerarchia generale, un ordine epistemico nel quale stabilire il valore delle diverse discipline. Semplicemente, in seno a questo lavoro la parte filosofica risulta preminente, mentre quella geografica – necessaria al sostentamento della ricerca – è ausiliaria.
Quali sono le attese rispetto al connubio fra filosofia e geografia? Affrontare questioni complesse e al tempo stesso così ramificate come quelle legate all'identità richiede di operare delle scelte. Su che aspetti concentrarsi? La geografia, con i suoi strumenti d'analisi qualitativa e la sua sensibilità rispetto alla comprensione del territorio potrà rivelarsi duplicemente utile. Vi sono due aspetti da prendere in considerazione:

- La distanza massima fra filosofia e geografia è il rapporto al mondo empirico. La geografia, in qualità di scienza sociale, ha infatti sviluppato strumenti metodologici concreti e definiti per affrontare il suo studio. La filosofia, invece, favorendo l'analisi concettuale e riflessiva, manca di una metodologia esplicitamente articolata per affrontare lo studio della realtà empirica. La collaborazione fra filosofia e geografia permetterà alla prima di ricevere numerosi ed importanti dati, adeguatamente selezionati e individuati dalla seconda. Senza ausilio dell'apparato metodologico delle scienze sociali, insomma, la filosofia non potrebbe affrontare in modo critico ed autocritico lo studio diretto della realtà empirica.
- V'è poi un ambito in cui filosofia e scienze sociali si avvicinano molto di più: il mondo concettuale e la dimensione teorica. Anche le scienze sociali, infatti, partendo dalle proprie ricerche sviluppano dei modelli teorici e delle prospettive epistemologiche complesse. In questo contesto, è interessante per la filosofia avvicinarsi a teorie – e dunque a oggetti molto vicini al suo campo di lavoro – elaborate a partire da prerogative distinte. Favorire questo scambio non è, come potrebbe invece sembrare, un compito evidente. La porosità e il dibattito fra le distinte discipline scientifiche sono infatti ancora troppo poco sviluppati. Solo negli ultimi decenni si è iniziato a considerare non solo utile ma addirittura necessario superare tali barriere (che, come ogni confine, risultano in ultima analisi artificiali) per favorire il progresso del sapere. Da questo punto di vista, lo scambio fra filosofia e geografia permetterà anche al pubblico filosofico di conoscere autori e teorie sviluppate nell'ambito delle scienze sociali che, pur essendo assai interessanti e compatibili con la ricerca filosofica, sono spesso sconosciuti.

L'unione di filosofia e geografia potrà dunque portare buoni frutti alla ricerca filosofica: sia per quanto riguarda l'accesso a dati scientifici sul mondo empirico, che per quanto riguarda il contatto con teorie e concetti interessanti ma poco conosciuti.

La struttura della ricerca

Dopo aver descritto la prospettiva (post-)marxista mobilitata, questo lavoro si apre con una parte teorica che analizza il fenomeno dell'identità. In particolare, vengono sottolineati gli aspetti discorsivi e la plurivocità di tale fenomeno – in un continuo processo di definizione e ridefinizione. Dal momento che osservare direttamente i fenomeni identitari appare impossibile – essi traspaiono infatti attraverso altre realtà – si opta dunque per designare due indicatori che, in modo indiretto, possono contribuire a mostrare le tensioni identitarie e le loro cause. Essi sono

- La produzione dello spazio – ovvero il modo in cui una società produce e determina il proprio spazio e ne è al contempo determinata. In tale processo, frutto dell'interazione fra una molteplicità di attori e di una costante lotta per il potere, particolarmente importante appare il ruolo delle istituzioni.
- L'egemonia culturale – ovvero la determinazione del senso comune, della definizione della realtà, da parte di una prospettiva particolare. Nei processi vitali di una società, infatti, si affrontano diverse prospettive di gruppi in lotta fra loro per la conquista del potere. Essere in grado di determinare il modo in cui la realtà è esperita riveste un'importanza fondamentale. Dal momento che la realtà di una società si decide attraverso l'interazione di diversi gruppi, delimitare i confini del sostrato comune agli stessi – stabilire le regole del gioco – contribuisce fortemente a influenzare l'evoluzione sociale in generale.

Questi due indicatori – produzione dello spazio ed egemonia culturale – rappresentano realtà discorsive in cui la struttura istituzionale gioca un ruolo fondamentale. Come le istituzioni producano lo spazio e come definiscano ciò che costituisce il reale risulta infatti importante nella definizione identitaria. L'ipotesi, poi confermata nella parte empirica, è che le tensioni identitarie siano spesso generate da un'asincronia fra i discorsi istituzionali e il modo di vivere e interagire con la realtà di una parte della popolazione: esistono cioè tendenze identitarie che non vengono considerate dalle istituzioni, e che si organizzano dunque in opposizione a queste. Si tratta del principale risultato di questo lavoro.
Nella parte empirica viene analizzata l'evoluzione urbana del Canton Ticino dagli anni '80 ad oggi. In particolare, si sviluppano due linee di ricerca:

- Evoluzione della pianificazione territoriale: comprendere cioè come le istituzioni hanno immaginato il territorio ticinese e come dunque hanno contribuito a modellarlo in seguito al modello stabilito. Dopo aver appurato i maggiori cambiamenti discorsivi fra il Piano direttore (il più importante documento di pianificazione territoriale a scala cantonale) del 1990 e quello del 2009, si è poi analizzato il dibattito pubblico sorto attorno al progetto di Parc Adula, mostrando come la reazione popolare contro questo progetto costituiva in realtà una messa in discussione indiretta di tutta la politica di sviluppo urbano e territoriale, palesando cioè il malessere di chi si sentiva escluso e oppresso dalla prospettiva istituzionale.
- Evoluzione dell'egemonia discorsiva nell'ambito della gestione turistica: l'Ente Ticinese del Turismo mostra infatti una sensibile trasformazione nel proprio modo di definire la realtà turistica e, conseguentemente, di comprendere i compiti e gli obiettivi delle istituzioni pubbliche. Mentre negli anni '80 esso era fortemente orientato ad un progetto socio-territoriale di redistribuzione delle ricchezze derivanti dal turismo verso le regioni periferiche, a partire dagli anni '90 si assiste all'avvento di una comprensione manageriale e neoliberale dei compiti dell'ente. Anche in questo caso vengono poi analizzati due eventi – che possono essere definiti *invasioni turistiche*[4] – per comprendere la reazione di una parte della popolazione e dei media a tali cambiamenti di razionalità istituzionale.

L'analisi del caso ticinese, mettendo in evidenza il ruolo delle istituzioni e delle reazioni di una parte di popolazione alle stesse, permette di osservare l'emergere di una crescente asincronia discorsiva in seno alla

[4] Con questo termine si intende un afflusso non previsto e difficilmente gestibile di turisti.

società ticinese. Istituzioni e popolazione locale, mondo urbano e infraurbano, pratiche quotidiane e riferimenti identitari sono solo alcune delle coppie messe in tensione in questi anni.
La conclusione si occupa di raccogliere gli spunti sollevati nel corso dell'indagine empirica, per proporre una riflessione concettuale di più ampio respiro. In particolare, vengono sollevate le questioni legate all'asincronia discorsiva fra istituzioni e popolazione, e la difficoltà di conciliare i rapidi cambiamenti socio-spaziali (transizione urbana, abitare politopico) con la più lenta evoluzione identitario-emotiva.
La tesi di fondo è che la transizione urbana ha imposto una struttura socio-territoriale che ha trasformato radicalmente la realtà (nuovi modi di abitare, nuove relazioni con il territorio, nuovi fenomeni, …) in tempi così rapidi da non permettere una corrispettiva evoluzione dei riferimenti socio-culturali della popolazione. La mancanza di politiche pubbliche orientate a costruire una "coscienza urbana" nella popolazione e di politiche che rendessero la nuova società urbana più inclusiva – assenze influenzate dalla comprensione neoliberale ormai egemonica in seno alle istituzioni – contribuisce ad aggravare questa situazione. La transizione urbana ha modificato i modi di vita, ma una parte della popolazione ha ancora riferimenti simbolico-identitari legati alla società pre-urbana (ad esempio l'idea di "campagna"). Al tempo stesso, anche le istituzioni sono fondate su un paradigma spaziale insulare (territorio come isola, fondato su modi di vita stanziali) che si rivela almeno in parte inadeguato. Da queste asincronie sorgono le tensioni che, è questa l'ipotesi qui sostenuta, contribuiscono alla disfunzionalità istituzionale che fa emergere spinte populiste e aggressività sociale.
Questo lavoro propone dunque diversi spunti che possono risultare di una certa pertinenza nei seguenti ambiti:

- **Dibattito ambientale**: l'analisi del fallimento del Parc Adula, nonché più in generale le considerazioni sull'asincronia discorsiva possono contribuire a migliorare le politiche ambientali e le misure di tutela della biodiversità, fornendo strumenti d'interpretazione delle reazioni popolari più approfonditi.
- **Contesto svizzero**: il Ticino non è l'unico Cantone ad aver esperito una transizione urbana rapida in un contesto semi-alpino. Le metodologie utilizzate per analizzare la situazione ticinese possono dunque essere replicate in altri Cantoni, sia per studi comparativi che per contribuire allo sviluppo di nuove politiche socio-spaziali.
- **Contesto Europeo**: anche in Europa vi sono diverse regioni che vivono gli effetti delle tensioni generate da una rapida transizione urbana. Tali fenomeni, seppur indirettamente, possono contribuire a meglio comprendere l'auge di movimenti populisti e le loro rivendicazioni.
  Inoltre, mostrando le difficoltà di integrare comunità urbane ed infraurbane, tale studio contribuisce alla ricerca di una soluzione al problema di costruzione di un'identità europea più comprensiva e plurale, capace cioè di ospitare (senza annichilarle) molteplici distinte identità collettive che si rifanno a contesti e territori di diverso tipo (Mouffe, 2013b, pp. 63-84). Si tratta cioè di un contributo importante per sviluppare un'analisi più approfondita sui vari livelli identitari di cui occorre tener conto per superare la crisi di legittimità del progetto neoliberale europeo mantenendo intatto lo spirito di integrazione.
- **Dibattito teorico**: questo lavoro rivendica l'eredità sia della corrente marxista che di quella post-marxista, cercando di integrare gli aspetti più interessanti di queste due tradizioni in una prospettiva che rinnovi le proposte socialiste. Al contempo, esso si costituisce grazie ad un avvicinamento originale di geografia e filosofia politica, mostrando le possibilità di sviluppo che tale unione interdisciplinare offre ai ricercatori. Pur non avanzando pretese fondazionali – vi sono diversi esempi

di collaborazione fra filosofia e geografia nel corso del XX secolo – esso mostra un caso in cui la collaborazione interdisciplinare dà frutti interessanti.

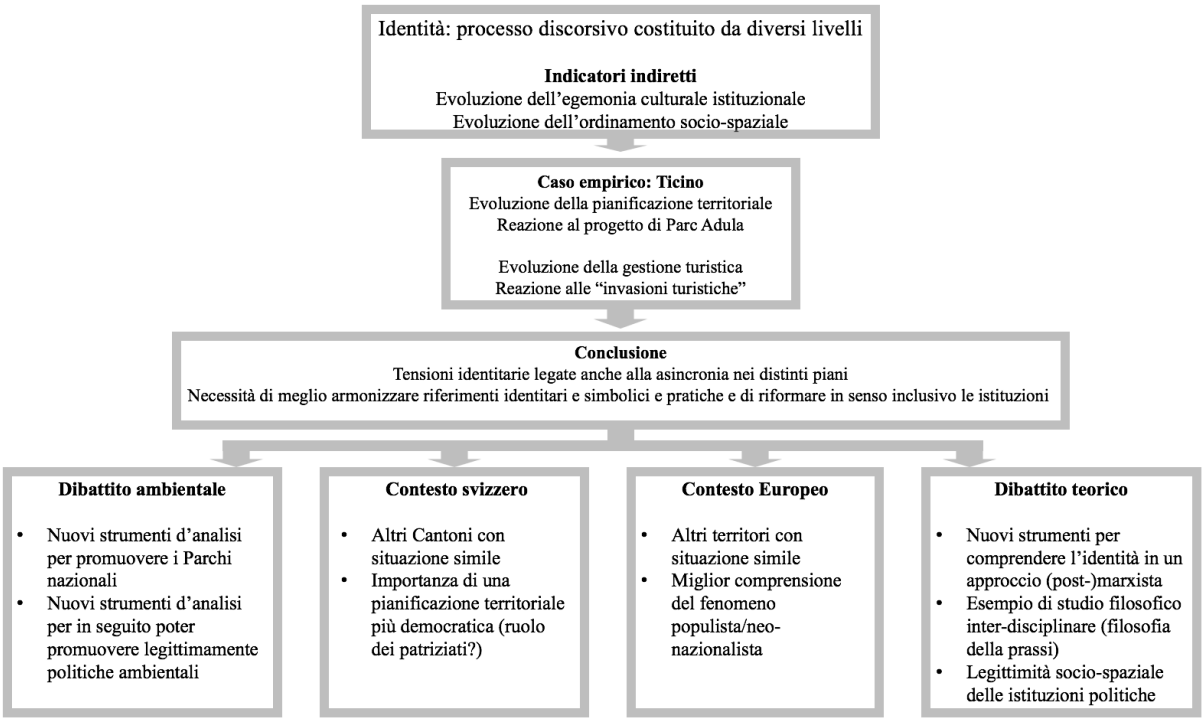


Figura 1. La struttura del lavoro.

Questa ricerca è dunque segnata dalla domanda circa le cause delle tensioni identitarie che agitano il panorama politico e culturale contemporaneo. Per tentare di rispondere alla stessa, si privilegia un impianto dialettico in cui si mobilitano alcuni concetti teorici per poi confrontarli con la realtà empirica ticinese – un oggetto di ricerca che offre numerosi spunti di riflessione sulla questione – per infine tornare al piano teorico, questa volta però con una conoscenza infusa ed arricchita dagli elementi empirici emersi dal caso ticinese. Comprendere come il Ticino sia evoluto negli ultimi decenni in termini identitari – sottolineando le distanze fra le rappresentazioni istituzionali e la sensibilità di parte della popolazione – aiuterà dunque a riflettere in modo più serio sui processi di costruzione dell'identità in generale.

Introduzione

Fra marxismo e post-marxismo: la prospettiva (post-)marxista

Il post-marxismo è una corrente di pensiero che si richiama espressamente all'eredità marxista allontanandosi tuttavia dagli ambiti, dagli obiettivi e dalle modalità di ricerca tipiche di quest'ultima. Fra i suoi autori più eminenti, non si può non citare il lavoro di Laclau e Mouffe (2014) sull'egemonia. Questo testo, ispirandosi profondamente alle tesi di Gramsci, insiste nel voler abbandonare quella che viene definita come una lettura riduzionista ed essenzialista delle classi nel marxismo tradizionale.

Prima di sottolinearne la pertinenza, osserviamo i limiti di tale approccio. Anzitutto, esso pecca di manicheismo, presentando una caricatura più che una descrizione reale del panorama intellettuale marxista. Inoltre, questa proposta tende a relativizzare troppo marcatamente il panorama politico, dimenticando i limiti posti dalle strutture economiche esistenti[5]. Si può dunque comprendere come, in seno al movimento marxista, tale corrente sia stata percepita più come un abbandono totale del marxismo che come una sua revisione o evoluzione (Geras, 1987) – aspetto d'altra parte ammesso più o meno esplicitamente dai suoi autori[6]. Perché, dunque, di fronte a queste critiche, questo lavoro rivendica una prospettiva (post-)marxista?

Vi sono motivi sia empirici che teorici per spiegare questa scelta.

- **La centralità dell'analisi discorsiva.** Anzitutto, la ricerca che verrà qui presentata non si fonda su una lettura della struttura economica della società – poiché tale compito esula dalle nostre competenze. La nozione di classe sociale – seppur sempre latentemente centrale – non viene dunque tematizzata come cardine del lavoro. Questo testo si articola dunque su un terreno di lavoro relativamente distante, seppur non indissociabile, dagli ambiti di studio del marxismo più ortodosso. Esso si concentra infatti sull'analisi discorsiva – analisi cioè di quegli ambiti a cavallo fra elementi materiali e culturali, che costituiscono la sede del potere e del micropotere in una prospettiva post-marxista e foucaultiana.

  V'è poi una ragione teorica più importante per la quale questo lavoro non può iscriversi semplicemente in una prospettiva marxista. Sebbene la questione di classe risulti ancora centrale nella determinazione delle possibilità reali di una società, essa non può essere semplicemente definita da relazioni materiali di potere. Qui il pensiero di Marx dev'essere invece sposato all'osservazione schmittiana secondo cui «nessuna grande contrapposizione sociale può essere risolta solo economicamente» (Schmitt, 2010, p. 36). La lotta di classe, dunque, non è una mera lotta materiale tra forze economiche. Essa è invece principalmente una lotta culturale per definire e legittimare le aspirazioni (di potere, e dunque anche materiali) di classi e gruppi distinti: «la questione concerne la definizione morale o giuridica di chi sia propriamente il produttore, il creatore e di conseguenza il signore della ricchezza moderna» (Schmitt, 2010, p. 36): la borghesia o il proletariato.
- **L'accettazione dei limiti umani e dunque sociali.** A differenza delle due più importanti correnti politiche moderne – liberalismo e marxismo – questo lavoro parte da una concezione della situazione

[5] «Laclau and Mouffe join all those action-oriented theorists whose excessive fear of essentialism leads them to turn their backs on any serious examination of how global institutional orders persist and change» (Mouzelis, 1988, p. 121).

[6] «La società è permeata dalla contingenza, e ogni ordine politico è di carattere egemonico, ossia è sempre l'espressione di relazioni di potere. Ciò significa che la ricerca di un consenso senza esclusioni e l'idea di una società perfettamente riconciliata e armonizzata debbono essere abbandonati. In altri termini, l'ideale emancipatorio non può essere più concepito come la realizzazione di una qualche forma di "comunismo"» (Mouffe, 2013b, p. 13).

umana come limitata – e dunque dalla centralità dell'analisi dei limiti nell'azione politica. Ciò significa dunque avvicinarsi, in un certo modo, a correnti filosofiche antiche e a pensatori di stampo conservatore per superare i limiti dell'ottimismo moderno[7].

- **L'abbandono del marxismo messianico.** Questo lavoro parte dal rifiuto della concezione messianica del marxismo occidentale (Losurdo, 2017), accettando cioè l'idea fondamentale del post-marxismo secondo cui non si può agire in vista del raggiungimento di una sintesi finale – la società senza classi e senza ingiustizie – ma occorre invece accettare il fatto che le relazioni di potere esisteranno sempre, e sia dunque necessario trovare il miglior metodo per palliarle – tramite cioè l'ampiamento della democrazia[8] e l'arbitraggio dei conflitti.
- **La rivendicazione di una parte del marxismo metodologico.** In questa prospettiva, la dimensione narrativa e le questioni d'egemonia culturale acquisiscono la preminenza sul mero determinismo economico. Al contempo però appare chiaro che l'egemonia culturale – così come avremo modo di osservare – non si sviluppa priva di determinazioni. Le relazioni di forza materiali, i rapporti di potere, la lotta di classe, sono determinati ma altresì determinano lo sviluppo della lotta per l'egemonia. In questo senso, la prospettiva di questo lavoro si allontana da quelle che potrebbero essere viste come eccessive concessioni al relativismo in Laclau e Mouffe, restando invece vincolata – seppur indirettamente – alla corrente marxista.
- **La riformulazione di una tesi socialista.** Se non si articola la rivendicazione post-marxista con la postulazione della lotta di classe in senso marxista (attraverso l'idea social-democratica che questa lotta può avere un'espressione istituzionale e non deve necessariamente ricorrere alla violenza) ecco che il post-marxismo rischia di avvicinarsi a una prospettiva liberale di legittimazione onto-metodologica delle istanze della democrazia rappresentativa[9]. Da una prospettiva di sinistra la

[7] «Unlike liberalism and Marxism, both of which are doctrines of reconciliation and mastery, conservative philosophy is predicated upon human finitude, imperfection and limits» (Mouffe, 2005, p. 16).

[8] Il problema maggiore delle posizioni post-marxiste, in special modo da una prospettiva di sinistra, è il seguente: affinché si dia una democrazia radicale, «è necessario che ci sia consenso sulle istituzioni che sono costitutive della democrazia liberale e sui valori etico-politici che dovrebbero improntare l'associazione politica. Ma ci sarà sempre disaccordo sul significato di quei valori e sul modo in cui andrebbero attuati» (Mouffe, 2013b, pp. 27-28). Tale consenso metodologico, tuttavia, non è scontato, e anzi si scontra nella realtà con l'impossibilità di uscire dalla situazione di lotta per l'egemonia e dalle relazioni di potere per rifondare le istituzioni democratiche. La scelta dei valori fondanti e delle istituzioni costitutive non è insomma una scelta meta-politica, ma è già una scelta politica. Sono le stesse analisi dei post-marxisti a sottolineare quest'aspetto: «per immaginare di agire politicamente, il momento della decisione non può essere evitato e ciò implica l'istituzione di frontiere, la determinazione di uno spazio di inclusione/esclusione» (Mouffe, 2013b, p. 34). In questo senso, l'avvento della democrazia radicale (superando le aporie del sistema liberale e le ingiustizie sistemiche della struttura capitalista) non può che essere il frutto di una lotta contro-egemonica. Se così non fosse, se il consenso fondamentale su istituzioni e valori fondanti della società non venisse già immaginato come risultato di una lotta vincente contro il potere stabilito, saremmo di nuovo in una concezione (più organica e complessa) del liberalismo borghese mirante a giustificare i rapporti di forza vigenti e a neutralizzare le pretese contro-egemoniche rilegandole a una mera battaglia narrativa sull'interpretazione del reale.
Mentre i post-marxisti si impegnano a separarsi dall'obiettivo utopico dei marxisti – vale a dire una società completamente riconciliata e priva di conflitti – essi rischiano però di dimenticare pure la parte più valida della tradizione marxista: l'analisi della struttura economica e l'identificazione di nuclei di potere "duro". Prendere le distanze dall'ontologia marxista (Mouffe, 2013b, p. 98) – e dalla sua propensione messianica (Losurdo, 2017) – non implica necessariamente di dover abbandonare l'analisi di classe come strumento analitico.

[9] È chiaro che fosse fondamentale per Laclau e Mouffe separarsi dal riduzionismo e dall'essenzialismo di una parte del marxismo dogmatico, nonché dalle sue propensioni messianiche. Al contempo, tale allontanamento non deve però essere troppo radicale – così come non dev'essere troppo acritica la difesa delle strutture di democrazia rappresentativa e dei pregi del liberalismo. Il rischio è quello di fornire ai sostenitori dello *status quo* degli strumenti di legittimazione della società contemporanea e delle sue ingiustizie. La critica qui condotta ai post-marxisti è, dunque – al pari della critica da loro rivolta ai marxisti – meramente contestuale e dettata dai movimenti della dialettica discorsiva – per cui non è possibile trovare un punto stabile e definitivo di compromesso fra diverse concezioni. Non si tratta cioè di una critica diretta sul contenuto quanto piuttosto

> scommessa molto interessante, del post-marxismo, si rivela perciò al tempo stesso pericolosa – da cui la necessità di rafforzare il suo vincolo con la tradizione marxista. La rivendicazione di una posizione (post-)marxista, dunque, dev'essere intesa come il tentativo di sposare queste due correnti con risultati che di fatto aggiornano, in modalità contemporanee (post-fordiste e post-universaliste), la posizione socialista.

Da qui, la scelta, precaria e non definitiva, di stabilire un campo intermedio fra marxismo e post-marxismo, evitando entrambi gli estremi: il (post-)marxismo, come prospettiva che ha guidato questo lavoro – che può essere inteso come un tentativo di applicare e ampliare le tesi post-marxiste (a cui vengono apportate dei correttivi per ridurre il rischio di relativismo) al campo delle identità socio-spaziali e delle tensioni territoriali susseguenti la transizione urbana.

Il discorso

Voler parlare di identità significa analizzare una realtà discorsiva. Prima di intraprendere l'analisi, dunque, è bene chiarire cosa si intende con discorso.

Studiare la società umana è un compito estremamente complesso. Lo è, innanzitutto, perché si tratta di un lavoro riflessivo. Il compito della scienza, in quanto sapere critico e autocritico, è quello di isolare le distinte varianti che compongono il reale per tentare di comprendere in modo più approfondito le relazioni di causalità fra gli elementi studiati. A questo servono le condizioni da laboratorio: a poter determinare in modo più o meno affidabile quali variabili vengono messe in gioco e quali invece risultano escluse (Alegre Zahonero & Fernández Liria, 2010). Per lo studio del sociale, però, tale possibilità è in pratica preclusa. Infatti non è possibile riprodurre in laboratorio un segmento della società. Un'altra importante complicazione deriva dal fatto che lo studioso stesso deve sottomettersi ad una profonda e radicale autocritica per comprendere ed esplicitare la sua appartenenza ad una determinata società e cultura. Egli è infatti influenzato profondamente da filtri di tipo disciplinare, culturale ma anche linguistici.

Uno degli aspetti fondamentali dell'essere umano è proprio la relazionalità: l'uomo non è un *ab-soluto* indipendente. «Nel riconoscimento e nell'accettazione del proprio esser-parte, l'uomo trova la sua collocazione e il senso della sua esistenza che è nell'adeguarsi, in quanto parte, all'ordine (*kósmos*) del tutto» (Galimberti, 2011, p. 54).

> L'uomo è qualcosa di essente. In quanto tale appartiene all'intero dell'essere come la pietra, l'albero e l'aquila. «Appartenere», qui, significa ancora essere «inserito» (*eingeordnet*) nell'essere. Ma ciò che distingue l'uomo consiste nel fatto che egli, essendo l'essere che pensa, aperto all'essere, è posto di fronte all'essere, resta riferito a esso e gli corrisponde. L'uomo *è* in senso proprio questo rapporto di corrispondenza ed è soltanto questo. (Heidegger, 2009, p. 37)

Così, tentare di isolare e separare aspetti del sociale e dell'umano per poterli studiare con attenzione equivale a compiere il maggiore degli sforzi, poiché la natura stessa dell'umano è la sua relazionalità, il suo essere inserito in un contesto. Dunque se, come giustamente affermava Heidegger, «il linguaggio è la casa dell'essere. Nella sua dimora abita l'uomo» (Heidegger, 2011a, p. 31), per studiare l'uomo con una certa profondità e serietà sarà necessario e fondamentale chinarsi sulla questione del linguaggio. Linguaggio è da

di riaffermare alcuni elementi affinché la proposta post-marxista continui a rafforzare la sinistra e non fornisca invece nuovi strumenti di difesa all'ordine egemonico.

intendersi come il piano simbolico nel quale l'uomo – tramite la mediazione degli impianti discorsivi – organizza la propria esperienza del reale.
Si introduce qui una nozione che risulta fondamentale nello sviluppo delle scienze sociali contemporanee: il discorso. L'analisi critica discorsiva, è infatti divenuta «a substantial and diverse international field of teaching and research» (Fairclough, 2010, p. 2). È importante sottolineare il successo di tale corrente sia per comprendere la pregnanza della nozione di discorso che per anticiparne i limiti: nella pluralità di modi in cui tale termine è stato mobilitato infatti si intravvedono contraddizioni interne e dibattiti epistemologici che vanno affrontati (Müller, 2008). Che cos'è, dunque, un discorso? Rifacciamoci alla descrizione che Foucault dava del proprio lavoro per iniziare ad avere qualche pista.

> Il s'agit de montrer […] de quelle manière, en remontant, comme à contrecourant, le langage tel qu'il était parlé, les êtres naturels tels qu'ils étaient perçus et rassemblés, les échanges tels qu'ils étaient pratiqués, notre culture a manifesté qu'il y avait de l'ordre, et qu'aux modalités de cet ordre les échanges devaient leurs lois, les êtres vivants leur régularité, les mots leur enchaînement et leur valeur représentative. (Foucault, 2015c, p. 1042)

Discorso è dunque, come ben si può immaginare, un ordine che ha a che fare con l'aspetto linguistico. Tuttavia, il discorso non è solo questo. «Discourses as abstract forms of knowledge cannot be reduced to the merely linguistic element of being defined by a sum of constitutive, interrelated texts – of being narratives […]. Discourse refers both to linguistic and to extra-linguistic phenomena, to language and practice» (Müller, 2008, p. 329). Il discorso è perciò quell'ordine che unisce il piano simbolico-linguistico a quello materiale. Discorsi sono dunque «the processes through which these "truths" become embodied and enacted» (Dittmer, 2010, p. 275). Proprio per questo motivo il discorso si rivela uno strumento fondamentale nello studio dei fenomeni sociali: esso è infatti ciò che unisce pratiche e significati[10]. Seppur con modalità molto diverse fra loro, dunque, le scienze sociali hanno riconosciuto l'importanza di analizzare i discorsi per ricostruire la genesi e lo sviluppo dei rapporti sociali (van Leeuwen, 2018). «The Foucauldian-inspired governmentality literature has not produced a unified theoretical approach or perspective, yet most studies of governmentality share a common concern for critically examining the role that knowledge production has played in the formation of modern governmental practices» (Rose-Redwood, 2006, p. 469). Anche in questa ricerca si analizzeranno discorsi come strumento per ricostruire l'evoluzione nei modi di comprendere ed esperire la realtà in una determinata comunità.
Vi sono però alcuni elementi che vanno chiariti prima di proseguire. Anzitutto, si è detto che il discorso è il ponte fra il piano simbolico e quello materiale (Ruiz Ruiz, 2009). Proprio per questo, esso non è un elemento a sé stante, ma un fenomeno relativo e relazionale.

> Discourse is not simply an entity we can define independently: we can only arrive at an understanding of it by analysing sets of relations. Having said that, we can say what it is in particular that discourse brings into the complex relations which constitute social life: meaning, and making meaning. (Fairclough, 2010, p. 3)

In quanto realtà relazionale, esso rimanda perciò ad altri elementi. Un discorso è proferito da un soggetto[11], il quale è a sua volta iscritto in una cultura, una società, un gruppo d'interesse e via dicendo. La posizione

[10] Ecco anche perché, per sviluppare una ricerca, occorre stabilire in modo preciso come si intende affrontare la questione. Focalizzarsi unicamente sul piano linguistico comporta infatti diversi limiti: «geopolitical identities are often contested and pluralized in places where a purely linguistic concept of discourse is conceptually blind» (Müller, 2008, p. 332).
[11] Qui si solleva una questione fondamentale del dibattito del XX secolo sull'ontologia sociale: è l'individuo a costituire i discorsi in modo libero o sono i discorsi a costituire i soggetti? Non è in realtà possibile propendere chiaramente per nessuna

del discorso è dunque un elemento importante: «le positionnement suppose l'existence de réseaux institutionnels spécifiques, de communautés discursives qui partagent un ensemble de rites et de normes» (Maingueneau & Cossutta, 1995, p. 115). Uno stesso discorso – ad esempio la comprensione neoliberale della realtà – avrà dunque applicazioni e articolazioni diverse a dipendenza della comunità discorsiva, del contesto sociale, dell'occasione e della modalità nel quale sarà esplicitato. «Dans toute société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures» (Foucault, 2015a, p. 228). Tali procedure sono importanti e vanno considerate. Esso è dunque anche influenzato da una serie di elementi esterni che rivestono un ruolo fondamentale: dalle regole grammaticali agli obiettivi empirici e sociali del campo d'applicazione del discorso, sono numerosi i fattori che partecipano alla sua costruzione. Se non si considerassero questi elementi, si rischierebbe di ignorare un aspetto fondamentale della realtà discorsiva, vale a dire la caratterizzazione della «volonté de vérité comme prodigieuse machinerie destinée à exclure» (Foucault, 2015a, p. 234)[12]. Diventa cioè fondamentale, nell'analisi del sociale, non occuparsi unicamente degli aspetti *intradiscorsivi*, narrativi, ma avere sempre una certa attenzione per «la manière dont le savoir est mis en œuvre dans une société, dont il est valorisé, distribué, réparti et en quelque sorte attribué» (Foucault, 2015a, p. 232). Non tutti i discorsi si assomigliano infatti: in particolare a noi interessano i discorsi istituzionali, discorsi cioè che non solo rappresentano la visione del gruppo dirigente, ma che altresì costituiscono la base dell'interazione fra questa visione e il reale. Si noti che

> this is a realist approach which claims that there is a real world, including the social world, which exists irrespective of whether or how well we know and understand it. More specifically it is a «critical realist» approach, which means among other things a recognition that the natural and social worlds differ in that the latter but not the former depends upon human action for its existence and is «socially constructed». (Fairclough, 2010, p. 4)

Concentrarsi sull'analisi dei discorsi non significa perciò negare l'esistenza di realtà ultra-linguistiche, al contrario, significa proprio riconoscerle, e comprendere il sociale come ambito di mediazione fra il livello simbolico e quello materiale. Comprendendo l'ordine discorsivo come l'ambito propriamente sociale nel quale vengono mediate e regolate le istanze simboliche e quelle materiali, dando forma alle diverse strutture sociali, occorre fornire alcune regole generali che dovrebbero guidare uno studio il più possibile critico ed autocritico dei discorsi. Seguendo Foucault, occorre capovolgere la pretesa epistemica del discorso: nelle scienze sociali esso non può essere preso ingenuamente come una semplice esplicitazione dell'ordine del reale e dunque come fonte di verità. Al contrario, esso dev'essere analizzato nella propria funzione di riduzione e cancellazione, nella propria pretesa di limitare *altri* modi di comprendere ed interagire con il reale. Ogni discorso dev'essere dunque compreso non unicamente come strumento per affermare una verità, ma anche e soprattutto come metodo per escludere verità e pratiche *altre*. In secondo luogo, non bisogna

---

delle due posizioni, infatti si deve riconoscere sia l'influenza che i discorsi hanno sulla capacità d'azione e d'immaginazione degli uomini, sia l'assenza di un determinismo stretto nelle questioni sociali.

[12] Ogni discorso possiede infatti regole che lo delimitano e che ne fanno pertanto un elemento di esclusione di altri ordini discorsivi possibili: ad esempio «pour qu'une proposition appartienne à la botanique ou à la pathologie, il faut qu'elle réponde à des conditions, en un sens plus strictes et plus complexes que la pure et simple vérité : en tout cas, à des conditions autres» (Foucault, 2015a, p. 238). È dunque fondamentale comprendere che «pour appartenir à une discipline, une proposition doit pouvoir s'inscrire sur un certain type d'horizon théorique» (Foucault, 2015a, p. 239), che ogni discorso si rifà ad elementi di diverso tipo e su più piani, che rivendicando la propria validità epistemica tende ad escludere pratiche *altre*. Per questo, come vedremo, è importante non unicamente mostrare le evoluzioni interne ad un ordine discorsivo ma anche tentare di mettere in relazione questa all'apparire di discorsi diversi e divergenti.

necessariamente cadere nell'ideale di una continuità epistemica soggiacente[13]. V'è poi da considerare la specificità dei discorsi come strumenti umani per organizzare la realtà: «il faut concevoir le discours comme une violence que nous faisons aux choses, en tout cas comme une pratique que nous leur imposons; et c'est dans cette pratique que les événements du discours trouvent le principe de leur régularité» (Foucault, 2015a, p. 248). Il discorso non emana cioè direttamente dalle cose, ma è a loro sovrimpresso per permetterci di interagire con esse. La tensione fra l'ordine simbolico e l'ordine materiale è costitutiva del piano discorsivo e non può dunque essere sottovalutata. Infine, occorre tentare di ricostruire, a partire dall'analisi discorsiva, gli elementi extradiscorsivi e metadiscorsivi che ne hanno influenzato la genesi. Analizzare un discorso significa cioè, in seno alle scienze sociali, analizzare le condizioni entro le quali tale discorso è giunto a ricoprire un determinato ruolo.
Una menzione va poi fatta alle rappresentazioni spaziali. Anch'esse infatti fanno parte dell'ordine discorsivo.

> Given that space and place are constructed and produced by a variety of dynamic, interrelating cultural, social, political and economic processes that, in turn, interact with the biophysical realm, maps are reflections of those constructions. Furthermore, as explicit versions of specific realities, maps privilege particular perspectives and groups of people. Thus, maps can be seen as «power tools» whose creation and use often reflect current power relations, but which have the potential to be wielded in order to advocate for certain interests and perhaps even change control over space and place. (Bosak, Boley, & Zaret, 2010, pp. 461-462)
>
> Mapping is a discursive activity that incorporates power. The power to map the world in one way rather than another is a crucial tool in political struggles. Power struggles over mapping (again, no matter whether these are maps of so-called «real» or metaphorical spaces) are therefore fundamental moments in the production of discourses. (Harvey, 2010, p. 112)

La cartografia ha infatti spesso accompagnato la costituzione delle istituzioni moderne (Debarbieux, 2015, p. 111; Elden, 2013): essa si è cioè costituita come uno strumento discorsivo per favorire la prospettiva del gruppo dirigente. Nell'analizzare cartine occorre dunque sempre comprendere che esse non sono entità epistemologicamente e politicamente neutrali: esse sono invece strumenti di potere (Harley, 1989), metodi attraverso i quali – al pari di altri strumenti discorsivi – si tenta di presentare e imporre la propria comprensione della realtà (Smith & Brennan, 2012): «the production of representations, including maps, contributes to the production of spaces» (Del Casino & Hanna, 2000, p. 24). Al tempo stesso, però, l'approccio critico non deve impedire di comprendere e apprezzare le possibilità epistemiche offerte dalle carte (Dodge & Perkins, 2015). Pur essendo ormai diventato un ambito di studio riconosciuto nelle scienze sociali, la cartografia e l'analisi cartografica critica restano però ancora relativamente fragili[14].

[13] Non è nostra intenzione aprire qui l'importante dibattito epistemologico ed ontologico sul reale. Ci limitiamo a segnalare che non si può ingenuamente immaginare una continuità ininterrotta di progresso del sapere umano nel corso della Storia. Vi sono elementi di discontinuità che rivestono un ruolo altrettanto importante nella costituzione del sapere (cfr. Kuhn, 1962).

[14] Al di là di considerazioni più generiche sul ruolo discorsivo della cartografia come strumento di potere, occorre perciò render conto dell'uso di questo strumento nello svolgimento della parte empirica di questo lavoro. Le cartine sono state qui mobilitate come strumenti d'analisi in funzione propedeutica. Esse sono infatti spesso ricostruzioni sulla base di diversi documenti che hanno come obiettivo il rendere più chiaramente visibile una problematica o una questione. Particolarmente importante è stato unire diverse cartine dei Piani direttori e ampliarle con dati provenienti da statistiche ufficiali. Così facendo, infatti, si è potuto mostrare più chiaramente e schematicamente il modo in cui le istituzioni e il gruppo dirigente ha visualizzato, esperito, compreso ed interagito con il territorio cantonale. Non rappresentazione neutra della realtà, dunque, quanto piuttosto esemplificazione e schematizzazione della visione che emerge dai discorsi delle istituzioni, strumento riassuntivo per comprendere la posizione del gruppo dirigente.

> Also, due to the broader «spatial turn» within the social sciences and the humanities, the highly-specialized study of cartography has rapidly evolved into a more extroverted arena of «map studies». However, the methodological equipment of this field is still unstable, with the co-presence of various different methods and the need to reflect on methodological stances. (Boria & Rossetto, 2017, p. 33)

Gli "oggetti nascosti" di questa tesi: il populismo e la democrazia

Come il lettore avrà modo d'accorgersi, questo lavoro, proponendo una possibile spiegazione per la genesi delle tensioni identitarie contemporanee, si pone continuamente in discussione con fenomeni politici di stretta attualità. Il populismo, in particolare il populismo di destra – inteso vagamente come una reazione alle politiche neoliberali – è in fondo, seppur indirettamente, uno degli oggetti di studio più prossimi rispetto a questo lavoro. Per questo non deve sorprendere il fatto che, dopo aver abbozzato un impianto teorico nella prima parte, e averlo applicato all'analisi del caso ticinese nella seconda, la conclusione si apra con una riflessione generale sulla questione populista. È infatti in seno alla parte conclusiva che, grazie a un meccanismo dialettico, la parte empirica e quella teorica dialogano veramente per stabilire un nuovo impianto teorico che possa, in virtù della forza data da quest'unione interdisciplinare, affrontare meglio l'analisi della realtà contemporanea.

Come spesso accade, la realtà sociale è talmente complessa che per affrontare determinati studi occorre prendere dei percorsi alternativi, paralleli. Invece di discutere direttamente la questione populista – con un approccio che sarebbe stato troppo simile a un classico lavoro di scienze politiche o sociologia – questo lavoro ha scelto di scavare più a fondo ma in una direzione leggermente divergente. L'ipotesi di fondo, ovviamente, è che una difficoltà nel costruire identità nella struttura neoliberale stia alla base del successo dei fenomeni populisti. Ecco allora mostrarsi apertamente il dibattito intellettuale che, nel corso di questo lavoro, pare invece nascosto, celato fra le maglie argomentative.

Dopo aver esplicitato l'oggetto nascosto della ricerca, possiamo al contempo anticiparne uno dei risultati principali: il concetto di asincronia discorsiva. Anche in questo caso, in un movimento tipicamente dialettico, il concetto appare solo alla fine del lavoro, come un frutto che per essere colto deve prima arrivare a maturazione. L'asincronia discorsiva indica una distanza radicale e difficilmente colmabile fra due piani discorsivi, sottolineando così l'impossibilità di stabilire un dialogo e vanificando ogni speranza di comprensione reciproca. Questo concetto, che emergerà dall'analisi discorsiva sulla realtà ticinese – analisi influenzata dal quadro teorico sviluppato nella prima parte – sarà dunque discusso e meglio elaborato in sede conclusiva. Si tratta di uno dei risultati fondamentali della tesi, poiché permette di comprendere l'avanzata dei movimenti populisti come una reazione di parte della popolazione che, non trovando più alcuno spazio nella struttura politica dominante, rivendica la possibilità di esprimersi altrimenti. Risolvere la problematicità delle asincronie discorsive è fondamentale in un'ottica democratica: solo così infatti si garantisce a tutti i gruppi la possibilità di esprimersi ed essere compresi. Laddove persiste un'asincronia discorsiva, invece, le istituzioni non possono invece ascoltare e accogliere le rivendicazioni di quei gruppi che, sviluppando le proprie argomentazioni su un altro piano discorsivo, non vengono compresi. L'incomprensione, risultato dell'asincronia discorsiva, porta alla mancata rappresentazione, e cioè alla violazione di un principio democratico fondamentale. Ciò, a sua volta, contribuisce a rafforzare la rabbia contro la struttura dominante, e favorisce dunque i movimenti populisti che affermano di volerla trasformare. Ecco dunque manifesto uno degli obiettivi fondamentali di questo lavoro: giustificare e argomentare il perché il potere stabilito – le istituzioni e i gruppi dirigenti – devono adottare politiche inclusive e favorire il dibattito anziché limitarsi a imporre le proprie posizioni come uniche accettabili – pena il favorire l'emergenza e il rafforzamento di movimenti populisti che rivendicano la distruzione dell'ordine istituzionale. In definitiva, dunque, la tesi di

fondo è semplice: affinché una struttura democratica funzioni, essa dev'essere, valga la ridondanza, *più* democratica.

I[a] Parte. Di identità, ordinamento socio-spaziale e razionalità

Come detto, questo lavoro si interessa da un punto di vista filosofico ai grandi cambiamenti che riguardano le questioni identitarie contemporanee. Come spesso succede per le indagini filosofiche, tuttavia, il primo e più importante problema che si pone è quello della domanda. Come porre, in modo sensato, la domanda per la quale si cerca risposta? Prima di indagare a proposito della risposta, dunque, è opportuno interrogarsi sul come porre le domande adeguate. Non si tratta di una divagazione, ma di un procedimento fondamentale per poter garantire autocriticamente la pertinenza della domanda e assicurare così la possibilità di trovare una risposta.

L'identità è anzitutto un processo dinamico, composto da elementi narrativi e pratiche sociali: una realtà discorsiva in continua evoluzione. Non esistono dunque indicatori diretti che suggeriscano qualcosa come la direzione o i motivi dietro alla conformazione identitaria contemporanea. Scartata la possibilità di porre direttamente la domanda circa la costruzione identitaria, si schiude la necessità di una ricostruzione indiretta. Quali elementi scegliere? Per identificarli, è bene enumerare almeno alcuni degli elementi che compongono l'identità come ambito complesso: verranno qui presentati, seppur concisamente, le questioni discorsive, il concetto di egemonia culturale, l'importanza dell'inconscio e dell'alterità e si insisterà altresì sulla dimensione spaziale dell'identità – dimensione spesso poco trattata nella storia della filosofia. A partire da questi elementi, dunque, sarà possibile compiere una scelta di indicatori che dovrebbero, indirettamente, contribuire alla ricostruzione dell'evoluzione identitaria recente e delle sue cause. Per questo lavoro ne abbiamo identificati due: le questioni d'ordine socio-spaziale e l'evoluzione della razionalità discorsiva egemonica. Essi potranno essere applicati ad un'analisi empirica di un caso concreto – il contesto ticinese degli ultimi decenni – per fornire importanti informazioni. Ma procediamo con ordine.

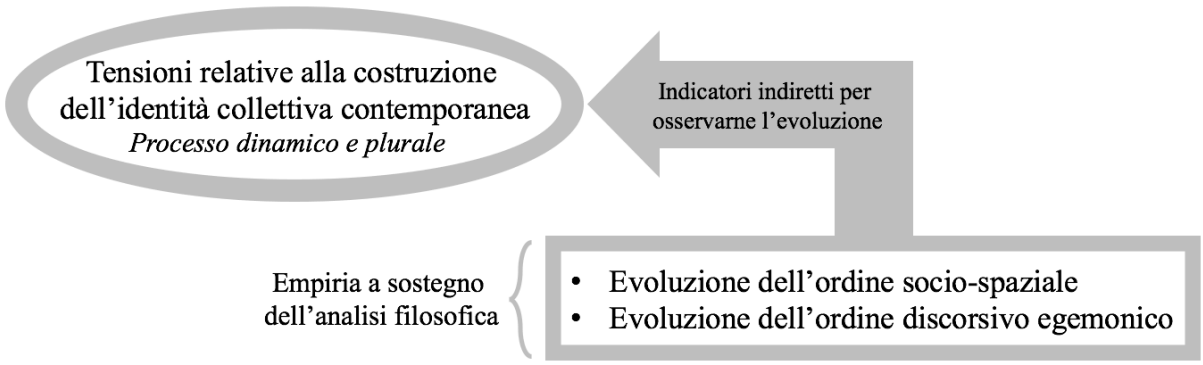


Figura 2. La struttura fondamentale di questo lavoro.

1. La costruzione dell'identità e la questione dell'egemonia

1.1 Fra concettualizzazione e pluralità. Appunti introduttivi per una storia dell'identità

A cosa ci riferiamo parlando di identità? Pur senza addentrarci nella storia della logica, si può tranquillamente affermare che il principio di identità costituisca – assieme al principio di non contraddizione[15] e a quello del terzo escluso[16] – un caposaldo del pensiero europeo. Heidegger, in un interessante intervento, commenta la formulazione di tale principio:

[15] Con il quale era in pratica fuso sia nell'opera aristotelica che in quella tomista.

[16] La regola secondo cui due proposizioni che formino una coppia antifàtica (A e ¬A) avranno necessariamente un valore di verità opposto – in cui ogni altra possibilità è cioè esclusa. A e ¬A non possono dunque essere riconciliate secondo questo principio aristotelico.

> In che senso proprio essa suona: «A *è* A». Che cosa udiamo? In questo «è» il principio ci dice come ogni ente è, ovvero: esso stesso con se stesso lo stesso. Il principio di identità parla dell'essere dell'ente. In quanto legge del pensiero, il principio vale solo nella misura in cui è una legge dell'essere, che afferma: a ogni ente in quanto tale appartiene l'identità, l'unità con se stesso. Ciò che il principio di identità, udito in base al suo tono fondamentale, asserisce è precisamente ciò che l'intero pensiero occidentale-europeo pensa, vale a dire che l'unità dell'identità costituisce un tratto fondamentale dell'essere dell'ente. (Heidegger, 2009, pp. 30-31)

Stando a questo principio, dunque, ogni ente – in quanto tale – sarebbe dunque dotato di un tratto caratteristico che, separandolo dal resto della realtà, lo renderebbe ciò che è[17]. Si può comprendere la complessità e la radicalità di tale affermazione, la quale non ha ricadute unicamente sul come concepiamo la realtà ma anche in modo più specifico sulla società e sull'umanità nel suo insieme: l'identità è il risultato dinamico di un processo discorsivo continuo nel quale, attraverso diversi meccanismi, individui e gruppi vengono riconosciuti[18] come tali, potendo cioè partecipare pienamente alla vita sociale. Questo principio ha *inconsciamente*[19] rivestito un ruolo particolarmente importante nella storia europea.

> La nozione di *identità* nasce all'interno dell'antropologia occidentale. Prima dell'Occidente e a fianco dell'Occidente l'individuo non riconosce la propria identità, ma solo l'appartenenza al gruppo con cui si identifica. Nella tribù è il riferimento al totem che dà identità agli individui, nelle società gerarchiche è l'appartenenza alla casta. Fu nell'antica Grecia che si prese a pensare a un nucleo permanente nelle mutazioni della vita individuale, capace di garantire l'*identità* di un individuo con se stesso e la sua *differenza* dagli altri individui. (Galimberti, 2011, p. 547)

Il principio di identità va allora a definire tutti quegli aspetti che vengono associati alla persona in quanto tale, quegli elementi che la distinguono dalle altre persone e che perciò ne fanno un individuo unico ed irripetibile. Tale concetto, stando al cuore della concezione europea della realtà, si è costituito nell'arco dei secoli. Particolarmente rilevante a questo proposito è stato l'avvento della modernità. In quell'epoca, infatti, si è iniziato ad associare espressamente caratteristiche fisiche – l'unicità del corpo umano – con prerogative morali – l'individuo come portatore di doveri ma anche e soprattutto di diritti[20]. Non occorre qui ripassare l'intera storia del pensiero moderno, né i complessi processi che hanno portato alla sua genesi. Basti affermare che il soggetto – l'essere umano in quanto individuo e individuabile – è stata la più radicale

[17] Vale a dire, seguendo il principio di non contraddizione, distinto da ciò che non è.

[18] Come avremo modo di vedere, la questione del riconoscimento è fondamentale nell'analisi sociale. Solo a partire dal mutuo riconoscimento delle rispettive identità è infatti possibile intavolare uno scambio in senso pieno. Questa nozione, che è emersa con forza solo in seguito al giro hegeliano e alla fine della modernità – con forti legami sia al movimento femminista e di liberazione sessuale che alle tensioni legate alle società multiculturali – è fonte di continui ed accesi dibattiti. Non è infatti chiaro, ad esempio, se tramite il riconoscimento ci si limiti ad accettare caratteristiche pre-esistenti o se invece il riconoscimento sia un requisito necessario per l'emergere di tali caratteristiche. Sulla questione, vedansi ad esempio (Fraser, 2001; Honneth, 2002; Taylor, 2009).

[19] «Il processo di civilizzazione è un mutamento del comportamento e della sensibilità degli uomini in una direzione ben precisa. Ma evidentemente nelle epoche passate questo mutamento, questa "civilizzazione" non sono stati intenzionalmente programmati né realizzati in modo consapevole e "razionale" attraverso misure adeguate. Né la "civilizzazione" né la razionalizzazione sono dunque il prodotto di una "ratio" umana o il risultato di una pianificazione ideata sul lungo periodo. […] Pianificazioni ed azioni, moti emozionali e razionali dei singoli individui si intrecciano costantemente in modo amichevole o ostile. Questa fondamentale interpenetrazione dei singoli piani e delle singole azioni umani può dar vita a cambiamenti e figurazioni che non sono stati progettati né creati da alcuno. Dall'interdipendenza degli uomini scaturisce un ordine di un genere assai specifico, un ordine più coercitivo e vigoroso della volontà e della ragione dei singoli individui che lo formano» (Elias, 2010, pp. 297-298).

[20] «La conception moderne de l'être humain fait coïncider une évidence physique: l'individualité de notre corps, et une évidence morale: l'ensemble cohérent des valeurs attachées à la notion d'individu» (Berque, 2010, p. 296).

rivoluzione portata dalla modernità europea. Sorto esplicitamente dalla formulazione cartesiana del *cogito ergo sum* – nella quale il soggetto si definisce per la propria riflessività e si autogiustifica nella propria razionale esistenza – esso si caratterizza attraverso la pretesa dell'auto-trasparenza. «L'autocoscienza è innanzitutto essere-per-sé semplice, è uguaglianza con se stessa perché esclude *da sé* tutto ciò che è *altro*. Essa scorge la propria essenza e il proprio oggetto assoluto nell'*Io*; e in tale *immediatezza*, cioè in questo *essere* del proprio essere-per-sé, è *qualcosa di singolare*» (Hegel, 2016, p. 279). La modernità, come epoca filosofica, palesa dunque la volontà di fondare concettualmente una nozione di soggetto fortemente vincolata al principio di identità e alla nozione di autotrasparenza razionale e individualità, a partire dalla quale poi istituire la realtà sociale.

L'identità personale ha dunque assunto un ruolo centrale nella struttura socio-politica europea e occidentale. Ciò non significa però che l'individuo in quanto tale sia un *dato* naturale ed immediato dal quale deriva in forma mediata la società – come pretendevano i liberali moderni. Al contrario, numerose analisi hanno dimostrato l'importanza della società nel mettere in campo strumenti che contribuissero a far emergere la figura dell'individuo[21], a delineare i confini precari dell'identità personale e a trasformarla in un caposaldo socio-politico (Elias, 2010; Marx, 2004). A partire dalla modernità si assiste infatti al dispiegarsi di una serie di elementi che Foucault (2017) ha definito come una vera e propria tecnologia o tecnica di costruzione del sé. Sia la riflessione filosofica che, più tardi, gli approcci scientifici e neurologici allo studio dell'uomo hanno infatti mostrato come alla base del carattere individuale, individuabile e razionale dell'essere umano si celino in realtà una serie di realtà più complesse, stratificate e profonde che lo influenzano e in parte determinano. Ne sono un esempio i *Manoscritti del 1844*, in cui «il giovane Marx è chiarissimo: "È da evitare innanzitutto di fissare ancora la società come un'astrazione di fronte all'individuo. L'individuo è un ente sociale"» (Capello, 2013, p. 110). I moderni avevano creduto, a torto, che la società fosse il risultato dell'unione di più individui – i quali sembravano loro innegabili realtà ontologiche autoevidenti. Proprio sulla fragilità della nozione di autoevidenza, poi, si è concentrata la corrente psicanalitica. Freud ricorda infatti che

> di ciò che chiamiamo la nostra psiche (o vita psichica) ci sono note due cose: innanzitutto l'organo fisico e il suo scenario, il cervello (o sistema nervoso) e, in secondo luogo, i nostri atti di coscienza che sono dati immediatamente e che nessuna descrizione potrebbe farci comprendere più da vicino. Tutto ciò che sta in mezzo fra queste due cose ci è sconosciuto, e non è data una relazione diretta fra i due estremi del nostro sapere. Ma se pure una tale relazione esistesse, al massimo potrebbe fornire un'esatta localizzazione dei processi della coscienza, comunque non potrebbe aiutarci a comprenderli meglio. (Freud, 2009, p. 14)

La fine della modernità vede dunque negati radicalmente i principi fondamentali sui quali si era costruito il progetto cartesiano. Il soggetto umano non è infatti né solido, né autoevidente né autotrasparente. Parlare di identità dopo il XX secolo significa allora necessariamente riconoscere che tale concetto implica una certa molteplicità[22]. Sono diversi i piani su cui si giocano le questioni identitarie, e molti i fattori che le influenzano. La crisi dell'idealizzazione moderna (cartesiana) del soggetto è confermata anche da recenti scoperte neuroscientifiche, le quali attestano che

[21] «Pas d'identité sans un *rapport à soi*, sans *identification*, ce qui fait de l'identité une réalité spécifiquement sociale, impliquant les représentations et la réflexivité» (Lévy & Lussault, 2013, p. 523).

[22] Elias, ad esempio, sostiene l'ipotesi freudiana secondo cui il processo di civilizzazione – un processo eminentemente collettivo – sia alla base dell'aumento di tensioni psichiche interne – che negli stadi precedenti della civiltà venivano invece direttamente esteriorizzate. «Via via che diminuiscono le angosce indotte dall'esterno si rafforzano quelle interiori, quelle che una "parte" dell'uomo prova nei confronti di un'altra "parte"» (Elias, 2010, p. 384).

> the sense of continuity, unity, and coherence of the self-derived from the Cartesian tradition is but an illusion. […] Individuals' narrative and representational self-definitions are not inconsequential for behaviors and experience. On the contrary, we notice that the natural flow of subjective mental life opposes itself to any final attempt at self-appropriation: it is inherently incoherent, multilayered and multi-coded, and indeed impossible to be fully captured through representations. (Williams, 2015, p. 299)

L'aspetto probabilmente più importante che è stato ignorato dai moderni nei loro approcci onto-metodologicamente individualisti era quello della relazionalità. Essa si manifesta ad esempio – seguendo la critica marxista – nel modo in cui le relazioni economiche modificano il nostro essere al mondo, ma anche nel modo in cui – seguendo la corrente psicanalitica – pulsioni pre-razionali condizionano il nostro modo di pensare e interagire. L'individualismo risulta perciò essere un ideale riduttivo[23]. «L'idéal monologique sous-estime sérieusement la place du dialogique dans la vie humaine» (Taylor, 2009, p. 51). Questo è un aspetto sul quale conviene approfondire l'analisi. La natura discorsiva e relazionale dell'essere umano, infatti, implica che esso è sempre inserito in un contesto più vasto. A sua volta, questo esser parte è fonte di tensioni e negoziazioni costanti: ad esempio dover accettare le norme sociali per esser riconosciuti, ma al contempo esser riconosciuti per poter operare una trasformazione delle norme – o ancora, riconoscersi come parte di un mondo più vasto, e in base a quest'appartenenza costruire/dedurre lo scopo della propria esistenza e modificare l'ambiente circostante[24].

Antropologicamente, la modernità ha introdotto una concezione completamente nuova dell'essere umano. Gli antichi concepivano la vita umana come il risultato di un'adeguazione al reale, una partecipazione tutto sommato interna al mondo. «Nel riconoscimento e nell'accettazione del proprio esser-parte, l'uomo trova la sua collocazione e il senso della sua esistenza che è nell'adeguarsi, in quanto parte, all'ordine (*kósmos*) del tutto» (Galimberti, 2011, p. 54). Era la realtà a dettare, tramite la conoscenza, gli obiettivi esistenziali dell'essere umano, che doveva perciò adeguarsi alla propria *natura*. Con l'avvento del pensiero moderno invece le cose si fanno più complesse. La separazione tra *res cogitans* e *res extensa* è radicale. L'individuo, grazie alla propria capacità razionale, si può svincolare dalla concezione di una *adeguazione* alla natura e può perseguire una vera e propria costruzione identitaria distinta, alla ricerca dell'*autenticità* – vale a dire la corrispondenza non a una generale natura umana ma al proprio sé ideale e personale.

L'identità appare dunque come un elemento in perenne tensione fra più campi, nonché il risultato dinamico e cambiante di una molteplicità di fattori. Osserviamone alcuni. Anzitutto, la questione della razionalità, che sembra essere costitutiva di una definizione dell'uomo. Già Aristotele, in due passaggi fondamentali della sua *Politica* (1253a), aveva osservato quest'aspetto. Egli infatti affermava che

> l'uomo è l'unico animale che abbia la favella: la voce è segno del piacere e del dolore e perciò l'hanno anche gli altri animali […]. Invece la parola serve a indicare l'utile e il dannoso, e perciò anche il giusto e l'ingiusto. E questo è

[23] È tuttavia opportuno osservare, al fine di evitare facili semplificazioni, che la modernità non è un'epoca monolitica caratterizzata da un unico progetto. Diversi processi si sviluppano in quel periodo, anche in modo contraddittorio. Questa breve introduzione alla storia del concetto di identità non deve perciò esser presa per una rappresentazione totale e fedele del periodo. L'ascesa stessa della nozione di individuo – al di là della *paternità simbolica* del pensiero cartesiano – è molto più complessa ed elaborata, e gioca in buona parte a cavallo fra il 1700 e la seconda metà del 1900 (cfr. Bachler, 2009). L'asincronia fra il piano socio-politico d'egemonia e di applicazione pratica di un concetto e quello del dibattito filosofico-epistemologico è infatti un fattore fondamentale che dev'essere considerato nell'approccio storico.

[24] Che sia come *giardiniere della creazione*, come nella Genesi, o come fautore di un progetto di vita e di società, come nelle utopie politiche moderne. Come possiamo comprendere, il tema del riconoscimento è uno dei dibattiti fondamentali che sorgono a partire dalla costruzione moderna dell'individuo (cfr. ad esempio Fraser, 2001; Hegel, 2016; Honneth, 2002).

> proprio dell'uomo rispetto agli altri animali: esser l'unico ad avere nozione del bene e del male, del giusto e dell'ingiusto e così via.

Mentre la comunicazione è tipica di praticamente tutte le specie animali, la capacità di sviluppare un pensiero astratto sarebbe di competenza unicamente umana[25]. Essa designerebbe una delle specificità dell'essere umano, della sua identità. Al contempo, tale capacità lo definirebbe come animale, stabilendo cioè un *habitat* tipicamente umano: la *polis*. Per lo Stagirita infatti «l'uomo è un animale che per natura deve vivere in una città e chi non vive in una città, per la sua natura e non per caso, o è un essere inferiore o è più che un uomo»[26]. La razionalità umana, come capacità di pensiero astratto, è dunque inevitabilmente legata alla parola, alla comunicazione[27]. Ciò, a sua volta, fa comprendere come – in ottica greca – l'essere umano sia naturalmente un animale relazionale, sociale e politico. Come possiamo osservare, vengono qui sollevate numerose questioni. Anzitutto quella del linguaggio, della comunicazione, del riconoscimento e della società – vale a dire del potere. Poi, quella spaziale, altrettanto importante – l'*habitat* dell'essere umano.

L'identità umana è dunque costituita da numerosi elementi. Fondamentale è la questione spaziale: esiste infatti uno spazio propriamente umano – la *polis*. Tale spazio non è unicamente immateriale – la comunità di abitanti[28] – ma ha anche una proiezione materiale, territoriale. Ogni società è necessariamente vincolata ad uno spazio (Lévy, 1994, p. 70). Interessante sarà allora osservare come, per vivere nel proprio *habitat*, l'essere umano modifichi sostanzialmente il territorio che lo circonda, come si metta in relazione con l'ambiente per raggiungere i propri scopi, che tipo di spazialità sociale costituisca in seno ad una determinata conformazione territoriale. Le pratiche sociali – che, assieme agli elementi simbolici, formano il quotidiano degli esseri umani e contribuiscono al continuo processo di creazione e trasformazione identitaria – sono infatti necessariamente iscritte in un quadro territoriale e materiale concreto[29]. Osserveremo meglio gli aspetti spaziali dell'identità più avanti. Altro elemento importante è quello della razionalità. Essa non è – come auspicavano alcuni pensatori moderni – una capacità in grado di superare tutte le determinazioni e raggiungere puramente la verità. La ragione umana dipende dalla propria natura linguistica[30]. Attraverso il linguaggio, l'essere umano esperisce, categorizza, riflette sulla realtà che lo circonda e può così dare avvio a dei processi conoscitivi. La natura linguistica della ragione umana – così ben espressa nel termine *logos* –

---

[25] A questo proposito, Heidegger sostiene che «l'uomo è qualcosa di essente. In quanto tale appartiene all'intero dell'essere come la pietra, l'albero e l'aquila. «Appartenere», qui, significa ancora essere "inserito" (*eingeordnet*) nell'essere. ma ciò che distingue l'uomo consiste nel fatto che egli, essendo l'essere che pensa, aperto all'essere, è posto di fronte all'essere, resta riferito a esso e gli corrisponde. L'uomo *è* in senso proprio questo rapporto di corrispondenza ed è soltanto questo» (Heidegger, 2009, p. 37).

[26] Risonanze tardo-moderne di tale formulazione si possono trovare anche in Nietzsche, il quale era convinto che l'uomo fosse «un cavo teso fra la bestia e il superuomo» (2006, p. 8).

[27] Dato fondante della natura umana per gli antichi greci, la capacità di riflessione è invece per gli esistenzialisti del XX secolo un obiettivo. Si scontrano così le due visioni: da un lato Aristotele, che nella *Metafisica* (I, 980a) sosteneva che «tutti gli uomini sono protesi per natura alla conoscenza»; dall'altro Ortega y Gasset, il quale affermava che «el pensamiento no es un don del hombre, sino adquisición laboriosa, precaria y volátil» (2010a, p. 34).

[28] Come indicava la comprensione periclea di Atene: «Non dovremo aver rimpianto per la rovina della terra e delle case, ma delle vite umane: quei beni non danno vita agli uomini, ma sono gli uomini che creano quei beni» (Tucidide, 2003, p. 90). O ancora: «la città è fatta d'uomini: non di mura, né di navi, se manca l'elemento umano» (Tucidide, 2003, p. 508).

[29] Il che non significa che esista un determinismo territorial-ambientale. Le modalità attraverso le quali una società interagisce con l'ambiente sono molteplici e non univoche. Anzi, proprio osservando la dimensione spaziale dell'identità si può comprendere come essa non sia «la simple expression d'un passé enfoui, mais, toujours, une tension entre une mémoire et une projection dans le futur, ces trois éléments (mémoire, projet, identité) se modelant mutuellement» (Lévy & Lussault, 2013, p. 524). È l'interfaccia fra piano simbolico-sociale astratto e territorio materiale determinato che costituisce quello spazio mediale nel quale uomo e ambiente si influenzano e trasformano mutuamente (Berque, 2010) – senza che questo implichi una capacità d'azione da parte dello spazio (Werlen, 2007).

[30] «Il linguaggio è la casa dell'essere. Nella sua dimora abita l'uomo» (Heidegger, 2011a, p. 31).

rimanda però non solo all'impresa epistemica d'interpretazione della realtà. Un linguaggio è fondamentalmente fonte di comunanza. Non semplice voce – che come ricordava Aristotele serve a trasmettere informazioni anche per gli animali più semplici – ma favella, che si definisce per il rendere possibile la riflessione astratta. Entra qui in scena l'elemento relazionale. La ragione non dipende dalla volontà comunicativa – che è caratteristica più generale della voce – ma soprattutto dalla capacità riflessiva: pensiero è infatti eminentemente essere in relazione, dialettica fra poli distinti[31]. Il pensiero, come capacità critica ed auto-critica, è dunque sommamente relazionale. Ciò pone le basi per una riflessione sulla comunità. L'identità, che si fonda sull'essere razionale e dunque relazionale dell'essere umano, si costruisce in coordinate sociali precise. Essa è sempre in costante relazione con la società che la circonda. Per la filosofia greca la stessa comunità era fondata sull'adesione razionale a dei principi comuni: Aristotele, nella *Politica* (1280b), sostiene che «se vi fossero muratori, contadini, calzolai e così via in numero complessivo di diecimila che non avessero tra loro altra forma di comunità se non quella dello scambio commerciale e dell'alleanza militare: neppure in questo caso si avrebbe ancora una città». La comunità politica sorgerebbe dunque unicamente dal consenso circa il modo di comprendere ed interagire con la realtà. Ecco perché il termine città deriva da *civitas* – «l'ensemble des citoyens» (Berque, 2010, p. 352): nell'ottica antica i cittadini sono infatti coloro che esercitano i propri diritti politici perseguendo un'idea di bene comune condivisa. La comunanza narrativa è l'elemento fondamentale attraverso il quale si spiega la nascita delle città.

> Franco Farinelli suggerisce [che] la città non «esiste» direttamente a partire dall'accumulazione di un surplus agricolo, né principalmente dalla sua capacità di trarre profitto dalle risorse presenti in un luogo, ma dalla sua capacità di auto-rappresentarsi come comunità e di diffondere le proprie immagini e i propri modelli nel mondo. (Torricelli, 2009, pp. 52-53)

Per gli antichi, figli di un mondo socio-culturale relativamente omogeneo, la comunità non poteva non fondarsi sulla comunione di visioni – coadiuvata a sua volta da una concezione forte della natura umana. Si operava cioè un parallelismo fra autocoscienza individuale e collettiva: «la volonté est ce qui lie un être à son intérêt. Un peuple n'existe que là où existe un intérêt commun» (Crignon, 2007, p. 490). La situazione contemporanea è invece più complessa. La multiculturalità, le guerre di religione e la crescente complessità e specializzazione del sapere – che impedisce la formazione di una visione complessiva organica del reale (Ortega y Gasset, 2010b) – hanno portato alla nascita di un approccio concettuale distinto alla realtà politica. Il liberalismo, frutto della tarda modernità, sostiene infatti che l'accordo necessario a formare una società non debba essere sui contenuti ontologici, quanto piuttosto sui procedimenti da adottare in caso di disaccordo[32].

---

[31] «La negatività del *rendersi-altro* è costitutiva per il pensiero» (Han, 2015a, p. 53).

[32] La gestione-normalizzazione del conflitto politico è un tema estremamente complesso che non trova una soluzione definitiva con l'approccio liberale. Esso stesso è divisibile in almeno due grandi correnti: la tendenza a considerare ogni individuo identico agli altri (liberalismo operatorio) e quella che invece concepisce l'esistenza di numerosi gruppi culturali con bisogni e rivendicazioni distinte. «Avec la politique d'égale dignité, ce qui est établi est censé être universellement le même, un ensemble identique de droits et de privilèges; avec la politique de la différence, ce que l'on nous demande de reconnaître, c'est l'identité unique de cet individu ou de ce groupe» (Taylor, 2009, p. 57). Vi sono poi, fra i critici dell'approccio liberale, coloro che sostengono che esso si limiti a posticipare il momento politico fondamentale, ovvero quello della decisione. Per Schmitt «ogni concreta decisione giuridica contiene un momento di indifferenza contenutistica, poiché la conclusione giuridica non è deducibile fino in fondo dalle sue premesse, e la circostanza che una decisione è necessaria resta un momento determinante di per sé» (2013c, p. 55). «Per la realtà della vita giuridica ciò che importa dunque è *chi* decide» (2013c, p. 58). Il liberalismo sarebbe dunque – in quest'ottica profondamente vincolata alla visione antica dell'unione politica come comunità narrativa – semplicemente un tentativo di posticipare e nascondere il nucleo politico soggiacente – il fatto che nonostante le norme procedimentali diverse decisioni nascondano posizioni narrative forti. Particolarmente interessante nel dibattito politico

Abbiamo osservato come durante la modernità si avviino una serie di pratiche destinate alla creazione del soggetto (Foucault, 2017). L'obiettivo delle società disciplinari moderne era la creazione di un soggetto – vale a dire l'avvento di strumenti biopolitici per categorizzare le persone e incamerarle così in un apparato sociale di produzione e riproduzione del potere. Una volta raggiunto quest'obiettivo – avendo cioè normalizzato i compiti di soggettivazione – il sistema sociale evolve inevitabilmente verso nuove fasi. Non più una società della costrizione – il biopotere per forzare i corpi a seguire una determinata disciplina di costruzione del sé – ma una società della prestazione – in cui son le menti degli stessi soggetti che si adoperano autonomamente alla costruzione e costrizione soggettuale (Han, 2016). Gli imperativi dell'autenticità e della soggettivazione, favoriti da diversi elementi socio-economici, pongono però una pressione importante sull'individuo. Egli è non deve infatti unicamente costruire se stesso, ma anche operare in quanto sé all'interno della società. Gli altri membri di questa devono cioè riconoscere come valida, legittima o accettabile la sua personale costruzione personale. Ciò solleva la questione del riconoscimento come ineludibile problema sociale frutto della modernità soggettivista.

Taluni adducono l'importanza del riconoscimento alla sostituibilità come elemento che caratterizza l'essere umano nell'epoca della tecnica e della tecnologia[33]. Il mondo tecnologico, mobilitando l'essere umano come merce, come forza produttiva (Marx, 2006), non riconoscerebbe infatti le sue peculiarità né la dignità della sua identità. Ciò acuirebbe il senso di alienazione e la necessità di essere riconosciuti al di là della propria funzione tecnico-economica come forza produttiva. Altri, invece, indicano nell'importanza crescente del ruolo del Super-Io in una società complessa[34] la causa della ricerca di riconoscimento. La crescente violenza da esercitare sul Sé per poter contenere le proprie pulsioni e conformarsi alle norme della vita comune richiederebbe come contropartita il riconoscimento delle proprie aspirazioni identitarie. Da una prospettiva di derivazione hegeliano-post-freudiana, poi, l'importanza contemporanea del dibattito sul riconoscimento potrebbe essere addotta al costituirsi stesso della relazione fra due esseri umani – sia nella classica figura del padrone e dello schiavo (Hegel, 2016) che al complesso rapporto madre-figlio[35].

Tutte queste prospettive convergono nel suggerire che la questione del riconoscimento sia un elemento vieppiù centrale delle società contemporanee. Ma cosa significa concretamente riconoscere? Anche in questo caso, la discussione è accesa e aperta. Il risultato di tale azione può infatti essere compreso «*either* on the model of attributions as a result of which the other subject acquires a new, positive property, *or* on the model of perception, according to which an already-present property of a person is, as a secondary matter, merely

---

contemporaneo, il populismo di sinistra si è pure lasciato influenzare dal pensiero di Schmitt, pur palliando la conflittualità in un modello che predilige la democrazia come gestione arbitrata dei conflitti (Errejón & Mouffe, 2016; Verstrynge, 2000).

[33] «Nell'epoca pre-tecnologica non c'era bisogno di porsi il problema dell'"identità" e del "riconoscimento", non perché gli individui non avessero identità, o questa non dipendesse dal riconoscimento, ma perché identità e riconoscimento erano qualcosa di troppo ovvio perché si sentisse il bisogno di tematizzarli in quanto tali» (Galimberti, 2011, pp. 591-592). «L'esser condizionato e prodotto dalle relazioni funzionali e strumentali dell'apparato tecnico non è per l'uomo cosa da poco. E se ancora non si può dire che i singoli individui sono ormai solo una parte funzionale dell'apparato, si può però dire che alla loro attività è già stato sottratto quel *finalismo dell'agire* che fa la differenza biologica tra l'uomo e le altre specie. Come funzionari della tecnica, infatti, gli individui vengono *deidentificati* e, nel segno della *sostituibilità*, che è il luogo eminente in cui si celebra la deidentificazione, visualizzano se stessi come semplici titolari di prestazioni, in vista dell'efficienza di un apparato che, a differenza di quello economico, non consente di individuare l'autore, perché l'autore è assente» (Galimberti, 2011, pp. 563-564).

[34] «L'orientamento generale dei cambiamenti del comportamento, la tendenza del movimento di civilizzazione rimane sempre la stessa. Tali cambiamenti tendono sempre ad un controllo più o meno automatico di sé, a subordinare gli impulsi momentanei a una prospettiva conforme alle abitudini, alla formazione di un "Super-Io" più differenziato e solido» (Elias, 2010, p. 322).

[35] «The early childhood experiences of symbiosis have lifelong influences, in that they compel the subject to rebel again and again against the experience of not having the other at our disposal. […] We would then have to say that the permanence of the "struggle" for recognition stems […] from the anti-social striving for independence that leads each subject to deny, again and again, the other's difference» (Honneth, 2002, p. 504).

strengthened or publicly manifested» (Honneth, 2002, pp. 506-507). Mentre il modello fondato sulla nozione d'attribuzione si rifà all'idea antica – essenzialista – della natura umana, quello fondato sul concetto di attribuzione parte dal presupposto contemporaneo e post-moderno secondo cui «le identità non sono mai date ma sempre prodotte attraverso costruzioni discorsive» (Mouffe, 2013b, p. 145). In ogni caso, a prescindere dal significato che si dà alla nozione di riconoscimento, sembra chiaro che esso comporta l'accettazione/attribuzione, da parte della società, di caratteristiche rivendicate da un individuo o un gruppo. Sarà dunque opportuno proseguire questa esplorazione concettuale presentando brevemente le caratteristiche dell'identità collettiva, per poi esaminare la dimensione spaziale dell'identità e la questione dell'egemonia culturale. Prima di farlo, tuttavia, appare opportuno tentare di riassumere in termini il più possibile generali come l'identità sarà compresa nel quadro di questo lavoro. Parlando di identità ci riferiamo a una realtà discorsiva – composta cioè da una molteplicità dinamica di elementi simbolici, prassi e elementi materiali – in perenne mutamento che serve a determinare l'*essere* e i limiti di un determinato ente – sia esso una persona, una comunità o un ente materiale o immateriale – in modo da poter interagire con esso in seno alla società. In quest'ottica, appare evidente che la questione del riconoscimento delle identità – e dunque indirettamente della dignità delle rivendicazioni delle pratiche e dei simboli che sottendono alla pretesa di costituire un'identità – sia centrale nell'agone socio-politico.

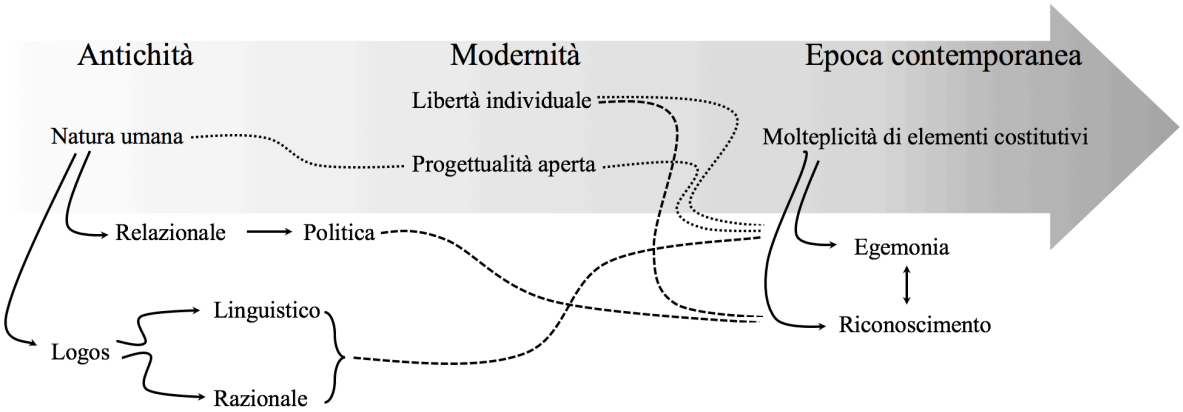


Figura 3. Gli elementi fondamentali che abbiamo richiamato finora. L'evoluzione storica che porta dalla concezione antica dell'identità (natura umana sia relazionale che razionale) ai problemi contemporanei del riconoscimento e dell'egemonia, che accetta in modo critico ed autocritico l'eredità della modernità con la sua insistenza individualista focalizzata sulla costruzione del soggetto (accettando ad esempio il soggetto come attore ma criticandone la pretesa onto-antropologica di autotrasparenza o piena libertà che erano idealizzate nella modernità). Vale la pena ribadire che quanto osservato per l'epoca contemporanea non corrisponde ad una sistematizzazione definitiva o univoca della realtà, ma risponde invece agli interessi e alle prospettive di ricerca di questo lavoro, che si appoggiano su una parte – importante ma non unica – del dibattito filosofico contemporaneo.

1.2 Identità collettiva

> On the eve of the twenty-first century, our societies are undergoing a deep process of redefinition of their collective identities and experiencing the establishment of new political frontiers. (Mouffe, 2005, p. 3)

Non sono unicamente gli individui a possedere o rivendicare identità. Esistono pure identità collettive[36]. Gli esseri umani sono infatti capaci di unirsi in gruppi che agiscono in un certo senso come un solo organismo – il che naturalmente non significa che esista una sorta di mente collettiva o di volontà propria al gruppo (ciò che costituirebbe una specie di collettivismo onto-metodologico), quanto piuttosto che quando diversi soggetti reputano fondamentale organizzarsi collettivamente la somma delle loro volontà acquisisce una sorta di dignità autonoma determinata appunto dall'essere il risultato di una convergenza di volontà personali che, proprio per questo motivo, supera la semplice addizione numerica e si stabilisce su un piano distinto. Tali gruppi posseggono quindi interessi, rivendicazioni e una volontà individuabili – nonché un inconscio collettivo[37] – risultato della comunione fra più persone[38]. Affinché una comunità esista, essa deve potersi concepire come tale, vale a dire comprendersi, esperirsi ed esperirsi come un'unità – essere dotata di un'identità propria. «Toute communauté a besoin d'être imaginée pour être une communauté; l'imagination de chacun s'ajuste à un imaginaire social encadrant, quelles que soient les dimensions de la communauté et de l'espace par lequel elle se déploie» (Debarbieux, 2015, p. 24). Ogni comunità – al pari di ogni individuo – per sviluppare la propria identità, ha bisogno di interagire con lo spazio sociale che la circonda – con l'ambiente circostante. La dimensione spaziale – sia materiale che immateriale – emerge costantemente nell'analisi dell'identità.

Associazioni collettive possono darsi in ogni contesto della vita umana, con diverse finalità e intensità. Da un gruppo di amici uniti da un passatempo comune a un sindacato che difende gli interessi di migliaia di lavoratori, queste collettività possono assumere molteplici forme e funzioni, influenzando anche notevolmente lo sviluppo delle identità personali. È questa semplice osservazione a contraddire tutti coloro che ancora credono – sulla scorta di analisi troppo semplicistiche o ancorate a vecchi paradigmi – nella monoliticità identitaria o nella preminenza assoluta di una forma identitaria[39]. Come avremo modo di vedere, infatti, anche una delle forme più rilevanti e intense di identità collettiva – la nazione – è in realtà un oggetto dinamico e non riducibile ad un unico significato.

---

[36] Seppure la loro esistenza sia disputata sia dal liberalismo operatorio che dalla prospettiva neoliberale in genere. «One may object that families, friends, teams, groups, organisations, institutions, political parties and whole nations can all have semantic capital. Of course, but the reply is obvious: this is true only insofar as they are made of past, present, or future persons» (Floridi, 2018, p. 485).

[37] Avremo modo di vedere come, in special modo per quanto riguarda il governo e la gestione della transizione fra diversi modelli socio-territoriali, questa tendenza inconsciamente conservatrice generi diverse tensioni di carattere identitario. Cfr. Appendice A.

[38] La critica secondo cui tali aspetti sarebbero illusori poiché formati da una pluralità di elementi distinti (le volontà degli appartenenti al gruppo ad esempio) è in realtà sterile: come abbiamo visto, infatti, lo stesso individuo è composto da una pluralità di elementi che rendono vano richiedere un determinato grado di *monoliticità* delle identità. Essa si compone insomma sempre di più elementi in continua evoluzione.

[39] «Many communitarians seem to believe that we belong to only one community, defined empirically and even geographically, and that this community could be unified by a single idea of the common good. But we are in fact always multiple and contradictory subjects, inhabitants of a diversity of communities (as many, really, as the social relations in which we participate and the subject positions they define), constructed by a variety of discourses, and precariously and temporarily sutured at the intersection of those subject positions» (Mouffe, 2005, p. 20).

1.2.1 La questione nazionale

Fra le diverse tipologie di identità collettive[40], quella nazionale ha sicuramente rivestito un ruolo importante nello sviluppo socio-culturale. Abbiamo già anticipato che, nella concezione politica antica, un popolo era tale poiché unito da una stessa cultura, da una stessa comprensione del mondo. Schmitt, partendo da questa concezione, sosteneva che la politica è l'ambito che indica «l'estremo grado di intensità di un'unione o di una separazione, di un'associazione o una dissociazione» (Schmitt, 2013a, p. 109). La questione dell'intensità dei legami che formano le identità collettive appare dunque fondamentale. Una stessa persona, infatti, può appartenere a svariati gruppi, e partecipare così alla definizione diretta o indiretta delle identità collettive degli stessi. Nell'insieme sociale, dunque, una molteplicità dinamica di identità si trasforma di continuo, interagendo costantemente. Data la limitatezza dell'essere umano, non tutti i bisogni e tutte le rivendicazioni sono soddisfatti. Le tensioni generate dalla pluralità vengono risolte socialmente tramite scelte di gerarchizzazione[41]. Alcuni interessi vengono reputati più importanti rispetto ad altri. I più fondamentali sono quelli che si manifestano con maggior intensità, e che costituiscono dunque le vere e proprie identità politiche.

L'antica idea del popolo come unità politica fondamentale è però evoluta nel corso del tempo, subendo importanti trasformazioni. I progetti politici moderni, volendo rivendicare la propria autonomia politica rispetto alla *Christianitas* sottomessa al potere spirituale del papato, si sono concentrati sulla costruzione di strutture statali. Per legittimare tali istituzioni politiche si è ricorso al concetto di nazione[42]. «"Nation" means a historical community, more or less institutionally complete, occupying a given territory or homeland, sharing a distinct language and culture»[43] (Kymlicka, 1996, p. 11). Non è questa la sede per una trattazione critica approfondita sulla genesi nazionale. È però importante sottolineare alcuni aspetti. Da un lato, essa è frutto di una costruzione politico-culturale operata nel corso di secoli attraverso diversi mezzi – costruzione linguistica[44], miti, progetti educativi, propaganda[45]: si tratta cioè di un progetto tipicamente biopolitico di

[40] Vi sono infatti moltissime identità collettive, sia per quanto riguarda la tipologia d'unione, che per quanto riguarda l'intensità del legame, il territorio o la scala di riferimento. Pur non essendo un *unicum*, la nazione riveste tuttavia un ruolo particolarmente importante nel panorama identitario.

[41] Tramite il processo di valorizzazione che analizzeremo più avanti.

[42] «Considérée dans son rapport avec l'espace, la nation comprend deux moments, deux conditions: a) *un marché*, lentement construit au cours d'un temps historiques plus ou moins long […]. Ce marché subordonne au marché national les marchés locaux et régionaux; il a donc des niveaux hiérarchisés. […] b) *une violence*, celle d'un État militaire […]: pouvoir politique utilisant les ressources du marché ou la croissance des forces productives et s'en emparant avec des objectifs de puissance. […] Dans cette hypothèse, les deux "moments" ont conjugué leurs effets pour *produire un espace*: celui d'un État-nation» (Lefebvre, 2000, p. 133). «Durante tutto il corso della modernità, lo stato ha avuto a che fare con il problema di stabilire e di conservare la propria identità lavorando sull'equazione tra stato e nazione. Questa è stata spesso raggiunta con gli strumenti giuridici della cittadinanza e della retorica dello spazio (la madrepatria) e del tempo (la storia fatta di tradizioni, di ricorrenti celebrazioni degli eventi passati fondativi della nazione, ecc.)» (Floridi, 2017, pp. 208-209).

[43] Anche questa definizione è tuttavia discutibile. Non è infatti semplice definire in cosa consistano gli elementi culturali comuni. La Catalogna costituisce una nazione, ma così pure la Spagna, che la comprende (da cui lo slogan utilizzato maldestramente dal PSOE nel 2018 che definiva la Spagna come una "nazione di nazioni"). Lo stesso caso si dà in Svizzera, con le diverse comunità cantonali e linguistiche che potrebbero essere considerate nazioni e che appartengono però ad un comune sostrato cultural-politico svizzero, cioè alla nazione svizzera. Come sempre, per quanto riguarda le definizioni di concetti fondamentali, dobbiamo dunque accettare un certo margine di imprecisione.

[44] «La langue a tendu alors à devenir un vecteur d'indentification et de partage de valeurs communes» (Debarbieux, 2015, p. 153).

[45] «One can say that the media is one of the key institutions through which the audience started thinking about itself as members of a national community» (Siljanovska, 2014, p. 117). Il fatto che sia frutto della propaganda mostra, poi, che la nazione è il risultato di una volontà – di un progetto politico – di uno strumento di potere. «Un examen systématique de l'histoire du monde

costruzione dell'identità[46]. Dall'altro, essa si costituisce grazie a richiami a piani distinti: questioni narrativo-simboliche, pratiche sociali condivise, una certa identificazione spaziale della comunità con un territorio più o meno definito… Quest'ultimo aspetto risulta particolarmente interessante. La definizione di un territorio di riferimento è infatti imprescindibile per la costituzione di una nazione. Altra cosa è però esercitare un controllo reale su tale territorio, o esercitarlo in modo univoco. Possono darsi casi ad esempio di nazioni senza stato. Ancor più complessi sono poi i casi in cui due nazioni rivendicano lo stesso territorio. In generale poi, la molteplicità di attori individuali e collettivi è tale per cui gli stessi territori sono interpretati, mobilitati e rivendicati in modi distinti. Questa molteplicità di usi e interpretazioni può generare tensioni che, ad una determinata intensità, possono trasformarsi in veri e propri conflitti con conseguenze gravi[47].

Importante poi sottolineare come anche politicamente possano darsi appartenenze forti a scale diverse. Uno stesso individuo può sentirsi genericamente parte di una nazione, ma anche più concretamente parte di una regione o di un villaggio o una città[48]. Identità a scala inferiore possono disputare la centralità della scala nazionale nel contesto politico. La differente appartenenza politica a seconda della scala considerata è un elemento importante da contemplare nell'analisi della società urbana all'epoca della globalizzazione. Siamo infatti in un momento di transizione scalare che ha generato pratiche e narrative comuni transnazionali, ma anche il riapparire di un sentimento nazionalista di reazione a questo passaggio: se da un lato si può affermare che il capitalismo non ha eliminato le appartenenze nazionali[49], dall'altro risulta evidente che le identità collettive a grande scala sono in fermento e che si sta assistendo a delle realtà sociali che annunciano, probabilmente, importanti trasformazioni future.

In generale si può dunque affermare che, fra le identità collettive, quelle di tipo nazionale – che tentano cioè di unire aspetti culturali ed aspetti territoriali, spesso rafforzandoli con elementi istituzionali – giocano un ruolo fondamentale ma non unico né univoco. Le stesse comunità nazionali sono infatti immaginate, descritte e mobilitate in modi completamente diversi a seconda del contesto. Esse non sono inoltre le uniche identità collettive con un importante ruolo politico. Particolarmente rilevante, a questo proposito, è il conflitto fra

---

moderne montrera, je crois, que, dans presque tous les cas, l'État a précédé la nation, et non l'inverse, contrairement à un mythe largement répandu» (Wallerstein, 2018a, p. 140).

[46] Non a caso tale sviluppo segue pressoché in modo parallelo la genesi dell'altro grande progetto biopolitico moderno: il soggetto. «Pour Norbert Elias, entre le XIII^e^ et le XVIII^e^ siècle, l'Occident vit un double mouvement : la sociogenèse de l'État et la psychogenèse de l'individu, dont chacun délimite sa sphère d'influence» (Paquot, 2015, p. 54). La nazione articola i due elementi: favorisce la costituzione e legittimazione dello stato e uniformizza, essenzializza e dunque controlla i soggetti che lo compongono. «De fait, le nationalisme est uniformisateur, rationalisateur, et il cultive les fétiches d'une identité nationale venant des origines, qui devrait être conservée contre toute dissémination» (Balibar, 2018b, p. 107).

[47] La critica liberale alle identità collettive si fonda spesso su questo tipo di scontri, adducendo la necessità di accettare le società non tanto come attori collettivi ma come semplici insiemi eterogenei di individui con aspirazioni distinte. «Convient-il, pour que cette machine complexe se meuve sans trop de casse, qu'existe un consensus minimal sur la définition d'une société. La plupart des conflits armés actuels proviennent de la projection, par un groupe, une organisation ou un État, d'une idée de société à laquelle la réalité résiste. Les spatialités mythiques, produites par les appartenances communautaires (ethniques, territoriales, religieuses, étatiques notamment), c'est-à-dire n'intégrant pas le principe d'hétérogénéité comme nécessaire à toute société, sont les pire ennemis du libre déploiement de la modernité spatiale» (Lévy, 1994, p. 419)

[48] Una dissonanza ancor maggiore può darsi per le autorità pubbliche: esse devono agire considerando le scale più vaste, il contesto generale, ma al contempo sono giudicate unicamente in base al proprio operato territoriale, ai risultati limitati al territorio di loro competenza. Tale dissonanza è spesso causa di insofferenza e di sentimenti di perdita di sovranità.

[49] «Il capitalismo moderno ha livellato i contenuti culturali materiali delle diverse culture nazionali. Ma nel modo in cui essi vengono recepiti, rappresentati, collegati, utilizzati e sviluppati, le peculiarità nazionali continuano ad agire» (Bauer, 2016, p. 51).

identità cultural-territoriali a scale diverse, così come i processi di *de-territorializzazione*[50] politica che pure rivestono un ruolo centrale nei processi della globalizzazione[51].

1.3 La dimensione spaziale dell'identità

Se per il momento l'approccio alla questione identitaria di questo lavoro è stato di natura filosofica, occorre però osservare che vi sono alcuni aspetti che tale tradizione disciplinare non copre appieno. Fra questi, uno determinante ai fini della nostra ricerca risulta essere quello legato alla dimensione spaziale dell'identità. Solo nell'ultimo secolo, infatti, la filosofia ha con Heidegger, Foucault e Lefebvre riconosciuto in modo più o meno deciso l'importanza di tale dimensione[52]. Va perciò tributato alla geografia sociale in particolare, e alle scienze sociali in generale, il merito di essersi occupate a fondo della questione, migliorando la nostra comprensione su tale realtà – che, vale la pena ribadirlo, influenza profondamente ogni tipo di narrazione identitaria: non esistono infatti identità che non possiedano una seppur nascosta dimensione spaziale o territoriale.

Due sono le questioni fondamentali che riguardano la relazione fra dimensione spaziale e identità: da un lato, le identità (personali e collettive) hanno sempre dei riferimenti spaziali ai quali rifarsi anche solo in modo inconscio; dall'altro, alcuni elementi spaziali – *in primis* i luoghi – vengono da noi identificati e dotati di un'identità. Si può dunque parlare di dimensione spaziale dell'identità o di dimensione identitaria dello spazio in entrambe queste situazioni. Osserviamo la prima. Le identità – sia personali che collettive – sono composte da diversi elementi. Una pluralità in continua tensione dinamica è insita in ogni narrazione identitaria. Lo spazio gioca, in questo contesto, un ruolo fondamentale. L'essere umano non è infatti un puro spirito: il corpo riveste un ruolo fondamentale nella sua vita[53]. Data l'importanza della corporeità, l'essere umano è un animale essenzialmente legato allo spazio: nello spazio esso dispiega la propria esistenza. Ciò, a sua volta, manifesta l'importanza delle diverse concezioni e accezioni dello spazio che sono possibili: esso può essere ad esempio compreso come ambiente, casa, luogo, misura della distanza, e via discorrendo. Ognuno di questi termini denota una realtà spaziale indicando però un tipo di relazione distinto. Casa, ad esempio, o Patria, sono termini che non indicano semplicemente una posizione o una conformazione fisica, ma rimandano ad una dimensione affettivo-discorsiva predominante. Essi appartengono a quella categoria di nozioni spaziali che sono tradizionalmente considerate fondamentali e necessarie nella costruzione identitaria[54]. Sia Casa che Patria, infatti, richiamano l'idea di un luogo in cui un individuo o una collettività

[50] Più che di de-territorializzazione si dovrebbe qui parlare di identità politiche costruite non più su una concezione spaziale insulare, ma su una reticolare – aspetti che analizzeremo in seguito.

[51] Come vedremo, infatti, la globalizzazione può essere compresa come una serie di spinte votate a una maggior interconnessione sociale a scale sempre più vaste (Lévy et al., 2008, p. 104 ss.).

[52] Anteriormente, la filosofia si era sì occupata di spazio, ma principalmente nella vertente ontologica o epistemologica, e non con fini antropologici o socio-politici.

[53] Già il pensiero scolastico medievale influenzato da Tommaso (I, Q. 75, a. 4) afferma l'importanza dell'unione fra corpo e anima: «è chiaro che l'uomo non è soltanto anima, ma un insieme che risulta composto di anima e di corpo», distanziandosi così di fatto dall'antica concezione secondo cui il corpo costituiva unicamente una prigione dell'anima. «En griego cuerpo es *sôma* y tumba *sêma*, [los pitagóricos] repetían *sôma sêma*, cuerpo tumba, cuerpo cárcel. El cuerpo en que vivo infuso, recluso, hace de mí inexorablemente un personaje espacial. Me pone en un sitio y me excluye de los demás sitios» (Ortega y Gasset, 2010a, p. 81). Per Tommaso (I, Q. 75, a. 1) sembra invece evidente che la vita umana sia costituita dall'unione armoniosa di elementi corporei e animici: «la vita poi si manifesta specialmente nella duplice attività della conoscenza e del movimento».

[54] «The need for roots […] is at least equivalent to the need for order, liberty, responsibility, equality, and security – and indeed to have roots in a place is perhaps a necessary precondition for the other "needs of the soul"» (Relph, 2008, p. 38). Questi concetti sono così importanti che pure le comunità nazionali senza stato rivendicano spesso, nella propria mitologia collettiva, una patria come casa perduta ma ancora presente.

si sentono a proprio agio, accolti, protetti e nel quale possono dunque riposare e vivere tranquillamente[55]. Queste immagini, queste nozioni sono sì spaziali ma non unicamente tali. Città, o *polis*, non possono essere ridotte alla mera conformazione spaziale[56] – ma nemmeno unicamente ai propri aspetti narrativi. L'unione discorsiva fra il piano spaziale e quello narrativo produce cioè uno spazio propriamente sociale, uno spazio che è possibile identificare grazie a nozioni che rimandano ad entrambe queste dimensioni. In questa prospettiva, l'insieme dello spazio prodotto dalla società (Lefebvre, 2000) è da considerarsi come il risultato di questa molteplice relazione. Il paesaggio antropizzato è dunque essenzialmente la manifestazione discorsiva di un continuo scambio fra sostrato geo-morfologico, pratiche socio-culturali e narrazioni – ciò che il geografo francese Augustine Berque (2010) chiama *écoumène*. *Leggere* lo spazio antropico significa allora anche operare un'interpretazione della società[57].

Da segnalare inoltre che, a causa dei cambiamenti nell'ordinamento socio-spaziale – che avremo modo in seguito di osservare più attentamente – anche il rapporto simbolico-identitario con i luoghi e il territorio si è trasformato negli ultimi decenni. Rispetto a questo fenomeno, alcuni autori avevano affermato l'esistenza di una differenza geo-culturale fra popoli cattolici e popoli protestanti[58]. Questa differenza si giocherebbe attorno alla capacità di produrre luoghi e fissità, vale a dire di produrre spazi socialmente e culturalmente stabili, che si integrino sia nel paesaggio che nell'ordine discorsivo come elementi apparentemente naturali. A partire dalle trasformazioni socio-spaziali operate dalla società industriale, infatti, diversi autori sostengono che l'uomo sia diventato pressoché incapace di produrre luoghi *autentici* (Heidegger, 2014b). Da questa incapacità deriverebbe, ad esempio, l'importanza smodata e feticizzante data ai brandelli di tessuti urbani storici che ancora sussistono (Benevolo, 2012; Scolari, 2006): una forma di *disneyficazione* (Relph, 2008). Stock (2006, 2007a, 2007b) propone invece di staccarsi da questa forma di ricerca ancorata al vecchio paradigma della permanenza e della contiguità[59] per osservare come l'essere umano contemporaneo costruisca relazioni significative con lo spazio che lo circonda anche in un regime di mobilità continua. Sebbene questa proposta non sia ancora pienamente sistematizzata, essa solleva una questione importante:

[55] «Home is the foundation of our identity as individuals and as members of a community, the dwelling-place of being. Home is not just the house you happen to live in, it is not something that can be anywhere, that can be exchanged, but an irreplaceable centre of significance» (Relph, 2008, p. 39). Il luogo che definiamo come casa o patria – e che spesso ha contorni confusi proprio perché frutto di un miscuglio di elementi geografici, narrativi, simbolici e discorsivi distinti – funge dunque da punto di partenza e come criterio d'orientamento nelle nostre scelte vitali – sia come individui che come collettività. «[Home] it is the point of departure from which we orient ourselves and take possession of the world» (Relph, 2008, p. 40).

[56] «The city is the land, its people, and its laws» (Elden, 2013, p. 175). «Une identité de ville est la combinaison entre des caractères toujours spécifiques, ne serait-ce qu'en raison de l'unicité de la forme matérielle qui est la leur, et l'idée de cette spécificité que les membres de ce corps social s'en donnent» (Debarbieux, 2015, p. 51). «La ville, au moins à certaines périodes de l'histoire, a pu constituer une catégorie constitutive d'un nouvel imaginaire social. En écrivant les choses ainsi, on invoque la ville non comme un type de milieu propice, autrement dit comme une sorte de réalité extérieure au phénomène décrit, mais comme une catégorie de la pratique sociale, qui en tant que catégorie est à la fois imaginée et actualisée dans ces pratiques» (Debarbieux, 2015, p. 53).

[57] «The relationship between community and place is indeed a very powerful one in which each reinforces the identity of the other, and in which the landscape is very much an expression of communally held beliefs and values and of interpersonal involvements» (Relph, 2008, p. 34).

[58] «Pare che i popoli cattolici abbiano, col suolo e con la terra, un rapporto diverso da quello dei protestanti; forse perché quelli, all'opposto di questi, sono per lo più popoli contadini, che non conoscono la grande industria. […] La natura non è per loro l'opposto dell'artificio e dell'operare umano, e neppure dell'intelletto e del sentimento o del cuore; piuttosto, lavoro umano e crescita organica, natura e *ratio*, sono un'unità. La viticoltura è il più bel simbolo di quest'unione, ma anche le città, edificate secondo questo spirito, appaiono come prodotti naturali del suolo, che si inseriscono nel paesaggio e rimangono fedeli alla loro terra» (Schmitt, 2010, pp. 21-22).

[59] Che si iscrive nel solco della comprensione antica, contadina, della realtà socio-spaziale – ad esempio Omero, nell'Odissea, IX, 33-35: «perché niente è più dolce della patria e dei padri, anche se uno, lontano, in una casa ricchissima vive, ma in terra straniera, lontano dai padri».

in che modo le identità sia personali che collettive contemporanee si relazionano con lo spazio, contribuiscono a produrlo e ne sono al contempo influenzate? Sarà dunque interessante tentare di comprendere come le pratiche tradizionali, vincolate a un paradigma spaziale che vedremo essere ormai scomparso, si adattino, scompaiano o resistano nell'ordine discorsivo egemonico contemporaneo. Lo spazio gioca insomma un ruolo fondamentale nell'organizzare discorsivamente i riferimenti sia sociali che territoriali ai quali si vincolano necessariamente le identità.

Anche il secondo modo di comprendere la relazione fra spazio e identità è però fondamentale. Infatti, attraverso la descrizione di un luogo – che è sempre un atto performativo, poiché il significato del luogo è dato dall'insieme di conformazione materiale, pratiche sociali e significati: modificando uno di questi elementi si va ad alterare l'insieme – si può trasformare la percezione della realtà e il modo di interagire con la stessa. Ogni luogo (in seguito analizzeremo più attentamente questo concetto) riveste infatti un ruolo più o meno importante nella costruzione di identità personali e collettive. Cambiare l'identità di un luogo significa allora necessariamente operare una trasformazione delle identità che vi si riferiscono. La produzione dello spazio – sia a livello materiale che a livello simbolico e di prassi – è dunque parte integrante della produzione discorsiva che genera identità. In particolare, produrre e modificare luoghi significa modificare le identità che più fortemente si collegano agli stessi – comunità nazionali, comunità cittadine, gruppi regionali, … Trasformare lo spazio di riferimento identitario è perciò pienamente un'opera di governo comunitario e di tecnologia del sé, un atto di comando. Pare evidente, dunque, che sulla produzione e trasformazione dello spazio si scatenino lotte per l'egemonia – sia narrativa che materiale.

1.4 La lotta per l'egemonia culturale

Abbiamo già potuto osservare diversi elementi importanti che contribuiscono a formare l'identità. In quanto ambito discorsivo – interfaccia fra mondo simbolico e mondo materiale – l'identità ha una forte componente narrativa[60]. V'è allora un aspetto del quale è opportuno discutere più approfonditamente: la costruzione di queste narrative. «Come accade che le tante volontà dei singoli confluiscano in *scelte* che danno l'impressione di essere opzioni collettive? Chi riesce a unificare quelle infinite volontà?» (Canfora, 2010, p. 19).

Iniziamo a rispondere alla domanda partendo dall'esempio delle tradizioni. Che ruolo svolgono nella costruzione del presente? Pare infatti che «qualunque cosa tentiamo di pensare, e comunque la pensiamo, noi pensiamo nell'alveo della tradizione» (Heidegger, 2009, p. 51). Tradizione è qui da intendersi naturalmente in senso lato: la lingua che parliamo è non solo parte integrante, ma probabilmente fondante della tradizione[61]. Dall'etimo del termine sappiamo che essa è ciò che ci viene consegnato dalle generazioni che ci hanno

[60] Diversi pensatori neo- e post-marxisti hanno riconosciuto l'importanza di analizzare a fondo la questione della costruzione identitaria. Laclau e Mouffe – e così Iglesias Turrión (2015), Monedero (2009) e Errejón (2011) – , recuperando Gramsci ma allontanandosi vieppiù dal marxismo ortodosso, sostengono che la politica è di fatto un campo di disputa narrativa. Per Balibar (2016, pp. 62-63), l'analisi del sistema capitalista non può più essere fondata sull'esistenza di due classi pregresse con interessi contrastanti. La capitalistizzazione e mercificazione della vita (aspetto che osserveremo più avanti) fa sì che gli interessi individuali e concreti anche del proletariato siano inesorabilmente legati alle sorti del mercato finanziario. Così, ad esempio, il crollo azionario di un'importante impresa mette a rischio gli investimenti di una cassa pensione e di conseguenza il futuro di diversi lavoratori. Dal momento che la visione semplicistica e dualista della divisione di classe non può più essere mobilitata, occorre osservare il modo in cui viene gestita la società – ovvero, i discorsi che risultano egemonici e quelli che invece vengono marginalizzati. La questione dell'egemonia culturale è dunque al cuore stesso dell'analisi di classe contemporanea.

[61] «La lengua no sólo pone dificultades a la expresión de ciertos pensamientos, sino que por ello mismo estorba la recepción de otros, paraliza nuestra inteligencia en ciertas direcciones. No se entiende en su raíz la estupenda realidad que es el lenguaje si no se empieza a advertir que el habla se compone sobre todo de silencios. Un ser que no fuera capaz de renunciar a decir muchas cosas sería incapaz de hablar» (Ortega y Gasset, 2010a, p. 247).

preceduto, un insieme di saperi e di prassi che, grazie al fatto d'aver superato la prova del tempo sono ritenute affidabili. Proprio per questa sua natura, la tradizione circonda l'essere umano dal momento stesso della sua nascita. Secondo Ortega, tre sono gli effetti delle tradizioni: esse contribuiscono a rendere prevedibili e quindi meno spaventosi gli Altri, sono modi per imparare dal passato ed infine organizzando la vita agli individui gli permettono di concentrarsi unicamente sulle cose importanti per le quali è richiesta un'attenzione diretta (Ortega y Gasset, 2010a, pp. 17-18). Poche sono infatti le azioni che l'essere umano compie per scelta puramente razionale. Anche intellettualmente, «la inmensa mayoría de nuestras ideas, a pesar de ser ideas y actuar en nosotros como convicciones, no son nada racional, sino usos como la lengua o el saludo» (Ortega y Gasset, 2010a, p. 264). Quest'analisi esistenzialista mette profondamente in crisi l'idealizzazione del soggetto razionale tipicamente moderna e cartesiana (sulla quale, va detto, si è fondata buona parte della teoria economica moderna). Durante il ventesimo secolo, tuttavia, non sono unicamente gli esistenzialisti ad aver compreso l'importanza degli usi e dei costumi nella determinazione e nella costruzione dell'identità. Anche per Gramsci, infatti, «è immensa la forza che la tradizione esercita sugli animi» (2016, p. 79). Fra gli elementi che influenzano in modo importante i mezzi attraverso i quali costruire un'identità, la tradizione svolge dunque un ruolo decisivo. Vale però la pena osservare che essa non è una riproduzione fedele, neutra ed oggettiva dei saperi del passato. Nel verbo *trādo* è infatti insita l'idea di un passaggio, di una trasmissione. Senza dover scomodare la tradizione ermeneutica del XX secolo, è facile comprendere che in tale passaggio molto dipenderà dalle volontà, dalle prospettive e dalle capacità di entrambi gli attori. Tramandare il passato è dunque in realtà un atto *presente*, che ha più a che vedere con una selezione di ciò che viene ritenuto valido, utile e ragionevole che con il mantenimento fedele del passato in quanto tale[62]. Mobilitare una tradizione significa dunque essenzialmente utilizzare il ruolo legittimante del passato per modificare il presente in vista del futuro. Essenziale, a questo proposito, il ruolo di tutte quelle figure che sono chiamate a compiere le scelte più influenti. Già Platone nella *Repubblica* (377b) si era accorto dell'importanza radicale dell'educazione dei fanciulli per lo sviluppo successivo della comunità. Egli aveva perciò suggerito che un buon governo della *polis* dovesse anzitutto «sorvegliare i favoleggiatori e se le loro favole sono belle, accoglierle, se brutte respingerle». Questo frammento risulta ancor più interessante se ricordiamo che la *polis* nella *Repubblica* non è che una grande metafora dell'animo umano: ogni individuo, per svilupparsi in modo il più possibile razionale e cosciente, dovrebbe dunque sottomettere ad analisi critica i propri usi e costumi. I *favoleggiatori* di una volta si sono oggi evoluti in forme molteplici. I *mass media* del XX secolo hanno giocato un ruolo fondamentale sia nella costruzione di identità collettive[63] che nel fornire gli strumenti agli individui per poter interpretare la realtà. «The media occupies our everyday life so much that people aren't even aware of its presence, let alone its influence» (Siljanovska, 2014, p. 114).

A questo punto vi sono alcune considerazioni generali da compiere. La comunità è costruita attorno ad una comunione di prospettive, vale a dire attorno ad una comprensione del reale – ovvero una determinata concezione della verità. «Se si pensa la verità nei termini ermeneutici che molti filosofi del Novecento hanno proposto, la verità della politica sarà da cercare anzitutto nella costruzione di un consenso» (Vattimo, 2009, p. 25). Il consenso, a sua volta, può essere ottenuto in vari modi. Da un lato, nel dibattito e nello scontro

[62] «Le passé réel est, bien sûr, gravé dans le marbre. Mais quant au passé social, c'est-à-dire à la façon dont nous comprenons le passé réel, c'est au mieux dans l'argile qu'il est gravé» (Wallerstein, 2018a, p. 136).

[63] «The media has a key role in the realization of the goals of cultural policy, i.e. cultural identity as its basis and generally in the promotion of cultural memory. […] The media in Europe, above all the radio, and then television, were instruments for building the collective life and culture of a nation» (Siljanovska, 2014, pp. 116-117). Il potere di scegliere cosa ricordare e cosa invece dimenticare nella rappresentazione del passato come tempo legittimante acquisisce dunque un peso politico ed antropologico fondamentale.

diretto fra visioni della realtà distinte e contrastanti[64]. Dall'altro, ancor più a monte, influenzando la capacità riflessiva ma soprattutto quella emotiva delle persone, «così da influenzare le azioni proprio sul piano pre-riflessivo» (Han, 2016, p. 59). Nell'analisi delle relazioni di potere che influenzano la costruzione identitaria, dunque, non ci si può limitare agli interventi diretti e visibili, ma occorre illustrare i criteri nascosti in base ai quali le decisioni vengono prese. Non sono tanto i luoghi simbolici del potere ad essere rilevanti in questo caso, quanto piuttosto le loro anticamere «di influssi e poteri indiretti» (Schmitt, 2012, p. 24).

Abbiamo visto come la costruzione identitaria sia influenzata pesantemente da fattori spesso poco visibili e difficilmente individuabili. Applichiamo queste nozioni a quanto osservato circa le identità. Ogni identità è il frutto di una pluralità complessa di elementi che si intrecciano e che formano una gerarchia che muta nel tempo. Sia le identità collettive che quelle individuali sono dunque dinamicamente stabilite nell'interazione fra più parti. Specialmente nel caso delle identità collettive, poi, l'influenza di sotto-gruppi ed individui è particolarmente importante. La società si compone di una molteplicità di identità distinte. Alcune, come ad esempio quella nazionale, ne racchiudono altre – a volte entrando in conflitto. Riuscire ad influenzare la definizione delle identità collettive più importanti significa dunque esercitare un potere profondo sulla società nel suo insieme[65]. Ogni gruppo sociale, agglutinato attorno ad una visione della realtà che a sua volta rende tangibile la difesa di interessi particolari, compone e partecipa ad una miriade di collettività ed è dunque sempre immerso nella continua opera di definizione e ridefinizione delle identità. Applichiamo queste osservazioni alla nozione di popolo intesa in senso antico – vale a dire come unione fondata su una condivisione profonda di valori fondanti.

> Un pueblo se construye a partir de una cierta idea del bien común. Es decir, siempre habrá una lucha alrededor de la definición del bien común. La lucha que yo llamo agonista es una lucha para definir el bien común. Los que son capaces de hacer que la mayoría se identifique con su concepción del bien común logran la hegemonía. (Errejón & Mouffe, 2016, p. 34)

Influenzando in modo più o meno marcato la definizione di ciò che l'opinione comune può concepire come bene comune, i diversi gruppi ottengono influenza e potere. Il potere non è dunque da intendere unicamente come forza, ma anche e soprattutto come capacità di influenza. Gramsci, nei *Quaderni* (Q 19, § 24) stabilisce due categorie che risultano fondamentali per questo tipo di analisi.

> Il criterio metodologico su cui occorre fondare il proprio esame è questo: che la supremazia di un gruppo sociale si manifesta in due modi, come «dominio» e come «direzione intellettuale e morale». Un gruppo sociale è dominante dei gruppi avversari che tende a «liquidare» o a sottomettere anche con la forza armata ed è dirigente dei gruppi affini e alleati. Un gruppo sociale può e anzi deve essere dirigente già prima di conquistare il potere governativo (è questa una delle condizioni principali per la stessa conquista del potere); dopo, quando esercita il potere e anche se lo tiene fortemente in pugno, diventa dominante ma deve continuare ad essere anche «dirigente».

Il potere esplicito di dominazione, dunque, non può che fondarsi sul potere implicito della direzione[66]. Ecco emergere le due facce del potere: «forza e conoscenza» (d'Ambrosio, 2008, p. 13). Questa duplice realtà del

[64] Il che, a sua volta, sottolinea come «la ontología es un espacio de enfrentamiento, un *espacio político*» (López Petit, 2009, p. 28).

[65] La lotta fra partiti politici di ideologie distinte, ad esempio, può essere interpretata come il tentativo di riscrivere e descrivere la storia nazionale secondo prospettive distinte, rivendicando valori centrali e fondanti distinti o applicandoli in modo diverso.

[66] Il che a sua volta conferma la tesi arendtiana secondo cui «la violenza può sempre distruggere il potere; dalla canna del fucile nasce l'ordine più efficace, che ha come risultato l'obbedienza più immediata e perfetta. Quello che non può mai uscire dalla canna di un fucile è il potere» (Arendt, 2015, p. 35).

potere si manifesta pienamente nello studio delle istituzioni. Infatti, «la funzione delle istituzioni politiche è quella di dare risposte alle domande che provengono dall'ambiente sociale» (Bobbio, 1995, p. 50). Il gruppo che al contempo riesce a governare direttamente le istituzioni – garantendosi così il dominio sugli organi dello stato e dunque sull'uso legittimo della violenza – e ad influenzare sufficientemente l'opinione pubblica, modificandone le richieste, può essere saldo nel proprio controllo sulla società. Al contrario, un gruppo che, pur avendo il controllo delle istituzioni, non riuscisse più ad influenzare sufficientemente la percezione del reale della società, si troverebbe soverchiato da domande alle quali difficilmente potrebbe dar risposta.

> Una società diventa tanto più ingovernabile quanto più aumentano le domande della società civile e non aumenta corrispondentemente la capacità delle istituzioni di rispondervi, anzi la capacità dello Stato di rispondervi ha raggiunto limiti forse non più superabili. (Bobbio, 1995, p. 26)
>
> In un processo di mutamento continuo, che può essere graduale quando vi è corrispondenza fra domande e risposte, brusco quando per un sovraccarico delle domande sulle risposte si interrompe il flusso di retroazione, e le vigenti istituzioni politiche non riuscendo più a dare risposte soddisfacenti subiscono un processo di trasformazione che può giungere alla fase finale del loro completo cambiamento. (Bobbio, 1995, p. 50)

Dobbiamo dunque concludere affermando che la società – e conseguentemente la costruzione identitaria – non è retta da leggi immutabili e di tipo deterministico. Al contrario, essa si fonda su una lotta costante[67] che può sortire risultati sempre diversi che sono difficilmente prevedibili. Non tanto leggi naturali o economiche deterministiche, dunque, quanto piuttosto una mescolanza fra queste e il carattere di *virtù* e *fortuna* dei diversi attori in campo può permettere di comprendere l'evoluzione della società, in una ricostruzione *a posteriori*[68].

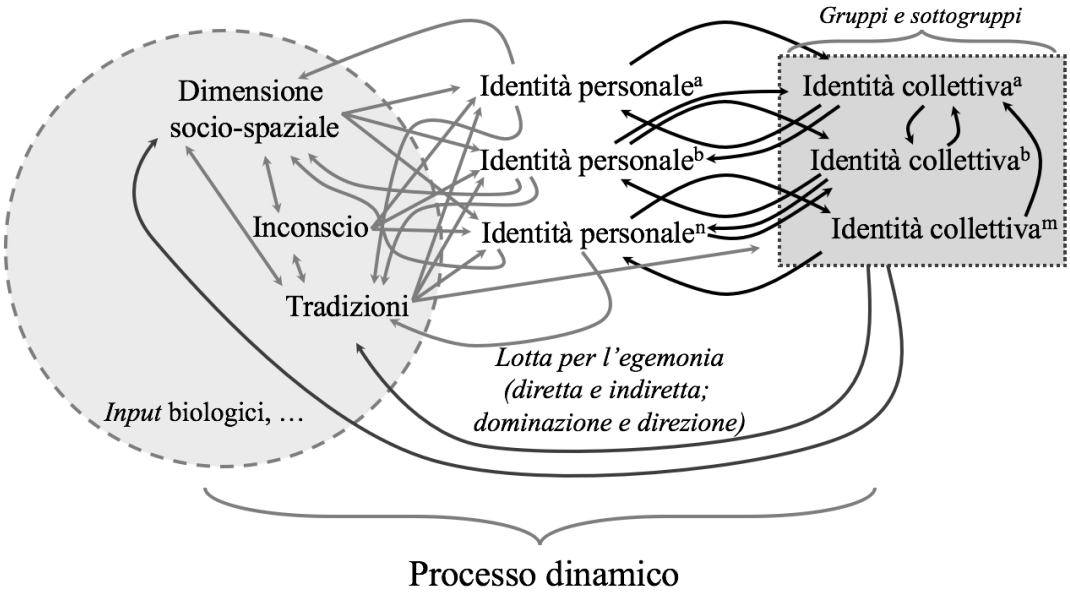


Figura 4. Lo schema mostra diversi tipi di influenza fra i vari livelli di identità. Da notare come la lotta per l'egemonia –sia per quanto riguarda la dominazione che per la direzione culturale – sia l'elemento fondamentale che determina le relazioni fra i diversi piani (inconscio, identità personale, identità collettiva).

[67] Il che implica, secondo l'interpretazione post-marxista, che «si riconosca non solo che il popolo è molteplice, ma che è diviso. La divisione non può essere superata, può solo essere istituzionalizzata in maniere differenti, alcune più egualitarie di altre» (Mouffe, 2013b, p. 16).

[68] «There is therefore nothing inevitable or natural in the different struggles against power, and it is necessary to explain in each case the reasons for their emergence and the different modulations they may adopt» (Laclau & Mouffe, 2014, p. 136).

1.5 Conclusioni provvisorie

Abbiamo potuto comprendere come l'identità sia un elemento discorsivo. In quanto tale, essa è cioè l'articolazione fra il livello simbolico e quello materiale, un'interfaccia fra i diversi piani che costituiscono la realtà. Narrazione dinamica e costituita da molteplici fattori in perenne mutamento, l'identità è un ambito complesso del reale. Che si tratti di un'identità individuale o di un'identità collettiva, infatti, essa non è né monolitica né statica. Fra i numerosi elementi che influenzano la costruzione di tale strumento discorsivo molti restano non solo in un piano pre-razionale, ma spesso nascosto e oscuro – ricostruibile solamente *a posteriori* e caratterizzati da una tendenza conservatrice[69]. Per questo, non esistono indicatori chiari e diretti per osservare i mutamenti dell'identità. Per poter analizzare compiutamente le dinamiche che presiedono la sua costruzione ed evoluzione – in particolare per quanto riguarda le identità collettive di stampo simbolico-politico – è dunque importante individuare degli elementi del reale suscettibili d'osservazione, e a partire da questi operare una ricostruzione narrativa che indichi l'evoluzione identitaria. Fra i vari aspetti del reale adatti a questo scopo, due paiono in questo contesto particolarmente interessanti: le relazioni di potere in seno all'ordine discorsivo[70] – vale a dire le mutazioni nell'egemonia culturale – e l'aspetto spazial-territoriale[71] – ovvero il modo attraverso il quale diversi attori si organizzano e rivendicano elementi e ordinamenti spaziali, il modo in cui mutano i riferimenti spaziali dell'identità. A continuazione andremo dunque ad approfondire teoreticamente questi due aspetti: il piano discorsivo-narrativo – vale a dire i cambiamenti di razionalità – e il piano spaziale. Iniziamo ad osservare quest'ultimo.

2. Elementi della teoria spaziale per un superamento dei limiti della tradizione filosofica

Quanto visto finora a proposito dell'identità si iscrive, tutto sommato, in una corrente che potremmo definire (post-)marxista. Abbiamo integrato, in questa prospettiva filosofica, alcuni elementi provenienti dal mondo della psicologia dinamica e della psicanalisi, così come alcuni concetti della tradizione geografica. È ora opportuno, al fine di meglio comprendere il contesto e alcuni degli elementi che influenzano lo sviluppo e la costruzione identitaria, approfondire una serie di questioni legate a vario titolo a quella che potrebbe essere definita una teoria dello spazio. Perché è importante, alcuni decenni dopo il cosiddetto *spatial turn* nelle scienze sociali[72], insistere nuovamente sullo spazio? Anche in filosofia, grazie agli interventi di Heidegger e Foucault, lo spazio è tornato di diritto non solo nell'epistemologia ma anche nell'antropologia filosofica e nella filosofia politica. La dimensione spaziale riveste però un ruolo ancora marginale nella filosofia d'ispirazione marxista che si occupa di questioni identitarie. Le questioni d'ordine spaziale risultano invece importanti indicatori indiretti dell'evoluzione di quest'ultime. Per approfondire questo aspetto, allora, è bene strutturare un minimo quadro teorico che permetta d'avere un certo orientamento.

---

[69] «Benché [le pulsioni] costituiscano il fondamento ultimo di ogni attività, la loro natura è conservatrice; da ogni stato che un organismo ha raggiunto, e non appena esso è stato abbandonato, si diparte una tendenza a ripristinarlo» (Freud, 2009, p. 18).

[70] In particolar modo dell'ordine discorsivo istituzionale, che maggiormente esplicita la visione del gruppo dirigente e la sua presa egemonica.

[71] Come cioè viene immaginata e gestita la relazione fra l'identità e il territorio, come la società si dispone e che tipo di spazio sociale la sostiene.

[72] «No social or cultural phenomenon can be torn from its spatial context, geography is not some subordinate afterthought to history in the construction of social life, no meaningful understanding of how human beings produce and reproduce their worlds can be achieved without invoking a sense that the social, the temporal, the intellectual and the personal are inescapably always and everywhere also the spatial» (Arias & Warf, 2009, p. 7).

Prima di tutto, occorre comprendere che la terminologia spaziale e territoriale non indica mai unicamente un sostrato materiale, una disposizione di oggetti fisici. Lo spazio è un ambito pluridimensionale. Elementi fisici si intersecano con questioni d'ordine simbolico, con pratiche e modi di osservare e interagire. Lo spazio è, dunque, una dimensione sommamente discorsiva: la risposta che le società danno (in un quadro materiale determinato) al problema posto dalla distanza (in tutte le sue dimensioni: fisica, sociale, simbolica, …)[73]. Spazio è al contempo un ordine materiale che gestisce il problema della distanza e un concetto che l'essere umano crea per affrontare la questione (Werlen, 2007). Un concetto, dunque, che non è meramente descrittivo, ma che possiede una forte carica performativa – il modo in cui una società comprenderà lo spazio contribuirà a influenzare il modo in cui quella società produrrà e sarà prodotta dallo spazio (Lefebvre, 2000). Non è però questa la sede per sviluppare una teoria spaziale complessiva – sempre che questo compito sia ancora possibile in una società iper-specializzata. Ci limiteremo allora a sollevare alcune questioni d'ordine spaziale che, meglio di altre, possono servire ad analizzare la produzione identitaria. In particolar modo ci interesseremo prima ai luoghi – elemento identitario fondamentale –, limitandoci però ad una delle loro caratterizzazioni (quella identitario-relazionale su cui tanto ha insistito Heidegger) e ad alcune categorie di luoghi – la transizione dalla coppia città-campagna alle sfumature fra urbano e infraurbano – per poi osservare il territorio – spazio prodotto politicamente per eccellenza (Debarbieux, 2015; Elden, 2013; Schmitt, 2011) – e la sua evoluzione recente verso un modello reticolare. Volendo costruire un approccio alla costruzione identitaria contemporanea che si ispiri alla filosofia della prassi, proporre lo spazio come indicatore indiretto sembra una scelta azzeccata. Attraverso l'ordinamento spaziale si può infatti osservare non solo come la società interagisce e comprende ciò che la circonda, ma anche, di riflesso, come la società comprende e rappresenta se stessa.

2.1 Il luogo come elemento fondamentale dell'ordinamento spaziale

Luogo è un concetto fondamentale nell'analisi dello spazio. È solo grazie a questa nozione, infatti, che si può stabilire o dedurre un certo ordine nel cosmo (Casey, 2016). Questa sua centralità contribuisce però alla sua polisemia. Stando a Lévy e Lussault (2013), infatti, vi sono due concezioni possibili del luogo: esso può essere un oggetto auto-definito – un punto oggettivo e astratto nello spazio definibile da una serie di coordinate, come nella concezione cartesiana-newtoniana – o un elemento relazionale che accoglie gli enti, che li definisce e può essere definito solo a partire da questa compartecipazione dinamica[74]. Mentre la prima concezione si è rivelata utile in special modo per le scienze naturali e le diverse tecniche mobilitate per trasformare e *conquistare* il mondo, la seconda riveste un ruolo identitario più diretto e centrale – e per questo vale la pena analizzarla più attentamente. Il luogo come elemento relazionale rimanda infatti allo spazio vissuto (Lefebvre, 2000), allo spazio in cui emozioni, pratiche, simboli e elementi materiali si intersecano

[73] «Je partirai de l'idée que l'espace des sociétés exprime la réponse des hommes à un problème, la distance. La distance, c'est-à-dire l'existence d'un écart entre les différents éléments qui concourent à la vie sociale, n'est pas qu'une difficulté secondaire pour l'activité humaine, pour la socialité» (Lévy, 1994, p. 65).

[74] «Places can therefore be loosely understood as multiplex, as a set of spaces where ranges of relational networks and flows coalesce, interconnect, and fragment. Any such place can be viewed as the particular nexus between, on the one hand, propinquity characterized by intensely thick co-present interaction, and on the other hand, fast flowing webs and networks stretched corporeally, virtually and imaginatively across distances. These propinquities and extensive networks come together to enable performances in, and of, particular places. In particular, places, we now know, are "gendered". Men and women can have different relations to the "city", which is often dominated by male interests and by the predominant forms of representation» (Urry, 2004, p. 13). «[One should] «to understand places as internally heterogeneous, dialectical and dynamic configuration of relative "permanences" whithin the overall spatio-temporal dynamics of socio-ecological processes» (Harvey, 2010, p. 294).

continuamente in un processo discorsivo – uno spazio che, oltretutto, influenza ed è influenzato in modo importante dalle relazioni sociali e di potere.

2.1.1 Luogo come fondamento identitario

Fra i teorici più influenti e contemporanei di questa seconda accezione di luogo non si può non menzionare Heidegger. Nella concezione heideggeriana (2015)[75] il luogo corrisponde allo spazio ridotto di intimo rapporto fra la persona e l'ambiente circostante. L'esperienza dell'essere umano con la dimensione spaziale non è, in questa prospettiva, misurata e misurabile, quanto piuttosto qualitativa. La misurabilità dello spazio, la sua oggettivazione, interviene solo in un secondo momento – indiretto – di concettualizzazione votata allo sfruttamento, alla mobilitazione dello spazio come risorsa tecnico-economica. Dunque il luogo sarebbe, in quest'accezione, uno spazio qualitativo di prossimità, uno spazio attivamente impegnato nella costruzione identitaria – uno spazio non ridotto a meri termini quantitativi. Sulla stessa lunghezza d'onda, altri autori hanno tentato di operare una vera e propria ontologia del luogo inteso come spazio qualitativo e perciò necessariamente legato al paradigma antropologico pre-tecnocentrico o pre-industriale. Per Berque (2010), ad esempio, il luogo è lo spazio concreto – e cioè lo spazio della relazione dinamica di *con-crescita* di contenitore e contenuto. Relph (2008) sostiene che affinché si costituisca un luogo, è necessario l'intervento di tre fattori: una conformazione fisica statica, attività (pratiche) e significati[76]. Un luogo è dunque il risultato dell'interazione fra esseri umani e ambiente – una realtà discorsiva –, e non unicamente una posizione determinata da alcune coordinate[77]. In quanto realtà discorsive, i luoghi sono perciò anche portatori di identità[78] – e, allo stesso modo, essi partecipano in modo importante alla costruzione identitaria generale, costituendo l'ossatura della dimensione spaziale dell'identità sia personale che collettiva.

La pregnanza della distinzione fra queste due concezioni di luogo – una essenziale e una relazionale – non deve sminuire l'importanza di una comprensione critica. Essa è infatti utile per sottolineare la differenza nel tipo di relazione – qualitativa o quantitativa, *autentica*[79] o strumentale[80] – fra l'essere umano e il suo

[75] Per una ricostruzione della concezione spaziale heideggeriana cfr. Elden (2001).

[76] «These three components of place […] – the static physical setting, the activities and the meanings – constitute the three basic elements of the identity of places» (Relph, 2008, p. 47).

[77] Come potremo osservare meglio, la nozione di luogo può però di fatto indicare entrambe queste realtà: o un posto carico di significati dati dalla continua interazione fra esseri umani e conformazione territoriale, o semplice posizione precisa in uno spazio definito da coordinate. «A double meaning can, therefore, be given to a place as a mere position or location within a map of space-time constituted within some social process or an entity or "permanence" occurring within and transformative of the construction of space-time» (Harvey, 2010, p. 294).

[78] Non nel senso che essi possiedono un'autonomia propria, una capacità di auto-definirsi – «the relationship to places as a residual category of action orientation is thus nothing other than the result of the transference of the emotional content of social relations on the name of the physical spot where the corresponding relations took or take place» (Werlen, 2007, p. 180) – ma perché sono appunto conformazioni spaziali associate a usi e costumi, a pratiche e simboli, e dunque costituiscono essenzialmente un piano discorsivo. «Identities of places cannot be understood simply in terms of patterns of physical and observable features, nor just as products of attitudes, but as an indissociable combination of these» (Relph, 2008, p. 59). L'identità *dei* luoghi è un fattore importante nello sviluppo delle identità *nei* luoghi, sia personali che collettive.«In both our communal and our personal experience of places there is often a close attachment, a familiarity that is part of knowing and being known *here*, in this particular place» (Relph, 2008, p. 37).

[79] «An authentic sense of place is above all that of being inside and belonging to *your* place both as an individual and as a member of a community, and to know this without reflecting upon it» (Relph, 2008, p. 65).

[80] Esiste, in quest'ottica, la possibilità di transitare costantemente da un polo all'altro. Un luogo può quindi essere autentico in un determinato contesto e non esserlo in un periodo diverso. Anche in questo caso occorre dunque comprendere come le identità anche dei luoghi siano processi dinamici. «Once it has been developed, whether by an individual, a group, or the mass, an identity of a place will be maintained so long as it allows acceptable social interaction and has plausibility – that is, so long as it can be legitimated within the society. […] There are two main ways in which an identity of a place can cease to be plausible. First, changing environmental conditions can render it inadequate for the purposes of social interaction and individual

ambiente, ma lascia però aperta la porta a diverse problematiche. Anzitutto, è spesso fondata sulla separazione netta – di carattere idealista e romantico – fra società agricola e società industriale. Pare evidente che il rapporto fra essere umano e spazio si sia modificato in questi due quadri socio-economici e culturali. Tuttavia, affermare che solo il rapporto agricolo allo spazio è puramente autentico[81] sottende una svalutazione del mondo contemporaneo che appare quantomeno problematica. In effetti, seguendo questa linea argomentativa si è portati a dire che l'essere umano è, nell'epoca della tecnica, ormai incapace di produrre luoghi, di relazionarsi autenticamente con lo spazio che lo circonda[82]. La società industriale, massificando la produzione e omogeneizzando pratiche e simboli, rende più difficile un adattamento, un'appropriazione e una relazione profonda e dunque autentica fra esseri umani (le loro pratiche e i loro simboli) e conformazione territoriale. Per questo, dunque, l'ordine socio-spaziale industriale e post-industriale sarebbe caratterizzato da una generale mancanza di autenticità[83]. Sebbene questa critica abbia un fondamento certo – il progresso della tecnica ha vieppiù *separato* l'essere umano e le sue pratiche (e dunque anche i suoi simboli) dal contesto immediato e vicino, impedendo così la *con-crescita* – essa tende però ad esagerare gli aspetti negativi idealizzando al contempo il passato. In realtà, anche oggi – seppur in modalità distinte – l'umanità si relaziona a luoghi in modo discorsivo e affettivo: non si può accettare dunque acriticamente l'idea secondo cui l'industrializzazione abbia semplicemente eliminato la capacità umana di vivere immersa in realtà significanti[84].

---

behaviour […]. And second, changes in attitude, fashion, or other aspects of belief systems, can render an image implausible» (Relph, 2008, p. 60).

[81] «There is a widespread and familiar sentiment that the localism and variety of the places and landscapes that characterised preindustrial societies and unselfconscious, handicraft cultures are being diminished and perhaps eradicated» (Relph, 2008, p. 79).

[82] «Cultural and geographical uniformity is not, of course, an entirely new phenomenon. The spread of Greek civilisation, the Roman Empire, Christianity, or even the diffusion of the idea of the city, all involved the imposition of a homogeneity on formerly varied cultures and landscapes. What is new appears to be the grand scale and virtual absence of adaptation to local conditions of the present placelessness, and everywhere the shallowness of experience which it engenders and with which it is associated. […] As authenticity consists of an openness to the world and an awarness of the human condition, so inauthenticity is an attitude which is closed to the world and to man's possibilities. […] Inauthentic attitudes to place may be unselfconscious, stemming from an uncritical acceptance of mass values; or they may be selfconscious and based on a formal espousal of objectivist techniques aimed at achieving efficiency» (Relph, 2008, pp. 79-80, 82). «The depth of meaning and diversity of places associated with such authentic experience are, however, greatly weakened in most contemporary cultures. The development and diffusion of the inauthentic attitudes to place of kitsch and *technique*, and the standardised manifestations of these attitudes in the landscape, appear to be widespread and increasing in most of the western world. The trend is towards an environment of few significant places – towards a placeless geography, a flatscape, a meaningless pattern of buildings» (Relph, 2008, p. 117).

[83] «Roads, railways, airports, cutting across or imposed on the landscape rather than developing with it, are not only features of placelessness in their own right, but, by making possible the mass movement of people with all their fashions and habits, have encouraged the spread of placelessness well beyond their immediate impacts. […] Communication by transportation is only one form of communication, and the various media for the transmission of ideas – newspapers, journals, radio, television – have also had an immense, if less explicit impact on places. They have reduced the need for face-to-face contact, freed communities from their geographical constraints, and hence reduced the significance of place-based communities. […] In short, mass communication appears to result in a growing uniformity of landscape and a lessening diversity of places by encouraging and transmitting general and standardised tastes and fashions» (Relph, 2008, pp. 90, 92).

[84] «L'uomo, quale animale simbolico, è condannato al senso; risulta dunque impensabile un puro non-luogo che non sia "infestato" dal senso» (Bianchi & Garlaschelli, 2015, p. 25). «Negative interpretations of present-day landscapes both appeal to the widespread and probably ageless sentiment that the past must have been better than the present, and are nicely uncomplicated: past places were good, present placelessness is bad, therefore we should make places in the old way. Such a «fix» is far too simple. Landscape is not merely an aesthetic background to life, rather it is the setting that both expresses and conditions cultural attitudes and activities, and significant modifications to landscape are not possible without major changes in social attitudes» (Relph, 2008, p. 122).

Il luogo è una frazione di spazio – per Lévy (1994) il luogo rappresenta l'annullazione della distanza – che gioca un ruolo identitario importante, che permette all'essere umano di sentirsi radicato, ancorato e sostenuto tramite un collegamento diretto fra la propria comprensione del mondo e una conformazione territoriale precisa: il luogo è cioè il legame discorsivo che informa spazialmente le nostre vite[85]. Per questo motivo, i luoghi sono fondamentali nel nostro modo di orientarci nello spazio: essi costituiscono una componente fondamentale della vita umana[86]. Appare dunque assurdo affermare la loro sparizione *tout court*.

Un altro limite importante di quest'approccio romantico alla nozione di luogo è la questione della scala. Luogo inteso in ottica agricola sembra uno spazio limitato ad una scala molto ridotta[87], data dalla continuità e contiguità delle esperienze di vita stanziali. Tale concezione si afferma su una visione – che analizzeremo in seguito – insulare dello spazio. La delimitazione del luogo, tuttavia, è assai complessa. Consideriamo anzitutto l'identità del luogo – ovvero la proiezione umana di significati su una conformazione territoriale determinata. Identificare un luogo significa, fondamentalmente, riconoscere una differenza fra l'interno di questo spazio e il suo esterno. Determinarne i limiti non è tuttavia un compito semplice: essi sono diffusi, opachi, translucidi[88]. Diverse sensibilità potrebbero attribuire ad uno stesso luogo limiti distinti – o ancora, la stessa sensibilità potrebbe variare nel corso del tempo! Anche per quanto riguarda l'identità del luogo, bisogna cioè riconoscere che si tratta di un processo costante e dinamico, determinato da una quantità importanti di fattori diversi e che, proprio per questo, appare di difficile delimitazione[89]. Al tempo stesso, ciò significa che individui e comunità possono identificare luoghi in diverse forme: è addirittura possibile immaginare un intero stato come un luogo – la Svizzera, ad esempio, associata a una serie di immagini e valori. A dipendenza della scala di riferimento, dunque, luogo può indicare realtà sommamente distinte – a scala universale infatti il pianeta Terra può essere considerato un luogo, così come lo può essere l'angolo di una stanza vista nell'ottica di un bambino. Ciò significa che i luoghi possono a loro volta contenere altri luoghi – un villaggio contenere un luogo particolare associato a determinati elementi socio-culturali, una regione contenere villaggi…

Per quanto riguarda il fine di questa ricerca, basti quanto detto finora: il luogo è una delle nozioni centrali attraverso le quali la filosofia ha provato a pensare al rapporto fra identità e spazio. In quanto tale, tuttavia, questo concetto rimane spesso generico e indefinito, o ancorato a ideali socio-culturali accettati in maniera *a*critica. Per approfondire la conoscenza della dimensione spaziale dell'identità, dunque, è necessario

[85] «Les milieux humains sont une relation, pas un objet» (Berque, 2010, p. 142). «Il luogo non è qualcosa, ma il modo in cui il mondo appare, la sua condizione di possibilità» (Bianchi & Garlaschelli, 2015, p. 38).

[86] «In short, those aspects of the lived-world that we distinguish as places are differentiated because they involve a concentration of our intentions, our attitudes, purposes and experience. Because of this focusing they are set apart from the surrounding space while remaining part of it. Places are thus basic elements in the ordering of our experiences of the world» (Relph, 2008, p. 43). «Place is something belonging to beings as such, it is their capacity to be present, it is constitutive of their being» (Elden, 2001, p. 20).

[87] «Le lieu est une unité spatiale dans laquelle la distance peut être considérée comme nulle, ce qui signifie que, dans une métrique donnée, l'échelle est la plus petite possible» (Lévy, 1994, p. 52).

[88] «In our everyday lives places are not experienced as independent, clearly defined entities that can be described simply in terms of their location or appearance. Rather they are sensed in a chiaroscuro of setting, landscape, ritual, routine, other people, personal experiences, care and concern for home, and in the context of other places. […] The essence of places lies […] in the experience of an "inside" that is distinct from an "outside". […] To be inside a place is to belong to it and to identify with it, and the more profoundly inside you are the stronger is this identity with the place. […] In fact the dualism of inside and outside is not quite as clear as it appears at first sight. […] In short, as our intention vary, so the boundary between inside and outside moves. In consequence, there are many possible levels of insideness» (Relph, 2008, pp. 29, 49-50).

[89] «[We should] understand places as internally heterogeneous, dialectical and dynamic configuration of relative "permanences" whithin the overall spatio-temporal dynamics of socio-ecological processes» (Harvey, 2010, p. 294).

ricorrere all'ausilio delle scienze sociali. Concretamente, occorre analizzare una grande mutazione in alcune categorie di luoghi, nonché una generale mutazione d'ordine spaziale.

2.1.2 Mutamenti nelle forme dei luoghi: dalla città all'urbano, dalla campagna all'infraurbano

Abbiamo dunque visto che i luoghi possono essere di diverso tipo, rispondere a diverse scale – nonostante, in qualche modo, essi si rifacciano anche all'idea di annullamento della distanza (Lévy, 1994). Esistono alcune categorie che separano i luoghi per tipologia socio-territoriale. Fra queste, fondamentali appaiono quelle di città e campagna, di urbano e infraurbano (Lefebvre, 2000, 2001; Lévy, 1994). Si tratta di categorie importanti, poiché separano i luoghi – fino a scale inferiori a quella regionale – secondo la tipologia socio-spaziale che li caratterizza. Per questo, tali categorie hanno avuto e hanno tuttora un forte peso non solo culturale, discorsivo e identitario, ma finanche politico e giuridico – norme di diverso tipo si applicano infatti a luoghi di diversa categoria. Osservando tale categorizzazione – centrale, come detto, nei dibattiti identitari – si va oltre la descrizione generale del luogo per addentrarsi in un terreno in cui le questioni socio-politiche assumono un ruolo rilevante. Città e campagna, così come urbano e infraurbano, non sono infatti nozioni meramente descrittive. A seconda dell'autore, esse possono altresì essere performative (e giustificare ad esempio l'adozione di determinate politiche pubbliche). Come *cause formali* dei luoghi, esse possono pertanto avere un importante influsso nel determinare la realtà stessa di quei luoghi.

Fra i mutamenti epocali che hanno segnato il XX secolo, uno appare fondamentale: il processo di urbanizzazione a scala planetaria[90]. In queste pagine tenteremo di esplicitare meglio cosa intendiamo con questo termine. Sono numerosi infatti i ricercatori che hanno parlato di urbanizzazione e questo fenomeno interessa diverse discipline che lo osservano con prospettive non sempre convergenti. A prescindere dalla definizione di *urbano* mobilitata, appare però chiaro che la dinamica che ha caratterizzato la seconda metà del XX secolo e che sta influenzando anche il XXI è quella di una crescita costante sia della popolazione residente in aree urbane a livello mondiale, sia dell'importanza degli spazi urbani in genere.

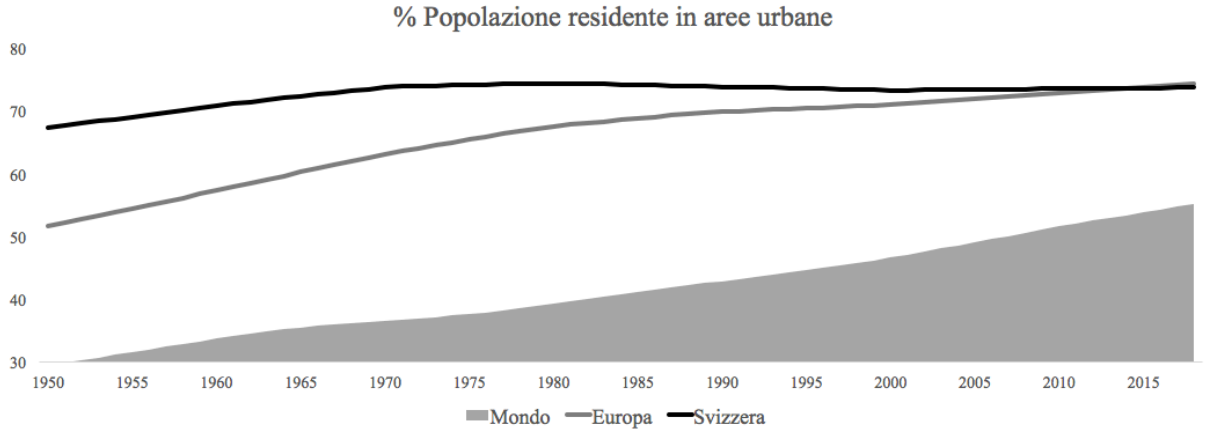


Figura 5. Percentuale della popolazione residente in aree urbane. Fonte: (ONU, 2018a). Si noti la tendenza costante all'aumento della popolazione urbana, così come il fatto che a partire dall'inizio del XXI secolo la maggior parte della popolazione mondiale

[90] Cfr. Appendice B.

viva ormai in aree urbane. Particolare attenzione va però prestata ai dati utilizzati per ottenere questi risultati[91], nonché alle prospettive teoriche mobilitate da questo tipo di studi[92].

Il fatto che un numero crescente di persone viva in un territorio che venga – a vario titolo – considerato urbano ha delle implicazioni fondamentali per quanto riguarda la costruzione e l'evoluzione identitaria. Lo spazio non è infatti un semplice contenitore vuoto e neutro nel quale gli oggetti si distinguono in base a coordinate precise, come immaginato da Cartesio. Esso riveste pure un ruolo sociale fondamentale. La società può infatti esser interpretata come un tentativo di organizzazione spaziale, una *lotta contro la distanza* che non ha nulla di spontaneo ma, anzi, va analizzata come un fenomeno sociale a tutti gli effetti (Lussault, 2007, p. 35). Ogni società non si limita ad integrare passivamente con il territorio circostante, ma opera invece una vera e propria produzione dello spazio, uno spazio non solo materiale ma anche sociale. «L'espace social manifeste sa polyvalence, sa "réalité" à la fois formelle et matérielle. *Produit* qui s'utilise, qui se consomme, il est aussi *moyen de production*; réseaux d'échanges, flux de matières premières et d'énergies façonnent l'espace et sont déterminés par lui» (Lefebvre, 2000, p. 102). Il modo in cui viene determinata socialmente la struttura spaziale di una comunità contribuisce infatti a influenzare le prassi che si svilupperanno nella stessa, che a loro volta faranno evolvere l'identità e la struttura sociale andando poi a retroalimentare un cambiamento della spazialità. La stessa montagna potrà dunque essere mobilitata spazialmente come spazio di vita e lavoro, come elemento simbolico, come ostacolo per il traffico, come territorio pericoloso, e via dicendo…

Particolarmente importante, nell'analisi identitaria, sarà dunque prestare attenzione al modo in cui una società esprime e rappresenta il proprio rapporto con lo spazio. «Il existe une identité spatiale collective, qui prend la forme d'un ensemble de discours, de représentations et de pratiques normatives du bon usage de son espace par un groupe donné» (Lévy & Lussault, 2013, p. 525). I cambiamenti legati alla territorialità e alla spazialità – che siano dettati da innovazioni culturali, tecniche, militari, … – sono dunque indizi importanti ad indicare una trasformazione identitaria. Infatti, «ogni grande trasformazione storica comporta quasi sempre un mutamento dell'immagine di spazio. È questa la vera essenza del grande mutamento politico, economico e culturale che allora si realizza» (Schmitt, 2002, p. 59): lo spazio non è mai unicamente materiale, ma presenta sempre un elemento sociale, vissuto – spazio è, propriamente, l'intersecazione discorsiva del piano materiale, delle prassi e dei significati.

[91] «In preparing estimates and projections of the urban population, the United Nations relies on the data produced by national sources, which reflect the definitions and criteria established by national authorities. Given the variety of situations in the world, it is currently not possible while using reported national data from sources such as censuses or population registers to adopt uniform criteria to distinguish urban areas from rural areas. For example, stipulating that any areal unit with at least 3,000 inhabitants should be considered urban may not be appropriate in populous countries such as India or Nigeria where rural settlements with none of the characteristics typical of urban areas often have large numbers of inhabitants. Overall, national statistical offices are often in the best position to establish the most appropriate criteria to characterize urban areas in their respective countries or areas. No attempts have been made to impose consistency in definitions across countries. However, several efforts are underway at different institutions to produce globally comparable estimates of the urban population with uniform criteria to define urban areas based on satellite imagery of land cover or night- time lights. Nonetheless, to date, these approaches have not generated the long historical time series of urbanization estimates required for this report» (ONU, 2018b, p. 2).

[92] «Traditional approaches equate urbanization with the growth of particular types of settlement (cities, urban areas, metropolises), which are conceived as territorially discrete, bounded, and self-contained units embedded within a broader nonurban or rural landscape. Additionally, such approaches usually privilege purely demographic criteria, such as population thresholds and/or density gradients, as the basis on which to classify urban development patterns and pathways. Urbanization is thus reduced to a process in which, within each national territory, the populations of densely settled places ("cities") are said to expand in relative and absolute terms» (Brenner, 2013, p. 101).

La tendenza alla crescita del fenomeno urbano a livello mondiale risulta insomma un elemento cruciale da considerare per comprendere l'epoca contemporanea, e va dunque osservato più da vicino.

La coppia binaria tradizionale: Città e Campagna

Nel panorama territoriale tradizionale, due grandi figure simboliche emergevano con forza. Da un lato, le città, esplicitazione di ciò che i greci ritenevano il vero spazio umano; dall'altro, la campagna, come luogo di eterna battaglia degli uomini per ammaestrare la natura. La distinzione di questi due spazi era evidente in molteplici piani – paesaggistico, insediativo, nei modi di vita, giuridico, culturale – e si è mantenuta tale fino al tramonto delle società tradizionali. Vi sono però alcune precauzioni da prendere nell'accettare tale descrizione. Anzitutto, l'oggettualizzazione di tali entità – trattarle cioè come oggetti a sé stanti – non è autoevidente e va criticata. Sia la definizione di città che quella di campagna si fondano infatti su una scelta di criteri scelti appositamente, e tale scelta non è esente da una serie di discriminazioni e di giochi di potere. Analizzare tali nozioni, compito fondamentale per addentrarsi nello studio dell'evoluzione socio-spaziale della società, non deve perciò voler dire accettare o riprodurre tali schemi di potere[93].

La Città

Definire cosa sia una città non è un compito semplice. Anzitutto, una distinzione va fatta per quanto riguarda le due dimensioni fondamentali di questo sistema: quella sociale e quella territoriale. La città può essere infatti compresa sia come πόλις – vale a dire insieme di cittadini, *civitas* – che come ἄστυ – vale a dire area territoriale insediativa, *urbs*. Queste due dimensioni non sono incomunicanti, al contrario, esse sono organicamente interconnesse. Pensare infatti all'identità di una città significa al tempo stesso pensare alla sua forma materiale e al contesto simbolico-culturale-economico-sociale che l'ha influenzata e che a sua volta ne è stato influenzato. «Je postule qu'une identité de ville est la combinaison entre des caractères toujours spécifiques, ne serait-ce qu'en raison de l'unicité de la forme matérielle qui est la leur, et l'idée de cette spécificité que les membres de ce corps social s'en donnent» (Debarbieux, 2015, p. 51). Non v'è città, dunque, che laddove i cittadini riconoscano apertamente l'esistenza della stessa, l'identifichino in modo più o meno preciso secondo formule condivise e riconosciute[94]. La concezione tradizionale della città – in special modo antica e medievale – è dunque profondamente vincolata all'accordo politico fra un insieme di cittadini (Elden, 2013, p. 50). Sospesa discorsivamente fra queste due dimensioni, la città è un risultato complesso e dinamico dell'unione e dello scontro fra più fattori. Innegabile risulta perciò la sua relazione con la società che la costituisce: a diversi modi di produzione corrispondono tipologie di città distinte[95]. A questo proposito è interessante segnalare che Lefebvre indica la spontanea appropriazione territoriale come uno degli aspetti costitutivi della città.

> La ville d'autrefois (antique ou médiévale) apporta une appropriation spontanée, limitée mais concrète, de l'espace et du temps. «À l'échelle humaine», comme on l'a si souvent répété, l'espace et le temps deviennent des œuvres

[93] Oltre alla questione coloniale e alle distinzioni «Nord-Sud», alle tendenze eurocentriche o anglocentriche, le analisi fondate sulla città intesa come oggetto hanno spesso avuto un carattere sessista. «Traditionally feminized spaces such as the home have been frequently erased as worthwhile sites in the geographies of research and theory that construct the urban» (Buckley & Strauss, 2016, p. 621).

[94] Come compreso dal pensiero politico antico e medievale.

[95] «L'histoire montre que la ville orientale correspond au mode de production asiatique ; la ville grecque et la ville romaine au mode de production esclavagiste ; la ville médiévale au mode de production féodal. Toute les formations urbaines, particulièrement les plus réussies, dont nous tenons notre image de la ville, sont antérieures à l'industrialisation» (Lefebvre, 2001, p. 229).

> comparables à celles de l'art. Lorsque les villes s'accroissant débordèrent leur «échelle» initiale, cette appropriation spontanée disparut. On tenta de la remplacer, à différentes époques, par la rationalité réfléchie. N'est-il pas remarquable que dès l'antiquité hellénique, l'urbanisme rationnel ait accompagné à la fois la croissance de la ville et le déclin d'une civilisation urbaine spontanée ? (Lefebvre, 2001, p. 173)

Caratteristica fondamentale delle città sarebbe dunque la spontanea libertà con la quale i diversi appartenenti al tessuto urbano lo costituiscono e ne sono costituiti – ancor di più: la città sarebbe il fondamento stesso di tale libertà[96]. Città è dunque un insieme storico e dinamico di fattori distinti senza un ordinamento esplicito e chiarito univocamente. Assenza di arbitraggio definitivo, di regolamentazione statica o chiusa: la città è fondamentalmente un sistema aperto – nella duplice direzione di essere aperta ai cambiamenti sociali e a propria volta schiudere l'orizzonte a nuovi mutamenti[97]. Spazio eminentemente umano, la città rappresenta – per le società tradizionali – l'aspirazione a ciò che di migliore esiste nell'essere umano: libertà, razionalità, cultura, progresso. Tale immagine non deve però trarre in inganno – essa nasconde infatti le discriminazioni che ne sono il presupposto – così, ad esempio, la città greca è tale solo a prezzo di escludere dalla cittadinanza schiavi, donne e stranieri, vale a dire la maggior parte della popolazione. Nonostante queste contraddizioni, si può affermare che la figura simbolica della città rivesta un ruolo fondamentale nella cultura europea e non solo.

La Campagna

Opposta alla città nella propria funzione, la campagna è quello spazio che più di ogni altro ha rappresentato il difficile rapporto fra essere umano e natura[98]. A differenza della città, la campagna non è uno spazio definito in modo chiaro – essa non è circondata da mura. Le diverse comunità che si sviluppano in campagna, attorno a borghi e fattorie, sono perciò più semplici e meno stratificate rispetto a quelle cittadine[99]. Distante

---

[96] «Nel Mille rinasce la città europea, in linea di principio ora una società aperta e egualitaria – specchio dunque della Gerusalemme celeste – della quale tutti possono essere o diventare cittadini a prescindere dalla propria condizione di nascita» (Romano, 2013, p. 17)

[97] «La ville, au moins à certaines périodes de l'histoire, a pu constituer une catégorie constitutive d'un nouvel imaginaire social. En écrivant les choses ainsi, on invoque la ville non comme un type de milieu propice, autrement dit comme une sorte de réalité extérieure au phénomène décrit, mais comme une catégorie de la pratique sociale, qui en tant que catégorie est à la fois imaginée et actualisée dans ces pratiques» (Debarbieux, 2015, p. 53).

[98] La categorizzazione del rapporto dell'uomo di campagna con la natura è assai complesso. Se da un lato gli antichi evidenziavano le differenze fra civiltà e natura, i moderni e i contemporanei hanno invece spesso utilizzato la campagna tradizionale come esempio di coesistenza e convergenza di interessi naturali e umani, richiamando l'immagine biblica del compito umano in qualità di giardiniere della creazione.
La campagna rappresenta poi l'Altro della città, uno spazio secondario definito in base alla preminenza dell'immagine cittadina. In questa prospettiva un'analisi di genere mette in luce la discriminazione insita in questo procedere binario. «The countryside has historically been constructed as an inherently feminized landscape by exposing the nature/culture dichotomy that imbues notions of the urban in relation to its constitutive opposite» (Buckley & Strauss, 2016, p. 624). Il concetto di campagna rappresenta pertanto, al pari di quello di città, una nozione che serve a uno scopo discorsivo-argomentativo che implica anche una prospettiva di potere. La critica a questo tipo di limiti prospettici si rivela dunque fondamentale: essi non vanno accettati come descrizioni oggettive e neutrali della realtà.

[99] Esse sono, secondo la gerarchia dei sistemi politici proposta da Aristotele, più vicine alla comunità naturale della famiglia, più primitive nella propria essenza. La campagna è dunque un luogo più vicino alla natura che non alla cultura, più prossimo al lato animale dell'essere umano che non a quello razionale. Tanto è così che neppure durante l'Alto Medioevo la campagna ha rappresentato un luogo di cultura: i monasteri, benché situati in campagna, non ne facevano parte, ma anzi si auto-escludevano dal contesto circostante (clausura, uso del latino, mura, pratiche vitali distinte e rigidamente normate, …) per meglio proteggere il proprio legame con la *città celeste*. Anche per quanto riguarda l'evoluzione dell'identità individuale e collettiva si manifestano percorsi diversi nelle città, lungo le vie dei commerci e nelle campagne profonde. «Interdipendenze monetarie e commerciali di ampie dimensioni, e qua e là al centro di esse solide organizzazioni monopolistiche della costrizione fisica, un tempo si erano sviluppate quasi soltanto lungo le vie d'acqua, quindi soprattutto nelle valli fluviali e sulle coste dei

dalle raffinate immagini della città, dalla molteplicità e dalla mescolanza culturale, la campagna è un luogo segnato da tempi molto più lunghi, da pratiche ripetitive e costanti. La figura emblematica della campagna, suo simbolo per eccellenza, è il contadino. Egli è legato – dalla struttura economica ma anche dalla sua particolare relazione con il territorio e l'ambiente – ad un insieme simbolico ben preciso: «terra, Dio e verità appartengono al mondo del contadino» (Han, 2015b, p. 57). Il rapporto concreto, costante e ciclico del contadino con i ritmi dell'ambiente, la cura e l'ascolto che esso deve prestare a ciò che lo circonda – pena la morte per inanizione – lo rendono l'incarnazione di un'ontologia conservatrice e realista, nella quale i modelli tradizionali si tramandano con lenti cambiamenti da una generazione alla successiva. La vita in campagna scorre dunque con ritmi assai distinti da quelli cittadini, con problemi molto più legati al passato e meno inclini ad accettare le trasformazioni culturali dei tempi. La campagna rappresenta dunque un certo scetticismo nei confronti delle novità, una misura della giustizia e dei bisogni che beve direttamente dalle fonti archetipiche dei miti ancestrali[100]. Le comunità di campagna – che formano e son formate dal territorio agricolo – pur essendo poco aduse ai cambiamenti e lente nella propria evoluzione non sono però esenti dalle rivoluzioni della società.

> La communauté paysanne n'a rien d'immuable, d'éternel. Dans certaines conditions, elle a disparu ou disparaît. […] Ce n'est pas ou pas seulement la différenciation sociale, l'inégalité des conditions, qui brise la communauté. Il faut pour cela l'action dissolvante de l'économie marchande ; et aussi la pression habile ou brutale de l'Etat. (Lefebvre, 2001, pp. 37-38)

Il processo di industrializzazione – con le importanti migrazioni che ha generato – le guerre e il progresso tecnologico hanno infatti segnato il tramonto della campagna come spazio sociale tradizionale, mettendo fine a tutte quelle strutture che erano fondanti e fondate sulla stabilità agricola[101]. «Le mode de production capitaliste, dès ses débuts (économie monétaire et marchande), a profondément bouleversé les structures agraires» (Lefebvre, 2001, p. 76). L'avversione del capitalismo rispetto all'ontologia realista e tradizionalista della campagna viene richiamata da diversi pensatori, e spiegata ricorrendo a svariati argomenti[102]. A prescindere dalle diverse interpretazioni addotte, v'è un certo accordo nel constatare gli effetti radicali che la modernizzazione ha avuto sull'agricoltura in particolare[103] e – di riflesso – sulla campagna in generale. L'effetto più importante della trasformazione della campagna ad opera della modernità è di fatto la sua sparizione. Essa non rappresenta più un modo di vita – un sistema socio-economico, simbolico e territoriale

---

mari interni; ma gli ampi entroterra rimanevano a un livello di economia naturale, quindi relativamente autarchici e privi di interdipendenza» (Elias, 2010, p. 321).

[100] «La terra fertile serba dentro di sé, nel proprio grembo fecondo, una misura interna. Infatti la fatica e il lavoro, la semina e la coltivazione che l'uomo dedica alla terra fertile vengono ricompensati con giustizia dalla terra mediante la crescita e il raccolto. Ogni contadino conosce l'intima proporzione di questa giustizia» (Schmitt, 2011, p. 19).

[101] Sullo stravolgimento moderno che si gioca nella transizione fra la nozione di crescita agricola e quella di crescita economica cfr. Sloterdijk (2013).

[102] Alcuni infatti sottolineano la filiazione della cultura moderna dai processi di astrazione e omogeneizzazione matematizzante (Berque, 2010), mentre altri adducono questa differenza alla mancanza di tradizioni agricole e vitivinicole nei paesi protestanti industrializzati, fondatori del capitalismo moderno (Schmitt, 2010). Da menzionare l'ipotesi secondo cui il nuovo carattere della società moderna deriverebbe dalla definizione stessa della classe borghese come classe perennemente precaria nella propria identità simbolica, aspetto che la renderebbe naturalmente ostile a ogni tipo di fissità, permanenza e limite tipico della campagna (Cometta, 2017a).

[103] «La terra si disvela ora come bacino carbonifero, il suolo come riserva di minerali. In modo diverso appare il terreno che un tempo il contadino coltivava, quando coltivare volveva ancora dire accudire e curare. L'opera del contadino non pro-voca la terra del campo. Nel seminare il grano essa affida le sementi alle forze di crescita della natura e veglia sul loro sviluppo. Intanto, però, anche la coltivazione dei campi è stata presa nel vortice di un diverso tipo di coltivazione […]. L'agricoltura è diventata industria meccanizzata dell'alimentazione» (Heidegger, 2014c, p. 11).

– distinto e alternativo alla città. «La vie paysanne n'a plus rien aujourd'hui d'autonome. Elle ne peut plus évoluer selon des lois distinctes ; elle se relie de multiples façons à l'économie générale, à la vie nationale, à la vie urbaine, à la technologie moderne» (Lefebvre, 2001, p. 40). Essendo ormai integrata in un sistema socio-culturale, tecnico-economico più vasto, la campagna non può più definirsi in alternativa alla città. La sparizione di un polo del binomio città-campagna non poteva però non aver effetti anche sull'altro. La modernità infatti non mette in crisi unicamente la campagna. Anche la città è profondamente toccata da queste trasformazioni, al punto da poter parlare di cambiamenti essenziali. «La crise de la cité traditionnelle accompagne la crise mondiale de la civilisation agraire, également traditionnelle» (Lefebvre, 2001, p. 154).
Per quanto riguarda la figura ideale della campagna come spazio non urbano, è opportuno allora rimarcare i seguenti tratti: anzitutto, essa è definita non tanto per caratteristiche proprie, quanto piuttosto in base all'opposizione con la città come spazio propriamente umano; in secondo luogo, essa è, per questa sua sudditanza, determinata come uno spazio di mancanze – culturali, sociali, economiche. Il progresso del genere umano appare insomma legato alla città e a ciò che essa rappresenta, mentre la campagna svolge piuttosto un ruolo frenante, come uno spazio in cui i modi di vita diventano conservatori, reazionari, ostili al mutamento – e pertanto, in quest'ottica, opposti alle speranze della ragione umana, più vicini alla bestiale natura che all'umana cultura. La storia, insomma, pare essere scritta nelle città per le città – la campagna è dunque relegata al ruolo, narrativamente costitutivo, dell'*Altro*, con tutto ciò che questo implica.

Il gradiente contemporaneo: Urbano e Infraurbano

L'epoca contemporanea, dunque, trasforma radicalmente l'assetto socio-territoriale, superando il binomio città-campagna[104]. «L'opposition "ville-campagne" est en train de disparaître. […] Cette opposition s'estompe au profit d'une opposition montante qui est celle de la grande ville et de sa périphérie» (Lefebvre, 2001, p. 204). L'antica città muta il proprio tessuto urbano, esplodendo, rompendo le mura ed espandendosi[105], nonché trasformando radicalmente alcune caratteristiche che le erano essenziali[106]. La tradizionale particolarità giuridica delle città scompare gradualmente a favore di un'omologazione legale del territorio statale. Anche la campagna smette di presentare caratteristiche esistenziali alternative a quelle urbane. La nuova società industriale e post-industriale modifica dunque in profondità la relazione dell'essere

[104] Diversi ambiti di ricerca coincidono nel segnalare un ampliamento dei limiti dell'urbano come oggetto di studio. Un consenso sulle conseguenze di questa trasformazione è tuttavia ancora lontano (Angelo, 2017). Dal momento che non esiste un consenso neppure sulla nozione di città (Marcotullio & Solecki, 2013), questo lavoro accetta l'ipotesi secondo cui è più opportuno parlare di società urbana e di gradienti urbani.

[105] «Il y a eu en Europe, en particulier, une véritable subversion de l'ordre citadin traditionnel, marqué par la contiguïté territoriale et l'évidence de la délimitation entre la ville et son extérieur» (Lévy & Lussault, 2013, p. 949). Importante notare come a quest'esplosione territoriale non corrisponda ad un rafforzamento dell'accordo socio-culturale sulla visione della realtà, andando dunque a far decadere l'immagine tradizionale della città in Europa. La crescita dell'*urbs* non contribuisce, ma anzi si scollega completamente, dal rafforzamento della *civitas*: non si tratta più di due aspetti dello stesso fenomeno, ma di due piani scollegati.

[106] «Una volta il tessuto dei centri storici era articolato per funzioni: l'abitazione e il commercio di prossimità, l'assistenza agli anziani e l'istruzione ai bambini, l'artigiano di servizio e la produzione dei beni più popolari. Permettendo che il centro storico – il luogo di massimo valore immobiliare – si riempisse di uffici e si svuotasse di residenze, lo abbiamo compromesso irreparabilmente […]. Infine, da un centro storico così trasformato, è scomparsa la sicurezza. La città, al contrario, nasce per garantire sicurezza ai propri cittadini» (Campos Venuti, 2010, p. 6).

umano con il proprio ambiente[107]: si tratta di una vera e propria società urbana[108]. «Les historiens ont beaucoup insisté sur le fait que l'industrie a supposé la rupture du système corporatif, mais ce système était lié au système urbain. En fait, il a fallu briser ce système urbain pour obtenir l'industrialisation» (Lefebvre, 2001, p. 230).

La nuova società sorge dunque all'insegna di una trasformazione spaziale radicale. «La città del Novecento diventa metafora dell'intera società occidentale, ormai compiutamente "urbana" e "americana"»[109] (Perulli, 2007, p. 48). Questa nuova «città», come detto, ha poco a che spartire con quella tradizionale. V'è una cesura fra il paradigma contemporaneo e quello tradizionale che rende difficile la traducibilità di quest'ultimo[110]. La mancanza di comunicazione fluida fra passato e presente solleva diverse questioni: l'urgenza di una riflessione approfondita in mancanza di modelli tradizionali validi[111], la difficoltà di trasmissione della storia, il dialogo intergenerazionale[112] ma anche e specialmente la difficoltà di costruire identità sane in un contesto sconosciuto[113] – l'appropriazione narrativa e discorsiva del passato è infatti un elemento fondamentale di legittimazione e rafforzamento dell'identità[114]. Proprio questi cambiamenti fanno sì che non sia più possibile parlare di «città» in senso compiuto – questo termine è infatti troppo marcato simbolicamente dalla realtà delle città tradizionali. Meglio allora utilizzare il termine «urbano» per definire la realtà contemporanea[115].

---

[107] Ciò non significa però feticizzare lo spazio come attore sociale: è sempre l'essere umano a interagire e costruire così una spazialità sociale nella quale i suoi modi di vita vengono modificati. Non è lo spazio – la città o l'urbano – ad agire sull'essere umano, quanto piuttosto l'essere umano, costruendo gli spazi cittadini o urbani, a determinare spazialmente e territorialmente le proprie pratiche socioculturali. «Even most of the differences attributed to effects of the geographical space, for instance the opposition of center and periphery, are the expression of distances in the social space, namely the uneven distribution of the different types of capital in the geographical space» (Werlen, 2007, p. 154). «In any politics of the encounter, the urban is a place, a site for action, not an actor itself; to see the urban as an actor is to fetishize the urban, is to fetishize space» (Merrifield, 2013, p. 916).

[108] «Nous appellerons "société urbaine" la société qui résulte de l'urbanisation complète, aujourd'hui virtuelle, demain réelle» (Lefebvre, 1970, p. 7).

[109] «Gli Stati Uniti non sono il paese dei grattacieli, ma dei *suburbia* estesi a dismisura, dove le case unifamiliari rappresentano il tessuto urbano prevalente, ma sono la negazione del rapporto sociale, della integrazione economica, della funzionalità del sistema dei trasporti» (Campos Venuti, 2010, p. 89): l'assenza di tutte le caratteristiche fondamentali della città tradizionale.

[110] «Ni la cité antique malgré sa beauté, ni la cité médiévale malgré sa prodigieuse vitalité, ne peuvent nous fournir des modèles. Ce qui n'autorise pas à négliger les suggestions qu'elles apportent : polycentrisme, structuration dynamique, complémentarité des éléments et non point ségrégation» (Lefebvre, 2001, pp. 137-138).

[111] È nota la domanda posta da Castells (1968) sulle condizioni d'esistenza di uno studio epistemicamente fondato dei fenomeni urbani. La sociologia urbana aveva infatti perso la propria egemonia disciplinare a partire dall'esplosione del fenomeno urbano – vale a dire in concomitanza con il tramonto della figura di città. «After the mid-Twentieth century, urban sociology lost its claim to intellectual hegemony. If "the city" had been its center, urban sociology was cast adrift by the steady development of residential and industrial suburbs, a tidal change aided by the increasing influence of automobiles. The interruption of capital investment in cities during the Great Depression and World War II made them seem poor and unattractive. Changing patterns of migration after 1920 – the decline of immigration from overseas coupled with rising migration of African Americans from the South and Puerto Ricans from the island – replaced anxiety about immigration, the trump card of the Chicago School, by a growing concern with race. Suburbanization leaped ahead after the Second World War, with the building of a huge, national infrastructure of industrial plants, office "parks," tract houses, shopping centers, and highways. All this reduced the importance of studying cities» (Zukin, 2011, p. 5).

[112] «Siamo noi ad andare in cerca di alcuni luoghi speciali, dove il diradamento dei segni moderni lascia percepire, in ambiti limitati, i frammenti di quella realtà. La loro scomparsa completa, che può avvenire anche in un breve tempo, renderebbe impossibile addirittura ricordare gli incontri di allora, impedendo la trasmissione ordinata delle esperienze spaziali da una generazione alla successiva» (Benevolo, 2012, p. 79).

[113] «Les "cultures", les "consciences" des peuples, des groupes et même des individus n'évitent pas la perte d'identité, qui s'ajoute aux autres terreurs. Références et référentiels venus du passé se dissolvent» (Lefebvre, 2000, p. 478).

[114] Una relazione *inautentica* con il passato non può allora che comportare degli squilibri nella sua idealizzazione.

[115] «D'abord simplement utilisé par les géographes comme adjectif pour qualifier des phénomènes en rapports avec la question des villes, le mot urbain a gagné son statut de substantif, encore controversé, dans les vingt dernières années. Il peut désigner désormais soit l'habitat des agglomérations urbaines (usage faible) soit l'organisation spatiale qui s'est partout substituée, du

Questo nuovo termine non deve però indurre a credere ad una omogeneizzazione spaziale: anche nella società urbana sussistono differenze territoriali importanti. Esse sono, tuttavia, di natura tendenzialmente diversa rispetto a quelle fra la città e la campagna tradizionali, e vanno pertanto indicate con la terminologia più adeguata. Fra le proposte più complete, v'è la distinzione graduale che vede i propri estremi nella realtà urbana e in quella infraurbana. La differenza fra queste tipologie di territori non è più – com'era invece fra città e campagna – di tipo prevalentemente qualitativo (differenze di statuti giuridici, modi di vita alternativi, …) quanto piuttosto tendenzialmente quantitativa (i centri dispongono di più mezzi, di funzioni meglio interconnesse, … rispetto alle periferie, le quali non hanno però uno status legale particolare o delle consuetudini radicalmente alternative[116]). L'urbano si costituisce perciò come uno spazio caratterizzato da una gran densità e diversità (Lévy, Fauchille, & Póvoas, 2018, p. 43) di contenuti, mentre l'infraurbano è determinato dalla mancanza di densità (assenza di centralità) e di diversità[117] (Lévy, 1994, p. 320). Essi non sono cioè due concetti distinti in un modo assoluto, quanto piuttosto i due poli di una realtà complessa e sfumata, le due facce di una medaglia poliforme che supera le limitazioni di una prospettiva binaria[118]. L'urbano non è dunque una cosa, un oggetto, una figura identificabile, quanto piuttosto una qualità[119] che ormai si applica – in modalità distinte – all'insieme dello spazio sociale. Si può dunque affermare che la divisione ontologicamente binaria dello spazio tradizionale fra città e campagna viene superata e ricucita dalla multiformità omogeneizzante dello spazio urbano totale declinato in modalità distinte (urbano, suburbano, periurbano, infraurbano, …).

L'urbano come spazio di lotta fra capitale e lavoro: il diritto alla città

Dopo aver osservato, seppur succintamente, le caratteristiche principali della realtà urbana, è bene accennare ai dibattiti che questa solleva. L'avvento della società urbana a scala planetaria[120], infatti, pone delle nuove

fait même du processus de l'urbanisation, aux villes» (Lévy & Lussault, 2013, p. 949). Per approfondire ulteriormente alcuni aspetti della questione – in special modo per quanto riguarda la globalizzazione del concetto d'urbano – vedasi l'Appendice B.

[116] Esistono, evidentemente, delle differenze fra i modi di vita urbani e quelli infraurbani. Tali differenze non sono però fondanti. Mentre la campagna era uno spazio tendenzialmente autonomo e autarchico, gli spazi infraurbani necessitano comunque di una determinata connessione con la rete urbana globale (infrastrutture di automobilità, allacciamento alla rete telefonica ed elettrica, …), mostrando così la propria dipendenza e la propria connessione alla più vasta rete urbana. I concetti di urbano e infraurbano, pur manifestando le limitazioni tipiche di ogni nozione generica, permettono dunque di illuminare alcuni aspetti della realtà che risultano importanti.

[117] Questi due poli rappresentano gli estremi della nuova realtà urbana, che è in realtà composta da più zone con peculiarità specifiche. Va inoltre sottolineato come anche all'interno di una stessa zona – in particolar modo per quanto riguarda l'infraurbano – vi sono differenze importanti. «La banlieue de Londres et la banlieue d'Inverness, ce n'est pas la même chose ; l'infra-urbain ne peut pas être identique, lorsque le centre le plus proche est New York ou c'est Poplar Bluff, Missouri» (Lévy, 1994, p. 320).

[118] «The urban is shapeless, formless and apparently boundless, riven with new contradictions and tensions that make it hard to tell where borders reside and what's inside and what's outside» (Merrifield, 2013, p. 910). «*The urban is a theoretical construct*. The urban is not a pregiven site, space, or object – its demarcation as a zone of thought, representation, imagination, or action can only occur through a process of theoretical abstraction» (Brenner, 2013, p. 96). «Such a formation cannot be grasped adequately through traditional concepts of cityness, metropolitanism, or urban/ rural binarisms» (Brenner, 2013, p. 90). «The urban as a single, indivisible substance whose attributes — the built environment, transport infrastructure, population densities, topographical features, social mixes, political governance — are all the formal expressions of what pervades it ontologically. These attributes, in short, are how the urban looks and how it can be seen and known» (Merrifield, 2013, p. 913).

[119] «The urban concentrates things, intensifies, creates simultaneity and difference, creates difference where no awareness of difference existed» (Merrifield, 2013, p. 916).

[120] La globalizzazione del fenomeno urbano è frutto di intenso dibattito negli studi urbani contemporanei: la proposta di interpretarlo come una *urbanizzazione planetaria* (Brenner, 2013, 2016, 2018; Schmid & Brenner, 2011) è infatti disputata da diversi ricercatori (Catterall, 2014) e anima intensi dibattiti sulla sua effettiva utilità (Shaw, 2015).

condizioni di vita alla popolazione[121]. Con poche eccezioni, tale fenomeno è avvenuto prevalentemente nel quadro della società capitalista[122]. La geografia critica di tradizione marxista e neo-marxista ha più volte sottolineato come questa correlazione non sia casuale[123].

> Capitalism is necessarily growth oriented, technologically dynamic, and crisis prone. One of the ways it can temporarily and in part surmount crises of overaccumulation of capital (idle productive capacity plus unemployed labor power) is through geographical expansion. This is what I call the «spatial fix» to capitalism's contradictions. (Harvey, 2010, p. 295)
>
> La mia ipotesi è che l'urbanizzazione svolga un ruolo particolarmente attivo (insieme ad altri fenomeni, come le spese militari) nell'assorbire l'eccedenza prodotta dalla continua ricerca di plusvalore. (Harvey, 2016, p. 12)

La struttura economica stessa del capitalismo, nella sua contraddittorietà (cfr. Marx, 2006), porta all'esplosione del settore edile come valvola di sfogo per le tensioni socio-economiche accumulate[124]. Mai nella storia si erano manifestate dinamiche di costruzione, distruzione e ricostruzione dello spazio edificato di queste dimensioni[125]. L'interconnessione fra struttura economica e produzione dello spazio implica che non si possa analizzare pienamente la realtà urbana senza osservare altresì le questioni di potere[126]:

---

[121] «Negli ultimi cent'anni, per esempio, la velocità e la portata sconvolgenti dell'urbanizzazione hanno riconfigurato diverse volte la nostra esistenza senza che ce ne rendessimo conto. Questa urbanizzazione impressionante ha davvero contribuito al benessere dell'umanità»? (Harvey, 2016, p. 9).

[122] «In questo senso emerge una relazione più intima fra lo sviluppo del capitalismo e l'urbanizzazione» (Harvey, 2016, p. 10).

[123] Al punto da ritenere addirittura dubbio l'interesse epistemologico dello studio del fenomeno urbano, che viene invece compreso come una manifestazione delle strutture socio-economiche del capitalismo. «The very congruence, from 1500 to 1900, of urbanization, industrialization, and capitalist development raised the logical possibility that "urban" phenomena could be subsumed by either "technology" or "mode of production" and therefore deserved no study of their own. Empirically, if world-wide urbanization and "metropolitanization" covered the face of every society, then the study of cities *per se* was superfluous. Methodologically, if cities merely reproduced the contradictions of a given social structure, then the study of cities was essentially identical with studying society as a whole» (Zukin, 1980, p. 580).

[124] «The principal unifying element in recent neo-Marxist urban analysis is the interpretation of urban structure, processes, and problems in capitalist societies as shaped by and rooted in the capital accumulation process. Although other key concepts and processes are significant, there is agreement on the centrality of the capital accumulation process in understanding urbanization. Of course, many conventional urbanists also regard aspects of capital accumulation (e.g. economic growth, pursuit of profit, actions of corporations) as having important urban consequences. Neo-Marxists differ from them in analyzing processes of capital accumulation as laden with structural contradictions» (Jaret, 1983, p. 503).

[125] La dinamica è tale che le comunità umane competono tra loro per accaparrarsi i benefici del mercato. Questa competizione genera continuamente dei cambiamenti geografici, poiché città, regioni e nazioni fioriscono mentre altre deperiscono. Il successo di una comunità nel profilarsi competitivamente implica delle trasformazioni territoriali e urbane. Il capitalismo, dunque, influenza profondamente non solo la costruzione dell'urbano, ma anche l'ordine geografico globale. «To say that place construction is given in the logic of capitalism's production of space is not to argue that the geographical pattern is determined in advance. The success or failure of speculative investments is largely worked out *a posteriori* through spatial competition between places. […] Those who have invested in physical qualities of place have to ensure that activities arise which render their investments profitable by ensuring the permanence of place. […] The tension between place-bound fixity and spatial mobility of capital erupts into generalized crisis, however, when the landscape shaped in relation to a certain phase of development (capitalist or pre-capitalist) becomes a barrier to further accumulation. The geographical configuration of places must then be reshaped around new transport and communications systems and physical infrastructures, new centers and styles of production and consumption, new agglomerations of labor power, and modified social infrastructures (including, for example, systems of governance and regulation of places). […] The history of capitalism is, then, punctuated by intense phases of spatial reorganization» (Harvey, 2010, p. 296).

[126] Ancor di più: proprio a causa di questa stretta interconnessione, una reale trasformazione del tessuto urbano implica la revisione della struttura socio-economica: la lotta di classe si trasforma in lotta per la definizione dell'urbano. «Reorganizing urban conditions is increasingly seen as a means to transform the broader political-economic structures and spatial formations of early twenty-first-century world capitalism as a whole» (Brenner, 2013, p. 89). Per Lefebvre infatti l'urbano non è solo un effetto, ma anzi uno degli elementi fondamentali per permettere l'esistenza dei processi d'accumulazione tipici del capitalismo. «Lefebvre posits that urbanization is not merely an outcome of industrial capitalist processes of accumulation but is rather the very process enabling accumulation to take place» (Buckley & Strauss, 2016, p. 619). La stretta interconnessione fra fenomeno

«l'urbanizzazione è sempre stata in qualche modo un fenomeno di classe» (Harvey, 2016, p. 10). Lo spazio urbano, dunque, non è esclusivamente un luogo passivo nel quale si sviluppano dinamiche socio-economiche, esso è invece strumento attivo della struttura capitalista, vero e proprio mezzo di produzione e riproduzione dei meccanismi di potere[127].

> En devenant centre de décision ou plutôt en groupant les centres de décision, la ville moderne intensifie en l'organisant *l'exploitation* de la société entière […]. C'est-à-dire qu'elle n'est pas lieu passif de la production ou de la concentration des capitaux mais que *l'urbain* intervient comme tel dans la production. (Lefebvre, 2015, p. 55)[128]

Quest'analisi del ruolo dello spazio urbano nell'insieme della struttura socioeconomica implica importanti conseguenze. Essendo questo uno strumento che genera ingiustizie ed esclusione[129], esso diventa altresì il luogo per favorire politiche più inclusive, per trasformare la struttura socio-economica. Importante a questo proposito è il dibattito attorno al *diritto alla città*[130], che si articola attorno all'idea che «coloro che creano la vita urbana hanno, in primo luogo, il diritto di far valere le loro rivendicazioni su ciò che essi hanno prodotto, e che una di queste rivendicazioni è il diritto a costruire una città a misura dei loro desideri» (Harvey, 2016, p. 50). Uno spazio urbano inclusivo, dunque, non può considerare unicamente il potere economico come criterio per decidere lo sviluppo territoriale[131], ma deve invece accogliere anche le istanze politico-identitarie di coloro che, pur non possedendo capitali, vivono e fanno vivere le città[132] grazie alla propria forza-lavoro.

> Il diritto alla città è dunque molto più che un diritto di accesso, individuale o di gruppo, alle risorse che la città incarna: è il diritto di cambiare e reinventare la città in modo più conforme alle nostre esigenze. Inoltre, è un diritto più collettivo che individuale, dal momento che reinventare la città dipende inevitabilmente dall'esercizio di un potere collettivo, sui processi di urbanizzazione. Quello che intendo sostenere è che la libertà di creare e ricreare noi stessi e le nostre città è un diritto umano dei più preziosi, anche se il più trascurato. (Harvey, 2016, p. 8)

---

urbano e struttura capitalista pone l'analisi critica della società urbana come uno dei luoghi privilegiati per osservare e influenzare la lotta di classe. In questa prospettiva, l'urbano non solo non risulta epistemicamente irrilevante ma al contrario, lo rende centrale nello studio della società. «La première vague de la révolution mondiale s'est épuisée, il y a déjà dizaines d'années et nous vivons dans ses dernières traces. Elle a été marquée notamment par la réforme agraire, cette réforme révolutionnaire. La deuxième vague de la révolution mondiale qui commence à peine à s'esquisser devant nous sera, à mon avis, marquée par la réforme urbaine, un de ses aspects fondamentaux, non pas son aspect exhaustif ou essentiel ou unique, mais un de ses aspects, une de ses forces motrices» (Lefebvre, 2001, p. 219).

[127] A questo proposito, gli studi urbani contemporanei si focalizzano spesso sulla città come spazio di alienazione (Geis & Ross, 1998; Kundu & Sarangi, 2005; Musterd & Ostendorf, 1998; Ross & Mirowsky, 2009), ma anche di resistenza (Abellán, Sequera, & Janoschka, 2012; Elwood, 2005; White, 2011).

[128] «What Lefebvre was doing was *substituting everyday life for the workplace* as the primary locus of exploitation, revolution as intrinsically more socio-cultural (and less economistic) processes and goals. What Antonio Gramsci and the Frankfurt School had begun, Lefebvre expanded and developed more fully at a time when his influence within Western Marxism was still at its peak» (Soja, 2016, p. 41).

[129] Particolarmente importanti risultano i fenomeni di speculazione, per cui una classe di proprietari terrieri beneficia grandemente (e al tempo stesso ostacola) degli sforzi compiuti dalla collettività. «La rendita urbana ha le stesse caratteristiche strutturali di quella agricola, cioè è monopolistica e speculativa; in più è anche parassitaria, perché il valore del suolo non è frutto della qualità del terreno, ma è generato dall'esistenza stessa della comunità» (Campos Venuti, 2010, p. 16).

[130] Formula che racchiude numerose variabili e rivendicazioni (Attoh, 2011; Marcuse, 2010; Mayer, 2009; Purcell, 2002).

[131] Come mostra l'esempio di Dehli (Bhan, 2009).

[132] «On ne peut exclure un acteur même s'il dispose d'un faible capital économique et culturel. En ce sens, nous pouvons en tirer des idées pour une approche démocratique et responsable du développement urbain» (Lévy, 1994, p. 375). «Ce qui n'est pas admissible aujourd'hui, c'est que les formes de la ville échappent si largement aux règles de la démocratie valables pour les personnes […]. À l'*habeas corpus*, la démocratie doit enfin ajouter l'*habeas urbem* !» (Berque, 2010, pp. 379-380).

Nell'analisi della nuova società urbana, dunque, bisogna prestare particolare attenzione alle questioni di proprietà e alla produzione dello spazio come strumento socio-economico, nonché ai meccanismi di inclusione o esclusione dalle decisioni pianificatorie.

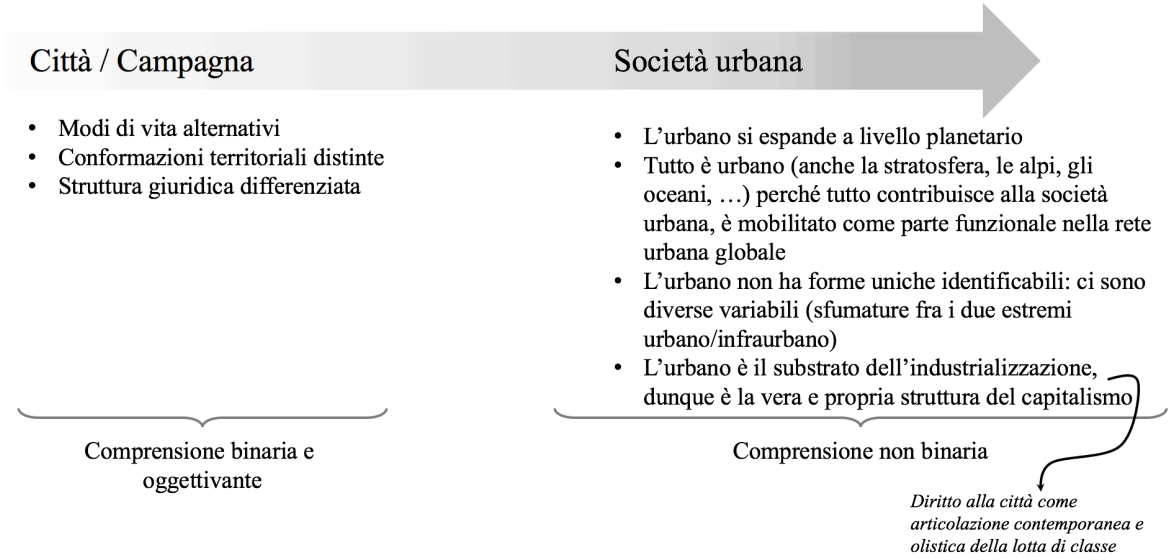


Figura 6. La transizione dal paradigma concettuale binario città/campagna alla comprensione della società urbana come fenomeno planetario e sfumato.

2.2 Verso un nuovo ordine spaziale

Le trasformazioni contemporanee implicano un cambiamento fondamentale nella concezione e nella struttura dello spazio sociale. Ecco dunque che lo spazio gioca un ruolo fondamentale non solo nell'ordinamento materiale della realtà, ma anche in qualità di concetto e di struttura teorica. «Alla base di ogni nuovo periodo e di ogni nuova epoca della coesistenza tra i popoli, tra gli imperi e i paesi, i detentori del potere e le forme di potere di ogni specie, vi sono nuove suddivisioni dello spazio, nuove delimitazioni e nuovi ordinamenti spaziali della terra» (Schmitt, 2011, p. 71). Riassumendo le modalità principali di tale cambiamento, si può affermare che si sia passati da un modello insulare di spazio ad uno reticolare. Occorre però contestualizzare tale affermazione. Osserviamo allora anzitutto il vecchio modello territoriale legato alla struttura insulare: esso sorge all'incirca in contemporanea con la genesi dello stato moderno e del soggetto, nel quadro di una società ancora agricola in transizione verso un modello artigianale-mercantile.

2.2.1 Il territorio come materializzazione dello spazio insulare

Il termine «territorio» deriva dal latino *territorium*, un termine per il quale sono state proposte numerose etimologie. Che sia derivato dall'atto di delimitazione di un *dentro* e un *fuori*[133], dall'atto di proprietà della

[133] Isidoro di Siviglia nelle *Etymologiae sive origines* (XIV, 5, 22) sostiene che «territorium autem vocatum quasi tauritorium»: il territorio sarebbe cioè lo spazio delimitato dalle antiche pratiche di fondazione delle città come comunità politiche – «il territorio è stato così chiamato quasi a dire *tauritorium*, in quanto *tritum*, ossia *calpestato e triturato*, dall'aratro e dai buoi: gli antichi, infatti, delimitavano i territori e i possedimenti tracciando un solco». Il territorio per antonomasia sarebbe dunque il terreno sacro che precede la fondazione di una città romana, lembo di terra da difendere ad ogni costo.

terra[134] o dalla possibilità di terrorizzare[135], la nozione di territorio rimanda all'azione umana di tracciare confini per proteggersi dalla natura spaventosa e dall'Alterità all'esterno e per esercitare l'impero della legge all'interno[136]. Ogni comunità politica, per sussistere, necessita non solo una certa struttura simbolico-sociale condivisa, ma altresì di tradurre materialmente e spazialmente tale struttura[137]. Essa necessita cioè di un territorio da poter gestire secondo criteri ritenuti validi, in relativa autonomia rispetto ad altri gruppi umani[138]: il territorio è dunque eminentemente uno spazio d'azione politica[139].

Tale concetto è divenuto particolarmente importante a partire dalla fine del Medioevo, durante la genesi degli stati moderni. Ribellandosi al potere spirituale del papato – e dunque alla sua capacità di direzione egemonica in tutta la *christianitas* – i sovrani hanno iniziato a voler accentrare il potere politico nelle corti. Tale concentrazione ha di fatto determinato la fine dei complessi e stratificati strumenti istituzionali di equilibrio fra potere e contropotere. «Rex in regno suo est imperator» è la formula che meglio riassume la genesi della modernità: il sovrano che rivendica il potere assoluto sul proprio stato – allo stesso modo in cui il proprietario privato rivendica il proprio potere assoluto sulle proprie parcelle (Debarbieux, 2015, p. 101). Tale formulazione ha un correlato spaziale necessario: l'importanza di chiarire precisamente i limiti del regno di ogni sovrano, in modo da evitare sovrapposizioni e conflitti. Alla genesi dello stato – fondata altresì sull'emergere di una nuova comprensione scientifica del reale – segue dunque una demarcazione chiara dei confini[140]: ogni territorio va delimitato e protetto dalle influenze esterne – alla stessa stregua di un'isola, separata dal resto del mondo dalla distesa d'acqua. Al tempo stesso, la genesi dello stato impone un'omogeneizzazione della popolazione e delle sue pratiche, sottoposte al medesimo quadro normativo[141].

---

[134] *Territorium* come derivato di *territor* – parola composta da *terra* e dalla particella *-tor*, che indica proprietà come nella parola *auctŏr*.

[135] *Terrĭtor* come declinazione alla prima persona singolare dell'indicativo presente della forma passiva del verbo *terrĭto*, che significa *atterrire*, *terrificare* e *spaventare*. Quest'ipotesi sarebbe rafforzata dalla vicinanza fra *territor* e *territus*, participio perfetto di *terreo*, un verbo che significa appunto atterrire – da cui il termine *terribile*. Una forza militare occupante, esercitando *de facto* la propria autorità su una comunità, può rivendicare il proprio controllo su un territorio. «This is a fascinating example of how the exercise of authority becomes *de facto*: an occupying force, because it is terrifying, can treat the land as its territory» (Elden, 2013, p. 222).

[136] Infatti, stando al Digesto (L.16.239), il territorio «est universitas agrorum intra fines cuiusque civitatis: quod ab eo dictum quidam aiunt, quod magistratus eius loci intra eos fines terrendi, id est summovendi ius habent», ovvero lo spazio sotto il controllo di un magistrato. Compito del magistrato è proprio quello di applicare la legge, se necessario ricorrendo al terrore – l'esilio come cacciata di un individuo al di fuori dello spazio vitale della comunità, in balia della natura spaventosa e dei popoli *altri*. In questa accezione il confine diventa lo strumento di rafforzamento del potere legale, di effettività nell'applicazione della legge.

[137] «J'apprends même d'Hérodote, père des géographes, que les peuples acquièrent par ce moyen l'existence d'un pays. Pour ce faire, on doit «délimiter un *chôra*» (c'est-à-dire un territoire), *chôrên horizein* (*Histoires*, 6, 108); à moins qu'on ne laisse la nature le faire, car elle le fait de toute façon: au monde humain, elle trace toujours la limite (*horos*) d'un horizon (*horizôn*)» (Berque, 2010, p. 348).

[138] «Le politique a besoin d'un territoire cohérent et stable» (Lévy, 1994, p. 158).

[139] «It becomes clear that the territory is the essential object of rule, and that things that happen within and people located within, are subject to the jurisdiction» (Elden, 2013, p. 221).

[140] «Il diritto e la pace poggiano originariamente su *delimitazioni in senso spaziale*» (Schmitt, 2011, p. 65). «The notion of space that emerges in the scientific revolution is defined by *extension*. Territory can be understood as the political counterpart to this notion of calculating space, and can therefore be thought of as the *extension of the state's power*» (Elden, 2013, p. 322).

[141] «Il reste que tout État naît de la violence et que le pouvoir étatique ne persiste que par la violence exercée sur un espace. […] Elle fait en même temps violence à toute nature, car elle lui impose des lois, des découpages administratifs, des principes politiques étrangers aux qualités initiales des territoires et des gens. En même temps encore, elle établit une rationalité, celle de l'accumulation, celle de la bureaucratie et de l'armée ; une unité, une logistique, un opérationalisme, un quantitativisme rendent possible la croissance économique et seront véhiculés par elle, jusqu'à prendre possession de la planète. […] [la violence] ne se sépare ni de l'accumulation du capital ni du principe rationnel et politique d'*unification*, subordonnant et totalisant les aspects de la pratique sociale, la législation, la culture, la connaissance et l'éducation dans un espace déterminé, celui de l'hégémonie de la classe dominante sur son peuple et sa nationalité qu'elle s'approprie» (Lefebvre, 2000, p. 323).

Distinzione dall'esterno, omogeneizzazione dall'interno: la concezione territoriale moderna, in un periodo fortemente disciplinare, è dunque segnata dalla centralità di un modello che possiamo definire insulare.

2.2.2 La spazialità relazionale

***Mobility turn*: verso nuove forme di vita**

Le società urbane sono fondate su pratiche di mobilità[142]. Ciò modifica profondamente il rapporto degli esseri umani col proprio ambiente. Per millenni, infatti, le società europee si sono strutturate attorno alla figura del contadino e dell'artigiano – due figure fondamentalmente stanziali che sviluppavano il proprio lavoro e la propria vita in campagna o in città. Essendo poco mobili, il rapporto simbolico-emotivo con il territorio circostante diventava un elemento fondamentale di costruzione identitaria. La permanenza era la caratteristica principale del potere[143]: resistere al tempo e al movimento era l'ideale sociale dominante. Una società fondata sulla mobilità, invece, trasforma radicalmente queste concezioni. I nuovi modi di vita non sono più ancorati alla limitatezza e alla permanenza, quanto piuttosto alla possibilità di annullare le distanze. Ciò che agli occhi della vecchia prospettiva pare uno sradicamento assoluto[144], per la nuova modalità è il fondamento di uno stile di vita più individualmente libero. Risulta infatti chiaro che utilizzare i vecchi modelli stanziali di radicamento e famigliarità al territorio per analizzare l'attaccamento emotivo e il modo in cui lo spazio venga mobilitato discorsivamente e narrativamente per costruire l'identità non conduce a grandi risultati[145].

> In contemporary society where mobility has developed as a positive value, dwelling is not restricted to the habitat – defined as local arrangement of dwellings –, but of a multiplicity of habitats, including the places of the quotidian (the multiple places for work, residence, leisure, shopping, to use broad categories) and the non-quotidian (the multiple places for tourism, business, visiting friends and relatives, pilgrimage, and so on). (Stock, 2007a, p. 2)

«Durante tutto il corso della modernità, lo stato ha avuto a che fare con il problema di stabilire e di conservare la propria identità lavorando sull'equazione tra stato e nazione. Questa è stata spesso raggiunta con gli strumenti giuridici della cittadinanza e della retorica dello spazio (la madrepatria) e del tempo (la storia fatta di tradizioni, di ricorrenti celebrazioni degli eventi passati fondativi della nazione, ecc.)» (Floridi, 2017, pp. 208-209).

[142] «Les déplacements des personnes, des biens et des idées sont au cœur des changements globaux» (Kaufmann, 2014, p. 13).

[143] Da cui l'oro inossidabile come simbolo del potere e la pietra come materiale di costruzione dei grandi palazzi.

[144] Così, ad esempio, Relph sostiene che l'uomo contemporaneo sia privo di casa, incapace di abitare. «Possibly it is true that modern man is, as numerous existential philosophers and sociologists claim, a homeless being, and that there has been widespread loss of attachment to home places» (Relph, 2008, p. 40). Schmitt adduce la differenza fra questi due modi di vita a due prospettive socio-teologiche distinte. Da un lato i cattolici, tradizionalmente legati alla coppia città-campagna e alle figure del contadino e dell'artigiano – ovvero egemoni nella concezione tradizionale –, dall'altro i protestanti, con una predilezione alla caccia e al commercio e meno attaccamento al territorio – alla base delle nuove società urbane: «pare che i popoli cattolici abbiano, col suolo e con la terra, un rapporto diverso da quello dei protestanti; forse perché quelli, all'opposto di questi, sono per lo più popoli contadini, che non conoscono la grande industria» (Schmitt, 2010, p. 21). Han propone, per definire il modo di vita urbano, di ricorrere al passaggio dalla figura del contadino a quella del cacciatore: «oggi non siamo più contadini, ma cacciatori: alla ricerca di una preda, i cacciatori d'informazione vagano per la rete, come attraverso un terreno di caccia digitale. Al contrario dei contadini, sono mobili: nessun campo li costringe a rimanere stanziali» (Han, 2015b, p. 57).

[145] Stock, criticando la posizione di Relph e il suo essere inadatta ai tempi sostiene la necessità di elaborare nuovi concetti e strumenti d'analisi. Secondo la sua prospettiva, infatti, il mutamento nei modi di vita non implica la scomparsa degli stessi: si abita ancora, ci si lega ancora emotivamente a luoghi particolari, solo in modo completamente distinto. «Place as meaning of attachment is therefore possible only for residents and the familiarity of place is rather static: a long time is necessary before a place is familiar. This concept of place as attachment for individuals is problematic when raising the question of mobility: which are the consequences on the relationship to places in a context of increased mobility, be it through migration or circulation?» (Stock, 2007a, p. 4).

La società urbana, mutando il tipo di disposizione spaziale, trasforma dunque anche il rapporto fra l'essere umano e il territorio – e, conseguentemente, il modo in cui l'essere umano costruisce le proprie identità sia personali che collettive mobilitando la relazione simbolico-affettiva con quest'ultimo. Essa costituisce una vera e propria rivoluzione antropologica.

Lo spazio reticolare

Avendo osservato le peculiarità del fenomeno urbano, che si sviluppa ormai a scala planetaria, appare chiaro che il modello spaziale insulare risulta inadatto a comprendere questa nuova realtà socio-spaziale[146]. «Like Heidegger, Foucault suggests that the modern era inaugurated an understanding of space in terms of extension – Heidegger attributes it to Descartes, Foucault to Galileo – and both suggests that a different understanding is now possible» (Elden, 2001, p. 117). L'analisi urbana deve dunque uscire dal modello insulare per abbracciare una nuova forma di comprensione dello spazio. Lo studio delle grandi città globali ha già delineato i contorni di un nuovo modello di stampo reticolare, focalizzandosi sulle relazioni che tali spazi intessono fra loro[147]. In questo nuovo tipo di relazione spaziale non importa tanto la contiguità, la pienezza di un'area circostante, quanto piuttosto le relazioni, gli scambi fra nodi anche distanti che partecipano però ad una stessa rete. Non sono più la distanza assoluta o l'area – misurate in km o km^2 – ad essere centrali nell'analisi, quanto piuttosto la distanza relativa – segnalata da una serie di indicatori che evidenziano l'intensità e l'importanza dei flussi e delle interconnessioni.

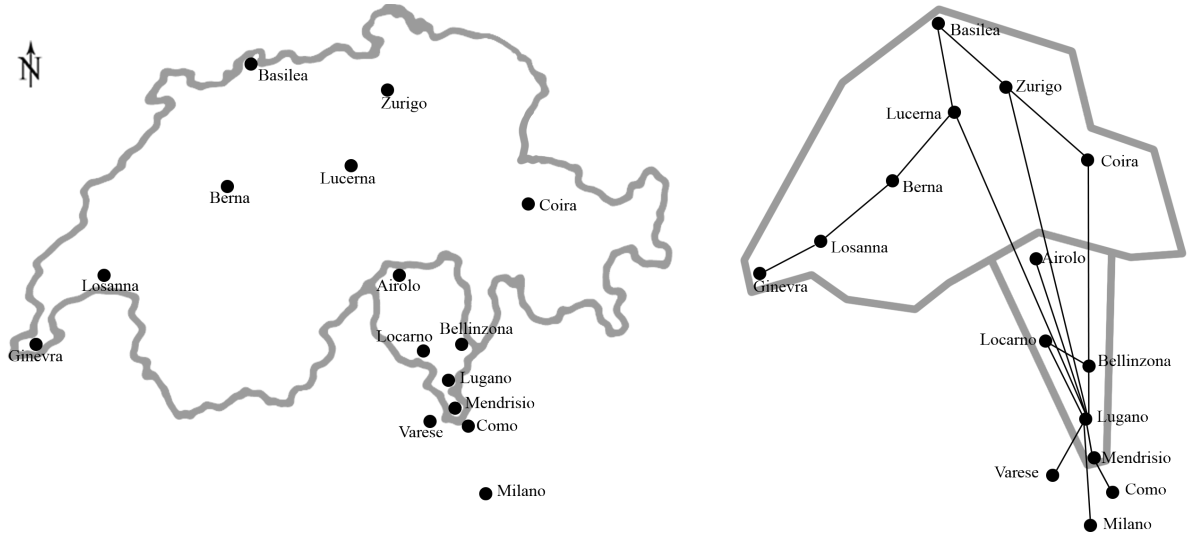


Figura 7. Differenti rappresentazioni spaziali: a sinistra una cartina della Svizzera fondata su una metrica di stampo assoluto (la distanza fra i punti sulla carta è proporzionale alla loro distanza fisica); a destra gli stessi spazi (città, Cantoni, Stato) sono rappresentati in base ad una metrica relazionale (in questo esempio la distanza sulla cartina è proporzionale al tempo di collegamento tramite mezzi pubblici, sottolineando così gli effetti socio-territoriali delle diverse infrastrutture di mobilità).

[146] «The more or less "concentrated dispersion" of settlements is the prominent feature of the recent changes in spatial forms of urban systems. The urban expansion can be considered, in part, as a mere quantitative extension of the previous suburbanization process, with a wider decentralization of dwelling and related services and infrastructures. Nevertheless in many ways it seems to differ from the simple urban sprawl or from the extension and merger of contiguous urban fringes. The new urban expansion reveals qualitative changes such as spatial fragmentation, less regular centre-periphery gradients, the weakening of spatial hierarchies in outer suburban areas and the rise of new centrality patterns» (Dematteis & Governa, 2001, p. 27).

[147] «La littérature sur les *global cities* fait beaucoup appel à la notion de réseau lorsqu'elle cherche à mettre en relief les liens de dépendance entre des métropoles à partir des lignes aériennes ou des flux téléphoniques» (Kaufmann, 2014, p. 37).

Elaborazione propria. In questo nuovo tipo di rappresentazione la dimensione sociale dello spazio è sottolineata[148]: si noti come le città dell'altipiano siano più vicine – poiché meglio collegate fra loro – mentre località periferiche (ad esempio Airolo) risultino più distanti dalle città (in questo caso Lugano), nonché l'ampliamento della barriera alpina. Simili rappresentazioni, insistendo sulla produzione sociale dello spazio, superano l'assolutismo della cartografia tradizionale – sorta in base all'ontologia cartesiana dello spazio. Si passa cioè dalla rappresentazione del primato delle cose alla rappresentazione del primato delle relazioni.

Lo sviluppo informe, in tutto il continente europeo, del tessuto insediativo, viene perciò a trasformare la conformazione spaziale stessa delle società, favorendo sempre più le interazioni policentriche e l'interdipendenza[149]. Tali nuove caratteristiche portano altresì al superamento dei vecchi concetti e delle istituzioni legate allo spazio insulare – i confini si fanno porosi: i flussi non conoscono limiti e lo spazio non viene perciò più esperito in forma insulare o concentrica. Una simile trasformazione non può non avere effetti radicali sul modo in cui le società interagiscono con lo spazio – il modo in cui le società *producono* e sono a loro volta prodotte dallo spazio. In particolare, le istituzioni preposte alla gestione e alla regolazione dello spazio devono modificare profondamente le proprie pratiche per potersi adattare alla nuova realtà emergente.

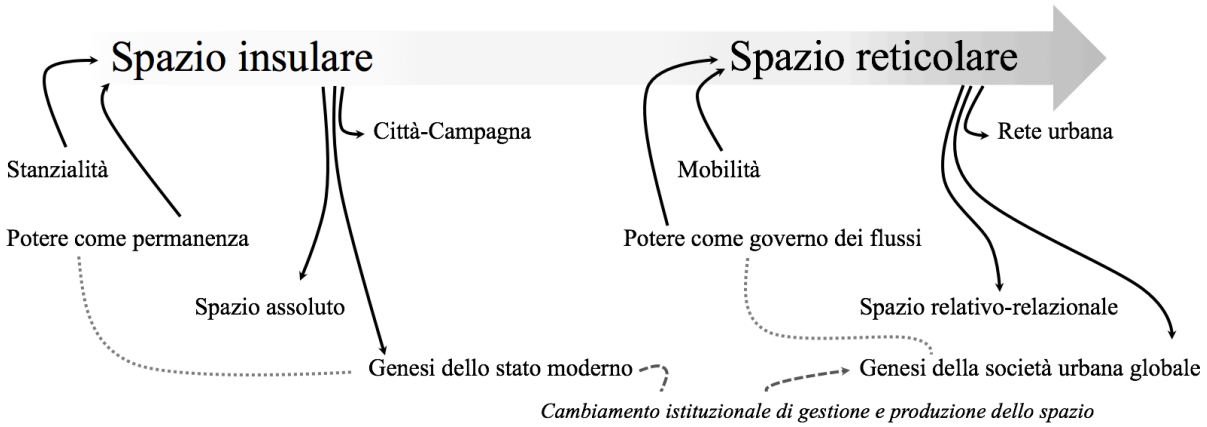


Figura 8. L'evoluzione nella realtà socio-spaziale da uno spazio di tipo insulare a uno di tipo reticolare. Si noti come questo mutamento implichi trasformazioni epistemiche (transizione da uno spazio concepito in termini assoluti ad uno concepito in termini relativi), sociali (transizione da un modo di vita stanziale ad uno mobile) e politiche (trasformazione del modello di potere e del modo di gestire lo spazio). Una rivoluzione fondamentale che modifica il modo in cui le autorità comprendono ed interagiscono con le realtà socio-spaziali.

2.3 Conclusioni provvisorie

Abbiamo potuto osservare come la tradizione filosofica, volendo avvicinarsi allo studio della dimensione spaziale dell'identità si sia concentrata sul concetto di luogo. Tale approccio, tuttavia, paga il fio di una visione tendenzialmente romantica che idealizza la società agricola tradizionale, criticando invece forse in modo eccessivo la società industriale. Per meglio affrontare la questione, abbiamo dunque dovuto ricorrere ai saperi sviluppati dalla geografia e dalle scienze sociali, osservando due fenomeni fondamentali per spiegare il panorama contemporaneo: l'avvento della società urbana e la transizione da una comprensione dello spazio insulare ad una di stampo reticolare. Per quanto riguarda l'urbano, esso sorge come superamento

[148] «In the areal notion the mega-region is thought of as a new geographically bounded area formed by the aggregation of neighbouring metropolitan areas. In the systemic vision, in contrast, the mega-region is conceived as a macropolitan network of cities forming a spatial and socio-economic continuum» (Marull, Font, & Boix, 2015).

[149] «In general terms, the new patterns of urbanization in Europe consist of a continuous settlement grid, organized around a large number of specialized nodal foci in a vast multicentred region» (Dematteis & Governa, 2001, p. 29).

della dialettica binaria fra città e campagna, e costituisce uno spazio sociale in cui i modi di vita e gli insediamenti cambiano in modo più sfumato e meno netto. I processi di urbanizzazione hanno altresì mostrato il nesso fondamentale fra struttura economica e produzione dello spazio: lotta di classe e lotte di potere sono elementi fondamentali per comprendere la realtà odierna (Harvey, 2011). Per quanto riguarda la transizione da una concezione di tipo insulare ad una di tipo reticolare, dobbiamo invece sottolineare come questo passaggio manifesti una trasformazione nei modi di gestione socio-spaziale. Una serie di istituzioni moderne, imprescindibili per i giovani stati – ad esempio i confini – vengono oggi radicalmente trasformate per permettere una migliore integrazione della rete urbana continentale e mondiale – in quel che a tutti gli effetti si presenta come un ulteriore passaggio nel processo di accumulazione del capitale. Lo spazio, dunque, ci si è presentato non solo nella sua complessità, ma anche nella sua dinamicità, essendo infatti costituito – sia materialmente che concettualmente – da processi in continua evoluzione. Questi elementi dovrebbero bastare per poter affrontare un'analisi territoriale empirica e trarne ulteriori lezioni.

3. Verso la materializzazione di un nuovo ordine discorsivo

3.1 La ragione politica e la ragione economica

Siamo alla ricerca di indicatori che ci aiutino nella comprensione dell'evoluzione identitaria, in particolar modo per quel che riguarda le identità collettive. Uno di questi indicatori indiretti è, come abbiamo potuto vedere, la produzione (simbolica, sociale e materiale) dello spazio. Un altro importante elemento che può contribuire alla ricostruzione delle dinamiche identitarie è quello della razionalità – e cioè quel apparato simbolico e teorico che permette e legittima la validità di un determinato discorso. Sappiamo, grazie agli studi sul discorso di Foucault (2015a) – spesso ripresi dalle scienze sociali –, a quelli sull'egemonia culturale di Gramsci (1975a) e sull'industria culturale di Horkheimer e Adorno (2010) che l'ordine discorsivo – chiamato anche razionalità o ontologia egemonica – muta nel tempo. I cambiamenti a cui è soggetto sono determinati e a loro volta determinano i vari equilibri di potere e micropotere, aprendo e chiudendo campi del reale e del possibile. Fra le distinte analisi che si possono fare sull'evoluzione recente del discorso europeo e occidentale, una pare particolarmente interessante: quella che, secondo i suggerimenti di Schmitt, si focalizza sul ruolo della ragione economica in contrapposizione alla ragione politica. Tale distinzione risulta infatti centrale nella comprensione di alcuni importanti fenomeni contemporanei. La transizione da una ragione di tipo politico ad una di tipo economico è stata avanzata come ipotesi per spiegare determinate trasformazioni della realtà. Partiremo anzitutto dalla comprensione greca dell'economia, per osservare la distinzione – fondamentale – fra economia e crematistica. Questa comprensione ci porterà a meglio situare la genesi del sistema capitalista e dell'economia moderna, sulla scorta dell'analisi marxiana (differenza fra valore d'uso e valore di scambio), per poter in seguito osservare più da vicino la cosiddetta ragione politica.

3.1.1 La distinzione di economia e crematistica

Platone aveva, nel primo libro della *Repubblica*, tracciato una chiara distinzione fra le varie arti e l'economia. Secondo lui infatti mentre in tutte le discipline il vero scopo da perseguire è la convergenza d'interessi e il bene comune, nell'economia e nel mercato i beni individuali si oppongono fra loro – l'interesse della

domanda a quello dell'offerta[150]. L'economia risulta dunque essere un caso estremamente complesso e problematico, unica attività umana in cui non si persegue il bene comune.

Nel primo libro della *Politica* Aristotele, sistematizzando di fatto il pensiero comune ai greci del suo tempo – e dunque in stretta relazione con il modo di sentire dell'epoca – approfondisce la questione indicando una distinzione chiave fra economia e crematistica[151]. L'economia – come norma dell'οἶκος, ovvero della casa – è la gestione dei beni disponibili per garantire la sopravvivenza della famiglia, e dunque permettere la sopravvivenza dell'essere umano[152]. Si tratta di un esercizio naturale[153], comune a tutti gli animali: procurarsi i mezzi sufficienti per vivere[154]. L'attività economica, ovvero la volontà di procurarsi i mezzi di sopravvivenza per la famiglia – come comunità naturale – o la comunità politica – come collettività naturale di secondo ordine – è perciò un compito pienamente naturale ma altresì limitato. Nel sistema aristotelico, infatti, la virtù corrisponde sempre al giusto mezzo, al punto di equilibrio fra due estremi opposti (Aristotele, 2005). La vita giusta – vale a dire quella vita che, adeguandosi all'ordine naturale, si iscrive armoniosamente nell'esistente – dovrà perciò tendere alla misura e all'equilibrio. Ciò significa che la gestione della casa – l'economia – sarà tale se e solo se perseguirà la ricerca di mezzi e beni unicamente per la buona sopravvivenza della comunità di riferimento – costituendosi così come giusto mezzo fra l'assenza e l'eccesso di beni che altererebbero l'ordine naturale. Economia è dunque ricerca di beni, sì, ma ricerca limitata alle necessità fondamentali della comunità, non gravata da eccessi.

Appare chiaro, però, che questo tipo di acquisto non sia l'unico esistente. L'essere umano può cercare più mezzi di quanti gli siano naturalmente necessari, aspirando così all'illimite. Questo tipo di comportamento ricade sotto la crematistica[155], e si costituisce non tanto come comportamento naturale, ma come derivato, come fenomeno socio-culturale[156]. La crematistica sorge infatti dallo sdoppiamento del reale indotto dal

[150] «Tu credi che, in quanto pastore, egli ingrassi le pecore non per procurare loro il meglio, ma per farsi una buona mangiata, come un qualsiasi commensale che s'accinge a pranzare, o per venderle, come un uomo d'affari, ma non come un pastore. […] Quale che sia dunque il vantaggio comune a tutti gli artigiani, è chiaro che lo ritraggono da un certo identico elemento del quale si valgono in comune, oltre all'arte loro. […] E noi affermiamo che il vantaggio di cui godono questi artigiani quando ricevono mercede, è dovuto al fatto che, oltre che della propria, si valgono dell'arte mercenaria» (345c-346c).

[151] «Che l'amministrazione domestica [ovvero l'economia] e la crematistica non siano identiche è chiaro» (1256a).

[152] Il tutto, evidentemente, nel quadro dell'economia schiavista, agricola e del sistema patriarcale che vigevano in quei tempi in Grecia.

[153] «Una sola specie di acquisto è una parte naturale dell'amministrazione domestica [ovvero l'economia]: quella che si deve praticare o che ci si deve mettere in condizione di poter praticare per raccogliere i mezzi necessari alla vita e utili alla comunità politica e famigliare. Ed è ragionevole affermare che la vera ricchezza consiste in questi mezzi. La quantità di simili mezzi sufficiente per una buona vita non è infinita» (1256b).

[154] Il che risponde, nella visione finalista e antropocentrica della natura tipica dei greci, alla volontà di conservare la vita che è comune a tutte le forme viventi e che, nell'insieme naturale, forma un ordine relativamente stabile.

[155] «C'è un altro modo di acquistare ricchezza, che giustamente è stato chiamato crematistica nel senso pregnante del termine: in virtù di essa pare che non ci sia nessun limite alla ricchezza e all'acquisto della proprietà. Molti credono che sia assolutamente identica con quella di cui abbiamo parlato prima [cioè all'economia], per la sua affinità con essa: in realtà, se non è identica con quella, non ne è neppure troppo lontana. La prima è un modo naturale per acquistare beni, la seconda no, ma deriva piuttosto dall'esperienza e dall'arte» (1256b-1257a).

[156] «Nella prima forma di comunità (che è la famiglia) non sussiste evidentemente la funzione propria dello scambio, che invece c'è nelle forme di comunità già più estese. I membri della famiglia infatti hanno tutte le cose in comune, quelli delle altre forme di comunità invece, vivendo separati, posseggono molte cose diverse gli uni dagli altri; e proprio di esse è necessario fare scambi secondo i bisogni, come ancora fanno molti popoli barbari servendosi del baratto. Essi danno cose utili in cambio di cose utili, non andando oltre questa forma di commercio, limitandosi per esempio allo scambio di vino contro grano o altre cose del genere. Questa forma di scambio non è innaturale e non appartiene neppure alla crematistica, in quanto è volta a soddisfare le condizioni naturali dell'autosufficienza; ma logicamente da questo tipo di scambio è derivata la crematistica» (1257a).

mercato, ovvero dalla duplice e contraddittoria relazione fra valore d'uso e valore di scambio[157], che permette un uso *inerente dell'oggetto di per sé,* ma *improprio*. La crematistica, come evoluzione non naturale e non orientata al giusto mezzo[158], si separa perciò chiaramente dall'economia. Questa separazione rende però difficile una definizione coerente del concetto di ricchezza – che per l'economia consiste nel possesso dei mezzi necessari al sostentamento e nella crematistica coincide invece con l'accumulazione di denaro[159]. La confusione di queste due discipline, così vicine fra loro[160], pone perciò problemi di tipo etico che sconfinano però necessariamente anche in questioni d'ordine socio-politico – da cui la reticenza del cristianesimo medievale a riconoscere il commercio e la finanza come *lavori* in senso pieno – come attività degne di remunerazione. Nell'analisi dei comportamenti sociali, dunque, occorre secondo questo modello osservare il fine verso il quale tendono le azioni: l'economia porterà alla volontà di usare i beni ottenuti per fini esterni (la sopravvivenza e la giusta vita della comunità) mentre la crematistica tenderà a desiderare l'accumulazione come fine in sé, confondendo mezzi e fini.

3.1.2 La confusione sul concetto di crescita e l'egemonia crematistica

Dopo aver osservato la fondamentale distinzione che gli antichi proponevano tra economia e crematistica, occorre comprendere come queste due discipline siano evolute nel tempo. Secondo Sloterdijk, l'avvenimento fondamentale che ha segnato la trasformazione dei rapporti fra economia e crematistica è stata la peste nera che nel XIV secolo ha decimato la popolazione europea. I sopravvissuti ad un simile orrore, infatti, avrebbero sviluppato una volontà di vita ben distinta da quella dei loro predecessori. Spinti dal terrore della morte e della finitezza, essi avrebbero perciò abbandonato ogni ritegno per dedicarsi ala ricerca del piacere materiale come unica consolazione possibile. A prescindere dalla solidità di quest'ipotesi, che appare in ogni caso interessante, viene qui tematizzato un elemento fondamentale: a partire dalla modernità, il rapporto con l'economia si è radicalmente modificato. Per sottolineare questo cambiamento, Sloterdijk insiste sul concetto di crescita – che indica al tempo stesso la crescita agricola, modello economico tradizionale, e quella economica moderna, ispirata invece alla crematistica. La crescita economica moderna, insomma, indica qualcosa che in termini antichi è essenzialmente distinto e lontano dall'economia, indica una realtà

[157] «Di ogni proprietà è possibile un doppio uso, l'uno e l'altro inerente dell'oggetto di per sé, ma non allo stesso modo, in quanto uno è proprio e l'altro improprio rispetto alla cosa usata, per esempio una calzatura può essere calzata o scambiata con altri prodotti. L'uno e l'altro sono usi della calzatura, perché chi la scambia con chi ne ha bisogno, traendone denaro o nutrimento, usa la calzatura in quanto calzatura, ma non ne fa uso proprio, dal momento che essa non è stata fatta per essere scambiata» (1257a).

[158] «Perciò pare che la crematistica concerna soprattutto il denaro e che suo compito sia il poter indagare d'onde sia possibile acquistare abbondanza di ricchezza» (1257b).

[159] «E spesso si afferma la coincidenza della ricchezza con l'abbondanza di denaro, appunto perché al denaro mirano la crematistica e il commercio. Talvolta, al contrario, il denaro pare una cosa vana e puro frutto di convenzione, senza un fondamento naturale […]. Tuttavia, sarebbe una ben strana ricchezza quella la cui abbondanza non salvasse dalla morte di fame, come narrano di quel Mida il quale, con la sua esagerata preghiera, ottenne che tutte le cose che gli venivano accanto si mutassero in oro» (1257b).

[160] «La causa di ciò risiede nell'affinità di queste arti: infatti si passa dall'una all'altra, in quanto ad entrambe appartiene l'uso della proprietà, sebbene dall'una e dall'altra essa non venga usata allo stesso modo, in quanto l'una si propone un fine che è estraneo alla proprietà stessa e l'altra si propone solo il suo accrescimento» (1257b).

crematistica che non ha il mondo dei bisogni naturali della famiglia e dei ritmi naturali dell'agricoltura[161] come riferimenti essenziali[162]: una realtà magicamente separata dai limiti imposti dal mondo reale[163].

L'economia moderna, sviluppatasi a partire dalla crematistica e non dall'economia antica – anzi, in contrapposizione ad essa – è dunque spinta e organizzata attorno alla volontà di aumentare *indefinitamente* la ricchezza, rompendo cioè la visione dei cicli chiusi tipica del mondo naturale[164]. Si tratta di un progetto decisamente ambizioso e radicale, che si compone di diversi piani. Anzitutto, la volontà di disporre del mondo come risorsa (Bacon, 1987; Berque, 2010; Heidegger, 2014c). Tale volontà si appoggia poi su una visione della realtà estremamente polarizzata, nella quale il *focus* principale non è tanto il fine – il *perché* della ricchezza – quanto il mezzo e la sua efficacia[165]. L'economia moderna – nella sua aspirazione crematistica di un aumento indefinito e illimitato della ricchezza – possiede pure un elemento tipicamente religioso e cultuale: tutto ruota attorno ai mezzi ritenuti necessari per raggiungere il fine *mistico* del paradiso terrestre[166]. L'aggressività che una simile visione manifesta, la struttura con la quale tale progetto si propone di dominare le forze naturali ricordano da vicino una campagna militare di colonizzazione e conquista – in questo caso del mondo materiale nel suo insieme[167]. L'arma strategica che dovrà permettere, nei disegni moderni, di raggiungere questo scopo è il denaro[168]. Quest'ultimo, come *medium* dello scambio, come strumento fondamentale di equiparazione dei diversi aspetti del reale[169], dovrà dunque poter inglobare l'insieme della realtà – il che significa ridurre gradualmente l'importanza delle relazioni extra-monetarie nel corso della modernità[170].

---

[161] «Il suo [dell'economia moderna] primo impulso è di rifiutare la pazienza contadina e quanto risulta naturalmente dal ciclo annuale sempre uguale. L'anno commerciale è di un altro ordine, più febbrile che ciclico» (Sloterdijk, 2013, p. 30).

[162] «Parlando di crescita, l'intellighenzia economica europea non pensa quasi mai alla crescita economica, cioè alla cura contadina del mondo vegetale, ma a qualcosa di fondamentalmente antiagricolo e innaturale» (Sloterdijk, 2013, p. 16).

[163] «In queste espressioni economia e alchimia sono ancora indistinte. Non fanno pensare al raccolto e al podere, ma a un extra profitto magico, ottenuto grazie al particolare utilizzo del denaro in forma di capitale» (Sloterdijk, 2013, p. 16).

[164] «Alla fine si deve lasciar cadere la maschera agricola-romantica e chiudere con il discorso della crescita. Infatti, la crescita è un'idea del mondo contadino. Quel che gli europei sin dal XIV secolo in realtà volevano era proprio il passaggio dalla semplice riproduzione della vita contadina all'innalzamento del moderno livello di vita imprenditoriale» (Sloterdijk, 2013, p. 21). Il fatto che l'economia moderna si costituisca come rottura della concezione di un sistema chiuso favorirà l'insorgere di squilibri di stampo ecologico a partire dal momento della sua egemonia mondiale.

[165] «Nell'economia moderna, a una produzione estremamente razionalizzata corrisponde un consumo completamente irrazionale» (Schmitt, 2010, p. 30). «Il concetto di "razionale" è distorto in un modo che per la sensibilità cattolica [cioè la sensibilità che si rifà al paradigma aristotelico-tomista che separa economia e crematistica e che pone il limite e la prudenza come perni fondamentali della vita umana] è fantastico, proprio perché "razionale" significa ormai soltanto un meccanismo di produzione posto al servizio della soddisfazione di qualunque bisogno materiale, senza che ci si interroghi sulla razionalità dello scopo – l'unica cosa importante – a cui quel meccanismo supremamente razionale è disponibile» (Schmitt, 2010, p. 32).

[166] «Il capitalismo è una religione puramente cultuale forse la più estrema che si sia mai data. In esso nulla ha significato se non in una relazione immediata con il culto; esso non presenta alcuna particolare dogmatica, alcuna teologia. L'utilitarismo acquista, in questa prospettiva, la sua tonalità religiosa» (Benjamin, 2013, p. 41).

[167] «nel concetto di merce, come inteso dagli Europei almeno dal XIV secolo in poi, si concretizza l'idea che essa contribuisca materialmente alla maggiore di tutte le imprese militari: l'impresa di innalzare il tenore di vita» (Sloterdijk, 2013, p. 28).

[168] «In questo grande e unitario processo di vita, che pone la cultura spirituale e sociale della modernità in una così decisiva contrapposizione tanto al Medioevo quanto all'Antichità, si inscrive il dominio del denaro, sorreggendo questo processo ed essendone a sua volta sorretto» (Simmel, 2010, p. 75).

[169] «La società borghese è dominata dall'equivalente. Essa rende comparabile l'eterogeneo riducendolo a grandezze astratte» (Horkheimer & Adorno, 2010, p. 15).

[170] «Polanyi parlava specificatamente di tre grandi forme di "integrazione economica", ovvero del processo attraverso il quale la società risolve il problema del suo sostentamento e della sua riproduzione fisica e sociale. Queste forme sono la *reciprocità*, la *ridistribuzione* e lo *scambio di mercato*. […] È sorprendente come per regolare i rapporti economici l'associazione di reciprocità e ridistribuzione, pur con cambiamenti anche sostanziali, si prolunghi dal tempo immemorabile delle prime città sino quasi alle soglie della modernità» (Torricelli, 2009, pp. 56, 58). Solo con l'avvento della modernità – l'epoca dell'egemonia borghese – il mercato ha progressivamente eclissato le altre forme di regolazione sociale.

La quantificazione del reale come perversione crematistica

Per poter compiere il proprio sogno l'economia moderna – o crematistica – doveva dunque operare una trasformazione militar-religiosa del reale, ponendo tutto sotto il segno del denaro come *medium* supremo – Marx (2006) direbbe *equivalente generale*–, come *pontifex maximus*, come unico articolatore di relazioni. Ciò imponeva, necessariamente, la costruzione di una struttura onto-epistemologica che permettesse la creazione – o l'emergere – di un unico criterio di valutazione del reale (l'utilità[171]): questo è il tratto distintivo delle iniziative moderne – dalla centralità socio-culturale del denaro fino alla concezione dello spazio cartesiana, passando per le altre forme di misura che le diverse scienze hanno costituito[172].

> Le capitalisme est le seul mode de production où la maximisation du surplus de biens créés est rémunérée pour elle-même. Dans tout système historique, il y a toujours eu une partie de la production consacrée à l'usage et une autre réservée à l'échange, mais ce n'est que dans le capitalisme que tous les producteurs sont rémunérés proportionnellement à la valeur d'échange de ce qu'ils produisent et sont pénalisés dans la mesure où ils négligent cette valeur d'échange. (Wallerstein, 2018b, p. 189)

La *riduzione* del reale[173], la sua quantificazione, ha però degli effetti perversi che occorre sottolineare. Se da un lato essa permette la liberazione delle forze produttive – la creazione di apparati tecnico-scientifici che aumentano effettivamente produzione, speranza di vita e igiene – migliorando le condizioni di vita materiale, essa comporta altresì una pressione sempre maggiore sugli individui che compongono la società[174] – e che sono vieppiù ridotti al ruolo di meri funzionari del sistema, ingranaggi del meccanismo di quantificazione[175]. La quantificazione, riducendo l'insieme della realtà ad un unico criterio quantitativo opera cioè in modo duplice: da un lato riconoscendo unicamente elementi facilmente integrabili nel sistema epistemico stabilito, dall'altro forzando la realtà a piegarsi a questi criteri – mostrando così una violenza senza pari[176], una mancanza totale di sensibilità e rispetto verso il singolare inteso come tale, allontanandosi dalla *meraviglia* come motore della riflessione e dell'azione umana secondo il paradigma aristotelico. Dopo aver sottomesso una parte del mondo materiale e del mondo concettuale a questo processo – per favorire il costituirsi di un sistema socio-economico che mirasse all'illimite – tali dinamiche si sono rivolte anche sugli individui – che, come sappiamo, a quel tempo si stavano strutturando come soggetti – trasformandoli in meri portatori di forza lavoro. La modernità, dunque, è permeata da dinamiche tendenti alla quantificazione del reale, alla riduzione della complessità e alla campagna militar-ontologica di misurazione (sottomissione) dell'esistente.

---

[171] «L'incontro con le cose oggi avviene sotto la categoria vincolante dell'utilità, il senso delle cose dipende dalla loro rispondenza all'utile, sull'utile viene misurata e definita la loro esistenza» (Galimberti, 2006, p. 34).

[172] «La monnaie (comme d'ailleur le temps newtonien et l'espace euclidien, dont le triomphe date de la même époque) , c'est par définition mesurable, c'est-à-dire isolable, linéaire, univoque, reproductible» (Lévy, 1994, p. 326).

[173] «Ciò che non si piega al criterio del calcolo e dell'utilità, è, agli occhi dell'illuminismo, sospetto. E quando l'illuminismo può svilupparsi indisturbato da ogni oppressione esterna, non c'è più freno. Alle sue stesse idee sui diritti degli uomini finisce per toccare la sorte dei vecchi universali. Ad ogni resistenza spirituale che esso incontra, la sua forza non fa che aumentare» (Horkheimer & Adorno, 2010, p. 14).

[174] «Mentre il singolo sparisce davanti all'apparato che serve, è rifornito da esso meglio di quanto non sia mai stato» (Horkheimer & Adorno, 2010, p. 6).

[175] «Quando il disvelato non si presenta all'uomo neanche più come oggetto, ma lo concerne esclusivamente come "fondo", e l'uomo, nell'assenza di oggetti, è solo più colui che impiega il "fondo" – allora l'uomo cammina sull'orlo estremo del precipizio, cioè là dove egli stesso può essere preso solo più come "fondo". E tuttavia proprio quando è sotto questa minaccia l'uomo si veste orgogliosamente della figura di signore della terra» (Heidegger, 2014c, pp. 20-21).

[176] «*Il y a une violence inhérente à l'abstraction*, à son usage pratique (social)» (Lefebvre, 2000, p. 333). «Una forma diffusa dell'esercizio della violenza consiste proprio nel trasformare qualcuno in qualcosa, un destinatario in un oggetto-scopo» (Waldenfels, 2012, p. 89).

Il processo di valorizzazione

Sul piano culturale il processo di quantificazione – che mira, modificando la realtà, a rendere commensurabile l'incommensurabile – procede con una forma particolare che Schmitt ha identificato come *valorizzazione* – ovvero la riduzione a valore che, non a caso, è un termine strettamente legato all'economia.

> La conversione in valori, la «valorizzazione» (*Ver-Wertung*), rende commensurabile l'incommensurabile. In tal modo beni, scopi, ideali e interessi del tutto privi di relazioni, per esempio di Chiese cristiane, sindacati socialisti, associazioni di contadini, medici, vittime di calamità, profughi, famiglie numerose, ecc. ecc., diventano confrontabili e suscettibili di compromesso, tanto che se ne protrebbe calcolare una quota nella distribuzione del prodotto sociale. Tutto ciò è plausibile finché si conserva la consapevolezza della specificità del concetto di valore e se ne cerca il significato concreto nella sua sfera originaria, dunque nel campo dell'economia. (Schmitt, 2008, p. 19)

Una volta resi *comparabili* i diversi valori, appianate le divergenze ontologiche e stabilito una chiave di lettura che permetta di analizzarli in base ad un unico criterio, è dunque possibile stabilire il *valore* di ciascun valore[177] – ovvero la sua forza[178]. Si tratta di un'operazione molto simile a quella svolta nella creazione dello spazio di stampo cartesiano: creare uno spazio nel quale ogni elemento sia identificabile in base a una serie di coordinate – e fare in modo che a dipendenza delle coordinate sia possibile tracciare matematicamente ed economicamente delle corrispondenze e delle comparazioni, rendendo tutto commensurabile[179]. Ciò significa, a sua volta, che il sistema epistemico si chiude: nulla sfugge alla valorizzazione – e ciò che sfugge lo fa unicamente perché, in questa prospettiva, non è portatore di valore, ovvero ha un valore nullo. Riemerge con forza la violenza dell'azione omogeneizzante e dei processi di quantificazione. Al contempo, l'impossibilità di situarsi al di fuori del sistema di coordinate valoriali impone una radicale perdita di diversità culturale: si tratta di un sistema che non offre alcuna alternativa, ma unicamente neutralizzazione generale della validità dei criteri[180]. Come Marx ha brillantemente mostrato nel primo libro del *Capitale*, infatti, al fine di generalizzare il mezzo attraverso cui calcolare le equivalenze – dalla forma semplice di valore a quella totale per poi giungere a quella di denaro – occorre rinunciare sempre più alla sostanza, al sostrato. In un giro dialettico, la forma pura di valore si rivela dunque come assenza di valore: laddove tutto è misurabile, non v'è più nulla degno di essere misurato – e il nichilismo s'avvera[181]. Ciò a sua volta impone uno stato di

[177] «Una dottrina scientifica dei valori rientra nelle scienze economiche. È qui che una logica del valore trova la sua collocazione. E nel diritto di indennizzo entra in azione» (Schmitt, 2008, p. 21).

[178] «Il lupo che divora l'agnello attua la validità superiore del valore nutritivo di cui l'agnello per il lupo è "portatore" rispetto alla validità inferiore del valore vitale di cui lo stesso agnello è "portatore" rispetto al valore vitale del lupo» (Schmitt, 2008, p. 38).

[179] «Di fatto, la conversione in valore non è altro che una trasposizione in un sistema di valori di posizione. Essa rende possibili continui cambiamenti di valore, sia dei sistemi di valori sia all'interno di uno stesso sistema di valori, mediante continui spostamenti nella scala dei valori. […] Il fatto più decisivo è che *tutti* i valori, dal più alto al più basso, si collocano sui binari del valore» (Schmitt, 2008, p. 26).

[180] «Convertendo in valori anche i fondamenti dell'esistenza teologica, filosofica e giuridica, la valorizzazione universale può solo accelerare il processo della neutralizzazione generale» (Schmitt, 2008, p. 28).

[181] «Il ciclo denaro-potere-denaro è, o mira a diventare, totalmente e assurdamente autoreferenziale. Ciò significa ch'esso trova pienamente in se stesso la ragione del suo essere in azione. È, come s'è detto, mezzo e fine al tempo stesso. Se noi volessimo cercare una definizione potente e adeguata di nichilismo, diremmo proprio così: non semplicemente la mancanza di scopi, che di per sé significa insensatezza, irrazionalità, gusto del bel gesto, cinismo, ma la coincidenza dei mezzi e dello scopo» (Zagrebelsky, 2014, p. 17).

sudditanza dei valori non egemonici[182], nonché l'assunzione implicita del criterio di forza come unico meta-valore universale.

Per comprendere meglio questo meccanismo occorre analizzare l'idea di valore. Essa cela in realtà una duplice concezione – che Marx, riprendendo un dialogo con Aristotele, ha lavorato a fondo. Da un lato infatti *valore* indica valore d'uso – in questo caso, trattandosi di valori politici, culturali, filosofici o religiosi, potremmo dire si costituisca come criterio di comprensione e interazione con la realtà, come risposta alle necessità discorsive della vita umana – dall'altro, il *valore* indica valore di scambio – e cioè la necessità di mediazione fra discorsi distinti. Il processo di *valorizzazione* dei valori è orientato unicamente alla riduzione degli stessi a meri valori di scambio, a realtà commensurabili. Ciò genera però una contraddizione, un corto circuito che di fatto pare eliminare il valore d'uso dei valori come valore in sé. Da questa tensione deriva la tendenza del sistema ad annichilire il valore d'uso: un valore che dev'essere vissuto come relativo, poiché interscambiabile in funzione del proprio valore di scambio, non può infatti esercitare pienamente il proprio valore d'uso come criterio discorsivo o fonte di legittimazione razionale. Spingendo fino alle ultime conseguenze il processo di valorizzazione, dunque, emerge un panorama fondamentalmente relativista in cui l'unico criterio per distinguere fra i diversi valori è la loro forza, vale a dire la violenza (ecco compiersi la tesi di *Dialettica dell'Illuminismo*). È bene insistere ulteriormente su quest'ultimo punto. Una delle idee fondamentali dietro la volontà di quantificare i valori, riducendoli al proprio valore di scambio, è quella che ogni discorso deriva la propria validità – la propria forza – dal numero di persone che lo ritiene valido. Questa trasformazione di qualità (validità del discorso) in quantità (persone che lo ritengono valido) è però assai problematica e cela delle difficoltà concettuali irrisolvibili[183].

L'avvento della crematistica come corrente egemonica dell'economia moderna ha dunque avviato una serie di processi a larga scala di trasformazione del reale e del piano discorsivo. Ciò ha messo evidentemente sotto pressione sia gli aspetti concettuali e culturali che quelli materiali ed ecologici. La violenta riduzione di qualità in quantità è dunque uno dei tratti caratteristici della modernità.

3.1.3 La ragione politica e la sua evoluzione

Dopo aver parlato dell'economia – l'arte d'amministrare il proprio οἶκος – è bene ora parlare di un'altra disciplina che segna con forza la vita umana – e che costituisce, in questo senso, un polo alternativo alla comprensione economica della realtà. Che cos'è la politica? Appare chiaro che essa si gioca nel legame d'unità fra più persone in vista di un fine comune. Non v'è politica che laddove vi sia una comunità – vale a dire un insieme di persone unite non soltanto da interessi economici o militari, ma anche da una certa convergenza nella visione del mondo, nella condivisione di pratiche sociali trasversali[184]. La politica

[182] «Per capire fino a che punto, a causa della specifica logica del valore, vengano a cadere scrupoli e riguardi, basta confrontare il vecchio rapporto tra mezzo e fine con il moderno rapporto tra valore inferiore e valore superiore, o addirittura tra non-valore e valore. Prima, quando la dignità non era ancora un valore ma qualcosa di essenzialmente diverso, il fine non poteva giustificare il mezzo» (Schmitt, 2008, pp. 63-64).

[183] «È naturale parlare proprio qui del fatto che esiste un punto in cui la quantità si capovolge in qualità. Tuttavia, nei casi in cui si potrebbe ammettere una simile trasformazione si tratta sempre e soltanto del fatto che l'estensione della quantità viene concepita come forma fenomenica, come simbolo o indizio della qualità, e che la massa grande o imponente, con l'impressione suscitata sull'osservatore, rinvia a qualcosa di extra-mondano, extra-umano ed eterno. […] Ma con ciò nell'essenza non è cambiato nulla, perché ciò che è privo di senso non può mai assurgere a un senso, né ciò che è estraneo al valore innalzarsi a valore» (Schmitt, 2013b, p. 41).

[184] Come sosteneva Aristotele nella *Politica*, infatti, «alla virtù e malvagità politica stanno attenti coloro che si curano del buon governo; perché è evidente che della virtù politica si deve preoccupare una città degna di questo nome e che non sia tale solo a parole. Altrimenti la comunità cittadina diventerebbe un'alleanza militare differente dalle altre, quelle tra alleati lontani, solo per la posizione geografica dei contraenti, e la legge sarebbe una mera convenzione e, come disse il sofista Licofrone, una garanzia dei mutui diritti, ma non sarebbe in grado di rendere buoni e giusti i cittadini. [...] Se vi fossero muratori, contadini,

sembrerebbe un legame, un'unità che grazie alla propria forza supera per importanza e profondità ogni altra relazione e costituisce dunque un'identità fondamentale dell'essere umano. In questa prospettiva, l'identità politica separerebbe nettamente gli appartenenti alla comunità dagli estranei – in una concezione etnocentrica tutto sommato tradizionale[185]. Al tempo stesso, però, tale comunanza non può essere totale. Come già avvertiva Aristotele nella *Politica*, infatti, la *polis* – la comunità umana alla cui scala si può propriamente svolgere il compito politico secondo i greci – è necessariamente costituita da una pluralità[186]. Laddove l'unità dovesse rivelarsi troppo forte e cancellare completamente la molteplicità, scomparirebbe anche la politica – che si rivela, dunque, gestione dinamica e armonica in equilibrio fra ciò che unisce e ciò che divide.

Politica è allora la dimensione discorsiva in cui pensiero e azione sono orientati alla comprensione e alla gestione della società in base a modelli orientati a un bene ritenuto legittimo, che unisca ma non soffochi la pluralità di persone che compongono la comunità. Affinché si dia la politica, dunque, occorre anzitutto la comunità. Essa non è però un dato naturale o autoevidente. Come abbiamo già potuto osservare, infatti, costituire un'identità collettiva implica uno sforzo non indifferente giocato su piani distinti. Vi sono infatti aspetti materiali, altri concettuali o simbolici, pratiche sociali, e poi v'è la questione centrale dell'egemonia e del riconoscimento: affinché si stabilisca una comunità politica è necessario che la comunità si riconosca e che venga riconosciuta come tale. Occorre quindi anzitutto rappresentare ed auto-rappresentarsi[187]. L'importanza della narrazione identitaria per formare il discorso politico è dunque fondamentale. Non a caso, per i greci «"dire le cose opportune" (*léghein tà déonta*) è, di per sé, l'attività politica: considerata appunto innanzitutto come "parola"» (Canfora, 2010, p. 65). La relazione fra politica e narrativa è dunque assodata. Va però ribadito che, a differenza di quanto pensavano i greci, oggi sono noti gli aspetti legati alla costruzione di questa narrativa – che non è né naturale né data in partenza, ma si costituisce invece come il risultato

---

calzolai e così via in numero complessivo di diecimila che non avessero tra loro altra forma di comunità se non quella dello scambio commerciale e dell'alleanza militare: neppure in questo caso si avrebbe ancora una città. [...] È pertanto evidente che la comunità cittadina non è costituita soltanto dall'identità del luogo, dall'astinenza dal danno reciproco e dalla garanzia dei rapporti commerciali, perché, sebbene queste cose siano imprescindibili per l'esistenza della città, tuttavia, anche se si realizzassero tutte, non c'è ancora una città, ma questa è la comunità che garantisce la buona vita e alle famiglie e alle stirpi, e ha come fine una vita indipendente e perfetta» (1280b). «Perciò bisogna ammettere che la comunità politica abbia come fine le belle azioni e non semplicemente la convivenza. Quanti contribuiscono nella misura più alta alla vita di questa comunità partecipano alla città in grado più alto di quelli che, uguali a essi per libertà in cui sono nati o per la stirpe da cui provengono, o addirittura superiori, sono inferiori in virtù politica o, superando gli altri in ricchezza, ne sono superati in virtù» (1281a). Appare dunque evidente che, nella visione politica antica, «l'amicizia politica, che genera l'unità e la coesione comunitaria, sgorga direttamente dal comune partecipare ad un unico contesto valoriale» (Cometta, 2015, p. 169).

[185] Già gli antichi e i medievali infatti definivano l'identità collettiva che sgorgava dall'azione politica in base a criteri d'unità culturale. Isidoro di Siviglia, nelle sue *Etimologie*, ad esempio, definisce «*popolo* l'unione di una moltitudine di esseri umani fondata sul riconoscimento di un diritto comune e sull'adesione unanime ad esso» (IX, IV, 5). Tale prospettiva concettuale è poi ripresa da Schmitt, il quale afferma che «la specifica distinzione politica alla quale è possibile ricondurre le azioni e i motivi politici, è la distinzione di *amico* (*Freund*) e *nemico* (*Feind*). Essa offre una definizione concettuale, cioè un criterio, non una definizione esaustiva o una spiegazione del contenuto» (2013a, p. 108). Il costituzionalista tedesco sostiene cioè che «il significato della distinzione di amico e nemico è di indicare l'estremo grado di intensità di un'unione o di una separazione, di un'associazione o di una dissociazione. […] Non v'è bisogno che il nemico politico sia moralmente cattivo, o esteticamente brutto […]. Egli è semplicemente l'altro, lo straniero (*der Fremde*)» (2013a, p. 109).

[186] «Per natura non esiste una città che abbia un'unità così stretta quale alcuni vogliono riscontrare in essa, e ciò che è presentato come il massimo bene delle città distrugge le città stesse in quanto tali, mentre il bene dovrebbe salvaguardare ciò di cui è bene» (1261b).

[187] «La politica nel suo significato autentico è un modo di pensare la città – *Burg Gesinnung* – e un'arte di curarsi della città – *Burg-Kunst* – che non è un modo di pensare di parte o di curarsi semplicemente del partito, ma è un modo di pensare e un'arte che derivano unicamente dalla comprensione dell'essenza della terra di quella «città» che è l'Europa – *Burg Europa*» (Przywara, 2013, pp. 76-77). Ciò che il gesuita Przywara non vede – o non vuole vedere – è però che «l'essenza della terra europea» non è qualcosa di dato, di evidente, ma qualcosa da costruire. L'identità non è né naturale, né data, né monolitica, si tratta sempre di un processo dinamico e plurale influenzato da lotte fra prospettive distinte.

dinamico di un processo di lotta culturale e sociale. Essendo l'elemento narrativo costitutivo della politica, essa non può che fondarsi, dunque, sulla convinzione e sul riconoscimento come elementi essenziali – non è un caso che da Aristotele (*Pol*. 1278b-1279b) a Arendt (2015, p. 57), tutti i maggiori filosofi politici abbiano riconosciuto direttamente o indirettamente che non v'è potere politico senza legittimità[188]. Dalla necessità di richiamarsi al piano della legittimità – che sorge unicamente in presenza di una concezione della giustizia accettata, accettabile e condivisa – deriva la differenza fondamentale fra politica ed economia *crematistica*[189]. Mentre la seconda si gioca tutto sommato sul mero piano della violenza – in cui cioè differenti quantità di capitale si affrontano negli scambi commerciali – la prima deve necessariamente intessere legami con diversi piani socio-culturali – da cui l'idea schmittiana secondo cui non esista un ambito propriamente *politico*: politica indica invece unicamente il grado di intensità di un'identità discorsiva[190].

La distinzione fra politica antica e politica moderna

Vale la pena osservare come esistano delle differenze sostanziali tra la concezione politica antica e quella di stampo moderno. Tali discrepanze risultano infatti importanti per comprendere appieno il mondo contemporaneo. La politica antica era situata in un contesto culturale in cui determinate idee esercitavano una forte egemonia. Pur nella pluralità sociale, infatti, alcuni elementi simbolici erano universalmente condivisi, tanto da sembrare immutabili. Così, la concezione realista si sposava ad una visione antropocentrica e finalista, guidata dall'idea della causa finale. In un simile contesto, era facile concepire la politica come un'attività naturalmente congenita nell'essere umano. Tale rappresentazione della natura aveva poi un risvolto concreto per quanto riguarda l'esercizio del potere: un discorso politico risultava infatti legittimo solo e unicamente quando poteva giustificare il modo in cui si confaceva alla *natura umana*. L'essenza naturale dell'essere umano – come animale relazionale e dotato di favella – imponeva infatti una serie di caratteristiche per il suo *habitat*. La natura, in questa concezione, ha disposto gli animali laddove essi possono sopravvivere e prosperare. Anche l'essere umano deve poter organizzare il proprio ambiente – sia sociale che materiale – seguendo le necessità che sono insite nella sua natura.

Ecco dunque che l'organizzazione politica della società, in questo quadro, può essere legittima solo se si accorda alle necessità naturali dell'essere umano. V'è dunque un legame forte fra natura umana e ordinamento politico: il secondo dipende dalla prima, e da essa trae la propria legittimità. Politica è dunque organizzare un discorso opportuno, un discorso che sappia prendersi cura degli esseri umani e delle loro

[188] La concezione politica cattolica – fondata cioè su un'ontologia realista e sull'accettazione egemonica del messaggio ecclesiastico come portatore di verità – si fonda esattamente su queste basi. «Come Cristo, "Re dei re e Signore dei Signori" si definisce *servo* per eccellenza, che "non è venuto per essere servito ma per servire", così una politica genuina consiste unicamente in questo: "servire" congiuntamente a questo unico servo e in lui essere come "con-servi"» (Przywara, 2013, p. 89). Seppure sia ancora pienamente comprensibile, tale posizione non è oggi però più attuabile: né il realismo filosofico né la Chiesa cattolica hanno infatti più una posizione egemonica e incontrastata nel quadro socio-culturale: essi non sono dunque più sufficienti a veicolare la legittimità per le strutture politiche contemporanee.

[189] «Al "politico" inerisce l'idea, dato che non c'è politica senza autorità, né autorità senza un *ethos* della convinzione. Dalla pretesa di essere qualcosa di più rispetto all'economico, deriva al "politico" la necessità di richiamarsi a categorie diverse da quelle della produzione e del consumo» (Schmitt, 2010, pp. 34-35).

[190] «Il 'politico' può trarre forza dai più diversi settori della vita umana, da contrapposizioni religiose, economiche, morali o di altro tipo; esso infatti non indica un settore concreto particolare ma solo il *grado di intensità* di un'associazione o di una dissociazione di uomini» (Schmitt, 2013a, p. 121). Dal momento che il discorso politico agglutina con la massima intensità, poi, è chiaro che esso è un discorso in grado di esercitare un influsso radicale e profondo sulla vita di individui e comunità. «La comunità politica si eleva, attraverso questo potere sulla vita fisica degli uomini, sopra ogni altro tipo di comunità o di società» (Schmitt, 2013a, p. 132).

necessità naturali[191] – non a caso il parallelismo tra politica e medicina è ricorrente nei discorsi platonici. Dal momento che il finalismo è dato, dunque, la politica per gli antichi deve occuparsi dei mezzi necessari a raggiungere quel dato fine – determinato dalla natura umana stessa[192].

Tale concezione era evidentemente adeguata ad un contesto in cui i mutamenti – sia sociali che culturali e naturali – si susseguivano con ritmi lenti e in modo quasi impercettibile. La fissità, la resistenza al tempo di determinati elementi, permetteva infatti di considerarli immutabili, naturali, essenziali. Essa diventa però inutile laddove le trasformazioni si fanno più rapide e meno semplici da decifrare – impedendo così la sopravvivenza del realismo ingenuo e di credenze finaliste semplicistiche.

La modernità – segnata da guerre di religione, dalla progressiva erosione della *christianitas* a favore dell'indipendenza degli stati nazionali e dall'emergere della classe borghese come nuovo attore socio-culturale vieppiù egemone e dall'apparizione di nuove culture nella concezione del mondo (il problema teologico rappresentato per i cristiani dall'esistenza di un continente appena «scoperto») – è invece un'epoca fortemente marcata dallo scetticismo. Ciò indica una transizione epocale[193]. La fiducia cieca nel realismo ingenuo, che aveva grossomodo segnato antichità e medioevo, crolla – come mostrato dal timore cartesiano dell'esistenza di un genio malvagio. Confrontata all'insicurezza ontologica, la politica non può più trarre la propria legittimità da una presunta natura umana, da un ordine naturale ritenuto immutabile ed universale – ordine che, nel medioevo, era determinato dall'istituzione ecclesiastica come mediatrice universale. Il particolarismo nazionale, costruendo confini vieppiù rigidi e delineati fra territori un tempo socio-culturalmente permeabili, contribuisce a distruggere le pretese universaliste dei discorsi politici. La disputa sui sistemi ontologici – in particolar modo le questioni legate alla teologia – mettono in luce un aspetto che gli antichi avevano in parte sottovalutato: il fatto che il sapere sia una costruzione umana, frutto dunque di una lotta incessante fra prospettive distinte[194]. Anche la politica viene profondamente trasformata da questi cambiamenti. Essa non è più l'esplicitazione di un ordine naturale. Emerge invece una lotta inedita sui fini stessi dell'attività politica. Il dibattito e lo scontro politico, cioè, non si articolano più attorno a quali siano i migliori mezzi per esplicitare fini naturali e universali, quanto piuttosto attorno alla definizione dei fini stessi[195]. «Per gli Antichi la politica era dettata dalla *conoscenza*; per i Moderni è dettata da una *scelta*. Per gli Antichi la buona politica era una sola, quella conforme alla *natura propria della società*; per i Moderni non esiste una politica buona *in assoluto*» (Zagrebelsky, 2014, p. 26).

---

[191] «Si deve distinguere una "politica" degli Antichi da una "politica" dei Moderni. Per i primi la politica o, nell'espressione di Platone, "l'arte regia", consiste nel buon governo, cioè nel *prendersi cura* della città nel modo migliore, secondo la "virtù politica"» (Zagrebelsky, 2014, p. 24).

[192] «Il fine della politica non è in discussione, come non lo è quello di tutte le altre arti alle quali è assimilata. È l'ordine giusto, l'ordine ideale della *polis*» (Zagrebelsky, 2014, p. 25).

[193] «Nei limiti in cui è ammissibile ritagliare nel flusso continuo della storia periodi determinati, si può ben parlare di un trapasso da una concezione della realtà in tutti i suoi aspetti – e quindi anche del diritto – ad una assai diversa, e per molti lati opposta, che avviene a partire dalla metà circa del secolo XIV e che si sviluppa in tutta la sua portata nel XV. Il periodo della storia della civiltà che chiamiamo medioevo ha due ben determinati caratteri: la convinzione della subordinazione della conoscenza umana alla rivelazione divina, e perciò della filosofia e della scienza alla teologia, e la coscienza, da parte del mondo cristiano occidentale, di costituire un'unità religiosa anzitutto, ma anche politica, sempre su fondamento religioso: quella che fu chiamata la *respublica christiana* e che prese corpo nell'Impero universale, erede dell'impero romano e voluto e istituito da Dio» (Fassò, 2014, p. 5).

[194] Proprio il radicale relativismo che segna la modernità ne spiega il carattere discorsivo assolutista: in assenza di una visione condivisa sulla realtà e i suoi fini, occorre infatti fondare il potere sulla forza (coercitiva) di mezzi sempre più performanti – da cui la tendenza assolutista del positivismo, che sarebbe risultata inutile e ridondante nel paradigma ingenuo classico.

[195] «La politica dei Moderni è un'altra cosa: è, prima di tutto, scelta dei fini e, secondariamente, la predisposizione dei mezzi. La politica è la sfera delle libertà rispetto ai fini, in forza della quale si progettano riforme e si preparano rivoluzioni sociali. Ciò deriva precisamente da questo presupposto: che la politica e i politici possano governare le condizioni d'esistenza delle società e che, quindi, abbiano potere nello stabilire i caratteri di queste ultime» (Zagrebelsky, 2014, p. 25).

Laddove il fine non è già predeterminato, la politica non si costituisce più dunque come risoluzione di un problema (in vista, appunto, del fine). Essa è ormai caratterizzata dall'assenza di un fine prestabilito: inizia il regno del progetto[196] – il sogno dello strapotere umano e del raggiungimento dell'illimite. Laddove il progetto diventa centrale, emerge la figura dell'*autore* come regista della realtà, architetto del mondo. I sovrani moderni, consci della relatività del fondamento ontologico ultimo, devono dunque palliare tale fragilità socio-culturale. La modernità segna la genesi dei meccanismi di biopotere così come degli apparati disciplinari. Soprattutto nella prima modernità, per risolvere la questione della legittimità si ricorre alla *cristificazione* del sovrano (Kantorowicz, 2012). Perso il potere legittimante dell'apparato della conoscenza universale (la Chiesa, le Università, …), è il sovrano stesso a dover personificare il legame tra potere politico e legittimità ontologica: egli diventa l'assoluto[197] – *l'État c'est moi*! Relatività dei fini, assolutismo nei mezzi, normalizzazione della lotta socio-culturale, dissoluzione delle concezioni *culturalmente*[198] universalistiche, la concezione della politica nella modernità si rivela dunque fondamentalmente distinta da quella antica.

Tecnicizzazione della politica

Un'altra importante trasformazione vissuta dalla politica, questa volta nell'epoca tardo-moderna e contemporanea, dipende dall'avvento della società della tecnica. Nel contesto di una società industriale e post-industriale infatti – laddove le interrelazioni tecniche e sociali si fanno sempre più complesse e le catene di dipendenze più lunghe – la gestione politica cambia. L'apparato tecnico e tecnologico che sostiene il modo di vita contemporaneo necessita di determinate condizioni per potersi mantenere – come ricorda Floridi (2017), non sono quindi le macchine ad adattarsi alla complessità del mondo, quanto piuttosto gli esseri umani a creare un mondo compatibile con le necessità di semplicità degli apparati tecnici. Ciò significa che lo spazio di libertà progettuale della politica moderna si riduce sensibilmente[199], favorendo invece una certa omogeneizzazione fondata sulla globalizzazione tecnologica e sulle necessità socio-materiali di quest'ultima.

> Come premessa decisionale per successive decisioni politiche, *la tecnica decide sulle decisioni*, e così capovolge quella gerarchia tradizionale che, a partire dal principio dell'agire razionale che prevede il primato dello scopo sui mezzi, assegnava alla politica il primato sulla tecnica, da cui discendeva quell'organizzazione sociale ordinata secondo lo schema: comando-obbedienza. (Galimberti, 2011, p. 449)

Non è possibile fornire una datazione concreta di un fenomeno così profondo e su larga scala. Appare però chiaro che il nucleo fondante di questa nuova fase era già insito nella concezione moderna della politica – laddove la tecnica e la metodologia acquisivano importanza a causa della scomparsa dei fini condivisi e universali.

> Una volta che la politica si ritrae dal mondo della vita, per limitarsi a cercare le condizioni della vivibilità, la *politica diventa tecnica*, quindi arte neutra che media le regole di convivenza senza intervenire nei contenuti di vita. In quanto si limita a regolare i rapporti senza giudicare i fini, la politica tende a diventare sempre più *amministrazione* e sempre meno *decisione*, sempre più *competenza tecnico-scientifica* e sempre meno *prassi politica.* (Galimberti, 2011, p. 447)

[196] «Per gli Antichi l'attività politica era mossa essenzialmente dal pensiero *risolvente* questioni pratiche presenti; per i Moderni, invece, dal pensiero *progettante* assetti sociali possibili» (Zagrebelsky, 2014, p. 26).

[197] «Cet ancrage du politique dans l'absolu [le couronnement de Charlemagne] est à l'origine de l'État moderne, lequel marque une rupture par rapport aux formes de pouvoir temporel antécédentes» (Berque, 2010, p. 299).

[198] L'universalismo moderno, infatti, è segnato dall'insistenza su aspetti metodologici più che su elementi culturali.

[199] «È per me oggi un problema decisivo come si possa attribuire un sistema politico – e quale – all'età della tecnica» (Heidegger, 2011b, p. 143).

La conseguenza ultima di questo mutamento è la trasformazione della politica, lo spostamento della sede decisionale. È nei consessi tecnici, nel cuore dell'apparato tecnologico, che vengono prese le decisioni alle quali l'attività politica – come mera tecnica di gestione sociale – dovrà poi obbedire. La politica diventa dunque una semplice cinghia di trasmissione. L'obbedienza non è però dovuta a un fine ontologico e culturale condiviso – ad un'antropologia filosofica come nella concezione antica – quanto piuttosto ad un apparato tecnico e tecnologico in balia di interessi fondamentalmente privati (sia in senso economico sia perché tali fini non sono discussi né presentati pubblicamente). Ciò implica, a sua volta, la scomparsa del principio di autorità – e con esso una complessiva cancellazione del principio di responsabilità. Questa scomparsa rende assolutamente incompatibile questo sistema con la concezione antica della politica come servizio orientato al bene comune, nonché con l'idea democratica stessa[200].

La politica contemporanea, sottomessa al dominio della tecnica e dell'apparato tecnologico – laddove il termine tecno*logico* rinvia ad un ordine discorsivo autonomo della tecnica, ovvero alla determinazione di fini indipendenti da altri settori – è dunque un ambito fondamentalmente problematico. La complessità del sapere tecnico contemporaneo, nonché la progressiva incapacità di formare un quadro epistemico ed ontologico condiviso sono dunque gli ostacoli più grandi al compimento di un'attività politica intesa in senso tradizionale[201].

3.1.4 Considerazioni critiche sulla distinzione economia-politica

Osservando quanto detto finora, possiamo trarre alcune importanti conclusioni sulla pregnanza della coppia concettuale ragione politica/ragione economica. Anzitutto, occorre sottolineare che questa categorizzazione sembra segnalare due realtà ben distinte: da un lato l'economia, con il suo procedere quantitativo e

[200] «Il fatto che la tecnica riduca il principio di autorità non significa che allarghi o favorisca il processo democratico, anzi: la riduzione del dominio politico ad amministrazione tecnocratica priva di *oggetto* ogni formazione democratica originata dalle volontà, perché là dove i politici sono sottoposti alla costrizione oggettiva della razionalità tecnica che, come abbiamo visto, decide in anticipo sulle successive decisioni, alla popolazione non può che diventare indifferente quale dei gruppi dirigenti concorrenti giunge al potere, e perciò la sua funzione politica si riduce alla scelta di *chi* ricoprirà posizioni di potere politico, senza poter intervenire sui *criteri* che regolano la gestione di questo potere» (Galimberti, 2011, p. 450). Ecco allora che la politica, non essendo più ambito di decisione, si svuota di potere e responsabilità. «Se, d'accordo col pensiero politico tradizionale, definiamo la tirannide come il governo che non è tenuto a render conto di se stesso, il dominio da parte di Nessuno è chiaramente il più tirannico di tutti, dato che non è rimasto proprio nessuno che potrebbe esser chiamato a rispondere di quello che sta facendo» (Arendt, 2015, p. 40). Laddove nessuno può essere ritenuto responsabile, per un giro dialettico, tutti devono esserlo. Si compie così l'osservazione di Benjamin circa l'essenza religiosa del capitalismo (in questo caso analizzato come società della tecnica e della burocrazia) come movimento votato alla colpevolizzazione assoluta del reale. «L'essenza di questo movimento religioso è che il capitalismo implica perseveranza fino alla fine, fino all'ultima e completa colpevolizzazione/indebitamento di Dio» (Benjamin, 2013, p. 43).

[201] «Nelle società ad alto livello tecnologico si può parlare di democrazia solo in presenza di un'opinione pubblica *competente*, e quindi in grado di giudicare le decisioni che la politica assume su indicazione tecnica. Ma questa possibilità non è data perché, stante l'alto livello di specializzazione raggiunto, se è già problematica la traduzione di informazioni tra le singole competenze tecniche, al punto che occorre un "interprete" per poter utilizzare nella propria ricerca le informazioni utili provenienti dai campi confinanti, a maggior ragione lo è la comunicazione tra l'intero sistema delle competenze tecniche e il vasto pubblico» (Galimberti, 2011, pp. 450-451). Tale problematicità era già stata rilevata negli anni '30 da Ortega e altri esistenzialisti, i quali adducevano la mancanza di una formazione umanistica completa e adeguata al presente la difficoltà di gestione socio-politica del tempo. «El carácter catastrófico de la situación presente europea se debe a que el inglés medio, el francés medio, el alemán medio son *incultos*, no poseen el sistema vital de ideas sobre el mundo y el hombre correspondientes al tiempo» (Ortega y Gasset, 2010b, p. 36). «Se nelle società ad alto livello tecnologico a esprimere la complessità non possono essere i singoli individui ma il loro *ruoli* e le loro *funzioni*, l'antico concetto di politica come governo di una società fatta di uomini con l'intento, come voleva Aristotele, di creare per essi le condizioni di una "vita buona e felice" è definitivamente tramontato e sostituito da una concezione della politica che non governa più uomini, ma azioni, interazioni, strutture, funzioni, specifiche competenze a livelli di astrazione molto differenziati, perché solo così la complessità sociale diventa compatibile con il calcolo tecnico» (Galimberti, 2011, p. 454).

omogeneizzante, dall'altro la politica con la sua necessità di richiamarsi a valori fondanti[202]. Esiste evidentemente una tensione dialettica fra questi piani discorsivi. Tuttavia le cose non sono così semplici come potrebbe sembrare a prima vista.

Vale la pena osservare il parallelismo tra quanto detto per la crematistica come omogeneizzazione e appianamento del reale e l'analisi della politica contemporanea come apparato tecnico e tecnologico. Sembra infatti che alcuni autori adducano i cambiamenti nella gestione socio-politica alla tecnica mentre altri si focalizzino sul discorso economico. Neoliberalismo[203] e tecnocentrismo potrebbero dunque essere due facce della stessa medaglia: quantificazione del reale e distruzione del principio di autorità politica come elementi fondanti di un nuovo regime interessato più ai problemi metodologici che alle questioni di fondo[204]. In realtà, però, nessuno di questi aspetti cancella il momento politico più importante – quello della decisione sui fini. Nella determinazione dei fini autonomi di economia e tecnica, infatti, si nasconde una concezione politica del reale[205], un'ontologia dissimulata che renderebbe queste discipline sommamente *politiche*. Più che una destituzione della politica da parte di tecnica e economia, dunque, potremmo dire che il *momento politico* – il potere – si allontana dal *campo politico* per esprimersi invece in modo più celato nel *campo tecno-economico*.

La distinzione semplice fra economia e politica sembra dunque scomporsi in più parti, che si influenzano vicendevolmente e si confondono fra loro. Quando Schmitt si richiama alla politica, ad esempio, non appare immediatamente chiaro se si stia riferendo al paradigma antico o a quello moderno. Quando si riferisce all'economia, invece, sembra evidente che voglia indicare la crematistica e non l'economia in senso aristotelico. Tale complessità potrebbe forse essere risolta indicando la gerarchia fra le diverse attività. Nella concezione aristotelica, le diverse tecniche erano sottomesse alla tecnica politica che, a sua volta, rispondeva alla conoscenza che esplicitava il fine ultimo della natura umana – la buona vita. Esse erano dunque al tempo stesso autonome ma limitate, cioè sottoposte all'arbitrio della politica come attività critica (che osserva e

[202] «Per il pensiero economico, il "politico" è qualcosa di non oggettivo, perché deve richiamarsi a valori non semplicemente economici» (Schmitt, 2010, p. 33).

[203] Come osservato da Schmitt, «oggi non vi è nulla di più moderno della lotta contro la politica. Finanzieri americani, tecnici industriali, socialisti marxisti e rivoluzionari anarco-sindacalisti si uniscono nel richiedere che venga messo da parte il dominio non obiettivo della politica sulla obiettività della vita economica» (Schmitt, 2013c, p. 84). Affermano i neoliberali: «dal momento che è ormai accertato che lo stato è portatore di un'intrinseca difettosità, mentre nulla prova che l'economia di mercato abbia simili difetti, chiediamo all'economia di mercato di fungere, di per sé, non tanto da principio di limitazione dello stato, bensì da principio di regolazione interna dello stato, in tutta l'estensione della sua esistenza e della sua azione» (Foucault, 2012, p. 108). In questa prospettiva, la fusione tra economia e politica è massima. «Il governo, insomma, deve accompagnare dall'inizio alla fine l'economia di mercato. L'economia di mercato, infatti, non sottrae qualcosa al governo, bensì indica, costituisce l'indice generale sotto il quale dovrà venire collocata la regola destinata a definire tutte le azioni di governo» (Foucault, 2012, p. 112). Ciò trasforma radicalmente la politica, la centralità dell'*attore* politico e la profondità del suo *progetto*. «La seconda utilizzazione interessante delle analisi dei neoliberali è la griglia economica che potrà e dovrà poter permettere di vagliare l'azione di governo, di valutare la sua validità, permettendo di contrastare gli abusi, gli eccessi, le inutilità e gli sprechi pletorici dell'autorità pubblica» (Foucault, 2012, p. 201). La supremazia dell'economia sulla vita politica dunque, rispecchia quella del tecnocentrismo – anche l'economia infatti si esprime come una scienza oggettiva e in base a criteri autonomi. «Il paradosso è che il mercato, nella sua irresistibile propensione alla crescita e alla conseguente emancipazione dallo Stato, trova proprio nello Stato un importante alleato»(Terni, 2014, p. 79).

[204] «In the 1980s, the neoliberal paradigm foisted themes of growth, productivity and competitivity upon the dominant political-economic ideology, running roughshod over concerns for equality, democracy and social justice» (Merrifield, 2013, p. 914)

[205] «Nessuna grande contrapposizione sociale può essere risolta solo economicamente» (Schmitt, 2010, p. 36). Per la guerra di classe, ad esempio, «la questione concerne la definizione morale o giuridica di chi sia propriamente il produttore, il creatore e di conseguenza il signore della ricchezza moderna» (Schmitt, 2010, p. 36). Dunque, «anche nella società moderna c'è religione, quella del "privato": senza di essa andrebbe distrutta tutta la compagine di questo ordine sociale. Che la religione sia affare privato dà al "privato" una sanzione religiosa; e anzi la garanzia di un'assoluta proprietà privata, al di sopra di ogni rischio, c'è propriamente soltanto là dove la religione è un affare privato» (Schmitt, 2010, p. 57).

stabilisce i limiti) della società. Dopo la rottura moderna, il paradigma contemporaneo manifesta invece un'altra gerarchia. In questo caso le varie tecniche sono *ab-solutamente* autonome rispetto alla politica, che deve svolgere il proprio compito di gestione del sociale obbedendo alle necessità particolari di ogni tecnica. Si opera cioè a livello astratto quel trapasso di potere che ha segnato la nascita degli stati moderni: la politica (il papato, che si legittima come più profondo collegamento con il sapere universale) deve cedere sovranità alle diverse tecniche (i sovrani nazionali, che rivendicano la propria autonomia e la propria capacità di connettersi direttamente a elementi specializzati del sapere) fino a perdere completamente la propria funzione e diventare semplice cinghia di trasmissione. Al di là dei proclami ideologici, però, le distinte tecniche (fra cui spicca evidentemente l'economia) che si ergono ormai come legittime portatrici di sapere e dunque come elemento gerarchicamente superiore alla politica come mera amministrazione della società, compiono costantemente scelte di tipo politico, decidendo che aspetti della realtà sottolineare, su quali lavorare e quali invece tralasciare. Il *nucleo* politico della decisione – che anticamente non era tematizzato poiché il sapere egemonico era universalmente riconosciuto, ed essa era dunque implicita – si sposta semplicemente dalle sedi istituzionali simbolicamente politiche (i parlamenti e i governi) alle diverse sedi in cui si sviluppa l'apparato tecno-economico.

Il problema dell'egemonia culturale si ripropone dunque con forza, e investe appieno il binomio economia/politica. Solo osservando che tipo di concezione epistemica ed ontologica risulta egemonica e in che ambito è infatti possibile comprendere appieno gli equilibri fra le distinte tecniche e discipline. Va da sé che la complicazione terminologica – *politica* indica sia l'amministrazione sociale che il momento della decisione ontologica, *economia* indica sia la gestione dei bisogni materiali che la crematistica – non contribuisce a rendere più chiaro il quadro complessivo. Si potrebbe ad esempio sostenere che v'è stata una transizione progressiva da un'economia e una politica *politicocentriche* ad una politica ed un'economia *econocentriche* o *tecnocentriche* nel corso dei secoli. Seppur molto problematica e ben più complessa di quanto appare a prima vista, però, la distinzione fra il piano discorsivo politico e quello economico-crematistico può essere utilizzato (dopo un'attenta autocritica) in modo fruttuoso nell'analisi sociale. Lo spostamento della produzione di legittimità politica da un sapere onto-antropologico evidente e universalmente egemone a dei saperi specializzati, solo indirettamente interessati a questioni onto-antropologiche e generalmente opachi al dibattito pubblico, è infatti un elemento fondamentale per spiegare i cambiamenti nella costruzione identitaria contemporanea.

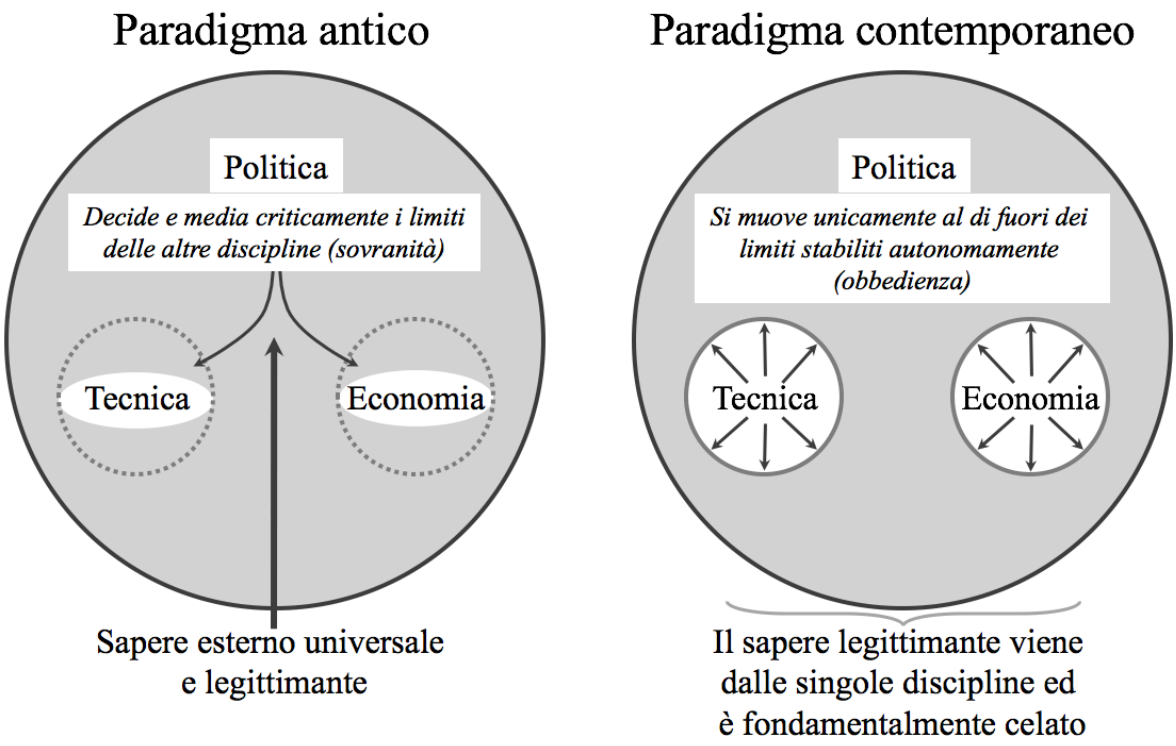


Figura 9. Schema riassuntivo della relazione fra politica e tecno-economia nelle due posizioni-tipo (frutto evidentemente di una semplificazione). Ciò che emerge con forza è lo spostamento dei centri di produzione di legittimità politica (e dunque identitaria): dall'onto-antropologia universalmente egemone a saperi specializzati e tendenzialmente estranei al dibattito pubblico.

3.2 Verso una nuova società

Gli studi di carattere foucaultiano avevano fatto emergere con chiarezza una serie di apparati disciplinari che, nelle società industriali e proto-industriali, permettevano di stabilire dei meccanismi di biopotere, vale a dire di esercitare un potere normativizzante sul corpo – e dunque indirettamente sulla mente, sulle pratiche, … – delle persone. Si trattava di elementi fondamentali per contribuire alla nascita del soggetto in quanto tale, favorendo l'individualizzazione[206]. Il quadro contemporaneo è però distinto. V'è chi, come Han, si è spinto a dire che siamo entrati in una nuova fase, che l'epoca post-industriale neoliberale ha inaugurato un nuovo tipo di società – il che naturalmente non significa che siano completamente scomparsi i meccanismi disciplinari tipici delle società moderne, quanto piuttosto che essi non giochino più un ruolo così centrale nel contesto occidentale, e che si limitino ormai a coadiuvare il ruolo di altre dinamiche.

La tesi fondamentale del filosofo sudcoreano è dunque che «la società del XXI secolo non è più la società disciplinare ma è una società della prestazione» (Han, 2017b, p. 21). Ma procediamo con ordine.

3.2.1 La globalizzazione neoliberale

Foucault aveva analizzato la transizione dal potere sovrano al potere disciplinare, evidenziando come quest'ultimo era legato all'apparizione di nuove forme socio-economiche che comportavano un mutamento

[206] «La disciplina è un modo per individualizzare le molteplicità, non uno strumento che, sulla base di individui già formati singolarmente, costruirebbe poi una sorta di edificio a elementi multipli» (Foucault, 2010, p. 22).

dei meccanismi di micropotere[207] – a loro volta associate a trasformazioni socio-territoriali[208]. Al fine di poter disporre di sufficiente manodopera capace e adatta ai compiti richiesti da un apparato industriale, era infatti necessario normativizzare i corpi e i loro movimenti, favorire pratiche che stabilissero un legame più stretto fra il binomio mente-corpo e la responsabilità sociale e penale dell'individuo così formato – il che, a sua volta, avrebbe garantito una maggior pacificazione sociale, aumentando l'interdipendenza sociale e facendo diventare più complessa e articolata la società (Elias, 2010). La modernità, dunque, era caratterizzata da un processo di progressiva separazione e normativizzazione dei corpi volto a tracciare dei confini più rigidi, delle separazioni *chiare e distinte* al fine di meglio controllare e gestire la realtà sociale[209], un processo dai chiari contorni politici e territoriali (Schmitt, 2011).

La contemporaneità si gioca invece su dinamiche distinte. I processi di globalizzazione trasformano radicalmente l'ordinamento socio-spaziale. Da una prospettiva marxista, tale passaggio può essere interpretato come una fase ulteriore dei processi di accumulazione del capitale. Le frontiere statali e le politiche disciplinari erano infatti state necessarie per avviare la normativizzazione delle forme di vita, e poter così consolidare i meccanismi di mercato. Ora, però, tale transizione appare compiuta e gli strumenti della modernità si rivelano d'intralcio per i meccanismi di mercato. Questa nuova fase è visibile in diversi elementi: la scala del mercato, l'importanza del settore terziario, l'avvento di un'economia post-industriale, lo sviluppo di tecnologie di comunicazione e trasporto, il passaggio a un modello socio-spaziale reticolare, … Anche a livello di politiche statali, dunque, si può osservare come le forze a favore dei processi d'accumulazione di capitale abbiano modificato il proprio discorso.

> Nel liberalismo classico si chiedeva al governo di rispettare la forma del mercato e di lasciar fare. Nel neoliberalismo, invece, il *laissez-faire* viene rovesciato in un non lasciare fare il governo, in nome di una legge del mercato che dovrà permettere di misurare e valutare ciascuna delle sue attività. (Foucault, 2012, p. 202)

La politica si deve sottomettere al criterio epistemologicamente superiore dell'economia. I limiti e i divieti – elementi centrali della politica di stampo disciplinare – devono perciò essere abbandonati, sostituiti da una serie di regole a favore dei flussi di mercato[210]. Sebbene il termine neoliberalismo sia ampiamente polisemico[211], esso indica più o meno con esattezza la nuova forma di governance che si è stabilita nella transizione post-industriale delle società occidentali – altro concetto sommamente problematico.

---

[207] «Il passaggio dal potere sovrano al potere disciplinare è dovuto al cambiamento delle forme di produzione, ossia al passaggio dall'agricola all'industriale. La progressiva industrializzazione rende necessario disciplinare il corpo e adeguarlo alla produzione meccanica. Invece di tormentarlo, il potere disciplinare blocca il corpo in un sistema di norme» (Han, 2016, p. 29).

[208] «Les changements économiques, les transformations des techniques de production s'accompagnent d'importants mouvements de population: départs vers les villes ou au contraire hors des villes, concentration et décentralisation, regroupements, nouvelles agglomérations» (Lefebvre, 2001, p. 109).

[209] «Il mondo organizzato in senso immunologico si segnala per una specifica topologia. È caratterizzato da confini, frontiere e soglie, da recinti, fossi e muri che impediscono l'universale processo di scambio» (Han, 2017b, p. 12). Solo impedendo la mescolanza globale e normativizzando il più possibile dei territori limitati e limitanti è infatti possibile iniziare a governare più in profondità il mondo sociale.

[210] In una fase iniziale, infatti, la disciplina era stata utile economicamente per favorire l'emergenza dell'industrializzazione. L'eccessiva rigidità dei controlli statali nella seconda metà del XX secolo –una volta cioè che, dopo secoli di lotte, la popolazione aveva ottenuto meccanismi efficaci di contropotere (sindicati, leggi sociali, diritti sociali) – e lo sviluppo di tecnologie di comunicazione e informazione che permettevano una maggior integrazione dei vari mercati nazionali hanno però fatto in modo che le politiche disciplinari diventassero sempre più un ostacolo ai meccanismi d'accumulazione di capitale.

[211] «Neoliberalism is not a stabilized concept» (Halpern & Pollard, 2017, p. 61).

Dall'avvento simbolico del governo di Margaret Thatcher nel Regno Unito[212], tali politiche hanno conquistato l'egemonia culturale e politica delle ultime decadi.

Nell'arco di questo periodo la spinta delle ondate di globalizzazione (Lévy et al., 2008) è stata radicalmente più forte rispetto al passato[213]. Invece di favorire un'integrazione pacifica, tuttavia, tale processo ha aumentato le diseguaglianze[214] e la conflittualità[215]. Questo cambiamento socio-spaziale modifica infatti radicalmente gli equilibri di potere, intaccando l'operatività dei vecchi sistemi di equilibrio sorti a scala nazionale[216] in contesti disciplinari (welfare, democrazia parlamentare, diritti sociali, …). La globalizzazione ridefinisce non solo i rapporti di potere, ma anche le funzioni di società e comunità locali e nazionali, generando un tessuto internazionale vieppiù interconnesso. La realtà urbana planetaria[217] è dunque il correlato socio-spaziale di una nuova fase nella mercantilizzazione del mondo (Harvey, 2016), nel processo di colonizzazione del reale da parte della società borghese. In quanto realtà processuale, essa favorisce la ridefinizione costante delle relazioni di potere e territoriali, spronando la concorrenza ed acuendo la competizione fra città e regioni del mondo[218]. Essa articola infatti una comprensione del reale quantificante e omogeneizzante. La genesi degli stati nazionali aveva frammentato il mondo per contribuire al controllo del reale da parte di apparati di potere e micropotere. L'epoca contemporanea tenta invece di superare questa frammentazione per operare una ricomposizione globale del mondo – questo sì, sempre all'insegna del controllo. In ciò la globalizzazione neoliberale – guidata dai principi quantitativi della razionalità crematistica – è ancora fondamentalmente fedele alla missione moderna di quantificazione del mondo – ovvero una campagna *militare*[219] di ampliamento dello spazio economico[220]. Di fronte a questa ricomposizione del reale

---

[212] Il tatcherismo «intrecciando i fili contraddittori del neoliberalismo monetarista e del conservatorismo organicista, stava tentando di edificare un nuovo senso comune, inteso alla maniera di Gramsci. Identificando la libertà con il mercato e l'ordine con la tradizione morale, le opportunità offerte dal primo e i valori propri della seconda venivano fusi insieme in un pacchetto pronto per il consumo popolare» (Anderson, 2017, p. 132).

[213] «La globalización es un fenómeno muy antiguo, pero su actual velocidad y fuerte impacto representan una novedad histórica radical» (Mayos, 2011, p. 113).

[214] «Le cosiddette disuguaglianze globali […] sono fortemente aumentate dagli anni Ottanta» (Gallino, 2013, p. 104). «Podem admetre que la globalització signifiqui la integració dels mercats, però no gaire més. No està clar que comporti integració social; almenys no ho està gens en aquells que busquen en el seu estat les barreres contra el que consideren efectes perversos de la globalització. Entre d'altres, un creixement del mercat a costa dels serveis socials. Es té por que la integració dels mercats porti a la desintegració de la societat» (Arbós Marín, 2005, p. 57).

[215] «La globalizzazione sembra avere molto più successo nell'aggiungere nuovo vigore all'inimicizia e alla conflittualità intercomunitaria che nel promuovere la coesistenza pacifica delle comunità» (Bauman, 2017a, p. 226). «The unabashed freedom of the market destroys far more than it creates and undermines human freedom. The wisdom of the marketplace is a myth. Wisdom is knowledge that preserves and enhances human life. Markets do not take cognizance of human welfare» (Jacobs, 2011, p. 111).

[216] «National sovereignty has already been defeated by the global marketplace, more specifically by international financial markets» (Jacobs, 2011, p. 110).

[217] «Le néo-capitalisme et le néo-imperialisme partagent l'espace dominé en régions exploitées pour et par la production (des biens de consommation) et en région exploitées pour et par la consommation de l'espace. Tourisme, loisirs deviennent de grands secteurs d'investissement et de rentabilité, complétant la construction, la spéculation immobilière, l'urbanisation généralisée (et bien entendu, l'integration au capitalisme de l'agriculture, de la production alimentaire, etc.)» (Lefebvre, 2000, p. 408).

[218] «New networks of place arise, constituted as fixed capital embedded in the land and configuration of organized social relations, institutions, etc. on the land» (Harvey, 2010, p. 295).

[219] «Nella globalizzazione è insita una violenza che rende tutto interscambiabile, comparabile [*vergleichbar*] e per questo uguale [*gleich*]. La totale comparazione conduce alla fine a uno svuotamento di senso. Il senso è qualcosa di incomparabile» (Han, 2017a, p. 19).

[220] «L'*homo oeconomicus*, uscendo dalla sua casa e dal suo paese, ha messo la parte la sua interfaccia di *homo politicus*, e non ha più patria, ma conosce soltanto la legge del mercato. Ecco, è questa, ormai, la parola magica: mercato. Perché è il mercato il vero territorio ambientale dell'uomo del XXI secolo. O meglio un non-territorio, precario e sempre in movimento, che non può offrire la stabilità e la sicurezza di una vera casa» (Terni, 2014, pp. 100-101).

erano dunque inevitabili dei movimenti controegemonici – con tutte le contraddizioni e le interdipendenze discorsive che possono in questi contesti generarsi. La mancanza di metodi sufficientemente efficaci di contropotere, però, favorisce l'aumento dell'aggressività e la violenza di queste rivendicazioni[221]. La globalizzazione neoliberale, nuova fase di superamento dei limiti imposti dal quadro disciplinare e statale, è dunque profondamente caratterizzata dalla violenza – su vari piani: simbolico, materiale, discorsivo, economico, …

3.2.2 L'avvento della società della prestazione

Ad accompagnare e legittimare il processo di globalizzazione si presenta un discorso di somma positività. È solo nello spazio del positivo, infatti, che può darsi l'accelerazione necessaria a favorire i flussi tecno-economici[222] – non a caso fra i più estremi sostenitori del riduzionismo quantitativo figurano positivisti e neopositivisti. La globalizzazione neoliberale, come superamento delle barriere nazionali e dei limiti imposti dalle società disciplinari, si pone dunque come distruttore degli elementi di negatività – i divieti, i limiti, le frontiere – che ancora caratterizzano il mondo. Ciò ha degli importanti influssi non solo sull'organizzazione socio-spaziale, ma anche sul piano discorsivo, sui modi di gestione del potere e della violenza[223], nonché, eminentemente, sulla vita delle persone.

Mentre il potere disciplinare era frontale e negativo – i suoi simboli erano la norma e lo stato – quello neoliberale si adatta ad una situazione distinta. Esso non limita più la libertà come fonte massima di minaccia per l'ordine costituito. Al contrario, la libertà – ormai sottomessa da generazioni a norme disciplinari – viene scatenata a difesa del sistema stesso, trasformando la realtà degli esseri umani che smettono di essere tali – persone complete – per trasformarsi in semplici portatori di funzioni[224], compiendo così il sogno disciplinare. «La tecnica di potere del regime neoliberale assume una forma subdola, duttile, intelligente e si sottrae a ogni visibilità. Qui, il soggetto sottomesso non è mai cosciente della propria sottomissione: il rapporto di dominio resta per lui del tutto celato» (Han, 2016, p. 24). Nascondendo i fondamenti del potere, distruggendo i simboli del regime disciplinare (lo stato, i confini), il neoliberalismo articola una nuova forma di governance meno visibile. L'apparente alleanza con la libertà cela dunque una trasformazione del termine stesso[225]: libertà non è più – come nella prospettiva aristotelica classica – un mezzo per raggiungere il fine umano della buona vita; essa diventa invece un modo di placare i propri desideri crematistici e consumistici senza riconoscere

[221] «Sia l'elogio romantico-nazionalistico delle frontiere, sia il terrorismo islamico, seguono lo stesso schema di reazione al Globale» (Han, 2017a, p. 21). «Il terrorismo è strettamente connesso con la globalizzazione, di cui non è solo l'effetto, ma anche, in certo modo, il vettore trainante. Se da un canto proclama il suo "no" al pianeta unificato, dall'altro, però, fa saltare i confini, cancella i limiti, annulla le differenze» (Di Cesare, 2017, p. 158).

[222] «La negatività del *rendersi-altro* è costitutiva per il pensiero. In ciò consiste la differenza con il calcolo, che rimane sempre uguale a se stesso. Questa uguaglianza è la condizione di possibilità per l'accelerazione» (Han, 2015a, p. 53).

[223] Si contendono infatti due paradigmi: quello immunologico, caratteristico delle società disciplinari, e quello della positività. «L'Altro immunologico al suo massimo grado è certamente la Medusa. La Gorgone rappresenta un'alterità radicale, su cui non si può posare lo sguardo senza soccombere. La violenza neuronale, invece, si sottrae a ogni ottica immunologica, poiché è senza negatività. La violenza della positività non è privativa ma saturativa, non è esclusiva ma esaustiva. Per questo, è inaccessibile alla percezione immediata» (Han, 2017b, p. 19). «Diffusa, intermittente, endemica, la nuova guerra globale non è un evento, che si imprima nella carne della storia, ma è invece uno stato permanente di violenza, una belligeranza che minaccia di perpetuarsi all'infinito, un'ostilità assoluta, svincolata da limiti, che assurge a modo di esistere» (Di Cesare, 2017, p. 10).

[224] «Attraverso la libertà individuale si realizza la *libertà del capitale*. Di conseguenza, l'individuo si degrada a organo genitale del capitale» (Han, 2016, p. 12).

[225] «Come imprenditore di se stesso, il soggetto neoliberale è incapace di rapportarsi agli altri in modo *libero da costrizioni*. Tra imprenditori non si stabilisce alcuna amicizia disinteressata: eppure, essere-liberi originariamente significa *essere tra amici*» (Han, 2016, p. 11).

alcun limite[226]. La cultura dell'illimite – incompatibile con la libertà del paradigma aristotelico – è dunque il fondamento di questa nuova libertà neoliberale del consumo.
La sregolatezza funzionale al sistema che permea la nuova società neoliberale trasforma radicalmente sia le relazioni interpersonali che quelle fra collettività. La concorrenza diventa il corollario necessario della libertà economico-consumista. La trasformazione del reale in disponibile, in quantificabile – in merce – ha come conseguenza la riduzione dell'umano e del sociale in impresa economica.

> Il neoliberalismo, come mutazione del capitalismo, fa del lavoratore un *imprenditore*. Non la rivoluzione comunista, bensì il neoliberalismo elimina la classe operaia che è sfruttata da altri. Oggi, ciascuno è un *lavoratore che sfrutta se stesso per la propria impresa*. Ognuno è padrone e servo in un'unica persona. Anche la lotta di classe si trasforma in una *lotta interiore con se stessi*. (Han, 2016, p. 14)

Quest'affermazione dev'essere letta in modo critico. Mentre appare evidente che la società contemporanea contribuisca ad accrescere il tasso di violenza ma, soprattutto, di auto-violenza e di auto-sfruttamento[227], meno condivisibile appare l'idea della scomparsa *tout court* delle classi sociali. Sebbene l'evoluzione socio-culturale ha vieppiù mescolato le caratteristiche socio-morali degli individui appartenenti alla classe dominante e al resto della popolazione (Elias, 2010) – facendo sì che anche i poveri contemporanei adottino comportamenti di autocensura tipici delle antiche classi dominanti[228] e che queste abbiano adottato un'etica del lavoro tipica delle plebi tradizionali – ciò non significa che, dal punto di vista economico, il concetto di classe sia diventato inutile. Al contrario, la globalizzazione neoliberale, aumentando la competitività e l'auto-sfruttamento, mettendo la libertà personale e collettiva al servizio del mercato, eliminando i simboli visibili del potere disciplinare, non fa che contribuire a rafforzare, celandolo, il potere della classe dominante.
In definitiva, dunque, possiamo comprendere come l'epoca contemporanea sia caratterizzata dall'avvento di una nuova società, che non elimina né sovverte completamente i meccanismi e gli equilibri della società disciplinare, ma ne costituisce invece un'evoluzione, una trasformazione e un approfondimento[229]. Questa società si costituisce sulla razionalità economico-crematistica come unica fonte legittima di produzione del sapere, riducendo dunque tutta la realtà all'aspetto quantitativo, ed esercitando per questo una notevole violenza sia simbolica che materiale. Gli esseri umani e le comunità, in questo quadro, si confrontano con la necessità imperiosa di gestire le proprie relazioni unicamente attraverso la logica mercantile. La valorizzazione, come riduzione al quantitativo, spinge individui e gruppi a voler aumentare la propria forza – la concorrenza impone infatti la legge del più forte come regola di vita.

3.2.3 Il paradigma della crisi

Uno dei sintomi e degli indicatori più accurati per descrivere e comprendere questo regime di concorrenza continua è quel che si può denominare *paradigma della crisi*. Il concetto di *crisi* ha mutato il proprio significato nel corso del tempo. In epoca medievale, esso era utilizzato in ambito medico per segnalare lo

[226] «La sua particolare efficacia deriva perciò dall'agire non per mezzo di divieti ed esclusioni, ma attraverso piacere e soddisfazione. Invece di rendere *docili* gli uomini, cerca di renderli *dipendenti*» (Han, 2016, p. 24).
[227] «Nel regime neoliberale dell'autosfruttamento, l'aggressione si rivolge, invece, *contro noi stessi*: quest'aggressività indirizzata contro se stessi non rende gli sfruttati dei rivoluzionari, bensì dei soggetti depressi» (Han, 2016, pp. 15-16).
[228] «L'io come progetto, che crede di essersi liberato da obblighi esterni e costrizioni imposte da altri, si sottomette ora a obblighi interiori e a costrizioni autoimposte, forzandosi alla prestazione e all'ottimizzazione» (Han, 2016, p. 9).
[229] Le nuove tecnologie dell'informazione possono essere ad esempio comprese come un metodo per rafforzare la capacità di mobilitazione della forza lavoro, come strumento ancor più efficace di assorbimento delle potenzialità umane ai fini del mercato (Ferraris, 2016).

stadio decisivo di una malattia, il momento culminante in cui si decide la guarigione[230]. Crisi è dunque il momento culminante, il periodo in cui un corpo deve mobilitare tutte le proprie forze per poter superare una difficoltà critica – pena la sopravvivenza stessa. Proprio per queste caratteristiche, la crisi è necessariamente e per definizione un momento transitorio, una fase particolare non normalizzabile né prolungabile, uno stato d'eccezione.

Crisi indica però anche un secondo aspetto fondamentale: la mancanza di riferimento epistemico. Là dove, nonostante tutte le risorse epistemiche ed ermeneutiche siano state mobilitate, l'essere umano non riesce a carpire il senso di una realtà, ecco che si schiude una crisi in questa seconda accezione[231]. Questo secondo modo, più moderno, di indicare una crisi costituisce in realtà quel che si potrebbe chiamare una crisi di secondo grado. La crisi primaria consiste nella situazione decisiva, nel momento in cui occorre mobilitare tutte le risorse per superare una difficoltà temporanea. La crisi secondaria interviene laddove mancano però gli strumenti per capire in che modo e verso che fine orientare le forze mobilitate. L'assenza di chiarezza circa il modo in cui superare la crisi primaria rende la crisi di secondo grado una realtà ancor più grave – una crisi dentro la crisi. In quanto tale, dunque, questo secondo tipo di crisi favorisce una mobilitazione se possibile ancor maggiore di risorse. Anche il futuro, in questo caso, viene infatti sottomesso alle necessità impellenti del presente. Il carattere totalitario della crisi emerge con chiarezza: ogni risorsa dev'essere mobilitata. Il presente, assorbendo le energie e le risorse dal futuro, si costituisce come realtà generatrice di debito – una definizione che rispecchia la concezione del capitalismo in Benjamin (2013). La società capitalista, il libero mercato e l'ordinamento neoliberale ruotano costantemente attorno alla creazione di debito, e si costituiscono dunque come una generalizzazione di un paradigma di crisi secondaria[232]. L'epoca contemporanea è infatti segnata da una fondamentale incertezza ontologica: il disorientamento culturale e l'assenza di una comprensione condivisa della realtà sono caratteristiche centrali di questo tempo (Alba Rico, 2001, p. 22; Heidegger, 2014a; Ortega y Gasset, 2010b; Schmitt, 2010, pp. 30-32). La concorrenza sfrenata imposta dal mercato implica dunque il susseguirsi di crisi di prim'ordine, in cui la lotta per la sopravvivenza si fa intensa. L'assenza di orientamento socio-culturale, però, trasforma queste crisi di prim'ordine in crisi di secondo ordine. Il presente si fa sempre più spesso creditore del futuro – problemi urgenti a corto termine tolgono risorse per le sfide più ampie e la pianificazione ordinata del futuro. Le soluzioni temporanee che permettono di vincere la concorrenza spesso comportano – socialmente ed ecologicamente – la generazione di problemi futuri.

[230] «Au Moyen Âge, le mot se limite à la médecine et caractérise le stade décisif de l'évolution d'une maladie. Il faut attendre le XVIII[e] siècle pour que soient mentionnées des "crises dans l'Église et dans l'État" et que le marquis d'Argenson, ministre des Affaires étrangères de Louis XV, parle de "crise économique". Le terme ne cesse de se diffuser au cours du XIX[e] siècle et en viendra à désigner désormais toute période de trouble ou de tension. Son usage est le plus souvent spécifié (crise ministérielle, crise de conscience, crise financière), mais il traduit aussi l'émergence d'une subjectivité sensible aux désordres ainsi que la conscience des grands bouleversements politiques et économiques» (Revault d'Allonnes, 2016, p. 31).

[231] «La "crise" dit la difficulté de l'homme moderne et contemporain à se situer face à la question du "tout de l'histoire", à un moment où l'incertitude lui apparaît portée à son point extrême. Il n'y va pas seulement du "polythéisme des valeurs", de l'impossibilité de postuler un sens global dans un monde livré à l'absence de signification close et univoque. Il y va aussi du sens de la métaphore *vive* comme capacité de résistance à l'entropie et à l'absolutisme d'une réalité perçue comme écrasante» (Revault d'Allonnes, 2016, p. 196).

[232] «Essendo tanto complesso da risultare ingovernabile, instabile e colmo di conseguenze impreviste, questo mondo interconnesso può essere descritto tramite la sua tendenza a produrre crisi ricorrenti» (Hylland Eriksen, 2017, p. 11).



Figura 10. Una rappresentazione satirica di come la crisi mobiliti per il presente risorse dal futuro. Fonte: (Lavado, 1994, p. 392).

La società contemporanea, segnata dalla globalizzazione neoliberale e dall'egemonia della ragione economica (crematistica), è dunque caratterizzata dalla produzione costante di crisi di prim'ordine (in special modo dovute alle contraddizioni strutturali del funzionamento economico) e dalla trasformazione di queste crisi ricorrenti in una continua crisi di secondo ordine: ecco schiudersi un vero e proprio paradigma della crisi. Tale paradigma si articola discorsivamente per influenzare a vario titolo la realtà – sia sul piano socio-politico – normalizzando ad esempio il ricorso allo stato di eccezione (Agamben, 2012) – che su quello personale – trasformando l'individuo in un imprenditore di sé sempre alla ricerca di un incremento di produttività (Han, 2017b).

3.3 Conclusioni provvisorie

Abbiamo iniziato questo capitolo osservando il mutamento progressivo in seno a due discipline centrali nella vita umana: la politica e l'economia. Quest'ultima rappresenta un caso particolare di attività umana – l'unica disciplina che non mira alla convergenza e al bene comune e che punta invece allo scontro fra interessi particolari. Aristotele sosteneva una fondamentale distinzione in seno alle attività economiche: da una parte quelle che, seguendo i precetti naturali della gestione della casa, erano orientate a procacciare i beni necessari a una buona vita; dall'altra la crematistica come arte dell'arricchimento materiale e illimitato. Questa seconda concezione è diventata, nel corso del tempo, egemone e si è sostituita alla nozione di economia intesa in senso classico. I criteri quantitativi e riduzionisti della crematistica, costituendo un campo discorsivo proprio, hanno progressivamente strutturato quella che può essere definita la ragione economica – che influenza in modo importante la *governance* attuale. La politica, dal canto suo, si definisce come l'arte della gestione della comunità in vista del bene comune. Il grande dibattito – lo scontro fra antichità e modernità – verte però sulla definizione stessa del fine. Mentre gli antichi lo ritenevano naturale e universale, la conflittualità culturale e l'assenza di un'ontologia egemonica universale nella modernità hanno di fatto schiuso la possibilità, da parte dei governanti, di poter determinare il fine verso il quale orientarsi. Più in generale, però, tale scelta si è vieppiù sottoposta alle esigenze materiali della crescita economica: i mezzi – l'economia – hanno dunque occupato completamente lo spazio dei fini politici.

La riduzione materialista e quantitativista operata sulla realtà dalla ragione economica colonizza dunque altri spazi discorsivi. La politica, ormai strettamente interconnessa con questa visione, non propone più forme di gestione alternative, e si limita invece a fornire le migliori condizioni quadro per lo sviluppo economico. L'avvento della ragione economica – o, per meglio dire, della riduzione quantitativa – si è sviluppato in due fasi. In primo luogo, la modernità ha assistito alla rottura e alla frammentazione del territorio in diversi stati. La funzione dello stato era quella di esercitare il massimo controllo sulla popolazione. La società disciplinare

che ha seguito questo passaggio ha permesso infatti di incapsulare progressivamente la complessità e la pluralità della realtà sociale nello spazio di mercato, indicando norme e divieti. La proibizione e l'obbedienza hanno dunque caratterizzato la società disciplinare, favorendo la creazione dello soggetto come unità portatrice di doveri (e di diritti) e lo sviluppo di un'economia di tipo industriale. Il XX secolo ha però mostrato i segni di un'importante transizione verso un'ulteriore fase. Diversi indicatori segnalano infatti dei mutamenti strutturali. Da un lato, l'ondata di globalizzazione contemporanea è più forte e radicale di tutte quelle che l'hanno preceduta. Ciò mette in crisi il modello territoriale statale post-westfaliano, favorendo un maggior interscambio fra i diversi territori. Il ruolo dei limiti spaziali della società disciplinare sembra dunque perdere importanza. Anche socialmente la disciplina lascia lentamente il posto alla libertà personale e collettiva – orientate, però, unicamente alla competitività economica e dunque strettamente vincolate alla ragione economica. Infine, questa nuova fase è segnata dall'emergere di un paradigma della crisi costante, in cui ogni organismo è spinto a mobilitare tutte le proprie risorse in vista della competizione.

Questa nuova epoca – che può essere indicata a partire dai diversi fenomeni che la caratterizzano come il neoliberalismo, la globalizzazione, la concorrenza, la prestazione, la crisi – può dunque essere compresa come un superamento e dunque anche un compimento della fase precedente. Le politiche disciplinari non scompaiono perché è cambiato l'obiettivo politico della società, esse scompaiono perché nuovi mezzi – le politiche della crisi e della concorrenza – si rivelano più efficaci nel mobilitare le risorse disponibili in funzione crematistica. La cosiddetta post-modernità può dunque essere compresa – nei limiti di questi discorsi generali e generalisti – come un'ulteriore fase, un approfondimento della modernità piuttosto che come una realtà completamente distinta. L'articolazione di questo nuovo ordine discorsivo egemonico fondato su pulsioni crematistiche e nichiliste[233] è ormai pienamente visibile.

4. Conclusioni teoriche

L'identità è un apparato discorsivo: si tratta di una realtà a cavallo fra diversi piani, in particolare fra quello simbolico-concettuale, quello delle pratiche sociali e quello del mondo materiale. Questo dispositivo indica – seppur in modo temporaneo e precario – lo stato attuale di un processo continuo di definizione e ridefinizione, composto e costituito da diversi livelli distinti. La pluralità e la fluidità del reale vengono dunque in ogni momento immortalate da una narrativa identitaria che tenta di strutturarsi con una certa stabilità ed univocità. Quanto più una narrativa identitaria risulterà rigida, tanto meno facilmente potrà sopportare l'evoluzione del reale che dovrebbe rappresentare, favorendo contraddizioni e tensioni fra rappresentato e rappresentazione. Quanto più un'identità collettiva si sforzerà di essere inclusiva e vasta, tanto più dovrà rinunciare a elementi di fondo, per poter agglutinare attorno a sé un certo consenso. La validità e l'utilità di una narrazione identitaria sono infatti date dal riconoscimento e dall'auto-riconoscimento: solo quando la narrazione identitaria viene accettata nel contesto degli scambi socio-culturali come valida, essa può svolgere il proprio ruolo di stabilizzazione dei flussi del reale e servire dunque come elemento ordinatore. Va comunque ricordato che a definire l'identità contribuiscono in buona misura fattori inconsci – il che non favorisce di certo la sua intelligibilità né la sua flessibilità.

Dal momento che affrontare le questioni identitarie in modo diretto risulta dunque non solo impossibile, ma anche infruttuoso – in quanto realtà derivate, esse manifestano infatti articolazioni di elementi nascosti e sono perciò delle rappresentazioni – è opportuno trovare degli elementi sui quali concentrarsi per tentare di andare

[233] «Se noi volessimo cercare una definizione potente e adeguata di nichilismo, diremmo proprio così: non semplicemente la mancanza di scopi, che di per sé significa insensatezza, irrazionalità, gusto del bel gesto, cinismo, ma la coincidenza dei mezzi e dello scopo» (Zagrebelsky, 2014, p. 17).

al di là della rappresentazione, della facciata, e scavare più a fondo. Tali elementi non possono venire unicamente dal mondo dei concetti. La filosofia, il miglior metodo per approfondire l'analisi concettuale, è limitata nel suo studio sull'identità dalla sua lontananza dall'empiria. Identità, come processo discorsivo, è infatti a cavallo fra ambiti concettuali e narrativi e ambiti pratici e materiali. Circoscrivere l'analisi su un piano concettuale risulterebbe dunque un approccio estremamente limitato e limitante fondato sulla confusione fra rappresentazione e rappresentato. Occorre scavare al di sotto e al di là delle narrazioni identitarie. Per farlo, è dunque opportuno confrontarsi con gli elementi che costituiscono l'identità. Filosofia e studio della prassi devono dunque unirsi – e questo affinché la filosofia abbia mezzi sufficienti per poter portare a compimento il proprio lavoro d'analisi: siamo nella prospettiva di quella che Gramsci chiamava *filosofia della prassi*. L'analisi identitaria può dunque essere affrontata in modo fruttuoso in seno a quella tradizione inaugurata dagli esponenti della Scuola di Francoforte e più in generale del marxismo eterodosso occidentale. Mentre i legami fra filosofia, scienze politiche, sociologia, storia e storia dell'arte sono stati non solo sviluppati ma anche utilizzati in modo fecondo per diverse ricerche da parte di esponenti più o meno legati a questa corrente di pensiero, meno è stato fatto per quanto riguarda la geografia e lo studio dell'ordine socio-spaziale – la sola eccezione notevole è probabilmente Lefebvre (né Heidegger né Foucault, fra i più importanti ispiratori dello *spatial turn* nelle scienze sociali, si riconoscevano infatti nella prospettiva d'analisi marxista o neomarxista).

Questa mancanza costituisce un'opportunità di ricerca. Ancor più interessante è poi notare che gli elementi socio-spaziali (oggetto di studio della geografia) sono costituenti strutturali dei processi che stanno alla base delle rappresentazioni identitarie. Nel secondo capitolo sono stati presentati i cambiamenti socio-spaziali più rilevanti per quel che riguarda le trasformazioni di tipo identitario. Anzitutto, si è riconosciuto – attraverso il binomio *socio-spaziale* – che la disposizione e la gestione delle distanze non è mai unicamente una questione materiale. Lo spazio è un ambito eminentemente discorsivo, a cavallo fra elementi materiali ed elementi socio-economici (non è dunque un caso che termini spaziali come *luogo* o *patria* siano dei riferimenti imprescindibili per le narrative identitarie). Fra i cambiamenti socio-spaziali più rilevanti, si è sottolineata la transizione dall'assetto tradizionale (segnato dalla coppia città-campagna) alla società urbana (segnata invece unicamente da gradienti di urbanità distinti). Tale cambiamento non segna solamente la fine di un assetto territoriale, ma cancella ad esempio le realtà socio-economiche che sottendono le immagini narrative di *città* e *campagna* (e si costituisce come la fase in cui i principi di mercato diventano gli unici veicoli di relazione e gestione del territorio, distruggendo le politiche territoriali pre-capitaliste e il loro ordine sociale di riferimento). Questi due termini, che hanno giocato a lungo un ruolo importante nella costruzione identitaria, risultano oggi svuotati del proprio sostrato materiale. L'asincronia fra elementi narrativi e sostrato socio-materiale non può che avere importanti conseguenze nell'articolazione dei discorsi identitari (da approfondire eventualmente tramite il confronto con le patologie psicologiche del Falso Sé). Un'altra trasformazione importante è quella che porta alla creazione di uno spazio reticolare, abbandonando il vecchio paradigma insulare. Anche questo cambiamento impone il ripensamento di categorie narrative (Stato, nazione, confini, sovranità, …) che avevano tradizionalmente accompagnato e rafforzato la costruzione di identità personali ma soprattutto collettive. La scomparsa socio-materiale dei riferimenti nazionali classici suggerisce inoltre una ridefinizione dei rapporti di potere e la distruzione di meccanismi tradizionali di contro-potere: la società umana accresce la propria scala di riferimento.

Nel terzo capitolo si è poi prestata più attenzione alla trasformazione discorsive. In particolare ci si è concentrati su quella che – sulla scorta del marxismo eterodosso occidentale – può essere chiamata la ragione egemonica. È infatti emerso che il nucleo legittimante del potere ha cambiato sede: esso non risiede più in un'antropologia comune esplicita – come nelle società etnocentriche tradizionali – ma si trova sempre più

spesso sparso nelle pretese di autodeterminazione dei propri fini delle distinte tecniche – costituendo così una società tendenzialmente tecno-econocentrica. Questa transizione è accompagnata da un generale riduzionismo quantitativo votato ad un maggior controllo e dominio sulla realtà – che alcuni teorici hanno interpretato come il passaggio dall'egemonia di una ragione di tipo politico ad una ragione di tipo economico, un cambiamento nel modo in cui viene concepita la realtà nelle diverse sedi in cui potere e micropotere vengono esercitati. Al tempo stesso, la contemporaneità vede una globale ridefinizione delle strutture socio-culturali e politiche – fomentata da un insieme di elementi che possono essere definiti neoliberali. Ciò, di nuovo, implica la distruzione dei quadri discorsivi tradizionali entro i quali si costituivano le identità collettive. Infine, questi mutamenti sono accompagnati dalla costante presenza di esigenze di prestazione e da crisi ricorrenti, elementi che conformano un paradigma di mobilitazione sempre più totale ed assoluto delle risorse disponibili. Il sistema socio-economico contemporaneo accresce dunque il proprio potere di mobilitazione e dominio del reale, a scapito però della stabilità e della persistenza di identità antropocentriche: il mercato internazionale non pone più l'uomo al centro dei propri interessi, e anzi lo concepisce unicamente come portatore di forza-lavoro e come potenziale consumatore.

Dopo aver delineato questo quadro, è ora possibile tentare di applicare più concretamente, analizzando l'empiria, gli elementi che sono emersi. Ciò dovrebbe infatti permettere di confrontarci più attentamente con la realtà, ed avere dunque maggiori elementi per poter avanzare nella comprensione della costruzione identitaria contemporanea e delle tensioni che la agitano. Calarsi nell'analisi del reale significa però ridurre necessariamente l'ampiezza dei principi e dimenticare – temporaneamente – l'universalità dei concetti per confrontarsi con una realtà più concreta e limitata. Questo sarà il compito della prossima sezione di questo lavoro, che si concentrerà sul Ticino.

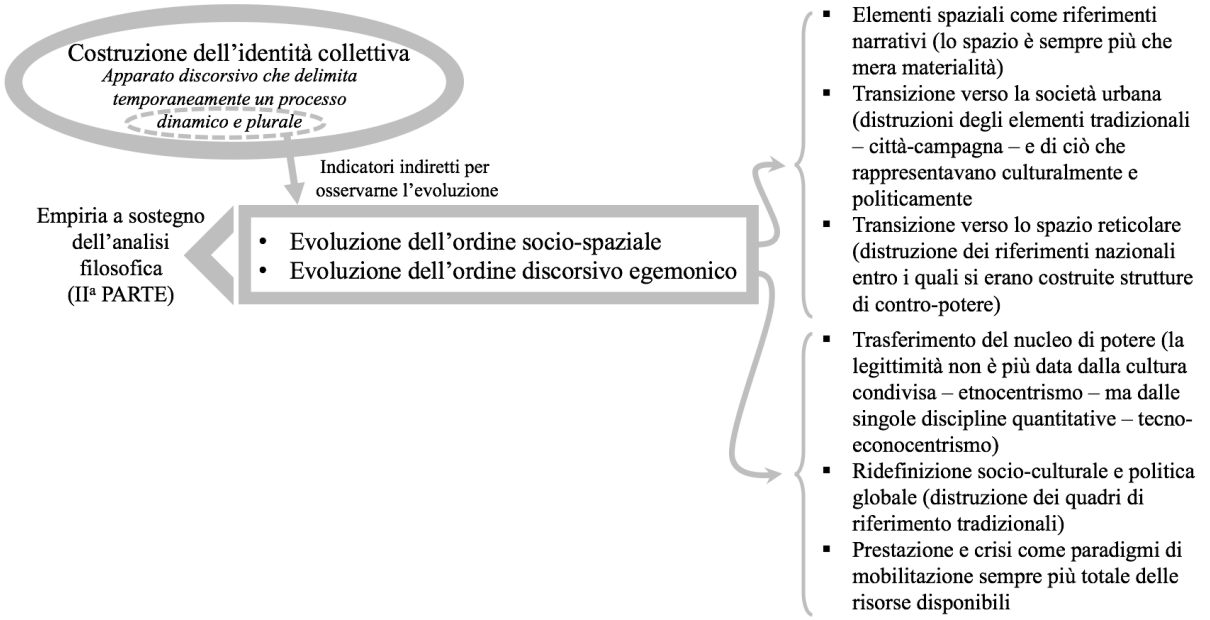


Figura 11. Dalla struttura teorica sviluppata finora emerge la necessità di un confronto più diretto con la realtà empirica per poter avanzare nella ricerca.

Inciso metodologico

Abbiamo sviluppato le premesse di questo lavoro filosofico. Ci interessa scoprire alcune delle tensioni che agitano oggi la costruzione di identità collettive, affrontandole in base ad un approccio di filosofia della prassi d'orientamento (post-)marxista, con una particolare attenzione a questioni d'ordine geografico e discorsivo. Per poter compiere quest'indagine ci siamo resi conto che gli strumenti di una mera storia dei concetti non sono sufficienti. L'identità si palesa infatti sempre e solo indirettamente, attraverso altri elementi. In particolare, questo lavoro si concentrerà attorno a due indicatori:

- le questioni legate alla produzione (materiale ma soprattutto simbolica) dello spazio;
- la transizione fra due tipi di ordine discorsivo a livello istituzionale.

Per avere sufficienti elementi che favoriscano la riflessione filosofica occorre dunque compiere un lavoro di ricerca empirica. Si giustifica in questo modo la presenza di uno studio dell'evoluzione socio-territoriale del Canton Ticino, in Svizzera, che inizia con la presentazione delle metodologie utilizzate.
Concretamente, questa seconda parte della tesi presenta l'analisi discorsiva in diversi campi di studio. Il lettore proveniente dal mondo delle scienze sociali potrebbe, alla sua lettura, rimanere sorpreso della mancanza di altre metodologie d'indagine scientifica. È veramente possibile studiare l'evoluzione della produzione dello spazio dalla mera analisi dei documenti pianificatori? Non sarebbe forse meglio integrare altri dati – quantitativi e qualitativi – come statistiche, interviste, osservazione partecipante? Tali critiche hanno un certo fondamento: da una prospettiva di *urban studies*, o di *tourism geography*, ad esempio, questo studio è fondato su basi empiriche che possono sembrare troppo ridotte[234]. Proprio per questo, però, occorre ricordare l'obiettivo di questo lavoro: discutere – con una teoria infusa dialetticamente dalla prassi – la genesi delle tensioni che agitano i processi di costruzione di identità collettive. I dati raccolti, i discorsi analizzati, assumono dunque una valenza diversa, poiché distinto è l'obiettivo al quale devono servire: non si tratta di studiare l'evoluzione della pianificazione urbana ticinese o i cambiamenti in seno alla governance del settore turistico; l'analisi discorsiva serve, invece, a proporre nuovi elementi di riflessione per comprendere tensioni identitarie vaste e trasversali. Il ricorso a fonti di tipo testuale non dev'essere allora esperito come una privazione: esso risponde invece alle competenze, alle capacità e agli interessi dell'autore, nonché all'articolazione ibrida teorico-empirica del lavoro. Altri tipi d'indagine empirica potrebbero essere certamente mobilitati per ampliare le ipotesi e le analisi di questo lavoro. L'analisi discorsiva, tuttavia, garantiva la maggior efficacia nel affrontare per la prima volta questioni identitarie. Inoltre, aver mobilitato discorsi da quattro ambiti (pianificazione territoriale, governance turistica, dibattito sul Parc Adula e dibattito sulle *invasioni turistiche*) ha garantito la possibilità di osservare più trasversalmente la realtà identitaria ticinese. L'importanza fondamentale dei discorsi istituzionali – discorsi consensuati – in questo lavoro permette di sottolineare, al di là delle prospettive plurali, anche l'esistenza di un discorso dominante, nonché di osservarne l'evoluzione.

[234] Al contempo, però, tale lavoro può essere compreso come una ricerca che si inserisce nel solco degli *urban studies* più critici e coscienti della stretta interrelazione fra società e pianificazione urbana – come mostrato ad esempio dalle critiche alla pianificazione tradizionale di Albrechts (2010) – e più in particolare come continuazione delle analisi di Vanolo (2010) e delle osservazioni di Flyvbjerg (2002). Questo lavoro è perciò vicino agli studi di Richardson e Jensen (2003), condividendone sostanzialmente l'impianto teorico ma focalizzandosi maggiormente su documenti istituzionali nella parte empirica, e a quelli di Gunder (2010), pur non insistendo troppo su elementi di carattere psicoanalitico.

I materiali di studio

Occorre ora parlare dei discorsi che si sono affrontati in questo lavoro per poi presentare le metodologie con le quali essi sono stati analizzati. È bene ricordare, a questo proposito, che l'obiettivo fondamentale della parte empirica di questo lavoro è tentare di ricostruire alcune piste di comprensione delle tensioni identitarie che vive il Ticino contemporaneo in base al quadro interpretativo del passaggio da una società rurale ad una urbana. In quest'ottica abbiamo analizzato diversi discorsi istituzionali per evidenziare l'evoluzione della comprensione del reale nel gruppo dirigente ticinese degli ultimi decenni, tentando puntualmente di contrapporre elementi di riflessione extra-dirigenziale per osservare le tensioni identitarie che l'evoluzione della razionalità discorsiva istituzionale ha contribuito a generare. Pur mobilitando solo risorse narrative – sia istituzionali che mediatiche e tecniche – ci siamo dunque impegnati al massimo per far emergere le tensioni extra-narrative che ricollegano tali testi a ordini discorsivi più vasti: in particolare abbiamo tentato di evidenziare l'evoluzione della razionalità del gruppo dirigente verso una sensibilità di stampo urbano e neoliberale, e di contrapporre a questa la sensibilità e la prospettiva di gruppi di cittadini insofferenti verso questo nuovo modo di concepire la realtà. Per farlo, ci siamo concentrati su due ambiti di studio: la pianificazione territoriale e la gestione turistica.

Per quanto riguarda la pianificazione territoriale, ci siamo anzitutto documentati tramite gli articoli tecnici apparsi sulla *Rivista Tecnica* – che presenta il dibattito in seno all'ordine di ingegneri, architetti e pianificatori – che hanno preceduto la stesura del primo Piano direttore cantonale del 1990. Questi documenti, di carattere tecnico, hanno mostrato la discussione in seno agli addetti ai lavori, permettendo di comprendere le loro preoccupazioni e i consensi interni all'ordine. In seguito, abbiamo analizzato il dossier d'accompagnamento del Piano direttore del 1990. In tale dossier vengono esplicitate, per mezzo di descrizioni e carte, le mire del Piano e la più generale comprensione spaziale e socio-territoriale del Cantone da parte delle istituzioni. Successivamente, ci siamo concentrati su alcuni documenti istituzionali dell'inizio degli anni 2000. Questi permettono infatti di comprendere e approfondire un certo mutamento nella comprensione spaziale e socio-territoriale del Cantone da parte delle istituzioni[235]. L'analisi del dossier d'accompagnamento del Piano direttore del 2009 ha poi fornito un'immagine complessiva di questi cambiamenti. Infine, lo studio degli articoli di giornale e delle lettere ai giornali concernenti il dibattito pubblico sul Parc Adula (un progetto di Parco Nazionale bocciato dal popolo) ha permesso di osservare una comprensione *altra* della realtà cantonale da parte di una fetta della popolazione che si trova radicalmente in disaccordo con l'ordine discorsivo istituzionale per quanto riguarda la comprensione del territorio infraurbano e delle sue funzioni in seno alla società ticinese.

Per quanto riguarda il turismo, invece, l'obiettivo di fondo era mostrare ed approfondire la mutata comprensione non solo territoriale, ma più in generale della società e del compito delle istituzioni, sottolineando la transizione verso una comprensione marcatamente neoliberale da parte del gruppo dirigente. Per farlo, abbiamo analizzato anzitutto i discorsi dell'Ente Ticinese del Turismo (ETT) dal 1980 al 2013. Tali discorsi sono presenti sul sito di Ticino Turismo (https://www.ticino.ch/it/about-us/ett-storico?utm_source=ticino.ch&utm_medium=shorturl). In seguito, abbiamo confrontato l'evoluzione discorsiva che è emersa con due avvenimenti puntuali per tentare di evincere se, come nel caso del Parc Adula, esistessero, in seno alla società ticinese, visioni e percezioni *altre* della realtà che andassero a scontrarsi con l'ordine discorsivo istituzionale. In questo ambito, sono stati analizzati gli articoli dei giornali

[235] E, dunque, di sottolineare la mutata comprensione della realtà spaziale da parte del gruppo dirigente cantonale, confermando l'idea che lo spazio rivesta un ruolo importante nel giustificare e inquadrare la governance neoliberale (Allmendinger & Haughton, 2013; Walsh, 2014).

per due avvenimenti che possono essere definiti, per la propria particolarità e puntualità, *invasioni turistiche*. Il primo data del 1981 e il secondo del 2017.

Categoria	Tipo di documento	Autore	Periodo	Struttura nell'analisi	nº
Pianificazione territoriale	Articoli tecnici	Tecnici	Anni '80	Introduzione	1
	Rapporto esplicativo del Piano direttore	Cantone	1990	PD 90	2
	Rapporto sugli indirizzi	Cantone	2003		3
	Rapporto sulla consultazione	Cantone	2006	Gli inizi del 2000	4
	Il Cantone e i suoi comuni	Tecnici	1998		5
	Rapporto esplicativo del Piano direttore	Cantone	2009	PD 09	6
	Lettere, Editoriali e Articoli	Diversi	2000-2017	Parc Adula	7
Turismo	Discorsi e brochures	ETT	1980-2013	Discorsi ETT	8
	Articoli	Giornalisti	1981	*Invasioni turistiche*	9
	Articoli	Giornalisti	2017		10

nº	Fonte	Giornali
1	Rivista Tecnica	Rivista Tecnica
2	Archivio	-
3	https://m4.ti.ch/fileadmin/CAN/TEMI/RAPPORTO_INDIRIZZI/RAPPORTOINDIRIZZI03.pdf	-
4	https://www4.ti.ch/dt/dstm/sst/temi/piano-direttore/per-saperne-di-piu/documenti-e-studi-di-base/	-
5	https://www4.ti.ch/di/sel/riforma-dei-comuni/aggregazioni/documentazione/	-
6	https://www4.ti.ch/dt/dstm/sst/temi/piano-direttore/piano-direttore/rapporto-esplicativo-2009/	-
7	Archivio Sbt dei Quotidiani e Periodici	Corriere del Ticino, laRegione
8	https://www.ticino.ch/it/about-us/ett-storico?utm_source=ticino.ch&utm_medium=shorturl	-
9	Archivio Sbt dei Quotidiani e Periodici	Corriere del Ticino
10	Internet	Corriere del Ticino, laRegione, TicinoNews, Ticinonline

Tabella 1. Queste tabelle illustrano in grandi linee le caratteristiche salienti del materiale analizzato.

Si noti che la tipologia del materiale modifica in modo sensibile il suo contenuto. Come detto, infatti, i discorsi si esplicitano narrativamente in modi distinti a seconda del contesto. Un articolo giornalistico riveste un ruolo diverso rispetto ad un documento istituzionale, ma pure rispetto a un articolo su una rivista per specialisti o una lettera ad un giornale. Ogni discorso dovrà dunque essere studiato in modo particolare, prestando particolare attenzione a limiti ed elementi caratteristici.

Per quanto riguarda la pianificazione territoriale, i rapporti esplicativi dei Piani direttori (1990 e 2009), così come i rapporti (2003 e 2006) costituiscono documenti istituzionali. Essi non sono cioè necessariamente rivolti ad un pubblico specifico, e nella propria argomentazione rivendicano in modo costante legami con saperi e prassi distinte – dal consenso ottenuto per le proposte da diversi attori politici al ruolo legittimante della ricerca scientifica richiamata come elemento costitutivo. Gli articoli della Rivista Tecnica (anni '80) rappresentano invece dei testi abbastanza specialistici, diretti cioè a favorire il dibattito e la realizzazione di lavori in seno a una comunità di addetti. Ciò implica un linguaggio tendenzialmente specializzato e un discorso che non deve giustificare le proprie basi epistemiche: siamo all'interno di un paradigma accettato dalla comunità di riferimento. Il testo *Il Cantone e i suoi comuni* (1998) è al contempo un lavoro divulgativo e una pubblicazione diretta ai responsabili cantonali per favorire una revisione normativa. In questo, esso presenta, seppur in modo sintetico, le basi epistemiche dalle quali deriva le proprie considerazioni. Infine, gli articoli, ma specialmente le lettere ai giornali inviate sia da privati cittadini che da figure pubbliche fra il 2004 e la prima metà del 2017 sono parte integrante di un dibattito pubblico nel quale hanno contribuito attori da diverse posizioni – sia prospettiche sia di forza – presentando le proprie narrative per quanto riguarda la costituzione del Parc Adula.

Per quanto riguarda il turismo invece, i discorsi dell'ETT presi in considerazione dal 1980 al 2013 sono costituiti sia da testi letti in occasione dell'assemblea sia da scritti che componevano il resoconto annuale presentato sotto forma di brochure. Si tratta insomma dell'espressione della classe dirigente del settore in occasioni simboliche. I testi hanno dunque – almeno in parte – una valenza implicitamente autocelebrativa e non sono concepiti in modo discorsivo. Non dovendo confrontarsi con un eventuale dissenso, essi presentano

apertamente la posizione difesa dall'istituzione. La differenza fra discorsi assembleari e resoconti in una brochure favorisce però il carattere più marcatamente politico dei primi e quello generalmente più tecnico dei secondi. Gli articoli sui media cartacei ed elettronici che riguardano le due *invasioni turistiche* del 1981 e del 2017 rappresentano invece la volontà da parte dei giornali di accompagnare e rafforzare – o alternativamente di sminuire e ridicolizzare – il discorso istituzionale, ma sono anche evidentemente influenzati – nel caso dei media elettronici – dalla necessità impellente di favorire la polemica e il sensazionalismo come modo per attrarre potenziali lettori. La differenza fra media cartacei e media digitali va dunque considerata nell'osservare l'aumento dei contenuti di taglio polemico.

Per quanto riguarda le fonti, esse si distinguono come segue: i documenti di pianificazione territoriale (sia istituzionali che tecnici) sono stati reperiti presso la biblioteca dell'Accademia di Architettura di Mendrisio o sul sito del Dipartimento del Territorio. Si tratta di documenti di pubblico accesso. I discorsi dell'ETT sono presenti sul sito di Ticino Turismo. Ciò è già di per sé un fatto significativo, che andrà propriamente considerato e ponderato – si tratta infatti di un insieme non omogeneo e soprattutto selezionato con un intento autobiografico. Per quanto riguarda i media – sia per l'*invasione turistica* del 1981 che per il Parc Adula – gli articoli sono stati selezionati dopo un'attenta ricerca nel Sistema Bibliotecario Ticinese, presso l'Archivio Digitale dei Quotidiani e Periodici. Per quanto riguarda il caso turistico del 2017, i testi sono stati reperiti sui siti dei principali quotidiani ticinesi (Corriere del Ticino e laRegione) nelle loro versioni online e dai principali giornali online che completano l'offerta mediatica cantonale (TicinoNews, Tio).

	Tipo di narrazione	Autore		Pubblico		Limiti
Pianificazione territoriale	Istituzionale	Politico	Tecnico	Politico	Tecnico	*Bias* politico e tecnico
	Tecnica	Tecnico		Tecnico		*Bias* tecnico
	Lettera ai giornali	Cittadino	Politico	Cittadino		*Bias* polemico o servile
	Articolo di giornale	Giornalista		Cittadino		*Bias* polemico o servile
Turismo	Discorso assembleare	Politico	Tecnico	Politico	Tecnico	*Bias* politico
	Resoconto annuale	Politico	Tecnico	Tecnico		*Bias* tecnico

	Tipo di narrazione	Caratteristiche salienti			
Pianificazione territoriale	Istituzionale	Più facilmente tecnico	Tendenzialmente autocelebrativo	Monologico	Lungo (prevalenza di dati tecnici)
	Tecnica	Scientifico/applicativo	Monologico	Non necessariamente autocritico	Di forte valenza epistemologica e validante
	Lettera ai giornali	Più facilmente politica	Potenzialmente polemica o servile	Dialogica nell'insieme	Breve (messaggi forti)
	Articolo di giornale	Potenzialmente polemico o servile	Monologico	Breve (messaggi forti)	
Turismo	Discorso assembleare	Più facilmente politico	Tendenzialmente autocelebrativo	Monologico	Breve (messaggi forti)
	Resoconto annuale	Più facilmente tecnico	Tendenzialmente autocelebrativo	Monologico	Lungo (prevalenza di dati tecnici)

Tabella 2. Queste tabelle illustrano gli elementi da considerare nell'analisi dei discorsi per ogni tipo discorsivo. L'esercizio di comprendere e sottolineare i limiti del materiale utilizzato è fondamentale nel processo d'analisi scientifica.

Analisi discorsiva qualitativa

Avendo presentato i vari materiali sui quali si concentra questo lavoro, è ora opportuno vedere in che modo il quadro epistemologico è stato mobilitato attraverso una metodologia d'analisi. In primo luogo è bene ripetere che questo lavoro si situa nell'ottica qualitativa di analisi del contenuto (Mucchielli, 1996b). Come sostenuto da Kohlbacher (2006) infatti, i metodi qualitativi di analisi discorsiva permettono meglio di altri l'unione di approcci aperti e flessibili (*problem-oriented*) e di un forte apparato teorico (*theory-guided*). Data la vastità dei campi di possibile applicazione delle metodologie critiche di analisi discorsiva (Talib & Fitzgerald, 2018) si è optato per un approccio che risultasse il più consono possibile all'oggetto del lavoro, senza operare scelte metodologiche troppo rigide.

Infatti per analizzare l'insieme discorsivo di elementi eterogenei che abbiamo proposto ed utile appoggiarsi ad un approccio metodologico che garantisca la sufficiente flessibilità ed al tempo stesso presenti risultati qualitativamente interessanti e significativi. Un'ispirazione fondamentale in questo senso viene dall'analisi discorsiva proposta da Marteen Hajer nel suo saggio intitolato *The Politics of Environmental Discourse: Ecological Modernization and the Policy Process*. Secondo questo approccio, «the power structures of society can and should be studied directly through discourse» (Hajer, 2003, p. 14). Seguendo le intuizioni di Foucault (2015b) occorre infatti osservare il potere nel suo essere sparso e frastagliato, nel suo rivestire ogni aspetto della realtà. Certo, esistono istanze nelle quali esso si manifesta più apertamente, ma ogni aspetto della società è imbevuto di relazioni di potere. L'analisi discorsiva provvede mezzi fondamentali per la comprensione degli equilibri sociali vigenti. «The political conflict is hidden in the question of what definition is given to the problem, which aspects of social reality are included and which are left undiscussed» (Hajer, 2003, p. 2). Le formulazioni discorsive sono, in quest'ottica, sempre allusive, segnalano implicitamente una relazione di potere. Nel discorso si esprime non solo ciò che viene proferito, ma anche una serie di informazioni sul non detto e sul *come* viene detto ciò che viene detto. In special modo,

analizzando l'evoluzione dei discorsi istituzionali è allora possibile osservare i cambiamenti dei temi e dei problemi, delle preoccupazioni e degli interessi che in momenti diversi hanno mosso il gruppo egemone nella sua azione di governo. Questo, a sua volta, permette di comprendere la reazione dei gruppi dominati – poiché il gruppo egemone deve pur sempre integrare nel proprio dominio parte delle ragioni dei dominati per garantirsi una certa legittimità[236].

Proprio perché attraverso il discorso si manifestano relazioni di potere e micro-potere, è allora possibile analizzarlo per risalire a quest'ultime. «Here discourse analysis primarily aims to understand why a particular understanding […] at some point gains dominance and is seen as authoritative, while other understandings are discredited» (Hajer, 2003, p. 3). Il punto fondamentale qui non è l'analisi di ciò che viene testualmente detto, ma piuttosto delle posizioni di potere e prospettiche che da questo dire possono essere ricostruite. Non si tratta perciò di un'analisi testuale o lessicale di stampo filologico, quanto piuttosto del tentativo di ricostruire l'evoluzione sociale attraverso dei mezzi – in questo caso dei testi – che permettono di recepire informazioni anche a ritroso nel tempo.

> Interests have to be constantly reproduced and will change over time, for instance through what Foucault described as the play of discontinuities between discourses. The task of the political analyst will be to explain how a given actor (whether it is an organization or a person) secures the reproduction of his discursive position (or manages to alter this) in the context of a controversy. (Hajer, 2003, p. 9)

Nei distinti tipi di discorsi che ci troveremo ad osservare la preoccupazione fondamentale sarà quella di capire la prospettiva degli autori, in modo da poter ricostruire i movimenti socio-culturali di fondo che hanno agitato la società durante il periodo in questione. Attraverso i discorsi infatti non solo i gruppi prendono posizione, difendendo i propri interessi, ma soprattutto si influenzano reciprocamente e, in questo scambio continuo, si costituiscono gli interessi in quanto tali. «Interests […] cannot be assumed as given. Interests are intersubjectively constituted through discourse» (Hajer, 2003, p. 17). L'analisi discorsiva è dunque particolarmente pertinente, poiché attraverso di essa si può tracciare la genealogia degli interessi che caratterizzano i vari gruppi in lotta per l'egemonia socio-culturale.

In particolare l'analisi dei discorsi istituzionali riveste un ruolo fondamentale nell'analisi sociale, poiché schiude la possibilità di comprendere ciò che per le istituzioni viene recepito come *normale* e quindi ricostruire quali sono gli interessi del gruppo egemone in quel momento. Attraverso le istituzioni, grazie alla loro autorità ed autorevolezza, il gruppo egemone influenza in modo profondo lo sviluppo sociale. «Analysing policy papers becomes important even if they do not include 'hard' new proposals or legislation. It becomes imperative to examine the specific idea of reality or of the status quo as something that is upheld by key actors through discourse» (Hajer, 2003, p. 14). In questo senso l'analisi argomentativa si ricollega all'analisi discorsiva critica, la quale sostiene che «language is not powerful on its own – it is a means to gain and maintain power» (Wodak & Reisigl, 2016, p. 26). Sono molti i punti di contatto fra queste due metodologie d'analisi di testo. Ciò che risulta importante, a questo proposito, è che per una corretta analisi occorre procedere tentando di non perdere informazioni. Questo significa adottare strategie e approcci distinti a seconda del caso concreto, sapendosi adattare alla particolarità dell'oggetto di studio. «We follow the principle of triangulation, which implies taking a whole range of empirical observations, theories from

[236] Così, ad esempio, i nobili medievali necessitavano un'ideologia che adottasse l'ideale di povertà – gli elementi più radicali del cristianesimo – per non risultare intollerabili al popolo e anzi integrarlo narrativamente nella struttura che generava condizioni di ineguaglianza e sfruttamento.

various disciplines and methods, as well as background information, intro account» (Wodak & Reisigl, 2016, p. 26).

Procedimenti metodologici mobilitati

Prima di procedere oltre, è bene ribadire ancora alcuni elementi fondamentali. Come detto, nell'analisi dei discorsi istituzionali occorre prestare fondamentale attenzione alla posizionalità[237] degli attori e a tutti gli elementi impliciti dei loro discorsi. Questo perché è attraverso le istituzioni, ovvero attraverso forme estremamente stabili di discorso, che si può più facilmente consolidare il potere di una determinata prospettiva: «routinized forms of discourse thus express the continuous power relationship that is particularly effective because it avoids confrontation» (Hajer, 2003, p. 15). Ottenendo l'egemonia discorsiva e culturale, rivendicando la propria legittimità dalla posizione istituzionale, una prospettiva – un gruppo di interessi e una comprensione della realtà – avrà dunque maggior facilità nell'imporsi sulle prospettive a lei concorrenti. Nei discorsi istituzionali – nei quali gli argomenti dell'opposizione vengono citati raramente, se non in forma indiretta – non vanno ricercati dunque elementi di dialogia. Essa non può avere luogo in quanto i discorsi sono presentati al di fuori di un contesto di dibattito. Ciò che risulta interessante in questo caso è invece l'evoluzione monologica nel corso degli anni. Sia per quanto riguarda i discorsi dell'Ente Turistico sia per quanto riguarda i dossier del Piano Direttore sarà allora fondamentale tentare di osservare le variazioni nel corso del tempo. Ciò è fondamentale, poiché «we explore how discourses, genres and texts change in relationship to sociopolitical change» (Wodak & Reisigl, 2016, p. 28). Nel corso del nostro lavoro, dunque, tentiamo di ricostruire a partire dall'analisi discorsiva il quadro socio-politico vigente e la sua evoluzione. Per sopperire almeno in parte alle mancanze dialogiche dei discorsi istituzionali, al loro carattere testuale e quindi narrativo, si è proceduto anche a degli studi di casi concreti o comunque di discussioni meno istituzionali e più molteplici – le *invasioni turistiche* del 1981 e del 2017 per quanto riguarda il turismo, le discussioni sulla *Rivista Tecnica* nei decenni che hanno preceduto il Piano Direttore e il dibattito attorno al Parc Adula per quanto riguarda la pianificazione territoriale. In questo modo, seppur solo parzialmente, le narrative istituzionali hanno trovato un contraltare che facesse emergere eventuali tensioni fra il sentire di alcuni attori – popolari o tecnici – e il discorso istituzionale dominante. Anche in questi casi, il lavoro di raccolta dei dati è stato svolto prevalentemente in archivio, per poi procedere all'analisi discorsiva. Pur non uscendo dal piano testuale, questa ricerca permette di superare i limiti di un approccio intra-narrativo sia ricollegando i testi ad un ordine discorsivo più vasto – razionalità neoliberale e transizione urbana – sia confrontandoli con testi appartenenti ad ordini discorsivi distinti e contrastanti.

Dopo aver reperito i diversi materiali, si è proceduto tracciando le prime distinzioni fondamentali, stabilendo anzitutto i legami adeguati con il contesto nel quale il testo è inserito. Questa sensibilità – data dall'approccio contestuale d'analisi di testo (Mucchielli, 1996c, pp. 38-41) – ha accompagnato il lavoro di lettura non solo nelle sue prima fasi ma nell'insieme dell'analisi. Così, sia nei testi di stampo turistico che in quelli di stampo urbanistico, il primo passo è stato individuare il tipo di testo – brochure, articolo, lettera ad un giornale, discorso assembleare, discorso tecnico, discorso istituzionale … – e la posizione dell'autore – se questi scrive in quanto politico, in quanto tecnico, giornalista o come comune cittadino. Dopo questa distinzione, che permette già di situare ogni testo in una posizione socio-culturale più precisa, si è proceduto alla lettura. È

[237] Non solo cioè alla posizione specifica degli attori, ma al fatto stesso di avere sempre una determinata posizione.

stato messo in pratica il processo di categorizzazione tipico dell'analisi qualitativa del contenuto (Mucchielli, 1996a, p. 23), tentando di lasciar emergere induttivamente gli elementi significativi dei discorsi[238].

	Tipo di documento	Strumento	Metodo
Pianificazione territoriale	Articoli tecnici	Lettura diretta	In un documento univoco è più facile, tramite una lettura critica attenta, far emergere le questioni di fondo
	Rapporto esplicativo del Piano direttore		
	Rapporto sugli indirizzi		
	Rapporto sulla consultazione		
	Il Cantone e i suoi comuni		
	Rapporto esplicativo del Piano direttore		
Turismo	Lettere, Editoriali e Articoli	Lettura mediata (Atlas.ti)	In documenti molteplici occorre un lavoro constante di codificazione e ricodificazione per permettere alle questioni trasversali di fondo di emergere dalla pluralità degli elementi analizzati.
	Discorsi e brochures		
	Articoli		
	Articoli		

Tabella 3. I diversi tipi di testo necessitano di diversi strumenti d'analisi. In particolare la distinzione va fatta fra l'analisi di un singolo documento e l'analisi invece di corposi insiemi di documenti.

Mentre per i documenti singoli si è proceduto ad una lettura diretta, nei capitoli che riguardavano un insieme più corposo di documenti si è lavorato con l'ausilio di programmi informatici. Mediante il programma *Atlas.ti* si è operato per ottenere una prima codifica dei temi rilevanti. Ad ogni ulteriore testo aggiunto, la struttura e la composizione dei codici individuati è stata modificata per far risaltare quelli più pertinenti ed escludere invece quelli non significativi ai fini dell'analisi. Si deve comprendere che l'interesse nella lettura di questi discorsi non è intrinseco alla narrazione – non si tratta di una ricerca intra-narrativa – ma piuttosto estrinseco ad essa. Non è il testo in quanto tale che interessa in questo lavoro, quanto piuttosto le posizioni di potere e le prospettive ontologiche ed antropologiche che da ogni testo traspaiono, ricollegandosi ad un ordine discorsivo più vasto e soggiacente. Per questo, il lavoro di stesura e rifinitura dei codici si è dimostrato fondamentale. Così come affermato dall'analisi critica dei discorsi, anche in questo caso «the approach is problem-oriented» (Wodak & Reisigl, 2016, p. 31): si tratta infatti di adeguare il sistema di codificazione dei diversi passaggi all'interesse dell'analisi. Il lavoro diventa dunque necessariamente ricorsivo, e poiché ad una prima lettura la stesura dei codici può essere parziale, occorre procedere aggiungendo codici e modificandoli, per poi tornare a rianalizzare i testi già letti con la nuova versione dei codici.

Nello sviluppare il sistema di codici, si opera contemporaneamente una divisione argomentativa, la quale andrà poi a formare lo scheletro strutturale dell'analisi e della stesura del lavoro. Occorre dunque riflettere attentamente e criticamente alle tipologie di codici adottati, agli argomenti, alle relazioni fra loro. Ciò implica necessariamente il ricorso alla teoria. Ecco dunque che, a partire dalla codificazione dei testi, il lavoro empirico inizia a formare una struttura argomentativa nella quale devono essere messe in luce le peculiarità

[238] Questo compito maieutico non è né può essere puramente induttivo: esso è piuttosto abduttivo, poiché parte dalla posizionalità del ricercatore e dalla stessa questione di ricerca, che già avanza e pone alcuni dei termini che influenzano il lavoro successivo. La parte teorica introduttiva ha dunque il compito di servire al chiarimento della posizione implicita del ricercatore, e di fornire sufficienti elementi di auto-critica che contribuiscano a limitare l'influenza delle sue conoscenze previe. Il lettore potrà così comprendere pienamente il processo di lettura e commento ai testi – guidato dalla volontà induttiva di lasciar emergere elementi dal testo, ma cosciente della posizionalità di ogni prospettiva e dunque della problematicità della nozione di neutralità scientifica. Per fugare i dubbi circa l'oggettività scientifica dell'analisi era dunque d'uopo chiarire in fase preliminare il punto di partenza del ricercatore e lo scopo della ricerca.

che interessano la questione di ricerca. Di nuovo, questo implica che l'analisi discorsiva realizzata non verterà tanto sul testo in quanto oggetto in sé, quanto piuttosto sulla dimensione relazionale del testo in quanto mezzo e strumento discorsivo nella lotta per l'egemonia – e, per quanto riguarda il discorso istituzionale, come cristallizzazione e tentativo di rafforzamento della posizione del gruppo dirigente.

Una volta terminata la stesura dei codici e la loro strutturazione, viene il momento dell'analisi. Si tratta cioè di redigere il testo di ricerca, nel quale le informazioni emerse sono in primo luogo presentate al lettore e poi studiate per ricostruire i legami profondi fra le stesse e la realtà sociale che può essere in questo modo analizzata.

Concretamente, mentre i discorsi sulla pianificazione territoriale metteranno in luce l'evoluzione nel modo di comprendere il territorio cantonale da parte delle autorità e il malessere di determinati gruppi rispetto a questo nuovo paradigma urbano, i discorsi turistici favoriranno la comprensione di un altro elemento essenziale in quest'evoluzione della razionalità istituzionale – vale a dire l'avvento di una razionalità di stampo neoliberale, e le tensioni che tale comprensione della realtà turistica e del compito delle istituzioni genera di fronte alle aspettative di alcuni abitanti del Cantone. Interessante sarà perciò contrapporre le prospettive delle autorità – sia turistiche che pianificatorie – con quelle della popolazione attiva nei dibattiti attraverso i media. Gruppi di opposizione e prospettive divergenti potranno infatti presentarsi disputando il discorso istituzionale egemone – questa dovrebbe essere la funzione dei media come spazio di dibattito pubblico nelle società parlamentar-liberali contemporanee (Habermas, 2015).

Si noterà, infine, che sebbene fra gli interessi fondamentali della ricerca vi sono aspetti identitari e politici, si è preferito non abbordarli partendo da analisi di tipo partitico o prendendo come riferimento i discorsi politici degli attori pubblici più consolidati. Questo perché, essendo la società un insieme estremamente complesso, analizzare unicamente gli attori fondamentali dell'arena politica e i loro comportamenti risulterebbe semplicemente riduttivo. Si correrebbe infatti il rischio di sovradimensionare l'importanza dei discorsi di tali attori[239]. Sebbene dominante infatti, un attore non può tuttavia esercitare un potere assoluto sulla società. Anche il gruppo egemone deve continuamente operare delle mediazioni per potersi mantenere al potere. Queste mediazioni avvengono ad esempio nel tessuto discorsivo istituzionale, il quale le traduce poi in prassi attraverso l'emanazione di nuove norme legali. Analizzare istituzioni legate al turismo e alla pianificazione territoriale permette allora di osservare fino a che punto i discorsi egemonici penetrino nell'ossatura dello stato, comprendendo non solo la successione di razionalità distinte ma anche la loro eventuale commistione.

Questo modo di procedere, come detto fortemente influenzato da una logica *problem-oriented*, si sviluppa dunque in seno alle correnti qualitative d'analisi discorsiva e d'analisi critica discorsiva, mantenendo al tempo stesso un forte legame con le teorie sviluppate finora, in special modo con l'analisi sociale derivante dalla commistione di aspetti post-marxisti e gramsciani – importanza delle questioni legate all'egemonia culturale – e foucaultiani – concezione del potere disseminato nell'insieme delle pratiche sociali.

Riassumendo, possiamo affermare che i testi analizzati sono stati studiati con occhio critico – attento cioè ai loro limiti specifici – e con una prospettiva non orientata a tracciare la storia della gestione turistica e

[239] Se ci si limitasse ad esempio ai soli discorsi dei partiti, si correrebbe il rischio di distorcere determinati aspetti: sappiamo bene che in campagna elettorale i toni vengono spesso esacerbati e si mobilitano narrazioni iperboliche… Inoltre, insistere sui discorsi partitici potrebbe indurre a credere che il potere sia custodito unicamente in seno a determinate istituzioni – in modo preminente nel Consiglio di Stato e nel Gran Consiglio – al contrario di quanto precedentemente affermato. Concentrarsi su discorsi istituzionali «generici» e confrontarli con i dibattiti suscitati nei media permette perciò di bypassare gli attori pubblici più consolidati e osservare la situazione da un'angolatura più comprensiva e più ricca.

urbanistica quanto piuttosto a far emergere le tensioni identitarie legate all'evoluzione degli ordini discorsivi del gruppo dirigente e delle istituzioni.

II[a] parte. Il caso ticinese

In queste pagine proporremo l'analisi di una serie di documenti con l'obiettivo di illustrare i cambiamenti avvenuti nella razionalità delle istituzioni ticinesi negli ultimi decenni. L'analisi di elementi della pianificazione territoriale e della gestione turistica permetteranno di ricostruire infatti la transizione da una comprensione della realtà ad una distinta. Al tempo stesso, richiameremo alcuni avvenimenti storici – il dibattito pubblico sulla costituzione (fallita) del Parco Nazionale Parc Adula e il modo in cui due *invasioni turistiche* – 1981 e 2017 – sono state recepite dalla stampa. Lo studio di questi elementi mostrerà come l'evoluzione dei piani discorsivi istituzionali non sia accettata e condivisa da una parte della popolazione, che continua invece a richiamarsi alla vecchia razionalità politica.

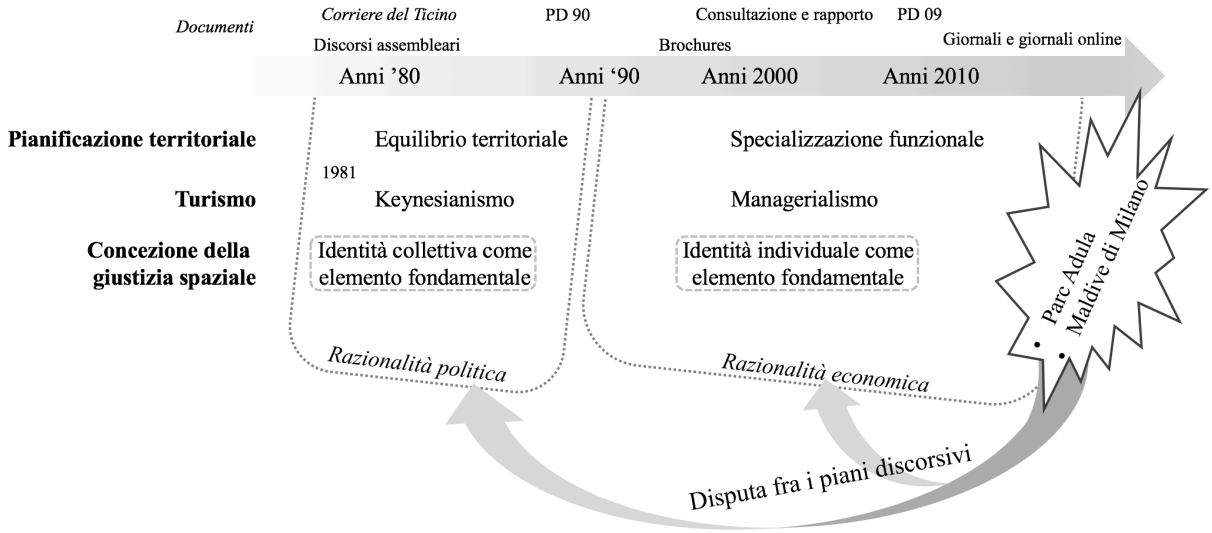


Figura 12. Lo schema riassuntivo di questa parte del lavoro. Si noti che la questione della giustizia spaziale è in realtà più complessa di quanto enunciato: nella prospettiva economica infatti la preminenza del individuo come soggetto del diritto è data dalla misurabilità e commensurabilità del reale, vale a dire dalla sua omogeneizzazione in un unico criterio di misura dato dal processo di *valorizzazione* (Schmitt, 2008). In una prospettiva politica, invece, non tutte le realtà possono essere ridotte a valori e dunque misurate. Fra queste, l'identità collettiva dei villaggi non può essere ridotta semplicemente al numero di abitanti degli stessi – da cui la necessità di sostenerli nella propria azione autonoma.

L'asincronia discorsiva mostra dunque che le istituzioni e una parte della popolazione non condividono la stessa comprensione del reale, in particolar modo per quanto riguarda la concezione della giustizia spaziale, ma più in generale nel modo di percepire la realtà sociale. Questa mancanza di una base comune è l'elemento che ci preme risaltare, la tensione identitaria legata al rapido passaggio da una società rurale ad una urbana. Esso è infatti uno dei più importanti problemi politici e culturali contemporanei che accomuna il caso ticinese al resto dell'Europa.

Il caso ticinese non è unico. Anzi, esso può di fatto illuminare, nel contesto svizzero, la realtà di Cantoni con simili tensioni socio-spaziali – in particolare quei Cantoni in cui sussistono una zona infraurbana e una urbana in tensione per la gestione del potere e per la determinazione dell'assetto socio-spaziale. Nel più vasto contesto europeo e forse occidentale, questo caso di studio può contribuire a comprendere alcune delle cause delle tensioni identitarie contemporanee che stanno portando a problemi di governo della società (neo-nazionalismo, razzismo, populismo, …). Infine, da un punto di vista teorico, quest'analisi empirica permette di giustificare la validità della filosofia della prassi d'ispirazione (post-)marxista.

1. Introduzione

Prima di iniziare l'analisi empirica degli elementi che riteniamo importanti ai fini di questo lavoro è bene presentare, seppur brevemente, il cantone che intendiamo utilizzare come caso di studio. Questa introduzione dovrebbe permettere al lettore di avere sufficienti informazioni contestuali per comprendere i risultati che andranno ad emergere nel corso dell'analisi. In primo luogo è bene situare il Ticino come la regione più meridionale della Svizzera, l'unica ad essere situata interamente a Sud delle Alpi e ad essere interamente di lingua italiana.

> Il territorio preso in esame, il Canton Ticino, è singolare per il suo carattere prealpino, alpino e lacustre, dal punto di vista geografico; per il carattere latino dal punto di vista etnico e culturale e infine per quello di minoranza etnica e linguistica in un paese di per sé composito dal punto di vista etnico e linguistico. (Aldo Rossi, Consolascio, & Bosshard, 1979, p. 8)



Figura 13. Il Ticino nel riquadro e la catena alpina in grigio. Elaborazione propria.

Una descrizione territoriale succinta di quest'area è fornita dalle autorità cantonali, le quali affermano che:

> si possono riassumere molto sinteticamente i dati geografici del Ticino, questo triangolo svizzero a sud delle Alpi:
> Superficie 280.000 ha di cui:
> 50% coperto da bosco;
> 25% considerato improduttivo;
> 15% terreno agricolo;
> 10% superfici insediative. (RCT, 2003, p. 24)

Vi sono alcuni aspetti che conviene considerare mentre si parla di un cantone o più in generale di una regione, una porzione di territorio. Aver affrontato la complessità della concettualizzazione spaziale in sede teorica ci ha infatti permesso di comprendere come lo spazio possa essere inteso sia come estensione fisico-morfologica sia come spazio sociale, quindi come organizzazione delle distinte funzioni che caratterizzano una società: «the *polis* must be understood in a dual sense – as the site *where* the action takes place and as

the people *who* live there» (Elden, 2013, p. 29; cfr. Tucidide, 2003)[240]. Parlare di canton Ticino impone dunque una riflessione su entrambi questi livelli: da un lato con una sensibilità attenta alla conformazione fisica dello spazio – segnata, come vedremo, dalla duplice morfologia montuosa e lacustre – e dall'altro focalizzando l'analisi sugli elementi sociali. La ricerca di elementi che mostrino l'evoluzione identitaria non possono infatti prescindere da questa duplicità strettamente interrelazionata. I marxisti insistevano, inizialmente, sul carattere socio-economico come elemento strutturante e fondamentale d'analisi: «per conoscere con esattezza quali sono i fini storici di un paese, di una società, di un aggruppamento importa prima di tutto conoscere quali sono i sistemi e i rapporti di produzione e di scambio di quel paese, di quella società» (Gramsci, 2016, p. 133). Ora, precisamente per conoscere questi rapporti, è utile analizzare non unicamente la struttura sociale *in abstracto*, ma anche e specialmente la sua relazione con lo spazio fisico e il territorio: «il grande cambiamento della struttura di classe avvenuto nel Cantone Ticino negli ultimi cinquant'anni si riflette dritto dritto nei valori fondiari e, ovviamente, nell'organizzazione del territorio» (Carloni, 2011, p. 53). Grazie ai risultati ottenuti dalla sensibilità di Lefebvre in campo teorico e del lavoro di molti architetti, urbanisti e geografi animati da spirito critico e interessati alle questioni sociali, dunque, è ormai necessario riconoscere l'elemento spaziale come asse fondamentale d'analisi sociale.

1.1 Dalla nascita del Cantone alla metà del Novecento

Storicamente il territorio cantonale è stato conteso fra gli elvetici dal nord delle Alpi e i lombardi dal sud, poiché la sua posizione permetteva il controllo dei passi alpini della Novena, del Gottardo, della Greina e del Lucomagno, nonché l'accesso alle valli grigionesi tramite il san Bernardino, all'Italia tramite il san Giacomo e il san Jorio, e il controllo del traffico interno attraverso i passi del Ceneri e del Nara. In questa congiuntura storica, il Ticino era diviso in otto baliaggi facenti capo a diversi cantoni svizzeri.

[240] In realtà, come mostrato da Aristotele nel terzo libro della *Politica* (1276a-1276b), la *polis* non può essere ridotta a nessuno di questi due termini, e deve forse venir identificata con la propria costituzione – ovvero con il risultato discorsivo e dinamico frutto della lotta e dell'intersezione di diversi piani, fra cui quello della cittadinanza e quello della conformazione spaziale.



Figura 14. Gli otto baliaggi, le loro capitali e i principali passi della regione. Rielaborazione propria. Fonte: (DSS, 2010b)

I lavori di costituzione del Cantone ad inizio XIX secolo furono perciò caratterizzati da grandi polemiche e difficoltà radicate nelle differenze storiche, giuridiche, sociali e territoriali fra i diversi territori coinvolti.

> Se nel 1798 non tutti desideravano rimanere con gli Svizzeri, dubitando taluni della comunanza d'interessi tra ex sudditi ed ex padroni, nel 1803 parecchi diffidavano di questa unione cantonale, ritenendola artificiosa e anche dannosa. Le comunità che uscivano dalla condizione di baliaggi avevano una lunga tradizione di separatezza, ciascuna desiderava recuperare o rafforzare le sue antiche autonomie. (Raffaello Ceschi, 1998, p. 15)

Il fatto che il Ticino, costituendosi come Cantone svizzero, si sia distanziato istituzionalmente dal resto delle regioni lombarde ha influenzato progressivamente la sua evoluzione culturale. Questo territorio costituisce dunque un esempio interessante di differenziazione progressiva dalla comune cultura lombarda a partire dalla costituzione di una frontiera nazionale.

> La matérialisation initiale des frontières […] a rarement pris la forme de murs et de clôtures de barbelé, sauf pendant les guerres […]. A plutôt pris des formes institutionnelles, celles du droit, de la monnaie, de l'autorité politique, mais aussi de l'administration au quotidien, contribuant à différencier toujours plus les sociétés localisées de part et d'autre. (Debarbieux, 2015, p. 270)

L'effetto della frontiera ha contribuito dunque a definire meglio il Ticino differenziandolo dal più ampio contesto culturale alpino e lombardo, favorendo nel corso del tempo un'evoluzione culturale in parte autonoma. Vieppiù separato dalle regioni confinanti, il Ticino non costituiva però un territorio coeso. Al contrario, esso era segnato dall'eredità di importanti divisioni che lo avevano contraddistinto all'epoca dei baliaggi.

> L'elemento comune più forte, forse l'unico, era il sentimento religioso e il ruolo della chiesa cattolica e del clero nella società. Ma nemmeno sotto questo aspetto gli otto baliaggi erano uniformi, essendo divisi tra pievi di rito romano, dipendenti dalla diocesi di Como, e pievi di rito ambrosiano, appartenenti all'arcidiocesi di Milano. (Marcacci, 2013, 19)

Otto baliaggi, due riti cattolici distinti – l'influenza del protestantesimo è stata minima – e zone territoriali variegate – dalla fascia lacustre alle valli alpine passando per le colline insubriche. Alla frammentazione dovuta alla conformazione territoriale, istituzionale e culturale si sovrappongono poi altre divisioni. Importante, in questo contesto, citare quella agricola, che separava profondamente il basso, il medio e l'alto Ticino.

> A considerare i paesaggi agrari, l'uso dello spazio e i modi di vita delle popolazioni, apparivano altri confini più complicati e più sfumati che distinguevano tre zone: la regione alpina della civiltà pastorale al nord; la regione della collina insubrica e della civiltà contadina al sud; in mezzo, la vasta regione rustica di valli scoscese e povere di terre che trascorreva da un estremo all'altro. (Raffaello Ceschi, 1998, p. 19)

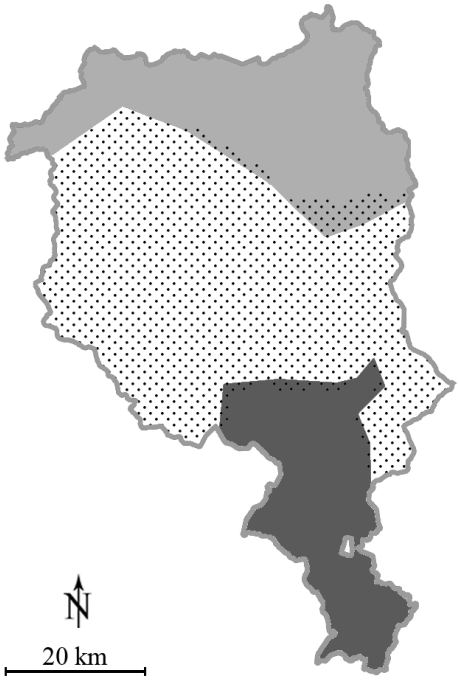


Figura 15. Le tre civiltà agricole. A Nord quella pastorale, in puntinato il medio Ticino rurale e a Sud la regione agricola insubrica. Elaborazione propria.

Appartenenza storica a comunità distinte, differenze territoriali, sociali e culturali rendevano dunque difficile la costituzione del Cantone. Per i politici dell'epoca fu dunque un'impresa riuscire a organizzare e coordinare,

tentando di far convergere gli interessi di comunità radicate localmente, differenziate fra sé e tendenzialmente ostili ai poteri centrali.

> Le autorità che si posero alla guida del Ticino nel 1803 trovarono dunque un cantone vasto e multiforme, un territorio accidentato e in buona parte inospitale e sterile, popolazioni disperse, separate e ripiegate su particolarismi locali o regionali, condizioni economiche piuttosto fragili dato che i rifornimenti alimentari e le opportunità di lavoro dipendevano in parte dall'estero, congiunture climatiche ben presto sfavorevoli che procurarono situazioni di emergenza, come carestie e devastazioni alluvionali. (Raffaello Ceschi, 1998, p. 32)

Tre erano principalmente le debolezze strutturali del Cantone: «la scarsità di comunicazioni tra una parte e l'altra del cantone, la mancanza di spirito pubblico, la grande diffidenza delle popolazioni ticinesi verso la nuova organizzazione cantonale» (Ghiringhelli, 1998a, p. 33). Queste difficoltà non sono un semplice aneddoto storico, ma costituiscono invece un *leitmotif* che accompagnerà l'evoluzione del Cantone fino ad oggi – come avremo modo di osservare. Particolarmente interessante analizzare la diffidenza delle popolazioni ticinesi nei confronti dei poteri centrali e la loro eterogeneità: esse minano infatti le basi stesse sulle quali si può edificare un'identità collettiva. La pluralità di società locali – che come osserva giustamente Lévy (1994, p. 246) emergono unicamente in presenza di una dimensione economica, sociologica, politica e culturale comune – impedivano dunque la formazione di un'identità cantonale ticinese, di una sintesi identitaria a scala superiore. Mancando l'unità economica e culturale, l'unità politico-istituzionale restava dunque fragile e precaria. La carenza di infrastrutture viarie per unire le diverse parti del Cantone – composto prevalentemente da terreni impervi e pericolosi – rendeva ancor più difficile la costruzione di pratiche comuni e condivise. Quest'insieme di fattori era ben noto già all'epoca della fondazione cantonale.

> Il benedettino bellinzonese Paolo Ghiringhelli aveva già osservato che «il sentimento popolare non poteva considerare l'intiero cantone Ticino come patria, nello stesso modo in cui era abituato a sentire Lugano, Locarno, Mendrisio, Bellinzona» e quindi non poteva raggiungere «quel senso profondo del pubblico bene» tipico dei popoli che hanno conquistato la libertà coi propri sforzi. (Ghiringhelli, 1998a, p. 36)

Il Ticino si è costituito come Cantone grazie all'influenza esterna, dapprima con la colonizzazione elvetica, poi con le decisioni napoleoniche ed infine quelle confederate. Le distinte comunità non si erano mai considerate parte di un'unica società. Questo aveva impedito lo sviluppo di un movimento d'unità cantonale, di una lotta per l'indipendenza. A sua volta, tale mancanza rende comprensibile la distanza con la quale ogni comunità locale considerava le autorità cantonali e la diffidenza che queste avevano rispetto ad ogni progetto comune. Sin dai primi tempi dunque, l'autorità cantonale fu percepita come un'ingerenza esterna, un'istituzione che difendeva interessi fondamentalmente ostili al mantenimento delle particolarità locali. Già dai primi anni si stabilì una competizione fra i più grandi centri – Locarno, Bellinzona e Lugano – per l'assegnazione del capoluogo cantonale. Allo stesso tempo, si iniziò a profilare l'ostilità fra Sottoceneri – che in un sesto del territorio cantonale ospitava circa la metà della popolazione cantonale (Raffaello Ceschi, 1998, p. 24) – e Sopraceneri. Nonostante queste difficoltà, l'operazione di costituzione del Cantone riuscì, almeno giuridicamente.

Un secolo dopo, a cavallo del passaggio al ventesimo secolo, il Ticino fu oggetto di violenti scontri politici. Alla rivoluzione radicale del 1890 – che vide l'uccisione di un Consigliere di Stato conservatore – seguì la volontà di affermare un sistema di governo proporzionale che garantisse una minor conflittualità politica. «L'elezione proporzionale anche del Consiglio di Stato costrinse i dirigenti a cercare la moderazione e il compromesso e ad accantonare le grandi mete ideologiche. Ciò aprì immediatamente un divario crescente

fra ideali e prassi politica» (Ghiringhelli, 1998b, p. 418). Il panorama politico restò però desolante per diversi osservatori critici. Ricordando la miseria e la povertà, Plinio Martini diceva dei dirigenti cantonali: «non erano tutti disonesti, ma impreparati, ma ingannati anche loro. Noi stiamo scontando un'eredità di soprusi e di miserie, e troppi decenni d'isolamento culturale, durante i quali abbiamo imparato soltanto a servire» (Carloni, 2011, p. 18). Come si può comprendere, l'assenza di una comunità coesa – che si riflette nella frammentazione del gruppo dirigente – impediva lo sviluppo di politiche efficaci e incisive sulla realtà cantonale. Quest'incapacità, a sua volta, impediva lo sviluppo di dinamiche virtuose.
Vi furono però, anche in quegli anni, alcuni grandi progetti che segnarono in profondità la società ticinese. Il più importante fu senza ombra di dubbio la costruzione della linea ferroviaria del Gottardo – anche questa voluta fortemente dalla Confederazione – e quella delle linee ferroviarie regionali. «La ferrovia è il mezzo di trasporto più sviluppato: oltre al grande asse del Gottardo che rompe l'isolamento dal resto della Svizzera, le ferrovie regionali danno maggior vitalità alle valli. Inversamente, il sistema stradale non ha ancora raggiunto uno sviluppo di una certa importanza» (Aldo Rossi et al., 1979, p. 59). Mentre la linea del Gottardo permette all'insieme del Cantone di avvicinarsi al resto della Svizzera – contribuendo lentamente a far uscire il Ticino dalla propria posizione di perifericità – la diffusa rete ferroviaria regionale favorisce l'unione fra i centri cittadini e le vallate. Per tutta la prima metà del XX secolo, comunque, la realtà ticinese – ormai connessa tramite la ferrovia al resto della Svizzera – resta fondamentalmente stabile.

> La demografia resta stazionaria: passa da 156'000 abitanti nel 1910 a 161'000 nel 1941. Il rapporto città-campagna presenta caratteristiche preindustriali: la città è il luogo degli scambi, dell'amministrazione e dei servizi, mentre la campagna è il luogo della produzione artigianale e della piccola manifattura. La proprietà fondiaria è molto dispersa: ogni famiglia o quasi possiede il proprio piccolo pezzo di terra. (Aldo Rossi et al., 1979, p. 59)

Questa congiuntura riporta a due elementi fondamentali: la dualità città-campagna tipica delle società tradizionali (Lefebvre, 2001) da un lato e la frammentazione della proprietà fondiaria come conseguenza della struttura famigliare e di una situazione socio-economica ancora segnata dall'agricoltura di sussistenza (Todd, 2015) dall'altro. In generale il Cantone è dunque caratterizzato da una struttura sociale ed economica pre-industriale.

> Nel periodo precedente il 1950 lo sfruttamento delle risorse naturali si trova ad uno stadio preindustriale, ed il grado di industrializzazione è molto basso se confrontato a quello delle regioni più sviluppate della Svizzera. […] Il livello di sviluppo della divisione del lavoro è relativamente basso. (Aldo Rossi et al., 1979, p. 59)

Questa situazione di sottosviluppo era destinata però a mutare profondamente e rapidamente.

1.2 Il secondo Dopoguerra

La seconda metà del XX secolo vede infatti una trasformazione radicale del panorama socio-territoriale del Cantone.

> A cominciare dal '50 la sovrabbondanza di mezzi di finanziamento a disposizione nelle regioni limitrofe finisce per interessarsi anche di una regione marginale come il Ticino, dove viene investita nelle risorse naturali: l'idroelettricità e la proprietà fondiaria; ne deriva un'alienazione generale del sistema ecologico e dell'ambiente. L'insediamento sparso delle industrie, marginali e poco espansive, insieme con il sistema di investimento estensivo, comporta l'assunzione della mano d'opera essenzialmente tra gli stagionali e i frontalieri nel Sottoceneri. […] Nell'industria edilizia, la crescita è estensiva e artificialmente sviluppata, legata alla speculazione fondiaria. […] L'infrastruttura

> stradale si rinforza al livello delle strade cantonali per assorbire il traffico frontaliero e pendolare, parallelamente al consolidamento della dorsale nord-sud, che comporta anche tratti di autostrada. L'aumento della motorizzazione privata è molto forte, a spesa dei trasporti pubblici. Le ferrovie regionali assumono una sempre minore importanza per gli scambi locali. (Aldo Rossi et al., 1979, pp. 59-60)

Come si può comprendere, la trasformazione è radicale non solo per propria rapidità, ma anche per il passaggio da un panorama fondamentalmente agricolo e rurale ad una situazione in cui il settore economico prevalente diventa il terziario (in special modo le banche) e il territorio viene profondamente segnato da fenomeni di suburbanizzazione. Trattandosi di un cambiamento socio-politico, non si tratta di una dinamica legata a causalità necessarie e ineluttabili, quanto piuttosto di un processo contingente segnato dalle lotte e dagli interessi fra differenti gruppi e prospettive.

> Subito dopo il conflitto c'era stato un momento d'attesa in cui le autorità avevano esitato sulle opzioni politiche di fondo, dubitando se per esempio convenisse mantenere e rafforzare l'antica tradizione rurale del Ticino, impedendo l'abbandono delle valli e investendo nelle migliorie fondiarie, oppure se fosse preferibile promuovere una crescita industriale, ma quale e dove e come non era poi molto chiaro. (Raffaello Ceschi & Ghiringhelli, 1998, p. 551)

Risulta interessante richiamare le riflessioni politiche sul futuro del Cantone poiché da esse si comprende l'impreparazione del gruppo dirigente cantonale rispetto al nuovo panorama che si andava delineando. Le conseguenze della frammentazione e del campanilismo sulla cultura ticinese si facevano sentire anche e soprattutto a livello dei progetti elaborati dalla classe dirigente. In quegli anni dominavano tuttavia partiti che si rifacevano ad ideali di sinistra e centro-sinistra, tendenzialmente favorevoli alla modernizzazione e all'abbandono del mondo rurale e delle sue consuetudini. La scelta di favorire la trasformazione del Cantone fu presa dunque per superare la situazione di diffusa povertà ed emarginazione che ancora segnava la società ticinese.

> A conti fatti, l'intesa di sinistra [fra radicali e socialisti] si presentò con un obiettivo chiaro nella sua formulazione: assecondare la modernizzazione economica del paese per raggiungere rapidamente il livello medio di prosperità degli altri cantoni, ma, allo stesso tempo, promuovere quei meccanismi che garantivano un'adeguata sicurezza sociale. Il che, evidentemente, presupponeva uno Stato capace di giocare un ruolo attivo in campo economico e in ambito sociale. (Raffaello Ceschi & Ghiringhelli, 1998, p. 552)

Gli obiettivi erano molteplici ed ambiziosi: si trattava da un lato di favorire la modernizzazione del paese attraverso politiche che incoraggiassero lo sviluppo economico, dall'altro, però, bisognava operare un controllo pubblico di queste dinamiche per garantire una maggior giustizia sociale e un'emancipazione economica generale. Ecco emergere il ruolo del Cantone come attore fondamentale, arbitro di questa fase di transizione. Per poter raggiungere i risultati sperati, occorreva infatti uno stato forte, coeso, efficiente e preparato, un gruppo dirigente competente e deciso – tutte cose che stridevano con la realtà cantonale segnata dal campanilismo e da un clientelismo che proprio negli anni '50 vedeva il proprio apice (Raffaello Ceschi & Ghiringhelli, 1998, p. 554). La volontà di superare una volta per tutte la situazione di povertà e sussistenza era però penetrata a fondo nel gruppo dirigente cantonale.

> Lo spirito rurale che nel dopoguerra aveva tenuto il Ticino sulla difensiva era definitivamente tramontato, la sensazione dell'isolamento lasciava il posto al miraggio delle grandi aperture, la posizione geografica del cantone, per tanto tempo considerata marginale nei confronti della Svizzera, veniva ora decantata addirittura come centrale nei confronti dell'Europa. (Raffaello Ceschi & Ghiringhelli, 1998, p. 554)

Come possiamo comprendere, questo cambiamento di prospettiva nel gruppo dirigente cantonale non poteva non avere effetti sia sulla conformazione socio-economica che sulla posizione strategica del Cantone, il quale smetteva di essere vissuto e dunque anche presentato al resto della Svizzera come una realtà periferica per rivendicare invece la propria centralità.

> La presenza in Ticino di ricchezze naturali, la disponibilità di terreno edificabile, e di altri fattori favorevoli quali il paesaggio, il clima, le strutture politiche, giuridiche e fiscali che si articolano all'interno di nuove strutture uscite dallo sviluppo economico del dopoguerra, hanno favorito l'emergere e il consolidarsi di una classe di capitalisti proprietari fondiari, prima quasi inesistente. (Aldo Rossi et al., 1979, pp. 60-61)

Questo elemento, sollevato da Aldo Rossi, è assai interessante. Nel Ticino rurale, infatti, la terra era legata alla sopravvivenza. Le piccole proprietà e la frammentazione istituzionale garantivano delle scale di gestione delle questioni quotidiane estremamente ridotte e ancorate nel contesto locale. La composizione sociale e famigliare, influenzata dalla mancanza di grandi superfici pianeggianti e dalla vicinanza alla *weltanschauung* germanica, favoriva dunque il consolidamento della piccola proprietà a scapito della concentrazione di capitale e terreno (Todd, 2015). L'assenza di latifondi si traduceva così anche nell'assenza di un proletariato agricolo diffuso – che a sua volta impediva la concentrazione di capitale sufficiente per favorire uno sviluppo industriale capitalistico (cfr. Belloc, 2012). Conseguenza dell'arricchimento e del boom economico del secondo Dopoguerra è lo stravolgimento di questa tradizionale struttura sociale, famigliare e di proprietà – che era rimasta pressoché stabile dal 1500. L'esplosione insediativa ed edilizia generata dall'arricchimento fa pressione sui confini tradizionali dell'abitato. Scompaiono le divisioni fra città e campagna. L'abbandono dell'agricoltura di sussistenza – che necessitava un'estrema frammentazione della proprietà fondiaria – e la volontà da parte politica di favorire la modernizzazione agricola – con conseguente concentrazione e meccanizzazione – si tradussero in un generale raggruppamento particellare. Questo, però, invece di favorire lo sviluppo agricolo sortì un effetto inaspettato, vale a dire la creazione di un nuovo gruppo sociale: quello dei proprietari fondiari e degli speculatori edili.

> La campagna diventa una zona quasi improduttiva che aspetta di essere assorbita dalla superficie urbana in espansione continua. Il raggruppamento delle parcelle, che inizialmente avrebbe dovuto permettere un miglior sfruttamento delle risorse agricole, consente invece la creazione di grandi superfici edificabili e l'eclissarsi della piccola proprietà. (Aldo Rossi et al., 1979, p. 60)

Con questi cambiamenti il Ticino dimostra di vivere una transizione generale dal rurale all'urbano. Come osservato da Lefebvre, questa dinamica presenta alcune caratteristiche comuni in ogni parte del mondo, che influenzano la produzione sociale dello spazio nell'epoca tardo-capitalista. Il Ticino, in questo caso, può essere dunque interpretato come manifestazione locale di un fenomeno a scala mondiale per il quale sempre più territori vengono introdotti nello spazio di produzione capitalista e urbano.

> Les régions et pays en croissance rapide détruisent allègrement les espaces historiques engendrés au cours du temps: maisons, palais, bâtisses militaires ou autres. Si quelqu'un y trouve avantage ou profit, l'œuvre disparaît. Plus tard, vers la fin de la croissance accélérée, ces mêmes pays découvrent les utilisations de l'espace pour la consommation culturelle, pour la «culture» elle même, pour le tourisme et les loisirs, industries promises à un grand avenir. Alors ces pays reconstituent à grand frais ce qu'ils ont démoli pendant la «belle époque». Quand les initiatives destructrices n'ont pas complétement abouti, on «rénove», puis on imite, on copie, on invente du «néo» […]. Les anciens objets d'usage passent alors pour œuvres de l'art, rares et précieuses. (Lefebvre, 2000, pp. 415-416)

Ecco declinarsi due prime fasi dello sviluppo in senso turistico del Cantone: in un primo momento la volontà di modernizzazione e l'assenza di regole pianificatorie che portò in pochi anni – dagli anni '40 agli anni '70 – al raddoppio del parco immobiliare cantonale (Caccia, 1984, p. 54); in un secondo momento – come avremo modo di osservare analizzando i discorsi dell'Ente Turistico – la presa di coscienza da parte del gruppo dirigente, che si fa sensibile alla necessità di patrimonializzare e difendere le vestigia del passato per non stravolgere completamente l'assetto sociale e insediativo cantonale, e altresì per preservare la sua attrattività turistica e la qualità di vita per i residenti. All'euforia spensierata del boom economico ed edilizio degli anni '50 – nel quale si forma e consolida il gruppo dei proprietari fondiari e degli speculatori edili, favoriti dalle scelte amministrazioni pubbliche – subentra dunque negli anni '70 e '80 la volontà da parte delle autorità di gestire in modo più equilibrato i fenomeni urbani.
A prescindere dalle distinte volontà – già negli anni '50 v'era chi domandava una maggior pianificazione centralizzata in diversi aspetti della vita pubblica – un dato risulta chiaro: di fronte alla rapidità e profondità di questi cambiamenti le autorità pubbliche si sono trovate spesso impreparate alla gestione della realtà urbana. Forme di clientelismo diffuse e mentalità campaniliste contribuirono inoltre ad inasprire le difficoltà che dovevano fronteggiare le istituzioni per poter svolgere efficacemente i propri compiti.

> Lo Stato dovette affrontare impreparato il turbine delle trasformazioni economiche, mancandogli ancora i mezzi necessari per governarle o anche solo controllarle. Il governo riconosceva l'impetuoso progresso dell'economia, misurava la crescita del benessere materiale, ma nei suoi rendiconti era costretto a segnalare pure la debolezza strutturale di attività economiche che dipendevano troppo da fattori esterni. Inoltre intravvedeva già i segni di inquietanti scompensi, come la crescita squilibrata e caotica dell'economia, divenuta ipertrofica in certi settori, e l'uso sempre più disordinato del territorio, con lo sperpero di risorse e segni di degrado. (Raffaello Ceschi & Ghiringhelli, 1998, p. 555)

Già negli anni '50, di fronte ai primi segnali di scompenso, la politica si era interrogata sulla necessità di dotarsi di strumenti istituzionali in grado di governare lo sviluppo cantonale. Il dibattito però non aveva sortito grandi risultati, se non in alcuni settori particolari.

> Se gli sforzi intrapresi dallo Stato per procacciarsi gli strumenti necessari a governare il mutamento avevano mancato i due obiettivi principali [la pianificazione economica e quella urbanistica], ebbero però miglior fortuna gli interventi in due settori complementari di notevole importanza: il primo fu il tentativo di dare finalmente allo Stato un ruolo attivo e autonomo nella politica idroelettrica e nel mercato dell'energia con la costituzione di un'azienda cantonale, il secondo fu un massiccio investimento nella formazione scolastica, in modo da procurare al cantone il capitale intellettuale necessario per affrontare la modernità. (Raffaello Ceschi & Ghiringhelli, 1998, p. 560)

Nonostante il fallimento nello sviluppo di una politica pianificatoria generale, il Cantone ha dunque potuto perseguire, almeno, una politica scolastica moderna. Il Ticino si è così dotato di una struttura centralizzata e omogenea per poter garantire la formazione alla popolazione – e favorire così lo sviluppo economico e la modernizzazione, che necessitano di lavoratori vieppiù formati. Il successo della politica scolastica può essere interpretato in due modi: sia come tentativo di modernizzare la *weltanschauung* ticinese facendo uscire l'egemonia culturale dal suo stadio rurale – già Platone (2007) ricordava l'importanza dell'educazione per il perseguimento di obiettivi politici a lungo termine –, sia come modo per favorire lo sviluppo economico pur in assenza di strumenti di controllo generale. Questo processo fu perciò fondamentale – non solo per la formazione della gioventù ma anche per mostrare sul territorio la necessità impellente di interventi cantonali.

> La legge per l'istituzione della scuola media unificata fu varata nel 1974: la transizione al nuovo ordinamento fu avviata due anni dopo e comportò un ingente impegno finanziario per l'edificazione delle sedi e la preparazione delle necessarie infrastrutture. Così, se alla fine della guerra solo la metà dei giovani tra gli unidici e i quindi anni era presente nelle scuole, trent'anni dopo la scolarizzazione era totale. (Raffaello Ceschi & Ghiringhelli, 1998, pp. 562-563)

I compiti per i quali il Cantone viene sollecitato nel Dopoguerra sono dunque in costante aumento. Avremo modo in seguito di osservare con più attenzione la reticenza ticinese alla pianificazione territoriale cantonale. È però importante sottolineare come già dagli anni '50 fosse emerso il dibattito circa la necessità di un intervento di coordinazione e controllo cantonale in diversi ambiti. Questi dibattiti che hanno accompagnato la transizione dal rurale all'urbano (Lefebvre, 2001) del Cantone, si sono protratti per quasi un trentennio prima di trovare una soluzione in favore del governo centralizzato della realtà urbana.

> Paradossalmente, fu dunque negli anni Settanta, quando iniziavano i tempi della crisi e della recessione, che le riforme bocciate qualche tempo prima trovarono una parziale applicazione; e fu negli anni Ottanta, quando molti chiedevano allo Stato, fortemente indebitato, di limitarsi ai compiti minimi ed essenziali, che fu svolto un ampio lavoro pianificatorio e di analisi per un intervento globale sul territorio. (Raffaello Ceschi & Ghiringhelli, 1998, p. 563)

Lo Stato, dapprima impreparato ad affrontare la rapidità e profondità dei cambiamenti socio-territoriali, riesce infine a sviluppare degli strumenti di governo. Tuttavia questo risultato arriva solo quando la situazione socio-territoriale è ormai mutata. L'intervento istituzionale è dunque sempre in ritardo rispetto all'evoluzione della realtà urbana. Questo ritardo congenito non può che generare ulteriori tensioni e diffidenze rispetto all'Autorità centrale, favorendo la cristallizzazione dei residui di mentalità campaniliste e localiste sia nella popolazione che in una certa parte del gruppo dirigente.

> La crescita economica e demografica dei primi anni del dopoguerra generò una serie incessante di nuovi bisogni sia quantitativi, e cioè più strade, più scuole, più ospedali, sia qualitativi, quali le riforme del sistema scolastico, la correzione delle sperequazioni sociali, l'attenzione alle classi marginali e ai problemi ambientali. L'inevitabile sovraccarico di compiti affidati allo Stato produsse tuttavia una ulteriore impennata del debito pubblico e procurò, proprio negli anni Ottanta, la crisi dello Stato sociale, che tramutò le attese in diffidenze. (Raffaello Ceschi & Ghiringhelli, 1998, p. 565)

Il Ticino – tradizionalmente legato alla scala locale, alla frammentazione fondiaria e al grande tasso di autonomia concesso a Comuni anche minuscoli, con un passato di divisioni e mancanza di coesione e sorto per un'imposizione contraria alle volontà delle popolazioni locali – manifestava ancora la diffidenza verso l'Autorità centrale, seppure il panorama non fosse più quello di un mondo rurale autosufficiente ma piuttosto una realtà urbana sempre più interconnessa.
Vale la pena segnalare un altro fenomeno interessante che permette di contestualizzare la situazione ticinese nel secondo Dopoguerra, e che richiama l'importanza delle influenze esterne sulla realtà cantonale. L'accessibilità derivata dalla motorizzazione e dalla costruzione dell'autostrada e il complessivo benessere della popolazione – in special modo di quella d'oltralpe – hanno generato dinamiche edilizie e turistiche per cui diverse zone del Cantone sono di fatto diventate proprietà di vacanza per svizzero tedeschi. «I fenomeni più recenti [anni '70], con una discreta germanizzazione soprattutto della fascia costiera lacustre, appartengono ad un fenomeno più generale legato all'area di influenza del capitalismo europeo, alle trasformazioni turistiche ecc.» (Aldo Rossi et al., 1979, p. 8). Avremo modo di approfondire la questione

analizzando i discorsi turistici, vale però la pena segnalare che anche in questo caso il territorio del Cantone subisce l'influsso di fenomeni di riorganizzazione territoriale che operano a scala mondiale: esso diventa infatti un luogo di *loisir* funzionale per i confederati d'oltralpe. Il turismo influenza profondamente lo sviluppo cantonale: esso comporta trasformazioni insediative, con l'apparizione di case secondarie, territoriali, con la privatizzazione delle rive lacustri, urbane, con l'aumento del traffico e sociali con l'inserimento del Cantone nel più vasto contesto della rete urbana europea. Per analizzare la transizione urbana del Ticino e le conseguenti tensioni identitarie, gli ambiti del turismo e della pianificazione territoriale sembrano dunque assai pertinenti.
Tracciamo dunque un riassunto dei principali cambiamenti.

> Après la Seconde Guerre mondiale, la conjoncture internationale qui est favorable et l'ouverture de la frontière italienne puis, trente-cinq ans plus tard, le tunnel routier du Saint-Gothard et la liaison autoroutière continue avec les grandes villes du Nord de l'Europe et la métropole lombarde, enfin, dans la dernière décennie, le choix des entreprises à haute technologie de s'implanter dans les régions périphériques privilégiées par leur climat et la qualité de leur cadre de vie, sont autant de facteurs qui ont permis au Tessin de valoriser pleinement sa situation géographique. Celle-ci, de marginale, est en train de devenir centrale, conférant à ce canton un rôle d'intermédiaire et de médiateur entre les grandes régions économiques situées de part et d'autre des Alpes. (Limouzin, 1990, p. 173)

Prima di procedere con l'analisi, osserviamo più attentamente le questioni legate al tessuto insediativo.

1.2.1 Evoluzione degli insediamenti ticinesi fino al 1980

Come già ampiamente ripetuto, «alla luce dell'evoluzione della popolazione residente si può costatare che la struttura degli insediamenti del Cantone Ticino si è radicalmente modificata nel corso degli ultimi 150 anni» (Angelo Rossi, 1986, p. 43). La portata dirompente della modernità e del mondo post rivoluzione industriale è dunque stata percepita chiaramente anche in Ticino.
Il Ticino pre-ottocentesco era suddiviso in tre regioni funzionali. La parte collinare insubrica, che abbracciava tutto il Sottoceneri, ma anche la zona del Lago Maggiore e del Piano di Magadino, era caratterizzata da una civiltà fondamentalmente agricola. La regione rustica – il medio Ticino – era invece contraddistinta dalla povertà della cultura di transumanza che si svolgeva fra gli scarsi piani alluvionali dei fondivalle e i rustici sui ripidi pendii. Infine, l'alto Ticino era segnato da una cultura fondamentalmente pastorale arricchita sia dai buoni alpeggi che dai «traffici attraverso i valichi alpini» (I. Ceschi, 2014, p. 70). Queste tre diverse regioni – che si rifacevano a contesti territoriali e pratiche di vita distinte – iniziarono un processo di omogeneizzazione a partire dall'unificazione cantonale e soprattutto grazie alle grandi opere ingegneristiche: la ferrovia di fine '800 è stata probabilmente l'ossatura del Ticino contemporaneo, modificando al contempo le vie di transito che fino ad allora si sviluppavano scendendo dalle Alpi per immettersi nel Lago Maggiore e da lì raggiungere Milano e Venezia via fiume. È soprattutto nel secondo dopoguerra, tuttavia, che il Ticino esce definitivamente dal modo di vita rurale che lo aveva caratterizzato per secoli. In questi anni si assiste alla crescita del polo luganese, che spicca sulle altre realtà cantonali per vitalità e ricchezza. Ciò segna una svolta fondamentale nell'apparato socio-economico e culturale del Cantone. Infatti,

> dal profilo economico, questo sviluppo poggia soprattutto sull'espansione delle attività commerciali e finanziarie del terziario. Per queste attività, l'impulso all'espansione proviene dalla vicinanza della frontiera e dalla prossimità di Milano, capitale economica d'Italia. Il turismo e le attività del settore industriale costituiscono altre due componenti essenziali della base economica. (Angelo Rossi, 1986, p. 50)

È interessante analizzare quest'evoluzione della territorialità sociale del Cantone attraverso il tempo. Pur coscienti dei limiti di questo tipo di dati[241], osservando l'evoluzione dei 15 comuni più popolosi del Cantone nel corso degli ultimi 150 anni si osserva una dinamica precisa di accorpamento degli insediamenti importanti in una zona molto ristretta. Mentre nell'epoca rurale i villaggi di una certa importanza si trovavano sparsi su tutto il territorio cantonale – ivi comprese le valli alpine arricchite dalla pastorizia e dalla gestione dei transiti – avvicinandosi al presente si nota una concentrazione della popolazione nei quattro poli urbani di Lugano, Bellinzona, Locarno e Mendrisio-Chiasso. Quest'evoluzione della popolazione ticinese sarà uno degli elementi fondamentali da considerare analizzando i discorsi legati alla politica urbanistica ticinese.

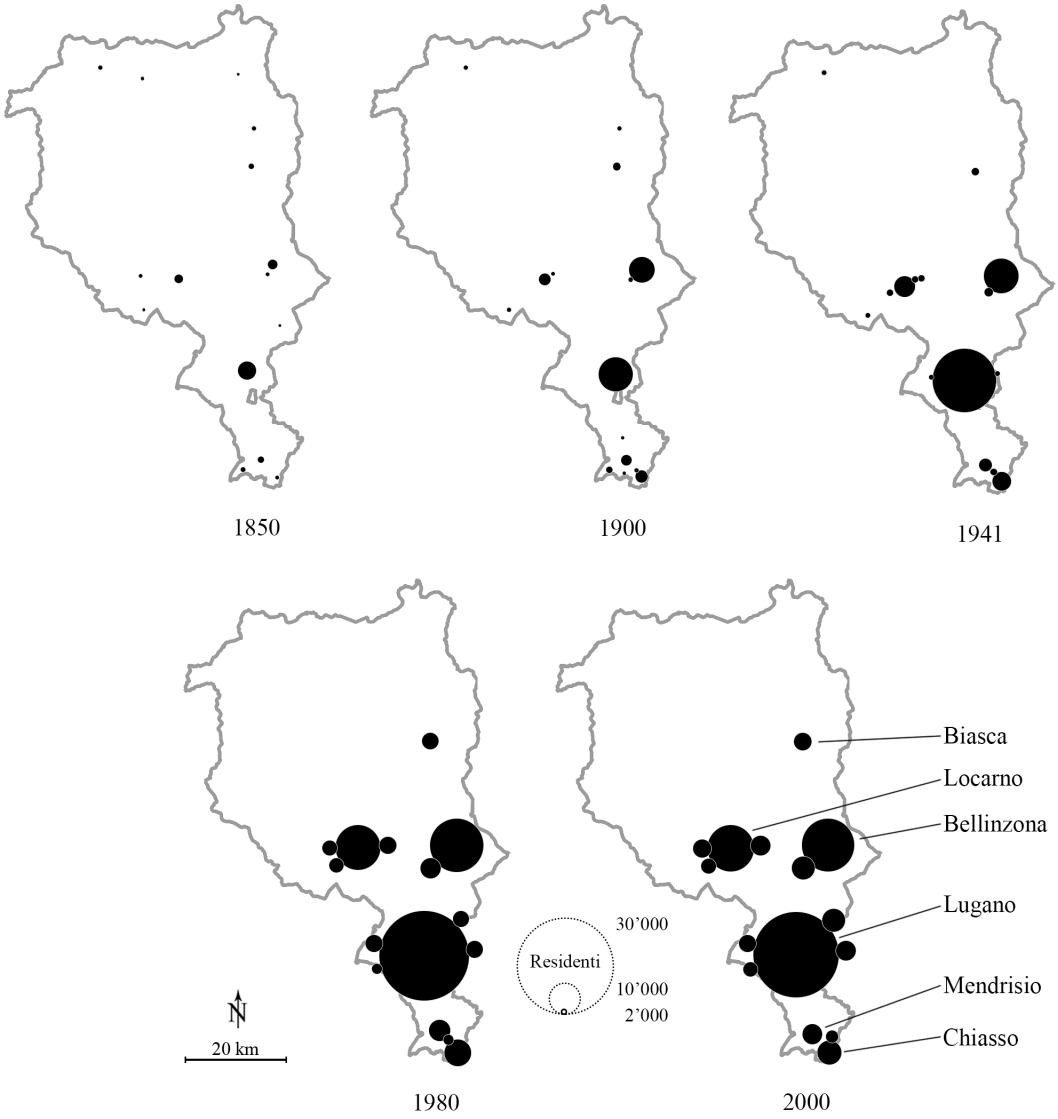


Figura 16. I quindici Comuni più popolosi in Ticino. Fonte: (USTAT, 2018d). Elaborazione propria

[241] I confini comunali sono tutto sommato mutevoli e in un certo senso arbitrari, poiché costruiti politicamente con precisi obiettivi (Gaeta, 2011) e non rispecchiano dunque necessariamente la reale concentrazione della popolazione, che inoltre può risiedere in un luogo e lavorare altrove.

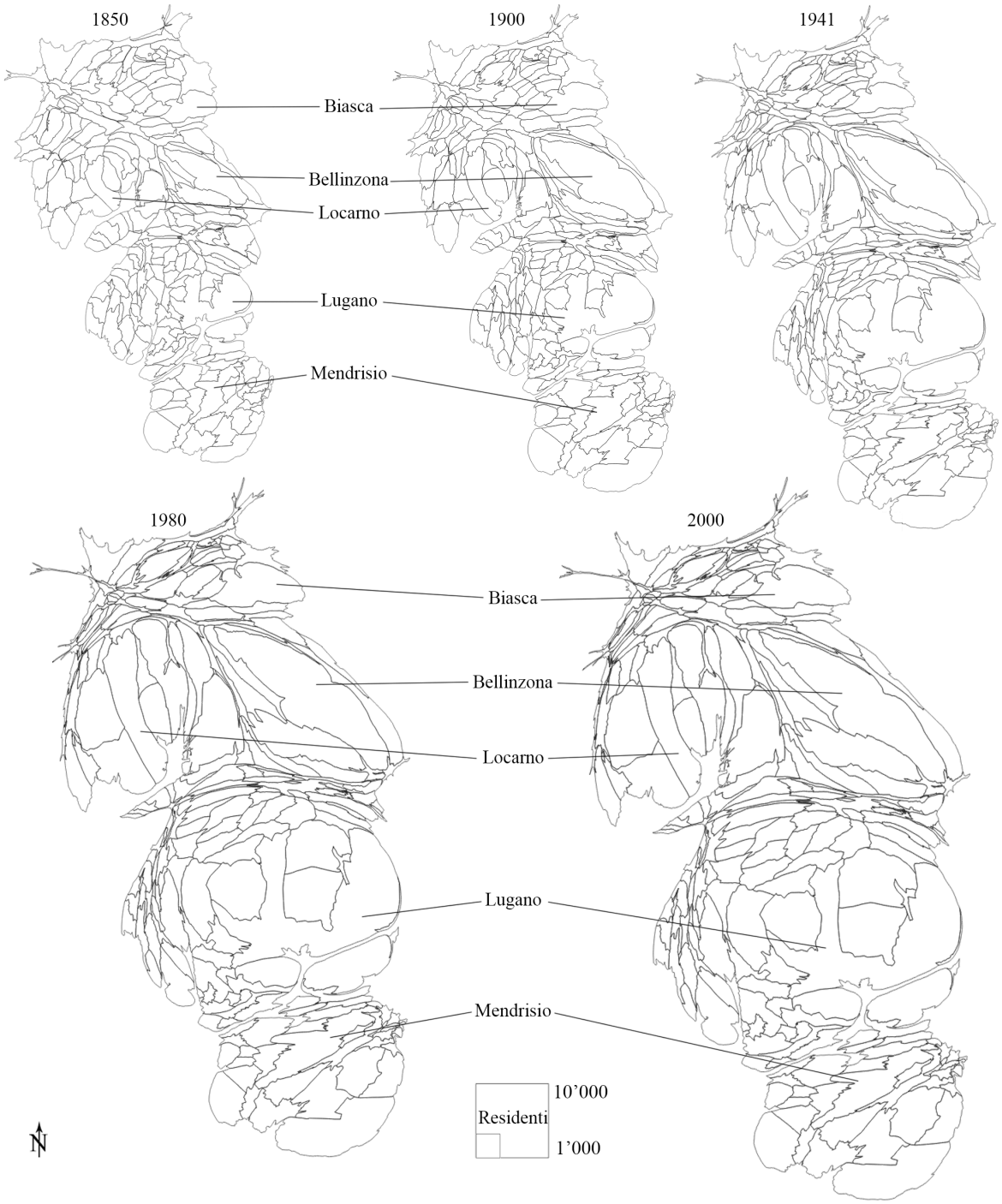


Figura 17. Anamorfosi del Ticino in base alla popolazione. Fonte: (USTAT, 2018d). Elaborazione di Raphaël Bubloz con ScapeToad, dati: SwissTopo GG25/2004, DV084371. La superficie dei Comuni non è proporzionale ai km^2, ma al peso demografico. Si può notare un certo equilibrio territoriale nel 1850, con l’emergere di una crescita demografica vieppiù concentrata nella parte meridionale del Cantone a partire dal 1900 e specialmente nella seconda metà del XX secolo.

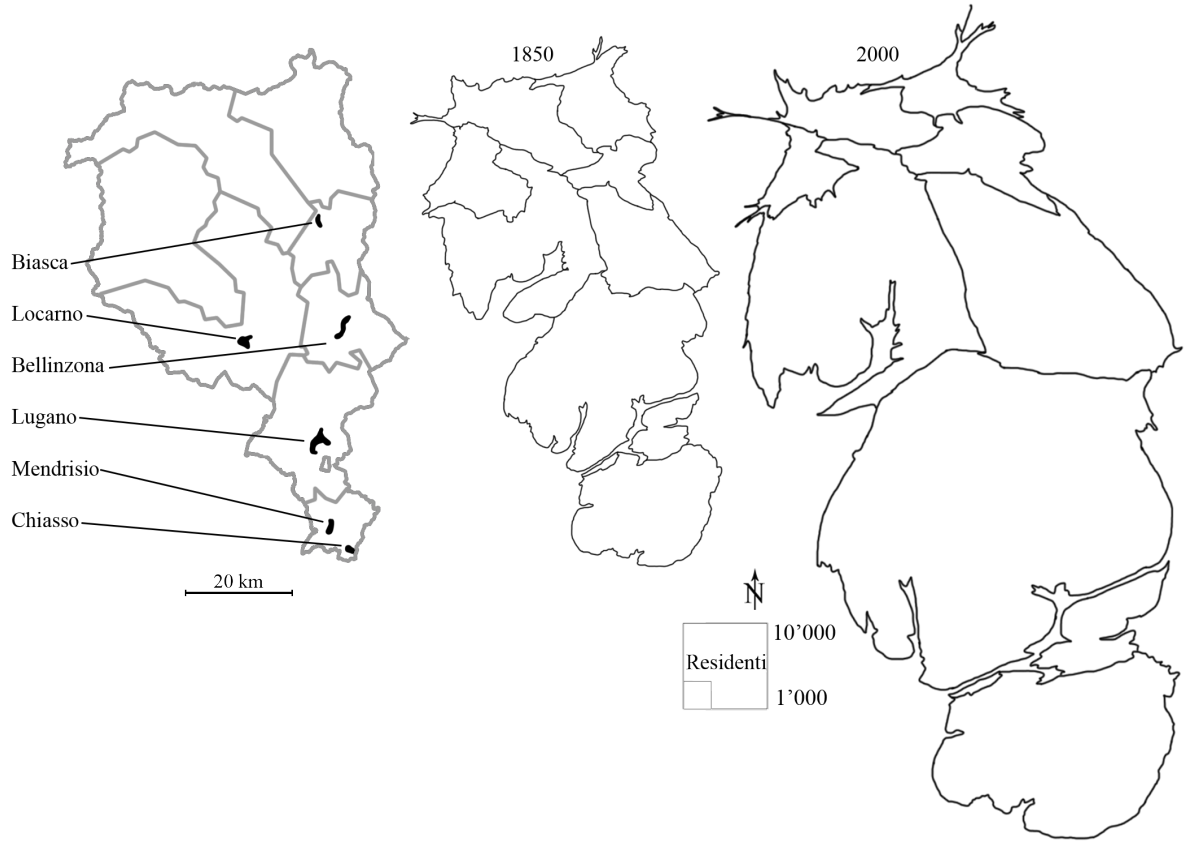


Figura 18. Anamorfosi del Ticino in base alla popolazione. Fonte: (USTAT, 2018d). Elaborazione di Raphaël Bubloz con ScapeToad, dati: SwissTopo GG25/2004, DV084371. La superficie dei Distretti non è proporzionale ai km^2, ma al peso demografico. Si può notare un certo equilibrio demografico nel 1850 fra i diversi distretti. Nel 2000 si osserva l'enorme crescita dei distretti meridionali a scapito dell'importanza demografica dei distretti settentrionali.

Nell'ultima metà del ventesimo secolo, il progressivo arricchimento della popolazione, assieme al cambiamento dei costumi e all'avvento della motorizzazione privata ha contribuito all'esplosione urbana. Il fenomeno riguarda particolarmente, ma non solo, il Luganese: «Dopo il 1970 la suburbanizzazione diventa un fenomeno più generale, che tocca quasi tutti i comuni della regione» (Angelo Rossi, 1986, p. 46). Osservando più concretamente il fenomeno si possono capire meglio le implicazioni dello stesso.

> Secondo i dati del censimento federale del 1980 in quell'anno si contavano in Ticino 66'887 edifici di cui 33'419 risalivano a prima del 1947. Tra il 1947 e il 1970 vi è stata una crescita di 23'443 unità pari quindi al 72%. Va inoltre rilevato che alla fine del 1972 solo 19 Comuni su 247 si erano dotati di un PR secondo la LE40. Tra il 1971 e il 1980 l'aumento degli edifici è stato di 8'780 unità pari al 13% del totale complessivo di edifici per il 1980. (Caccia, 1984, p. 54)

Nel volgere di un trentennio la quantità di edifici in Ticino raddoppia. Questo dato, da solo, può permettere di comprendere la profondità della trasformazione socio-territoriale in corso.
Se a questo aspetto si sommano considerazioni circa l'esiguità del territorio cantonale e l'assenza di regole pianificatorie durante il periodo in questione, si può ben capire lo stravolgimento radicale che quel trentennio ha costituito per la realtà ticinese, con effetti ancora tangibili.

> La forte espansione edilizia rilevata tra il 1947 e il 1970 (periodo nel quale è stato realizzato il 35% del totale registrato nel 1980) ha comportato, vista la mancanza di PR comunali, una cospicua dispersione nel territorio degli

> insediamenti. Ne è conseguito, benché i PR comunali notoriamente siano abbondantemente dimensionati dal profilo della contenibilità teorica, che un numero relativamente elevato di edifici si trova confinato al di fuori delle zone edificabili. (Caccia, 1984, p. 54)

La discussione sugli edifici al di fuori delle zone edificabili appare dunque come la premessa ineluttabile per ogni discussione sull'evoluzione insediativa nel Canton Ticino.



Bellinzona vista da Sud.
Si noti il contrasto fra zona urbana e infraurbana

Mosè Cometta
CC BY
2019

Gli edifici «fuori zona»

Come più volte affermato, il Ticino è composto da forme territoriali e naturali distinte. Si può tuttavia riscontrare una tendenza comune nelle varie forme di insediamento tradizionale. Data l'importanza dell'agricoltura nella società rurale, infatti, gli insediamenti si sono tradizionalmente costituiti in forma compatta: tale conformazione serviva sia come fondamento della vita comune – necessaria per garantire la sicurezza – che come modo per risparmiare materiale di costruzione. In modo preminente, però, la compattezza insediativa rispondeva alla necessità di salvaguardare l'integrità dei terreni agricoli, imprescindibili per la sopravvivenza.

Quando la società abbandona definitivamente questo modello di vita, la comprensione del territorio cambia radicalmente. Esso diventa infatti un'occasione di emancipazione economica: edificare i propri terreni può infatti portare buoni guadagni. Osservando i dati circa la quantità di nuove edificazioni nel secondo dopoguerra si può ben capire la profondità con cui è attecchita questa nuova percezione. La situazione per le autorità preposte alla vigilanza e alla stesura di norme pianificatorie era dunque estremamente difficile: nuove edificazioni spuntavano ovunque, senza nessun ordine prestabilito e senza una logica comune e coerente.

> Questo fenomeno [l'importanza dell'edificazione fuori zona in Ticino] è dovuto essenzialmente a questioni storiche attinenti ad una forma di insediamento molto sparso favorito anche dal fatto che la mancanza di un diritto pianificatorio fino agli inizi degli anni settanta ha permesso di disseminare numerosissime nuove costruzioni al di fuori di quelle che, logicamente, sarebbero dovuto essere le zone insediative. Queste constatazioni permettono di mettere in risalto la dimensione del conflitto tra l'ordine pianificatorio teoricamente auspicabile e quello praticamente realizzabile e danno un'idea dei limiti entro i quali l'Autorità ha dovuto operare. (Caccia, 1984, p. 54)

Già a prima vista, dunque, il compito delle autorità cantonali di pianificazione appare quanto mai arduo – esse sono infatti chiamate a elaborare dei piani di sviluppo che guidino il futuro sulla base di un presente risultato di un'evoluzione passata casuale e disordinata. Le premesse sembrano quanto mai sfavorevoli.

I rustici e le tracce del passato: occasione di polemica fra due visioni

Legata al tema degli edifici in fuori zona, seppur come caso particolare, v'è la questione dei rustici. Essi appariranno più volte nell'analisi, soprattutto nello studio dei discorsi legati al turismo. È però importante approfondire il dibattito architettonico attorno a questi manufatti poiché esso mostra in maniera esplicita il modo di interpretare ed appropriarsi di tracce del passato rurale da parte della società urbana contemporanea – il che contribuisce grandemente al nostro compito di tentare di comprendere tale società.

Alcuni ricercatori, analizzando il carattere architettonico dei rustici e delle valli che li ospitano, sono arrivati a conclusioni assai drastiche. Per questi importanti esponenti del mondo dell'architettura le valli alpine sono infatti, essenzialmente, luoghi di abbandono, ambienti duri e inospitali. La montagna, elemento di verticalizzazione dell'orizzonte e quindi materializzazione del concetto di limite, impone condizioni di vita difficili e aspre. È interessante osservare quanto affermato su queste costruzioni da parte di Tita Carloni, grande conoscitore dell'architettura ticinese e critico sociale della realtà cantonale: «le costruzioni, nella loro arcaica, necessaria bellezza, erano frutto della penuria e della fatica. Pietre, pietre, pietre e un po' di legno» (Carloni, 2011, p. 72). La povertà e gli stenti, dunque, condizionano lo sviluppo di forme architettoniche ed urbanistiche particolari – e dovrebbero allora, almeno idealmente, guidare anche la politica di restauro e conservazione delle stesse.

> Sembra quasi che il continuo, costante abbandono che risale al «massacro della peste» fino alla disoccupazione e alla conseguente emigrazione del secolo scorso e di giorni non lontani abbia segnato il destino di quest'architettura. Ma

> il suo destino si identifica con il suo significato storico che è insieme il significato di oggi: cioè, ancora una volta, l'abbandono. Lo studio dei paesi delle valli ticinesi, per tutto l'arco che va dal Sempione alla Valsolda (si noti che non vi è nessuna differenza tra le valli *italiane* e quelle *svizzere*) conduce alla contestazione, dall'interno, della tesi di un uso alternativo. Pur così abituati ai capovolgimenti del discorso dell'uso del suolo urbano, crediamo che nessuno potrebbe pensare seriamente alla trasformazione di queste case in dimore di oggi; forse dobbiamo dire coraggiosamente che molte situazioni devono essere lasciate come sono. (Aldo Rossi et al., 1979, p. 27)

Rossi solleva qui una questione fondamentale: la necessità di una certa coerenza nello sviluppo architettonico ed urbano. Avendo rintracciato l'abbandono come essenza dell'architettura rustica delle valli alpine, ne segue che esse non possano essere trasformate in residenze secondarie senza snaturarsi completamente. Come possiamo intuire, allora, il problema non è solo e unicamente di storia dell'architettura: si tratta di comprendere ed influenzare politiche urbanistiche che modificheranno l'assetto del Cantone nel suo presente e nel suo futuro. Ecco allora che, in questa prospettiva, occorre affermare come

> ogni restauro, evidentemente, non può che presentarsi come una forma di privilegio, e in quanto tale sfuggire al carattere autentico di queste costruzioni. È inutile qui elencare «gli arrangiamenti» compiuti da alcuni architetti, con indubbia buona volontà e anche con abilità, di qualche costruzione; ma queste sistemazioni non possono costituire una visione pianificata e razionale del destino dei paesi delle valli. Se questo avvenisse sarebbe la distruzione dell'ambiente originario attraverso un presupposto insostenibile sia dal punto di vista economico che da quello architettonico. (Aldo Rossi et al., 1979, p. 27)

L'argomentazione è chiara e non lascia spazio a dubbi. Di diversa opinione, invece, altri esponenti del mondo dell'architettura e della pianificazione, in special modo i responsabili degli uffici cantonali. Per essi, infatti, importante non è tanto il carattere essenziale della valle in quanto tale – in una prospettiva tutto sommato idealista e romantica – ma piuttosto le caratteristiche fisico-paesaggistiche che sono da mantenere e preservare il più possibile intatte, difendendole dall'abbandono e dall'incuria che segue la scomparsa della società rurale.

> La trasformazione dei rustici a scopo abitativo diventa cosi l'unico modo per sottrarli a questo destino e per motivare gli investimenti, spesso ingenti, necessari al loro risanamento. Non è infatti pensabile che il ceto contadino possa garantire i necessari interventi di manutenzione ad una sostanza edilizia desueta e ormai non più rispondente alle mutate esigenze di conduzione dell'attività agricola. (Caccia, 1984, p. 56)

Abbiamo, in questo dibattito fra posizioni teoriche, una prospettiva privilegiata sulle dinamiche pianificatorie e sulla logica attraverso la quale queste sono organizzate. Come in ogni intervento di conservazione infatti, la prospettiva dei responsabili cantonali sembra infatti completamente disinteressata al carattere ideale dei manufatti in questioni. Ad importare è invece la costituzione fisica del paesaggio *qua* bene fondamentale per la società urbana che sempre più ricerca un aumento della qualità di vita tramite *loisir*. Le due posizioni teoriche circa il miglior modo per conservare i rustici non potevano insomma essere più contrapposte. Da un lato infatti, il territorio ed il paesaggio sono esperiti in modo essenziale ed idealistico, con una visione di fatto politica – che lega cioè l'organizzazione sociale e le sue manifestazioni urbanistico-spaziali –; dall'altro, invece, il paesaggio è compreso principalmente in senso estetico e fisico: come una forma materiale che va mantenuta intatta, un contenitore – rustico e prati attorno – che vanno preservati anche a costo di stravolgere il quadro entro i quali gli stessi erano sorti. Carloni, una figura di spicco dell'architettura e del mondo della cultura ticinese, sottolinea questa incompatibilità.

> Essendo l'architettura e il territorio lo specchio della società che li produce è evidente che v'era una grande coerenza tra i rustici dell'antica civiltà contadina e i loro operosi proprietari, così come c'è una grande coerenza tra gli ex-rustici di vacanza e l'attuale società di accaniti consumatori, cui tutti apparteniamo, nessuno escluso. Ma allora come si fa a sostenere che il cambiamento di destinazione dei rustici è una misura favorevole alla loro conservazione e alla cura del paesaggio circostante, fatto un tempo di pascoli, prode e selve? Non sarebbe meglio prendere atto lucidamente della realtà, descriverla senza pregiudizi, smetterla di parlare di conservazione e pensare a due possibili alternative culturalmente decenti? Prima: la caduta in rovina pura e semplice dei rustici, che costituirebbe di fatto una morte dignitosa, con elevata valenza poetica […]. Seconda: la trasformazione in modeste case attrezzate per il tempo libero, con interventi sobri, qualificati e manifesti; che rivelino onestamente la circostanza che lì non soggiornano più poveri pastori, donne pie e qualche vaccherella, ma bancari più o meno miscredenti, in regolare stato di ozio. (Carloni, 2011, pp. 73-74)

Secondo i sostenitori della prospettiva idealista-politica, l'abbandono dei rustici non comporterebbe una perdita radicale per il panorama ticinese ma, anzi, manifesterebbe tendenze socio-spaziali in atto in modo coerente, mantenendo peraltro inalterata la tendenza essenziale delle valli ad essere luogo di abbandono.

> Il territorio del Canton Ticino, non diversamente dalle altre valli alpine della Lombardia, è la testimonianza di un abbandono che, dalla peste del Seicento, continua fino alle grandi migrazioni dell'Ottocento e del primo periodo industriale. Da qui il problema attuale del significato, prima ancora che dell'uso, di queste costruzioni che rischiano di essere deformate da sbrigative sistemazioni turistiche dettate dalla speculazione portando il patrimonio storico architettonico delle valli alla stessa degradazione di quello della fascia lacustre. (Aldo Rossi et al., 1979, p. 7)

In quest'ottica l'abbandono non è un elemento intrinsecamente negativo, ma anzi, può addirittura essere esperito come un aspetto positivo. È l'abbandono infatti ad aver permesso la conservazione architettonica ed insediativa dei villaggi di montagna, rimasti fino ad allora praticamente impermeabili all'esplosione urbana che stava invece distruggendo le strutture insediative tradizionali nei fondivalle e nelle aree lacustri.

> L'*abbandono* delle valli è la controfaccia dell'architettura del lago; ma il significato di questo discorso non è diverso, se l'*abbandono*, storicamente negativo delle valli, le ha finora preservate dalla distruzione, la stessa complessità di caratteri del lago, la sua stessa *bellezza*, ne ha aumentato le condizioni per il suo degradamento. (Aldo Rossi et al., 1979, p. 28)

La piattezza, caratteristica dei terreni lacustri, non offre elementi materiali che contrastino la cultura materiale presente e dunque più difficilmente può mantenere intatte tracce del passato (Scolari, 2006, p. 24). L'asperità dei versanti delle valli invece, ostacolando la produzione di nuove pratiche sociali e architettoniche, contribuisce alla conservazione delle tracce del passato. Secondo i sostenitori di questa prospettiva, inoltre, la posizione delle autorità non è solo contraddittoria ma anche limitata. Infatti neppure la conversione dei rustici a case secondarie potrà veramente contribuire alla manutenzione globale del paesaggio rurale.

> Non ha più nemmeno senso parlare di *difesa* di questi paesaggi, e il discorso è certamente generale, quanto di un'alternativa. I lineamenti di questa alternativa al di fuori della pura difesa o conservazione, del resto come ognuno vede, inattuabile, stanno nella comprensione degli elementi del paesaggio costruito. (Aldo Rossi et al., 1979, p. 31)

Dal momento che una difesa o una conservazione fisica sono impossibili senza il mantenimento delle strutture sociali che hanno fatto emergere tali forme architettoniche e paesaggistiche, ogni politica conservativa non può che contribuire a stravolgere il senso complessivo dei manufatti in questione. Stando a questi esponenti della scuola architettonica moderna ticinese, allora, occorre decisamente voltare pagina,

assumendo e sviluppando le caratteristiche tipiche della propria epoca senza voler travisare le tracce del passato con la scusa della conservazione.

> È legittimo scopiazzare, tradendole, le costruzioni di un mondo poverissimo lontano da noi almeno quanto lo sono i processi per stregoneria, le fatiche inenarrabili e la fame […]? A mio parere non solo non è legittimo ma è addirittura mistificatorio, cioè ingannevole. Tocca a noi costruire la tradizione architettonica del nostro tempo, che non deve per forza scontrarsi con quella del passato ma vi si può accostare con attenzione e affetto. (Carloni, 2011, pp. 99-100)

Le caratteristiche sociali contemporanee sono infatti fondamentalmente distinte da quelle passate, e così lo devono essere allora anche le loro espressioni architettoniche. Mentre la società rurale era organizzata attorno alla comunità, la società urbana ruota attorno all'individuo, risaltandone pregi e difetti. Anche l'architettura, dunque, si trasforma in modo fondamentale.

> Mentre in una cultura di tipo autocosciente, come la nostra, la produzione di ogni singolo oggetto architettonico è un'occasione per rimettere in discussione i valori acquisiti e il nuovo si afferma come individuo dai tratti inconfondibili, nella civiltà rurale il modello codifica un sapere risaputo e certo, che in ogni nuovo edificio viene riproposto in modo affermativo e con la massima evidenza. (Aldo Rossi et al., 1979, p. 423)

Non occorre entrare qui in disquisizioni circa l'omogeneità diffusa che l'individualismo architettonico sta producendo in paesaggi vieppiù banali nella propria eterogeneità ripetitiva (Scolari, 2006, p. 25). Quello che interessa, invece, è risaltare la diversità nei processi che portano allo sviluppo di soluzioni e pratiche architettoniche ed urbanistiche. Mentre nella costruzione antica sedimentano saperi collettivi modificabili solo in modo impercettibile, quella contemporanea è caratterizzata dalla chiarezza e dall'esplicita volontà di gestire il sociale in base a uno schema – almeno a priori – critico, ma soprattutto individuale, della realtà. Queste caratteristiche emergono osservando la conformazione urbana laddove l'antico si affaccia sul moderno.

> Paragonando fra loro gli *insiemi urbani* percepiti (quartieri o zone), notiamo una opposizione fra carattere antico e recente, il che non corrisponde soltanto a classi di identità, ma anche a classi di utilità specifiche. In tal modo i quartieri costituenti la parte antica della città o del borgo permettono operazioni di tipo funzionale come abitare, incontrarsi, passeggiare, commercio o acquisti, e operazioni di tipo simbolico; i quartieri a carattere recente invece vengono identificati movendo da operazioni di tipo unicamente funzionale come abitare o lavorare. (Aldo Rossi et al., 1979, pp. 405-406)

Vi sono insomma caratteristiche che non riguardano unicamente la forma degli insediamenti e degli edifici, ma che rispecchiano invece la loro stessa essenza in quanto manifestazioni di una società che impone la differenziazione fra l'architettura rurale del passato e l'architettura contemporanea. Partendo dalla prospettiva idealista, legata indissolubilmente ai grandi personaggi della storia dell'architettura ticinese, le considerazioni attorno a cosa fare dei rustici assumono dunque una valenza molto più generale, rimandando al complesso rapporto fra una società e il suo ambiente. La riduzione del paesaggio rustico a elemento meramente estetico e ricreativo – funzionale cioè al nuovo modo di vita urbano – è in questa prospettiva estremamente problematica.

> Nella misura in cui insediamenti e paesaggi sono convertiti in oggetti estetici, autorità e credibilità degli operatori sono affidate in sorte a valori che attualmente si sono dimostrati fra i più opinabili e difficili da difendere. […] Un borgo è un monumento di cultura: abitativa, tecnologica, giuridica, economica, ecc., è un sedimento di fatiche, perizia

> e immaginazione. Se l'apprezzamento prevarica questa realtà storica, privilegiando il valore dell'immagine – il termine tedeco «Ortsbild» suggerisce fin troppo bene l'idea di una lettura scenografica –, vuol dire che le attese culturali rivolte al territorio costruito si sono estraniate sia dall'uso produttivo e sociale (e quindi anche estetico) che l'ha storicamente conformato, sia dai processi di trasformazione in atto. (Reichlin & Reinhart, 1979, pp. XVIII-XIX)

Ecco riemergere con forza le critiche che Lefebvre aveva già mosso a suo tempo alle contraddizioni ideologiche delle politiche urbanistiche (Lefebvre, 1968, pp. 47-50; 1970, pp. 80-84). Questo *excursus* sui rustici e la loro conservazione non è in realtà estraneo al tema che ci interessa. Esso mette infatti in scena le tensioni identitarie e spaziali che contraddistinguono il passaggio da una società rurale a una urbana – aspetto particolarmente importante che ci preme sottolineare. Il turismo e il *loisir* – elementi centrali nella struttura urbana che si andava formando in Ticino – sono le due giustificazioni per questa politica territoriale di trasformazione dei rustici in case di vacanza, provvedendo così a un capovolgimento funzionale in nome della conservazione materiale. Sollevare la questione prima di affrontare l'analisi dei piani urbanistici e dei discorsi turistici era dunque necessario per fornire un ulteriore elemento di riflessione a cavallo fra questioni spaziali, politiche e identitarie.

1.3 Il Ticino in Svizzera

L'evoluzione urbana del Cantone non è un *unicum*. Al contrario, essa risponde ad una modernizzazione generale dei costumi, esplosa con particolare intensità in Europa nel corso della seconda metà del XX secolo. Tentiamo allora di osservare almeno brevemente la posizione del Ticino rispetto al resto della Svizzera per avere un'immagine complessiva della situazione.

Uno degli aspetti fondamentali dell'urbanità è quello della mobilità. Lo stile di vita urbano è infatti tendenzialmente politopico (Stock, 2006). Prendendo questo aspetto come indicatore, possiamo allora osservare che, all'inizio del XXI secolo, «la population suisse est mobile» (Schuler et al., 2006, p. 119). Questa mobilità non si traduce però, come nel passato, in una tendenza migratoria verso i centri urbani elvetici più economicamente attrattivi.

> Les trente dernières années ont vu la Suisse passer d'un modèle migratoire polarisé au niveau des grandes régions à un système diffus de migrations internes relativement équilibrée et généralement réduite. L'échange de population entre les grandes régions et particulièrement entre les régions linguistiques a continuellement régressé. […] La situation évolue vers un modèle de mobilité résidentielle intra-métropolitaine. (Schuler et al., 2006, p. 126)

Quest'evoluzione conferma l'ipotesi di una maturazione urbana nell'insieme del contesto svizzero: la scomparsa dei fenomeni migratori dalla campagna alla città è dato dall'avvento di un'urbanizzazione diffusa e disseminata. Lo sviluppo urbano complessivo, infatti, permette di ridurre la mobilità migratoria e favorisce invece la mobilità quotidiana: dalle dinamiche di fuga dalle campagne si passa a quelle di mobilità intraurbana. Il Ticino, a causa del boom edilizio ed economico degli anni '50, aveva in quest'ambito anticipato il resto della Confederazione.

> Dans un contexte de hausse générale de la pendularité, les caractéristiques territoriales du phénomène changèrent peu durant les années 1950, à l'exception du Tessin avec ses petites communes où la pendularité a rapidement augmenté. En revanche, dès 1970 la pendularité apparaît comme un phénomène en voie de généralisation dans les villes. (Schuler et al., 2006, p. 269)

L'urbanizzazione cantonale, seppur con un boom iniziale in anticipo rispetto ad altre regioni, è dunque in linea con l'evoluzione generale del territorio elvetico. Tale processo non è però uniforme ed omogeneo. Infatti, mentre appare chiara l'urbanizzazione dei modi di vita – ad esempio la scomparsa del dialetto[242] – meno marcata è l'evoluzione di altri ambiti. Così, ad esempio, la struttura famigliare resta legata al modello fordista – moderno certo, ma legato a un paradigma economico ormai scomparso nelle nazioni post-industriali. Il Ticino, in questo, è accomunato ad altri territori periferici.

> Le modèle familial bourgeois dans lequel seul l'homme subvient aux besoins de la famille prévaut largement dans la périphérie industrielle alpine avec les grandes entreprises de la chimie et de la métallurgie (Chablais, Haut-Valais, Uri, Tessin), c'est-à-dire là où les professions manuelles qualifiées et non qualifiées prédominent. Dans ces régions, les opportunités d'emploi pour les femmes sont limitées. (Schuler et al., 2006, p. 172)

L'urbanizzazione ticinese di inizio 2000 non è dunque sufficientemente dinamica per permettere il superamento della divisione dei compiti tipica della società industriale. Questo dimostra che, nonostante la sua vocazione urbana, il Cantone sia segnato dalla propria perifericità. Il rapporto centro-periferia è fondamentale per poter analizzare pienamente lo sviluppo del Cantone. Infatti,

> le Tessin a souvent été présenté comme une double périphérie : isolé culturellement au nord et économiquement au sud. […] Au cours de la deuxième partie du XXe siècle et surtout depuis l'ouverture du tunnel routier du Gothard en 1980, le Tessin a toutefois acquis un rôle de centralité multiple – dans le tourisme pour les hôtes en provenance du nord des Alpes, dans les finances pour une clientèle italienne et dans les transports et la logistique comme pont entre le nord et le sud. (Schuler et al., 2006, p. 401)

La miglior integrazione data dalla rete infrastrutturale di trasporti – elemento centrale sul quale si focalizzerà l'attività pianificatoria cantonale, come avremo modo di vedere – non ha però permesso di risolvere tutti gli aspetti della perifericità. Infatti essa non è solo materiale, ma anche politica e identitaria. Analizzando in questa prospettiva gli ultimi decenni del XX secolo si può infatti comprendere la particolarità e l'isolamento politico del Cantone.

> Le Tessin occupe une position totalement excentrée, signe d'un véritable «alleingang» politique. […] Le Tessin est en même temps remarquablement homogène, très éloigné de la Suisse Alémanique par son étatisme, et très éloigné de la Suisse Romande sur l'axe libéral-conservateur. En somme, l'image politique du Tessin est celle d'un canton marginalisé. (Schuler et al., 2006, p. 253)

A sua volta, questa situazione d'isolamento contribuisce a rafforzare nella popolazione la tradizionale diffidenza verso le istituzioni statali e le politiche pubbliche derivanti da poteri «centrali» – come avremo modo di vedere sia per quanto riguarda il Parc Adula che per quanto riguarda l'*invasione turistica* del 2017. Complessivamente, dunque, il Ticino appare come un territorio iscritto in dinamiche di urbanizzazione e modernizzazione più vaste. Se esso in alcuni aspetti ha potuto precedere il resto dei Cantoni svizzeri, in altri

[242] «L'usage du dialecte en Suisse italienne décroît rapidement. Le nombre de personnes de langue principale italienne ayant indiqué parler le «dialetto» soit au sein de la famille soit à l'école ou au travail a reculé de 12% entre 1990 et 2000. […] Dans les régions urbaines, notamment dans les agglomérations de Lugano et de Locarno, les enfants (et leurs parents) ne s'expriment plus guère dans ce langage oral. Quant aux personnes âgées de plus de 64 ans, environ la moitié d'entre elles utilisent encore le dialecte comme langue véhiculaire. Le recul de cette forme de langue est donc une question de génération. […] Cela ne signifie pas forcément que le «dialetto» ne soit plus du tout maîtrisé par la jeune génération, mais il est moins présent». (Schuler et al., 2006, p. 143)

si trova invece in una posizione di marginalità e perifericità che minano la sua capacità di adattamento alle nuove situazioni, nonché le possibilità di ulteriori sviluppi socio-economici.
Nella transizione urbana, il Cantone modifica la propria funzione passando da zona periferica rurale a snodo di transito fra poli metropolitani a scala europea, in particolare sull'asse Nord-Sud[243]. Nelle prossime pagine tenteremo dunque di comprendere come questi cambiamenti abbiano influenzato la realtà ticinese e come siano stati recepiti dai diversi attori in gioco, gettando così le basi per una più completa comprensione delle tensioni identitarie che si sono sviluppate nella transizione fra questi due tipi di civiltà.

2. La pianificazione territoriale in Ticino

> Over the last three decades of the twentieth century, progressive forms of regionalism aimed at reducing spatial inequalities almost disappeared. They were replaced by a neoliberal or, perhaps more accurately, neoconservative regionalism that was essentially entrepreneurial and dominated by intensified pressures to compete for a place in the global economy rather that dealing directly with issues of poverty and uneven development. (Soja, 2010, p. 65)

Perché analizzare dei Piani direttori, delle politiche urbanistiche? Vi sono diversi motivi per intraprendere questo lavoro. Innanzitutto, essi sono auto-rappresentazioni tecnico-politiche della società e dei suoi spazi[244], e in quanto tali si inseriscono in uno spazio intermedio fra le parole e le cose (Callon, 2006), cioè su un piano discorsivo. È grazie a documenti di questo tipo che la società «se rend à elle-même visible et compréhensible, c'est-à-dire réflexive et donc représentable» (Ostrowetsky, 1993, p. 299). Come direbbe Lefebvre, «le pouvoir n'apparaît pas comme tel; il se dissimule sous "l'organisation de l'espace"» (2000, p. 370). L'interesse scientifico per questi peculiari documenti è dunque giustificato. Al fine di mobilizzare questo strumento di analisi in modo costruttivo, sarà altresì opportuno mantenere una duplice sensibilità.

> Understanding documents and the policies they contain as «effects of practice» allows for explaining how they are assembled and how they came into existence in the first instance. Recognising, in turn, that documents have «effects in practice» does justice to the central but often neglected performative role of documents in organisational action. (Weisser, 2014, p. 47)

[243] Particolarmente importante il fatto che l'asse Nord-Sud che attraversa la Svizzera da Basilea a Chiasso è altresì l'unico in cui gli stati confinanti presentano territori con importanti densità di popolazione. «La relative forte urbanité de la zone limitrophe contraste le plus souvent avec un arrière-pays faiblement peuplé, que ce soit en Franche-Comté, dans le sud de l'Allemagne (Forêt-Noire, Jur a Souabe), dans l'Arlberg, dans les Alpes italiennes ou dans la périphérie du bassin lémanique. Les deux grandes exceptions sont la vallée du Rhin supérieur et l'aire de Milan qui se trouvent sur le principal axe européen Nord-Sud» (Schuler et al., 2006, p. 49).

[244] Essi hanno inoltre carattere normativo, veicolando così il tentativo di materializzazione dei modelli socio-territoriali ideali del gruppo dirigente. A questo proposito, essi costituiscono ciò che Lévy and Lussault (2013) chiamano dispositivi spaziali legittimi. Particolarmente interessante osservare come la questione dell'egemonia culturale sia fondamentale in questo quadro: i Piani direttori sono infatti al tempo stesso imposizione di un modello e riproduzione dello stesso (da cui la legittimità, data dall'emanazione statale e dal collegamento con una serie di saperi e tecniche ritenuti fondati), andando cioè a retroalimentare le premesse discorsive dalle quali sono stati generati. Essi sono perciò strumenti fondamentali nella gestione del potere e nella costruzione di un'egemonia culturale e sociale.

Se da un lato occorrerà dunque tentare di tracciare una storia nella quale inserire i documenti in modo da renderli intelligibili, essi non saranno però studiati unicamente come risultato di dinamiche sociali, quanto piuttosto come documenti programmatici e strumenti di rappresentazione ma anche come modifica del reale. L'approccio storico dovrà dunque lasciare spazio ad una lettura critica del testo stesso, che permetta di evidenziare tanto la comprensione che le autorità hanno della realtà cantonale quanto i progetti che esse desiderano sviluppare.

Dopo aver osservato l'evoluzione della razionalità istituzionale, ricostruendo minuziosamente i cambiamenti nella concezione spaziale del Cantone, si avrà un'immagine più chiara del modo in cui le autorità e il gruppo dirigente vedono e interagiscono con la realtà. A questo punto, l'analisi del dibattito sul fallito progetto di Parco Nazionale Parc Adula permetterà di confrontare la nuova razionalità egemone delle istituzioni con la percezione di una parte della popolazione particolarmente sensibile a questi cambiamenti – gli abitanti di una regione infraurbana destinata a modificare radicalmente la propria essenza. In questa prospettiva, l'analisi del dibattito sarà di fatto il coronamento dello studio dell'evoluzione della pianificazione territoriale, poiché permetterà di osservare le tensioni generate da queste nell'insieme della società. Ulteriori conseguenze di queste tensioni saranno invece affrontate in sede di conclusione.

I documenti analizzati saranno dunque molteplici: in primo luogo, evidentemente, i due dossier d'accompagnamento alle schede tecniche del Piano direttore. Questi dossier, documenti istituzionali, sono redatti per esplicitare in modo chiaro e funzionale i motivi delle scelte e illustrare in modo più approfondito la prospettiva dei responsabili cantonali sulla situazione socio-territoriale ticinese. Si tratta di documenti monologici con una valenza al tempo stesso tecnica e apologetica della visione del Cantone. Questi testi saranno introdotti e contestualizzati grazie all'analisi di altri testi istituzionali – i Rapporti degli inizi del 2000 – e del dibattito sulla *Rivista Tecnica*, espressione dell'ordine degli architetti, ingegneri e pianificatori ticinesi. Infine, l'analisi del dibattito pubblico sui media stampati per quanto riguarda il Parc Adula permetterà di avere una visione complessiva sulla pianificazione territoriale, il modo in cui le Autorità comprendono la realtà cantonale e le tensioni che l'evoluzione della razionalità istituzionale ha generato.

2.1 Il Piano Direttore del 1990

2.1.1 Premesse storiche: l'evoluzione delle normative urbanistiche

In base a che necessità si è avviata la macchina cantonale per stabilire una legislazione urbanistica? Innanzitutto, occorre ribadire che il Ticino è stato fino almeno ad inizio Novecento una regione caratterizzata fondamentalmente da una civiltà rurale di tipo prevalentemente montano e pre-montano. In queste condizioni socio-economiche dunque, il territorio veniva gestito in base a criteri di parsimonia e sfruttamento agricolo seguendo codici stabiliti e ricorrenti (Aldo Rossi et al., 1979, p. 423). Abbiamo già affermato che durante il ventesimo secolo, ma in modo più marcato a partire dagli anni Cinquanta, la società ticinese subisce una trasformazione importante, che la porterà in meno di un trentennio a diventare una realtà urbana. In questo contesto, è palese che lo sfruttamento del suolo e i bisogni legati al territorio siano mutati radicalmente – da cui la necessità di sviluppare un nuovo quadro normativo, questa volta esplicito e codificato.

La discussione pubblica attorno alla questione era già animata negli anni '60, con le gioventù dei vari partiti a sostenere la necessità di una politica urbanistica coerente. Tuttavia, la struttura politico-istituzionale non era pronta a un simile sforzo, e i tempi erano destinati inevitabilmente ad allungarsi. Dagli anni '60 si arrivò dunque ai '70 prima che, grazie ad una legge federale, le istituzioni ticinesi fossero chiamate a stabilire un benché minimo principio di azzonamento.

> Dal regime molto permissivo degli anni sessanta – tutto il territorio era praticamente aperto all'edificazione senza alcun limite di azzonamento – si è passati, negli anni settanta con l'entrata in vigore della legge federale contro l'inquinamento delle acque, ad un regime più restrittivo. Con questa legge vengono, per la prima volta, introdotti, anche se in forma indiretta, dei concetti pianificatori: attraverso i perimetri dei progetti generali delle canalizzazioni vengono stabilite, in tutti i Comuni del Cantone, le zone entro le quali è ammessa l'edificazione. (Caccia, 1984, p. 54)

Le reticenze delle istituzioni a dotarsi di una politica urbanistica cantonale possono essere interpretate in base a due ipotesi convergenti: da un lato la pervasione delle convinzioni campanilistiche e tradizionali del mondo rurale, contrarie ad ogni tipo di accentramento delle decisioni e favorevoli all'uso normato informalmente delle costruzioni[245], dall'altro le istituzioni pubbliche, fortemente clientelari, difficilmente avrebbero saputo opporsi alle voglie immediate ed egoistiche d'arricchimento speculativo legate al boom immobiliare. La debolezza delle istituzioni cantonali e comunali, il relativo tasso d'autarchia e autogestione che ancora vigeva – segno di una civiltà rurale con minori conflitti legati anche ad una pressione demografica decisamente inferiore – non poteva che riflettersi nell'incapacità di gestire e guidare la radicale trasformazione socio-territoriale messa in atto dall'arricchimento della popolazione e dall'avvento della civiltà urbana.
Dopo la Legge contro l'inquinamento delle acque, la Confederazione è nuovamente intervenuta a metà degli anni '70 proponendo una Legge federale poi bocciata il 13 giugno del 1976 per dotare ogni Cantone di un Piano direttore. Questa legge infatti «prevedeva (art. 5-18) tra i compiti dei Cantoni, l'allestimento di PD: "I Cantoni stabiliscono, mediante piani direttori generali, le linee fondamentali dello sviluppo futuro dell'utilizzazione e dell'insediamento territoriali" (art. 5, cpv. 1)» (Lepori, 1981, p. 52). La LIA non rimane però l'unica norma urbanistica valida sul suolo cantonale. La Confederazione promulga infatti un decreto che stabilisce alcune norme di tutela del paesaggio.

> Sempre negli anni settanta la citata legge federale [LIA] viene affiancata da un altro disposto di diritto federale – il decreto su alcuni provvedimenti urgenti nell'ambito della pianificazione del territorio – che fa obbligo ai Cantoni di «designare senza indugio i territori dove l'insediamento e l'edificazione devono essere provvisoriamente limitati o impediti per motivi inerenti alla protezione del paesaggio, per la conservazione di spazio sufficiente allo svago e al riposo o per la protezione di regioni minacciate da forze naturali». (Caccia, 1984, p. 54)

Come possiamo osservare, la legislazione urbanistica continua ad essere frutto, negli anni '70, delle imposizioni federali al Cantone. Nell'ambito ticinese invece le discussioni politiche non riescono a favorire uno sviluppo normativo in questo senso, lasciando di fatto quasi totalmente incontrollato lo sviluppo territoriale di quegli anni. Fra dibattiti e ritardi, la discussione si protrae fino agli inizi degli anni '80, quando risulta ormai ineludibile la necessità di dotarsi di un Piano direttore cantonale per coordinare lo sviluppo urbano e insediativo.

> Anche se oggi più nessuno può mettere in dubbio la necessità di una presenza e quindi di una competenza del Cantone nel regolare l'attività urbanistica — e dopo l'entrata in vigore della nuova Legge federale sulla pianificazione del territorio del 22 giugno 1979 la discussione è chiusa in senso positivo almeno sul fondo della questione — il tema resta di completa attualità: infatti il PD costituisce il coronamento di una lunga conversione, vera rivoluzione copernicana, per cui si è passati da una predominante (anche se non esclusiva) competenza comunale, alla preminente

[245] Giacché, val la pena ribadirlo, nell'ambito della società rurale e dell'agricoltura di sussistenza v'era sia poca necessità di edificare, con conseguente mancanza di tensione fra territorio e edificazione, sia una tendenza naturale alla preservazione del territorio non insediato come fonte di sopravvivenza.

> competenza e responsabilità cantonale, con il capovolgimento del punto di osservazione da cui guardare la pianificazione territoriale. (Lepori, 1981, p. 51)

In vent'anni di dibattito, insomma, si è riusciti a sovvertire – almeno su un piano federale – l'ideologia comunalista svizzera per quel che riguarda la gestione delle dinamiche urbanistiche. Non si tratta di un aspetto di poco conto, considerando che «in essence, Switzerland's political ideal is still the sovereign communal ministate of the sixteenth century, which chose its partners case by case for a certain purpose – and then always separated from them again» (Diener, Herzog, Meili, de Meuron, & Schmid, 2006, p. 153). La nuova società urbana che si sta ormai consolidando ovunque in Svizzera riesce dunque a modificare l'equilibrio egemonico per quel che riguarda la comprensione istituzionale dei problemi urbanistici. Si tratta di un risultato ragguardevole: in vent'anni si assiste infatti al capovolgimento degli equilibri istituzionali in materia urbanistica. Ciò nonostante, questa rapidità non è l'unico elemento da tenere in considerazione. Come vedremo, infatti, lo sviluppo materiale della società urbana è molto più rapido delle trasformazioni legislative. Al tempo stesso, la mentalità profonda, che potremmo forse radicare nell'inconscio collettivo o quantomeno in un nucleo essenziale e celato di elementi che permettono la comprensione collettiva della realtà in seno a una comunità, ha tempi molto più lunghi. È possibile sostenere, a questo riguardo, che l'avversione ticinese all'accentramento del potere – anche in chiave urbanistica – non è ancora superata.
Le difficoltà politiche e identitarie che si manifestano nell'incapacità di agire del Cantone non sono però un fenomeno isolato. A scala nazionale infatti, tali tensioni si declinano nella volontà urbanistica di *decentralizzazione centralizzata*. Questo slogan riassume infatti la politica che avrebbe dovuto contribuire a preservare il tessuto insediativo tradizionale e evitare lo spopolamento delle valli e delle regioni periferiche a favore dei grossi centri.

> La décentralisation concentrée est un concept inventé dès les années 1940 par Armin Meili, pionnier de l'aménagement national, et formalisé dans les années 1960 et 1970 par l'Institut Orl (Orts-, Regional-und Landesplanung) de l'Ecole polytechnique Fédérale de Zurich qui projette l'armature urbaine de la Suisse sous forme d'un tamis de centres complémentaires et interconnectés. Dans cette vision idéale de l'urbanisation, la promotion des centres secondaires doit permettre de limiter le basculement démographique ou économique du pays sur les centres principaux. (Salomon Cavin, 2004)

Anche a livello federale, dunque, gli obiettivi sono molteplici e spesso contraddittori. In particolare, risulta interessante come per giustificare l'approvazione di norme di tipo urbanistico si sottolinei il loro carattere antiurbano: esse verranno utilizzate per mantenere lo *status quo* e favorire una modernizzazione complessiva della Svizzera, evitando così la separazione troppo netta fra città e campagna. Il compromesso trovato – favorire l'urbanizzazione ma decentralizzandola e garantendo un certo equilibrio territoriale – sarà l'asse portante della politica federale e anche della visione del Cantone, fino almeno agli anni '90. A livello normativo, dunque, le autorità centrali ritengono di avere la sufficiente legittimità per poter intervenire e mettono in moto il processo che porterà alla redazione dei Piani direttori. Dopo aver approvato questi due fondamentali tasselli preparatori – che vanno di fatto a toccare due degli ambiti centrali della pianificazione urbanistica, ovverossia la protezione dell'ambiente e la tutela del paesaggio –

> il Legislativo federale approvava un nuovo progetto di legge: è la Legge federale sulla pianificazione del territorio, del 22 giugno 1979 (messaggio del CF del 27 febbraio 1978), entrata in vigore il primo gennaio di quest'anno, che conferisce competenza ai Cantoni (art. 6-12) di allestire i PD. Le nuove misure legislative cantonali diventano

> pertanto, con l'entrata in vigore della LPT, norme di attuazione di concetti fissati dalla legislazione federale. (Lepori, 1981, p. 53)

Ecco finalmente coronata la volontà pianificatrice che già era emersa nei dibattiti degli anni '60 di fronte all'evoluzione della società. Grazie all'autorità federale, infatti, i Cantoni – compreso il Ticino che si era mostrato fino ad allora reticente – sono obbligati a dotarsi di un Piano direttore che stabilisca le linee direttrici dello sviluppo territoriale futuro. Il quadro che viene a delinearsi è particolarmente interessante: il Ticino si dimostra infatti incapace di affrontare pienamente le sfide che gli vengono poste dal mutare delle condizioni socioeconomiche, giacché la mentalità diffusa sia fra gli elettori sia in seno ai partiti e alle istituzioni è ancora troppo legata alla vecchia società rurale ormai tramontata. La discordanza fra necessità imposte e capacità dimostra la grave crisi nella quale può cadere una comunità in balia di dinamiche che la superano grandemente, nonché la discordanza dei tempi d'evoluzione fra le pratiche sociali e gli elementi d'ordine simbolico e concettuale. Le difficoltà della comunità ticinese di dotarsi di una politica coerente, chiara e tempestiva di gestione della realtà urbana denota l'inadeguatezza di questa comunità di fronte alle sfide poste dalla transizione alla nuova società.

> La pianificazione urbanistica, in una forma incisiva e anticipatrice, era stata spazzata via nel 1969, ma il Ticino, spinto dalla legislazione federale, fu poi costretto ad assumere di nuovo responsabilità pianificatorie: dovette correre ai ripari contro il dilagare della speculazione edilizia, vietando l'edificazione fuori delle zone urbanizzate (legge edilizia del 1972), fu sollecitato inoltre a occuparsi di protezione dell'ambiente e dovette creare le necessarie infrastrutture per la depurazione delle acque e per lo smaltimento dei rifiuti. In tale contesto, il Piano direttore cantonale divenne il nuovo strumento pianificatorio, ricevendo ora funzioni più coordinatrici che prescrittive, più riparatrici che propulsive; e quando fu presentato nel 1989, dopo una laboriosa gestazione, indicava infatti come obiettivo principale la correzione degli squilibri regionali mediante il coordinamento delle attività che incidevano sul territorio: in particolare proponeva d'interpretare il Ticino come una «città-regione», cioè come un tessuto urbano ormai diffuso su tutto il territorio. (Raffaello Ceschi & Ghiringhelli, 1998, p. 564)

Mentre i più critichi sottolineano il ritardo clamoroso con cui avviene l'applicazione delle politiche urbanistiche, altri giustificano i tempi lunghi adducendoli alla ricerca di un consenso sociale e alla costruzione di una posizione culturalmente e socialmente egemonica. «Il grave ritardo con cui la novella giunge in porto – speriamo definitivamente – ha almeno avuto il positivo risultato di fugare molti interrogativi, di togliere gran parte delle opposizioni, e quindi di realizzare un ampio consenso» (Lepori, 1981, p. 55). Occorrerà allora comprendere, nella nostra analisi, se e come questo ritardo sia stato tematizzato, gestito ed eventualmente superato.

2.1.2 Il dibattito tecnico previo al Piano Direttore

Archivio: Biblioteca dell'Accademia di architettura
Rivista: Rivista Tecnica
Timeline: 1970-1990

Rapporto Comuni-Cantone

La relazione fra Cantone e comuni è un tema fondamentale per la pianificazione urbana. Le tensioni e le reticenze delle istituzioni comunali a cedere parte della propria sovranità territoriale all'Autorità centrale spiegano di fatto il ritardo e i problemi nella genesi di una politica urbanistica ticinese, al punto da obbligare gli addetti ai lavori a pronunciarsi apertamente riconoscendo l'importanza del lavoro pianificatorio operato dai comuni. In questa prospettiva, sono due le possibili interpretazioni del Piano direttore.

> Una prima alternativa è quella implicitamente suggerita dalle disposizioni federali che parlano di piano direttore cantonale e sembrano tendere quindi ad una definizione di natura amministrativa. In questo caso, il territorio sottoposto a pianificazione sarebbe quello del Cantone. L'alternativa che noi preferiamo è però un'altra che consiste nel considerare il piano direttore cantonale come il risultato del coordinamento di una serie di piani, preparati per le maggiori regioni polarizzate o funzionali del Cantone, i cui territori sono contigui e coprono assieme l'intero territorio cantonale. (Angelo Rossi, 1986, p. 44)

In questa seconda accezione, il Piano direttore diventa allora coronamento e convergenza di diversi piani e progetti a scale inferiori, superando di fatto la tensione Cantone-comuni con una piroetta dialettica. Questo accorgimento retorico testimonia lo sforzo costante da parte delle istituzioni e degli addetti ai lavori per fugare le paure legate all'accentramento della pianificazione e del potere in generale. Non volendo presentare le nuove competenze cantonali come un'indebita intrusione del Cantone nelle attività dei Comuni, si tenta perciò di sottolineare gli elementi di continuità nascondendo invece quelli di rottura. Grazie a questo nuovo approccio si creano perciò spazi di possibilità e di azione. Negli anni '80, insomma,

> a differenza degli anni 70 (specie il dibattito sulla Legge urbanistica), l'attenzione si è spostata dal concetto di «autonomia comunale» a quello di «partecipazione» dei Comuni alla pianificazione cantonale. La spiegazione di questa diversa prospettiva è molteplice: la realtà urbanistica di questi decenni, i sempre più marcati interventi di consulenza e di realizzazione da parte del Cantone sul tessuto comunale, anche l'impotenza avvertita da molti amministratori comunali a contenere il fenomeno dell'edificazione selvaggia, hanno trasformato la contrapposizione di posizioni e di interessi in una sempre maggior richiesta di aiuto e protezione da parte dei comuni, e quindi di collaborazione tra ente cantonale ed enti periferici. (Lepori, 1981, p. 53)

In queste prese di posizione, il nuovo assetto pianificatorio è presentato non come un'imposizione centralistica, ma come il risultato di una serie di richieste d'aiuto da parte dei comuni per contenere fenomeni che superano la ridotta scala del Comune – nonché il suo potere d'intervento. Il Cantone, in quanto organo superiore dotato di una visione d'insieme, opera dunque non per imposizione ma secondo il principio della partecipazione e della collaborazione convergente.

> La stessa legislazione riflette questa evoluzione: dal progetto di Legge urbanistica che trascurava quasi i comuni, equiparandoli ai privati che presentano le osservazioni una volta pubblicato il piano (art. 9), siamo passati al già citato testo (art. 10) della LU 1968 regolante minutamente la «Consultazione dei comuni», alle procedure contenute nei progetti attualmente in discussione davanti al Gran Consiglio: ma la stessa legislazione federale ora richiede

> esplicitamente (art. 10, cap. 2 LPT) «la collaborazione dei comuni e degli altri enti ai quali incombono compiti di incidenza territoriale». (Lepori, 1981, p. 53)

Il Piano direttore non è dunque solo uno strumento di pianificazione urbanistica, ma rappresenta anche un complesso sistema in cui diversi attori tentano di far valere le proprie prerogative e i propri progetti – con tutte le conseguenze del caso, fra cui evidentemente l'importanza dell'egemonia culturale. La questione del rapporto fra Cantone e Comuni continuerà ad essere presente, come avremo modo di vedere, nella discussione urbanistica.

I limiti del Piano

Il Piano è uno strumento generale, un documento strategico che deve fornire le linee guida per lo sviluppo a medio termine. Dato il ritardo ventennale che la pianificazione cantonale ha accumulato rispetto alle effettive dinamiche urbane che si sviluppano nella società ticinese – ritardo constatato dagli addetti ai lavori – esso non può però essere sviluppato nel dettaglio.

> Risulta necessario che il Piano direttore sia formulato, nella sua prima veste, quale documento generale non troppo dettagliato che regoli di preferenza solo i principali elementi dell'uso del territorio. Questo perché: un problema complesso va affrontato per gradi; il clima politico e amministrativo necessita di un lungo tempo di preparazione all'accettazione; la regolamentazione dettagliata di problemi secondari contrasterebbe con l'esigenza di tempestività del Piano direttore» (Antonini, 1983, p. 85)

La trasformazione culturale e politica che ha permesso di portare a termine il dibattito sul ruolo del Cantone nella pianificazione territoriale – iniziata negli anni '60 – ha già fatto accumulare un ritardo considerevole. Se il Piano dovesse scendere a un livello troppo dettagliato, la quantità di ricorsi che prevedibilmente solleverebbe rallenterebbe il suo iter d'accettazione, posticipando ancor di più l'avvento di una visione urbana coordinata. Al fine d'approfittare della situazione politica, occorre perciò approvare una prima versione del Piano il più velocemente possibile, sacrificando la volontà di scendere in dettagli tecnici. Si noti, di fatto, che queste osservazioni programmatiche sono state formulate all'inizio degli anni '80, mentre il Piano generalista e urgente da esse vaticinato è stato ratificato unicamente nel '89-'90. I tempi della politica e delle istituzioni – specialmente in questioni per le quali l'equilibrio egemonico non è ancora consolidato – sono estremamente lenti rispetto a quelli dell'evoluzione delle pratiche sociali contemporanee. Il fatto d'essere un documento essenzialmente generalista rende però il Piano più fragile ed effimero. Enunciare un principio ma non fornire le chiavi pratiche della sua applicazione rende infatti più difficile una sua materializzazione.

A questo primo limite se ne aggiunge poi un secondo, questa volta intrinseco alla natura del Piano. Essendo frutto di una prospettiva limitata nel tempo, il progetto socio-territoriale che si evince dal Piano va continuamente aggiornato. Esso, infatti, viene redatto in base alle tendenze che vengono identificate e analizzate dal Cantone nel Rapporto sugli indirizzi datato giugno del 1982. In questo documento vengono infatti affrontati i vari elementi che stabiliscono una previsione a medio termine del futuro del Cantone. In base a questi, viene poi allestito il Piano come insieme di obiettivi da raggiungere, nella «consapevolezza che lo scenario alternativo scelto, di regola, non può essere raggiunto, ma che lo stesso dovrà essere periodicamente riformulato alla luce della nuova situazione reale constatata (pianificazione dinamica)» (Antonini, 1983, p. 84). Con la pianificazione dinamica si tenta perciò di palliare i limiti conoscitivi dell'uomo, superando così le deficienze dei grandi sistemi che si allontanano inevitabilmente dalla realtà materiale. Questo espediente si inserisce nella più generale transizione epistemologica in cui i grandi progetti

politico-idealistici vengono abbandonati in nome di un ritorno alla pratica e al *reale*, vale a dire a una gestione economica delle politiche statali (Foucault, 2010, pp. 240-262). Anche in Ticino dunque, si assiste – seppur con un ritardo notevole rispetto ai centri europei – ai fenomeni di transizione tipici dell'avvento della società urbana. Se da un lato questa continua evoluzione del Piano lo rende più efficiente nella sua lettura della realtà, essa ne riduce però la potenza performativa. Il Piano direttore non è più solamente un documento generale e generalista, ma pure temporaneo, mutevole e dunque in un certo modo effimero. Queste sue caratteristiche rimandano dunque alle difficoltà per le istituzioni cantonali di gestire i processi della nuova società urbana.
Tentiamo di eviscerare meglio le conseguenze di questa debolezza strutturale delle politiche pianificatorie ticinesi. A titolo d'esempio, osserviamo la divergenza fra le stime di crescita della popolazione fornite dagli uffici cantonali e la contenibilità insediativa proposta dai piani regolatori comunali. Dopo aver sviluppato delle stime a partire dai piani regolatori esistenti all'inizio degli anni '80, i funzionari del Cantone sono giunti alla conclusione che «in termini globali si noterà che in Ticino sono stati destinati all'edificabilità 11'110 ha con una contenibilità pratica corrispondente a: 862'000 Unità insediative, pari a 476'000 Abitanti residenti, 166'000 Posti-letto turistici, 220'000 Posti di lavoro» (Antonini, 1983, p. 87). Le dissonanze fra previsioni statistiche e politiche territoriali sono dunque importanti, considerando che «ad un aumento probabile di popolazione dell'ordine di 15'000 persone in 20 anni fa riscontro una contenibilità dei piani regolatori che permette l'aumento di almeno 200'000 persone, pari al 73.8%» (Antonini, 1983, p. 88) della popolazione totale. I Comuni, sviluppando la propria politica pianificatoria su scala ridotta, non hanno compiuto nessuno sforzo in vista di una miglior integrazione sovracomunale. Come osservava polemicamente l'architetto e uomo politico Tita Carloni,

> un Ticino di settecentomila abitanti (per fortuna improbabile) sarebbe un guaio[246]. Ma anche solo un Ticino di seicento, di cinquecentomila. Come sarebbe stato un guaio grosso, negli anni Sessanta, una Lugano di duecentomila abitanti, che era la contenibilità di un piano regolatore comunale rimandato a casa con un voto di biasimo dall'ORL (Istituto per la pianificazione del Politecnico di Zurigo), cui a quel tempo venivano mandati per esame i piani più importanti del Ticino, non essendo il cantone ancora attrezzato per quel genere di controlli. (Carloni, 2011, pp. 152-153)

La mancanza di una visione pianificatoria almeno regionale ha dunque generato una politica di gestione della crescita urbana di fatto completamente avulsa dal contesto e dagli obiettivi di una visione ragionata. Questa sregolatezza sfrenata dimostra la mancanza di competenze urbanistiche in seno ai Comuni, nonché la necessità di interventi forti da parte dell'autorità cantonale per re-indirizzare la crescita urbana verso un modello pianificato. Il fatto che il Piano direttore sia stato pensato in modo generalista ed effimero è dunque specchio dei rapporti di forza fra Comuni e Cantone nell'immaginario collettivo. La fragilità della pianificazione centrale è dunque il risultato della situazione di semi-anarchia pianificatoria comunale, frutto di una mancanza di cultura e tradizione urbanistica radicata nelle istituzioni pubbliche. A sua volta, questa fragilità non potrà costituire una risposta solida e definitiva alle problematiche strutturali dell'evoluzione urbana ticinese. Questa situazione pone dunque chiaramente in mostra le contraddizioni e i limiti che definiscono il Piano direttore cantonale e che l'hanno determinato fin della sua creazione. La sua genesi – sia in quanto a legittimità politico-istituzionale-culturale, sia in quanto a fattibilità empirica – risulta pertanto assai travagliata.

[246] In realtà la gestione degli insediamenti dipende anche dalla densità abitativa ritenuta auspicabile. Aumentando la densità insediativa, costituendo nuclei urbani più popolosi, il Ticino potrebbe infatti accompagnare un aumento demografico importante senza per questo aumentare la superficie territoriale edificata.

2.1.3 Progetto di Piano Direttore Cantonale, 1990

Archivio: Biblioteca dell'Accademia di architettura
Timeline: 1990

Descrizione generale

Dopo questi preamboli iniziali, che già rendono l'idea di quale fu il contesto nel quale sorse il Piano direttore del 1990, possiamo iniziare la sua lettura commentata. Nell'introduzione, esso è presentato come il

> frutto di un lungo e approfondito lavoro di analisi e poi di sintesi, processo durante il quale sono stati coinvolti per osservazioni, suggerimenti e critiche, non solo i differenti servizi dell'amministrazione cantonale bensì le più vaste cerchie del corpo sociale del Paese. L'opinione pubblica è stata d'altronde ripetutamente sensibilizzata nel corso di numerose riunioni pubbliche e tramite gli organi di stampa scritta, parlata e televisiva che hanno così fattivamente contribuito alla diffusione dei concetti del Piano direttore e all'informazione capillare. A due riprese, in data luglio 1984 e giugno 1986, sono stati pubblicati, per le necessarie procedure di consultazione, i documenti preparatori, sul contenuto dei quali si sono approfonditamente chinati i Comuni, le Regioni di montagna, i Partiti, numerose Associazioni ed anche privati cittadini. (RCT, 1990, p. I.3)

In questo paragrafo si percepisce la rivendicazione di legittimità del Piano data dall'«ampia» procedura di consultazione. Esso viene dunque presentato come una sintesi che mostra ampiamente la convergenza di opinioni in seno al panorama cantonale. Da questa premessa si può comunque comprendere come la popolazione è integrata nella redazione del Piano più come un polo ricettivo e ricevente che non come un attore effettivo ed attivo nella stesura – compito delegato invece a Comuni, organizzazioni, partiti e associazioni. Il quadro della partecipazione legittimante è dunque sempre quello istituzionale e rappresentativo tipico delle istituzioni frutto della modernità parlamentare – e non quello di uno sforzo di partecipazione diretta e inclusione in-mediata della pluralità di attori che dovrebbero comporre la società civile. Non si può insomma parlare – se non in modo realmente diluito – di *diritto alla città* inteso come possibilità partecipare alle decisioni sull'evoluzione del territorio da parte dell'insieme dei suoi attori. Siamo invece ben inseriti in una visione parlamentare-borghese in cui la partecipazione dei cittadini deve necessariamente essere mediata da attori che temperino, organizzino e si accordino in funzione del principio di rappresentanza e delle raccomandazioni dei saperi tecnici.

Per quanto riguarda il testo che andremo ad analizzare nelle prossime pagine, vale la pena puntualizzare che esso compone il rapporto esplicativo – che, al pari di un «messaggio che accompagna una legge, è privo di valore giuridico, ma offre puntualmente le informazioni necessarie alla comprensione delle scelte di politica territoriale» (RCT, 1990, p. I.4). Ci troviamo insomma nell'ambito di discorsi esplicativi delle norme presenti nel Piano, vale a dire nella prospettiva narrativa che accompagna la politica di sviluppo del Cantone «fin oltre la fine degli anni novanta» (RCT, 1990, p. I.4). In questo contesto, il legislatore ricorda che il Piano «fissa gli obiettivi e indica i mezzi affinché il progresso sociale ed economico del Paese possa realizzarsi in armonia con le esigenze territoriali ed ambientali» (RCT, 1990, p. I.3), affermando così non solo la volontà di perseguire obiettivi sociali ed economici precisi, ma anche riconoscendo delle esigenze autonome da parte del territorio. Questo significa, di fatto, che nel Piano sono chiamati a convergere non unicamente gli interessi umani – presenti e futuri, spesso in conflitto fra loro – ma anche quelli naturali e territoriali. Il Cantone, attraverso la propria classe di professionisti – rappresentanti dei saperi scientifici – si fa pertanto portavoce non solo della volontà popolare ma anche di quella naturale. Non si tratta di un dettaglio di poco conto: nello scontentare alcune sensibilità individuali o di gruppo, infatti, il Cantone potrà fare appello non solo a interessi

socio-antropici preponderanti, ma anche ad interessi ed obiettivi di carattere ambientale. L'autorità cantonale è dunque il massimo organismo politico per quanto riguarda sia l'espressione della volontà popolare che delle necessità naturali e territoriali: un'istituzione cruciale nella lotta per l'egemonia culturale.
L'obiettivo del Piano è, come già ampiamente ripetuto, la «pianificazione coerente e continua del territorio cantonale» (RCT, 1990, p. I.33) al fine d'ottenere «una razionale sistemazione del territorio» (RCT, 1990, p. I.35); e questa può essere ottenuta solo mediante un'analisi che non si limiti a considerare le opinioni e i desideri dei singoli individui, ma che tenti di approfondire la conoscenza territoriale superando la *doxa* dei vari attori coinvolti. Il Cantone, dunque, nel redigere questo Piano, non rivendica unicamente la capacità di far convergere le diverse sensibilità ed arbitrare gli eventuali dissensi, ma anche di farlo possedendo una conoscenza più piena ed oggettiva della realtà rispetto agli altri attori coinvolti. Questa superiorità epistemologica gli garantirebbe una legittimità ed un'autorità maggiore dalle quali dipana la validità normativa del Piano. «Si tratta in sostanza della lettura, su basi scientifiche e secondo diversi punti di vista, di una realtà complessa qual è quella della regione ticinese. Si cerca cioè di evidenziare gli elementi essenziali della storia e dell'attualità del Paese al fine di poter formulare un progetto complessivo» (RCT, 1990, p. II.3). Agli occhi del Cantone, insomma, il compito che dipana dalla redazione di un Piano direttore non è semplice, poiché impone la comprensione sia di elementi antropici e storici che di elementi naturali.

> L'ambiente e le attività che vi si svolgono, in particolare quelle umane, sono viste come parte integrante del processo di formazione e di evoluzione del territorio. Il paesaggio rispecchia quindi le relazioni tra le componenti antropiche (ossia quelle dipendenti dall'attività dell'uomo) e le componenti naturali distribuite sul territorio. (RCT, 1990, p. II.69)

Il Piano, per essere efficace, non può che tenere in considerazione questi due aspetti, e per farlo deve affidarsi alla comprensione scientifica della realtà. Il Cantone, in quanto autore, è dunque cosciente di rivestire un ruolo di preminenza epistemologica sul resto degli attori implicati. Questa superiorità, ciò nonostante, non è totale. In un'epoca vieppiù permeata dalla razionalità neoliberale, infatti, anche le autorità politiche cantonali premono affinché si riconosca – non sul piano epistemologico ma su quello della prassi – l'equivalenza e la necessità di collaborazione fra enti pubblici e privati, nell'implicita convinzione che pubblico e privato, collaborando, possano convergere nei propri obiettivi. Dunque, «sarà altresì necessario sperimentare strumenti idonei a stimolare la cooperazione tra i diversi attori pubblici e privati della regione, e tra questi e gli attori cantonali» (RCT, 1990, p. II.7), affinché il privato possa esprimere al meglio le proprie potenzialità che favoriranno indirettamente – questa è l'idea – il bene pubblico. La superiorità scientifica ed epistemica del Cantone rispetto agli altri attori è insomma bilanciata dalla sua parità, se non inferiorità, pratica come attore sul territorio.

Evoluzione territoriale e sociale ticinese: la mobilità

Analizzando il Piano, vi sono alcuni elementi che richiamano prepotentemente l'attenzione. Uno di questi è senza dubbio la questione della mobilità. Come sappiamo, tale fenomeno è oggi fra i più importanti nel definire i nuovi modi di vita (Stock, 2006; Urry, 2007), non è dunque un caso che se ne trovino accenni anche nel Piano. Tuttavia, la mobilità acquisisce, per il Ticino contemporaneo, una centralità fondamentale che è bene osservare più attentamente.

> Per la sua posizione geografica, per le sue infrastrutture ferroviarie dapprima e stradali poi, il Ticino è una via di comunicazione privilegiata fra il nord e il sud delle Alpi. La ferrovia ha contribuito a rompere l'isolamento in cui si trovava il Cantone fino al secolo scorso e ne ha privilegiato lo sviluppo economico e demografico per rapporto ad

> altre regioni dell'arco alpino. La ferrovia ha inoltre reso particolarmente attrattiva la localizzazione insediativa lungo il suo asse. L'autostrada ha ulteriormente migliorato l'accesso al Cantone favorendo il turismo e promuovendo gli interscambi economici e culturali con le regioni limitrofe, contribuendo così all'integrazione del Ticino nello sviluppo svizzero e lombardo. Le vie di comunicazione hanno rappresentato e continuano a rappresentare un fattore determinante per la vita economica e sociale del Cantone. Destano però preoccupazione le conseguenze del traffico, in particolare l'aumento del traffico stradale internazionale, con fenomeni negativi quali i carichi ambientali (rumori e gas di scarico). (RCT, 1990, p. II.3)

Il Ticino viene dunque esperito ed immaginato come un Cantone di transito, una via attraverso la quale scorrono i flussi fra i diversi centri del Nord e del Sud europeo, il mediatore perfetto fra Italia e Svizzera (Antonini, 2000). Questi transiti non sono unicamente materiali ma, rispondendo all'evoluzione della società tardo-capitalista, sono anche e prevalentemente immateriali. Inserito fra gli importanti centri di Zurigo e Milano, il Ticino può dunque approfittare di questi flussi immateriali per tentare di modificare il proprio assetto socio-economico.

> Oltre allo scambio di merci e di persone esiste un intenso flusso di servizi fra l'area economica milanese e quella a nord delle Alpi. Il Ticino, ma soprattutto l'agglomerato di Lugano, svolgono un'importante funzione di piazza intermediaria di servizi fra la piazza economico-finanziaria di Milano e quella di Zurigo. (RCT, 1990, p. II.4)

Lugano è il più grande centro cantonale, ma la sua importanza travalica la scala locale ed assume una rilevanza nazionale ed internazionale in quanto maggior polo urbano italofono svizzero, ma anche per la sua vicinanza geografica alla metropoli milanese. «L'agglomerato di Lugano svolge una funzione d'importanza non solo locale o regionale, ma si inserisce nella ristretta cerchia delle città svizzere con collegamenti a livello internazionale» (RCT, 1990, p. II.4). Pur non vantando una forte concentrazione di popolazione né un'importante tradizione urbana, il Ticino si costituisce perciò come ambito urbano di una certa rilevanza per gli scambi fra l'insieme della Confederazione e l'area metropolitana lombarda, che rappresenta una delle zone economicamente più importanti d'Europa. Il mutato contesto internazionale e sociale – con l'esplosione dell'economia terziarizzata – trasforma radicalmente la posizione del Ticino, rafforzando il suo ruolo di area di transito e passaggio e contribuendo a ridefinire la sua centralità nello scacchiere nazionale e internazionale. «Il Ticino, riducendo la sua perifericità nel contesto svizzero è oggi più attrattivo sia per le attività del "terziario superiore", sia per le attività industriali di migliore livello tecnologico e più innovative, assecondate anche dalla politica economica del Cantone» (RCT, 1990, p. II.6).

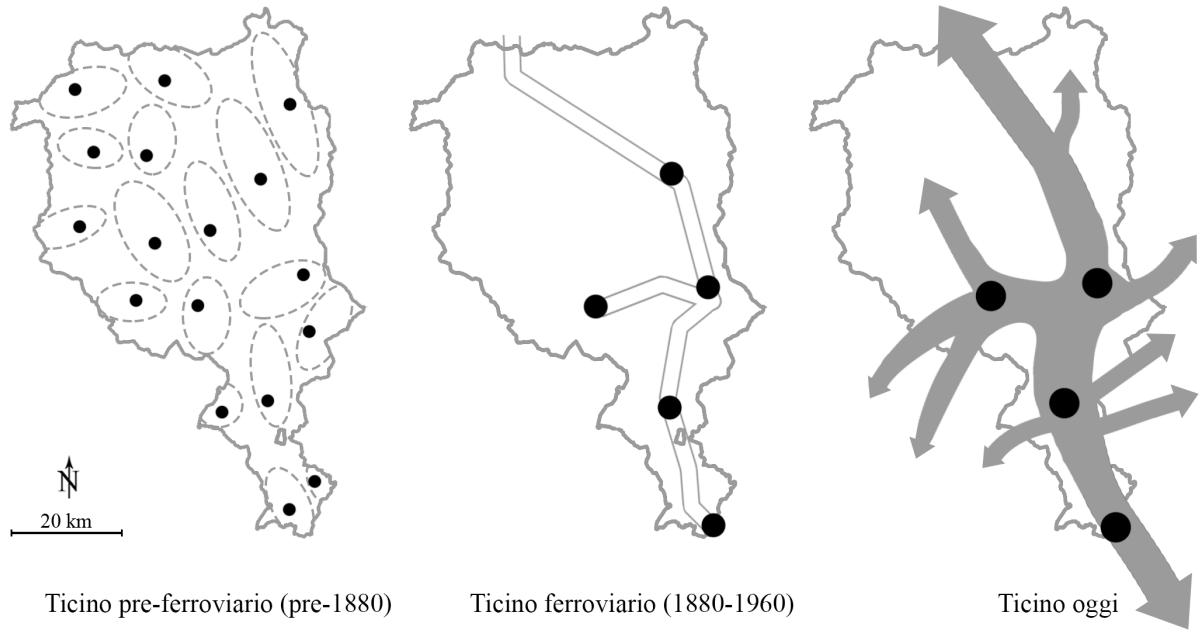


Figura 19. Rielaborazione propria a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II.3)

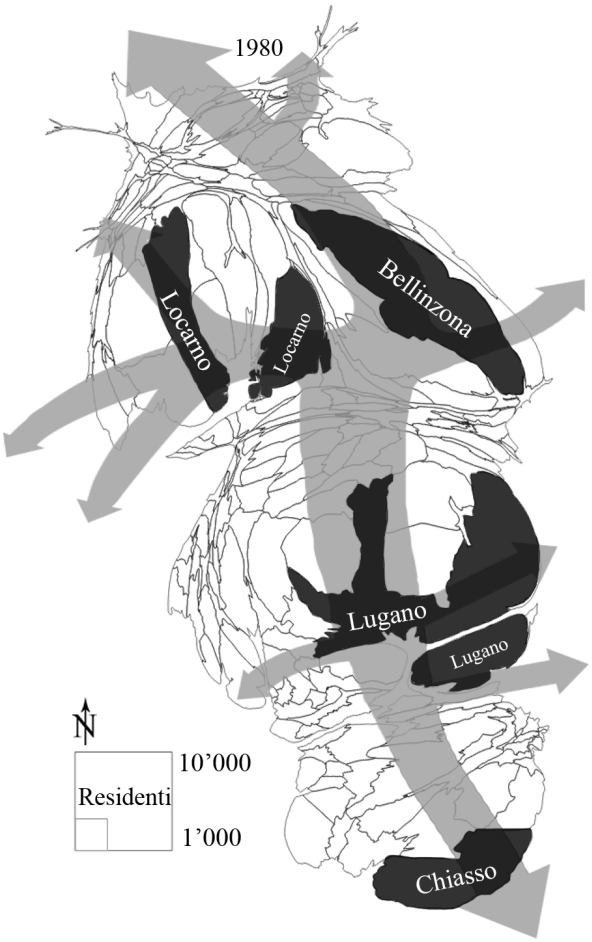


Figura 20. Anamorfosi del Ticino in base alla popolazione. Fonte: (USTAT, 2018d). Elaborazione di Raphaël Bubloz con ScapeToad, dati: SwissTopo GG25/2004, DV084371. La superficie dei Comuni non è proporzionale ai km^2, ma al peso demografico. Rielaborata a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II.3).

La grafica stessa delle cartine schematiche che accompagnano il testo, spiegando l'evoluzione della mobilità e della conformazione socio-territoriale, mostra ed evidenzia la chiara preponderanza della fluidità e della mobilità nel Ticino contemporaneo. Per giustificare la propria politica a favore della mobilità il Cantone non esita a ricorrere alla filosofia della Storia, proiettando una visione di progresso tesa a giustificare la mobilità come fine ultimo dell'azione politica.

> Le vicende storiche del Cantone sono state caratterizzate da fasi alterne di apertura, specie verso sud, e di isolamento. Dalle prime è sempre scaturito benessere, mentre le chiusure hanno determinato povertà ed emigrazione. Memore di queste vicende storiche il Ticino si è sempre battuto per promuovere i mezzi di comunicazione con le regioni confinanti. L'ultima grande realizzazione è la galleria autostradale del san Gottardo, mentre è in corso la battaglia per l'inserimento del Ticino nella rete europea delle linee ferroviarie ad alta velocità (nuova trasversale ferroviaria alpina). (RCT, 1990, p. II.13)

In questo paragrafo si mischiano efficacemente due piani: da un lato si descrive storicamente l'alternanza di fasi d'apertura e chiusura del Ticino[247] – rivendicando così la capacità d'analisi scientifica e di rigore analitico da parte dell'Autorità– dall'altro invece si rivendica la necessità di operare per garantire l'apertura e l'interconnessione del cantone. L'argomentazione istituzionale unisce alla descrizione dei fatti storici – cicli di apertura e chiusura – un'analisi politico-sociale senza però giustificarla approfonditamente. Questo modo di procedere è coerente alla natura del documento i cui fini non sono scientifici ma politici e performativi. Segnalare questi meccanismi di giustificazione argomentativa è però importante sia per comprendere meglio la prospettiva che ha guidato i responsabili del Piano nella sua stesura sia per sottolineare le relazioni di potere inscritte in questo tipo di documenti. L'analisi storica viene dunque qui piegata ai fini politici: si tenta di costruire l'apertura e l'interconnessione adducendo la necessità di rifuggire i tempi di povertà ed emigrazione. Le difficoltà del passato diventano dunque un elemento per rafforzare i discorsi sul futuro. In questo caso, la volontà di far partecipare il Ticino alle grandi reti di comunicazione continentale è legata alla volontà di combattere la povertà definita come elemento fondamentale dell'epoca precedente.

> Tuttavia il ruolo di mediatore non è un fatto acquisito, ma una posizione da difendere e, se possibile, da incrementare. Questo può essere alla portata del Cantone, se esso saprà essere concorrenziale con i poli urbani di media grandezza delle regioni che ci circondano e se saprà mantenere un'efficace rete di comunicazioni, difendendo in prima linea la mobilità lungo l'asse nord-sud. (RCT, 1990, p. II.13)

Il Ticino non può dunque esimersi dal lottare – contro la povertà e dunque sia contro il passato di chiusura che contro altre regioni concorrenti – per affermare e rafforzare la propria posizione di zona di transito privilegiata. La necessità di continuare a progettare e modificarsi per sopravvivere rimanda al paradigma della crisi, nel quale ogni possibilità di rallentare è abolita. Laddove non vi è possibilità di riposare, di prendere le distanze, l'urgenza regna. Così, per rifuggire dal passato è d'uopo rincorrere il futuro – senza che venga analizzato il fatto che vi sono diversi possibili scenari per il futuro. Il racconto, con una sfumatura evidentemente auto-celebrativa, è stabilito: il Ticino lotta – al pari di un *self-made-man* – per superare le

[247] La quale a sua volta rimanda alla distinzione di due attori o due volontà e progetti politici, sociali e spaziali distinti: «[Les individus] selon leur appréciation de la réalité locale en fonction de leur stratégie spatiale, ils peuvent contribuer à l'autoségrégation ou au contraire la freiner» (Lévy, 1994, p. 154). Vi sono dunque due anime fondamentalmente in lotta per la definizione del Ticino come realtà chiusa o aperta al resto del mondo.

condizioni avverse, uscendo così da un passato oscuro di privazioni e chiusura[248]. Analizzate le osservazioni generali attraverso cui viene compresa la mobilità e il suo ruolo per il Ticino, possiamo invece passare ad analizzare più concretamente alcune sue manifestazioni pratiche.

Intermodalità

Come detto, il Ticino degli anni '80 era il risultato di una rapida e profonda trasformazione sociale avvenuta nei decenni precedenti. I cambiamenti economici avevano contribuito all'esplosione delle vendite di mezzi di trasporto privati – l'automobilità[249] era ormai un sogno realizzabile per tutti – e le amministrazioni pubbliche avevano favorito largamente questo sviluppo rafforzando la rete stradale.

> Cantone e comuni hanno profuso, durante l'ultimo ventennio, notevoli sforzi finanziari per l'adeguamento delle infrastrutture stradali al crescente sviluppo degli autoveicoli. La realizzazione di questa importante rete stradale ha lasciato poco alla valorizzazione di altre forme di spostamento, quelle collettive e quelle non motorizzate (biciclette e pedoni). Ne risulta un'integrazione insufficiente dei vari modi di trasporto. (RCT, 1990, p. II.98)

All'insufficiente pianificazione e coordinazione edilizia si somma dunque una carente integrazione dei vari mezzi di trasporto. Di nuovo si può comprendere come la mancata pianificazione delle questioni legate alla mobilità sia un retaggio del passato rurale del Cantone, durante il quale l'unica preoccupazione riguardo alla mobilità verteva sulle infrastrutture da costruire e non sulle modalità d'uso delle stesse. La prevalenza del trasporto motorizzato privato – ereditata dai decenni precedenti – è all'origine della dispersione insediativa che caratterizza il Ticino agli albori degli anni '90: «il fenomeno che rende possibile il pendolarismo è senza dubbio l'aumento della motorizzazione privata» (Marcacci, 2013, p. 27). Ancora una volta si palesano le pesanti conseguenze di una mancata pianificazione in transizioni socio-territoriali profonde.

> La crescita vertiginosa della motorizzazione e della mobilità generale, che il nostro Cantone ha conosciuto durante l'ultimo ventennio, hanno modificato radicalmente l'organizzazione spaziale delle attività e delle comunicazioni materiali. La centralizzazione delle attività economiche e la dispersione delle residenze si sono tradotti in un aumento straordinario del pendolarismo motorizzato, in particolare a scopo professionale. (RCT, 1990, p. II.97)

Si tratta di un circolo vizioso per cui la motorizzazione contribuisce all'esplosione insediativa e l'assenza di pianificazione dei modi di trasporto generata da questo caos edilizio favorisce a sua volta l'automobilità. Nelle politiche di sviluppo della rete stradale, l'autorità pubblica ha di fatto contribuito all'esplosione urbana e all'aumento del traffico. Negli anni '80 – ormai entrati pienamente in un'epoca urbana – non è invece più possibile sviluppare politiche territoriali che non considerino la questione della mobilità con attenzione. Questo pone di fatto alcuni problemi che vanno considerati in sede di pianificazione.

---

[248] Volendo spingere oltre l'interpretazione, anticipando di fatto elementi d'analisi che emergeranno in seguito, si potrebbe dire che in quest'ottica le privazioni sono completamente slegate dal volere del «Ticino» – ovvero della sua classe dirigente. Ciò che contraddistingue il Cantone è *sempre* la sua lotta contro a chiusura – si assiste insomma ad un notevole caso di rimozione narrativa, come se non vi fossero, nella storia ticinese, elementi a sufficienza per mostrare che una parte almeno della popolazione può desiderare, a determinate condizioni, la chiusura e l'isolamento: in quest'ottica l'egemonia leghista contemporanea, con la sua insistenza sulla difesa della frontiera e del carattere «tipicamente ticinese», potrebbe essere interpretata come un caso di *ritorno del rimosso*.

[249] «Automobility is a self-organizing autopoietic, non-linear system that spreads world-wide, cars, car-drivers, roads, petroleum supplies and many novel objects, technologies and signs. The system generates the preconditions for its own self-expansion» (Urry, 2007, p. 118)

> La mobilità delle persone e delle merci dev'essere considerata come una importante componente della libertà individuale e un fattore di sviluppo economico. […] Il soddisfacimento della domanda dovrà tuttavia avvenire entro i limiti dettati dalle esigenze della protezione dell'ambiente e nel rispetto qualitativo e quantitativo del territorio. (RCT, 1990, p. II.104)

Per garantire una sufficiente protezione dell'ambiente e della qualità di vita della popolazione lo sviluppo di una rete di trasporti alternativi all'automobile diventa dunque un'esigenza prioritaria per il Ticino. Occorre «concretizzare una strategia cantonale per favorire la riduzione degli spostamenti con veicoli privati mediante misure pianificatorie, organizzative e promozionali per i trasporti pubblici e per l'estensione delle vie ciclabili e pedonali» (RCT, 1990, p. II.53). Queste scelte dovranno rispondere a criteri di efficienza e viabilità economica e ambientale. La mobilità diventa così un elemento preponderante nella pianificazione territoriale. Non basta più – come molti comuni hanno fatto nel corso dei decenni precedenti – modificare la destinazione d'uso di un terreno. Le zone dovranno infatti essere pianificate prestando attenzione alle esigenze di mobilità che esse imporranno e alla loro integrazione alla rete di trasporti.

> Ogni nuova scelta pianificatoria dovrà essere compatibile con l'esigenza di passare a nuovi modi di spostamento. Ogni nuova attività e ogni nuovo insediamento che per sua natura richiede un numero elevato di trasporti di persone e merci (per esempio centri commerciali o grossi impianti industriali) potrà essere realizzata solo se allacciata a una rete efficiente di trasporti pubblici o collettivi. (RCT, 1990, p. II.52)

Ciò impone che le autorità pubbliche si attivino con energia per sostenere e sviluppare le possibilità di trasporto alternative. A fine anni '80, insomma, la propensione all'uso dell'auto è ritenuta problematica e da combattere. Tuttavia,

> l'impiego dell'autovettura privata potrà essere contenuto solo se saranno decisamente promossi i servizi di trasporto collettivo e semi-collettivo, le infrastrutture per la circolazione delle biciclette e dei ciclomotori e le vie pedonali, assicurando la massima attenzione alla gestione del traffico pendolare. (RCT, 1990, p. II.98)

Questo significa, fondamentalmente, rivedere le priorità nella ripartizione degli investimenti pubblici. Il sistema d'automobilità non è infatti fondato unicamente sul possesso di un'automobile. Affinché questa sia efficace come mezzo di trasporto occorrono infatti investimenti ingenti in infrastrutture stradali, tecniche e sociali (rete di benzinai, alberghi, parcheggi, …) (Urry & Sheller, 2000). Insomma, «affinché la mobilità possa essere garantita è necessario sviluppare un sistema di trasporti pubblici collettivi con un impegno organizzativo e finanziario simile a quello attuato durante decenni per agevolare lo sviluppo del traffico motorizzato privato» (RCT, 1990, p. II.52). Grazie a quest'affermazione si comprendono le profonde implicazioni non solo economiche ma anche politiche e pianificatorie che deriverebbero dalla creazione di una seria ed efficiente rete di trasporti pubblici. Questo cambiamento, peraltro, non potrà che essere efficace se coadiuvato da politiche educative atte a modificare la sensibilità della popolazione circa l'utilità e l'importanza dei trasporti pubblici. Per iniziare, in ogni caso,

> si deve promuovere decisamente il trasporto combinato delle merci e l'uso dei trasporti pubblici, migliorandone la qualità dell'offerta e l'efficienza per ogni livello di collegamento, ma soprattutto per gli spostamenti pendolari dalla periferia verso i poli regionali, tra i poli regionali stessi e per i movimenti all'interno degli agglomerati urbani. Si dovrà agevolare l'accesso ai centri urbani creando parcheggi periferici capaci, comodi e ben serviti e alle zone industriali e artigianali. Bisognerà altresì creare corsie riservate per i mezzi pubblici. (RCT, 1990, p. II.105)

Si tratta insomma di ri-pianificare e ri-disegnare la spazialità ed i collegamenti fra i vari punti del Cantone, in special modo nei centri urbani, che dovranno necessariamente subire profonde trasformazioni per favorire questa transizione dall'automobilità alla multi-modalità. Ciò è assai interessante perché dimostra l'importanza acquisita dai poli urbani nel tessuto socio-economico del Cantone e al tempo stesso ne mostra le insufficienze strutturali derivate da una mancata pianificazione. Essi non solo sono le aree più importanti per lo sviluppo urbano della società del futuro, ma sono anche le zone che richiedono le modifiche più profonde per essere adeguate alle nuove sfide e alle nuove necessità ambientali e di trasporto. Al di là degli annunci, però, il Piano si mantiene vago e si limita a rivendicare lo sviluppo della mobilità lenta all'interno delle città per sgravare i centri: «devono essere promossi gli spostamenti a piedi, in bicicletta e con i motocicli per i movimenti pendolari a breve distanza e per la ricreazione, pianificando e realizzando progressivamente, dando la priorità agli agglomerati urbani, una rete di percorsi pedonali e vie ciclabili attrattivi e sicuri» (RCT, 1990, p. II.105). Fedele all'idea di procedere per principi piuttosto che scendere in dettaglio, il Piano non specifica dunque come operare concretamente per raggiungere questo obiettivo.

Il traffico in transito

Se il traffico locale va ridotto grazie a investimenti per sviluppare modalità alternative (trasporto pubblico o mobilità lenta), questo non è però l'unico problema per la rete viaria cantonale. Come detto, infatti, per garantirsi la possibilità di arricchimento date dal tardo capitalismo, il Cantone ha optato per trasformarsi in un punto cruciale del passaggio fra Nord e Sud Europa. Ciò significa, però, accettare ed anzi favorire lo sviluppo del traffico di transito. Questa scelta non è esente da complicazioni ed effetti indesiderati. «Il traffico pesante di transito su strada sta rivelandosi a livello internazionale un problema economico, strutturale e ambientale tra i più preoccupanti» (RCT, 1990, p. II.98). I responsabili della pianificazione cantonale sono dunque coscienti di questa situazione critica, e anzi allertano della possibile scelta che il Ticino dovrà operare in futuro se le cose non dovessero cambiare.

> Qualora l'evoluzione del traffico di transito, specialmente quello pesante, dovesse produrre carichi ambientali inammissibili, annullare o compromettere sensibilmente le funzioni viarie cantonali e regionali di quest'arteria [l'autostrada], i sacrifici di territorio e di mezzi già concessi non risulterebbero più proporzionati ai benefici che il Cantone si attende. (RCT, 1990, p. II.107)

Il traffico in transito – come effetto dell'iscrizione del Ticino nella rete urbana europea – manifesta pienamente i sacrifici di sovranità che una comunità deve compiere in questo processo d'inclusione. Le grandi infrastrutture di mobilità non servono unicamente gli interessi della comunità ticinese, ma sono state pensate e progettate per favorire altresì gli interessi della grande rete urbana europea. Questa, tuttavia, è in continua trasformazione ed evoluzione e l'aumento dei trasporti di merci erode vieppiù le possibilità dei ticinesi di usare le proprie infrastrutture in modo efficiente. Il collasso della rete di transito ticinese è un'eventualità che pare diventare sempre più plausibile agli occhi dei pianificatori.

Per evitare questo scenario, il Cantone deve agire immediatamente. In quegli stessi anni, di fatto, è vivo il dibattito sulla pianificazione della nuova trasversale ferroviaria, che dovrebbe collegare in modo rapido ed efficiente il Nord e il Sud dell'Europa. Le autorità ticinesi si sono battute a lungo e con successo per accaparrarsi quest'opera ingegneristica di dimensioni titaniche, che avrebbe dovuto ai loro occhi risolvere i problemi legati al traffico pesante in transito – da dirottare appunto su rotaia.

> La nuova trasversale ferroviaria alpina Nord-Sud riveste, per il Ticino, una portata pianificatoria tra le più importanti. Dalle decisioni politiche che dovranno essere prese nei prossimi tempi, dipende in larga misura la realizzazione di alcuni importanti obiettivi del Piano direttore, per esempio quello relativo all'apertura e all'integrazione interregionale del Cantone. (RCT, 1990, p. II.102)

Questo grande progetto assume un'importanza simbolica fondamentale, poiché si presenta come panacea dei problemi legati alla mobilità, così come elemento di progresso che garantirà al Ticino il proprio posto sul carro delle regioni vincitrici in questa nuova ed importante riorganizzazione territoriale imposta dall'urbanizzazione, dal tardo capitalismo e dalla globalizzazione. Per poter mantenere il proprio ruolo di mediatore geografico ed economico fra il Nord e il Sud, fra Italia e Svizzera ma anche fra Italia e Germania, il Ticino deve dunque dotarsi – aiutato dalla Confederazione – di infrastrutture di trasporto sempre più efficienti ed aggiornate, in modo da restare al passo con i tempi e le esigenze crescenti della rete urbana europea. Come si può ben capire, gli enormi e crescenti costi richiesti per adeguarsi alla rete urbana non sono sostenibili per tutte le regioni europee. Il risultato di questo processo è una transizione urbana in cui diverse regioni vengono di fatto abbandonate o condannate al proprio isolamento.

Il frontalierato e gli stranieri

Abbiamo parlato di cicli d'apertura e chiusura che hanno caratterizzato la storia del Ticino, così come della volontà d'interconnessione e di apertura da parte delle autorità cantonali intenzionate a posizionare strategicamente il Cantone nel nuovo scacchiere urbano europeo. Osservare il Ticino porta necessariamente a dover affrontare la questione del frontalierato. Data la vicinanza del Cantone alla Lombardia e alla metropoli milanese nonché la differenza economica fra i livelli di vita, tale situazione non poteva non avere effetti profondi sia sul mercato del lavoro che, più in generale, sull'assetto socio-territoriale ticinese: la frontiera è infatti occasione di permeabilità e passaggio (Aigner, 2018; Cometta, 2018b) – e in quanto tale comporta un traffico di merci, persone e idee non indifferente. Soprattutto nella seconda metà del Novecento,

> fra i grandi fattori esterni d'organizzazione territoriale, spicca il cambiamento di natura del ruolo della frontiera politico-istituzionale che, pur non perdendo totalmente certe caratteristiche, passa dal suo ruolo di «barriera» e di «filtro» a quello di una «frontiera aperta» con effetti quindi del tutto diversi. Il Mendrisiotto viene così a perdere una parte delle caratteristiche istituzionali e socio-economiche di luogo «alla frontiera», per assumere quelle, più ampie e meno facilmente gestibili, di spazio di transizione fra due sistemi nazionali. (RCT, 1990, p. II.121)

Tale situazione non riguarda solo il Mendrisiotto – una delle zone comunque maggiormente toccate e, come avremo modo di vedere, anche fra le più estensivamente urbanizzate – ma tutta una serie di comuni nella fascia urbana cantonale. Anche per i pianificatori, dunque, «la frontiera esercita effetti sia sulla struttura produttiva che sull'organizzazione territoriale del Cantone» (RCT, 1990, p. II.4) e non può pertanto essere ignorata in sede di pianificazione.

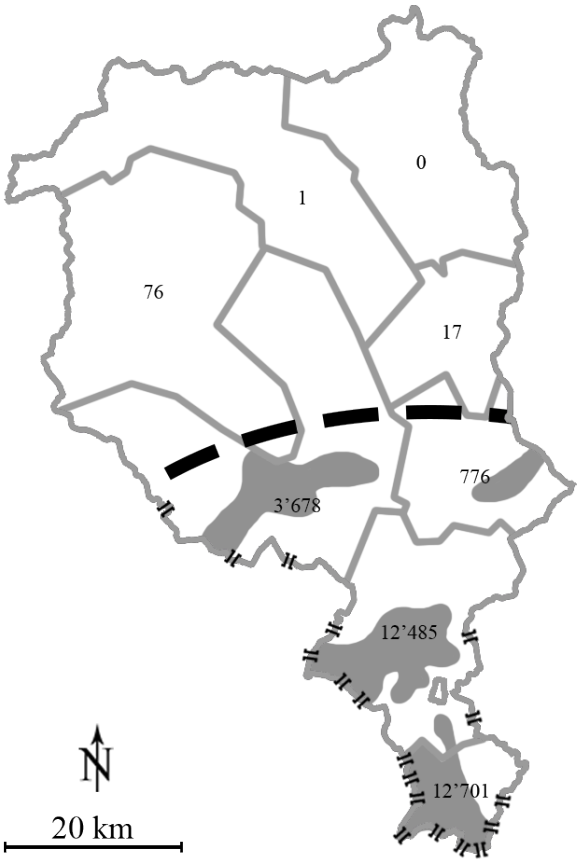


Figura 21. I numeri indicano i frontalieri impiegati in ogni distretto nel 1981, in grigio le aree influenzate dal fenomeno del frontalierato; i valichi al confine e in tratteggiato nero il limite dell’area d’influenza del fenomeno del frontalierato. Rielaborazione propria a partire da: (RCT, 1990, p. II.4; USTAT, 2004)

Come si può osservare dalla cartina presentata, il frontalierato è un fenomeno che già negli anni ’80 interessava prevalentemente la metà meridionale del Cantone – che comprende, di fatto, i nuclei urbani e gli insediamenti più importanti. Questo significa che laddove l’economia ticinese è più forte, essa è al tempo stesso segnata dal fenomeno del frontalierato. Senza ricercare la causalità economica fra i due fattori, occorre però riconoscere che, complessivamente, «la popolazione che dipende direttamente dall’economia ticinese è ben maggiore di quella che risiede all’interno dei confini del Paese» (RCT, 1990, p. II.4) e questo a sua volta pone dei problemi di non poco conto – non solo a livello di gestione del mondo del lavoro, ma anche sul piano territoriale con la questione del traffico e dei trasporti. Emerge insomma la problematica ecologica e infrastrutturale: le reti di trasporto locali sono infatti spesso sovraccariche a causa del traffico pendolare e frontaliero, specialmente nel Mendrisiotto, che subisce «l’aumento del carico ambientale dovuto all’effetto dell’osmosi territoriale con una delle zone fra le più densamente popolate d’Italia e alle funzioni di collegamento con il polo di sviluppo rappresentato dall’agglomerato di Lugano» (RCT, 1990, p. II.121).
Vi è poi un’altra questione: «nel volgere di un secolo il Ticino è passato da terra di emigranti a regione con elevato tasso di immigrazione. Questo cambiamento di tendenza è dovuto essenzialmente all’espansione economica del dopoguerra che ha richiesto una sensibile immigrazione di manodopera» (RCT, 1990, p. II.5).

Un simile stravolgimento socio-economico non poteva che avere ricadute identitarie e politiche, generando non poche tensioni[250].

È interessante insomma che in sede di Piano direttore si discuta, seppur brevemente, della questione della frontiera come elemento centrale di sviluppo territoriale. Questo significa infatti riconoscere che l'assetto ticinese è determinato da uno scambio nel quale attori esterni – i frontalieri, la Lombardia, gli altri confederati – rivestono un ruolo di primo piano, riducendo così di fatto la sovranità territoriale della comunità cantonale.

Il turismo e la speculazione edilizia

I frontalieri non sono gli unici attori esterni ad avere un impatto sulla conformazione territoriale cantonale. Come già accennato, anche i turisti – in special modo i proprietari di case secondarie – influenzano profondamente l'assetto ticinese. Non v'è da dimenticare, infatti, che il turismo è un settore economico di primaria importanza per l'insieme del Cantone (Medici, Stoppa, & Rütter-Fischbacher, 2014). Per quanto riguarda il Piano direttore, è interessante segnalare come l'amministrazione cantonale tenti di sviluppare un nuovo approccio alla comprensione del turismo come fenomeno socio-economico con ricadute territoriali.

> Oggi, pertanto, non è più sufficiente parlare di funzione turistica del territorio, in quanto la stessa diventa vieppiù una componente di quel concetto più vasto che è la funzione ricreativa del territorio. Grazie a questa estensione concettuale è possibile passare da un'idea di turismo inteso quale componente prevalentemente economica delle attività che si svolgono in un territorio e dove il turista è considerato quale corpo estraneo rispetto alla popolazione residente, ad un'idea di turismo quale componente socio-economica integrata in una società che svolge tra le altre attività quelle ricreative. (RCT, 1990, p. II.73)

L'urbanizzazione non solo territoriale ma anche e soprattutto degli stili di vita impone la normalizzazione del turismo come ambito del *loisir* – elemento chiave nel rigenerare le forze produttive e mantenere così l'efficienza del sistema economico (Horkheimer & Adorno, 2010, p. 145). Il territorio, asservito alle necessità sociali, deve dunque trasformarsi anche e principalmente in senso ricreativo – vieppiù in un contesto in cui gli elementi ambientali e quelli storico-culturali ed economici favoriscono l'insorgenza di zone turistiche (Lefebvre, 2000, p. 71). Questo permetterà inoltre di vivere il turismo non più come un'imposizione esterna, ma di favorire invece l'incontro in sede ricreativa di turisti e residenti[251].

In base a questa nuova sensibilità, emergono numerosi problemi che vengono sollevati in sede di pianificazione. In primo luogo, la differenza territoriale fra zone lacustri-pianeggianti e montane, che rischia spesso e volentieri di tradursi in diseguaglianza socio-economica e che andrebbe dunque combattuta grazie ad una coordinazione della pianificazione territoriale che promuova «la complementarietà turistica tra zone lacuali e le valli» (RCT, 1990, p. II.19). Nel Piano la ricerca di complementarietà, intesa come ulteriore trasformazione in senso ricreativo del territorio, è tuttavia limitata dal «rispetto delle capacità ricettive del territorio, dell'ambiente e delle esigenze della popolazione locale» (RCT, 1990, p. III.23). Quest'affermazione solleva tuttavia delle criticità che non vengono affrontate, prima fra tutte la difficoltà di prendere decisioni qualora gli interessi ambientali e quelli sociali dovessero escludersi a vicenda, o qualora i progetti delle scale superiori non collimassero con quelli delle scale inferiori – non accettando il Comune il ruolo affidatogli dal Cantone. In che modo dunque considerare e ponderare gli interessi in gioco? Di nuovo, la questione non è chiara.

---

[250] Il che a sua volta mostra come l'apparato narrativo-identitario di una comunità ha dei tempi d'evoluzione molto più lunghi rispetto alle pratiche e all'assetto socio-economico di quella stessa comunità.

[251] Tale visione riprende la volontà espressa dall'Ente Ticinese per il Turismo negli anni '80, come avremo modo di osservare.

Tentando di rifuggire le lacune di una comprensione ricreativa del territorio, i redattori del Piano si sforzano di promuoverne invece i vantaggi – fra i quali capeggia indiscussa l'apertura culturale e la commistione fra turisti e residenti, rendendo il Ticino una regione più aperta e tollerante.

> Una politica di promozione e di valorizzazione dell'offerta culturale nel Cantone (manifestazioni, musei, monumenti, ecc.) e dei contenuti naturalistici del paesaggio, integrata da adeguate informazioni, dovrà servire a promuovere una fruizione più consapevole del potenziale ricreativo del territorio, a diluire, nel territorio e sull'arco di tutto l'anno, la domanda, e nel contempo ad accrescere la conoscenza del Ticino dei residenti e non residenti, in uno spirito di apertura socio-culturale. (RCT, 1990, p. II.77)

Ricreativizzare l'insieme del territorio contribuisce dunque a rendere più equa la ripartizione dei benefici del turismo, favorendo così sia la crescita culturale che lo sviluppo socio-economico. Tuttavia l'importanza crescente dell'*amusement* come fenomeno sociale ha effetti dirompenti sul tessuto territoriale. «L'appagamento dei bisogni ricreativi della popolazione residente e di quella turistica ha comportato negli ultimi decenni […] la costruzione di un numero elevatissimo di residenze secondarie» (RCT, 1990, p. II.74). Come avremo modo di osservare analizzando i discorsi dell'ETT, la questione delle case secondarie è centrale per comprendere le ingiustizie spaziali e le difficoltà socio-territoriali in seno alla comunità ticinese. Ciò è tanto più vero nelle regioni di montagna – tradizionalmente svantaggiate – che hanno subito il peso della propria attrattività paesaggistica. Infatti la domanda turistica attuale

> è sempre più portata a rivalutare le zone intatte del retroterra montano, anche quale forma di ricreazione della popolazione ticinese. In questo ambito le vallate periferiche diventano complementari ai centri turistici lacuali, anche se non traggono ancora congrui benefici economici. I cambiamenti più significativi di questi ultimi decenni sono l'incremento del turismo para-alberghiero che per numero di pernottamenti ha ormai superato quello alberghiero e l'esplosione della domanda di residenze secondarie. Quest'ultima, seppur in modo differenziato a seconda delle regioni, concorre ad esercitare una pressione accresciuta sull'utilizzazione del territorio, creando conflitti con altre funzioni, segnatamente con quella residenziale primaria. (RCT, 1990, p. II.4)

Le zone di montagna non percepiscono ancora un indotto turistico significativo. Esse continuano però ad essere bersaglio della pressione socio-territoriale di quei turisti interessati all'acquisto di una casa secondaria. Per il Cantone, questo pone seri problemi poiché distorce il mercato fondiario locale. Il Piano segnala dunque «il fenomeno della concorrenza sul mercato fondiario tra la maggioranza della popolazione residente e un rilevante numero di residenti d'oltre Gottardo» (RCT, 1990, p. II.12). Per favorire la popolazione residente occorre dunque non solamente garantire alloggi a pigione moderata – in special modo nelle regioni di montagna, ma anche nei centri urbani – ma anche operare una «limitazione delle residenze secondarie» (RCT, 1990, p. II.17). Gli abitanti delle valli periferiche non sono gli unici ad essere messi sotto pressione dallo sviluppo di residenze secondarie. Anche l'agricoltura infatti subisce, in questi luoghi come altrove, una notevole pressione. «Non è minacciato solo lo sfruttamento agricolo dei terreni attorno agli abitati e quello delle pianure, ma anche quello delle superfici agricole più discoste, dove il turismo, lo sport e la difesa nazionale ne contendono il terreno all'agricoltura o ne limitano l'esercizio» (RCT, 1990, p. II.34).
Se nelle valli la situazione sembra grave, nei terreni lacustri essa non migliora di certo. Il Piano constata infatti la perdita irrimediabile di buona parte delle coste lacustri, occupate ormai da abitazioni e abitazioni secondarie.

> Solo il 30% dei 57.1 km di riva svizzera del Ceresio e solo il 45% dei 32.2 km di riva svizzera del Verbano, sono accessibili al pubblico quale passeggiata, sentiero, impianto balneare o campeggio. La privatizzazione delle rive dei

> laghi rende ampiamente insoddisfatta la necessità dei residenti e dei turisti di poter fruire di un bene comune qual è il lago, d'altro canto, le rive accessibili o percorribili sono sovente sovraffollate. (RCT, 1990, p. II.75)

Questa situazione sfavorisce non solo il turismo – settore fondamentale per l'economia ticinese – ma anche e soprattutto la qualità di vita dei residenti, che non possono infatti usufruire di un bene pubblico che in Ticino – da un punto di vista identitario, oltre che ricreativo – risulta fondamentale. Al di là della fascia costiera lacustre, tuttavia, è l'intera pianura a mancare di qualità insediativa. Sono ad esempio chiaramente insufficienti «le aree di svago all'interno delle zone edificabili, i percorsi pedonali e le vie ciclabili» (RCT, 1990, p. II.76).

L'analisi d'insieme del tessuto insediativo cantonale dimostra dunque delle mancanze gravi, che intaccano profondamente la qualità di vita dei residenti, le loro possibilità di svago, ma anche l'attrattività turistica della regione e perciò un suo possibile sviluppo socio-economico. Il caos e la mala gestione urbanistica hanno infatti creato problemi soprattutto in quelle regioni toccate più profondamente dal fenomeno turistico. Per questo, il Piano afferma che – per quanto concerne il Locarnese – l'attrattività turistica vada non solo salvaguardata «ma indirizzata verso forme di turismo di qualità e compatibili con le esigenze e l'identità della popolazione residente» (RCT, 1990, p. II.146) riducendo le case secondarie ed aumentando invece il numero di infrastrutture d'accoglienza. Anche il comparto del Piano di Magadino dev'essere riorganizzato in quest'ottica. In questa zona infatti «il problema legato alla diffusione poco controllata delle residenze secondarie assume proporzioni spesso abnormi e di una certa gravità. La densità degli insediamenti di carattere secondario ha raggiunto punte elevatissime» (RCT, 1990, p. II.136). Case secondarie non significa unicamente consumo di terreno irrazionale, ma anche problemi indiretti non meno gravi: «occorre menzionare, seppure succintamente, il legame diretto che esiste tra ricreazione e turismo d'un canto, e traffico, dall'altro» (RCT, 1990, p. II.76), così come la problematica legata a insediamenti che si riempiono di fatto solo poche settimane l'anno, generando scompensi importanti nell'equilibrio socio-economico della località. La fascia di collegamento fra Bellinzonese e Locarnese è fortemente segnata da questi fenomeni negativi, e manifesta tutte le sfaccettature di questa situazione: insediamento residenziale secondario, privatizzazione della costa lacustre, sovraccarico stagionale delle varie infrastrutture (RCT, 1990, p. II.136)…

Di fronte a tutte le difficoltà evidenziate, occorre allora chiedersi come il Piano recepisca la questione della speculazione edilizia e della costruzione di residenze secondarie. Da un lato, senza dubbio, v'è la coscienza che si tratti di un problema non solo territoriale, ma anche sociale, assai grave, che rischia di minare le basi di un sano sviluppo urbano ticinese.

> La pratica applicazione dei piani regolatori ha messo in evidenza la crescente difficoltà, per categorie di persone sempre più numerose, di risolvere in modo soddisfacente il problema della casa, sia per la carenza di alloggi a pigione moderata, sia per l'alto prezzo dei terreni edificabili, sia infine a causa del fenomeno di ritenzione di terreni liberi da parte dei proprietari. Questa situazione è dovuta essenzialmente all'eccesso della domanda esterna al Cantone di terreni edificabili, soprattutto per residenze secondarie o quale impiego di capitali raccolti con il «secondo pilastro» e alla concorrenza esercitata da funzioni economicamente più forti della residenza primaria, segnatamente dalle attività del settore terziario, nei comuni degli agglomerati urbani. (RCT, 1990, p. II.82)

Tuttavia, il fatto che questo problema sia teoricamente recepito come grave – sottolineando più volte gli effetti negativi e di esclusione derivanti da questo fenomeno – non comporta però lo sviluppo di un'analisi più approfondita sulla questione. Mancano, nel Piano, ulteriori accenni al legame fra struttura economica e speculazione edilizia (cfr. Harvey, 2016). Non si capisce allora, al di là della constatazione dei problemi

legati a fenomeni speculativi sul tessuto non solo territoriale ma anche sociale cantonale, quale sia la reale comprensione del fenomeno da parte del Cantone né se vi sia una volontà di affrontarlo e in che modo. La denuncia degli effetti della speculazione – più che della speculazione in sé – rimane allora sospesa, impregnata forse di moralismo ma non di capacità politica di operare al fine di superare questa situazione. Ancora una volta, l'assenza di un gruppo dirigente sufficientemente formato in questioni urbane impedisce un discorso istituzionale che vada al di là delle mere generalità del caso. L'impreparazione della classe dirigente si rispecchia quindi nell'assenza di politiche che, al di là di proclami di principio, tentino di andare alla radice del problema. A discolpa delle autorità cantonali vi sono però due elementi: da un lato il debito formativo imputabile alla storia di un Cantone che in meno di un secolo è passato da una situazione completamente rurale e alpina ad una urbana, e il fatto che le dinamiche della speculazione edilizia operano a scale molto più vaste dei limiti cantonali. Ciò detto, mancano degli studi più approfonditi sul legame fra turismo, fenomeno delle case secondarie, speculazione edilizia e struttura economica. L'impressione è dunque quella di una mancanza di serietà nell'affrontare un fenomeno complesso e radicato nella realtà socio-economica e territoriale del Cantone.

La transizione all'urbano

La società rurale ticinese era fortemente localista. Abbiamo potuto osservare a più riprese questa caratteristica – peraltro tipica di zone agricole povere e scarsamente urbanizzate. Gli scambi fra i villaggi avvenivano perciò con relativa rarità – determinata non solo dalla difficoltà degli spostamenti, ma anche da una vera e propria mentalità comunalista tipicamente svizzera (Diener et al., 2006, p. 153). Questa mentalità è stata alla base delle difficoltà di coordinamento urbanistico, rendendo difficile fra gli altri la stesura cantonale di un Piano direttore.

Proprio in sede del Piano, dunque, era inevitabile parlare ancora del tipico campanilismo ticinese come una delle difficoltà da sormontare per ottenere una pianificazione territoriale più razionale. Così, pure alla fine degli anni '80 «in Ticino tuttavia il processo di regionalizzazione o per lo meno di organizzazione sovracomunale per la ricerca di soluzioni coordinate ai molteplici problemi che sovrastano il livello locale è incompleto» (RCT, 1990, p. II.7).

Nonostante la realtà non sia più quella del Ticino rurale del 1800, la mentalità campanilista è ancora fortemente radicata. Questa situazione genera dei problemi di non poco conto. Rispetto alla società rurale, infatti, il consumo di territorio a scopo insediativo è cresciuto esponenzialmente, e una visione a scala comunale non riesce a risolvere adeguatamente problemi infrastrutturali che assumono ormai un carattere regionale, cantonale o addirittura a scale superiori.

I comuni non solo operano spesso a scale troppo ridotte per permettere uno sviluppo urbanistico coerente, ma anche i loro mezzi – sia finanziari sia per quanto riguarda le competenze operative – sono spesso limitati. È necessaria dunque «la realizzazione di infrastrutture e servizi intercomunali, gli accordi di collaborazione per la soluzione di problemi intercomunali e soprattutto la politica regionale» (RCT, 1990, p. II.18) per poter fronteggiare le sfide che la nuova società urbana pone al Ticino. Questa necessità, tuttavia, si scontra non unicamente con ostacoli legali e istituzionali, ma deve altresì riuscire a sormontare la radicata tendenza al campanilismo nella mentalità ticinese. All'evoluzione territoriale deve rispondere allora anche un'evoluzione delle mentalità: dal Ticino rurale, stanziale e campanilistico si contrappone ormai il Ticino urbano interconnesso. Occorre pertanto trovare delle politiche che aiutino e favoriscano l'evoluzione della mentalità in un'ottica più urbana e cantonale: occorre fare del Ticino non solo territorialmente ma anche identitariamente una città-regione.

Secondo i pianificatori, questo compito è ormai ineludibile data la realtà vieppiù urbanizzata del cantone. Tuttavia, lo sviluppo insediativo, sociale ed economico verso una società urbana non ha coinvolto con la stessa intensità tutti i comuni. Ecco entrare in gioco, di nuovo, la separazione fra territori montani e lacustri o pianeggianti. «In Ticino il processo di sviluppo di questi ultimi trent'anni si concentra soprattutto nella zona urbana» (RCT, 1990, p. II.7). Considerando il fatto che nel trentennio precedente alla stesura del Piano in Ticino è stato edificato poco meno della metà del parco immobiliare ticinese (Caccia, 1984, p. 54), il fatto che questo aumento sia concentrato soprattutto nelle zone pianeggianti e urbane assume un carattere ancor più importante, poiché dimostra che lo sviluppo urbano è inegualmente ripartito in seno al territorio cantonale, generando non poche tensioni fra la parte del Ticino ormai urbana e quella invece ancora fondamentalmente legata a un territorio peri- o infraurbano. Ecco manifestarsi a livello empirico la distinzione socio-territoriale fra vincitori e perdenti nei processi di globalizzazione.
Data la scarsa presenza di aree pianeggianti, tuttavia, il terreno su cui la città crescente ha potuto espandersi non era comunque molto. Esso è stato però completamente antropizzato. Vengono infatti ampiamente superati i limiti tradizionali dei pochi insediamenti cittadini cantonali. La «progressiva dispersione della crescita urbana ha coinvolto negli anni settanta comprensori del retroterra situati al di là dei confini tradizionali dell'agglomerato» (RCT, 1990, p. II.8). Il Ticino manifesta pienamente le dinamiche su cui rifletteva Lefebvre nelle proprie opere.

> Il n'y a aucune raison théorique d'admettre la disparition de la centralité au cours d'une fusion de la société urbaine avec la campagne. L'opposition «urbanité-ruralité» s'accentue au lieu de disparaître, alors que s'atténue l'opposition ville-campagne. Il y a déplacement de l'opposition et du conflit. (Lefebvre, 2015, p. 67)

Le città, esplodendo, consumano ampie fette del territorio circostante. Nonostante questa espansione, tuttavia, le funzioni principali rimangono spesso vincolate ai centri. Si genera così una dinamica che – come avremo modo di vedere – minaccia di liberare i centri urbani dalle funzioni meno redditizie (in special modo attività agricole residuali, residenze primarie – popolari ma anche di classe media – e spazi pubblici) per far posto a uffici, grandi superfici commerciali ed altre funzioni che garantiscono maggiori entrate. Questa tendenza, a sua volta, non solo genera disparità e fomenta un aumento vertiginoso dei prezzi nei centri, ma altresì contribuisce a peggiorare la vivibilità e i problemi legati alla gestione dell'urbano e della mobilità. Ecco mostrata in tutta la sua gravità la problematica dell'esclusione dal diritto alla città (Harvey, 2008, 2016; Lefebvre, 1968). Sebbene una considerazione teorica matura e una presa di posizione strutturalmente chiara sia assente dalle pagine del Piano, i problemi territoriali sollevati dall'urbanizzazione e suburbanizzazione selvaggia vengono di fatto riconosciuti e considerati.

> Questa tendenza alla suburbanizzazione pone nuovi conflitti di organizzazione territoriale: dispersione eccessiva dell'insediamento a scapito di altre funzioni […]; crescente separazione fra casa e lavoro con conseguente incremento del numero di pendolari […]; formazione di spazi economico-funzionali che non coincidono più con gli spazi giurisdizionali dei comuni[252] […]; perdita di identità e di cultura tradizionale locale […]». (RCT, 1990, p. II.8)

[252] La questione della corrispondenza fra spazi di vita e spazi istituzionali è alla base stessa delle problematiche statali – in special modo laddove il principio democratico impone di considerare i pareri di tutti i diretti interessati (Gaeta, 2011). Ulteriori ricerche – sulla scia dell'abitare poli-topico (Stock, 2006) come modo di vita prevalente nella società urbana – andranno condotte circa la difficoltà di adeguare le giurisdizioni e i limiti territoriali amministrativi, giuridici e politici a nuove pratiche sociali vieppiù disperse e individualizzate. Si tratta di uno dei problemi fondamentali che riguarda la legittimità delle istituzioni pubbliche nella società urbana.

L'esplosione urbana ticinese, iniziata già alla fine degli anni '40, costituisce ancora a fine anni '80 un vero e proprio *far west*, una realtà in costante crescita in una situazione di diffusa *a*legalità. Di fronte a questa situazione, gli obiettivi politici delle autorità cantonali – mantenere un minimo di coesione e garantire la qualità di vita – sono difficili da raggiungere. Il Piano dovrebbe insomma rappresentare un nuovo inizio per il tessuto urbano ticinese: il momento in cui l'autorità prende il controllo dello sviluppo per dirigerlo verso gli obiettivi politici a lungo termine. Al tempo stesso, però, questo cambiamento avviene in ritardo e non può che impostarsi secondo uno schema di riparazione e correzione piuttosto che di pianificazione previa: si tratta insomma di contenere i danni.

Obiettivo fondamentale del piano è dunque aumentare i legami istituzionali fra i vari Comuni e stabilire delle prassi urbanistiche condivise e trasversali che permettano di superare gli ormai troppo angusti limiti comunali. Questo significa, in altre parole, generare legami di solidarietà che superino le tradizionali barriere del campanilismo. In particolare, occorrerà tentare di salvaguardare tutte le aree non toccate dalla crescita economica ed insediativa, oppure influenzate prevalentemente da effetti negativi. In questo modo si eviterà di sviluppare un Ticino a due velocità, in cui la differenza territoriale fra piano e montagna corrisponda anche inevitabilmente ad una differenza socioeconomica – cosa che, inutile dirlo, comporterebbe profonde tensioni sociali. «Se il minor potenziale insito in queste regioni [di montagna e in declino] non potrà ovviamente essere riequilibrato solo con il Piano direttore, occorrerà quantomeno salvaguardare e valorizzare le loro funzioni complementari a quelle delle zone urbane» (RCT, 1990, p. II.8). Quest'affermazione è assai interessante: i pianificatori partono infatti dalla costatazione delle due realtà esistenti, ma non affermano la necessità di ripensare l'urbanizzazione ticinese *in toto*. Al contrario, la soluzione per l'autorità cantonale consiste nel rendere complementari al tessuto urbano ticinese anche quelle zone che risultano essere sfavorite dalle dinamiche di urbanizzazione. In questa prospettiva la soluzione è garantire a tutto il territorio cantonale un ruolo – anche se marginale – nella nuova società urbana. Non v'è invece spazio per una riflessione più generale e critica sulla dinamica di urbanizzazione in sé. Si tratta di un approccio non critico ma pratico, votato all'azione. Un maggiore equilibrio territoriale – se così possiamo chiamare l'inclusione delle zone periferiche nella rete urbana grazie a funzioni complementari – dovrebbe infatti palliare le importanti differenze socioeconomiche fra i comuni, sorte fra l'altro anche dalla differente conformazione territoriale e localizzazione. Si tratta insomma di superare le differenze economiche generate da questioni prettamente territoriali, in modo da garantire all'insieme dei comuni alcune possibilità di sviluppo, non condannando alla recessione nessuna delle regioni. V'è insomma la volontà di «evitare un'ulteriore "periferizzazione" di questi territori che porterebbe ad un'amplificazione delle disparità intra-regionali» (RCT, 1990, p. II.153). Una lotta della società sia contro la geografia fisica del proprio territorio che contro la tendenza alla ripartizione socioeconomica fino a quel momento dominante. Come avremo modo di vedere, tuttavia, la questione della solidarietà intercomunale solleva alcune problematiche spinose che non saranno risolte in seno al Piano. La contraddizione di voler risolvere i sintomi problematici senza aver la possibilità e la volontà di toccare le cause strutturali degli stessi caratterizza infatti questo documento governativo. Ma procediamo con ordine.

Obiettivo del legislatore, nella stesura del documento di coordinamento dell'urbanistica a scala cantonale, è lo sviluppo del Ticino quale regione unica, vale a dire il superamento del radicato campanilismo comunalista che ha segnato la storia cantonale. Compito del Piano è dunque

> promuovere la coordinazione e l'integrazione funzionale delle agglomerazioni urbane e la complementarietà dei poli d'importanza cantonale all'interno della "città-regione". Nell'ambito delle specificità comprensoriali del Ticino: promuovere il potenziale di sviluppo socio-economico, peculiare ad ogni comprensorio, incrementando la solidarietà cantonale, salvaguardando l'ambiente e valorizzando il paesaggio. (RCT, 1990, p. II.14)

Il grande obiettivo pianificatorio, per quanto riguarda la dispersione insediativa, è quello di imporre un uso razionale del territorio. Per raggiungere questo obiettivo, il Piano definisce una gerarchia d'importanza degli insediamenti e degli agglomerati, in modo da stabilire criteri per la ripartizione di servizi e infrastrutture sul territorio. Anche qui, la direzione che intende imboccare l'autorità cantonale sembra bicefala:

> Per quanto concerne la ricerca di un'organizzazione territoriale interna razionale che favorisca l'unificazione funzionale, senza peraltro diminuire la multiformità, appare indispensabile tendere verso una più chiara struttura della centralità. Ne consegue il seguente obiettivo subordinato: Promuovere la gerarchia della centralità, segnatamente realizzando i servizi e le infrastrutture indispensabili al ruolo assegnato al polo cantonale, ai poli d'importanza cantonale, ai poli e sub-poli regionali e ai singoli comuni. (RCT, 1990, p. II.15)

Si tratta insomma di definire la centralità cantonale decentralizzando il più possibile, di favorire l'uso razionale e parsimonioso del terreno ma di ripartire infrastrutture e servizi in ogni angolo del Cantone. Ecco incontrarsi – ma anche scontrarsi – due visioni politiche dello spazio distinte: da un lato la comprensione dello spazio come una rete, tipica della società urbana; dall'altro la comprensione dello spazio come un'area uniforme, una superficie – tipica della costruzione statale moderna e di una visione insulare della realtà (Elden, 2013)[253]. La comprensione reticolare impone di porre i servizi cantonali lungo gli snodi strategici per favorire la solidità della rete urbana ticinese. Per la comprensione tradizionalmente moderna, invece, i servizi vanno ripartiti su tutta la superficie del Cantone in modo da renderla il più possibile omogenea – risolvendo così i problemi legati allo squilibrio. Articolando questa bicefalia contraddittoria, il Piano propone di applicare il modello reticolare a tutta la superficie cantonale, e tentare così di urbanizzare completamente l'insieme del Ticino. Grazie alla determinazione di una gerarchia di centralità, infatti, è possibile coprire quasi interamente il territorio cantonale di snodi e poli. Ecco dunque compresa l'importanza della gerarchia funzionale, per la quale il Piano evidenzia quattro livelli, che corrispondono ad altrettante scale distinte.
Osservando la centralità a scala nazionale ed internazionale, infatti, emerge il polo cantonale – l'agglomerato di Lugano. Il Cantone si impegna, a questo livello, a

> sostenere il ruolo che il centro dell'agglomerato urbano di Lugano ha assunto nel contesto delle relazioni con le regioni confinanti e dei centri concorrenti per quanto attiene al terziario superiore. Il dinamismo economico del centro dell'agglomerato di Lugano è una premessa indispensabile per il benessere di tutto il Cantone e per lo sviluppo della solidarietà al suo interno. (RCT, 1990, p. II.15)

Lugano è insomma la porta d'ingresso del Ticino nel mondo. Laddove il Cantone si vuole articolare come snodo di transito strategico per l'Europa, Lugano è infatti l'unico centro che può vantare una capacità d'attrazione e di mediazione internazionale al di là del settore turistico. Il centro pulsante della società urbana ticinese è dunque inevitabilmente legato a Lugano.
Scendendo alla scala cantonale, ad accompagnare Lugano nella lista dei centri si aggiungono Bellinzona, Locarno e il polo formato da Chiasso e Mendrisio. Questi centri svolgono funzioni d'importanza cantonale e devono pertanto essere dotati di tutta una serie di infrastrutture e servizi che contribuiscano alla vita

[253] Si potrebbe collegare queste due visioni alle grandi distinzioni fra Terra e Mare in Schmitt (2002, 2011). Tale distinzione è però sorta all'inizio della modernità, mentre la società urbana ne è il risultato conclusivo. Non si tratta perciò di applicare i caratteri della reticolarità urbana al Mare, ma di tracciare la genesi di questa da quello, in un processo durato vari secoli che ha visto la nascita e la trasformazione di un attore sociale – la borghesia – con una concezione particolare dello spazio legata a pratiche di tipo economico in continua evoluzione.

comune. Interessante, a questo proposito, l'intento del Cantone di evitare «la concorrenzialità per i servizi a carattere d'unicità, promuovere la complementarietà. La loro dotazione d'infrastrutture e di servizi dovrà essere in relazione alla popolazione della regione funzionale che vi fa capo» (RCT, 1990, p. II.15). A questa scala non solo Lugano è al pari degli altri tre centri, ma fra questi il Cantone tenterà di smorzare ogni concorrenza favorendo la diffusione dei servizi d'importanza cantonale. Ciò significa, fondamentalmente, che il tessuto urbano cantonale – che ha il proprio sbocco internazionale a Lugano – deve risultare altrimenti funzionalmente equilibrato. Le grandi e profonde polemiche tra Sotto e Sopra Ceneri devono insomma tramontare secondo l'amministrazione cantonale, lasciando posto ad una città-regione coesa e funzionalmente interconnessa.

I quattro centri d'importanza cantonale, però, non coprono l'insieme del territorio. Al contrario, essi sono situati nei punti più favorevoli delle scarse pianure che costituiscono il Ticino, mostrando ampiamente la tendenza della rete urbana di svilupparsi lontano dalle valli alpine. Vaste porzioni di territorio restano dunque lontane dalla loro influenza. Inoltre, anche osservando ad una scala regionale, ci si accorge della presenza di poli che risaltano rispetto ai villaggi circostanti. Ecco dunque giustificata la designazione di una serie di poli e sub-poli regionali:

> Poli e sub-poli regionali (sono Biasca, Airolo-Quinto, Faido, Olivone, Acquarossa nella Regione delle Tre valli; Locarno, i centri complementari di Brissago, Tenero-Gordola e Magadino-Vira, il sub-centro di Cevio-Bignasco-Cavergno, i centri comprensoriali di Russo e Brione Verzasca, nella Regione Locarnese e Vallemaggia; il «polo lineare» Bioggio-Ponte Tresa, il sub-centro Bedigliora-Novaggio-Curio nella Regione Malcantone; Tesserete, Taverne-Rivera nella Regione Valli di Lugano; mentre non è definito alcun polo nella Regione Valle di Muggio): consolidare i servizi e le infrastrutture d'importanza regionale o sub-regionale esistenti e promuovere nuove iniziative qualora gli obiettivi della promozione dello sviluppo autonomo dei diversi comparti territoriali lo richiedano, anche se la loro redditività non è garantita. (RCT, 1990, p. II. 15)

Con questa rete regionale si intende dunque perseguire una politica di stampo federalista secondo la quale ogni regione debba venir in qualche modo sostenuta. I Comuni sono infatti l'ultimo attore considerato, a scala locale. La loro funzione è quella di «garantire i servizi di base necessari per le esigenze sociali ed economiche fondamentali, specie per i comuni periferici, discosti dai servizi centrali» (RCT, 1990, p. II.15). Volontà del Cantone è dunque quella di non incrementare la centralizzazione delle attività e dei servizi presso i poli cantonali, ma di favorire anche quelle comunità d'importanza solo locale o regionale. Questo significa, fondamentalmente, operare per contrastare le dinamiche socio-economiche correnti che porterebbero invece ad un inevitabile scomparsa delle comunità nelle valli e dunque ad uno squilibrio socio-territoriale importante[254].

Vale la pena analizzare alcuni aspetti di questa politica: essa è da un lato dettata evidentemente da una questione di clientelismo parlamentare: affermare apertamente la volontà di sacrificare una parte del tessuto insediativo – quello delle valli – in favore di un miglioramento essenziale di quello urbano di pianura, significherebbe infatti inimicarsi non solo i valligiani, ma probabilmente buona parte dell'elettorato – giacché la popolazione svizzera è ancora essenzialmente legata ad un'ideale anti-urbano (Diener et al., 2006, pp. 142-145; Salomon Cavin, 2005). Al tempo stesso, però, questo modo di procedere si associa all'idea che il modo di vita urbano debba soppiantare definitivamente le alternative costituite dal binomio città-campagna (Lefebvre, 2001).

[254] La contraddizione soggiacente alla posizione del Cantone sfocerà poi nella riforma istituzionale dei Comuni, come avremo modo di vedere.

> La scelta dell'ubicazione dei servizi e delle infrastrutture deve avvenire considerando i criteri dell'ottimizzazione della funzionalità e dell'economicità, ma soprattutto i principi del decentramento dei servizi e delle infrastrutture pubblici, secondo il modello della gerarchia della centralità. L'accettazione di questo modello comporterà scelte di ubicazione di infrastrutture che potranno contrastare con i principi di economicità intesi in senso stretto. (RCT, 1990, p. II.15)

Ecco complicarsi la questione. Il Piano, redatto negli anni '80, non poteva ignorare la crescente egemonia dell'ideologia neoliberale. L'efficienza degli interventi pubblici sta infatti diventando un criterio fondamentale di gestione della cosa pubblica – in un evidentemente tentativo di quantificazione totale del reale, aspetto tipicamente legato alla comprensione economica del mondo. Questo criterio di *benchmarking*, ormai presente anche nella prospettiva della classe dirigente ticinese, non era però ancora sufficientemente egemone da influenzare completamente il Piano. Esso ha dovuto perciò confrontarsi anche con l'altra sensibilità che dopo decenni ancora influenzava il gruppo dirigente cantonale, ovvero la visione dirigista e keynesiana che intendeva sviluppare la rete urbana cantonale nell'insieme del territorio. Non solo efficienza economica dunque, ma anche importanza della localizzazione nella pianificazione dei servizi cantonali, in modo da non favorire un accentramento troppo marcato delle funzioni urbane e contribuire invece allo sviluppo federalista e sparso, in una prospettiva comunalista tipicamente svizzera (Diener et al., 2006, p. 17). Ecco dunque che la diversità cantonale viene vissuta in modo duplice – sia come elemento positivo e arricchente che come ostacolo da superare nella costruzione della nuova realtà urbana. In un'ambiziosa presa di posizione, i redattori del Piano affermano che questo «considera le diversità strutturali esistenti all'interno della "regione Ticino", valorizzandole in quanto componenti della sua ricchezza socio-culturale e paesaggistica e mitigandole quando invece sono espressione di disparità» (RCT, 1990, p. II.18). Un compito niente affatto semplice.

La centralizzazione va insomma evitata per quanto possibile, in modo da preservare le regioni montane, ma al tempo stesso va stabilita una chiara gerarchia di poli, centri e interventi. Per quanto riguarda il primo punto, è facile comprendere che esso risponde alle necessità della popolazione – in special modo nelle regioni discoste – e nel fragile tessuto economico delle valli. Il gergo dei pianificatori resta qui dirigenziale, con un sapore keynesiano dato dal voler correggere delle tendenze altrimenti apparentemente inevitabili che favoriscono l'accentramento di persone e posti di lavoro.

> La politica in materia di insediamenti deve favorire un'equilibrata distribuzione della popolazione e delle attività sul territorio al fine di ridurre la tendenza all'accentramento verso gli agglomerati urbani e di garantire ai comuni dei comprensori periferici e di montagna una base demografica sufficiente per l'organizzazione comunitaria. (RCT, 1990, p. II.86)

Non si tratta unicamente di vegliare affinché le comunità periferiche e montane sopravvivano e quindi mantengano un minimo di vitalità. Le politiche urbanistiche da mettere in atto hanno infatti come obiettivo di massima quello di aumentare la popolazione delle regioni periferiche. Questo significa operare avendo come scopo una certa redistribuzione della popolazione ticinese per mantenere la capillarità insediativa – i villaggi nelle varie zone periferiche – sorta in un contesto socio-economico assai differente. «Favorire il mantenimento e se possibile l'aumento della popolazione nelle regioni economicamente deboli» (RCT, 1990, p. II.88) non implica infatti unicamente questioni di carattere pianificatorio, ma anche e soprattutto tentare di affermare una volontà politica – mantenere lo status quo di quadri di vita affermati da tempo, favorendo le possibilità insediative nei villaggi periferici – al di sopra di tendenze socio-economiche che, lasciate prive

di guida, modificherebbero radicalmente l'assetto territoriale cantonale. Di nuovo emergono le questioni implicite: sia la visione moderna che comprende il territorio come una superficie da omogeneizzare, sia la necessità di sviluppare una rete più efficiente di trasporti in modo da favorire la dispersione residenziale anche nelle aree periferiche. L'urbano deve insomma coprire l'intera superficie cantonale. Ciò è, al tempo stesso, un processo affatto autoevidente. Al contrario, mantenere la conformazione insediativo-giuridica tipica del mondo rurale in una realtà vieppiù urbana implica sforzi e trasformazioni notevoli. Non va dimenticato infatti che la maggioranza dei villaggi ticinesi è sorta durante il medioevo se non addirittura nell'antichità. La conformazione dei nuclei storici, così come la ripartizione territoriale dei villaggi – ad esempio la coesione degli insediamenti data dalla volontà di non consumare troppa superficie, o la vicinanza ad una sorgente necessaria in mancanza di tecnologie di canalizzazione – è insomma legata indissolubilmente ad una società – una struttura produttiva e un modo di vita – caratterizzata dall'agricoltura di sussistenza come elemento comune e diffuso. Tentare di mantenere – seppur stravolgendoli, come si può intuire – gli stessi nuclei e la stessa ripartizione territoriale degli insediamenti in una società che si terziarizza ad una velocità importante sembra dunque un compito assai arduo, vieppiù dopo alcuni decenni di attività edilizia libera da criteri pianificatori comuni. Interessante tuttavia osservare come emerga la volontà del legislatore di tentare di palliare gli effetti di una rapida evoluzione socio-economica, favorendo attraverso la pianificazione la sopravvivenza dei villaggi periferici. Andrebbe tuttavia accennato il dibattito – che abbiamo già sollevato a proposito dei rustici – circa la difficoltà di sviluppare una politica di restauro coerente: restauro – in questo caso, mantenimento o addirittura crescita dei villaggi periferici – significa infatti mantenere le condizioni di vita tradizionali di quei villaggi o piuttosto impiantare anche lì un modo di vita urbano terziarizzato? Questi villaggi rimarrebbero dunque il luogo di vita di comunità tradizionali o piuttosto si trasformerebbero in nodi periferici di una rete urbana che conforma quel che i pianificatori chiamano la città-Ticino – rendendo a questo punto capillare la presa della nuova società urbana sull'insieme del territorio cantonale? Per capirlo, probabilmente, basta osservare la localizzazione delle aree industriali d'importanza sparse per tutto il Cantone: la volontà sembra essere chiaramente quella di espandere la rete e la capillarità della società urbana – vale a dire di urbanizzare pienamente anche le zone periferiche e montane.



Figura 22. Aree industriali d'interesse regionale (piccole) e cantonale (grosse), che contribuiscono a organizzare il territorio rendendo la rete urbana più estesa e capillare. Rielaborazione propria a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II.93). Si noti in particolare come le aree sono disposte in modo da comprendere anche le zone periferiche e le valli, in una volontà di urbanizzazione omogenea del territorio cantonale.

Per quanto riguarda i piani e le zone già urbane, invece, non si intravedono grandi dibattiti teorici circa il senso della «conservazione» o della «protezione». Il Piano prevede infatti di favorire la crescita urbana dei poli cantonali favorendo la loro complementarietà e riducendo così possibili effetti di concorrenza fra centri. In quest'ottica, la nuova società urbana cantonale non può essere fondata sul campanilismo – utile nella prospettiva agricola per favorire la coesione attorno a piccole comunità di vita sedentarie, ma pericolosa invece nel governo delle dinamiche urbane interconnesse. Così, complementarietà e uso parsimonioso del territorio convergono poiché una divisione razionale delle funzioni fra i diversi centri permette di non dover duplicare le infrastrutture inutilmente. Si spiega dunque la volontà del legislatore di

> integrare funzionalmente i quattro agglomerati urbani di Lugano, Bellinzona, Locarno e Chiasso-Mendrisio, promuovendo la loro complementarietà. Promuovere l'integrazione funzionale tra il Sopra e il Sottoceneri. Tutelare e ricuperare le risorse ambientali, l'uso razionale e parsimonioso dello territorio, salvaguardando in particolare gli spazi verdi, agricoli o ricreativi. (RCT, 1990, p. II.17)

Interessante anche osservare come il Cantone si erga qui ad arbitro che dirime le divergenze fra i centri urbani cantonali. È il Cantone che deve decidere come ripartire le infrastrutture ed i servizi poiché la questione si gioca a scala cantonale. Non così invece per quanto riguarda infrastrutture e servizi a scala regionale. In quel caso, infatti, è opportuno far emergere una nuova istituzione – la regione – che sappia risolvere i «problemi per i quali né la dimensione dei singoli comuni né quella del Cantone sono idonee a trovare soluzioni tempestive ed economiche. Manca infatti agli uni una visione sufficientemente ampia, e al Cantone una visione sufficientemente concreta delle necessità comprensoriali» (RCT, 1990, p. II.18). A diverse scale

corrispondono diversi arbitri istituzionali che devono mediare fra i vari interessi, prendere decisioni pianificatorie concrete e così materializzare la volontà generale espressa dal Piano come documento guida per lo sviluppo del Cantone. Insomma, spetta al Cantone redigere il Piano e improntare le linee di sviluppo generali. Questo processo deve però essere sviluppato ascoltando le voci provenienti dalle scale inferiori. Inoltre, nell'applicazione pratica del Piano, il Cantone rivestirà un'importanza relativa, lasciando ad altri attori di scale inferiori compiti di pianificazione e messa in funzionamento delle idee contenute nel Piano. Ciò da un lato contribuisce a smorzare i timori legati alla perdita di potere e autonomia da parte dei Comuni – la battaglia contro la centralizzazione del potere e della pianificazione è una delle idee fondamentali attorno a cui si è costruita l'identità svizzera nei secoli scorsi – ma dall'altro obbliga i Comuni a discutere fra loro nei consessi delle regioni: si stabilisce insomma un compromesso per cui viene ridotta l'autonomia comunale – ma questa riduzione non favorisce la centralizzazione delle competenze quanto piuttosto il principio federativo. Ciò è probabilmente uno dei punti forti e al tempo stesso uno dei talloni d'Achille di questo Piano. Esso mette in scena le difficoltà d'accordare esigenze tecniche e democrazia, principi urbanistici e volontà popolare – non sempre razionale né affine al principio di un uso razionale e morigerato del territorio. Al tempo stesso, la soluzione presenta comunque un grado di complessità organizzativa notevole: tre attori, tre scale differenti, una serie di processi amministrativi e burocratici spesso lenti e complessi che non facilitano certamente la velocità e l'efficienza nelle decisioni pianificatorie, un cambiamento di mentalità nella popolazione che necessiterà di diversi decenni di sforzi…

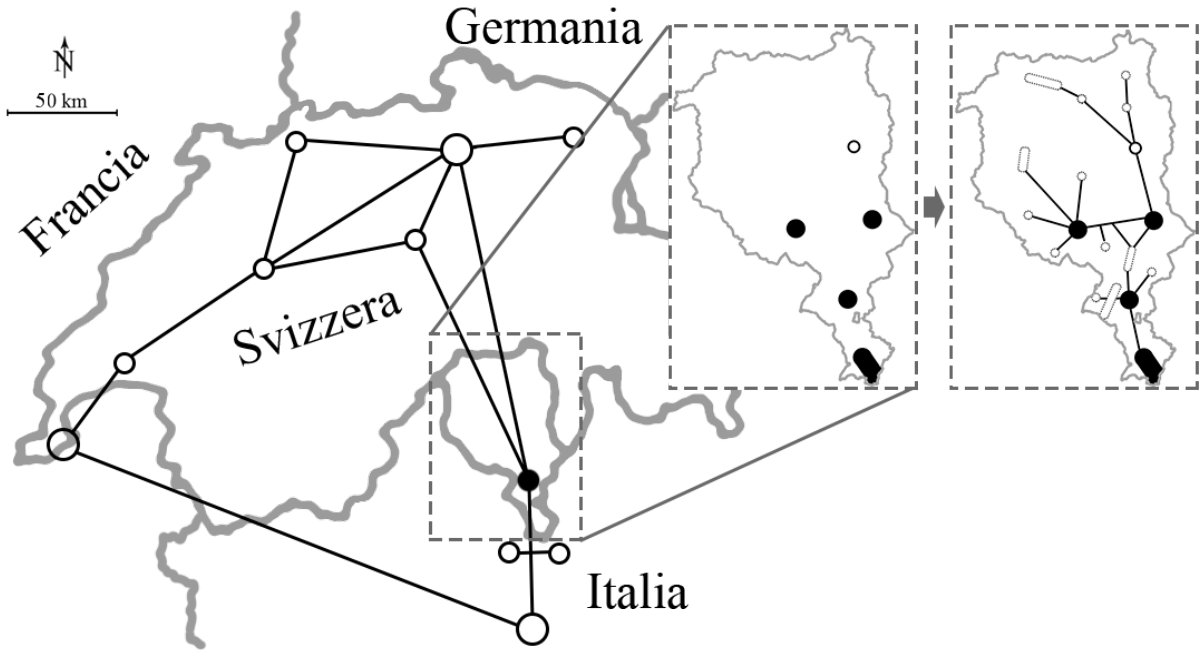


Figura 23. Ad ogni scala corrisponde un tipo di arbitro istituzionale distinto (Confederazione, Cantone, Regioni, Comuni), e ognuno di questi attori dovrebbe – almeno idealmente – contribuire a realizzare il Piano generale per lo sviluppo del Cantone. Rielaborazione propria a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II.15)

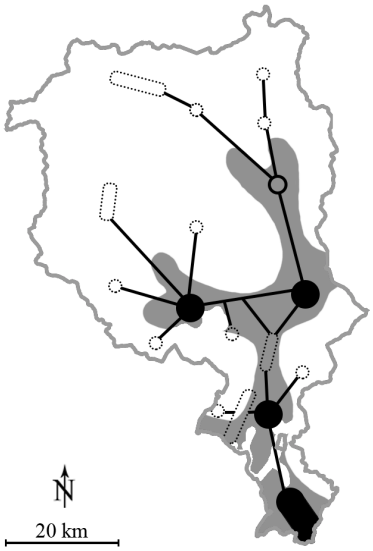


Figura 24. In grigio i fondivalle, in nero i poli urbani e in puntinato i sub-poli. Rielaborazione propria a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II.11; II.15). A partire da questa rappresentazione si può comprendere la volontà dei pianificatori di espandere la rete urbana fino a coprire interamente il territorio cantonale concentrando al contempo gli sforzi maggiori nelle aree pianeggianti che collegano i quattro poli più importanti.

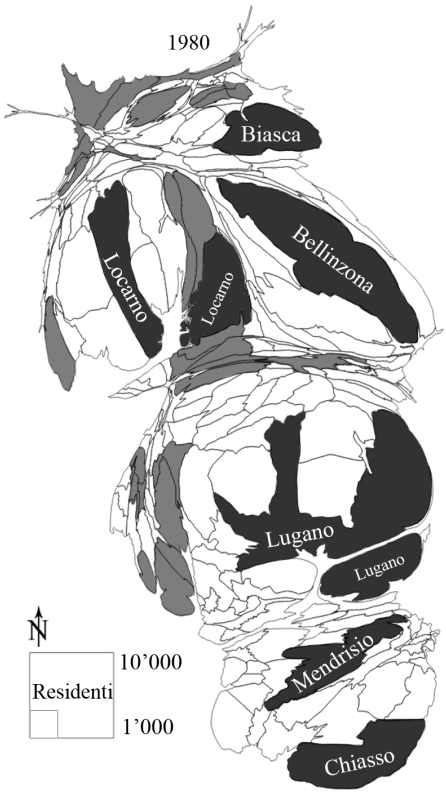


Figura 25. Anamorfosi del Ticino in base alla popolazione. Fonte: (USTAT, 2018d). Elaborazione di Raphaël Bubloz con ScapeToad, dati: SwissTopo GG25/2004, DV084371. La superficie dei Comuni non è proporzionale ai km^2, ma al peso demografico. Rielaborata a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II.15). Si noti come i sub-poli (in grigio) nel Ticino settentrionale coinvolgano una parte minima della popolazione cantonale – l'averli designati corrisponde ad un evidente tentativo di modificare gli squilibri socio-spaziali.

Apertura culturale e mobilitazione totale

Il Piano è un documento urbanistico. Ciò nonostante, in esso si esplicita l'idea secondo cui l'urbanismo non è un fenomeno slegato dal resto del mondo sociale ma, anzi, stando al cuore dell'urbano è legato a doppio filo a molti altri elementi socio-culturali. Pianificare territorialmente una società contribuisce in modo determinante a orientare il suo sviluppo in una determinata direzione – si tratta dunque di una scelta politica fondamentale, che rimanda alla nozione di produzione sociale dello spazio (Lefebvre, 2000). Ecco allora che il Piano non si limita a voler preservare il territorio mediante un uso razionale e moderato dei terreni, ma altresì si impegna a «guidare e coordinare i processi di organizzazione territoriale del Ticino, quale regione unica e aperta. Nelle relazioni esterne del Ticino: promuovere l'apertura culturale, sociale ed economica, nel rispetto dell'identità regionale e salvaguardando l'ambiente» (RCT, 1990, p. II.14). Favorendo la realizzazione di determinate infrastrutture, infatti, il Cantone promuove non solo la mobilità interna, ma anche quella transfrontaliera e di transito. Questo, al tempo stesso, favorisce – almeno ipoteticamente – gli scambi sociali e culturali con altre nazioni – in special modo la vicina Italia. Con la definizione esplicita di questa volontà d'apertura, il Cantone opta insomma per favorire la materializzazione dell'idea del Ticino come snodo di passaggio, cuore dell'Europa e punto di transito essenziale.

Questa volontà d'apertura, tuttavia, deve fare i conti con una posizione geografica non semplice – non tanto per quel che riguarda l'orografia montana del Cantone, quanto piuttosto la sua vicinanza con la popolosa pianura padana. «Nei rapporti con le regioni circostanti, il futuro del Cantone dipenderà in larga misura dalle relazioni culturali, sociali ed economiche con queste regioni che vantano potenziali umani ed economici sovente superiori al nostro» (RCT, 1990, p. II.16). Alcuni dei progetti più importanti per il presente e il futuro del Cantone – come ad esempio la galleria autostradale del San Gottardo e il traforo di base dell'Alptransit, che allora era in discussione) non dipendono infatti né unicamente dal Cantone né dalla volontà della Confederazione, ma rispondono invece ad interessi continentali. Al tempo stesso, al di là delle grandi infrastrutture di transito che possono contribuire a ridefinire la funzione del Ticino come snodo di una rete urbana europea, altre questioni possono modificare sensibilmente la vita quotidiana del Cantone.

Innanzitutto, v'è da ricordare che il Ticino è la regione svizzera più vicina ad una metropoli straniera. Questo implica uno squilibrio importante nel momento di definire le politiche territoriali: in diversi aspetti, infatti, le tendenze che caratterizzano il Cantone esulano dal suo controllo – sia quelle provenienti dal resto della Confederazione, sia quelle dovute alla vicinanza con una delle zone economiche più importanti d'Europa. È vitale che il Cantone riconosca questa sua debolezza strutturale di fronte a una realtà difficile da controllare. Anche da questo, probabilmente, deriva la sua volontà di trasformarsi in uno snodo di transito. Data la mancanza d'alternative realistiche a questa situazione di squilibrio, infatti, optare per ospitare importanti infrastrutture di collegamento europee permetterebbe almeno di guadagnare importanza e di non restare completamente periferici ed esclusi dai flussi che fanno evolvere il continente. Il Cantone sembra dunque aver compreso che, di fronte ad una dinamica inarrestabile di competizione – non solo territoriale – dovuta alla costruzione di una nuova società interconnessa, è importante operare per garantire la miglior connettività possibile alla rete globale se si vuole avere la possibilità di progredire economicamente e socialmente verso una società vieppiù urbanizzata. Ecco palesarsi la necessità di una mobilitazione continua (Ferraris, 2016), da ottenere tramite alcune infrastrutture, per poter far parte della nuova società urbana.

L'alternativa a questo sviluppo è semplicemente la recessione economica e la perdita d'attrattività che, nell'ambito della struttura economica vigente, significano fondamentalmente difficoltà sempre più grandi per la comunità locale o cantonale. Non è allora un caso che i responsabili cantonali vogliano «promuovere un clima favorevole per il terziario superiore, l'industria tecnologicamente avanzata, il turismo di qualità, gli scambi culturali e la mobilità interregionale» (RCT, 1990, p. II.16), e poi dettaglino una serie di interventi

per promuovere questi aspetti dimenticando però gli scambi culturali. Parlare di apertura significa infatti principalmente rendere interconnesso il Ticino alla rete urbana globale affinché non si trasformi in una zona recessiva. Le preoccupazioni d'ordine culturale arrivano solo in secondo piano, come effetti desiderati ma indiretti. Ora, tali questioni sono di non poco conto in realtà: attraverso le grandi infrastrutture di mobilità si veicolano infatti una serie di cambiamenti sociali che mirano alla formazione di una nuova società, urbana e globalizzata, che in qualche modo vada a soppiantare gli usi e i costumi delle società locali tradizionali. La volontà di crescere economicamente e approfittare delle nuove tendenze globali – per sfuggire alla povertà e alla recessione che hanno tradizionalmente caratterizzato il Ticino costringendo i suoi abitanti alla fame e alla migrazione – si vincola dunque, almeno indirettamente, alla decisione di superare il quadro di vita tradizionale. Non si deve credere, ovviamente, che il modo di vita tradizionale di una comunità sia qualcosa di stabile o monolitico, ma piuttosto comprenderlo come il risultato dinamico di un complesso equilibrio di forze. Tuttavia, il passaggio da una società tradizionale ad una urbana – passaggio appoggiato e favorito dal Piano direttore – comporta degli stravolgimenti socio-culturali non indifferenti, che vanno a toccare il cuore stesso dei modi di vita. Per favorire imprese ad alto valore aggiunto va infatti, ad esempio, aumentato il tasso di scolarizzazione superiore della popolazione. Questo a sua volta ha degli effetti dirompenti sui modi di vita e le pratiche a scala locale. I cambiamenti urbanistici insiti nel Piano mirano insomma a un cambiamento non solo territoriale, ma essenziale ed identitario, che trasformi il Ticino in una realtà urbana contemporanea, strappandola alla povertà e all'isolamento del suo passato rurale e alpino.

Favorire il modello urbano implica allora due cose: da un lato, tentare di approfittare dei vantaggi offerti da dinamiche che sfuggono al controllo del Cantone e pertanto vengono ritenute inevitabili; dall'altro, però, anche favorire la perdita di sovranità della comunità cantonale e delle comunità locali in favore di un modo di vita sempre più interconnesso e dunque sempre più dipendente da fenomeni esterni – dipendenza aggravata dalla vicinanza del Ticino alla metropoli lombarda. A questo secondo effetto, il Piano tenta di porre rimedio affermando genericamente che

> se l'opzione del Modello è quella di un'apertura verso l'esterno, essa deve tuttavia trovare i suoi limiti nella salvaguardia dell'ambiente e del paesaggio e nel rispetto dell'identità regionale, intesa come partecipazione consapevole e attiva alla formulazione dei progetti che determinano l'avvenire del Cantone. (RCT, 1990, p. II.16)

Resta tuttavia poco chiaro comprendere in che modo i ticinesi potranno mantenere la propria sovranità riguardo a decisioni sul proprio territorio – in special modo quando la prassi dimostra che la crescente interconnessione di fatto preclude diverse possibilità di scelta rendendole semplicemente politicamente o economicamente inapplicabili o illusorie. Come si può comprendere, il limite entro il quale il Cantone e la sua comunità possono esercitare un'effettiva sovranità territoriale è sempre più ristretto – specialmente in un mondo interconnesso.

Protezione estetizzante del passato

Abbiamo visto che il Piano intende, grazie alle proprie linee guida, contribuire alla trasformazione in senso urbano della società e del territorio nel suo insieme. Questo non significa però che vada eliminata ogni traccia della società del passato. In particolare, i responsabili cantonali sono interessati a mantenere alcune caratteristiche paesaggistiche legate a manifestazioni esteticamente appaganti – e dunque anche funzionali alla crescente domanda di spazi ricreativi nella società del consumo. «Si tratta concretamente di difendere gli spazi verdi, agricoli o con funzione ricreativa che si trovano tra gli agglomerati o separano le aree

insediative di comuni o gruppi di comuni, impedendone la fusione paesaggistica e mantenendo la leggibilità del paesaggio e della sua storia» (RCT, 1990, p. II.17).



Figura 26. Le case secondarie in Ticino nel 1990. In grigio scuro le aree con una concentrazione fra il 60% e il 93%, più chiaro dal 40% al 60%, ancora più chiaro dal 20% al 40% e in bianco dal 2% al 20%. Rielaborazione a partire dalla cartina presente in (RCT, 1998a, p. 45). Le zone di fondovalle (al di sotto dei 600 metri di altitudine) sono evidenziate con la griglia. Si noti che la concentrazione di case secondarie è maggiore laddove le zone sono più montuose e meno urbane, nonché nel Locarnese. La presenza di un gran numero di case secondarie sembra dunque in relazione con le difficoltà economiche di un Comune nel trovare sbocchi alternativi al turismo. Si delinea perciò anche attraverso le case secondarie una divisione duale del territorio cantonale – da un lato le zone urbane e produttive, dall'altro quelle infraurbane e ricreative.

Il paesaggio tradizionale non ha però unicamente una funzione di svago o estetica. Se esso si è sviluppato in un determinato modo è a causa delle condizioni socio-economiche e culturali dell'epoca. Il modo di vita agricolo, infatti, consumava una quantità decisamente inferiore di terreno per funzioni insediative non per poter approfittare dell'appagamento estetico dato dall'abbondante presenza di verde, ma per potersi garantire una sufficiente quantità di superficie agricola atta a sopravvivere. Allo stesso modo, l'unità degli stili architettonici nei nuclei storici non era dettata da una volontà estetica dirigista, da una scelta aperta e autocosciente (Aldo Rossi et al., 1979, p. 423), ma dall'appartenenza ad un'unica comunità valoriale in senso forte – secondo il modello politico antico (Aristotele, 2000) in cui *bonum, verum et pulchrum* coincidevano (Spada, 2014, pp. 32-33).

Alla trasformazione socio-economica segue dunque necessariamente anche un'evoluzione dello spazio sociale, e dunque del rapporto fra società e territorio, fra i vari attori e gli insediamenti. Per quanto riguarda il passaggio alla fase urbana, questo si caratterizza urbanisticamente con l'incremento della superficie pro capite utilizzata. Quest'espansione costituisce un pericolo per la salvaguardia estetica del paesaggio rurale e delle sue caratteristiche, ma anche più in generale per l'ecosistema. «L'industrializzazione del Cantone e la fine della società rurale, con la conseguente espansione insediativa (abitativa, industriale e infrastrutturale),

le attività di svago e ristoro e l'agricoltura intensiva rappresentano i più gravi pericoli per il territorio» (RCT, 1990, p. II.21). È interessante osservare che in quest'ottica, l'accento è messo sulla questione del pericolo. L'espansione insediativa, infatti, comporta il più delle volte un consumo di territorio che è nella pratica irreversibile. Ciò che viene antropizzato, o ancor più radicalmente, cementificato, perde insomma la possibilità di essere mobilitato in seguito per usi alternativi. Così, il territorio inteso come insieme organico di una serie di funzioni complesse e intrecciate ripartite in uno spazio delimitato, riesce più difficilmente a mantenere un equilibrio stabile quando parti importanti vengono adibite definitivamente a funzioni definite e specifiche. Ecco che l'urbanizzazione presenta – in un'ottica ambientale e conservazionista – un pericolo per l'insieme del territorio in quanto consuma aree sempre più importanti per funzioni antropiche che difficilmente risultano reversibili. La conservazione delle tracce del passato assume in quest'ottica anche una valenza etica che rivendica l'uso agricolo del territorio come garanzia di flessibilità per accordarsi con le necessità future.

Data la conformazione montuosa del Cantone, tuttavia, la conservazione dei fondi agricoli che in passato hanno segnato il paesaggio risulta quanto mai complessa.

> In Ticino, a partire dalla fine del secolo scorso, il settore agricolo ha conosciuto un continuo ridimensionamento e una progressiva ristrutturazione. In particolare nel periodo successivo al secondo conflitto mondiale, il forte sviluppo degli altri settori economici e la meccanizzazione del lavoro agricolo hanno portato all'abbandono o all'utilizzazione estensiva di numerose superfici con caratteristiche morfologiche difficili. (RCT, 1990, p. II.33)

Occorre allora operare scelte pianificatorie che tentino di mantenere i vecchi terreni agricoli, sia nelle zone discoste sia in quelle sotto pressione per l'ingrandimento degli insediamenti urbani.

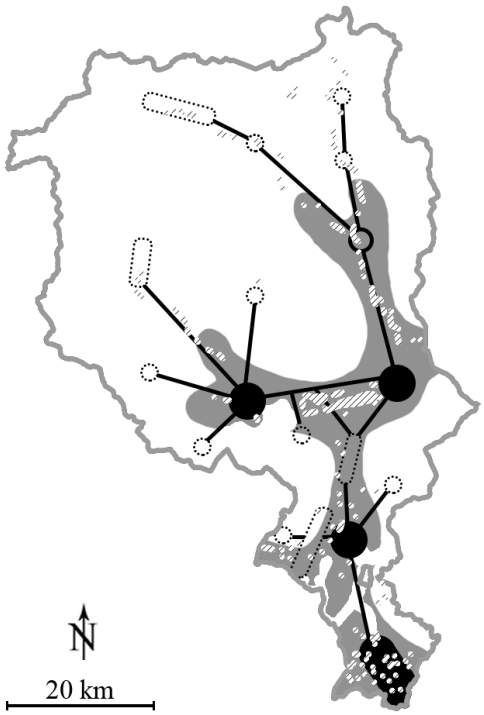


Figura 27. In grigio i fondivalle, in nero i poli urbani, in puntinato i sub-poli e in tratteggio diagonale i terreni agricoli ritenuti prioritari dal Cantone. Rielaborazione propria a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II.11; II.15; II.37). Come si può osservare, i terreni agricoli più importanti si trovano di fatto nei fondivalle che subiscono maggiormente la crescita

insediativa. Nel Mendrisiotto essi costituiscono ormai un mosaico frammentato sempre più minacciato dall'espansione edilizia. La maggior superficie agricola del Cantone si trova nel Piano di Magadino, fra il polo di Bellinzona, quello di Locarno e quello di Lugano.

La protezione dei pregi paesaggistici della società rurale passa dunque per una maggiore tutela dei fondi agricoli. Il Piano vuole perciò operare in due modi: da un lato resistendo alla pressione insediativa – «mantenere una sufficiente superficie agricola, affinché l'agricoltura possa adempiere, oltre alla sua funzione di approvvigionamento, a quella di tutela del paesaggio e di protezione del territorio» (RCT, 1990, p. II.39) – dall'altro, favorire attraverso un raggruppamento particellare la consolidazione di aziende agricole moderne, meccanizzate e professionali.

> Al fine di consolidare la struttura aziendale a tempo pieno e di razionalizzare le condizioni di produzione (meccanizzazione), si perseguirà la politica di raggruppamento dei terreni e quella a favore delle bonifiche fondiarie, compatibilmente con le esigenze di protezione della natura e del paesaggio. (RCT, 1990, pp. II.39-40)

È interessante osservare questa doppia volontà politica. Il fine del Piano è, in questo caso, proteggere il panorama frutto di una società in cui la proprietà fondiaria era estremamente frammentata e la necessità di sussistenza favoriva un vasto e diffuso impiego hobbistico o secondario nell'agricoltura. Dati i cambiamenti sociali in atto e l'abbandono di questo tipo di economia di sussistenza, ai pianificatori sembra opportuno favorire la modernizzazione, meccanizzazione e dunque la specializzazione delle imprese agricole che ancora resistono nel Cantone. Questo significa da un lato evidentemente aumentare la qualità dei prodotti, al tempo stesso favorire i controlli statali sulla produzione e soprattutto rendere l'agricoltura cantonale più facilmente integrabile nel mercato. Di nuovo, si tratta di una politica atta a favorire il passaggio fra il mondo rurale – ancora vincolato all'agricoltura di sussistenza – e il mondo urbano – in cui l'agricoltura deve diventare un settore economico il più possibile normalizzato e standardizzato, superando perciò le differenze che il modo di vita rurale e agricolo aveva tradizionalmente mantenuto rispetto a quello cittadino (Lefebvre, 2001).
È pure interessante notare come, a partire dall'analisi dell'evoluzione delle terre agricole, i responsabili cantonali traccino un bilancio complessivo della salute territoriale ticinese. I risultati non sono però incoraggianti.

> Il Mendrisiotto, storicamente uno dei terreni agricoli più pregiati del Cantone, si è visto compromessa in gran parte la sua vocazione agricola. La superficie agricola è fortemente minacciata, poiché è inserita in modo massiccio nelle zone edificabili previste nei Piani regolatori comunali. (RCT, 1990, p. II.123)

Che la *Toscana della Svizzera* perda la propria vocazione prevalentemente agricola a causa dell'incipiente inurbamento – causato dalle nuove ricchezze, dalla vicinanza al confine e dalla relativa dolcezza della conformazione territoriale che non pone eccessivi ostacoli all'esplosione insediativa (Scolari, 2006, p. 24) – significa, secondo i pianificatori, che la società ticinese, negli ultimi decenni, ha subito dei cambiamenti urbanistici decisamente troppo radicali. Si delinea nuovamente una volontà correttiva che vede nel Piano la possibilità di emendare gli eccessi precedenti. «La salvaguardia ed il ripristino di un corretto equilibrio tra le diverse forme di utilizzazione del suolo che tendono sia a conservare sia a trasformare il paesaggio, sono di primaria importanza per la qualità della vita e per l'identità fisica del Paese» (RCT, 1990, p. II.69). Per operare in questo senso, occorre innanzitutto «individuare i comprensori dove sono ancora particolarmente manifesti e conservati i segni dello storico equilibrio tra cultura e natura. Questi comprensori, essenzialmente montani, sono stati definiti per il loro valore storico, culturale ed estetico "paesaggi monumentali"» (RCT,

1990, p. II.70). Si entra qui, tuttavia, nella logica complessa e contraddittoria della conservazione. I paesaggi monumentali, essenzialmente montani, sono infatti regioni che non sono state toccate dalla crescita selvaggia dell'urbano. Decretare ora una loro monumentalizzazione protettiva significa prendere due decisioni fondamentali: da un lato, quella di trasformarli essenzialmente – da territori vissuti a paesaggi da conservare, operando cioè un'estetizzazione che modifica *in nuce* la definizione e i modi di vita del luogo – e, dall'altro la loro integrazione nel contesto urbano in qualità di monumenti e vestigia del passato, ovvero in funzione di parchi e luoghi di svago per la popolazione urbana. Ecco allora che la volontà di protezione delle tracce del passato si trasforma, nelle intenzioni del Piano, in una loro integrazione funzionale nel tessuto urbano che si sta costituendo. Non si tratta dunque di proteggere le tracce del passato *per se*, quanto piuttosto di conservarle fisicamente per inserirle – previa trasformazione funzionale – nella rete urbana, contribuendo ad accrescere l'offerta estetico-ricreativa del Cantone[255].

Leggermente diverso è invece l'ottica con cui è analizzato il tessuto insediativo, in special modo per quanto riguarda i centri storici delle cittadine. In questo ambito il Piano rivendica infatti una difesa delle realtà residenziali e del commercio di prossimità, erigendo insomma a ideale urbano la città artigianale del passato[256]. Tuttavia, come abbiamo già potuto osservare in sede teorica (Lefebvre, 2001), la dialettica città-campagna sta scomparendo a favore di un'esplosione dell'urbano. L'ideale delle città artigianali del passato non può dunque essere preso come modello in una società nella quale processi industriali e tecnologici hanno stravolto i modi di vita, i rapporti di potere e la produzione dello spazio.

> Oggi si assiste, purtroppo, a due tendenze negative, quella di costruire grandi superfici di vendita di beni di prima necessità lontano dagli insediamenti residenziali e quella della scomparsa dei piccoli negozi nei villaggi più periferici o di montagna. Entrambi questi fenomeni sono contrari al servizio ottimale della popolazione residente e alla promozione della qualità di vita per tutti gli abitanti. (RCT, 1990, p. II.85)

La cultura dell'automobilità (Urry & Sheller, 2000) trasforma in modo importante il tessuto insediativo. L'aumento della mobilità quotidiana – sia lavorativa che di svago – favorisce cambiamenti profondi nei modi di vita che si manifestano poi nel prender forma della nuova realtà urbana. Il Piano, di fronte a questi cambiamenti, propone di intervenire centralisticamente, mettendo in moto politiche di «promozione delle funzioni prioritarie, in particolare l'alloggio e il piccolo commercio» (RCT, 1990, p. II.87). Tuttavia, l'ideale del commercio di prossimità è affrontato qui unicamente con strumenti di carattere pianificatorio e urbanistico, in base all'ideale della piccola e media borghesia cittadina del passato. Si propone insomma di «agevolare la creazione di commerci per l'approvvigionamento della popolazione residente con beni di consumo giornaliero» (RCT, 1990, p. II.89) individuando zone nelle quali fornire questo tipo di contenuti. Considerazioni sulla struttura socio-economica che hanno determinato la crisi del settore del piccolo commercio non trovano spazio in questo dossier. Ciò significa, dunque, che il Piano propone di tentare di palliare un sintomo senza però potersi occupare pienamente delle cause scatenanti dello stesso: siamo di fronte ad una delle caratteristiche salienti delle limitazioni della concezione urbanistica (Lefebvre, 1968).

[255] Offerta che, in ottica urbana, assume un'importanza preponderante sia sul piano della produzione dei luoghi, con i fenomeni moderni di disneyficazione (Relph, 2008), che sul piano sociale con l'avvento di una società spettacolarizzata (Debord, 2013).
[256] «La spettacolarizzazione dei monumenti e dei centri storici è il *pendant* della perdita di confini, dell'allungarsi indeterminato dei filamenti urbani. Essa si configura come reazione compensativa, come spasmodico tentativo di ricentrare una realtà complessa che per sua natura tende a un progressivo annullamento di ogni stabile centralità» (Scolari, 2006, p. 27).

Creazione del Ticino urbano

L'obiettivo fondamentale del Piano è di guidare il Cantone nel processo – ormai avanzato – d'urbanizzazione affinché si ottenga una situazione insediativa il più possibile virtuosa. Il Piano si costruisce dunque attorno ad un'immagine ideale del Cantone. Interessante, a questo proposito, segnalare anzitutto una questione di scala. L'assetto urbanistico cantonale, fino a quel momento, era stato di esclusivo appannaggio dei Comuni, i quali si riservavano il monopolio della pianificazione territoriale. Con l'avvento del Piano, si opera un trasferimento di competenze a scale superiori: solo in questo modo la visione d'insieme di una società vieppiù interconnessa e sempre più distante da quella comunalista dei secoli precedenti potrà dettare politiche coerenti e convergenti. La volontà di centralizzazione a scale superiori è però limitata, le resistenze dell'ideologia comunalista svizzera (Diener et al., 2006, p. 153) e altre importanti considerazioni fanno sì che sia lo stesso Cantone a decretare la centralità pianificatoria di una scala intermedia.

> Se i piani regolatori hanno permesso di comporre dei quadri paesaggistici singolarmente corretti, tuttavia, proprio perché concepiti entro i limiti territoriali locali e perché elaborati in tempi diversi da quelli dei comuni adiacenti, non hanno sempre potuto assicurare una coerente composizione formale del paesaggio a scala comprensoriale. (RCT, 1990, p. II.69)

Questo riconoscimento del valore e dell'importanza dei comprensori nella realtà Cantonale è di fondamentale importanza. Esso è infatti il riconoscimento implicito delle differenze che separano e caratterizzano il territorio cantonale. Il Ticino è dunque inteso, in quest'ambito, come l'unione di realtà distinte che si sono federate attorno ad un'autorità centrale ma che, ciò nonostante, non hanno perso le proprie specificità. Non spetta dunque alle autorità centrali la determinazione degli sviluppi paesaggistici in senso omogeneo. Ogni comprensorio dovrà invece mettere in moto collaborazioni inter e supracomunali per pervenire ad una migliore integrazione e garantire così uno sviluppo paesaggistico coerente con la storia e l'identità locale.

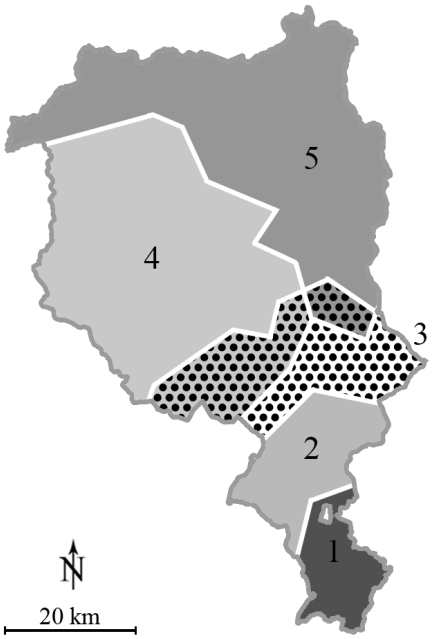


Figura 28. I comprensori regionali ticinesi: 1. Mendrisiotto 2. Luganese 3. (puntinato) Bellinzona-Piano di Magadino-Locarno 4. Locarnese e Vallemaggia 5. Tre Valli. Rielaborazione propria a partire dalla carta presente nel Piano: (RCT, 1990, p. II.120)

Laddove invece il Cantone sì decide di intervenire con forza è nella determinazione dei criteri attraverso i quali la pianificazione paesaggistica ed urbanistica dovrà essere sviluppata. In primo luogo emergono le preoccupazioni di stampo urbano e ambientale. Per garantire una miglior qualità insediativa, infatti, occorre favorire la densificazione e l'accentramento. Sostenere con forza la necessità di «promuovere[257] un'immagine del paesaggio cantonale che delinei chiaramente le aree insediative rispetto al territorio non insediato e preservare le attività agricole, forestali e le componenti naturali e culturali del paesaggio» (RCT, 1990, p. II.71), e favorire particolarmente, all'interno degli insediamenti, «le modalità di densificazione delle aree residenziali al fine di promuoverne il carattere urbano» (RCT, 1990, p. II.71). Preoccupazione essenziale rispetto a questa nuova società che si va costituendo sia socialmente che territorialmente è «la promozione del carattere urbano dei territori edificabili destinati agli insediamenti residenziali e commerciali» (RCT, 1990, p. II.71). Si tratta di un aspetto fondamentale per diversi motivi. Da un lato, esso è garanzia di un uso il più possibile parsimonioso – poiché densificato – dello scarso territorio edificabile cantonale; dall'altro esso è garanzia di una maggior qualità insediativa urbana, contribuendo dunque al miglioramento del quadro di vita della popolazione e, infine, si iscrive nella volontà di radicale trasformazione della realtà socio-territoriale del Cantone, la volontà di costruire un nuovo Ticino, un Ticino urbano. Esaltare il carattere urbano degli insediamenti permette dunque di agire direttamente e indirettamente sui modi di vita della popolazione, contribuendo a cambiarne la percezione e dunque esercitando una funzione chiave nell'avvento dell'egemonia dell'urbano in Ticino.

I vari centri dovranno insomma avere un carattere prevalentemente urbano. È dunque necessario un cambiamento di mentalità nello svolgimento delle attività di pianificazione, in special modo a livello comunale. Per «promuovere il carattere urbano dei territori destinati agli insediamenti residenziali e commerciali» (RCT, 1990, p. III.22), infatti, è necessario comprendere che la logica di villaggio non è più adeguata ai tempi, che l'ideale della casa in campagna si scontra con la limitatezza del territorio disponibile e che edificare una grande superficie ha conseguenze importanti a livello socio-ambientale che vanno al di là del semplice aumento di prelievo fiscale per il Comune. Laddove i progetti di edificazione diventano importanti, ecco che deve emergere con più forza la volontà di delineare qualità urbane positive. Andranno insomma

> promossi, mediante specifiche ricerche, il disegno urbano coordinato per i quartieri di futura realizzazione, la riqualifica dei quartieri residenziali sorti disordinatamente negli ultimi decenni tramite, in particolare, la sistemazione urbanistica degli spazi pubblici, e la riabilitazione del patrimonio immobiliare, in particolare nei nuclei tradizionali e nei centri storici. (RCT, 1990, p. II.89)

Le caratteristiche urbane dovranno essere messe in luce in ogni insediamento del Cantone, in special modo in quelli più negativamente toccati dall'assenza di regole e di cultura pianificatoria nelle istituzioni – che ha generato nei decenni precedenti veri e propri intrichi di edilizia spesso speculativa senza concetto né organizzazione.

La creazione di questo nuovo Ticino urbano ha però dei limiti. Volontà del Cantone è quella di creare una serie di centralità che diventino il motore socio-economico della nuova società. Agli occhi dei responsabili

[257] Interessante qui l'utilizzo del termine promozione: in che consesso, di fronte a chi e per che motivo occorre promuovere l'immagine del Cantone? Si noti la pervasività della razionalità economica in base alla quale tutto dev'essere misurabile e perciò stesso vendibile – presentabile attraverso un'immagine accattivante. Il paesaggio è esperito qui non come il frutto di una struttura socio-economica determinata, ma semplicemente come un elemento estetico che può favorire o meno la competitività del Cantone.

cantonali, dunque, il nuovo tessuto urbano – che deve appunto definirsi come tale, evidenziando e migliorando le proprie qualità – occuperà una porzione ben precisa di territorio. Le zone montuose e le valli periferiche non fanno parte dell'area centrale della nuova *città-regione*, come viene denominata, ma si devono invece trasformare in territori in cui l'agricoltura mantenga il paesaggio, contribuendo così alla funzione di svago ed intrattenimento sia per i turisti che per i residenti. A Nord, il limite della fascia propriamente urbana è quello di Biasca e delle zone limitrofe. Si definisce così lo «sviluppo della Riviera, della Bassa Leventina e della Media-Bassa Blenio (con Biasca in veste di polo trainante) quale limite superiore della fascia urbana del Sopraceneri, nell'ambito della "città-regione"» (RCT, 1990, p. II.153). Come si può comprendere dalla cartina sottostante, il nucleo pulsante della nuova realtà urbana ticinese è assai ridotto rispetto all'insieme del territorio cantonale.

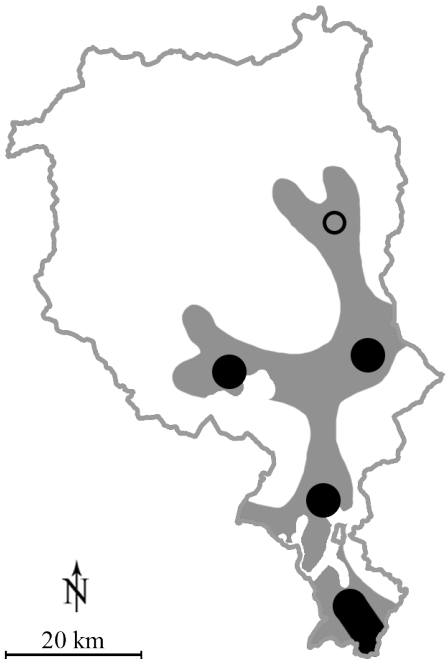


Figura 29. L'estensione territoriale della nuova città-regione corrisponde ai fondivalle (territorio in grigio; in nero i poli urbani). Rielaborazione propria a partire dalla carta presente nel Piano: (RCT, 1990, p. II.11)

Come possiamo già intuire, la zona corrisponde all'incirca ai terreni pianeggianti più favorevoli all'insediamento di infrastrutture importanti e di una buona parte della popolazione[258]. Più volte è emersa la divisione profonda fra villaggi lacustri e villaggi di valle nella storia del Cantone. Essi rappresentano infatti due realtà di tipo distinto, con forme di vita non necessariamente simili. La differenza morfologica fra i territori segna dunque un confine che il Piano di fatto tende a rinforzare. All'interno della zona pianeggiante, gli insediamenti dovranno svilupparsi per garantire la vitalità della società urbana ticinese, mentre tutto il territorio al di fuori sarà inserito nella rete urbana prevalentemente attraverso una trasformazione in senso ricreativo ed estetico. Sebbene non esistano più differenze sostanziali nei modi di vita – quelle differenze che decretavano l'esistenza della città e della campagna – gli insediamenti infra-urbani e peri-urbani perdono però ancor più il proprio peso e la capacità progettuale di decidere ed investire sul proprio territorio. Dal

[258] A titolo esplicativo basti pensare che i quindici Comuni ticinesi più popolosi nel 1980 sommavano circa 125'000 residenti su una popolazione cantonale di circa 265'000 (USTAT, 2018d). Quasi la metà della popolazione risiedeva in quegli anni in quindici Comuni dei fondivalle urbanizzati.

punto di vista della pianificazione cantonale, essi devono unicamente contribuire al mantenimento dei paesaggi monumentali e in generale del territorio montuoso, senza tentare di sviluppare progetti troppo ambiziosi che andrebbero invece situati nelle zone più centrali ed accessibili. Questo, evidentemente, mette in scena una diversità di interessi ed obiettivi, nonché questioni legate alla giustizia spaziale e alla ripartizione dei servizi. Nei sub-poli regionali, infatti, i servizi pubblici allocati saranno a scala locale e tutt'al più regionale, mentre i centri più importanti verranno dotati delle infrastrutture d'importanza cantonale. Emerge nuovamente la contraddizione legata alla *centralizzazione decentralizzata*.

Ticino: spazio urbano e montagne – la competizione per lo spazio

Spazi ridotti e versanti ripidi

Abbiamo osservato come la città-regione vada prendendo forma nelle direttive del Piano. È bene dunque osservare più approfonditamente la dimensione territoriale di questa nuova realtà urbana. Le affermazioni contenute nel dossier su questo aspetto sono abbastanza categoriche.

> Solo il 13,4% della superficie totale del Cantone (2811km^2) può essere considerata come altamente attrattiva per l'insediamento abitativo e di attività economiche dei settori secondario e terziario. Si tratta infatti del territorio di fondovalle situato al di sotto dei 500 m s/m, con un'estensione di circa 378 km^2. (RCT, 1990, p. II.11)

La conformazione montuosa del Cantone impone insomma una concentrazione delle attività propriamente urbane in un territorio assai ristretto. È interessante come questa concezione del territorio attrattivo denoti una visione sullo spazio assai diversa da quella del passato. «Il nostro concetto di territorio è condizionato dal fatto che l'attuale organizzazione territoriale, da un punto di vista funzionale, politico e culturale dipende dall'utilizzazione dei fondivalle, delle pianure e dei litorali» (Aldo Rossi et al., 1979, p. 417). Nella società rurale, infatti, il territorio montuoso non rappresentava né un ostacolo né una barriera ma, al contrario, uno spazio di risorse preziose in un quadro di vita assai precario. Così, le montagne non solo erano sfruttate per alpeggi, selve castanili e legname, ma diventavano anche spazio di incontro e socializzazione per le popolazioni di valli confinanti.

> Contraddicendo un modo acquisito di intendere il territorio, nella regione del Monte Ceneri, la montagna, invece di separare, stabiliva rapporti: i villaggi di Isone e di Medeglia spartivano in una secolare convivenza, i luoghi di transumanza con Robasacco, Mergiaga e le frazioni alte di Camorino e S. Antonino. L'abbandono progressivo del nomadismo periodico in favore dell'allevamento e della agricoltura stanziali, indebolì fino alla dissoluzione questi rapporti. (Aldo Rossi et al., 1979, pp. 416-417)

Ecco un'ulteriore dimostrazione del legame indissolubile fra struttura sociale e produzione dello spazio (Lefebvre, 2000). Interi territori – comprese le relazioni sociali che in essi si stabilivano e i valori culturali che in essi si costruivano – scompaiono, mentre altri sorgono a dipendenza delle necessità sociali. Concretamente, l'automobilità, le possibilità offerte dalle nuove tecniche insediative e la perdita d'importanza dell'agricoltura di sussistenza – nonché una serie importante d'altri fattori fra cui importanti cambiamenti economici e culturali – hanno spostato il territorio ticinese dalle valli e le pendici dei monti alle pianure – nel frattempo bonificate.

Al cambiamento della spazialità della società ticinese seguono poi cambiamenti di tipo socio-culturale.

> Accanto al forte aumento demografico va segnalato un cambiamento nella composizione delle economie domestiche. La progressiva diminuzione del numero dei membri delle famiglie, unitamente al miglior benessere economico, ha

> determinato una maggior richiesta di superficie insediativa per persona, comportando un uso accresciuto del territorio a scopi residenziali, per il traffico per la ricreazione e il lavoro. (RCT, 1990, p. II.5)

Il Ticino degli anni ’80 e ’90 è ormai completamente definito da un modo di vita urbano. La popolazione non necessita più piccoli appezzamenti di terreno per sviluppare attività di sussistenza, ma richiede invece infrastrutture di trasporto rapide e ampie superfici insediative e di svago. Questa tendenza ha generato una dinamica di consumo del territorio cantonale in special modo in quelle zone pianeggianti segnalate come le maggiormente attrattive.

> Lo sviluppo insediativo si diffonde progressivamente dai quattro agglomerati urbani (Lugano, Bellinzona, Locarno, Chiasso-Mendrisio) su tutto il suolo pianeggiante e buona parte delle colline circostanti, con tendenza a trasformare tutto il territorio utile in un’unica grande zona a caratteristiche urbane. Nasce da questa evoluzione il pericolo di un rapido esaurimento o compromissione delle risorse e delle riserve territoriali. (RCT, 1990, p. II.11)

Ecco che l’insieme degli elementi – necessità accresciute di superfici, limitatezza del territorio – determina una situazione di tensione e potenziale conflitto. Diversi usi rivendicano infatti il proprio diritto di accedere e modificare lo stesso territorio. Particolarmente acuto è il conflitto generale fra uso antropico e bisogni ambientali. La questione ecologica diventa dunque uno degli assi importanti della pianificazione cantonale.

> In questo contesto il Piano direttore si rivela momento privilegiato per riconsiderare i rapporti tra l’uomo e la natura. Infatti si è colta l’occasione per gettare le basi di una politica territoriale che, contrapponendo con realismo le diverse utilizzazioni che si disputano il suolo, permetta di riportare, nelle relazioni tra le componenti umane e le componenti naturali del paesaggio, l’equilibrio alterato a discapito di quest’ultime. (RCT, 1990, p. II.22)

Riconoscendo gli eccessi e i difetti degli ultimi decenni di urbanizzazione incontrollata, il Piano delinea perciò un problema importante e tenta di tracciare alcuni degli elementi che dovrebbero servire a superare questa situazione. Innanzitutto, la questione ambientale non può essere risolta senza una comprensione organica del problema. «In quest’ottica la tutela della natura non dovrà più essere relegata in singoli comparti chiusi, bensì investire per quanto possibile tutto il territorio modulando la propria incisività» (RCT, 1990, p. II.22). Anche in questo caso si tratta cioè di superare la vecchia prospettiva pianificatoria a piccola scala, per tentare di fornire delle linee guida per la gestione territoriale che siano coerenti in tutti gli ambiti.
Il problema ambientale è reso ancor più importante da due fattori. Da un lato, i cambiamenti socioeconomici hanno comportato un aumento dei consumi che, a sua volta, inizia a mostrare i propri effetti sul territorio. «L’eliminazione dei rifiuti è uno tra i più acuti problemi della nostra civiltà. Nel nostro Cantone alla forte tendenza all’aumento del volume di rifiuti fa infatti riscontro una carenza di ubicazioni idonee per un loro collocamento sicuro dal profilo territoriale e ambientale» (RCT, 1990, p. II.57). La creazione e gestione di discariche rispettose dell’ambiente non è facile in un Cantone relativamente privo di grandi spazi pianeggianti liberi e discosti. Il secondo fattore che aggrava la questione ambientale è più direttamente legato alla conformazione montuosa del territorio cantonale. «I territori conosciuti come pericolosi, per una o più cause naturali e a diversi gradi di rischio, sono assai estesi e disseminati in tutto il Cantone» (RCT, 1990, p. II.43).

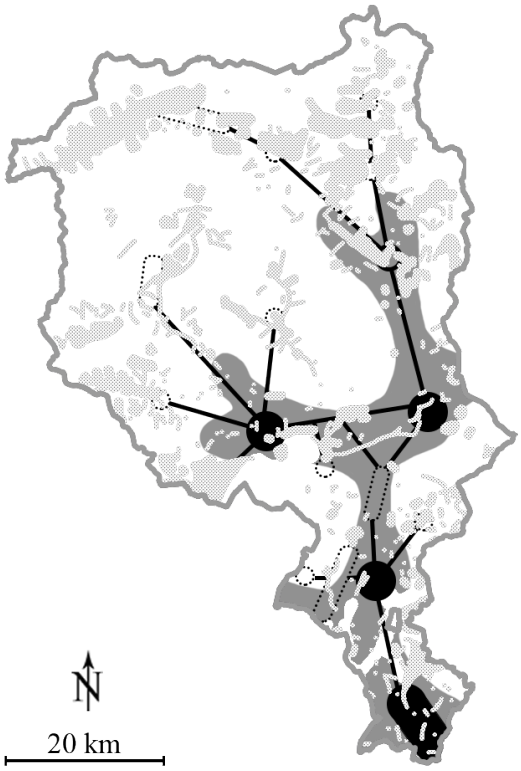


Figura 30. In grigio scuro i fondivalle, in nero i poli urbani, in puntinato i sub-poli e in grigio chiaro le aree soggette a pericoli naturali quali valanghe, alluvioni, erosioni, inondamenti, smottamenti, scivolamenti, crolli di rocce e caduta massi. Rielaborazione propria a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II.11; II.15; II.45). Le zone soggette a pericoli naturali incombono su buona parte delle vallate e dei fondivalle del Cantone, minacciando così gli insediamenti anche nei poli urbani.

La pericolosità del territorio cantonale impone una politica ambientale attenta agli squilibri che potrebbero causare danno non solo all'ambiente ma anche, conseguentemente, agli insediamenti. La superficie cantonale attrattiva per la nuova società urbana non è dunque unicamente ridotta, ma pure minacciata da disastri naturali potenzialmente incombenti. Fenomeni come alluvioni, frane e valanghe erano infatti tragicamente frequenti nel Ticino dei secoli precedenti – il che non è sorprendente considerando il fatto che «il territorio con pendenze superiori ai 25º e quindi potenzialmente instabile, rappresenta la parte più cospicua del territorio ticinese» (RCT, 1990, p. II.43).

In questo quadro, il bosco acquisisce una nuova importanza. In passato depredati per la vendita di legname e carbone i boschi cantonali hanno perso la propria importanza economica quando le nuove infrastrutture di mobilità hanno reso disponibile legname molto più accessibile e a buon mercato. «Gli anni Sessanta e Settanta segnarono il tracollo generale dei tagli sia pubblici che privati» (I. Ceschi, 2014, p. 178). L'esplosione insediativa, nonché una presa di coscienza sullo stato precario dei boschi cantonali gravati sia dall'eccessivo sfruttamento del passato che da una gestione non scientifica, impose dunque di sottolineare maggiormente la funzione protettiva del bosco – al di là di quella ricreativa e naturalistica, che pure acquisivano maggior importanza a scapito dello sfruttamento economico dell'industria forestale.

> In un territorio come quello ticinese, densamente insediato e caratterizzato da profonde vallate con versanti molto ripidi (buona parte del territorio presenta pendenze superiori a 25º), la presenza di un soprassuolo boscato vitale costituisce un fattore di protezione naturale fondamentale per il riparo dell'uomo e delle sue attività dai pericoli

> naturali incombenti, quali valanghe, erosioni e smottamenti di terreno. Il bosco contribuisce anche alla regolazione del deflusso dei corsi d'acqua, all'alimentazione delle falde acquifere e alla purificazione dell'aria. Esso funge inoltre da luogo di rifugio per numerose specie animali e vegetali che difficilmente trovano posto in un territorio ampiamente trasformato per le esigenze dell'uomo. (RCT, 1990, p. II.29)

Anche il bosco sui pendii riveste dunque un'importanza fondamentale nel nuovo sistema urbano ticinese – sia per quanto riguarda gli smottamenti di terreno in pendenza che per evitare piene alluvionali. Il legame fra essere umano e ambiente diventa insomma ancor più evidente: il bosco è in questo contesto un elemento fondamentale per garantire la sicurezza degli insediamenti – esso è dunque inserito a pieno titolo nel sistema urbano, seppur con una funzione meramente ricreativo-protettiva.

Competizione per lo spazio

La ridotta superficie disponibile, unita alle necessità vieppiù crescenti di terreni insediativi dovute alla transizione ad un modo di vita urbano, non potevano che accrescere la conflittualità per accaparrarsi porzioni di territorio. La competizione per lo spazio, disputata dalle diverse funzioni, da gruppi, individui e istituzioni è dunque lo scenario di fondo nel quale si sviluppa l'urbanizzazione ticinese. Diventa dunque cruciale riuscire a stabilire delle regole di mediazione che mantengano questi conflitti entro limiti ragionevoli, garantendo così uno sviluppo sociale il più possibile equilibrato. È dunque fondamentale migliorare l'organizzazione

> della zona di fondovalle altamente insediata che rappresenta poco più del 13% della superficie totale del Cantone, dove si concentra l'80% della popolazione e il 90% dei posti di lavoro. Le analisi hanno evidenziato la progressiva interdipendenza funzionale delle aree d'influsso delle quattro agglomerazioni urbane. Da ciò discende l'opportunità di proporre un modello che possa coordinare e integrare razionalmente questo processo di sviluppo che avviene in uno spazio ristretto e in presenza di numerosi conflitti d'uso del suolo. (RCT, 1990, p. II.17)

In una situazione di vuoto normativo – quale quella che ha caratterizzato la situazione del Cantone nei decenni precedenti alla stesura del Piano – tali conflitti si risolvevano prevalentemente sul piano economico: la funzione con potere d'acquisto maggiore si accaparrava lo spazio. Lasciare alla sola economia il compito di dirimere la ripartizione spaziale della società – in una prospettiva dunque completamente ed unicamente quantitativa in cui ogni funzione può essere ridotta ad una somma di denaro – ha tuttavia dei risvolti negativi che emergono con chiarezza nelle considerazioni dei pianificatori. «Tendenzialmente la competizione per l'aggiudicazione del suolo si risolve a svantaggio delle funzioni che non rappresentano un interesse economico o sono meno redditizie, con il pericolo dell'estromissione di quelle economicamente più deboli, quali la residenza primaria o l'agricoltura» (RCT, 1990, p. II.12), che rappresentano invece due pilastri fondamentali per garantire la qualità di vita della popolazione, soprattutto in una visione che – come abbiamo potuto osservare – idealizza il modello della città artigianale del passato.

Ecco dunque emergere la necessità di una maggior protezione urbanistica a quelle funzioni che, come l'agricoltura e la residenza primaria, non hanno sufficiente peso economico per potersi difendere in una situazione di libero mercato. In particolare l'agricoltura necessita di urgenti e importanti protezioni.

> L'enorme sviluppo degli altri settori economici accompagnato dall'esplosione delle aree residenziali, industriali e dalla realizzazione delle vie di comunicazione, ha sottratto vaste superfici all'agricoltura. Queste forme d'uso del suolo, forti del loro peso economico, continuano tuttora a considerare il territorio agricolo come uno spazio a disposizione per lo sviluppo delle attività più disparate. Ciò comporta la lievitazione del costo dei terreni e degli edifici agricoli, ben oltre il loro valore di reddito. (RCT, 1990, p. II.34)

La situazione alla fine degli anni ’80 appare insomma abbastanza grave. «Circa il 30% dei migliori terreni [agricoli] (3'800 ha) si trova all’interno delle zone edificabili stabilite dai Piani regolatori» (RCT, 1990, p. II.35). La volontà di modernizzare e insieme tutelare la gestione agricola è dunque uno dei vettori del Piano. Ecco emergere le prime proposte, tentativi di trovare soluzioni alla competizione per lo spazio. Agli occhi dei pianificatori, una delle più risolutive sarebbe quella di «utilizzare a scopo insediativo il territorio sui fianchi delle valli, preservando all’agricoltura i pochi terreni ancora disponibili dei comprensori pianeggianti» (RCT, 1990, p. II.44). Anche le fasce pedemontane andranno perciò urbanizzate, mentre il bosco protettivo assumerà un’importanza ancora maggiore sui pendii soprastanti. Anche in assenza di una soluzione perfetta, però, risulta chiaro che «nuove attribuzioni di terreno agricolo alla zona edificabile o ad altre utilizzazioni devono essere evitate» (RCT, 1990, p. II.40). In questa prospettiva vi sono due aspetti interessanti da evidenziare. Da un lato l’idea che il territorio urbano del Cantone debba espandersi fino ai piedi delle montagne, lasciando invece verde la parte ancora agricola del territorio pianeggiante. La città-regione è dunque una realtà iscritta nel territorio montano che caratterizza la sua morfologia. Il secondo interessante aspetto, che tenteremo di sviluppare meglio a continuazione, è che le osservazioni del Piano riguardano il futuro della pianificazione ma non il presente: sebbene nuove assegnazioni di funzioni esterne all’agricoltura vadano evitate, non vanno invece riviste quelle già ampiamente concesse dai piani regolatori esistenti. Questa contraddizione, debolezza o timidezza, è una delle caratteristiche che segnano la redazione del primo Piano direttore ticinese.

Evitare di limitare lo spazio insediativo

La popolazione ticinese contava, nel 1990, 281'181 persone (USTAT, 2018d). La capacità insediativa offerta dai vari piani regolatori era però di molto superiore[259].

> Complessivamente la superficie netta insediativa cantonale (SNI) occupa circa 11'160 ha, pari al 4% circa della superficie cantonale, con una capacità teorica di 875'000 unità insediative (UI) di cui circa 650'000 nelle zone residenziali […]. La SNI degli agglomerati ammonta a oltre 4'900 ha, pari 44% della SNI totale, con una capacità teorica globale di oltre 465'000 UI, ossia il 53% della capacità totale. (RCT, 1990, p. II.81)

Questi dati mostrano l’estrema complessità del caso ticinese. Il boom edilizio della seconda metà del secolo era infatti stato favorito sia dall’assenza di un quadro legale chiaro sia da interventi regolatori molto lassi e permissivi. Si può facilmente ipotizzare che i municipi favorissero questa tolleranza sia in funzione clientelare sia immaginando di arricchire così il proprio villaggio – più edifici equivalgono a più imposte e dunque a una maggior ricchezza – senza compiere però una riflessione più ponderata che superasse la ristretta scala comunale e le logiche economiche a corto termine.

[259] Non affrontiamo qui il complesso parametro della densità abitativa. La contenibilità delle parcelle è infatti dettata da criteri che rispondono a un’ideale di densità che varia da istituzione a istituzione. I terreni dei centri urbani ticinesi non sono immaginati dai pianificatori come atti a sostenere la densità abitativa di una grande metropoli ad esempio, ma sono decisamente più popolati rispetto a quanto auspicabile per una campagna da preservare paesaggisticamente ed ecologicamente. Basti insomma sottolineare come, nel determinare le misure, si siano seguite le indicazioni presenti nel Piano, senza disputare il carattere tendenzialmente anti-urbano della *weltanschauung* svizzera (Salomon Cavin, 2005).

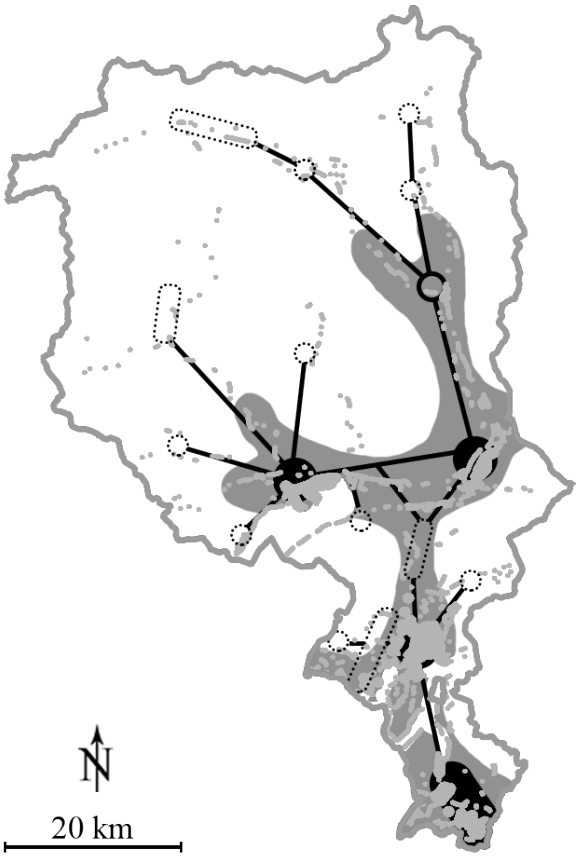


Figura 31. In grigio scuro i fondivalle, in nero i poli urbani, in puntinato i sub-poli e in grigio chiaro le aree edificabili. Rielaborazione propria a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II.11; II.15; II.83). I fondivalle sono in alcune parti del Cantone quasi completamente inclusi nelle zone edificabili.

Questa situazione è chiaramente in contraddizione con lo spirito della legislazione urbanistica, la quale vuole garantire la prudenza[260] come elemento centrale dello sviluppo urbano. «Il principio costituzionale e legislativo secondo cui il territorio va usato in modo razionale e parsimonioso rappresenta il quadro generale d'impostazione per la pianificazione delle zone insediative e per il loro dimensionamento» (RCT, 1990, p. II.81). I responsabili cantonali non vogliono tuttavia operare una riduzione della superficie insediativa delineata dai piani regolatori. Al contrario, essi si preoccupano affinché l'uso delle risorse sia gestito in modo da «garantire un approvvigionamento di acqua potabile sufficiente per il fabbisogno attuale e futuro, al fine di non essere costretti a limitare localmente o addirittura regionalmente lo sviluppo insediativo» (RCT, 1990, p. II.62).

Rispetto alla contraddizione di rivendicare un uso parsimonioso e razionale ma al contempo mantenere una pianificazione palesemente sovradimensionata, il Piano direttore fornisce alcune giustificazioni che richiamano la complessità della materia urbanistica, così come la molteplicità di attori ed interessi.

[260] È interessante osservare come questa virtù – fondamentale nei sistemi politici ed etici antichi e medievali – venga chiamata in causa per giustificare una legislazione al momento di una transizione sociale, economica, politica e territoriale senza precedenti per la propria radicalità. Prudenza è esattamente l'opposto dell'assenza di una politica urbanistica nel secondo dopoguerra. Richiamarla – al di là di una sua effettiva messa in pratica – serve dunque per prendere le distanze dalla *hybris* vissuta nell'edilizia ticinese e garantirsi dunque una posizione di legittimità – che viene oltretutto rafforzata dalla profondità e dalla centralità che tradizionalmente il concetto di prudenza ha avuto nella cultura europea.

> Il sovradimensionamento, quindi, delle zone insediative è generale con l'eccezione di qualche comune. Tuttavia una perfetta corrispondenza tra le prognosi di sviluppo globali o per comune e la capacità potenziale delle zone insediative è un obiettivo difficile da raggiungere, poiché nella pianificazione delle zone insediative di ogni comune bisogna tener conto della storia socio-economica, della posizione geografica, della topografia, della funzione regionale, della struttura fondiaria, ecc. Inoltre va considerato il comportamento dei proprietari fondiari, il fenomeno della ritenzione del terreno edificabile (scarsa disponibilità dei proprietari a vendere), della generale tendenza all'aumento della superficie utile lorda (SUL) pro capite e della tendenza alla sottoutilizzazione del potenziale edificabile fissato dalle norme dei Piani regolatori. (RCT, 1990, p. II.82)

Il punto centrale di questa giustificazione è la scarsa operatività dei degli strumenti pianificatori, che, non essendo né adeguati né precisi devono mantenere un certo margine di tolleranza. I limiti epistemici della pianificazione sono qui invocati come giustificazione delle aberrazioni urbanistiche. Vale altresì la pena notare che, per quanto riguarda la questione dell'accesso alla proprietà fondiaria – il fatto che il terreno abbia un valore e perciò spesso i proprietari non vogliano venderlo – la questione non viene affrontata direttamente, immaginando uno strumento che faciliti l'uso effettivo delle superfici edificabili. Un simile strumento andrebbe infatti probabilmente a ledere la libertà economica che è uno dei pilastri costituzionali svizzeri. Per palliare le inefficienze di questo sistema di mercato fondiario, allora, si permette e giustifica il sovradimensionamento delle zone edificabili. Ciò significa, concretamente, che in seno alla prospettiva urbanistica cantonale l'uso razionale e parsimonioso del terreno e il diritto alla città inteso in senso riduttivo come possibilità d'accesso al mercato fondiario risultano concorrenti e che, per trovare una soluzione mediata, occorra rinunciare al primo in favore del secondo. L'imperfezione della *libertà* economica individuale come elemento centrale ma inemendabile del mercato fondiario squilibrano di fatto le possibilità d'azione del Cantone. Non potendo né volendo correggere il problema – anche perché esso non viene neppure menzionato in modo diretto – il Piano deve dunque operare in una situazione segnata dalle contraddizioni, accettando ad esempio che due valori fondamentali – l'accesso al terreno[261] e l'uso parsimonioso del territorio – entrino in conflitto più di quanto non farebbero laddove il mercato fondiario non fosse retto unicamente da criteri economici individualisti.

La volontà di «promuovere un corretto rapporto spaziale tra zone insediative e zone libere da insediamenti al fine di garantire spazi di scelta per il soddisfacimento delle generazioni future in un paesaggio vario e ordinato» (RCT, 1990, p. II.86) viene dunque contraddetta dall'approccio di *real politik* che tollera un importante sovradimensionamento in favore di una visione tutto sommato lassista dei rischi legati allo sviluppo urbano. Con alcune affermazioni generiche il Piano direttore sostiene che «le zone edificabili manifestamente sovradimensionate dovranno essere ridotte» (RCT, 1990, p. II.88), senza però specificare criteri e dettagli sul processo di riduzione – criteri e dettagli che, se specificati o messi in pratica, avrebbero sicuramente sollevato critiche ed opposizioni andando a rallentare il processo d'approvazione del Piano. Più credibile appare dunque l'altra idea fondamentale, ovvero quella secondo cui «in generale le superfici delle zone edificabili dei Piani regolatori in vigore e di quelli in via d'approvazione devono essere considerate come non estendibili» (RCT, 1990, p. II.87). Prima di analizzare ancora a fondo la questione osserviamo dunque più in particolare i problemi di sovradimensionamento che riguardano alcune regioni, poiché queste sapranno chiarire meglio la problematica che stiamo affrontando.

Nel Mendrisiotto, ad esempio,

[261] L'accesso al terreno è uno dei pilastri sui quali, storicamente, si era fondata la libertà cittadina nel medioevo (Romano, 2013). La sua importanza nel contesto urbano europeo non è dunque unicamente sociale ma anche storico-politica.

> si nota in generale un aspetto quantitativo (sovradimensionamento delle zone edificabili) e un aspetto qualitativo (esuberanza di case mono e bifamiliari, non corrispondenti all'esigenza di un uso parsimonioso del suolo) degli insediamenti. Le zone residenziali disponibili sono in grado di contenere, già oggi, il doppio degli insediamenti senza invadere nuove zone, grazie alle diverse misure possibili di densificazione. (RCT, 1990, p. II.123)

Seppure sia ampiamente sovrastimata, la situazione pianificatoria non risulta però sufficientemente grave da richiedere un intervento immediato da parte del Cantone. Questi, al contrario, si limita a fornire alcuni consigli per uno sviluppo futuro dal profilo tutto sommato generale e incerto. «Eventuali riduzioni, auspicabili in sede di Piano regolatore e nuove possibilità possono essere trovate con una densificazione ragionata degli indici edilizi» (RCT, 1990, p. II.125). La stessa situazione si verifica nella zona del Piano di Magadino che collega Bellinzona e Locarno. «Gli attuali perimetri edificabili sono da ritenere fin troppo capienti, per cui è esclusa una loro ulteriore espansione» (RCT, 1990, p. II.136). Questo eccesso non è, di nuovo, motivo sufficiente per operare una riduzione dello spazio edificabile – il che sembrerebbe in contraddizione con quanto affermato circa la volontà di razionalizzare l'uso delle superfici e proteggere quelle ancora libere: «il Piano direttore persegue la salvaguardia degli spazi liberi del Piano di Magadino come pure la tutela dei tessuti edilizi di alto pregio (nuclei storici) attraverso l'inestendibilità delle zone edificabili e la pianificazione razionale di quelle esistenti» (RCT, 1990, p. II.138). Il Piano rivendica un uso prudente e morigerato del territorio, ma l'impressione è che questa prudenza non venga applicata tanto alla pianificazione territoriale quanto alla critica dei piani regolatori manifestamente sovradimensionati.
Anche le aree edificabili a scopo industriale risultano problematiche. Esse infatti sono sovradimensionate quasi ovunque, ma in particolar modo nelle aree più periferiche del Cantone, inficiando così la volontà di razionalizzare e organizzare una gerarchia di poli industriali in seno alla città-regione.

> Le attuali potenzialità delle aree industriali previste dai Piani regolatori comunali appaiono complessivamente, ma soprattutto nel Sopraceneri, sovrabbondanti. Questo non solo in rapporto all'esiguità fondamentale del territorio utile cantonale, ma anche in rapporto al principio dell'uso parsimonioso del suolo e alle spese infrastrutturali necessarie e che potrebbero restare in parte inutilizzate. (RCT, 1990, p. II.92)

Fra le aree inserite invece in un contesto già propriamente urbano – come quelle attorno a Lugano – la situazione non è però migliore. «Zone di attività importanti come quelle dei comuni del Pian Scairolo o del Piano della Stampa sono insediate in modo disordinato e poco razionale» (RCT, 1990, p. II.92). La volontà di non limitare lo spazio insediativo risulta insomma in chiara contraddizione con i principi di salvaguardia e uso razionale del suolo. Al tempo stesso, però, tale contraddizione è giustificata dai responsabili in virtù di un mercato fondiario più accessibile – garantendo perciò una sorta di democratizzazione mercantile dello sviluppo urbano. Questo ci riporta alla questione del diritto alla città (Harvey, 2016; Lefebvre, 2015), che non viene esplicitamente menzionato e che non è di fatto neppure considerato – poiché un accesso più economico al mercato fondiario non equivale al diritto di decidere congiuntamente sullo sviluppo urbano. Un aspetto minimo, formale, di partecipazione viene garantito dalle norme che regolano il Piano direttore in quanto atto pubblico sottoposto alle osservazioni e critiche da parte dei cittadini. D'altro canto, queste manchevolezze sono da addurre in special modo alla mancanza di una tradizione urbanistica forte e radicata – che emergono dallo sviluppo irrazionale e problematico degli insediamenti così come dalla volontà di non scontentare i Comuni imponendo piani regolatori più sensati e accordi ad una pianificazione razionale. L'arbitrarietà dei piani regolatori dimostra infatti che le problematiche legate alla gestione del territorio non sono ancora state recepite come un elemento serio e centrale della vita pubblica, come uno degli assi portanti

dei grandi problemi delle società urbane. V'è, qui, una traccia di quell'ideologia comunalista (Diener et al., 2006, p. 153) e rurale che continua a caratterizzare la Svizzera.

La città-regione e la situazione per ogni comprensorio

Se il Piano direttore prevede fondamentalmente il rafforzamento e la strutturazione di una città-regione, è perché la conformazione territoriale ticinese – al pari della sua mentalità antiurbana (Diener et al., 2006, p. 142) – non permette la costituzione di una vera e propria città in senso tradizionale. La realtà urbana che si sta formando va dunque diretta affinché si possa adattare al tessuto socio-economico ticinese nonché al suo territorio senza generare rotture troppo radicali. L'urbanizzazione e la terziarizzazione della società ticinese sono il risultato di una logica che sfugge ai controlli dell'autorità politica cantonale. Di fronte a questa situazione recepita come ineludibile, le alternative del Cantone si riducono a due: o non operare nessuna pianificazione e lasciare briglia sciolta alle dinamiche di urbanizzazione (come nei decenni precedenti al Piano), oppure tentare di organizzare queste dinamiche per far emergere degli effetti positivi a scala cantonale. Questo è il compito che il Cantone affida al Piano: la rete urbana che deve svilupparsi a partire da esso dovrebbe infatti garantire al Ticino un peso sufficiente per controbilanciare gli interessi confederati ed italiani ai quali è confrontato e, in seno a queste due aree di riferimento, ritagliarsi un proprio ruolo – uscendo così dal ruolo meramente passivo di ricettore di dinamiche sviluppate altrove. Una rete urbana forte e coesa, che raggruppi le diverse parti di territorio e i vari poli in una logica globale non competitiva ma collaborativa permetterebbe la formazione di una posizione politica di forza, grazie alla quale il Cantone potrebbe proporsi nella veste di mediatore fra le realtà italiane e quelle svizzere. La tesi difesa dal Piano direttore è dunque che

> il Canton Ticino trarrebbe il massimo beneficio dalla sua ineluttabile doppia appartenenza (quella culturale di matrice italiana lombardo-piemontese, d'un canto, e quella istituzionale svizzera, dall'altro) se riuscisse a sviluppare – incrementare e diversificare – fra questi due differenti «mondi» un suo specifico ruolo di «intermediatore». (Antonini, 2000, p. 13)

Tutto ciò è fondamentale: la missione fondamentale del Piano non è limitata alla scala cantonale. Al contrario, il Piano dovrà sì riorganizzare urbanisticamente il Ticino, ma solo per poterlo posizionare in modo strategico in un più vasto contesto internazionale. Si tratta cioè di inserire la città-regione ticinese nella più vasta rete urbana continentale europea e nel contesto della nuova società urbana mondiale. Le politiche regionali e cantonali non possono perciò più essere pensate unicamente a scale ridotte, ma dovranno sempre più prendere in considerazione aspetti globali che necessariamente sfuggono al controllo politico cantonale. Nella nuova società interconnessa, dunque, il Cantone non può più immaginarsi come un'isola – secondo il modello classico di sovranità politica (Lefebvre, 2000; Lévy, 1994; Terni, 2014) – ma deve invece accettare e constatare l'influenza di dinamiche a scala globale (Zagrebelsky, 2014) che ne influenzeranno necessariamente lo sviluppo. La grande scommessa cantonale, sulla base di una nuova sensibilità del gruppo dirigente, sarà di proporre il Ticino come mediatore fra Svizzera e Italia[262], snodo di passaggio fondamentale fra Nord e Sud e dunque cuore dell'Europa. Questo cambiamento di prospettiva – da regione alpina periferica e isolata a tassello centrale nella rete di connessione della società urbana europea – si presentava come una promessa di emancipazione per cui il Cantone avrebbe finalmente rivestito un ruolo non unicamente marginale nella propria evoluzione, approfittando attivamente delle opportunità offerte dal nuovo contesto europeo.

[262] Al punto che questa missione di intermediazione verrà menzionata nel preambolo della Costituzione Ticinese del 14 dicembre 1997 (RCT, 1997).

Affinché quest'obiettivo sia raggiungibile, tuttavia, occorre che il tessuto urbano cantonale sia sufficientemente forte e interconnesso per poter rispondere adeguatamente alle sfide poste dal contesto internazionale. Occorre dunque una diagnosi più precisa della situazione urbana cantonale per evidenziare i punti deboli che andranno corretti. Data la conformazione territoriale e insediativa, tuttavia, quest'analisi non può essere generale ma deve invece affinare criteri specifici per le diverse zone. Ecco riemergere l'importanza dello strumento dei comprensori regionali. Dei cinque comprensori, solo tre rientrano a pieno titolo nelle aree urbane della città-regione ticinese. V'è un aspetto che vale la pena sottolineare in questa sede: i tre comprensori urbani del Cantone corrispondono altresì alle aree in cui sono ubicati la quasi totalità dei valichi di frontiera, nonché alle aree influenzate dal fenomeno del frontalierato[263]. Essi esprimono dunque già questa interdipendenza funzionale, sociale ed economica che trascende i confini cantonali per conformare un fenomeno urbano più diffuso. La presenza di frontalieri sta ad indicare sia la forza del tessuto produttivo – capace di attirare lavoratori dall'estero – sia la presenza di sufficienti infrastrutture di collegamento. In generale, quindi, possiamo affermare che l'urbanità ticinese non può che essere costruita e costituita da un modello di transito, compenetrazione e interdipendenza con le regioni confinanti[264]. Il ruolo del Ticino come punto di scambio fra diverse regioni è dunque insito, in un certo modo, nell'essenza stessa della sua struttura urbana.

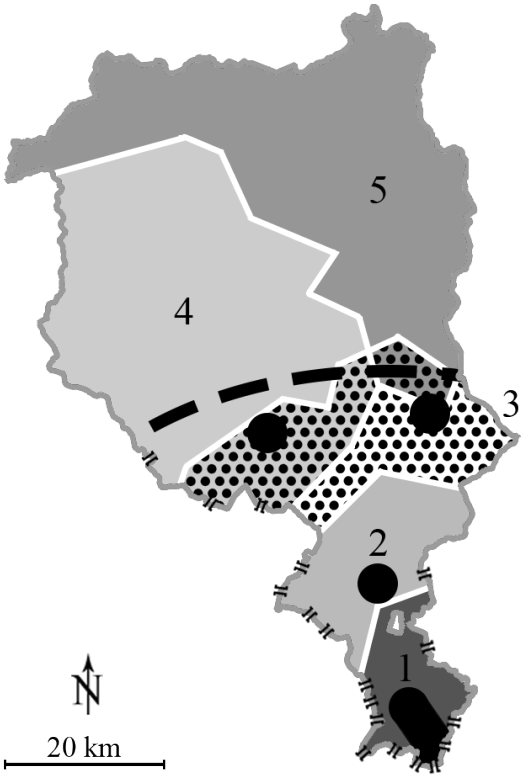


Figura 32. I comprensori regionali ticinesi: 1. Mendrisiotto 2. Luganese 3. (puntinato) Bellinzona-Piano di Magadino-Locarno 4. Locarnese e Vallemaggia 5. Tre Valli. I poli urbani di Mendrisio-Chiasso, Lugano, Bellinzona e Locarno in nero; i valichi al confine e in tratteggiato nero il limite dell'area d'influenza del fenomeno del frontalierato. Rielaborazione propria a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II. 4; II. 11; II.120)

[263] Tracciando un collegamento con il passato, essi corrispondono altresì alla parte di collina insubrica – influenzata dalla civiltà agricola del Cantone, nettamente separata dalle valli rustiche e dalle zone alpine pastorali.
[264] D'altro canto l'urbanità stessa si costituisce come interconnessione.

Per concludere il commento a questo Piano direttore passiamo dunque in rassegna l'analisi dei cinque comprensori regionali. Quest'ultimo passaggio dovrebbe permetterci di avere una visione complessiva dei problemi e delle sfide che dovrà affrontare la città-regione per poter rafforzare la propria vocazione urbana. Iniziamo dunque ad osservare le varie caratteristiche socio-territoriali del Ticino partendo da meridione.
Nel Mendrisiotto la conformazione territoriale è prevalentemente – sebbene non unicamente – dolce e collinosa. Il clima mite e la morfologia – in passato garanzie per un'attività agricola importante e diffusa al punto da valere a questa regione l'appellativo di *Toscana della Svizzera* – sono nella seconda metà del ventesimo secolo elementi che favoriscono l'esplosione urbana.

> Il Mendrisiotto e parte del Comasco e del Luganese hanno pagato un tributo molto pesante all'urbanizzazione degli ultimi cinquant'anni, sotto forma di strade, zone industriali, centri commerciali, sfruttamento di riserve idriche, inquinamenti atmosferici e fonici, sottrazioni continui di superfici naturali e mortificazioni di corsi d'acqua. (Carloni, 2011, p. 103)

A questa crescita vertiginosa del costruito contribuisce pure in modo importante la vicinanza con due città lombarde quali Como e Varese.

> I processi in atto amplificano la tendenza verso un'urbanizzazione diffusa e relativamente intensa, tendenti ad occupare tutto il territorio utile, secondo modalità estremamente conflittuali, tali da compromettere a lungo termine l'attrattività residenziale ed operativa. L'obiettivo strategico è quello di evitare le degenerazioni e limitare al massimo il carico ambientale, tenuto conto però che la situazione del Mendrisiotto è estremamente condizionata da fattori e forze esterne, in parte vitali per la propria economia ed in parte al di fuori delle capacità politiche regionali, cantonali e addirittura nazionali. (RCT, 1990, p. II.124)

Nel Mendrisiotto dunque le preoccupazioni ambientali sono fondamentali poiché il governo dell'evoluzione urbana è ritenuto semplicemente impossibile. Il territorio della regione non corrisponde infatti a quello dei suoi legami socio-economici ed urbani. Molte dinamiche che influenzano la punta più meridionale della Svizzera sono infatti dovute alla vicinanza col confine. Essendo Milano una delle città più importanti d'Italia e d'Europa, tale metropoli è scossa in modo diretto e costante da elementi a scala mondiale che, a loro volta, si ripercuotono poi sul Mendrisiotto. Data tale complessità – commistione fra elementi svizzeri ed italiani – non risulta possibile sviluppare strumenti pianificatori sufficientemente forti da prendere realmente il controllo della situazione. Ciò che il Cantone si ripropone allora, molto più semplicemente, è di contenere gli eccessi e le tendenze più negative, in special modo dal profilo ambientale. Riemerge in questo frangente la fragilità dell'intervento pianificatorio cantonale, che non può imporsi pienamente e deve invece scendere continuamente a patti con le realtà preesistenti. La parte più meridionale della Svizzera viene insomma considerata un campo minato per l'aspirazione al controllo e alla pianificazione dei fenomeni urbani. La massima aspirazione del Cantone è qui unicamente contenere i danni dell'assenza di direttive chiare, senza pretese più forti di sviluppare politiche pianificatorie più precise.
Per quanto riguarda la regione attorno al polo cantonale – Lugano – il Piano detiene (o rivendica) invece una capacità d'intervento maggiore. Anche in questa regione, tuttavia, i problemi legati all'esplosione insediativa incontrollata sono ormai patenti.

> L'insediamento residenziale si sta diffondendo dall'agglomerato di Lugano a tutto il territorio potenzialmente edificabile in un processo di urbanizzazione a macchia d'olio (suburbanizzazione) e di spostamento di alcune attività

> del terziario dal centro verso l'esterno. Ciò provoca sia un aumento del fabbisogno di alloggi a pigione moderata nel centro e nella zona circostante, sia una poco razionale e disordinata diffusione insediativa nella regione nel suo insieme, spesso senza che sia stata prevista un'adeguata infrastruttura di servizi pubblici, commisurata alle nuove necessità residenziali. (RCT, 1990, p. II.129)

La dinamica luganese è propriamente quella di un centro urbano, con tutti i problemi connessi alla mancanza di pianificazione o a scelte erronee nelle prime fasi di inurbamento. Particolarmente problematici risultano due aspetti: da un lato l'espulsione dal centro di tutte le funzioni economicamente deboli ma socialmente fondamentali – residenza primaria *in primis* – e dall'altro la gestione del traffico caratterizzato da una predominanza dell'automobile e dalla mancanza di infrastrutture adeguate. Questo secondo aspetto merita un'analisi più approfondita, poiché mette in scena il conflitto d'uso radicale fra automobili e pedoni – fra diversi tipi di attori – nel contesto cittadino.
Già nella prima metà del Novecento, l'aumento del traffico e della popolazione decretata dalla ferrovia – che, essendo posizionata fuori dal nucleo, provocò lo sviluppo urbano di Besso – obbligò alle prime scelte importanti nella gestione dei flussi. In questo quadro, fondamentale risulta la decisione di incanalare il traffico proveniente da Sud verso la strada del lungolago – rompendo così la relazione organica tra la città e il Ceresio.
Questa situazione determina dunque cambiamenti importanti sia a livello identitario – la città e il suo rapporto con il lago – sia per quanto riguarda la struttura viaria.

> Il lungolago assume sempre più un ruolo determinante per l'entrata in città e per il suo attraversamento. […] Il traffico cittadino assume già ora [1936] caratteristiche e premesse analoghe a quelle attuali: la concezione generale era quella di portare l'automobile nel cuore del borgo, davanti al negozio o alla bancarella del mercato, come oggi davanti alla banca, sacrificando all'altare degli «affari» – vocazione storica dei luganesi – il volto e l'habitat della città. (RT, 1973b, p. 579)

Emerge, nuovamente, lo stretto legame fra capitale e urbanismo (Harvey, 2016; Lefebvre, 2000). L'idealizzazione da parte dei commercianti e dei banchieri dell'automobile è dovuta a diversi fattori – concezione individualista, automobile come *status symbol*, volontà d'attirare i ricchi evasori fiscali lombardi favoriti dal segreto bancario svizzero, idealizzazione della modernità e della rapidità. Questa volontà viene perciò trasmessa al gruppo dirigente incaricato di stendere i primi piani regolatori della città. Mentre alcuni urbanisti già allertano dei pericoli di questa scelta, i pianificatori mantengono la volontà di creare una città a misura d'automobile – e non è un caso: negli anni Ottanta nel Comune di Lugano si contava quasi «una macchina ogni abitante e mezzo» (RT, 1973b, p. 586). Gli anni Sessanta sono dunque per Lugano l'epoca in cui viene sancita la continuità col modello auto-centrico già dominante. «Nonostante il collasso che ne deriva, il piano regolatore ('64-'68) esplicita la scelta di mantenere il traffico al centro» (RT, 1973b, p. 586).
Per favorire l'automobilità e soprattutto l'accessibilità motorizzata alla città dai visitatori provenienti da Sud, l'autorità lotta per ottenere la creazione di due svincoli autostradali – Lugano Nord e Lugano Sud – e prevede l'allacciamento dello svincolo a Sud con il centro cittadino passando direttamente dalla riva del lago. «Inizia così la distruzione sistematica del lungolago, conseguenza inevitabile della pianificazione generale del traffico della regione, dove la "bretella" dell'autostrada porta le automobili direttamente nel tessuto della città» (RT, 1973a, p. 351). Questa è la materializzazione del sogno dei commercianti cittadini – disinteressati all'unione organica della città con lo specchio d'acqua e concentrati invece a rendere attrattiva la piazza finanziaria luganese per il mercato lombardo.

> Da Milano in Piazza Riforma in autostrada: il sogno dei commercianti e dei banchieri luganesi. Che questo sogno dei commercianti locali sia fatto proprio dalle autorità competenti è presto dimostrato: a parte la realizzazione stessa del tronco Noranco-Paradiso e la previsione a Piano Regolatore dell'allargamento del lungolago, viene edificato un autosilo in Via Motta, nel cuore della città, e altri vengono previsti in centro, viene continuamente rinviata la «strada di cabotaggio», tanto che oggi la sua realizzazione appare problematica (per l'insediamento di nuove costruzioni) e oltremodo onerosa (per l'aumento dei costi del terreno). (RT, 1973b, p. 583)

La mancanza di volontà da parte dell'autorità comunale di sviluppare una politica di traffico razionale, unita alla crescita casuale e quasi incontrollata degli insediamenti rende perciò molto complesso elaborare soluzioni pianificatorie al sovraccarico di transito. Un esempio concreto è il faraonico progetto di «strada di cabotaggio» che doveva costituire una circonvallazione dinamica alla città. Proposto nel piano regolatore del 1964, rallentato dai continui tentennamenti dell'autorità comunale – interessata a favorire la raggiungibilità del centro in automobile – questo progetto è stato infine bocciato dal Cantone nel 1985 per via dei costi troppo elevati.



Figura 33. Lugano all'inizio degli anni '70. In grigio il tracciato previsto per la «strada di cabotaggio» mai realizzata. La freccia indica la possibilità per il traffico motorizzato proveniente da Sud (Milano) di raggiungere il centro città circolando sul lungolago (grigio scuro). Rielaborazione a partire da (RT, 1973b, p. 582)

Il Luganese, segnato sempre più dai processi di suburbanizzazione, è dunque vittima anche della miopia dei responsabili comunali interessati a garantire i sogni di commercianti e banchieri piuttosto che risolvere i problemi strutturali del tessuto urbano cittadino – in un chiaro esempio della lotta spaziale di classe che caratterizza la produzione dello spazio (Harvey, 2016; Lefebvre, 2000). Gli attori non dominanti – abitanti *in primis* – vedono perciò l'autorità comunale favorire pratiche che li allontanano sempre più dal centro urbano per favorire invece il terziario avanzato e il traffico motorizzato privato. La città non è più pensata per l'uomo che la abita, ma si sviluppa invece per il commercio che vi si svolge.
Chiuso questo breve *excursus* sulla storia della gestione del traffico a Lugano, possiamo tornare alle osservazioni del PD 90. La mancanza di pianificazione viaria e dunque la difficoltà d'accesso alla città favorisce l'esplosione del traffico motorizzato privato, che a sua volta aumenta la propensione alla suburbanizzazione edilizia e dunque all'esplosione insediativa. La città a macchia d'olio è un risultato preoccupante sia per l'inefficienza nel consumo del territorio che per i costi ambientali e sociali estremamente elevati che comporta.

> I punti deboli, purtroppo pure suscettibili di essere protratti nel tempo, riguardano il mancato o ritardato adeguamento infrastrutturale e strutturale […]. In particolare, al collegamento autostradale è mancato l'adeguamento della rete dei trasporti, specie di quelli collettivi, mentre il collegamento aereo, rivelatosi così significativo, è stato realizzato in «condizioni limite» e, a medio-lungo termine, precarie. Poco gestito è stato l'effetto di una frontiera che ha progressivamente guadagnato l'entroterra, oltre la zona di immediato contatto, come pure il mutare, sotto la pressione delle contingenze, della domanda turistica, ritrovatasi con un'offerta in parte inadeguata. Intravisti ma non tenuti sotto controllo sono pure stati i problemi delle aree industriali […]. Sul piano strategico non appare né realistico né opportuno un capovolgimento della tendenza. Tuttavia è necessaria una incisiva azione di riassetto territoriale a correzione dei punti deboli e ad anticipazione degli ulteriori conflitti (espulsione dal centro della funzione residenziale e di attività terziarie, accaparramento, da parte di talune attività economiche, di aree che primariamente non erano loro destinate, abbandono di aree periferiche e montane). (RCT, 1990, p. II.130)

La valutazione del Cantone è dunque impietosa. Risaltano, oltre ai problemi strutturali legati alla mancata o scarsa pianificazione – primo fra tutti la mobilità – le questioni legate al diritto alla città, questa volta inteso in senso di accessibilità e vivibilità. Diverse funzioni – piccoli commerci, spazi pubblici e residenza – sono infatti espulse dalle zone centrali in favore di altre più economicamente dominanti. Questo genera seri problemi non solo per quanto riguarda la giustizia spaziale e l'inclusione politica, ma anche per la semplice gestione urbana. Sebbene la tendenza generale non sia reversibile, il Cantone prevede comunque di poter ottenere degli emendamenti parziali che contribuiscano a palliare le diverse problematiche.
Per quanto riguarda la scala *macro*, la città manifesta carenze infrastrutturali e una generale mancanza d'accessibilità. A scala più ridotta, queste si traducono nell'assenza di elementi urbani fondamentali per garantire la qualità di vita e la coesione del contesto sociale nella società urbana terziarizzata. La scarsa sensibilità dei Comuni alle problematiche legate ai nuovi modi di vita comportano un approccio fondamentalmente non sostenibile, che si traduce nell'assenza concreta di strumenti e cultura pianificatoria atti ad affrontare le sfide contemporanee. Il Cantone sottolinea come «nei comuni del centro e della corona degli agglomerati si riscontra la carenza di riserve di terreno per spazi pubblici di svago all'interno dei quartieri residenziali e di concetti viari tendenti a favorire i pedoni e i ciclisti» (RCT, 1990, p. II.85). Queste mancanze non sono affatto casuali e rispondono invece ad una visione urbana fondamentalmente incentrata sull'automobilità, nonché un certo disinteresse rispetto alla creazione di nuovi spazi pubblici e di svago – caratteristiche tipiche della comprensione di progresso e società egemonica negli anni '50 ma che in Ticino è rimasta rilevante per i gruppi dirigenti locali almeno fino agli anni '90. Il Piano direttore tenta dunque di

richiamare l'attenzione su questi squilibri: si tratta di fatto di un tentativo di favorire una cultura urbana e urbanistica che ancora manca nelle amministrazioni comunali – una mancanza vieppiù grave in un contesto così fortemente urbanizzato come il Luganese.
Passando invece al Piano di Magadino – la più grande superficie piana del Cantone con i suoi circa 3500 ettari – si possono osservare gli effetti delle rapide dinamiche di inurbamento. Il Piano si trova infatti fra i poli di Bellinzona e Locarno nella versante Est-Ovest, e fra quelli di Bellinzona e Lugano in direzione Nord-Sud. Esso costituisce insomma il cuore geografico della città-regione, oltre che la più grande riserva di terreno pianeggiante e il più importante territorio per l'orticultura con più di quattro quinti della produzione cantonale (DSS, 2010a). Qui si possono osservare con più forza gli effetti della transizione dalla situazione duale città-campagna alla disseminazione esplosiva dell'urbano[265].

> Tradizionalmente distinto dalle due città di Locarno e Bellinzona, il Piano di Magadino costituisce sempre più uno spazio di diffusione e transizione tra i due agglomerati urbani nell'ambito del sistema urbano cantonale, rimodellandosi con essi in uno spazio funzionalmente integrato e centralizzando su di esso processi di suburbanizzazione e rilocalizzazione proveniente dai centri. La dinamica d'organizzazione cantonale e il relativo processo di crescita socio-economica conferiscono al Piano di Magadino una centralità, non solo geografica, nell'ambito del modello della città-regione del Ticino. Al ruolo subalterno di captazione disordinata e irrazionale di attività ed insediamenti a carattere residuali – ruolo che è venuto a minacciare, a sua volta, quello più tradizionale legato alla sua vocazione agricola – il Piano di Magadino sta acquistando, non senza conflitti, un ruolo di primissimo piano. (RCT, 1990, p. II.133)

I problemi di tipo urbanistico sono diversi, e dipendono da un insieme di fattori che è bene considerare. Innanzitutto v'è l'aspetto federalista e comunalista che caratterizza l'assetto istituzionale elvetico. I diversi Comuni del Piano hanno infatti redatto – in ritardo rispetto alle esigenze reali – dei piani regolatori riferiti unicamente alla scala comunale, tentando di svilupparsi in modo da favorire l'arrivo di tutte le funzioni in uscita dai poli di Bellinzona e Locarno senza riflettere ad una scala più vasta. La mancanza di coordinazione, nonché la competizione per ottenere vantaggi economici dall'espulsione di funzioni dai centri urbani, ha di fatto generato un contesto insediativo disperso, disordinato e poco funzionale. Questo, a sua volta, ha favorito l'emergere di problematiche legate alla mobilità. La posizione intermedia del Piano di Magadino rispetto ai poli urbani di Bellinzona e Locarno, nonché l'allacciamento di Bellinzona all'asse autostradale Nord-Sud, contribuiscono ad aggravare il traffico nella regione, specialmente nei periodi di forte afflusso turistico verso il Locarnese.
Disordine e disfunzionalità sono dunque i risultati tangibili dell'entusiasmo edilizio scoordinato che ha trasformato il Piano di Magadino – passato nell'arco di due secoli da pianura alluvionale a terra promessa dell'agricoltura cantonale ed infine ad area sottoposta alle pressioni incrociate dei due poli, Locarnese e Bellinzonese. In questo contesto, fra i compiti prioritari risulta evidentemente la salvaguardia degli spazi agricoli e naturali. «In particolare quelle aree ancora libere e che, in un tessuto edilizio intenso, assumono un carattere di salvaguardia prioritaria: per esempio la predominanza di spazio verde nel delta della Maggia, e gli spazi liberi tra i diversi insediamenti del Piano» (RCT, 1990, p. II.135). Il Cantone vuole dunque un

[265] Sul piano teorico si pone una domanda complessa: mentre la dualità città-campagna mostra una pluralità qualitativa radicale di stili di vita, nella società urbana le differenze tra nodi iper-urbani e aree infra- o peri-urbane è piuttosto quantitativa. L'assenza di differenze qualitative essenziali manifesta le caratteristiche di una società tendenzialmente omogeneizzata. Questa dinamica risponde dunque alla tendenza generale della modernità borghese di quantificazione del reale? Una risposta affermativa rafforzerebbe ancor di più il quadro teorico utilizzato per sviluppare gli strumenti concettuali di questo lavoro di ricerca.

maggior impegno a difesa di tutte quelle funzioni economicamente più deboli ma socialmente fondamentali – residenza, agricoltura, spazi verdi, spazi pubblici – e un lavoro che preservi l'attrattività del Piano di Magadino a lungo termine, tentando di correggere gli eccessi del passato.

> Il pericolo maggiore è quello che, in un contesto di forte competizione nell'appropriazione del terreno, le funzioni economicamente più deboli, ma pur non secondarie dal punto di vista pianificatorio, non vengano sufficientemente considerate, creando situazioni di squilibrio e di conflitto territoriali con conseguente minaccia per quell'attributo di spazio privilegiato che caratterizza il Piano di Magadino. (RCT, 1990, p. II.137)

Se l'agricoltura dovesse soccombere anche nel Piano di Magadino alle pressioni delle funzioni economicamente dominanti, la situazione cantonale si rivelerebbe assai grave. Il Piano di Magadino riveste insomma una funzione particolare: incastrato fra due poli urbani in espansione, esso rappresenta al tempo stesso la più grande riserva di terreno pianeggiante, di terreno edificabile e anche di terreno agricolo del Cantone, ospitando al tempo stesso dei biotopi protetti come le Bolle di Magadino. La sua conformazione morfologica e la sua altitudine, inoltre, lo rendono una zona soggetta ai pericoli alluvionali.
Quest'insieme di caratteristiche rende perciò tassativa la necessità di un intervento di regolazione rapido e il più possibile efficace per controllare e correggere le dinamiche in atto. A differenza del Mendrisiotto, poi, questo comparto sembra meno toccato da logiche esterne al Cantone. La vicinanza di Bellinzona e Locarno rappresenta infatti l'elemento più influente per la sua evoluzione. La relativa assenza di forti ingerenze esterne al territorio cantonale permette perciò, almeno idealmente, di trovare soluzioni in modo efficace e rapido.
Per quanto riguarda invece la Vallemaggia e il Locarnese, essi presentano caratteristiche distinte, dettate dalla duplice composizione territoriale. Le fasce lacustri e insubriche infatti fanno da contraltare a quelle più tipicamente alpine, con morfologie e caratteristiche urbanistiche e sociali distinte. In questo comprensorio regionale si nota forse con più forza la duplicità territoriale cantonale.

> Il paesaggio del Locarnese e della Vallemaggia si è configurato attorno ai due sistemi che caratterizzano le componenti naturali del territorio, quello insubrico e quello alpino, determinando altrettante modalità diverse di strutturazione del territorio. Così, mentre lungo la fascia della Sponda destra si è generalizzato il fenomeno della suburbanizzazione e della costruzione continua, con conseguente diluizione e difficoltà di lettura dei nuclei originari, alcuni dei quali di notevole pregio, nelle valli è tuttora ben leggibile la cristallizzazione degli insediamenti secondo specificità tipiche del paesaggio alpino» (RCT, 1990, p. II.143)

Alle differenze morfologiche fanno dunque seguito quelle urbanistiche e funzionali. Le valli devono, agli occhi del Piano direttore, mantenere e conservare il proprio paesaggio monumentale, diventando di fatto area di svago e ricreazione per la popolazione e i lavoratori delle zone insubriche, fortemente urbanizzate. L'abbandono e la mancanza di prospettive di crescita hanno infatti contribuito a conservare intatti i pregevoli nuclei storici dei villaggi nelle valli, che vanno ulteriormente protetti con politiche di conservazione che favoriscano il turismo, settore fondamentale per il territorio in questione. Per quanto riguarda le pianure, invece, vale quanto detto finora negli altri casi – ovvero il rammarico per un'urbanizzazione selvaggia che ha di fatto cancellato le qualità paesaggistiche generando notevoli problemi d'ordine infrastrutturale e sociale. Fra questi vale probabilmente la pena citare la privatizzazione delle rive del lago a causa della costruzione incontrollata di case secondarie.
Comprensorio regionale più settentrionale, le Tre valli comprendono di fatto una zona che è considerata in buona parte esterna allo sviluppo urbano della città-regione ticinese. Questa perifericità è considerata però

anche un'opportunità agli occhi dei responsabili cantonali, in quanto grazie ad essa si viene a costituire una certa omogeneità d'interessi e obiettivi nelle politiche pianificatorie delle tre distinte valli – Leventina, Blenio e Riviera. «Con la relativa marginalità delle sue componenti, la Regione Tre Valli "ritrova un'unità" che le conferisce, al di là della costituzione istituzionale in Regione, l'obiettivo di gestire il suo inserimento nell'organizzazione territoriale del Cantone attraverso le sue potenzialità complementari» (RCT, 1990, p. II.149). Unite nell'esclusione, le valli presentano tuttavia elementi distinti – la val di Blenio è infatti estranea al traffico autostradale e ferroviario che attraversa invece Leventina e Riviera. Agli occhi del Cantone, queste vallate non saranno destinatarie di progetti di urbanizzazione importante. Il loro peso specifico è infatti troppo ridotto per destare un vero interesse.

> Il consolidamento dell'organizzazione territoriale cantonale verso il modello di città-regione ha indotto una modifica dei fattori dello sviluppo delle Tre Valli, Leventina, Blenio e Riviera. Esse vengono a trovarsi in quella parte del Ticino dove la dinamica e il processo di crescita restano ancora limitati e circoscritti nei confronti di quelli del Ticino urbano e suburbano. (RCT, 1990, p. II.149)

Con l'avvento della città-regione come quadro interpretativo e strumentale per la pianificazione territoriale cantonale le valli montane saranno pertanto parzialmente abbandonate a se stesse. La loro funzione più importante, in ottica cantonale, rimane quella di punto nevralgico del transito Nord-Sud, ma questa funzione non prevede uno sviluppo urbano al di là delle grandi infrastrutture di mobilità necessarie a sostenere il ruolo del Ticino come mediatore e punto di passaggio. La città-regione, che sorge nel Mendrisiotto per poi snodarsi verso Nord, termina a Biasca. Il resto delle vallate rimane invece in una situazione semplicemente infraurbana, e deve svilupparsi in direzione prevalentemente ricreativa e turistica diventando così complementare alle zone urbane più centrali.
Il Piano direttore del 1990 sancisce dunque il predominio urbano delle zone pianeggianti sulle scelte pianificatorie generali. Le valli montane – nei vari punti del Cantone – non possono che prendere atto di un simile equilibrio di forze e sviluppare il settore turistico-ricreativo per rispondere alle necessità dei poli urbani.

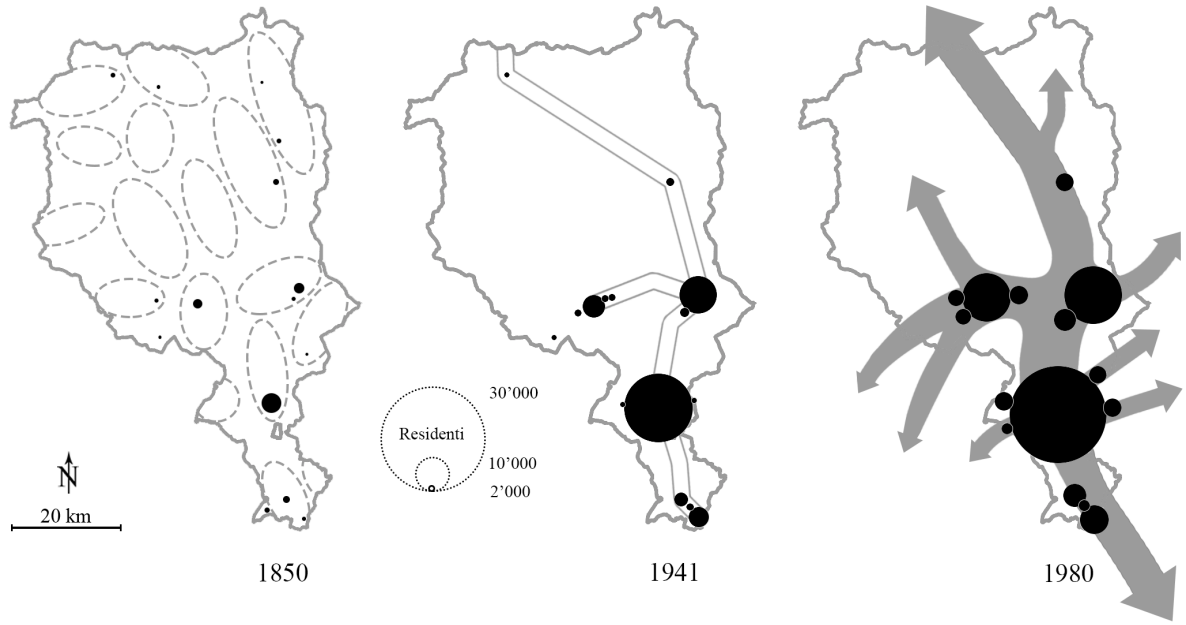


Figura 34. I quindici Comuni più popolosi in Ticino. Fonte: (USTAT, 2018d). La situazione del 1850 rappresenta il Ticino pre-ferroviario (fino al 1880) in cui la mobilità era ridotta e i modi di vita vincolati all'appartenenza locale. Si può osservare come gli insediamenti più importanti sono sparsi in modo quasi omogeneo in tutte le zone del Cantone – dall'Alto Ticino pastorale al basso Ticino agricolo – tranne che nelle valli più povere del medio Ticino rustico. La situazione del 1941 rappresenta il Ticino ferroviario (1880-1960). In questo caso gli insediamenti si spostano lungo l'asse ferroviario e in prossimità del confine. La situazione del 1980 rappresenta il Ticino autostradale e urbano. In questo caso si osserva l'importante crescita dei principali insediamenti lungo l'asse Nord-Sud, così come la progressiva porosità della frontiera. Il Cantone non è più isolato, ma si comporta invece come zona tampone fra Zurigo e Milano, essendo uno snodo ben connesso alla rete urbana europea. Fonte: (RCT, 1990, p. II.3). Rielaborazione propria.

Il Ticino che nel 1990 si proietta nel futuro non è dunque più, fondamentalmente, un Cantone di montagna, ma piuttosto un Cantone urbano situato in un territorio prevalentemente montuoso. Ciò significa che, nell'immaginario istituzionale che si può desumere dal Piano direttore del 1990 lo spazio sociale più rilevante del Cantone corrisponde unicamente alla sua metà meridionale, nella quale si situano la maggior parte dei fondivalle urbanizzati e i poli urbani più importanti. Il resto del territorio non è che – appunto – resto, lontana periferia senza una progettualità maggiore. La funzione della metà settentrionale è ridotta al settore turistico-ricreativo da un lato e all'ospitare le grandi infrastrutture di mobilità che permetteranno una miglior crescita urbana alla metà meridionale, garantendo così al Cantone un ruolo di collegamento nella rete urbana europea. Il territorio non è dunque più concepito sul modello insulare (Elden, 2013; Schmitt, 2011) ma si rifà invece ad un modello reticolare che meglio corrisponde alle accresciute esigenze di mobilità della società urbana (Stock, 2006). Al contempo, però, vi sono ancora tracce di una narrativa d'equilibrio territoriale e di sviluppo poli-centrico della società urbana: il PD 90 risulta a tutti gli effetti un progetto bicefalo.

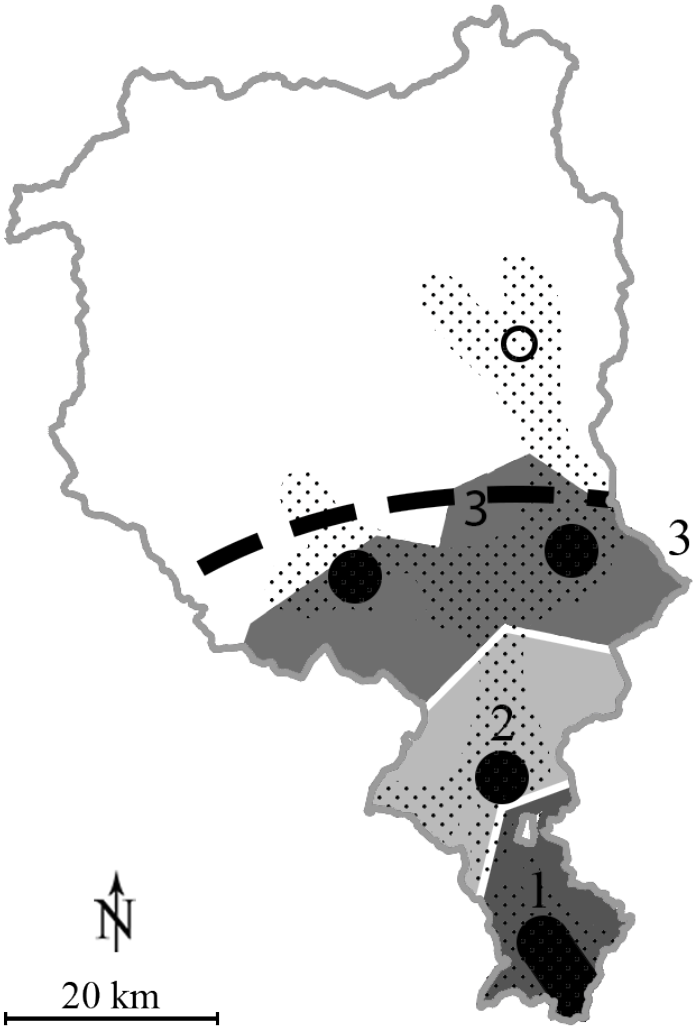


Figura 35. I comprensori regionali urbani: 1. Mendrisiotto 2. Luganese 3. Bellinzona-Piano di Magadino-Locarno. In puntinato le zone di fondovalle. In nero i principali poli urbani, i valichi al confine e in tratteggiato nero il limite dell'area d'influenza del fenomeno del frontalierato. Rielaborazione propria a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 1990, p. II. 4; II. 11; II.120)

2.2 Il Piano Direttore del 2009

2.2.1 Premesse storiche: Gli inizi del 2000

Archivi: https://m4.ti.ch/fileadmin/CAN/TEMI/RAPPORTO_INDIRIZZI/RAPPORTOINDIRIZZI03.pdf
https://www4.ti.ch/fileadmin/DT/temi/piano_direttore/pubblicazioni/Rapporto_sulla_consultazione.pdf
https://www4.ti.ch/di/sel/riforma-dei-comuni/aggregazioni/documentazione/
Timeline: 2003, 2005

I cambiamenti a livello svizzero

A livello interno sono tre gli elementi fondamentali da considerare per delineare in modo preciso la nascita del nuovo Piano direttore del 2009: il rapporto sugli indirizzi – presentato nel 2003 –, la consultazione del 2005 sulla nuova proposta di Piano direttore e la politica di aggregazioni comunali che ha di fatto trasformato gli equilibri istituzionali del Cantone. Per comprendere a fondo questi documenti bisogna però considerare il contesto nei quali sono sorti. Essi si iscrivono infatti in un rinnovato interesse internazionale per le problematiche legate all'urbanizzazione e all'esplosione dello *sprawl*[266]. Così, ad esempio, nel summit mondiale di Johannesburg del 2002 i paesi partecipanti si sono detti convinti che la protezione del suolo e un suo uso equilibrato fossero fondamentali nel garantire uno sviluppo più sostenibile.

> Promote an integrated approach to policy-making at the national, regional and local levels for transport services and systems to promote sustainable development, including policies and planning for land use, infrastructure, public transport systems and goods delivery networks, with a view to providing safe, affordable and efficient transportation, increasing energy efficiency, reducing pollution, congestion and adverse health effects and limiting urban sprawl, taking into account national priorities and circumstances. (ONU, 2002, p. 18)

Questo rinnovato interesse trova in Svizzera un'applicazione particolare, che opera un cambiamento radicale nei discorsi sulla pianificazione territoriale. Infatti, in seno alla Confederazione si apre in quegli anni una riflessione profonda sull'equilibrio territoriale elvetico, in particolare sul ruolo degli spazi urbani.

> En 1996, le Conseil fédéral développe le concept de réseau de villes suisses (Conseil fédéral, 1996). Graphiquement, ce réseau rappel le principe de la décentralisation concentrée. Cependant, la persistance d'une représentation polycentrique de l'armature urbaine de la Suisse ne doit pas cacher l'évolution de l'argumentaire. Il ne s'agit plus de contrer le développement de grandes agglomérations mais plutôt de tenter de hisser la Suisse urbaine au niveau des grandes métropoles mondiales. (Salomon Cavin, 2004)

Il cambiamento di razionalità è profondo: si tratta infatti di rendere lo spazio urbano svizzero competitivo a livello europeo e mondiale – una conseguenza concreta di un più vasto mutamento del discorso egemone, con l'ascesa di una comprensione neoliberale della realtà anche per quanto riguarda la pianificazione urbana (Haughton, Allmendinger, & Oosterlynck, 2013)[267]. Per farlo, si dovranno migliorare le interconnessioni fra i diversi poli. Il rafforzamento della rete urbana svizzera – che si estende da Zurigo a Ginevra toccando Basilea e Berna – impone un cambio nel ruolo del Ticino. La volontà di proteggere il territorio da un eccessivo processo di esplosione urbana – sensibilità ecologica – si unisce infatti alla volontà di utilizzare al meglio le poche risorse disponibili – sensibilità economica. Così, le regioni da favorire tramite le nuove

[266] Un fenomeno di impatto mondiale, specialmente osservabile nelle città "occidentali" (Alpkokin, 2012): la transizione urbana si accompagna infatti ad un aumento considerabile della superficie edificata rispetto alle società rurali.
[267] La relazione fra neoliberalismo e pianificazione territoriale non è semplice né coerente (Olesen, 2013): l'esempio del PD 09 mostrerà alcuni elementi che, nella conclusione, saranno analizzati sottolineando la transizione nei paradigmi discorsivi.

politiche saranno essenzialmente le zone urbane, che «sont les moteurs de l'activité économique de la Suisse» (CF, 2001, p. 11). Rafforzare la rete urbana significa dunque rinunciare allo sviluppo policentrico del territorio, e concentrarsi invece sulle zone e sui progetti a più alto potenziale.

> Au cours de sa première période de mise en œuvre (1974–1996), la politique régionale était orientée vers les régions périphériques et de montagne et poursuivait essentiellement un objectif de redistribution. Depuis 1996 toutefois, l'idée-force de la nouvelle politique régionale consiste à promouvoir la capacité concurrentielle et le développement durable des régions, ces dernières étant considérées avec leurs potentiels et besoins spécifiques. (CF, 2001, p. 15)

A sua volta, questo cambiamento nella razionalità discorsiva della Confederazione impone alle istituzioni cantonali di osservare il proprio territorio in modo diverso. Le regioni non potranno più avere le stesse necessità, gli stessi diritti e la stessa progettualità. Al contrario, ognuna di esse sarà spronata a trovare il proprio ruolo nel sistema urbano più generale. Questo pone in evidente difficoltà la continuità di governo nelle zone periferiche. Qui, infatti, la progettualità delle istituzioni era dettata dalla consapevolezza degli aiuti pubblici ricevuti. Il fatto che questi non saranno più concessi a pioggia ma che verranno invece destinati a progetti specifici che si integrino armoniosamente nel contesto più vasto impone dunque a queste regioni un cambiamento importante nel modo di governarsi e di comprendersi[268]. Al tempo stesso, però, un simile sconvolgimento degli obiettivi federali in materia di pianificazione contribuisce ad isolare il Ticino: esso è infatti caratterizzato da una zona urbana, sì, ma di insufficiente grandezza e separata dalla rete urbana svizzera dalla barriera alpina. In questo nuovo contesto, dunque, anche il Ticino dovrà ripensarsi e ripensare alla propria posizione – come avremo modo di vedere osservando il PD 09. Procediamo però con ordine, e iniziamo ad osservare i lavori preparatori a questo nuovo piano.

Il rapporto sugli indirizzi del 2003

Per quanto riguarda il rapporto sugli indirizzi, esso è il documento fondamentale nel quale il Cantone esplicita la propria comprensione della realtà e traccia gli scenari possibili ed auspicabili per il ventennio successivo. È interessante che il documento si apra con la constatazione di una differenza fondamentale con il contesto dei decenni precedenti. Le dinamiche della globalizzazione neoliberale e dello sviluppo tecnologico hanno infatti iniziato a modificare radicalmente e rapidamente le condizioni di vita a scala planetaria. «L'analisi delle tendenze mondiali palesa un notevole mutamento del quadro di riferimento economico, sociale e ambientale rispetto alla realtà degli anni '80» (RCT, 2003, p. 5). In questo quadro il compito delle autorità cantonali è dunque di saper traghettare il Ticino, mantenendo e se possibile migliorando le condizioni di vita della popolazione. Per farlo, appare imprescindibile rivendicare il ruolo del Cantone nel più vasto spazio reticolare urbano continentale. «La necessità per il Ticino di posizionarsi o riposizionarsi nella rete urbana svizzera e internazionale e, più in generale, in un contesto complesso, è ineludibile» (RCT, 2003, p. 5). Nel mondo urbano contemporaneo la competizione per la centralità è sempre più accanita, e il processo di produzione e ri-produzione dello spazio non termina mai[269]: v'è un costante bisogno di ribadire e ripensare la propria posizione e il proprio ruolo. Inoltre, la maggior interconnessione nonché l'apparizione di attori globali hanno comportato uno scenario mondiale sempre più mutevole e sempre meno dipendente dalle

[268] Avremo modo di approfondire i risultati di questa trasformazione nell'analisi del dibattito circa il Parc Adula.

[269] Si potrebbe osservare che questa dinamica di incessante cambiamento è legata alla struttura stessa del sistema capitalista che, per poter investire i propri capitali, necessita un ciclo costante di produzione e distruzione dello spazio (Harvey, 2016). Al tempo stesso, tale necessità di costante ridefinizione identitaria può essere legata all'essenza fondamentalmente precaria della classe borghese in quanto tale (Cometta, 2017a).

frontiere nazionali. Il superamento pratico – nella gestione del potere globale – del modello territoriale insulare (Elden, 2013; Schmitt, 2011) impone dunque un complessivo stravolgimento del senso e del modo di far politica da parte di istituzioni politiche ancora vincolate a questo modello poiché sorte durante la genesi dello stato nella modernità. «Nel passato fare politica poteva significare gestire un territorio e i suoi problemi. Per i prossimi venti anni potrebbe voler dire gestire delle funzioni, dei processi che si manifestano anche nel nostro territorio, ma che sono mondiali o per lo meno transregionali» (RCT, 2003, p. 20). La globalizzazione, con la sua nuova struttura spaziale, comporta una perdita di sovranità per le comunità locali[270] e un più generale abbandono del funzionamento insulare legato allo stato moderno. Ciò, a sua volta, impone la necessità per le istituzioni di trovare nuove forme di governo e nuovi elementi per rafforzare la posizione della propria comunità nella rete urbana.

Ecco dunque riemergere la centralità delle infrastrutture di collegamento come elemento fondamentale per garantire lo sviluppo futuro al Cantone. In quest'ambito, il grande progetto ferroviario di collegamento veloce che attraversa le alpi assume una valenza non solo pratica ma anche simbolica. «Tra i cambiamenti futuri spicca il nuovo assetto infrastrutturale dei trasporti, con la messa in esercizio di AlpTransit e il nuovo collegamento ferroviario interurbano Ticino-Lombardia» (RCT, 2003, p. 5). Il Ticino, meglio connesso con il resto della Svizzera, intesse dunque legami e collaborazioni anche con le regioni italiane confinanti, per rafforzare il proprio ruolo di mediazione culturale ed economica. L'asse Nord-Sud rimane l'elemento centrale di caratterizzazione del Cantone. Tuttavia, nonostante la posizione favorevole e gli investimenti in importanti infrastrutture di mobilità, il futuro del Ticino non si presenta roseo. L'aumento previsto del traffico pone infatti già dai primi anni del XXI secolo la questione della sostenibilità e dell'efficacia delle diverse infrastrutture.

> Le valutazioni prevedono un aumento entro il 2020 del 30% del traffico viaggiatori (30% strada; 30% ferrovia) e del 40% dell'aumento del trasporto di merci su strada e del 50% su ferrovia. Risulta evidente che questa tendenza rischia di vanificare il vantaggio di posizione, portando a una paralisi della mobilità, sia interna che esterna. (RCT, 2003, p. 25)

Il sovraccarico della rete di trasporto non solo inficerebbe alla lunga la competitività del Ticino come zona di passaggio privilegiata nel cuore dell'Europa, ma annullerebbe di fatto i benefici che questa posizione garantiva all'insieme del Cantone. Un'infrastruttura sovraccarica è un'infrastruttura non funzionante – che si traduce in una perdita di territorio, di potenzialità di mobilità intracantonale e di qualità dell'aria senza contropartite favorevoli per la popolazione ticinese. Di fronte a questo scenario che rischia di alimentare tensioni in seno alla popolazione e favorire così uno spirito di chiusura sarà dunque fondamentale l'impegno di tutti gli attori coinvolti per favorire l'egemonia culturale di una visione favorevole all'apertura e all'interconnessione urbana. Vi sono due punti interessanti da ribadire: il Cantone riconosce che questa transizione alla società urbana non può essere controllata perché risponde a dinamiche a scala planetaria – e accetta come inesorabile la propria iscrizione nel mondo globalizzato –, al tempo stesso, però, le autorità sottolineano che trasformando la mentalità ticinese e rendendola più affine alla nuova situazione sarà possibile approfittare delle opportunità che questa nuova situazione offre. Solo trasformando la mentalità

[270] Il processo di globalizzazione comporta di fatto un rimescolamento delle diverse strutture di potere, la creazione di una scala superiore e perciò può essere percepito – secondo i parametri pre-globalizzati – come una perdita di sovranità delle comunità locali. Esse sono infatti costrette ad una maggior integrazione – in un paradigma spaziale non più insulare ma ormai reticolare. Proprio la transizione alla reticolarità impone la perdita di sovranità intesa in senso insulare – pur offrendo evidentemente un altro tipo di potere. Mentre dalla prospettiva della sovranità classica insulare si tratta di una perdita di potere, dalla prospettiva reticolare si tratta di un cambiamento di paradigma.

ticinese – rendendola convintamente affine allo spirito d'apertura ed interconnessione urbano – sarà dunque possibile garantire uno sviluppo futuro per il Cantone. Affinché sia possibile approfittare di queste possibilità sarà dunque necessario creare un *humus* culturale conforme alla mentalità urbana e disposto ad accettare anche i nuovi inconvenienti di questa situazione.

> Mantenere aperto e dinamico lo spazio a nord e a sud diventa un elemento vitale dello sviluppo dei prossimi anni. In quest'ottica un ruolo essenziale è svolto oggi e dovrà essere svolto ancor più in futuro dai mezzi di informazione (stampa e media elettronici). Lo spirito di apertura, che ridisegna il concetto di «Ticino ponte nord-sud», può essere favorito e promosso non solo dal sistema formativo e in particolare dal sistema universitario, ma anche – ad un livello più divulgativo – dagli organi di informazione. (RCT, 2003, p. 26)

Tutto questo ci fa capire che, nonostante già negli anni '80 le autorità considerassero il Ticino come un'area urbana, la mentalità della sua popolazione non è ancora pienamente urbana e affine alla nuova situazione, e rischia anzi di ribellarsi alla stessa qualora – come nel caso del traffico, ma non solo – gli effetti negativi dell'interconnessione urbana continentale dovessero rendersi troppo evidenti.
Un altro elemento di possibile scontro – sul quale però le istituzioni non entrano realmente in materia – è quello della multiculturalità. In questo caso la scelta cantonale è chiara: il Ticino è una realtà urbana e come tale deve accettare la multiculturalità come elemento normale e corrente. «Le diversità religiose e culturali vengono riconosciute come una componente normale della società» (RCT, 2003, p. 36). Questo punto di vista delle istituzioni – che si posizionano qui in modo eminentemente urbano affermando la pluralità di culture come un elemento normale e quotidiano della vita sociale – non è però ancora quello della popolazione. Anche in questo caso la mentalità dei ticinesi è infatti ancora legata a schemi appartenenti alla realtà rurale, profondamente marcata dal campanilismo e dalla coesione culturale di comunità a piccola scala. La necessità di operare sui media per modificare in profondità la mentalità popolare è dunque impellente. Tale necessità appare ancor più impellente considerando che i responsabili cantonali preventivavano una crescita importante della popolazione straniera in arrivo. «La presenza di una elevata percentuale di popolazione straniera e la previsione di un ulteriore aumento nei prossimi venti anni pone in termini espliciti la necessità di gestire al meglio i processi di coesione sociale e di integrazione attiva» (RCT, 2003, p. 33). Seppur prendendo posizione a favore del multiculturalismo come elemento *normale*, le istituzioni riconoscono dunque che un lavoro di mediazione ed arbitraggio sarà necessario per evitare d'accrescere le tensioni interne alla società ticinese. Si può dunque comprendere che il rapido processo di urbanizzazione che nel giro di due generazioni ha trasformato il Cantone da una realtà rurale di montagna a una realtà urbana globalizzata abbia creato delle tensioni culturali e sociali: la visione del gruppo dirigente – che si muove pienamente nella logica urbana e globale – non è dunque ancora quello della popolazione, che rimane vincolata a un sentire più rurale, campanilista e tradizionale. Appare chiaro all'analisi, dunque, il compito complesso delle autorità. Esse sembrano infatti confrontate da un lato con un contesto di estrema competitività globale – a causa del quale occorrerebbe forzare al massimo le caratteristiche urbane del Cantone per renderlo attrattivo –, e dall'altro con una *weltanschauung* popolare ancora tendenzialmente rurale e reticente rispetto ai cambiamenti nella struttura socio-territoriale.
A questi processi se ne aggiungono altri. Fra questi, fondamentale risulta la trasformazione della politica svizzera in fatto di equilibrio spaziale (Salomon Cavin, 2005). Se fino agli inizi del XXI secolo la tendenza era quella – tipicamente legata a una visione ancorata ai mini-stati moderni (Diener et al., 2006) – di favorire attraverso un'opera di perequazione tutte le regioni in Svizzera – garantendo appunto un certo equilibrio –, questo modello è ormai al tramonto. La Confederazione ha infatti adottato una politica di stampo neoliberale

che vuole massimizzare l'efficienza delle diverse politiche intraprese abbandonando così tutte quelle azioni giustificate più da principi che da effetti misurabili. In questo nuovo quadro, «le misure promozionali dovranno quindi orientarsi maggiormente a seconda delle sfide poste alle regioni e dei potenziali regionali e non più secondo le disparità interregionali» (RCT, 2003, p. 19). Non si tratta più, dunque, di combattere le disparità socio-territoriali in sé – come principio politico atto a favorire l'omogeneità socio-territoriale in seno allo stato insulare – ma piuttosto di stabilire un dispositivo che possa gestire in modo calcolato la quota ottimale di disparità socio-territoriali e fisserà insomma «i limiti dell'accettabile» (Foucault, 2010, p. 17) in una prospettiva di *governance* dei fenomeni tipicamente neoliberale.

Questa trasformazione dei modi di governare elvetici modifica sensibilmente lo *status* ticinese. Infatti, molti dei vantaggi e delle opportunità che il Cantone ha avuto per svilupparsi come realtà urbana nella seconda metà del XX secolo derivavano non tanto dal suo peso territoriale e demografico o dalla sua importanza economica, quanto piuttosto dal suo rappresentare la minoranza italofona in Svizzera. Ad esempio è stata questa la motivazione per ottenere aiuti per la fondazione di un centro universitario. «Proprio la specificità della Svizzera italiana come Terza Svizzera ha permesso al Ticino di diventare Cantone universitario, ciò che non sarebbe stato possibile se fosse stato una valle lombarda o svizzero tedesca» (RCT, 2003, p. 25). Non potere più fare affidamento su questo tipo di politiche rende più precaria la situazione del Cantone. È l'insieme del sistema svizzero, in ogni caso, che mostra segni di un profondo mutamento. In questa congiuntura il Cantone non potrà più insistere sulla propria particolarità regionale e sul fatto di rappresentare una minoranza nazionale, ma dovrà concentrarsi invece sul proprio ruolo di mediatore, compito favorito dalla presenza di importanti infrastrutture di mobilità. «Il sistema urbano policentrico svizzero rischia di indebolirsi; fondamentale per il Ticino è poter rafforzare la sua posizione nella struttura urbana elvetica grazie alla messa in rete dei propri centri» (RCT, 2003, p. 17). Non più regione sfavorita e minoranza nazionale, ma zona di mediazione fra le città svizzere e la metropoli milanese: questa sarà la nuova funzione che il Ticino dovrà rivendicare di fronte alla Confederazione. La necessità di focalizzare i propri sforzi sulla promozione del ruolo di mediatore e snodo di transito rende però più gravi i rischi legati da un lato al sovraccarico delle infrastrutture legato all'aumento del traffico e dall'altro alla mentalità campanilista e di chiusura della popolazione residente.

Questi cambiamenti trasformano non solo il ruolo del Ticino in Svizzera, ma anche i rapporti interni al Cantone fra le diverse regioni. Come avremo modo di vedere analizzando i discorsi dell'ETT e la loro evoluzione, si assiste insomma alla transizione da una sensibilità legata alla volontà di equità spaziale a una tendenzialmente disinteressata alle rivendicazioni di sviluppo economico delle regioni periferiche. Quest'evoluzione in seno al gruppo dirigente non è un caso isolato ma risponde invece al mutamento più generale delle istituzioni svizzere e ticinesi, nel loro adeguarsi all'egemonia neoliberale. Così, anche sul piano della pianificazione cantonale, si vogliono modificare le politiche di ripartizione e gerarchizzazione territoriale. «Di fronte all'insuccesso degli interventi volti unicamente a diminuire le disparità socioeconomiche delle regioni si deve ripensare la politica regionale» (RCT, 2003, p. 27). Si rafforza dunque la volontà di centralizzare le competenze e diversificare le varie parti del Cantone. Questa volontà era già emersa nel PD 1990. In quel caso, però, essa era bilanciata dalla volontà opposta di sviluppare dinamiche urbane in tutto il territorio: il risultato era stata la designazione di sub-poli e centri secondari. Questa designazione non aveva tuttavia dato risultati concreti – come potremo osservare commentando la consultazione del 2005. Nella nuova ottica istituzionale invece dev'essere ribadito che il Ticino è ormai diviso in due aree ben distinte che devono, dunque, avere politiche e obiettivi altrettanto distinti. Esse non devono perciò competere per gli stessi progetti ma piuttosto sviluppare le proprie diversità tentando di favorire la complementarietà e dunque l'organicità del territorio cantonale. «Le città, come "motori della

crescita economica" e i comprensori periferici e montani come "spazi della conservazione dell'ambiente e del paesaggio", assumono ruoli complementari e essenziali per il posizionamento competitivo di una regione su base sostenibile» (RCT, 2003, p. 27).
Un ultimo accenno, infine, va fatto alla trasformazione della popolazione. In Ticino «l'indice di vecchiaia, cioè il confronto tra la popolazione con più di 65 anni e quella con meno di 14 anni è passato da 80 anziani su 100 giovani nel 1980 a 120 anziani per 100 giovani nel 2000» (RCT, 2003, p. 33). Non è il caso di approfondire qui quest'aspetto – avremo modo di osservarlo ancora in seguito – ma è chiaro che l'invecchiamento della popolazione pone dei problemi non solo a livello socio-economico ma anche territoriale.
Riassumendo dunque le osservazioni e le preoccupazioni dei responsabili cantonali all'inizio del XXI secolo, possiamo evidenziare i seguenti punti. *In primis* la necessità per il Ticino di focalizzare i propri sforzi sul suo ruolo di mediatore e snodo di transito, sviluppando le proprie infrastrutture e collegandole meglio sia a Nord che a Sud. Secondariamente, la preoccupazione legata all'aumento del traffico, che può generare notevoli inconvenienti alla popolazione locale e ostacolare la volontà del Ticino di ritagliarsi un ruolo nella rete urbana continentale. In terzo luogo, la questione dell'apertura culturale: la popolazione ticinese dovrà essere educata meglio all'apertura e al modo di vita urbano – anche perché la tendenza all'invecchiamento della popolazione locale e all'aumento dell'immigrazione segnalano che il Ticino sarà sempre più una realtà multiculturale. Il cambiamento delle politiche sia a livello federale che cantonale, con l'avvento di un modello di *governance* neoliberale, stravolgono la concezione d'equità territoriale che fino ad allora era stata alla base dell'organizzazione istituzionale svizzera. Il Ticino aveva fortemente approfittato della vecchia politica. Questi vantaggi non saranno più garantiti – il che significa che il Cantone dovrà concentrarsi sui propri punti di forza urbana per poter ottenere aiuti federali. A livello cantonale, infine, lo sviluppo regionale dovrà perseguire obiettivi diversificati a seconda del contesto: si evidenzia così l'esistenza di due zone fondamentalmente distinte in seno alla realtà ticinese – i poli urbani e le zone panoramiche/periferiche.

La consultazione del 2005 e la politica di aggregazioni

Nella primavera del 2005 il Consiglio di Stato «ha messo in consultazione il documento *Un progetto per il Ticino* concernente, in particolare, gli scenari di sviluppo e gli obiettivi pianificatori del Piano direttore» (RCT, 2006, p. 2). Risulta interessante analizzare questo documento di preparazione alla revisione del Piano per avere un'idea più concreta circa gli sviluppi avvenuti nella società e nel territorio ticinesi ma anche per comprendere i temi principali dei dibattiti pianificatori di questo periodo. Un primo elemento fondamentale riguarda gli attori che hanno risposto a questa consultazione. Fra le organizzazioni politiche tale documento è stato recepito in modo molto polemico.

> I quattro partiti cantonali che hanno risposto alla consultazione sono critici. Il PPD si dichiara apertamente insoddisfatto e chiede di rivedere contenuti e impostazione. PLR e PS tracciano un bilancio negativo dell'esperienza del PD 90, troppo ambizioso e macchinoso, e chiedono di puntare su poche scelte strategiche, rispettivamente di integrare modello territoriale e obiettivi pianificatori in un documento di carattere politico programmatico. I verdi indicano che il documento andrebbe rivisto nella sua totalità affinché le incongruenze segnalate possano essere risolte. (RCT, 2006, pp. 4-5)

Risulta interessante osservare come né la Lega (12 deputati al Gran Consiglio) né l'UDC (6 deputati) abbiano risposto alla consultazione, come se il tema pianificatorio non risultasse interessante per la destra cantonale. Particolarmente contraddittoria pare la posizione della Lega: a capo del Dipartimento del Territorio, nel

Consiglio di Stato, era infatti Marco Borradori – esponente di spicco dell'ala moderata di questo movimento. Che un'organizzazione politica controlli il Dipartimento del Territorio – un controllo ininterrotto dal 1999 ad oggi – ma non si esprima istituzionalmente circa le politiche di pianificazione territoriale risulta quantomeno peculiare[271]. Più in generale va sottolineato come questo documento abbia ricevuto delle risposte forti da parte del mondo politico e – sebbene con meno polemica – dai Comuni e dalle Regioni. Particolarmente critico per questi ultimi è un aspetto che abbiamo già avuto modo di sottolineare: la generalità del Piano del 1990 e i rapporti conflittuali fra Cantone e Comuni.

> L'osservazione più ricorrente da parte dei Comuni è legata agli obiettivi pianificatori, ritenuti generalmente condivisibili anche se troppo generici. La richiesta di obiettivi più precisi e circostanziati è però sovente accompagnata dal timore che schede di coordinamento e rappresentazioni grafiche possano determinare una riduzione dell'autonomia comunale. (RCT, 2006, p. 4)

La questione non è nuova. Da un lato, «a causa di obiettivi pianificatori troppo generici, è difficile valutarne la portata concreta» (RCT, 2006, p. 7). Dall'altro, però, la genericità del PD 90 era giustificata dalla volontà di una sua rapida approvazione. Negli anni 2000 la situazione non è caratterizzata dalla stessa urgenza. Costante, invece, rimane la tensione politica fra Cantone e Comuni. Per far accettare la necessità del ruolo del Cantone nella pianificazione territoriale il dibattito pubblico è iniziato negli anni '60. Il Piano del 1990 è stato un risultato ragguardevole in questo senso, ma la tensione fra poteri locali e centrale non è ancora risolta. Abbiamo più volte ripetuto come il campanilismo comunalista sia profondamente legato all'identità svizzera (Diener et al., 2006, p. 153). La storia del Ticino in particolare, poi, è segnata profondamente dalla pulsione policentrica e dal rifiuto di una polarità centrale troppo forte (Marcacci, 2013). Il Cantone, per superare i limiti di tale situazione si vede costretto ad operare su due fronti: da un lato mantenendo il proprio intervento il più possibile generico e legato a principi relativamente vaghi – in modo da non esser tacciato di centralismo ed ingerenze illegittime; dall'altro, invece, intervenendo con una politica che favorisca le aggregazioni fra diversi Comuni.

> L'autonomia comunale rimane nel nostro ordinamento istituzionale un punto di riferimento ineludibile. I risultati delle politiche di aggregazione e lo sviluppo di pianificazioni e progetti su scala comprensoriale dovrebbero favorire una maggiore efficacia anche nella promozione di uno sviluppo territoriale sostenibile. (RCT, 2006, p. 18)

Prima di procedere oltre, dunque, è d'uopo aprire una parentesi per comprendere meglio la questione delle aggregazioni comunali e la sua giustificazione politica. «Dall'inizio degli anni Duemila, partecipando a un movimento che ha coinvolto una parte significativa dei cantoni svizzeri, il Ticino vive una profonda ridefinizione delle frontiere istituzionali interne» (Mazzoleni, 2013, p. 9). Per osservare più da vicino questa riforma ricorreremo allo studio commissionato dal Cantone a seguito dell'iniziativa parlamentare del 4 ottobre 1993, accettata all'unanimità dal Gran Consiglio il 7 marzo 1995, la quale affermava che:

> una ragionevole politica di fusione è indispensabile per porre rimedio alla insoddisfacente situazione di parecchi comuni che, avendo un ridottissimo numero di abitanti, non sono, malgrado l'impegno civico di singole persone, in condizione di svolgere i crescenti compiti assegnati ai Comuni, mancando le premesse e gli strumenti dell'autonomia comunale. (RCT, 1998b, p. 3)

[271] La difficoltà – o il disinteresse – della Lega nello sviluppare e difendere una visione territoriale coerente emergerà pure nel dibattito attorno al Parc Adula.

La situazione istituzionale è infatti ritenuta problematica dai politici cantonali, i quali osservano con preoccupazione l'estrema frammentazione del territorio. Questo tipo di constatazione non è una novità, anzi, «è praticamente dalla nascita del Cantone Ticino che, con ciclica regolarità protrattasi fino ai giorni nostri vengono formulate osservazioni relative all'eccessiva frammentazione istituzionale del territorio cantonale» (RCT, 1998b, p. 3). La debolezza strutturale del Cantone – come già sottolineato – deriverebbe insomma non solo dal suo passato di povertà e colonizzazione, ma anche dall'eccessiva frammentazione delle comunità che, in un ambiente ostico come quello del Ticino rurale, non poteva che peggiorare le condizioni di sopravvivenza. La mentalità campanilista estremamente sviluppata da quest'appartenenza radicata localmente ha generato una serie di disfunzionalità evidenti. Abbiamo già potuto osservare il caos edilizio e pianificatorio sorto da questa iper-frammentazione del territorio cantonale nelle diverse giurisdizioni comunali. Tale situazione ha però anche altri effetti sulla vita sociale del Cantone.

> È arcinoto che nell'ultimo secolo il Comune è diventato il nucleo produttivo di servizi pubblici più complessi ed onerosi affidatigli dalla collettività, ciò comporta l'esigenza di adattarlo sempre a questi nuovi bisogni rendendolo più efficace e quindi più economico. Questo principio trova scarsa applicazione nel Cantone Ticino. (RCT, 1998b, p. 10)

Di fronte all'aumento delle esigenze sociali, le istituzioni comunali non hanno infatti saputo adeguarsi con sufficiente rapidità. Ancora negli anni '80 si contavano in Ticino «un numero di 107 Comuni con meno di 150 fuochi, ossia oltre il 40% dei Comuni» (RCT, 1998b, p. 4). La taglia del Comune è un indicatore indiretto molto importante. Infatti si può desumere con una certa precisione la forza non solo in termini di capacità economiche ma anche di *know-how* e di quantità di persone attive nella politica locale.

> Il Comune deve essere parte attiva di questi processi, per far questo a sua volta deve modernizzarsi in quanto ben pochi degli attuali Comuni ticinesi possono dirsi, al di là della buona fede e dell'entusiasmo di singoli amministratori locali, in grado di garantire un contributo allo sviluppo del Cantone. (RCT, 1998b, p. 38)

Nel contesto della nuova realtà urbana, i Comuni di piccole dimensioni non hanno né le forze materiali, né le conoscenze pratiche e neppure la proiezione ideale per affrontare le sfide della contemporaneità. Il fatto che queste istituzioni siano vincolate ad un territorio comunale ristretto e costruito sul modello insulare (Elden, 2013; Schmitt, 2011) che non corrisponde più alla ripartizione reticolare dei fenomeni sociali è quanto mai problematico. L'inadeguatezza del modello insulare è pesantemente aggravata dalle minuscole dimensioni – non unicamente in termini di territorio ma anche di spazio sociale – della maggior parte dei Comuni ticinesi. Di fronte alla transizione urbana insomma «il Comune quale espressione di democrazia nel suo ruolo di detentore del potere decentrato vive così la sua più grande crisi istituzionale mancandogli sempre più la forza di contrattare con i poteri che gli sono superiori» (RCT, 1998b, p. 38). Vi sono poi ulteriori problemi. Comuni manifestamente troppo piccoli generano un deterioramento delle logiche democratiche a favore della cristallizzazione dei rapporti di forze locali. «Al di là della facciata le Assemblee di molti Comuni non offrono grandi stimoli al singolo per indurlo a partecipare attivamente, pure le iniziative sono appannaggio dei soliti con conseguente consolidamento di oligarchie» (RCT, 1998b, p. 45).

Le nuove sfide della realtà urbana, l'aumento dei servizi richiesti ai Comuni nonché la volontà di garantire una partecipazione democratica effettiva devono, secondo i politici cantonali, portare a riflettere sulle condizioni d'esistenza dei Comuni in Ticino[272].

> La realtà ticinese vede da decenni sopravvivere microcomuni al di sotto dei 100/120 abitanti nonostante una loro cronica debolezza strutturale che impedisce loro di adempiere in modo autonomo qualsiasi compito e che dovrebbero come tali essere fusionati in modo per così dire naturale. (RCT, 1998b, p. 23)

L'accenno ad uno sviluppo naturale che però non si manifesta non fa che confermare l'importanza dell'egemonia culturale nella vita sociale – «the concept of hegemony fills a space left vacant by a crisis of what […] should have been a normal historical development» (Laclau & Mouffe, 2014, p. 38). La *weltanschauung* ticinese è dunque profondamente segnata dall'attaccamento ideale a strutture di potere e brandelli di territorio e spazio sociale estremamente ridotti.
Sebbene la frammentazione istituzionale sia una costante nella storia del Cantone, la transizione urbana impone di risolvere una volta per tutte il problema. L'equilibrio fino ad allora vigente, infatti, permetteva la sopravvivenza di tutti i Comuni grazie ad una generosa opera di perequazione che, nella pratica, contribuiva all'inasprimento del problema. «Ancorché la Legge permetta di assistere anche Comuni in oggettiva difficoltà dovuta ad oneri od investimenti particolari cui sono vincolati, l'aiuto permette in troppi casi di perpetuare situazioni di cronica insufficienza finanziaria e di totale inefficacia amministrativa, del tutto irrisanabili» (RCT, 1998b, p. 39). Un meccanismo pensato per sostenere quei Comuni che si trovano in un periodo di difficoltà – insomma, per rilanciare la progettualità comunale – si trasforma, nel contesto iper-frammentato del Cantone, in un modo per mantenere in vita dei Comuni senza alcuna progettualità né possibilità reale di influenzare il proprio territorio e dunque di contribuire al benessere generale della società. Contro questa deriva legale il Cantone propone una riforma – entrata in vigore nel gennaio 2003 – che sospende la «copertura automatica del disavanzo dei comuni da parte delle autorità cantonali» (Pilotti, 2013, p. 79). In Ticino si assiste alla progressiva distanza fra la percezione idealizzata e la realtà socio-culturale.

> Il singolo è infatti portato a credere ad un inesistente potere di autodeterminazione e di influenza sulla realtà locale in realtà del tutto teorico-idealistico se non retorico. Ciò che non viene mai detto è che il concetto europeo dell'autonomia locale va riferito a Comuni funzionali in grado, lo si ribadisce, di assumere pienamente ed efficacemente compiti di servizio per il cittadino fungendo nel contempo da catalizzatori di democrazia e da deterrente verso politiche centralizzatrici. (RCT, 1998b, pp. 43-44)

I Comuni con popolazioni troppo ridotte non possono infatti né fornire i servizi adeguati né esercitare alcun tipo di potere in modo autonomo. Essi sono *de facto* gestiti dal Cantone, poiché sottostanno ai controlli dell'autorità cantonale per poter approvare i propri conti. In questo senso, essi non sono garanzia di decentramento del potere ma, al contrario, favoriscono una centralizzazione invisibile. Per favorire il superamento di quest'idealizzazione dei piccoli Comuni sono state messe in campo diverse strategie – tra cui la scelta del termine per questo riordinamento territoriale: non si parla infatti di *fusioni*, ma di «"aggregazioni" comunali, alludendo alla capacità di non assorbire le differenti realtà, ma di valorizzarne le specificità» (Pilotti, 2013, pp. 62-63). L'influenza del comunalismo svizzero è onnipresente e difficilmente superabile.

[272] Una ricerca potrebbe essere dedicata all'influenza del prof. Dafflon, dell'Università di Friborgo, sulla generazione di pianificatori incaricati di elaborare la riforma dei Comuni. Cfr. ad esempio Dafflon and Ruegg (2001).

	1850	1900	1941	1980	2000
Popolazione ticinese	**117'759**	**138'638**	**161'882**	**265'899**	**306'846**
15 comuni più popolosi	30522	47841	70031	124381	130065
% di popolazione	25.9	34.5	43.3	46.8	42.4
Comuni sotto i 400 residenti	134	145	144	114	100
Residenti	36'047	37947	34206	22818	14494
% di popolazione	30.6	27.4	21.1	8.6	4.7

Tabella 4. Fonte: (USTAT, 2018d).

Come si può comprendere, il numero eccessivamente alto di Comuni che non superano i 400 residenti risulta quanto mai problematico, e conferma altresì il quadro interpretativo dal quale sono emerse le mancanze e le incompetenze della pianificazione a livello comunale. I dati sono ancora più drastici se si considera – al pari dei responsabili cantonali – che

> in Ticino oggi, l'ente comunale presenta una certa solidità a partire da una taglia demografica situata indicativamente attorno ai 1'200 abitanti. Si tratta di una dimensione minima, che presenta già un certo consolidamento strutturale ma che più fattori indicano come ben inferiore a quella ottimale (quella che segnatamente massimizza i benefici economici). Tuttavia, considerata l'attuale frammentazione istituzionale del territorio ticinese e l'esistenza di diverse realtà regionali, l'indicazione di un valore minimo appare più operativa. (RCT, 1998a, p. 86)

Nel 1980, solo 50 Comuni superavano i 1'200 residenti. Su 114 Comuni al di sotto di 400 abitanti, inoltre, ben 42 avevano una popolazione inferiore alle 100 unità. La situazione non poteva essere peggiore per affrontare in modo razionale e pianificato lo sviluppo urbano del Cantone. Era dunque inevitabile tentare di sviluppare una politica di aggregazione che favorisse l'emergere di nuove istituzioni territoriali che potessero governare meglio i fenomeni dello spazio sociale.

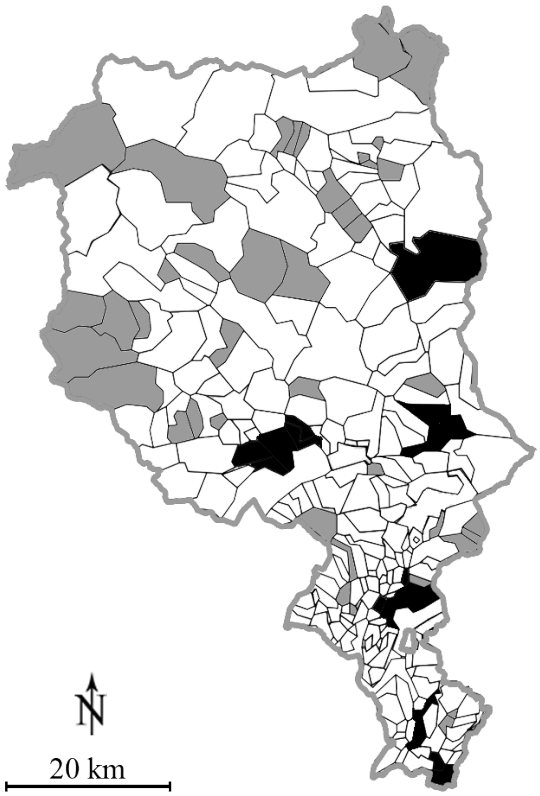


Figura 36. In nero i 15 Comuni più popolosi del Cantone, che raggruppano quasi il 47% della popolazione – «in Ticino dunque 4 abitanti su 10 risiedono in 12 Comuni» (RCT, 1998a, p. 10). In grigio i 42 Comuni con meno di 100 abitanti, che rappresentano poco più del 1% della popolazione. Si noti altresì l'estrema frammentazione del reticolo comunale ticinese, particolarmente acuto attorno a Lugano – il polo urbano più importante e dinamico. Questa situazione non poteva che essere fonte di problemi pianificatori e di gestione delle questioni urbane. Fonte: (USTAT, 2018d). Elaborazione propria

L'estrema frammentazione del territorio mostra al tempo stesso la grande ineguaglianza degli spazi sociali. Le condizioni di vita, i servizi, ma anche la risoluzione democratica dei conflitti d'uso e in generale le questioni legate alla rappresentatività sono infatti incomparabili nelle due differenti zone evidenziate dalla cartina. In ampi spazi del Cantone infatti vive una popolazione ridotta che sottostà ancora a pratiche che di fatto esulano i criteri moderni e si rifanno ai vecchi retaggi oligarchici. In spazi più ridotti, invece, quasi metà della popolazione risiede in una realtà chiaramente urbana con le problematiche e le sfide che tale quadro di vita impone. Per le autorità cantonali il problema non è tanto quello di comparare i due sistemi e valutare criticamente pro e contro di entrambi, quanto piuttosto di favorire la gestione e la transizione al modo di vita urbano.

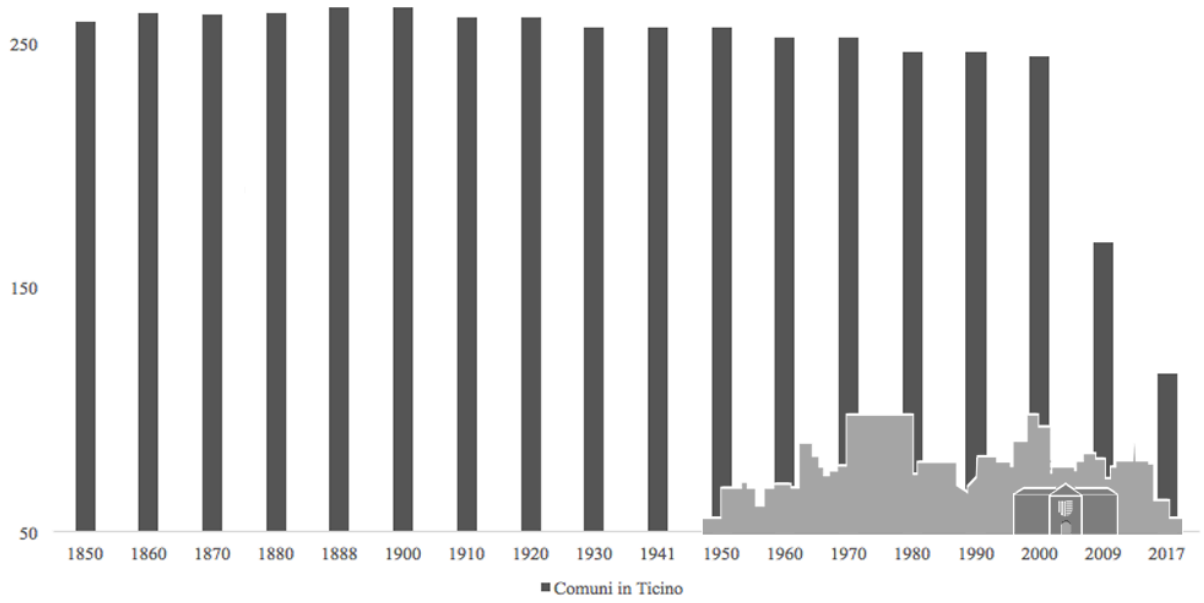


Figura 37. Il numero dei Comuni ticinesi dal 1850 al 2017. Si noti come a partire dal 2000 la politica di aggregazioni (silhouette grigio scura) abbia dimezzato il numero di istituzioni locali. Se nel 1950 – all'inizio del processo di urbanizzazione (silhouette grigio chiara) – essi erano 257, nel 2017 essi sono solamente 115. Fonte: (USTAT, 2018a)

Vi sono allora due assi di lavoro: da un lato unire i Comuni infra-urbani delle valli affinché possano raggruppare un territorio e una popolazione sufficienti per garantire i servizi minimi con una certa sicurezza; dall'altro unire il mosaico di micro-Comuni che circondano i poli urbani, specialmente nel Luganese e nel Mendrisiotto. Tali micro-Comuni infatti presentano diversi problemi non solo a livello di pianificazione – moltiplicazione inutile dei piani regolatori concernenti aree ridotte e mancanza di coordinazione a scala urbana – ma anche per quel che riguarda la ripartizione dei costi e dei benefici legati ai poli urbani (Lévy, 1994, pp. 250-251). La popolazione di questi Comuni approfitta infatti della vicinanza al centro e ai suoi servizi senza dover pagare per gli stessi ma al tempo stesso senza essere consultata per le tematiche urbane che la riguardano. Problemi economici dunque ma al contempo politici: la società urbana impone di ripensare – almeno entro i ristretti limiti della legalità vigente – la legittimità e la struttura delle istituzioni pubbliche.

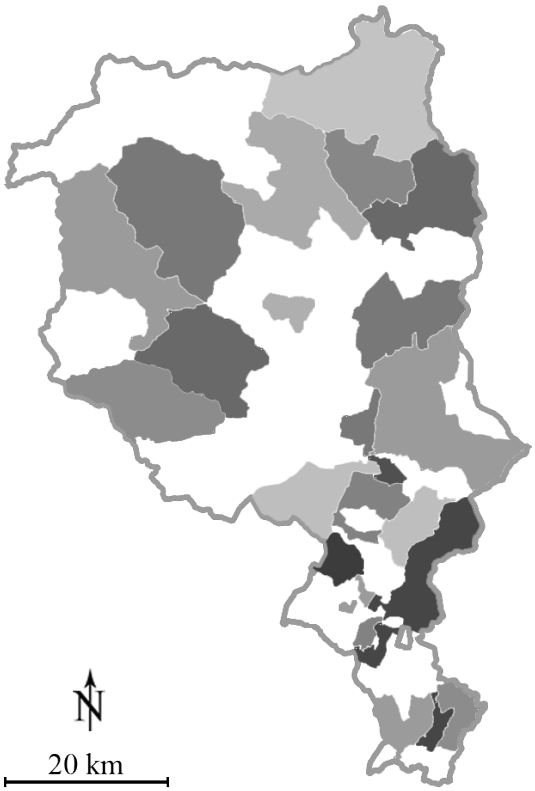


Figura 38. Le aggregazioni comunali avvenute fino al 2017. Si noti come il Luganese – zona fortemente urbanizzata – presenti ancora una notevole frammentazione comunale. Rielaborazione a partire dalla cartina: (RCT, 2018a)

Come possiamo osservare dalla cartina, il processo di aggregazione ha già coinvolto buona parte del territorio cantonale, affrontando così per la prima volta in modo diretto la questione della frammentazione comunale e approntando le basi per una gestione potenzialmente più adeguata ai fenomeni urbani che ormai caratterizzano la vita cantonale. Importante però è altresì notare le differenze fra i diversi poli d'importanza cantonale.

> Bellinzona e Locarno, nel fallimento dei loro primi tentativi di aggregazione, hanno dimostrato la forza delle logiche locali, ma anche la pregnanza di quella che possiamo definire una concezione «monoscalare» ed «endogena» del policentrismo che aveva dominato la storia ticinese per decenni. Per contro, il processo di aggregazione che ha interessato Lugano e Mendrisio si è mosso in un policentrismo «multiscalare» ed «esogeno» superando i confini non solo comunali, ma anche distrettuali, regionali e cantonali. (Pilotti, 2013, p. 92)

Ecco emergere questioni che risulteranno importanti per la pianificazione territoriale, come avremo modo di osservare. Non bisogna però credere che una semplice trasformazione istituzionale sia sufficiente a smuovere secoli di pratiche sociali e simboli condivisi dal substrato emotivo e identitario profondo dei ticinesi. «Even when the communes are overrun by a new reality, their old properties and individual spins long outlive the new reality and the self-image of the villages persists» (Diener et al., 2006, p. 278).
Dopo questo breve *excursus* sulla questione delle fusioni – un tema centrale nella pianificazione urbana ticinese e dunque nell'evoluzione dell'identità del Cantone, in special modo rispetto ai modelli ideali del gruppo dirigente – possiamo riprendere il commento del rapporto di consultazione del 2006.

Quali sono le dinamiche che hanno caratterizzato il Cantone a partire dal 1990? Innanzitutto, v'è da sottolineare il rafforzamento del polo luganese, che ha acquisito ancor più importanza nel contesto cantonale. Le tendenze sono chiare, e vedono

> un'ulteriore concentrazione dell'attività economica e delle diverse funzioni urbane nell'agglomerato di Lugano e un'ulteriore indebolimento delle relazioni tra aree urbane e aree montane. Nello scenario auspicabile, il rafforzamento di tutti i poli urbani attenua invece la tendenza alla concentrazione, mentre si incentiva maggiormente le sinergie tra agglomerati e aree periferiche, che si integrano in uno spazio funzionale unico. (RCT, 2006, p. 7)

Ecco che fra obiettivi desiderati e tendenze generali si constata un divario importante, che va a toccare proprio quanto stava al centro delle preoccupazioni della nozione di città-regione, vale a dire la questione del bilanciamento territoriale e della coesione sociale. Concretamente, dunque, la revisione del Piano direttore dovrà tener conto di queste sostanziali evoluzioni, in modo da risultare adeguata al contesto corrente.

> La revisione del Piano direttore non smentisce la nozione di città-regione, ma ne constata una sua evoluzione, in particolare:
> – con la riduzione dell'effetto frontiera il Ticino urbano è sempre più legato alle dinamiche dell'area metropolitana di Milano;
> – come in altre regioni, la metropolizzazione si manifesta con una maggiore polarizzazione delle dinamiche economiche negli agglomerati; in particolare nell'agglomerato di Lugano, il cui sviluppo è stato nettamente più forte rispetto alle altre parti del Cantone;
> – di conseguenza, la città-regione si è gradualmente trasformata in un sistema urbano strutturato sempre più da relazioni di tipo centro-periferia (tra l'agglomerato di Lugano e gli altri agglomerati di importanza cantonale) e sempre meno da relazioni di complementarietà. (RCT, 2006, p. 8)

L'importanza di Lugano cresce dunque in seno alla società urbana cantonale. A sua volta, le dinamiche di centralizzazione e polarizzazione dei flussi economici verso i poli hanno contribuito a rafforzare il divario fra centro e periferia, gettando le basi per ulteriori tensioni socio-territoriali. Sarà dunque compito della revisione del Piano del 1990

> – riconoscere all'agglomerato di Lugano un ruolo centrale nello sviluppo territoriale cantonale, evitando però di approfondire ulteriormente il divario con gli altri agglomerati;
> – rafforzare i poli di importanza cantonale di Bellinzona, Locarno e Chiasso-Mendrisio, in primo luogo con il proseguimento delle politiche di aggregazione;
> – meglio considerare le relazioni tra aree urbane e aree montane, in particolare attraverso politiche mirate al turismo, allo svago e alla valorizzazione del patrimonio. (RCT, 2006, p. 8)

Si tratta cioè di rafforzare l'attecchimento della realtà urbana non solo nei grandi poli, ma su tutto il territorio cantonale. Per ottenere questo risultato – simile a quanto già si proponeva idealmente di difendere il Piano del 1990 – verranno dunque evidenziate le potenzialità turistiche delle valli periferiche e le specializzazioni dei poli urbani d'importanza cantonale[273]. Questo dovrebbe al contempo smentire le preoccupazioni di coloro i quali – Regioni di montagna e Comuni *in primis* –temono «un crescente disimpegno del Cantone sul fronte della politica regionale» (RCT, 2006, p. 11). L'asse portante ideale dell'organizzazione territoriale è dunque la complementarietà: sia i poli d'importanza cantonale che le aree periferiche devono infatti riuscire a

[273] Come avremo modo di vedere nel caso del Parc Adula, tuttavia, questo cambiamento di politica da parte del Cantone rispetto alle zone periferiche non è sempre accettato di buon grado.

ricavare un proprio spazio nel panorama urbano cantonale senza generare una competizione inutile e dannosa a Lugano come polo cantonale.
Tutto ciò impone di pensare a diverse scale: il Ticino è infatti riuscito a rivestire un ruolo di snodo di transito europeo, e non può limitarsi a riflettere sulle diversità regionali o locali.

> La posizione geografica del Cantone impone un ragionamento a più scale: alla scala internazionale, come spazio urbano coinvolto nelle relazioni tra le aree metropolitane a nord e a sud delle Alpi; alla scala transfrontaliera, con relazioni sempre più importanti con gli agglomerati di Como e di Varese; alla scala cantonale, con una articolazione di agglomerati urbani e aree montane, aree dinamiche e aree in declino che devono essere gestiti in modo più efficace ricercando un equilibrio. (RCT, 2006, p. 7)

Il modello di pianificazione non può dunque che essere multiscalare, evidenziando ad ogni momento la scala corrispondente ad ogni fenomeno o preoccupazione. Il fatto che il Ticino sia vieppiù interconnesso, anche grazie all'accettazione della nuova trasversale alpina, dimostra il successo del Piano direttore del 1990 nel voler «allacciare il Cantone alla rete delle città svizzere, lombarde ed europee, qualificandosi quale regione strategica nel contesto alpino» (RCT, 2006, p. 26). Questo successo a scala internazionale pone però delle sfide che vanno affrontate a livello regionale. Nella logica dell'Alptransit – importante progetto di collegamento ferroviario Nord-Sud ad alta velocità – il Ticino rappresenta infatti principalmente una zona di transito che deve portare la ferrovia a connettersi con la metropoli lombarda e con il porto di Genova. Se per quanto riguarda la prospettiva continentale il ruolo del Ticino sembra essere assicurato grazie agli ingenti investimenti di Alptransit, vi sono invece diverse problematiche irrisolte a scala cantonale e regionale. Per garantire una migliore interconnessione e una maggior equità territoriale interna al Cantone, infatti, occorrono due stazioni lungo questa linea: una a Lugano come polo cantonale e una da situarsi a Bellinzona o nel Piano di Magadino fra il polo bellinzonese e quello locarnese (RCT, 2006, p. 10). La necessità di una doppia stazione sta a testimoniare sia la ripartizione territoriale del tessuto urbano in Ticino che la volontà politica di non centralizzare tutte le funzioni a Lugano.
Oltre al successo per quanto riguarda la connessione internazionale, una revisione del Piano del 1990 dovrà constatare il fallimento di politiche di carattere prettamente interno. «Il piano direttore del 1990 definiva una serie di poli e sub-poli regionali. Oggettivamente non si può dire che questa classificazione abbia avuto grossi influssi» (RCT, 2006, p. 13). L'inefficacia degli strumenti interni votati ad una maggior equità territoriale nella costruzione della società urbana ticinese hanno permesso alle logiche centro-periferia di prendere il sopravvento. Così, i pianificatori sono costretti ad ammettere che

> se nel 1980 e nel 1990 le reti del pendolarismo presentavano cinque centri principali d'attrazione, nel 2000 essi sono ridotti a tre. I flussi maggiori di Chiasso e Mendrisio sono diretti verso Lugano; Bellinzona diventa centro anche per Biasca; Cevio perde importanza e dipende direttamente dalla rete d'attrazione di Locarno. In pratica la struttura urbana del Cantone è ora suddivisa in tre aree. (RCT, 2006, p. 11)

Il monopolio del polo di Lugano sull'insieme del Mendrisiotto – regione già abbandonata a sé stessa nella pianificazione degli anni '90 poiché troppo soggetta ad influenze esterne e a cambiamenti irreversibili – non può che accrescere la preoccupazione per quanti aspirano ad una maggior equità nello sviluppo socio-territoriale. Di fronte a quest'evoluzione è bene allora modificare la concezione di città-regione.

> La natura delle relazioni tra Lugano e il resto del Cantone (rapporto centro-periferia), la tendenza degli agglomerati di Lugano e del Mendrisiotto a configurarsi come una sola area urbana e le altre trasformazioni indicate sono elementi

> fondamentali della revisione del Piano direttore. Per marcare questa evoluzione la proposta di organizzazione territoriale del Cantone è stata tradotta nel concetto di «Città-Ticino». (RCT, 2006, p. 14)

La città-Ticino costituisce dunque «l'evoluzione del concetto "Città-regione" del piano direttore del 1990» (RCT, 2006, p. 25). In che modo questa nuova concezione dovrà influenzare la pianificazione? Innanzitutto, affinando gli strumenti d'analisi urbana. Alla luce del fatto che «nel 2000 il 51,4% della popolazione cantonale risiedeva nella *corona*» (RCT, 2006, p. 11) periferica, occorre infatti prestare maggior attenzione a questa tipologia urbana.

> Il Piano direttore del 1990 contemplava una classificazione dei Ticino secondo quattro zone funzionali: centro, corona, retroterra e montagna. Questa delimitazione è stata ora affinata suddividendo la corona in due categorie: il suburbano, con caratteristiche territoriali vicine al centro (per densità, infrastrutture, servizi, …), e il periurbano, funzionalmente legato al centro (fa parte dell'agglomerato) ma essenzialmente residenziale. (RCT, 2006, p. 11)

In questo modo le caratteristiche funzionali dei diversi insediamenti dovrebbero poter emergere con più chiarezza. Inoltre, a partire dai ragionamenti sulle aggregazioni comunali, sono stati modificati i criteri in base ai quali considerare la sostenibilità dei Comuni periferici. «Per le aree discoste (retroterra e montagna) la struttura degli insediamenti non può più essere riferita alla capacità di attrarre attività economiche, ma piuttosto alla capacità di mantenere la popolazione sul posto. In altre parole, all'offerta di servizi» (RCT, 2006, p. 12). Non è dunque più l'attrattività economica dei Comuni ad essere rilevante nelle zone periferiche[274] ma la capacità di offrire i servizi richiesti dal Comune come istituzione di prossimità – in consonanza con quanto osservato riguardo alla giustificazione delle aggregazioni. Questo cambiamento manifesta altresì la concezione per cui le aree periferiche del Cantone non possano che essere votate al turismo e alla residenza, vale a dire a due funzioni complementari alle necessità dei poli urbani. Sminuire l'importanza dell'attrattività economica delle Valli significa di fatto considerarle parte integrante di un tessuto urbano nel quale svolgono una funzione unicamente complementare, senza poter aspirare ad uno sviluppo autonomo. La massima aspirazione urbana dei Comuni periferici sarà dunque mantenere costante la popolazione residente, e non più svilupparsi economicamente.

Vi sono due ulteriori elementi di questo rapporto che è interessante osservare. Il Piano del 1990 aveva favorito la modernizzazione del settore agricolo cantonale. Nel corso dell'analisi abbiamo potuto vedere che buona parte dei terreni agricoli prioritari si trova in zone a stretto contatto con i poli urbani e i fondivalle. La competizione fra pressione insediativa e conservazione delle superfici agricole era uno degli elementi importanti sollevati dal Piano direttore. Fra le osservazioni ricevute a proposito della proposta di revisione dello stesso, il Cantone sottolinea la volontà di alcuni di favorire ulteriormente una riduzione selettiva delle aziende. Si tratterebbe insomma di contribuire allo sviluppo agricolo unicamente laddove «è possibile gestire delle aziende di una certa dimensione» (RCT, 2006, p. 20). Questa politica permetterebbe infatti di liberare dai vincoli agricoli tutti quei terreni inseriti ormai in un mosaico insediativo urbano che non garantiscono una resa sufficiente e che costituiscono un ostacolo ad un'ulteriore crescita edilizia. Di fronte a queste richieste, il Cantone torna però a difendere le prerogative agricole, affermando che «confinare l'agricoltura nelle poche zone del fondovalle di una certa dimensione sarebbe però un errore» (RCT, 2006, p. 20). La lotta fra i diversi interessi per accaparrarsi lo scarso spazio disponibile cresce insomma con il progredire del fenomeno di inurbamento.

[274] Essa risulterebbe in ogni caso troppo ambigua e favorirebbe altresì velleità urbane di regioni che devono invece specializzarsi nelle funzioni infraurbane – un chiaro mutamento nelle politiche di tipo territoriale.

Un secondo aspetto interessante è quello sollevato dall'invecchiamento della popolazione. «La suburbanizzazione e la periurbanizzazione che hanno caratterizzato gli ultimi decenni rappresentano uno sviluppo poco sostenibile per le persone anziane» (RCT, 2006, p. 18). Sul lungo termine questo assetto territoriale risulterà dunque insostenibile. «È quindi probabile che le persone anziane si riavvicinino alla città; esiste però anche il rischio che esse vengano espulse verso le regioni periferiche, soprattutto dalla dinamica dei prezzi» (RCT, 2006, p. 18). Per la prima volta, i responsabili cantonali della pianificazione ragionano in termini abbastanza espliciti sul diritto d'accesso alla città, in questo caso alla città-Ticino. Rispetto agli anni '80, in cui le preoccupazioni legate alla giustizia spaziale riguardavano prevalentemente la relazione fra città e montagna, fra zone urbane e valli, nel Ticino ormai urbano del nuovo millennio iniziano ad emergere problematiche trasversali all'insieme del territorio, che hanno a che vedere sì con la possibilità d'accesso ma in questo caso di una categoria della popolazione. La lotta alla speculazione urbana, all'aumento dei prezzi e all'espulsione della funzione residenziale dai centri dovrà dunque diventare uno degli aspetti centrali della nuova pianificazione se non si vuole assistere ad un peggioramento importante della qualità di vita della popolazione in via d'invecchiamento.

2.2.2 Revisione del Piano direttore cantonale, Rapporto esplicativo, 2009

Archivio: https://www4.ti.ch/dt/dstm/sst/temi/piano-direttore/piano-direttore/rapporto-esplicativo-2009/
Timeline: 2009

Commento del PD 90

Prima di procedere ad enumerare le diverse proposte e osservazioni del PD 09, è interessante soffermarsi sull'analisi che esso fornisce dei risultati ottenuti dal primo Piano direttore. I pianificatori cantonali, in effetti, hanno osservato con attenzione gli effetti e i problemi affiorati nell'applicazione del PD 90. Ad emergere, in primo luogo, la problematicità di un Piano troppo generico e vincolato ad una scala temporale troppo estesa.

> La gestione del PD 90 ha in effetti messo in luce come la programmazione di lunga durata venga sovente superata dai fatti e risulti così velleitaria. Considerato inoltre che l'attuazione del PD non dipende solo dal Cantone ma in buona misura anche dagli enti locali e, secondo la nuova concezione del PD, anche da promotori privati, la programmazione dei tempi di attuazione comporta ancora maggiori incognite. (RCT, 2009, p. 10)

Che la pianificazione territoriale non debba più perseguire ideali troppo alti ed astratti, e che debba essere sviluppata in concerto con forze private è un elemento tipico della *governance* neoliberale (Foucault, 2010). Si tratta infatti non più di stabilire una differenza politico-morale tra ciò che *è* e ciò che *deve essere*, quanto piuttosto di segnalare una scala di accettabilità delle imperfezioni che risponda a criteri quantitativi sul modello costi/benefici. Lo sforzo politico di trasformare radicalmente la realtà è infatti necessariamente votato al fallimento di fronte ai limiti dell'esistente. L'integrazione dei privati, poi, indica l'accresciuta importanza epistemologica dell'economia, che rivendica per sé un ruolo di collegamento più diretto con il *mondo reale* rispetto alla politica, e si costituisce dunque come eminenza grigia del funzionamento statale. L'insuccesso statale nel conseguire alcuni degli obiettivi del 1990 è infatti imputato alla relazione insufficiente con il mondo dell'economia privata – presentato dunque come vero artefice della produzione dello spazio in epoca capitalista. «Parte degli obiettivi è stata mancata o raggiunta solo parzialmente. In generale spesso non sono state costruite sufficienti relazioni di cointeressenza con società ed economia» (RCT, 2009, p. 51). Solo riuscendo a interessare gli investitori privati – e non opponendosi ai loro interessi – il Piano può sperare di avere un'applicazione reale. Siamo dunque completamente all'opposto del modello

di giustizia proposto da Platone (2007) e Aristotele (2000) – i quali sottolineavano come l'arte economica sia l'unica disciplina nella quale non si assista ad una coincidenza ma ad uno scontro di interessi. Gli obiettivi politici – interesse generale – devono qui infatti accordarsi agli interessi economici – interesse privato – per potersi realizzare. La comprensione dell'economia è dunque completamente capovolta secondo il modello magico di crescita continua e produzione di valore *ex nihilo* (Sloterdijk, 2013).

Un altro elemento interessante è legato alla fragilità del Piano. La necessità di una revisione/valutazione continua dei suoi obiettivi e dei loro risultati riporta alla grande tendenza al *benchmarking* e alla quantificazione omogeneizzante – paradigma che esplicita e realizza il grande sogno borghese di un mondo completamente misurabile nel quale tutto può essere dunque afferrato e compreso in base al criterio economico. Al tempo stesso, trapelano le caratteristiche del paradigma della crisi, per cui ogni realtà e ogni progetto sono sottomessi ad una pressione crescente in modo da ottenere risultati costantemente in crescita: le voci discordanti vengono perciò progressivamente silenziate, allontanate dalla considerazione del gruppo dirigente che rivendica la validità dei propri progetti su un piano apparentemente tecnico e non più politico o ideale – altra caratteristica tipica della governance neoliberale (Allmendinger & Haughton, 2011). Prosegue e si approfondisce insomma la presa della razionalità neoliberale nei discorsi e nelle prospettive delle autorità cantonali, già espressa in modo più attenuato nella redazione del PD 90.

Dopo queste osservazioni di carattere più generale di metodo, osserviamo più concretamente i risultati ottenuti e quelli mancati nel ventennio precedente. Il Piano del 1990 si è in generale «dimostrato più efficace nell'ambito della salvaguardia dell'ambiente, della natura e del paesaggio» (RCT, 2009, p. 51) che non negli aspetti più propositivi legati agli spazi insediativi. Esso è stato – come abbiamo già avuto modo di sottolineare – un Piano più correttivo e palliativo che realmente propositivo. Enumerando i diversi ambiti nel quale la protezione ambientale si è dimostrata efficace, i pianificatori si soffermano sul ruolo del bosco e sulla sua rinnovata gestione – sia sul piano scientifico che su quello economico. «Il bilancio sul bosco è abbastanza positivo. Esso è sì avanzato, ma in misura contenuta» (RCT, 2009, p. 52). La moderazione della crescita testimonia la rinnovata attenzione per la gestione agricola nonché per una gestione attiva del patrimonio forestale. Anche per quanto riguarda l'agricoltura, tuttavia, i risultati sono in chiaro-scuro. Il settore infatti continua a mostrare la propria fragilità – sia per quanto riguarda la capacità di attirare nuovi lavoratori che per la difesa dei terreni agricoli nei fondivalle.

> L'obiettivo della salvaguardia della superficie per l'avvicendamento delle colture (SAC) è stato raggiunto, ma il bilancio, al capitolo territorio agricolo, non soddisfa completamente. […] Non può essere taciuta un'ulteriore perdita di superficie utile agricola […]. Ciò è avvenuto sia negli alpeggi – dove, in seguito all'abbandono dell'attività, la foresta e il territorio improduttivo sono avanzati –, sia nelle zone di fondovalle a causa della pressione dello sviluppo urbano. Della superficie agricola utile venuta a mancare il 42% è diventato area improduttiva, il 35% bosco e il 23% superficie d'insediamento. (RCT, 2009, p. 53)

La tutela dell'agricoltura e la gestione del bosco dovranno insomma restare prioritarie nell'azione globale del Cantone.



Figura 39. La superficie agricola persa dal 1985 al 1997. In grigio scuro i terreni diventati insediativi, in grigio chiaro quelli ritrasformatisi in bosco o terreno improduttivo. Si noti come la cementificazione dei fondi agricoli si concentri nei fondivalle e attorno ai poli urbani. Rielaborazione propria a partire dalla carta presente nel Piano: (RCT, 2009, p. 54)

Più incoraggiante invece la situazione di monitoraggio dei pericoli naturali, contro cui si stanno lentamente prendendo le adeguate misure di protezione. In quest'ambito dunque «gli obiettivi sono stati raggiunti, appoggiandosi anche sull'entrata in vigore, assieme al PD 90, della Legge cantonale sui territori soggetti a pericoli naturali. Questi ultimi sono stati infatti identificati e la maggior parte dei PR in vigore considera ora in modo adeguato la sicurezza» (RCT, 2009, p. 55). Seppur parzialmente, gli obiettivi del PD 90 sulla tutela territoriale e sulla gestione degli elementi naturali possono dirsi globalmente raggiunti. Diversa è invece la situazione per quanto riguarda gli insediamenti e il loro sviluppo. Riconoscendo la limitatezza dell'approccio urbanistico adottato a suo tempo, i pianificatori constatano che il vecchio Piano «non ha manifestato sufficiente attenzione nei confronti degli agglomerati, anche a causa di un certo atteggiamento sostanzialmente antiurbano diffuso negli anni in cui fu elaborato» (RCT, 2009, p. 51). Questo elemento è assai interessante poiché rimanda a una serie di considerazioni centrali per il nostro lavoro. Il carattere antiurbano della mentalità svizzera è emerso a più riprese (Diener et al., 2006; Salomon Cavin, 2005; Salomon Cavin & Marchand, 2010), ed è stato alla base della contraddittorietà di vedute che fondavano la volontà di *centralizzazione decentralizzata* del primo Piano direttore. Occorrerà osservare, in sede del Piano di seconda generazione, se questa contraddizione sia stata realmente risolta o se l'ideologia antiurbana continui ad essere un elemento rilevante[275].

[275] Per comprendere la forza del sentimento anti-urbano ticinese contemporaneo e l'accettazione o il rifiuto della visione proposta dal PD 09 analizzeremo infatti il dibattito pubblico concernente la creazione del Parc Adula.

Proseguendo con l'analisi, i responsabili cantonali elencano una carrellata di fallimenti dai quali possiamo trarre alcune interessanti conclusioni.

> Diversi obiettivi previsti dal PD 90 non hanno potuto essere raggiunti. In particolare:
> - Siccome i PR contengono zone edificabili sovradimensionate non è stato possibile delineare chiaramente le aree insediative rispetto al territorio libero.
> - È stata salvaguardata la SAC minima prescritta, ma l'erosione del terreno agricolo utile è continuata in modo significativo.
> - Per quanto concerne la promozione dell'immagine del paesaggio cantonale si può al massimo parlare di contenimento dei danni, poiché a lato della positiva valorizzazione delle componenti naturali è stato trascurato il territorio costruito.
> - È mancata la ricomposizione paesaggistica dei territori del fondovalle, dove l'edificazione è stata diffusa e disordinata.
> - Il tema dei rustici, pur dibattuto intensamente per anni, solo recentemente ha acquisito un autentico significato di componente per la valorizzazione del paesaggio.
> - Non è stata prestata sufficiente attenzione alla riqualifica delle rive dei laghi. (RCT, 2009, p. 57)

In primo luogo è dunque importante osservare che la tensione fra competenze comunali e cantonali non sia affatto risolta. Nonostante le aggregazioni comunali in atto, infatti, i Piani regolatori continuano ad essere sovradimensionati e a peccare di una visione troppo limitata. La mancanza di una cultura urbanistica e pianificatoria a scala comunale resta dunque un problema di prim'ordine per lo sviluppo urbano cantonale. La difesa della funzione agricola non è stata sufficientemente efficace – appunto anche a causa dell'incompetenza e del disinteresse comunali. Se la difesa e valorizzazione delle componenti naturali del territorio hanno dato – come detto – alcuni frutti, è invece completamente mancata una reale tutela e un miglioramento delle qualità insediative. La questione sarà fondamentale e verrà a più riprese citata come una delle priorità di intervento. La periurbanizzazione continua ad essere un fenomeno diffuso e caratterizzante al quale le autorità non riescono a porre rimedio. Interessante altresì il riemergere della questione dei rustici e delle rive dei laghi – problematiche sollevate già dai responsabili turistici e nei discorsi urbanistici degli anni '80. Il Ticino si caratterizza insomma come una realtà territoriale affetta da problemi cronici che generano un peggioramento progressivo della qualità insediativa. Una delle grandi preoccupazioni delle autorità sarà proprio questa: migliorare il tessuto insediativo prestando speciale attenzione alla vivibilità e alla sostenibilità intesa in senso largo, che è uno degli ambiti in cui il PD 90 si è rilevato più inefficace.

> Non è stato conseguito l'obiettivo di una migliore qualità urbanistica, come si evince dalla scarsa considerazione della rete viaria secondaria come spazio pubblico, dall'insufficiente presenza di verde urbano, dalla mancata riqualifica di centri storici e dei quartieri residenziali, dalla non considerazione della struttura degli insediamenti in funzione dell'accesso tramite i mezzi pubblici e così via. La causa risiede nel fatto che l'attuazione pratica passa dai PR, che in genere non hanno proposto un disegno urbanistico o territoriale d'insieme per i vari comparti. (RCT, 2009, p. 59)

La frammentazione istituzionale, nonché l'impreparazione tecnico-pianificatoria degli impiegati comunali e l'ancora diffusa mentalità localista e campanilista hanno reso vane le aspirazioni delle autorità cantonali per quanto riguarda la riqualifica del tessuto insediativo, così come lo sviluppo di politiche coordinate in materia di qualità urbane – spazi verdi, coerenza insediativa, mobilità dolce… Il dilettantismo dei Comuni e la loro

prospettiva campanilista sono dunque additati dai responsabili cantonali fra le cause fondamentali dei problemi insediativi e dei gravi difetti strutturali del Ticino urbano[276].

L'ordinamento del Ticino

Iniziamo dunque la nostra analisi prestando attenzione agli elementi interni al Cantone, per spostarci successivamente ad analizzare la sua posizione e le sue interrelazioni nella più vasta rete urbana continentale. Prima di commentare i diversi punti particolari sollevati dai pianificatori, è interessante sottolineare le tendenze generali che definiscono lo sviluppo ticinese negli anni precedenti al PD 09.

Fra questi, assume una certa rilevanza il fenomeno della precarietà. Sempre più inserito in un contesto urbano e di mercato interconnesso, anche il Ticino subisce infatti gli effetti dell'aumento della competitività globale. Abbiamo già sollevato in sede teorica considerazioni sulla struttura spaziale e di mercato che si impone col tardo capitalismo. Gli effetti di questa struttura sono ora palpabili anche in Ticino.

> Fra i principali fenomeni strutturali che emergono dall'osservazione decennale si manifesta il marcato aumento dei posti di lavoro a tempo parziale a scapito di quelli a tempo pieno. Infatti dal 2001 al 2005 la crescita in posti equivalenti al tempo pieno è stata soltanto dello 0,6%; rispetto al 1995 vi è stata addirittura una diminuzione dell'1,7%. (RCT, 2009, p. 38)

La popolazione cantonale esperisce dunque una progressiva precarizzazione, che non può non ripercuotersi sulle questioni identitarie. Di fronte ad un presente vieppiù ostile, infatti, v'è una generale e incosciente tendenza all'idealizzazione del passato – tendenza che a sua volta rafforza la resilienza della mentalità campanilista-localista. Il fatto che in Ticino l'avvento della società urbana coincida con un aumento della precarietà lavorativa e dunque anche esistenziale – un aumento talmente importante da essere citato dalle autorità cantonali nel Piano direttore – non può infatti che rafforzare, nella popolazione, una generale attitudine anti-urbana.

Altro elemento preoccupante per la realtà cantonale è quello dell'invecchiamento della popolazione. Questo risponde a una tendenza generale in tutti i paesi post-industrializzati, ma presenta delle caratteristiche particolarmente incisive per il Ticino, che registra dei tassi d'invecchiamento maggiori rispetto a quelli degli altri cantoni svizzeri.

> Altro importante fenomeno demografico è stato il proseguimento dell'invecchiamento della popolazione, tant'è che l'indice di anzianità ticinese si è ancor più allontanato dalla media nazionale: nel 2000 in Svizzera era di 67 anziani (persone con più di 64 anni) per 100 giovani (meno di 20 anni), in Ticino di 90 anziani per 100 giovani; nel 2007 il dato nazionale risultava di 76 anziani per 100 giovani, quello ticinese di 103 anziani per 100 giovani. (RCT, 2009, p. 37)

Il fatto che alla popolazione attiva sempre più precarizzata si affianchi una popolazione anziana sempre più numerosa, in una situazione urbana nella quale la mancanza di coordinazione pianificatoria e l'aumento della periurbanizzazione segnano un tessuto insediativo diffuso e poco denso non può che preoccupare i responsabili cantonali. Gli anziani, avendo un accesso minore alla mobilità motorizzata, costituiscono infatti una popolazione a rischio nelle zone peri- e sub-urbane, dove l'abitazione è costruita attorno alla dominanza dell'automobilità e v'è una carenza strutturale di servizi. Più la popolazione invecchia più assume importanza infatti la centralità urbana, con i suoi elementi positivi – maggior contatto, presenza di mezzi pubblici e

[276] Ciò costituisce di fatto un autoesonero del Cantone dalle responsabilità del fallimento.

possibilità di spostamento tramite mobilità dolce o in modo multimodale, vicinanza dei servizi fondamentali… Le zone centrali forniscono insomma un quadro di protezione sociale agli anziani[277]. L'aumento della popolazione anziana aggrava dunque la problematica dello *sprawl* urbano: non più semplicemente spreco irrazionale di territorio ma anche fattore di segregazione e debilitazione di parte della popolazione ticinese.

Disparità intraregionali

Per quanto riguarda gli sviluppi territoriali negli anni precedenti, il PD 09 constata il fallimento della volontà del primo Piano di garantire uno sviluppo policentrico al Cantone. «In questi ultimi 15 anni all'interno del Cantone le disparità intraregionali, già presenti durante gli studi effettuati per il PD 90, si sono ulteriormente accentuate» (RCT, 2009, p. 40). Sono due gli effetti principali di questa tendenza: la scomparsa dei centri secondari e il ruolo preponderante dell'agglomerato luganese[278].

> Si è assistito infatti ad una riduzione del numero dei centri nodali principali: oggi il Sottoceneri si configura come un'unica area di influenza pendolare dominata dall'agglomerato di Lugano, mentre nel Sopraceneri permangono due poli di attrazione ben delineati: Bellinzona e Locarno. Nel 1990 invece v'erano cinque aree distinte, ognuna con i suoi centri e sottocentri nodali: le Tre Valli, il Bellinzonese, il Locarnese e Vallemaggia, il Luganese ed infine Chiasso e Mendrisio.
>
> Questo mutamento, determinato dall'evoluzione delle singole regioni, è uno degli elementi base dell'organizzazione del Cantone. Infatti la Città-regione del PD 90 si è gradualmente trasformata in un sistema urbano sempre più caratterizzato da relazioni centro-periferia. (RCT, 2009, p. 46)

La vita del Cantone si concentra sempre più attorno ad alcuni centri – in special modo Lugano: «La supremazia del centro di Lugano, la cui forza economica era già palese nel 1990, non solo si è riconfermata, ma è aumentata nel tempo» (RCT, 2009, p. 41).

[277] Che è il corrispettivo professionalizzato e urbano della protezione che essi avevano nel quadro non specializzato e famigliare dei piccoli villaggi rurali.

[278] L'esistenza di un disequilibrio importante a livello economico e territoriale fra le diverse regioni del Cantone porterà ad un dibattito di fondo sul modo in cui affrontare questa situazione – se cioè ricorrere al principio politico di riequilibrio forzato, favorendo investimenti a fondo perso in regioni periferiche e sostenendo dunque la *centralizzazione decentralizzata*, oppure se favorire la specializzazione funzionale di ogni regione e così mantenere la diseguaglianza economica e territoriale, ma risolvere la questione nell'integrazione spaziale a scala superiore e nel transito a una spazialità reticolare che superi i limiti di quella insulare. Questo dibattito sarà esplicitato meglio nell'analisi del dibattito sul Parc Adula.

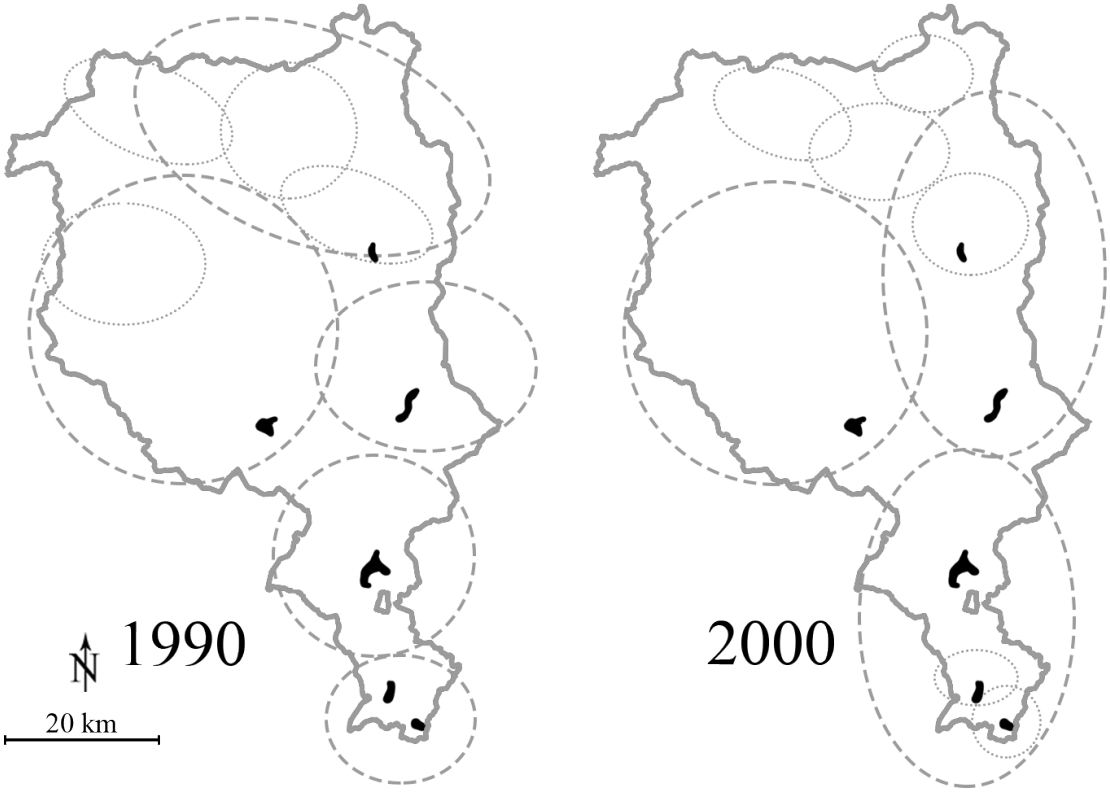


Figura 40. L'attrazione pendolare nel 1990 e nel 2000. Si noti la riduzione di centri d'attrazione principale, in special modo con l'annessione del Mendrisiotto all'area luganese e della parte meridionale delle Tre valli a Bellinzona. Le zone periferiche risultano vieppiù isolate dalle regioni economicamente più dinamiche – che a loro volta si accentrano progressivamente. Rielaborazione propria a partire delle cartine presenti nel Piano: (RCT, 2009, p. 47)

Tutto ciò genera uno squilibrio ancor maggiore fra la regione dominante e quelle periferiche, materializzando due situazioni socio-economiche, identitarie e territoriali distinte se non opposte. Il graduale aumento delle disparità regionali è destinato – senza un intervento forte da parte del Cantone – a rafforzarsi. In assenza di adeguati correttivi infatti

> sul piano interno si assisterà a un'ulteriore concentrazione di popolazione, posti di lavoro e risorse economiche nell'agglomerato di Lugano. Aumenterà così il divario tra Sopra e Sottoceneri e diminuirà la coesione territoriale. Inoltre l'edificazione diffusa andrà a compromettere l'ultima risorsa territoriale parzialmente libera del Cantone, il Piano di Magadino. Infine ampie regioni montane dall'alto valore paesaggistico saranno confrontate con il problema dell'abbandono delle attività economiche e con la mancanza di risorse per la gestione territoriale. (RCT, 2009, p. 63)

Emergono dunque diverse problematiche che conviene osservare più in dettaglio per avere un'idea più precisa delle sfide che dovrà affrontare il Cantone nei decenni successivi. In primo luogo, Lugano come centro cantonale valica con la propria sfera di influenza il Luganese per rafforzarsi come il polo dominante anche nel Mendrisiotto. Il Sottoceneri intero ruota dunque attorno al polo luganese.

> Negli ultimi 20 anni è cresciuta la polarizzazione su Lugano, che ha ulteriormente rafforzato la sua influenza sul Mendrisiotto. […] Questi cambiamenti indicano un rafforzamento anche qualitativo dell'agglomerato di Lugano quale centro economico e finanziario del Cantone. Esso si afferma infatti come centro sempre più diversificato ed opera sempre più, alla scala cantonale, con la stessa logica di un centro metropolitano sulla scala nazionale. (RCT, 2009, p. 44)

Questa predominanza mostra dinamiche di tipo centro-periferia che aumentano le tensioni e le disparità. La differenza economica e demografica fra i diversi comuni del Cantone diventa poi una differenza fiscale, che a sua volta si tramuta in una differenza nella quantità e qualità dei servizi pubblici erogati nelle diverse località.

> Da questa evoluzione fiscale, che riflette quella economica, deriva non solo un accentuarsi dello squilibrio finanziario tra Comuni ma anche l'aumento della disparità delle risorse pro capite (la perequazione ovviamente non compensa integralmente i divari). L'analisi fiscale mostra poi come la crescita delle differenze non è avvenuta solo per regioni (Luganese, Locarnese, …) e per agglomerati, ma anche per aree: il divario tra il Ticino urbano e quello periferico è ulteriormente aumentato. (RCT, 2009, p. 41)

Il Cantone constata come le zone periferiche non soffrano unicamente di carenze economiche, ma siano anche dotate di servizi pubblici meno efficienti e completi. Differenze fra il Ticino urbano e quello montano, tra le aree centrali e quelle periferiche si notano dunque in ogni ambito. Quest'evoluzione risulta problematica per i responsabili cantonali. Infatti, essi sono «preoccupati dall'aumento delle disparità all'interno del Cantone tra la città-regione, che comprende gli agglomerati urbani di Bellinzona, Chiasso-Mendrisio, Locarno e Lugano, nei quali si concentrano sempre di più le attività economiche e i posti di lavoro, e il Resto del Cantone, che ristagna» (Angelo Rossi, 2008, p. 5). Particolarmente interessante osservare altresì come differenti zone implichino popolazioni con caratteristiche distinte. All'urbanizzazione del Cantone sono seguiti per tutta la seconda metà del XX secolo dei tentativi di migliorare la scolarizzazione della popolazione da parte delle autorità cantonali. Un Cantone urbano necessita infatti di lavoratori vieppiù istruiti – questa è la dinamica che nel tardo capitalismo mobilita il sapere come strumento di produzione. La complessità del mondo urbano – apparati tecnici e tecnologici, sviluppo economico e sociale – rendono dunque necessaria la presenza di una popolazione formata e con capacità e conoscenze adeguate. In questo ambito, la necessità di intraprendere una formazione superiore al di là del ciclo obbligatorio diventa stringente.

> In vent'anni la parte di popolazione al di sopra dei 14 anni con formazione superiore conclusa è quasi raddoppiata, ma il Ticino rimane ancora al di sotto della media elvetica: si situa infatti ad un livello di poco inferiore al 90% della stessa. La popolazione con formazione superiore è oggi maggiormente presente nelle corone dei centri e in tutta l'area urbana di Lugano. (RCT, 2009, p. 37)

Che la popolazione istruita si sposti vicino ai grandi poli urbani non è sorprendente. Come detto, infatti, un tessuto economico avanzato necessita di lavoratori formati. Ciò che risulta interessante ai fini della nostra ricerca è invece comprendere come questa concentrazione di personale qualificato attorno al Luganese non faccia che accrescere le disparità fra zone periferiche montane e centri urbani. Da un lato troviamo infatti dei Comuni poco popolosi, con difficoltà nell'erogazione dei servizi basici, un tessuto economico poco attrattivo e una popolazione prevalentemente poco istruita; dall'altro invece dei poli urbani dinamici, con sufficiente capacità finanziaria e una popolazione vieppiù educata. La differenza non potrebbe essere maggiore – e riflettersi poi in tensioni e rivendicazioni identitarie e politiche.

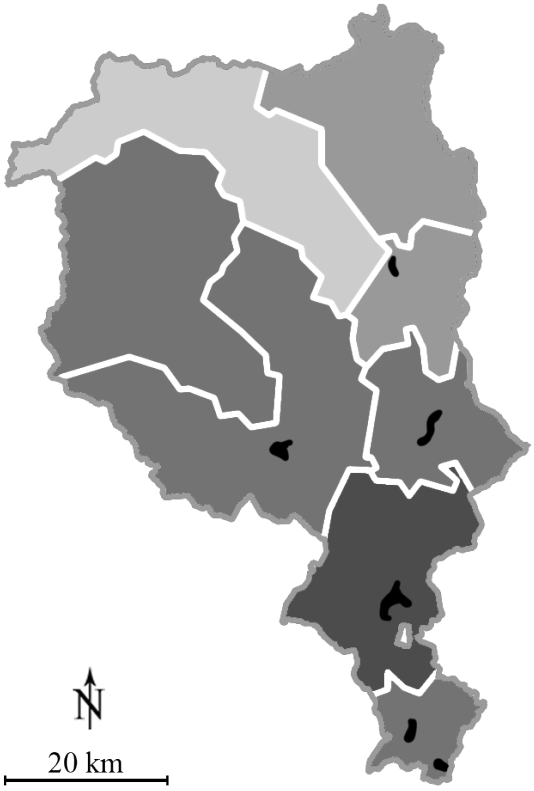


Figura 41. Percentuale di residenti con una formazione di terzo grado terminata. Nel Luganese essi sono fra il 30 e il 35% della popolazione; nel Mendrisiotto, Locarnese, Bellinzonese e Vallemaggia essi sono fra il 25 e il 30%; nella Riviera e Blenio si attestano fra il 20 e il 25% della popolazione e in Leventina non superano il 20%. Si noti in particolare che le zone prossime o connesse ai centri urbani possiedono una popolazione più istruita. Rielaborazione a partire dalla carta: (UFS, 2018).

Queste differenze sono poi aggravate dalle dinamiche demografiche. Infatti – come già abbiamo avuto modo di osservare – il Ticino vive due fenomeni demografici fondamentali: l'invecchiamento della popolazione e l'aumento dei flussi migratori. Il primo fenomeno colpisce in modo negativo soprattutto la popolazione delle zone sub- e peri-urbane, che si trovano in una situazione di fragilità ed esclusione dovuta all'impostazione delle infrastrutture di mobilità – in cui l'automobilità è di fatto l'unico paradigma dominante. Il «progressivo invecchiamento della popolazione, soprattutto in certe aree periferiche» (RCT, 2009, p. 33) è uno degli aspetti su cui il Cantone dovrà chinarsi dunque per garantire una maggior integrazione sociale e la protezione di una fascia crescente della popolazione da dinamiche di esclusione e marginalità. Da notare inoltre che il Ticino, dalla redazione del PD 90, ha vissuto «l'intensificarsi e il diversificarsi dei nuovi flussi migratori» (RCT, 2009, p. 33) divenendo una realtà sempre più cosmopolita e multiculturale. Questo, a sua volta, non può che generare tensioni identitarie – soprattutto in quella parte del Cantone che già vive situazioni di crisi e marginalizzazione. La ripartizione demografica mostra insomma l'aumento delle disparità e delle differenze territoriali.

> Nelle regioni di montagna, benché fortemente rallentatosi, è proseguito il declino già riscontrato negli anni '80, specie nelle Tre Valli, mentre l'aumento di popolazione è avvenuto nelle aree urbane, soprattutto nelle corone dei centri. Tuttavia se fino al 1990 la maggior crescita è stata nei comuni suburbani, in seguito essa è avvenuta in zone residenziali sempre più lontane dai centri (periurbanizzazione), in particolare nella corona esterna di Lugano e sul Piano di Magadino. Questa evoluzione differenziata ha fatto sì che oggi nelle aree urbane risiedono più di 4 persone su 5 (86,8% nel 2007), di cui quasi la metà (45,8%) in quella Luganese. (RCT, 2009, p. 36)

Il Ticino è dunque demograficamente una realtà completamente urbana, vieppiù concentrata nel Luganese. Le dinamiche di aumento della periurbanizzazione e della suburbanizzazione della popolazione – unite alla generale carenza di mezzi di trasporto pubblici e all'invecchiamento della popolazione costituiscono uno dei grandi problemi del futuro: l'esclusione e la marginalità. Al tempo stesso, la progressiva multiculturalità nel tessuto sociale del Cantone acuisce le differenze fra i piccoli Comuni montani e i grandi centri urbani per quanto riguarda la percezione della realtà sociale e l'interconnessione con il resto della rete urbana continentale e mondiale, accrescendo così la conflittualità fra le due zone del Cantone.
Ecco allora tracciate le due principali separazioni del Cantone: quella fra zona urbana e zona infraurbana – si assiste infatti ad un «processo di concentrazione di attività economiche e della popolazione avvenuto sul territorio cantonale» (RCT, 2009, p. 41); «Gli spazi al di sotto dei 500 m slm rappresentano solo il 14,5% dell'intera superficie cantonale, ma accolgono più dell'80% della popolazione ed oltre il 90% dei posti di lavoro» (RCT, 2009, p. 42) – e quella all'interno della zona urbana fra zone centrali e aree sub- e peri-urbane.

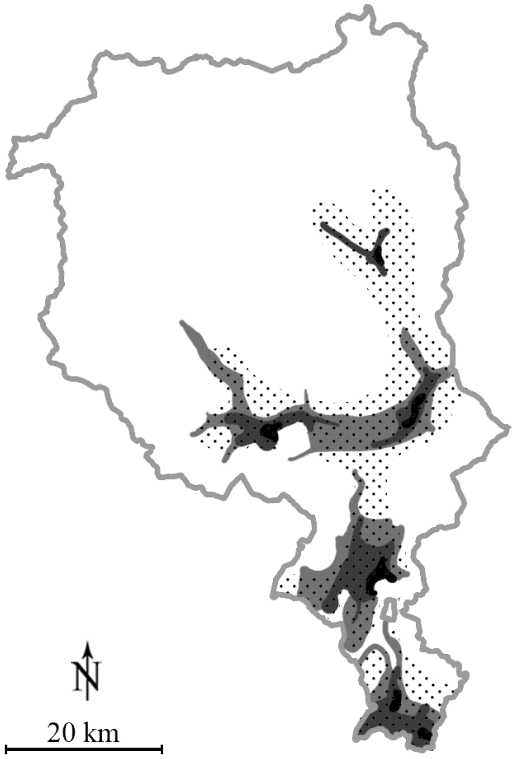


Figura 42. La zona propriamente urbana del Cantone. In nero i centri urbani. Grigio scuro le zone suburbane, grigio più chiaro quelle periurbane. In bianco le zone di retroterra, quelle di montagna e i laghi. In puntinato i fondivalle, territori al di sotto dei 500 metri di altitudine. Rielaborazione a partire dalle carte: (RCT, 1990, p. II.11; 2009, p. 73)

Di fronte a queste disparità territoriali, il Cantone si trova costretto a compiere delle scelte. Come detto, la tradizionale visione svizzera in termini di equilibrio territoriale appare al tramonto. La razionalità dominante, di stampo neoliberale, afferma di voler far sviluppare ogni regione in modo individuale e personalizzato. Non più dunque investimenti pubblici per rendere equilibrate le offerte di servizi e infrastrutture in ogni regione, ma piuttosto specializzazione crescente delle stesse per favorire le dinamiche locali già in atto. Questa nuova vocazione è però modulata qui ancora una volta attraverso la vocazione alla policentricità: «ogni regione deve essere messa nella condizione di poter valorizzare le sue specificità concorrenziali. Il Rapporto sugli

indirizzi auspica un modello territoriale policentrico, differenziato per vocazioni e competenze e inclusivo di un sistema di trasporti efficiente e sostenibile» (RCT, 2009, p. 26). Si può ben comprendere come questa volontà di policentrismo dovrà scontrarsi, a sua volta, con i limiti di sviluppo delle varie regioni. Si continua cioè a desiderare uno sviluppo complessivo per l'intero territorio cantonale, pur rivendicando allo stesso tempo la necessità di una maggior personalizzazione delle politiche regionali a dipendenza delle caratteristiche specifiche di ogni realtà. Questo processo continua e si iscrive nella tendenza anti-urbana e policentrica tradizionale che aveva influenzato il primo Piano direttore. Ecco dunque che, «riconosciuto il ruolo centrale assunto da Lugano, sono messi in opera tutti i possibili strumenti (aggregazioni, promozione economica, miglioramento della rete dei trasporti pubblici…) per ricostituire l'equilibrio cantonale attraverso la valorizzazione delle altre regioni» (RCT, 2009, p. 70). Nonostante siano cambiate la terminologia utilizzata e alcune delle modalità di applicazione, il principio di fondo sembra essere lo stesso: favorire la *centralizzazione decentralizzata* del territorio cantonale. La contraddizione del PD 90 non sembra dunque ancora risolta nel PD 09, che ripropone la volontà di sviluppo urbano in tutto il territorio cantonale.

Vi sono però alcune importanti differenze. Fra le più rilevanti, spicca il fatto che i pianificatori cantonali dei primi anni duemila sono coscienti che lo sviluppo decentrato dovrà concentrarsi sui diversi poli urbani e non sulle regioni realmente montane e periferiche. Si tratta cioè di mantenere il più possibile un certo equilibrio fra i diversi poli urbani – non permettendo la concentrazione su Lugano – mentre nei confronti delle zone infraurbane si procederà con politiche di specializzazione e convergenza piuttosto che con tentativi di mantenere un certo equilibrio territoriale. La tendenza anti-urbana svizzera influenza ancora la pianificazione cantonale, ma unicamente per quanto riguarda le zone propriamente urbane. Per quanto riguarda invece le zone infraurbane, esse sono vieppiù gestite secondo criteri di *governance* neoliberale favorenti la specializzazione.

Più in generale si può osservare come le carenze strutturali che avevano caratterizzato la genesi della realtà urbana ticinese – il fatto che il PD 90 sia arrivato con una quarantina d'anni di ritardo sulla formazione della struttura urbana e che non sia stato in grado di prendere decisioni precise chiare ed efficaci per migliorare la qualità di questa – continuano dunque a protrarsi.

Le problematiche urbane

Come abbiamo potuto osservare, il risultato complessivo del lavoro di pianificazione comunale era già negli anni '80 problematico, poiché delimitava delle aree edificabili chiaramente sovradimensionate. Questa situazione non era stata affrontata dal PD 90, che pur di evitare opposizioni ed essere accettato rapidamente aveva preferito limitarsi a impedire nuovi ampliamenti delle zone edificabili. Due decenni dopo il primo Piano direttore, il problema rimane inalterato. La superficie edificabile

> è ancora sovradimensionata: dal 1980 al 1994 la riserva è calata dal 38% al 31%, ma poi non si sono fatti ulteriori progressi e si è unicamente riusciti a contenere ulteriori espansioni in occasione di revisioni di singoli PR. Così la parte di terreno destinato all'edificazione per i prossimi 10-15 anni è ancora di tre volte superiore alle previsioni di sviluppo in termini di spazio individuale per l'abitazione, il lavoro e il soggiorno turistico. A rendere ardua la concretizzazione della strategia del PD 90, due elementi. Primo: i PR di prima generazione, antecedenti il PD 90, erano già sovradimensionati; secondo: la tesaurizzazione dei terreni da parte dei privati. Il nuovo PD si prefigge di promuovere meglio l'utilizzazione delle aree edificabili interne agli abitati (intensificazione, ma di qualità) e di ridurre l'edificazione diffusa, in crescita soprattutto nel periurbano. (RCT, 2009, p. 58)

Anche in questo caso dunque si osserva come i piani regolatori comunali siano i maggiori responsabili dei problemi di pianificazione – ciò che rimanda alle tensioni fra potere centrale ed autonomia locale, ancora

presenti nella realtà ticinese del terzo millennio. Sulle relazioni di potere centrale-locale ritorneremo in seguito, per il momento concentriamoci invece sugli effetti urbani di questo sovradimensionamento delle zone edificabili. La prima conseguenza tangibile è chiaramente la periurbanizzazione. Di fronte all'avanzare di un tessuto urbano incoerente e di scarsa qualità, infatti, i ticinesi che ancora possono tentano di trovare rifugio in paesi accessibili in automobile ma considerati più incontaminati, a contatto con la natura. Questa fuga dall'urbano ha in realtà come effetto la diffusione del tessuto edilizio.

> Autour de la ville s'installe une périphérie désurbanisée et cependant dépendante de la ville. En effet, les «banlieusards», les «pavillonnaires», ne cessent pas d'être des urbains même s'ils en perdent conscience et se croient proches de la nature, du soleil et de la verdure. Urbanisation désurbanisante et désurbanisée, peut-on dire, pour souligner le paradoxe. (Lefebvre, 2015, p. 15)

La periurbanizzazione non solo spande il tessuto urbano in comuni che non ne erano ancora stati toccati considerevolmente, ma lo fa anche spesso con modalità estensive e non intensive – vale a dire contribuendo ancor di più al consumo di superfici – garantito dall'offerta sovradimensionata di terreno edificabile. «Contenere questa edificazione diffusa e disordinata [periurbanizzazione] è obiettivo importante del nuovo PD: vi è infatti un eccesso di area riservata all'edificazione nei PR (tant'è che il 34% della stessa è ancora libera) e la riserva di spazio esistente è superiore di almeno tre volte ai bisogni» (RCT, 2009, p. 42).
Oltre a questo grave problema – derivato appunto dalla mancanza di preparazione delle autorità locali e dalla loro grande autonomia – il Ticino sta vivendo un altro fenomeno tipico del mondo urbano: l'apparizione di grandi superfici commerciali. Queste costituiscono uno degli elementi centrali del nuovo sistema urbano capitalista – privatizzando la stessa piazza del mercato, infatti, esse contribuiscono alla concentrazione di capitale e al rafforzamento della presa della classe borghese sulle pratiche sociali e culturali della popolazione. Al di là di queste considerazioni di fondo sulle caratteristiche essenziali di tali centri, occorre riconoscere che essi hanno pure importanti effetti urbanistici – in special modo in un contesto montuoso in cui lo spazio insediativo è tutto sommato limitato, come nel caso ticinese.

> Gli insediamenti commerciali hanno conosciuto una notevole espansione soprattutto nell'ultimo ventennio, generando un forte impatto sul territorio. Situati in genere presso gli svincoli autostradali (Mendrisiotto e Luganese) o lungo un asse di transito a forte percorrenza (Piano di Magadino), sono sorti secondo criteri meramente funzionali, generando diversi problemi. Tali aree mancano perlopiù di spazi pubblici qualificati, sono caratterizzate da disordine urbanistico e generano grossi flussi di traffico e un elevato inquinamento dell'aria. Dalla diffusione della funzione dell'acquisto ai margini degli agglomerati risultano penalizzati i centri urbani tradizionali, che perdono attrattiva, e le zone periferiche discoste, che subiscono la scomparsa dei piccoli punti di vendita. Al tema perciò il nuovo PD dedica particolare attenzione. (RCT, 2009, p. 43)

L'apparizione improvvisa e disordinata di grandi centri commerciali in tutto il territorio è di nuovo il risultato del sovradimensionamento delle zone edificabili, nonché dell'incapacità comunale di gestire questi grandi progetti tenendo in considerazione ogni aspetto urbano – in special modo la mobilità e l'impatto di questi centri sul resto della regione e le sue infrastrutture.

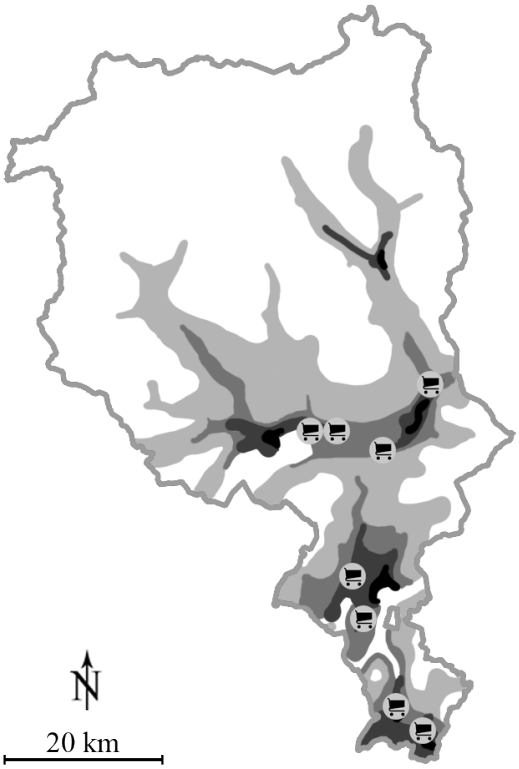


Figura 43. I grandi generatori di traffico in Ticino. In nero i centri urbani. Grigio scuro le zone suburbane, grigio più chiaro quelle periurbane e in grigio chiaro il retroterra. In bianco le zone di montagna e i laghi. I carrelli della spesa indicano i grandi generatori di traffico – centri commerciali e di svago. Si noti la loro posizione a cavallo fra la zona suburbana e quella periurbana, in luoghi tipicamente difficili da raggiungere senza un trasporto motorizzato privato. Rielaborazione a partire dalle carte: (RCT, 2009, pp. R8, 20; 73)

Nemmeno nel caso di un comune urbano come Mendrisio dunque si può intravvedere una politica pianificatoria seria e complessiva. Al contrario, laddove i requisiti formali sono rispettati – cosa abbastanza semplice dato il sovradimensionamento delle zone edificabili – i comuni tendono a non interferire con considerazioni più ponderate sull'assetto urbano complessivo.
Mentre più in generale la domanda di nuovi edifici dovrebbe ridursi gradualmente – secondo le previsioni dei pianificatori – i grandi centri commerciali continueranno a chiedere e consumare nuove superfici.

> Le richieste in termini di nuovo spazio insediativo non saranno rilevanti, con però un'importante eccezione: quella dei centri commerciali e del tempo libero. Essi sono e rischiano d'essere i maggiori consumatori di territorio nelle corone degli agglomerati con relativo aumento della pressione sulla mobilità, essendo grandi generatori di traffico. (RCT, 2009, pp. 61-62)

Insediandosi nella cintura periferica, poi, questi centri sono spesso mal connessi alla rete di trasporti pubblici. L'impatto sull'automobilità di questi luoghi è tale dunque da meritargli l'appellativo di grandi generatori di traffico. Il Cantone non si vuole opporre per principio alla loro costruzione, ma ritiene che essi debbano insediarsi in zone studiate per poter sopportare un'importante volume di traffico e dunque dotate di un allacciamento preferenziale al servizio pubblico – cosa che per il momento non è avvenuta.

> Si tratta pertanto di stabilire zone specifiche da destinare a questi usi e di considerare fin dall'inizio tutte le implicazioni territoriali: incremento della domanda di mobilità, viabilità, carichi ambientali, qualità urbanistica, inserimento nel paesaggio, incidenza sul tessuto dei commerci al dettaglio, eccetera. Oltre a ciò è assai importante usare al meglio le aree già destinate a questo tipo di utilizzazione e migliorarne l'accessibilità tramite i trasporti pubblici. (RCT, 2009, p. 88)

In generale dunque osserviamo come il Piano continui ad essere correttivo più che progettuale: esso analizza i problemi del territorio e tenta di proporre soluzioni palliative, ma non riesce ancora a costituirsi come il progetto da seguire per edificare il futuro urbano del Cantone. In particolare, la mancanza di una visione territoriale complessiva da parte dei Comuni risulta cruciale nel determinare le problematiche urbane.

Qualità urbana e spazio pubblico

I responsabili cantonali osservano inoltre una generale mancanza di qualità nello spazio insediativo urbano. In primo luogo, l'assenza di una pianificazione adeguata ha permesso alle imprese di insediarsi al di fuori delle zone industriali proposte. Nel ridotto territorio dei fondivalle si mischiano dunque senza coerenza un insieme di attività che rendono gli insediamenti meno vivibili.

> In questi spazi la localizzazione delle attività economiche è avvenuta nell'ordine dei 2/3 al di fuori delle zone artigianali e industriali, interessando in buona parte le zone residenziali. Il fondovalle del Cantone è così caratterizzato da una mescolanza funzionale in un continuum produttivo con poche cesure. Il tema è ora diventato più attuale: vanno pertanto promosse iniziative per riconvertire, riqualificare, ricucire e raggruppare le aree industriali esistenti, in base anche al principio di uso parsimonioso del suolo. (RCT, 2009, p. 60)

Andranno dunque intraprese delle azioni per definire meglio il tessuto insediativo, risparmiando territorio e migliorando la qualità delle varie zone. Quest'evoluzione casuale delle attività artigianali all'interno di aree non industriali, così come il protrarsi dei fenomeni speculativi e una generale carenza di sensibilità architettonico-urbanistica da parte degli addetti comunali è alla base di un grave problema che concerne l'insieme urbano del Cantone. Agli occhi dei pianificatori cantonali, infatti,

> va pure sottolineato come la qualità urbanistica tenda a deteriorarsi. Gli enti locali si sono concentrati su delimitazione di zone e regolamentazioni edilizie piuttosto che orientare lo sviluppo degli insediamenti e la qualità degli spazi urbani. Gli spazi pubblici sono quantitativamente e qualitativamente insoddisfacenti, così come la viabilità secondaria, irrazionale e poco attrattiva per i pedoni. Il linguaggio architettonico e urbanistico è talvolta povero (palazzine, casette e grandi contenitori). Nelle aree residenziali domina la casa unifamiliare, in particelle sempre più limitate che non instaurano alcun dialogo con lo spazio pubblico stradale. (RCT, 2009, p. 43)

Caos, assenza di qualità e di contatto con il contesto caratterizzano gli insediamenti ticinesi contemporanei, contrapponendoli perciò alla relazione organica e ordinata col paesaggio dei villaggi nella società rurale del passato. Interessante in particolare osservare come nella mentalità ticinese odierna la casa unifamiliare dotata di giardino – se possibile chiuso ad ogni contatto con l'esterno tramite le apposite protezioni – sia ancora un'ideale da perseguire. Questa si legittima infatti con la volontà di sfuggire alla densità che caratterizza i centri urbani e avvicinarsi invece ad un rapporto più diretto con la natura ammaestrata del giardino: la casa unifamiliare rappresenta dunque in estrema sintesi la concretizzazione del sogno borghese del dominio dell'uomo e della tecnica sulla natura, ridotta a mero substrato e a elemento estetico. «La maison individuelle avec jardin (propriété + nature) et l'automobile sont apparues comme les piliers d'une certaine idée des relations individu/société» (Lévy, 1994, p. 350). La volontà di possedere un minuscolo lembo di terra,

privatizzato e disconnesso dal proprio contesto, rimanda all'ideale della campagna urbanizzata – quella campagna in cui il verde ha una funzione meramente paesaggistico-estetica ma è però completamente addomesticato – non richiede cioè le fatiche e i sacrifici che la campagna come elemento essenziale imponeva ai contadini nella loro *sisifica* lotta per la sopravvivenza. Tale modo di costruire non solo palesa importanti limitazioni concettuali – come appunto l'estetizzazione appiattente della natura – ma si pone altresì come strumento per diffondere il modo di vita urbano – non cittadino, ma urbano! – al di fuori dei limiti dei centri. Per sostenersi, questa conformazione necessita di un consumo importante di superfici edificabili – e si pone così in piena contraddizione rispetto alla volontà espressa di un consumo razionale e morigerato del territorio da parte dei pianificatori. Ecco dunque che il Piano, per potersi veder realizzato, dovrebbe ergersi contro i desideri fondiari della popolazione, entrando in competizione per stabilire un nuovo ideale d'abitazione.
Queste dinamiche sono da ascrivere a due importanti fenomeni interconnessi fra loro: la mancanza, nella società urbana contemporanea, di una cultura condivisa (Ortega y Gasset, 2010b) che favorisca la formazione di un gusto estetico comune – mancanza che si risolve nella piattezza di individualismi completamente estranei al proprio contesto che, invece di esaltare la propria peculiarità, ottengono come effetto complessivo una banalizzazione del costruito (Scolari, 2006) – e la conseguente assenza di preparazione cultural-architettonico-urbanistica da parte dei responsabili comunali. Le autorità locali, mancando di una cultura specifica – carenza dovuta sia alla rapida transizione dal rurale all'urbano che alla strutturale mancanza di cultura condivisa nella società urbana contemporanea[279] – non si sono pertanto occupate di favorire la qualità urbanistica negli insediamenti ticinesi. Al contrario, esse hanno semplicemente vegliato – in modo più o meno efficace – sul rispetto dei criteri formali. Così facendo, la classe politico-amministrativa locale ha dimostrato di non essere affatto preparata ad affrontare le sfide poste dalla nuova realtà urbana. Questa impreparazione ha contribuito a generare nuovi importanti problemi che devono essere sanati per preservare la vitalità e l'attrattività del tessuto urbano ticinese.

> Sostenere la funzionalità degli insediamenti, specie negli agglomerati, e migliorarne la qualità urbanistica ed architettonica, rappresentano ulteriori premesse per assicurare al Cantone uno sviluppo economico e sociale adeguato e compatibile con il suo territorio. Ciò presuppone tra l'altro l'adozione di misure a livello locale sulle zone edificabili, il cui sovradimensionamento causa costi di urbanizzazione sproporzionati, che a loro volta tolgono risorse per qualificare lo spazio urbano. Importante, in materia di insediamenti, anche il tema delle residenze secondarie. (RCT, 2009, p. 84)

I responsabili comunali dovranno dunque sforzarsi di più per favorire migliorie concrete e tangibili nella qualità insediativa. Fra i compiti più semplici ed efficaci, a questo proposito, la formazione di nuovi spazi verdi. Mentre intervenire nel tessuto privato – favorendo l'integrazione con il contesto e con lo spazio pubblico – è assai complesso, più semplice è inserire degli spazi verdi nello spazio pubblico e metterli in relazione fra loro. Questo compito è di fondamentale importanza, poiché la nuova società urbana impone di pensare al proprio tessuto non solo in modo quantitativo ma anche da un profilo qualitativo. «La qualità dello spazio pubblico è lo specchio di una società. Garantire la funzionalità e la fruibilità dello spazio pubblico è un compito che va ben al di là di questioni puramente estetiche ed è determinante dal profilo sociale, economico e anche ambientale» (RCT, 2009, p. 88). Il fatto che i ticinesi e le loro autorità si siano per lunghi anni disinteressati *de facto* alla qualità dello spazio pubblico – come sembra suggerire il PD 09 – è dunque

[279] Questa mancanza è strutturalmente funzionale alla consolidazione del potere: laddove non sono esplicitati criteri comuni, è impossibile operare uno stravolgimento o un superamento degli stessi, e la situazione socio-culturale appare dunque inalterabile.

indicativo della loro scarsa preparazione ad affrontare le problematiche legate all'urbano, così come il loro essere ancora radicati in una mentalità fondamentalmente rurale nella quale la qualità dello spazio pubblico sembrava garantita dalla struttura stessa della società – panorama curato dall'agricoltura, attività fondamentale, contesto culturale condiviso e omogeneo, forte sentimento di comunità e coesione in piccole comunità locali. Questo radicamento nel passato ci mostra la tragica dissonanza fra la rapidità dell'evoluzione delle pratiche socio-economiche e la lentezza dei cambiamenti che riguardano invece l'ontologia inconscia – il modo attraverso cui le persone comprendono il mondo. I Comuni rurali, pur non esistendo più nella realtà materiale, continuano a sopravvivere nella percezione della popolazione (Diener et al., 2006, p. 278).
Per i responsabili cantonali diviene dunque fondamentale «promuovere, in particolare nel fondovalle e nella fascia collinare, una rete di spazi verdi per lo svago e il tempo libero, da integrare con la protezione della natura, l'uso agricolo e la gestione del bosco. Le aree di fondovalle sono quelle più contese e conflittuali» (RCT, 2009, p. 89). Questa rete di spazi verdi dovrebbe garantire una protezione sufficiente alle funzioni e agli usi economicamente più deboli ma che rivestono un ruolo importante nella vita sociale: tempo libero, agricoltura, residenza primaria… Solo attraverso la tutela del verde e l'ampliazione della quantità ma anche della qualità dello spazio pubblico ticinese – attraverso una politica di coordinamento e integrazione – sarà allora possibile fermare il declino della qualità urbana che, altrimenti, minaccerà la qualità di vita dei residenti e così facendo metterà ancor più a repentaglio la possibilità di uno sviluppo futuro per il Cantone. Infatti, «il mantenimento di un'elevata qualità di vita è essenziale affinché il Ticino possa essere attrattivo per la residenza, il turismo e l'insediamento di attività produttive ad alto valore aggiunto» (RCT, 2009, p. 97).

Paesaggio, parchi, musealizzazione e identità

Una delle politiche di sviluppo urbano del Cantone dovrà dunque essere la creazione di una rete di parchi e spazi pubblici di qualità. I parchi a cui si riferisce il PD 09 non sono semplicemente spazi verdi urbani. Vi sono regioni nella zona infraurbana e montana che potrebbero costituire dei Parchi nazionali per rafforzare la propria visibilità e la propria offerta turistica, andando così a favorire lo sviluppo di queste zone montuose. Due progetti stanno iniziando a prendere forma in quegli anni: il Parc Adula e il Parco del Locarnese. Entrambi questi progetti si propongono di difendere l'ecosistema locale e di favorire lo sviluppo del territorio e delle comunità residenti grazie agli introiti del turismo. Questo sviluppo è auspicato dai pianificatori cantonali. Infatti per essi «l'attrattiva del Cantone è riconosciuta a livello internazionale. Su di essa si articola una promozione turistica integrata con quella dello svago per la popolazione residente» (RCT, 2009, p. 97). Si tratterebbe insomma di sviluppare le regioni periferiche favorendo il loro inserimento nel contesto turistico – vale a dire mettendole a disposizione e servizio delle regioni urbane confinanti ed estere. «La decisione di una collettività di aderire alla creazione di un parco può rispondere, soprattutto nelle zone rurali, ad una progettualità economica regionale atta a valorizzare il patrimonio territoriale» (RCT, 2009, p. 82)[280].
Si rafforza dunque la volontà di una specializzazione duale del territorio ticinese: da un lato gli spazi urbani produttivi, dall'altro quelli infraurbani turistico-ricreativi. «C'est un cas remarquable d'une *production d'espace* qui se poursuit par différence interne au mode de production» (Lefebvre, 2000, p. 71) – «le néo-capitalisme et le néo-imperialisme partagent l'espace dominé en régions exploitées pour et par la production (des biens de consommation) et en région exploitées pour et par la consommation de l'espace. Tourisme, loisirs deviennent de grands secteurs d'investissement et de rentabilité» (Lefebvre, 2000, p. 408).

[280] Avremo modo di vedere, analizzando il dibattito che ha portato alla bocciatura del Parc Adula, la reazione della popolazione locale a questa iniziativa.

Oltre ai due possibili parchi nazionali, il Cantone identifica dei territori d'interesse cantonale, che potrebbero svilupparsi come polmoni verdi e aree di ricreazione per turisti e popolazione locale. Il primo e più importante di essi è situato sulla pianura più grande del Cantone, minacciata dall'espansione crescente dei poli di Bellinzona e Locarno.

> Il Parco del Piano di Magadino è l'asse portante del Concetto di sviluppo del PdM sviluppato nella relativa scheda comprensoriale del PD 90. Natura, agricoltura e svago rappresentano i principali pilastri su cui costruire questo progetto, che mira a valorizzare e gestire le potenzialità di quest'area strategica nell'ambito dell'organizzazione territoriale cantonale e comprensoriale. Si segnala inoltre il Monte Generoso, del quale è in realizzazione il relativo PUC: le disposizioni di questo piano sono infatti equiparabili per obiettivi e contenuti a quelli di un parco naturale. (RCT, 2009, p. 83)

Interessante osservare che, in particolare per quanto riguarda il Piano di Magadino, si tratterebbe non tanto di un parco per sviluppare una zona periferica in senso turistico, quanto piuttosto di un tentativo di mantenere una seppur minima superficie verde e libera nella più importante pianura cantonale, preservando così le funzioni agricole e di svago del territorio e tentando altresì di strutturare con maggior qualità lo *sprawl* urbano che collega Bellinzona e Locarno. La vicinanza dei due possibili parchi cantonali ai poli urbani principali nonché ai grandi generatori di traffico – centri commerciali e di svago – mostra la loro funzione inerentemente urbana. Mentre i parchi nazionali servirebbero a veicolare un ideale della natura incontaminata opposto all'immagine della città – favorendo però in realtà l'urbanizzazione delle regioni di montagna tramite le attività turistiche – quelli cantonali dovrebbero invece iscriversi nella quotidianità del tessuto urbano ticinese, garantendone la qualità e la diversità. Non tanto attrattori «anti-urbani» o infraurbani quanto piuttosto caratteristiche salienti del tessuto urbano cantonale.

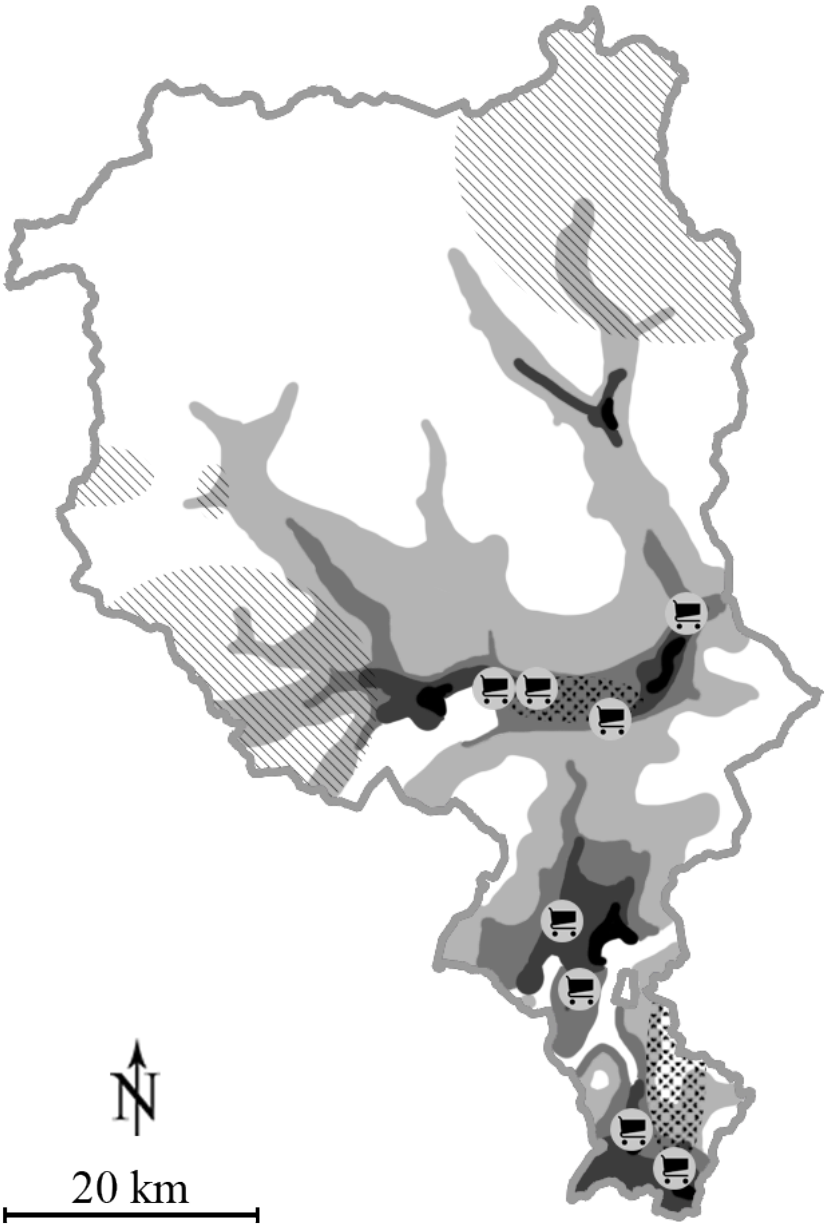


Figura 44. In nero i centri urbani. Grigio scuro le zone suburbane, grigio più chiaro quelle periurbane e in grigio chiaro il retroterra. In bianco le zone di montagna e i laghi. In diagonale le aree del Parc Adula e del Parco del Locarnese. In puntinato i parchi cantonali del Piano di Magadino e del Generoso. I carrelli della spesa indicano i grandi generatori di traffico – centri commerciali e di svago. Rielaborazione propria a partire dalle cartine presenti nel piano: (RCT, 2009, pp. P5, 8; R8, 20; 73). Si noti la posizione dei due parchi nazionali in zona di retroterra e montana, mentre i due parchi cantonali sono in zone estremamente vicine ai centri urbani e ai grandi generatori di traffico: v'è una chiara differenziazione fra le funzioni del verde *incontaminato* infraurbano e quelle del verde *qualitativo* urbano.

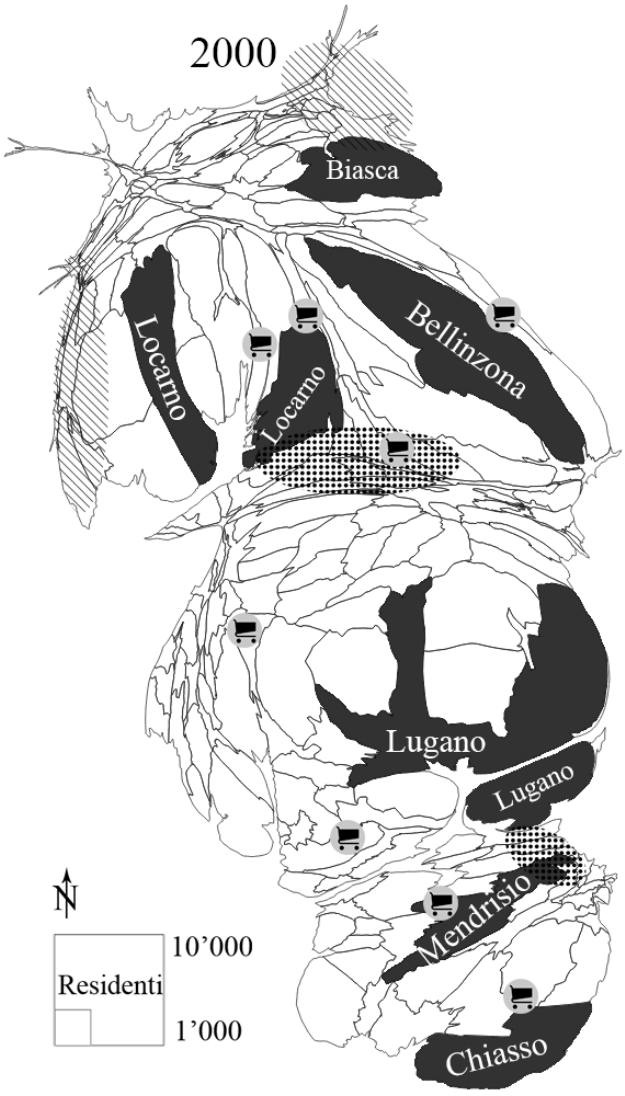


Figura 45. I grandi generatori di traffico e i parchi in Ticino. Anamorfosi in base alla popolazione. Fonte: (USTAT, 2018d). Elaborazione di Raphaël Bubloz con ScapeToad, dati: SwissTopo GG25/2004, DV084371. La superficie dei Comuni non è proporzionale ai km^2, ma al peso demografico. In diagonale le aree del Parc Adula e del Parco del Locarnese. In puntinato i parchi cantonali del Piano di Magadino e del Generoso. I carrelli della spesa indicano i grandi generatori di traffico – centri commerciali e di svago. Rielaborata a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 2009, pp. P5, 8; R8, 20; 73).

Si apre dunque una nuova fase nella vita del Cantone. Nei cinque decenni precedenti al PD 09, infatti, si è assistito alla distruzione relativamente indisturbata del tessuto insediativo tradizionale. Gli assetti del Ticino rurale sono stati completamente stravolti. Dopo la grande distruzione, però, vediamo aprirsi la fase della tesaurizzazione e della museificazione dei brandelli rimasti. Per capire meglio questo passaggio è bene sviluppare una riflessione più generale. In questa nuova prospettiva risulta fondamentale il lato qualitativo del tessuto urbano – è esso a garantire la vitalità dei centri, in special modo delle città medio-piccole, che non possiedono un'offerta culturale sufficiente a controbilanciare l'assenza di qualità urbanistica (Torricelli, 2009, p. 107). La qualità urbanistica è uno dei fattori essenziali dunque per poter monetizzare la vita cittadina: uno sviluppo economico sostenibile per il Ticino contemporaneo passa necessariamente dal miglioramento della qualità insediativa. Per questo, in assenza di una cultura condivisa che ponga criteri estetici comuni e renda semplice – come nell'architettura tradizionale e nel contesto rurale – la costruzione di insediamenti

ritenuti collettivamente vivibili, i centri storici acquistano un ruolo determinante. Essi, pur non essendo che una minima parte del territorio costruito, svolgono una funzione «preponderante come trama di sostegno di tutto il resto» (Benevolo, 2011, pp. 214-215). Questo perché il centro è uno «scenario abitato che possiede la qualità mancante nella città contemporanea, nuovamente richiesta in questa fase storica: la stabilità del rapporto fra popolazione e quadro edilizio, cioè la riconciliazione fra l'uomo e il suo ambiente» (Benevolo, 2011, p. 215). Risulta dunque comprensibile l'insistenza sulla valorizzazione del patrimonio territoriale e sul miglioramento qualitativo del tessuto insediativo ticinese: essi dovrebbero servire a rilanciare la qualità di vita e dunque anche la produttività economica.

Tuttavia, la situazione non è affatto semplice. Le mancanze del tessuto urbano contemporaneo, infatti, rispondono alla struttura stessa della cultura urbana di questo secolo, che a sua volta è strettamente legata alla struttura economica e ai rapporti di potere vigenti. La semplice musealizzazione di brandelli del passato, la feticizzazione di alcuni spiragli verdi da fruire esteticamente potrebbe infatti non essere sufficiente a risolvere il problema. «L'atrofia dello spazio pubblico è conseguente alla mancanza di rappresentazioni condivise della città. Non saranno quelle della pubblicità e del marketing che la riempiranno di contenuti» (Torricelli, 2009, p. 151). Volendo allargare ancor di più la riflessione, riallacciandoci direttamente alla questione identitaria, possiamo osservare con Torricelli che «senza luogo di aggregazione, senza spazi di rappresentazione di una identità specifica, la città stessa perde il suo significato. Perde la sua memoria e diventa insicura. Diventa il teatro dello scontro e della distopia» (Torricelli, 2009, p. 154). Ecco dunque contestualizzata questa nuova volontà espressa dai pianificatori cantonali: essa risponde sia alle necessità di crescita economica – sempre più dipendenti da elementi qualitativi urbani – che alla volontà di ricostruire – seppur parzialmente – uno spazio pubblico di qualità.

Vale la pena però di avviare una riflessione più diretta sui risvolti identitari di questa politica. Per il Cantone, «il nostro paesaggio ricco e variegato, le componenti naturali, il clima, l'eredità storica dei manufatti e dei monumenti, così come le diverse culture e tradizioni locali, vanno riconosciuti, salvaguardati e valorizzati quali fondamenti della nostra identità cantonale» (RCT, 2009, p. 77). In quest'affermazione si comprendono due cose: da un lato il fatto che gli elementi sopravvissuti del passato sono da considerarsi parte fondante dell'identità ticinese, dall'altro che essi vanno pertanto mobilitati in un sistema che tenda a valorizzarli. Si tratta cioè di avviare una vasta operazione di musealizzazione – sia materiale che immateriale – delle tracce del passato cantonale. Questo, a sua volta, solleva una serie di problematiche che è interessante menzionare:

- in che modo può il passato rurale costituirsi come fondamento dell'identità urbana contemporanea? Esiste dunque una continuità almeno immateriale che supera l'enorme strappo pratico-materiale avvenuto nella società ticinese della seconda metà del XX secolo? Ai cambiamenti radicali del tessuto insediativo, dei modi di vita, delle pratiche sociali corrisponde invece una continuità identitaria?
- La musealizzazione del passato serve a due scopi principali: ergersi ad arbitri della storia, decidendo cosa vada conservato e cosa no – contribuendo così a rafforzare l'idea del presente come culminazione della Storia – e mobilitare gli elementi identitariamente costruttivi del passato per giustificare e legittimare il presente. In questa seconda accezione, si tratta cioè di riconoscere implicitamente la superiorità sul piano dell'immaginario collettivo delle società passate, e mobilitarla per contribuire al rafforzamento dell'ordine presente[281].

[281] La musealizzazione come dinamica sociale è infatti un prodotto squisitamente moderno-capitalista. Prima dell'avvento della società borghese – società in cui si sono distrutti quasi tutti i modi di vita tradizionali e in cui la classe dominante è retta non da criteri simbolico-identitari condivisi ma dalla pura e semplice competizione economica (Cometta, 2017a) – le società non hanno mai veramente manifestato dinamiche di una tale profondità.

La tendenza del Cantone a voler musealizzare i resti della civiltà rurale ci forniscono allora diverse piste. Innanzitutto, confermano la fine del periodo di distruzione spensierata del patrimonio tradizionale. Le tracce del passato non sono più viste come un potenziale pericolo da eliminare per garantire il progresso – esse non costituiscono più una reale alternativa al modo di vita presente. Data la loro inoffensività, esse possono perciò essere protette. Questi brandelli di passato, inoltre, non costituendo più un tessuto interconnesso e solido di pratiche e significati possono essere mobilitati invece come elementi legittimanti il nuovo ordine sociale. La società urbana che ha distrutto la società rurale si erge ora a responsabile della tutela dei resti del passato. V'è un'implicita affermazione del proprio ruolo di garante: senza la ricchezza e la preparazione scientifica del presente, si sostiene implicitamente, le tracce del passato andrebbero perse irrimediabilmente – come se l'urbano non fosse stato direttamente la causa dell'estinzione della società rurale.

Il fatto che la società urbana rivendichi un legame diretto con l'identità rurale significa poi che essa non dispone – temporaneamente o strutturalmente – di elementi sufficienti per costruire un'identità forte. Diversi ricercatori hanno infatti messo in luce la difficoltà del presente di costruire dei luoghi autentici, favorendo la creazione di nuovi significati condivisi (Relph, 2008; Scolari, 2006; Torricelli, 2009). Il kitsch, la disneyzzazione e in generale la musealizzazione sono dunque tentativi comuni a tutte le società urbane per mantenere alcuni elementi identitari del passato – tentativi destinati inevitabilmente al fallimento almeno parziale, poiché tali elementi non sono più connessi strutturalmente a pratiche sociali vigenti. Ciò riporta alla difficoltà, tutta contemporanea, di creazione di identità condivise e di elementi simbolici comuni. Se il presente deve richiamarsi idealmente ad un passato radicalmente distinto per potersi legittimare identitariamente, questo indica una frattura profonda fra le pratiche contemporanee e la comprensione del mondo. Come già osservava Ortega (2010b, p. 36), siamo sprovvisti di elementi di cultura condivisa per comprendere la realtà che ci circonda. Più le discrepanze tra presente e passato aumentano, più l'identità contemporanea che vuole fondarsi sugli elementi del passato viene messa sotto stress. Queste discrepanze favoriscono poi l'insorgere di tutte quelle patologie legate al *falso sé*[282]: la nostra identità contemporanea non risponde infatti ai bisogni di oggi con strumenti esplicitamente contemporanei, ma ricorrendo ad immagini ed idealizzazioni del passato (rilette, distorte e mobilizzate evidentemente in base ai bisogni contemporanei) che si staccano dunque dalla realtà storica di quell'epoca per costituire un fumoso e confuso tempo utopico mai realmente esistito. Questa incongruenza non può che debilitare fortemente il risultato identitario ottenuto.

Tali dinamiche, all'apparenza così astratte, profonde e generali, sono in realtà percepite in modo stringente dai responsabili cantonali. Essi sono convinti della necessità di salvare i resti del passato per garantire la qualità di vita alle generazioni presenti e future. «Il principio alla base della politica di tutela e valorizzazione del patrimonio è la consapevolezza che le componenti naturali e quelle culturali costituiscono un vero e proprio patrimonio: ogni società ha bisogno della natura nella quale vive e della cultura che l'ha fondata» (RCT, 2009, p. 77). Per le autorità esisterebbe dunque un legame di paternità fra la società rurale del passato e la società contemporanea. La realtà urbana sarebbe altresì figlia degli elementi naturali del Cantone. La modernità è sorta grazie a un'immensa operazione di decontestualizzazione e di omogeneizzazione dello

Quando la «riscoperta» e la «tutela» del passato sono apparse nella storia, esse sono sempre state accompagnate dalla volontà di legittimare il presente – percepito implicitamente come distinto dal passato e perciò fragile e bisognoso di una riaffermazione di legami – attraverso il passato. Insistere sui legami e sui collegamenti col passato significa implicitamente, dunque, riconoscere che senza questo lavoro tali legami risulterebbero inevitabilmente scissi.

[282] Così come il bambino, di fronte a stimoli esterni che esperisce come eccessivi, protegge la propria identità tramite la creazione di un falso sé (Winnicott, 1995, p. 56), la società ticinese contemporanea opera lo stesso tipo di comportamento proteggendo il proprio modo di vita contemporaneo dietro un'idealizzazione atemporale del passato. La funzione fondamentale del falso sé è infatti quella di evitare i conflitti – questione che emerge con forza nel tentativo pianificatorio di far convergere tracce e modi di vita del passato rurale con gli elementi tipici della società urbana.

spazio (Berque, 2010). Affermare un legame essenziale con gli elementi naturali pare dunque quantomeno azzardato. Mentre tale legame era chiaro per la civiltà rurale – nella quale la principale attività era l'agricoltura di sussistenza e dunque la relazione con la concretezza della terra – la relazione fra la società urbana terziarizzata e il territorio del Cantone appare quanto meno indiretta: il territorio influenza infatti le dinamiche urbane più in termini di resistenze e limitazioni imposte da montagne, pericoli naturali e boschi all'avanzata dell'urbano che non come elemento propulsore e strutturante. Ricondurre il presente al passato impone dunque un'operazione di decontestualizzazione ed estetizzazione sia della storia che del territorio.
Vi sono poi altri effetti concreti che val la pena menzionare analizzando i discorsi urbanistici del Cantone: l'insistenza sul legame con il passato rurale impone delle scelte pianificatorie che non favoriscono l'emergere delle nuove caratteristiche urbane. Come osservato più volte, la contraddizione di una centralizzazione decentralizzata impone al Ticino uno sviluppo urbano fondamentalmente mancato e mancante, poiché concentrato a conservare un'immagine del passato rurale nel quale v'era ancora un sostanziale equilibrio fra le diverse regioni – equilibrio ormai inesistente. Invece di favorire una politica coerente con le dinamiche contemporanee di urbanizzazione, il Cantone continua invece a voler mantenere una relazione col passato – in funzione legittimante. Così facendo, però, esso incorre in gravi limitazioni rispetto alle politiche pianificatorie che può realmente proporre, favorendo, di nuovo, la fragilità del tessuto insediativo urbano e dunque aumentando la dipendenza dalla funzione legittimante dell'ideale rurale.
Mentre uno dei successi del PD 90, soprattutto in ambito ambientale, è stato quello di proteggere determinati elementi, il Piano direttore del 2009 si propone di superare la mera protezione. Si tratta cioè non solo conservare, ma di inserire in un nuovo contesto di significato e di uso gli elementi protetti.

> Una politica del paesaggio attuale ed integrata non può limitarsi alle emergenze e alla tutela e conservazione dei paesaggi esemplari, ma deve coinvolgere il paesaggio ordinario dei fondovalle del Cantone e considerare quello delle valli discoste, confrontate con lo spopolamento e l'abbandono delle attività con incidenza territoriale. (RCT, 2009, p. 78)

Innanzitutto, la politica in questione deve comprendere l'insieme del territorio cantonale. Non più dunque elementi separati e puntuali, ma una visione d'insieme che permetta di mettere in rete questi elementi. In secondo luogo, tale politica non può più comprendere solo tracce del passato, ma deve contribuire ad estetizzare anche il fondovalle urbanizzato. Questo impone un salto di qualità. Non si tratta infatti unicamente di conservazione, ma di musealizzazione o disneyficazione[283] – vale a dire la messa in rete degli elementi conservati in un nuovo contesto di uso e significato. Qui si esplicita pienamente la volontà di creazione di un'identità urbana contemporanea a partire dal ruolo strutturante di elementi naturali e tracce del passato rurale. In questo processo, che si articolerà ad esempio attraverso la creazione di una rete di parchi di diversa impostazione – parchi nazionali nelle zone infraurbane e parchi cantonali in prossimità dei centri – si costituirà una nuova percezione comune del Ticino, del suo presente e del suo passato. Affinché

[283] «The grand amusement parks are the most spectacular and obvious manifestations of a much wider process of disneyfication. […] Disneyfication is in fact not limited and superficial phenomenon that is incidental to the main theme of contemporary western culture. Rather it appears, on one level, to be a popular and kitschy expression of belief in the objective mastery of nature and of change: monsters and history and wild animals are brought safely under control. […] A particular form of disneyfication is the preservation, reconstruction and idealisation of history, or "museumisation". […] To a very great exent the landscapes of tourism and subtopia are consequences of the activities of big business, for they are inevitably made up of the products and reflect the needs dictated by such business even when they have not been constructed directly by them» (Relph, 2008, pp. 99, 101, 109).

quest'operazione abbia successo, sarà dunque necessaria la partecipazione della popolazione, che dovrà essere motivata ad accettare questo cambiamento identitario.

> La costituzione di parchi di importanza nazionale e cantonale soggiace a vari criteri tra cui la volontà delle popolazioni coinvolte. Essa costituisce un elemento strategico rilevante, in grado di rilanciare l'economia locale, tutelare le componenti naturali e culturali, incrementare la qualità di vita e rinvigorire il turismo del Cantone. (RCT, 2009, p. 78)

Per costruire questa nuova identità cantonale sarà dunque d'uopo una vasta operazione di trasformazione dell'egemonia culturale ed identitaria. Sarà necessario convincere la popolazione che la nuova identità urbana proposta dal Cantone – e legittimata dalla relazione integrante e musealizzante-disneyficante con le tracce del passato rurale e con gli elementi naturali – costituisca effettivamente un progresso nella qualità di vita comune. In generale, questa nuova tappa supererà la visione meramente conservativista del passato per mobilitarlo invece in modo più attivo a favore del divertimento, del riposo e delle necessità identitarie della popolazione urbana. I territori naturali e le tracce del passato dovranno dunque essere messe a disposizione dei bisogni dei 4/5 dei ticinesi che risiedono negli agglomerati urbani, nonché dei turisti che visitano il Cantone. Essi diventeranno dunque elementi fondanti del sistema ricreativo che mira a ricaricare le energie dei lavoratori (Horkheimer & Adorno, 2010, p. 145). Tale esigenza di integrare questi elementi nella più vasta struttura urbana per rafforzarne il funzionamento è chiaramente esplicitata dal Piano direttore, il quale sostiene che

> territorio e società mutano nel tempo, e di riflesso si evolvono il paesaggio e la percezione dello stesso. A fronte di questa dinamica, una politica di sola conservazione e tutela delle emergenze paesaggistiche si rivela insufficiente. Determinate situazioni richiedono infatti una politica attiva che, tramite interventi di valorizzazione e gestione di tutto il paesaggio, risponda alle esigenze dei diversi utilizzatori. (RCT, 2009, p. 78)

Al fine di migliorare la struttura urbana del Cantone, tutti gli elementi presenti all'interno del territorio vanno dunque mobilitati. Anche la natura e le tracce del passato sono chiamate a compiere un ruolo legittimante, trasformandosi attivamente in elementi ricreativi e simbolici urbani.

Rive del lago e case secondarie

Parlando di elementi ricreativi e di mobilitazione del territorio per rafforzare la rete urbana riemergono due elementi che hanno segnato in modo importante il primo Piano direttore – e anche, come avremo modo di vedere, i discorsi dell'Ente turistico: la questione delle rive lacustri e quella delle case secondarie. Per quanto riguarda la prima, i responsabili segnalano come tra i compiti ancora pendenti per il Cantone vi sia il «ricupero delle rive dei laghi» (RCT, 2009, p. 58). Questa rivendicazione, già espressa negli anni '80 dai responsabili cantonali del turismo (Cotti, 1980, 1981; ETT, 1984; Respini, 1988), torna ad essere formulata. Infatti, nonostante la questione fosse stata sollevata anche in sede del primo Piano direttore, la soluzione trovata allora era stata quella di delegare la gestione delle rive lacustri ai Comuni. Durante gli anni '90 infatti, per quanto riguarda i laghi,

> i compiti principali di pianificazione territoriale vengono conferiti ai singoli Comuni. Ciò si traduce anche nella rinuncia a un Piano cantonale dei laghi e delle rive lacustri, alla cui elaborazione il Cantone stava pensando, a vantaggio delle pianificazioni locali. Gli obiettivi posti per l'elaborazione di nuovi strumenti pianificatori e giuridici

> – atti a garantire una migliore salvaguardia dei valori paesaggistici e naturalistici delle rive e dei laghi e a promuovere la loro accessibilità e godibilità pubblica – vengono meno. (RCT, 2009, pp. P7, 2)

Come possiamo comprendere, dunque, l'annosa questione dei rapporti fra potere centrale e istituzioni locali è anche in questo caso all'opera. La delegazione ai Comuni risponde infatti alla necessità di non manifestare un'ingerenza cantonale troppo esplicita. A sua volta, però, tale soluzione contribuisce ad aggravare il problema, poiché obiettivi particolari e locali si sostituiscono agli obiettivi cantonali. La ridotta scala comunale, nonché l'impreparazione e il disinteresse dei responsabili della pianificazione locale si traduce insomma in una complessiva rinuncia alla fruizione coordinata e pubblica degli specchi d'acqua.

> Le rive dei laghi svolgono importanti funzioni antropiche e naturali cui va prestata grande attenzione. Sinora la loro pianificazione è stata demandata ai Comuni, con la conseguente costituzione di un quadro frammentario non privo di elementi negativi (circa la metà delle rive è inaccessibile, oltre un terzo è privata, ecc.). (RCT, 2009, p. 81)

Anche i laghi dovranno dunque essere mobilitati per il complessivo miglioramento della rete urbana ticinese. Come vediamo, il Cantone sembra effettivamente deciso a perseguire i propri obiettivi di ri-fondazione e legittimazione identitaria della società urbana.

Altrettanto importante, in questo quadro, è il problema sollevato dalle case secondarie. Questo termine – di ampio significato (Cedro, 2012) – indica il controverso aumento di edifici non occupati stabilmente. Gli effetti territoriali di tali abitazioni di vacanza sono infatti importanti: lo spazio edificato, i costi per la comunità, la trasformazione del paesaggio, la privatizzazione dello spazio e l'importanza di attori esteri nel mercato fondiario sono solo alcuni degli elementi che preoccupano le autorità. In questo caso, però, le zone in cui questo fenomeno è ritenuto problematico sono soprattutto la pianura e le rive dei laghi. «Particolare attenzione dovrà inoltre essere riservata al tema delle residenze secondarie, che fanno registrare una concentrazione particolarmente elevata nelle zone di pianura, in particolare in prossimità dei laghi, a diretto contatto con la residenza primaria e le attività economiche» (PD 09, 61). Le comunità di montagna, i paesi in valli discoste e periferiche e in generale l'insieme dello spazio infraurbano non sono più considerati come territori a rischio per il fenomeno delle case secondarie. Ciò suggerisce due cose: le zone montuose e periferiche sono ormai considerate unicamente come zone turistiche o di infrastrutture di mobilità – la presenza anche massiccia di case secondarie non è dunque un problema sociale o ambientale, ma una conseguenza strutturale della loro vocazione che dev'essere principalmente turistica – le zone urbane e le rive dei laghi, invece, devono essere sottoposte a un processo di riqualificazione che favorisca l'emergere di spazi pubblici. In questo quadro, dunque, le case secondarie sono un problema importante per le zone urbane poiché occupano terreno pregiato che potrebbe essere destinato a una fruizione pubblica. Di nuovo emerge la volontà da parte del Cantone di migliorare la qualità del tessuto urbanistico per favorirne la competitività e l'attrattività. I villaggi periferici e montani sono invece completamente abbandonati alla turistificazione come destino inevitabile e necessario: in quel contesto le case secondarie rivestono dunque un ruolo anche positivo di messa in rete nel circuito turistico.

Inquinamento e proprietà fondiaria

Per quanto riguarda la protezione dell'ambiente, come detto, i risultati del primo Piano direttore sono stati decisamente positivi. La rapida e sregolata urbanizzazione, la modernizzazione economica e l'avvento dell'automobilità avevano infatti generato non pochi problemi ambientali che si erano resi evidenti a partire dagli anni '70 e '80. «Oggi la situazione è decisamente migliore per quanto concerne suolo, acqua e rifiuti,

mentre per l'aria, nonostante i progressi registrati per alcune sostanze, siamo ancora lungi da valori ottimali. In gran parte ancora da risolvere il problema dell'inquinamento fonico. Attuale il tema energetico» (RCT, 2009, p. 47). Questo ambito risulta di particolare interesse. Esso, infatti, rimanda alle questioni legate alla proprietà fondiaria e alla modernizzazione delle infrastrutture. Pur non essendo un tema prettamente pianificatorio, esso rientra dunque a pieno titolo negli ambiti di interesse del Piano direttore, «anche perché più un territorio è ben organizzato, più diminuiscono le esigenze di consumo energetico» (RCT, 2009, p. 57). Interessante notare come i responsabili cantonali sottolineino l'importanza della questione fondiaria rispetto al tema energetico. I ritardi sulla modernizzazione del parco immobiliare sarebbero infatti dovuti anche e soprattutto all'accentramento della proprietà:

> il parco immobiliare esistente causa un consumo di base fisso di energie fossili. Un miglioramento in quest'ultimo ambito sarebbe dato da risanamenti termici, ma l'attuale struttura immobiliare – caratterizzata dalla netta predominanza della formula della locazione – non incentiva i proprietari di stabili d'affitto ad effettuare i necessari investimenti, dato che possono accollare le spese di riscaldamento agli inquilini. (RCT, 2009, p. 50)

Si conferma dunque quanto sostenuto da Aldo Rossi et al. (1979, pp. 60-61): con l'avvento dell'urbanizzazione in Ticino si crea una nuova classe di proprietari fondiari che, a sua volta, costituisce la fine del modello della piccola proprietà legato alla struttura famigliare tradizionale (Todd, 2015). L'accentramento della proprietà fondiaria e la fine delle piccole proprietà segna infatti il tipico sviluppo della tendenza all'accumulazione del capitale. Questo, a sua volta, pone dei problemi di non poco conto. Non solo infatti risulta in un rallentamento della modernizzazione delle infrastrutture a causa di comportamenti speculativi, ma si pone altresì in contraddizione con l'ideale svizzero (Diener et al., 2006) di democrazia diretta e piccole comunità intraprendenti (Belloc, 2012). Nonostante abbiano accennato la questione, però, i pianificatori non approfondiscono il tema – che riguarda peraltro uno dei pilastri costituzionali elvetici, la libertà economica, e che dunque in ogni caso rimarrebbe al di là delle mire più ristrette di un documento come il Piano direttore.

Altrettanto interessante, però, osservare come l'efficacia del PD 90 sia distinta a seconda dei luoghi. Mentre per quanto riguarda le aree naturali – laghi e boschi *in primis* – il Piano ha saputo veicolare politiche incisive, per quanto riguarda il tessuto urbano esso è risultato fondamentalmente inefficace – come già più volte emerso. «Il modello del PD 90 permise di evidenziare alcune problematiche fondamentali e di promuovere le risposte per arrestare o quanto meno frenare il degrado dell'ambiente naturale (minore l'effetto sulle aree urbane)» (RCT, 2009, p. 66). Laddove interessi economici e competizione fra distinte funzioni sono maggiori, il primo Piano direttore cantonale si è dunque dimostrato fondamentalmente inefficace.

Il rapporto fra Cantone e Comuni

Come più volte emerso nel corso del testo, il rapporto fra Cantone e Comuni resta una delle difficoltà più grandi per lo sviluppo di una politica pianificatoria efficace. Già fondamentale nella bocciatura delle prime proposte di pianificazione cantonale, questo tema era stato uno degli assi centrali del PD 90, il quale aveva deciso di limitarsi a raccomandazioni generiche non entrando nello specifico per non ledere l'autonomia comunale. Questa soluzione – alla base altresì dei limiti e degli insuccessi nell'applicazione dei principi del Piano di prima generazione – è stata adottata anche nel 2009[284].

[284] Da segnalare che successivamente alla pubblicazione del PD 09, il Cantone ha iniziato ad elaborare una riforma istituzionale sul rapporto fra Comuni e Cantone. «L'elaborazione della riforma Ticino 2020, iniziata nel corso del 2013, prevede un'analisi

> La migliore ripartizione dei compiti Cantone/Comuni è passata attraverso l'attenzione a mantenere il PD a un livello strategico attorno a principi base, quali l'integrazione del Ticino nel sistema delle città svizzere e nell'area insubrica, la messa in rete delle diverse regioni del Cantone, lo sviluppo razionale delle infrastrutture, l'uso parsimonioso del suolo. Si è dunque evitato che gli obiettivi, ma anche gli strumenti operativi (schede e piani), «invadessero» la scala locale, fornendo indicazioni a livello cantonale o comprensoriale. (RCT, 2009, p. 29)

La riadozione dei principi federalisti non deve far pensare che il Cantone non sia intervenuto nel tentare di creare le condizioni per una migliore applicazione delle prescrizioni pianificatorie. Abbiamo visto infatti che dalla fine degli anni '90 le autorità si sono adoperate in una massiccia operazione di aggregazioni comunali. Nei primi anni duemila, poi, si è iniziato a considerare non solo la vicinanza geografia e il peso economico e demografico, ma anche il ruolo funzionale svolto nel sistema urbano ticinese. Si è dunque avviato

> un dibattito sulle limitazioni che la frammentazione comunale esercita sulle potenzialità di sviluppo di una regione e sulle modalità di risolvere i problemi. Le sfide poste dalle nuove dinamiche territoriali legano in modo stretto tra loro i Comuni di un agglomerato così come quelli di una stessa area funzionale. Una collaborazione intercomunale più profilata, su una scala territoriale più aderente ai problemi e alle soluzioni, è perciò necessaria. (RCT, 2009, p. 86)

Al di là delle aggregazioni, dunque, la collaborazione intercomunale dev'essere perseguita come obiettivo irrinunciabile. Sembra dunque evidente che – per i responsabili cantonali – la scala locale sia quantomeno mutata nella propria natura. I limiti territoriali di un solo Comune non corrispondono infatti più ai limiti di determinati fenomeni urbani e sociali. Rispetto agli anni '90 dunque la volontà di superare gli ostacoli legati alla frammentazione istituzionale si è non solo radicata ma anche diversificata. «Come il territorio, anche la disciplina della pianificazione ha conosciuto un'evoluzione. I concetti di collaborazione, processo partecipativo e concertazione hanno assunto maggiore peso» (RCT, 2009, p. 86). Affinché il processo partecipativo[285] possa avere un senso, però, è d'uopo per i responsabili cantonali favorire una maggior interconnessione comunale. L'epoca contemporanea non muta solo – tramite la globalizzazione – i processi e la scala statale, ma anche – tramite l'urbanizzazione – i processi e la scala comunale.

> Le nuove entità comunali costituiscono un'occasione particolarmente interessante per affrontare in modo innovativo il compito della pianificazione territoriale, in quanto con l'aggregazione avviene di regola anche un salto di scala che permette una maggiore corrispondenza tra confini istituzionali e dinamiche dello sviluppo territoriale. (RCT, 2009, p. 86)

Il processo di aggregazione comunale permetterebbe dunque, secondo il Cantone, di risolvere in modo soddisfacente gli squilibri e le difficoltà che i fenomeni urbani impongono alla scala comunale tradizionale. I nuovi Comuni risulterebbero dunque più adeguati alla nuova situazione territoriale. La semplice addizione di territori comunali contigui e spesso funzionalmente identici genera dunque delle nuove istituzioni locali che, agli occhi del Cantone, rispondono in modo più adeguato alle nuove necessità della società urbana.

---

dei compiti e dei flussi secondo determinate priorità e la concretizzazione delle misure proposte a partire dal 2020» (RCT, 2018b).

[285] Che risponde alla Legge federale sulla pianificazione del territorio del 22 giugno 1979 e non invece a una comprensione più radicale del *diritto alla città*.

Le tre aree e i diversi spazi funzionali

Andiamo ora ad osservare più da vicino le caratteristiche salienti nelle tre aree geografiche identificate dal PD 09. Da notare innanzitutto che esse non corrispondono più – dati gli sviluppi avvenuti – alle regioni descritte nel PD 90. Luganese e Mendrisiotto fanno oggi parte di una stessa area urbana, che

> comprende due agglomerati (Lugano e Chiasso-Mendrisio) sempre più funzionalmente integrati e tendenti a formare una sola area urbana abitata da quasi 200 mila persone, dotata dunque della sufficiente massa critica per confrontarsi con le limitrofe province di Como e Varese, e allo stesso tempo in grado di formare con esse un «triangolo insubrico» di forte valenza. All'interno dell'area sottocenerina va chiaramente preservata l'autonomia dell'agglomerato di Mendrisio-Chiasso promuovendone le specificità, per esempio la sua capacità industriale. (RCT, 2009, p. 71)

Il Sottoceneri, ormai gravitante interamente attorno al polo Luganese, ospita quasi i due terzi della popolazione ticinese – che si aggirava nel 2009 attorno alle 335'000 persone (USTAT, 2018c). L'importanza di quest'area – che rappresenta solo il 15.5% del territorio ticinese (USTAT, 2018e) – sottolinea le grandi disparità nella ripartizione spaziale del Cantone. Questa ripartizione pone delle nuove sfide al contesto cantonale. «Nel passato, infatti, Lugano, pur essendo uno dei centri maggiori del Cantone e, dalla fine del XIX secolo, addirittura sede di un vescovado, non possedeva il carattere primaziale che ha ricevuto in seguito allo sviluppo degli ultimi trent'anni» (Angelo Rossi, 2008, p. 45). Questa situazione configura dunque delle sfide inedite a una società non abituata a una centralità urbana forte e vincolata piuttosto ad un equilibrio policentrico tradizionale.

Per quanto riguarda il Bellinzonese, esso ha ormai inglobato le Tre Valli nella propria area di influenza, incrementando la perifericità di quest'ultima regione. I poli di Bellinzona e Locarno, inoltre, si sono vieppiù espansi occupando progressivamente il Piano di Magadino. «Nel Sopraceneri, il processo di urbanizzazione si è attuato soprattutto con un'estensione dello spazio costruito cosicché i due agglomerati di Bellinzona e Locarno tendono a configurarsi come un unico agglomerato, strutturato attorno al Piano di Magadino» (RCT, 2009, p. 85). Anche per quanto riguarda il Locarnese, poi, lo sviluppo socio-economico ha portato alla scomparsa del polo secondario di Cevio: l'insieme della Vallemaggia deve ormai essere considerata periferia orbitante attorno a Locarno. Per queste due aree – Bellinzonese e Locarnese – i pianificatori mirano ad uno sviluppo che possa contribuire ad una garanzia seppur minima di policentralità del Cantone. Se Bellinzona e Locarno non dovessero mantenere la propria importanza almeno a livello cantonale, infatti, il sistema urbano ruoterebbe unicamente attorno a Lugano. Per favorire la ripresa di questi due centri il Cantone sottolinea la necessità di aumentarne la collaborazione e le interrelazioni.

> Da una parte si tratta di rafforzare le relazioni tra queste due aree, dall'altra di valorizzarle attorno ai loro poli, che a loro volta devono svilupparsi ricuperando progettualità. In entrambi i casi va accresciuta la coesione tra città e montagna (nel Bellinzonese appoggiandosi sul centro regionale di Biasca). (RCT, 2009, p. 71)

A queste tre aree, infine, il Piano direttore affianca la zona del Piano di Magadino «quale zona strategica al centro della rete urbana per il suo valore agricolo, naturalistico e di svago. Esso nel suo carattere di spazio ancora relativamente libero da insediamenti rappresenta una primaria risorsa per la sostenibilità e la competitività del sistema urbano ticinese» (RCT, 2009, p. 72). Occorrerà perciò bloccare o per lo meno correggere le tendenze urbane dei due poli sopracenerini ad espandersi estensivamente lungo tutto il Piano.

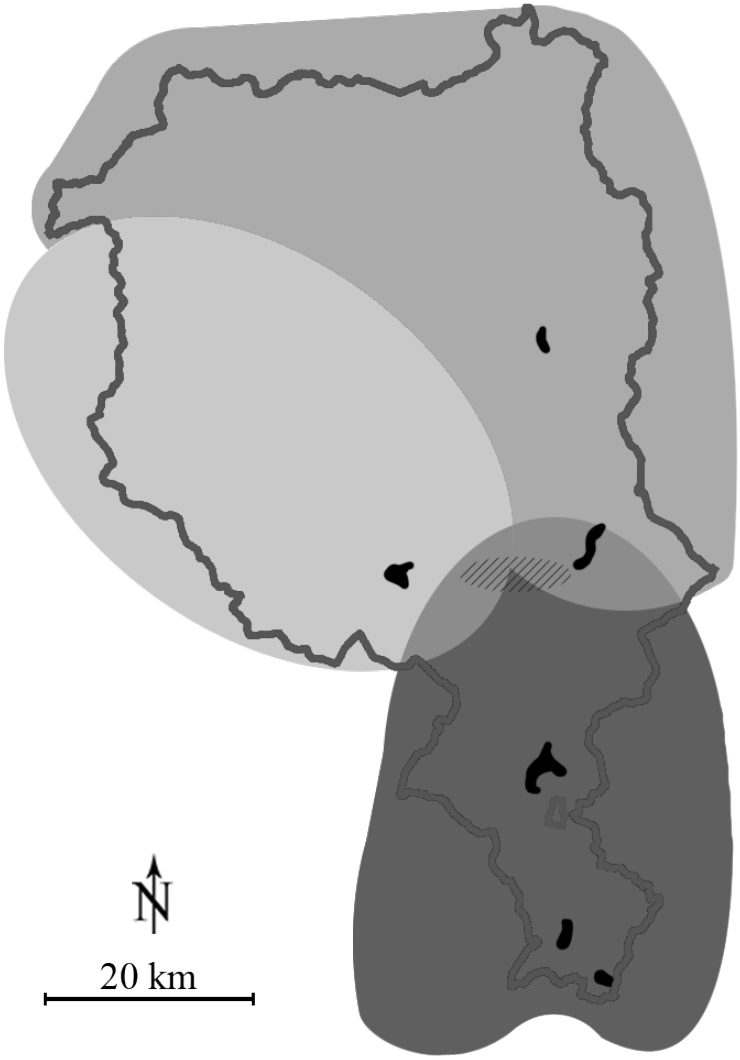


Figura 46. Il territorio cantonale diviso nelle tre distinte aree di influenza. In nero i centri urbani, in tratteggiato diagonale il Parco del Piano di Magadino. In grigio scuro l'area di influenza Luganese, più chiaro Bellinzonese e Tre valli, in grigio chiaro Locarnese e Vallemaggia Si noti come proprio nella regione del Piano di Magadino si incontrino sovrapponendosi le aree di influenza: la riserva più importante di terreno del Cantone è altresì fra le zone più sotto pressione per la tendenza espansiva degli insediamenti urbani. Rielaborazione propria a partire dalle carte presenti nel Piano: (RCT, 2009, pp. P5, 8; 71)

Un'altra importante suddivisione territoriale è quella operata fra i diversi spazi funzionali[286]. Il Cantone ne identifica cinque: centro urbano, suburbano, periurbano, retroterra e montagna. Ognuno di questi spazi possiede caratteristiche e funzioni distinte. Questa divisione territoriale risponde a un processo di ridefinizione delle categorie territoriali a scala nazionale[287] – che verrà formalizzata però unicamente nel 2012.

[286] Per una trattazione più approfondita di questa nozione si rimanda alla conclusione.

[287] E, altresì, all'emergere in seno al paradigma neoliberale di una serie di *soft spaces* che dovrebbero superare le rigidità istituzionali della pianificazione territoriale tradizionale (Olesen, 2012).

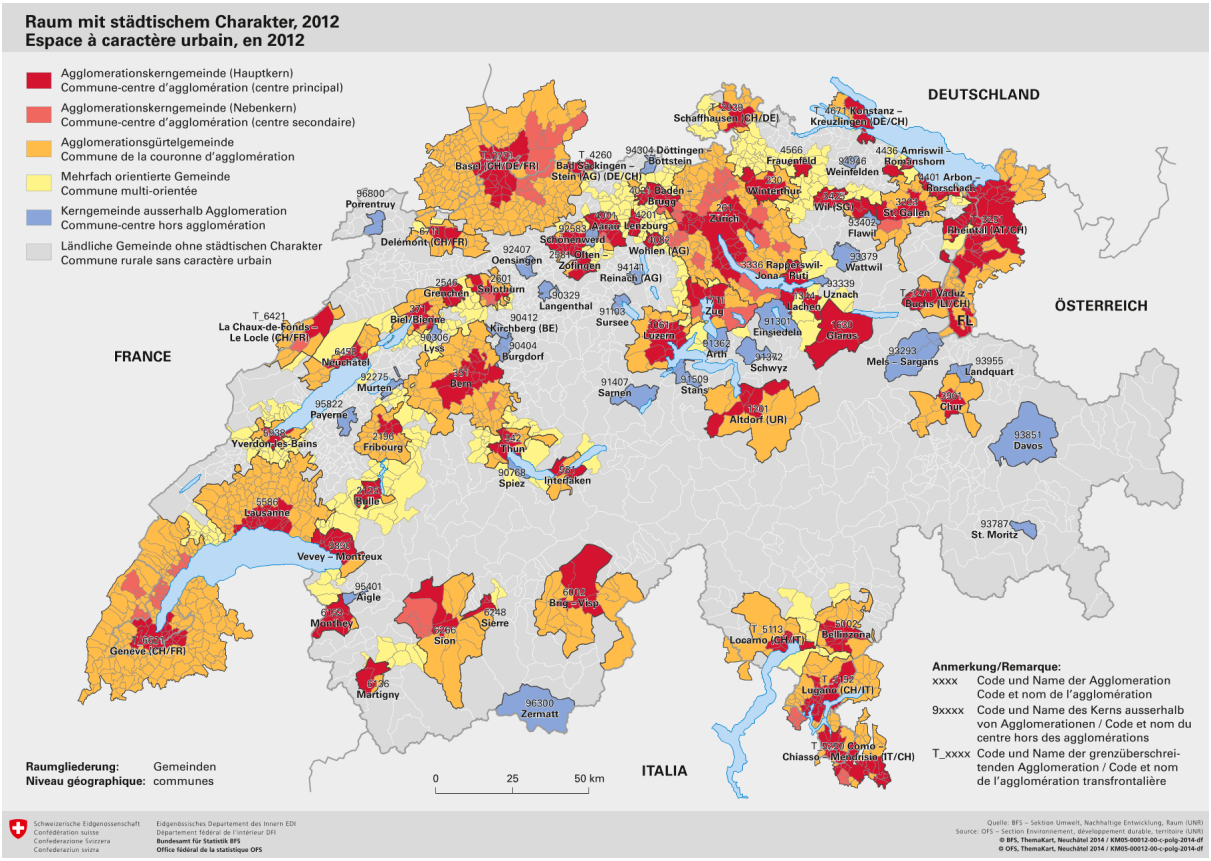


Figura 47. La rappresentazione degli spazi urbani, suburbani, periurbani e infraurbani in Svizzera secondo l'Ufficio Federale di Statistica. ("Espace à caractère urbain, en 2012," 2012). Da notare come il Ticino urbano e quello infraurbano siano divisi in modo radicale sull'asse Nord-Sud[288].

Nel centro urbano – che raggruppa l'area propriamente urbana del Cantone – la priorità dovrebbe essere quella dell'«aggregazione dei Comuni urbani» (RCT, 2009, p. 72) in modo da garantire un governo dei fenomeni urbani alla scala adatta. A livello svizzero infatti si è «rilevata mancanza di solidarietà all'interno degli agglomerati, con le città nucleo chiamate ad assumersi compiti di cui approfitta tutto l'agglomerato, senza però ricevere in cambio una compensazione adeguata» (RCT, 2009, p. 23). Questa problematica rilancia dunque questioni sulla relazione fra ripartizione spaziale, giustizia e politica. La suddivisione istituzionale dei centri urbani impedisce infatti una gestione corretta e appropriata. A sua volta, ciò ostacola uno sviluppo concorrenziale e contribuisce dunque a mettere in crisi il tessuto urbano ticinese nella più vasta rete urbana continentale. Di nuovo, dunque, la tensione fra la progettualità del Cantone e la limitatezza dei Comuni dev'essere risolta tramite una trasformazione dell'area di sovranità comunale. Affinché una realtà urbana possa dare il meglio di sé, essa dev'essere retta da un'unica istituzione locale, e non suddivisa in diversi organismi indipendenti gli uni dagli altri.

[288] L'Ufficio Federale di Statistica, non dovendo rispondere a finalità strettamente politiche, sembra esprimere (nel 2012) una visione ancor più radicale di quella proposta dal PD 09 rispetto alla divisione territoriale. Nel confronto fra la prospettiva cantonale (Figura 43) e quella federale (Figura 41) il Ticino settentrionale perde il proprio (micro) polo urbano di Biasca e la divisione fra la parte meridionale e quella settentrionale del Cantone si fa ancora più netta.

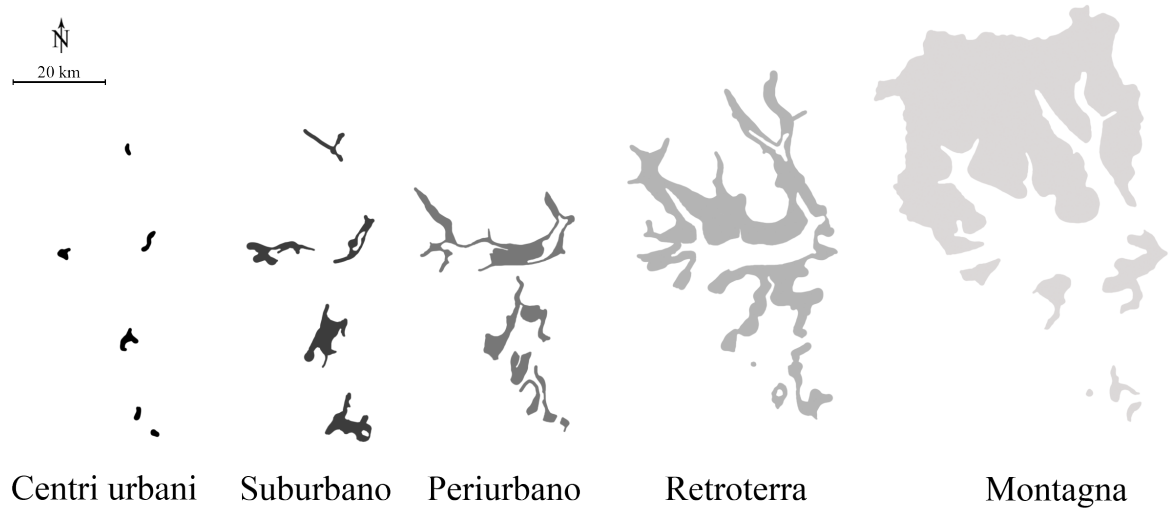


Figura 48. I cinque spazi funzionali ticinesi[289]. Rielaborazione propria a partire dalla carta presente nel Piano: (RCT, 2009, p. 73).

Per quanto riguarda il suburbano, invece, esso viene indicato come

> l'area edificata e gli spazi liberi all'interno dell'edificato o adiacenti, purché direttamente accessibili, dei Comuni facenti parte delle corone degli agglomerati. Presenta caratteristiche territoriali simili a quelle dell'area centrale, ma senza soddisfarne i criteri. Una priorità è la qualità urbanistica. (RCT, 2009, p. 73)

La zona suburbana rappresenta probabilmente l'area in cui si percepiscono con maggior forza i difetti e le mancanze a livello di qualità urbanistica. Qui infatti la rapida espansione insediativa, coadiuvata dal ruolo subalterno ai Comuni centrali, dall'esplosione della motorizzazione privata e dal sovradimensionamento delle aree edificabili hanno generato un tessuto insediativo globalmente insoddisfacente, problematico e poco sostenibile. Per quanto riguarda il periurbano, invece, esso comprende le zone «a carattere principalmente residenziale e più distanti dalle aree centrali. Una priorità è l'incentivazione del trasporto pubblico per i pendolari» (RCT, 2009, p. 73). Il Cantone continua dunque a riconoscere l'insufficienza della propria rete di trasporto pubblico, nonché l'importanza di rendere i mezzi alternativi alla mobilità motorizzata privata più attrattivi per favorire uno sviluppo sostenibile e combattere il sovraccarico delle infrastrutture di mobilità.

[289] Si tratta di una divisione spaziale normativa, una categorizzazione del territorio. In quanto categoria sociale, essa è al contempo «imaginée et actualisée dans ces pratiques» (Debarbieux, 2015, p. 53). Ogni volta che il Piano descrive il territorio, infatti, esso non si limita a una categorizzazione teorica, ma opera divisioni che verranno poi operazionalizzate con una serie di politiche pubbliche. Siamo cioè sempre a cavallo fra l'osservazione e l'interazione con la realtà.

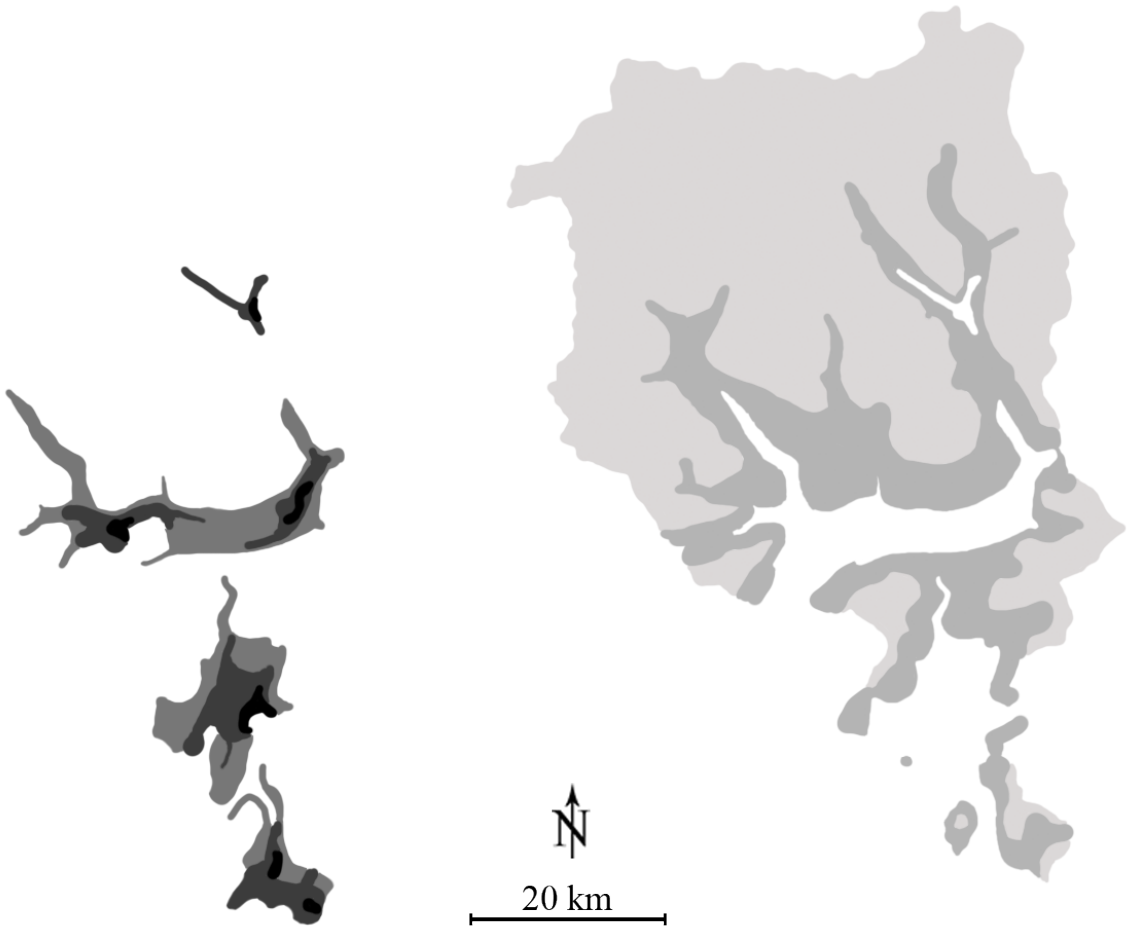


Figura 49. Il Ticino urbano (centri urbani, suburbano e periurbano) a sinistra e il Ticino infraurbano (retroterra e montagna) a destra. Rielaborazione propria a partire dalla carta presente nel Piano: (RCT, 2009, p. 73).

Dopo aver analizzato le zone propriamente urbane, possiamo osservare quelle infraurbane – zone cioè che mantengono uno stile di vita legato ai fenomeni urbani ma che non possiedono né la quantità né la diversità di elementi socio-culturali, economici e demografici necessari a rivestire un ruolo realmente urbano. Il Cantone suddivide queste zone in due: le zone di montagna – che includono le aree già indicate nel PD 90 sotto questa denominazione e vi aggiungono tutte le aree al di sopra degli 800 metri di altitudine – e le zone di retroterra – ovvero quelle zone estremamente periferiche che non costituiscono però realtà di montagna. Per queste ultime, «una priorità è il mantenimento dello spazio agricolo» (RCT, 2009, p. 73), mentre per la montagna «una priorità è la sorveglianza e gestione del bosco» (RCT, 2009, p. 73). Le zone infraurbane devono perciò prioritizzare la gestione antropica della natura – attraverso agricoltura e gestione forestale – e non perseguire obiettivi di sviluppo insediativo. Le attività di queste zone sono dunque limitate alla gestione della natura e dell'agricoltura e al turismo. Il Cantone ritiene che in questo modo anche le zone infraurbane potranno integrarsi funzionalmente alle zone urbane: infatti

> un bosco sano ed adeguatamente gestito protegge gli insediamenti e le vie di comunicazione; assicura la produzione di legno, materia prima rinnovabile; offre gratuitamente ad ogni cittadino uno spazio ideale per la ricreazione e lo svago nella natura; costituisce l'ambiente vitale per una moltitudine di specie di animali e di piante. (RCT, 2009, p. 80)

Vediamo qui all'opera una nuova comprensione della ripartizione spaziale. Non più – come in passato – la tendenza all'equilibrio territoriale, per cui ogni regione doveva poter avere accesso agli stessi servizi. La contraddizione ancor presente nel PD 90 fra ripartizione federalista policentrica e centralizzazione viene qui invece decantata sempre di più a favore della centralizzazione – seppur in modo urbanamente policentrico. I responsabili cantonali – che nel nostro quadro interpretativo si muovono sulla falsariga di un cambiamento culturale avvenuto a scala della Confederazione e che ha portato alla fine del modello tradizionale elvetico (Diener et al., 2006) e all'emergere di una comprensione più marcatamente neoliberale ed *econocentrica* – propongono dunque uno sviluppo differenziato per le diverse regioni. Per essi, «lo sforzo pianificatorio e promozionale non può essere identico dappertutto. Tenuto conto delle limitate risorse disponibili, vi sono aree che, nell'interesse generale, meritano un'attenzione diversa» (RCT, 2009, p. 87).
Ogni regione deve insomma adattarsi alla volontà complessiva del sistema urbano ticinese di essere competitivo a livello interregionale. Per poter avere successo, il Cantone ha bisogno che ogni regione faccia la propria parte, e che fra esse non si stabilisca una concorrenza ma una convergenza. Le zone infraurbane dovranno occuparsi – in quest'ottica – di favorire il turismo e la ricreazione, gestendo il patrimonio naturale e paesaggistico del Cantone, mentre le zone urbane dovranno migliorare la propria interconnessione e la propria qualità urbana, diventando perciò più concorrenziali e potendo così crescere economicamente. Questa posizione è assai interessante, poiché riprende e modifica al tempo stesso gli obiettivi che già erano emersi, in modo contraddittorio, nel PD 90. Durante la redazione del primo Piano direttore infatti «si mirò a sostenere un equilibrio nell'organizzazione territoriale puntando sulla complementarità tra i poli urbani. Questo concetto è oggi ripreso, ma viene adattato all'evoluzione, alle prospettive (in particolare alla crescente polarizzazione economica su Lugano) e alle nuove sfide» (RCT, 2009, p. 66). Mentre la tensione policentrica negli anni '90 era ancora rivolta all'insieme del Cantone – con la designazione di centri secondari – nel 2009 essa è ridotta ai quattro poli urbani principali: Lugano, Bellinzona, Mendrisio-Chiasso e Locarno. Per le regioni più discoste, invece, non viene più previsto nessuno sforzo palliativo: esse dovranno invece adeguarsi al proprio ruolo complementare sviluppando la propria vocazione turistico-ricreativa e agricolo-naturalistica e ospitando, eventualmente, importanti infrastrutture di mobilità a favore dei centri urbani.

La mobilità

Come abbiamo potuto constatare in diverse occasioni, la modernizzazione e la competitività del Cantone sono date dalle sue infrastrutture di mobilità: «anche lo sviluppo dell'organizzazione territoriale del Ticino è riconducibile al progressivo accostarsi e sovrapporsi di diversi sistemi di infrastrutture di comunicazione» (RCT, 2009, p. 89). Tali infrastrutture rispondono infatti sia alla necessità di collegarsi al mondo esterno – facendo almeno in parte uscire il Ticino dalla sua condizione periferica – sia per garantire gli allacciamenti al proprio interno: *inter* ed *intra* connessione. Uno dei grandi argomenti che venivano presentati per opporsi alla costituzione del Cantone, già a inizio XIX secolo, era infatti quello della difficoltà di comunicazione fra le distinte regioni. Favorire la mobilità è dunque sempre stato uno degli obiettivi fondamentali delle autorità. Rispetto agli anni '80 – decennio in cui venne completata l'infrastruttura autostradale – la situazione per quanto riguarda la mobilità è mutata in modo importante.

> Negli ultimi trent'anni la domanda di mobilità in Ticino è aumentata più della popolazione e del reddito cantonale. Il nostro Cantone ha oggi il tasso di motorizzazione più elevato della Svizzera (600 automobili per 1'000 abitanti nel 2005). Nelle principali sezioni della rete stradale il traffico è triplicato dal 1970 al 2005. (RCT, 2009, p. 44)

Il Ticino è dunque entrato nel nuovo millennio come un territorio fortemente segnato dall'automobilità. Se alle automobili si aggiungono gli altri veicoli a motore (trasporto di persone, trasporto di cose, veicoli agricoli, veicoli industriali e i 42'081 motoveicoli) si raggiunge un tasso di 800 veicoli motorizzati per 1'000 abitanti nel 2009 (USTAT, 2018b). Stando alle cifre presentate, nel 2005 il 77% degli spostamenti si effettuano tramite automobile, mentre i mezzi pubblici coprono solo il 14% e la mobilità lenta il restante 6% (RCT, 2009, p. 44). Quasi i 4/5 degli spostamenti in Ticino vengono dunque effettuati in automobile: questo dato mostra non solo le difficoltà di coordinazione e la mancanza di pianificazione urbana, ma anche lo stress a cui sono sottoposte le infrastrutture che garantiscono la mobilità. Il legame tra esplosione dell'automobilità e la pianificazione urbana emerge chiaramente dalle parole dei responsabili cantonali.

> In particolare l'evoluzione demografica, la localizzazione dei posti di lavoro e lo sviluppo del commercio al dettaglio hanno reso sempre più problematico l'approvvigionamento in beni e servizi, soprattutto, nelle regioni rurali e di montagna. Ma pure in aree più densamente popolate sono sorti insediamenti che non dispongono di un approvvigionamento ottimale e che non sono allacciati ai servizi di trasporto pubblico. (RCT, 2009, p. 97)

Ecco emergere, dunque, le priorità per una nuova politica che vada a incidere sul tessuto urbano. Si tratterà da un lato di favorire i trasporti pubblici di collegamento fra i diversi spazi funzionali – in particolare fra il periurbano residenziale e il suburbano e i centri – e dall'altro di favorire la mobilità dolce all'interno di questi spazi – andando così ad aumentare la qualità urbana che, come più volte ripetuto, è ritenuta carente.

> In questo quadro è importante puntare, tenendo conto delle rispettive caratteristiche, al riequilibrio della ripartizione dei compiti tra trasporti pubblici e traffico motorizzato individuale così come al recupero di condizioni adeguate per la cosiddetta "mobilità dolce", a lungo trascurata, specialmente all'interno delle aree residenziali. (RCT, 2009, p. 92)

La questione della mobilità non è però unicamente rivolta all'interno del Cantone. Un ruolo fondamentale, al contrario, è svolto dal traffico in transito. Come più volte emerso, infatti, per le autorità lo sviluppo ticinese è ineludibilmente legato all'apertura e alla connessione al mondo esterno – in particolare con l'area lombarda e quella zurighese. «Priorità assoluta per il Cantone è la linea principale verso Chiasso e Milano. Un allacciamento di qualità con la metropoli lombarda assume una rilevanza strategica e va promosso indipendentemente dalle decisioni sulle nuove infrastrutture» (RCT, 2009, p. 92). Solo legandosi più strettamente a Milano, infatti, il Cantone potrà sperare di assorbirne in parte la dinamica economica, approfittando così della vicinanza alla metropoli per garantirsi una crescita interna e ritagliarsi un ruolo funzionale che mantenga la sua posizione di mediatore fra Svizzera e Italia. Affinché questo progetto possa concretizzarsi, garantendo a Lugano le condizioni per restare un polo attrattivo nel contesto urbano continentale, risulta fondamentale non solo il collegamento diretto con Milano, ma anche quello – inesistente – con il nuovo aeroporto intercontinentale di Malpensa.

> Un secondo elemento di rilevanza strategica per il Ticino è il collegamento per i viaggiatori con l'aeroporto intercontinentale della Malpensa. Con ciò si colma una vistosa lacuna nella rete ferroviaria e si migliora l'inserimento di Città-Ticino nei circuiti economici e turistici internazionali. (RCT, 2009, pp. 92-93)

La volontà di connettersi ai flussi intercontinentali è fondamentale per garantirsi dunque un ruolo nella nuova rete urbana mondiale. Ciò dimostra due aspetti interessanti che abbiamo già avuto modo d'affrontare: da un lato l'evoluzione della razionalità delle autorità, le quali abbandonano definitivamente il sogno di un doppio aeroporto in Ticino – ovvero di un maggiore equilibrio fra Sopraceneri e Sottoceneri – e dall'altro la fragilità

del contesto e delle politiche locali, che possono facilmente essere stravolte da decisioni estere – in questo caso dall'apertura, nel 1998, dell'aeroporto di Malpensa. «Rispetto al PD 90 non è più proponibile il concetto di complementarità tra Lugano-Agno e Locarno, che prevedeva il potenziamento di due infrastrutture» (RCT, 2009, p. 94). Lo stesso ruolo dell'aeroporto di Lugano esce ridimensionato dopo l'apertura di uno scalo intercontinentale dall'altro lato del confine. La politica ticinese, volendo connettersi tramite ferrovia a Malpensa dimostra dunque di voler garantire l'interconnessione del Cantone con la rete urbana mondiale e palesa altresì i limiti e le difficoltà strutturali di operare politiche di pianificazione strategica in un contesto vieppiù interdipendente, in cui le decisioni hanno degli effetti che non coincidono con le aree di sovranità istituzionale.

Altro elemento fondamentale per la politica di mobilità è il collegamento della rete ferroviaria veloce all'Italia. Solo grazie a questo collegamento sarà infatti possibile sfruttare pienamente il potenziale di trasporto di questa nuova infrastruttura in via di realizzazione – il che permetterebbe, a sua volta, di diminuire la circolazione di mezzi pesanti sulla rete stradale e quindi di diminuire sia il traffico che l'inquinamento.

> Per meglio integrarsi con una politica di apertura occorre completare AlpTransit a sud (Lugano-Chiasso) allacciandola al sistema ferroviario italiano; favorire la costituzione del triangolo insubrico Lugano-Como-Varese, in particolare tramite la realizzazione della ferrovia Mendrisio-Varese-Malpensa e il parallelo completamento della rete stradale sulla base dei Piani regionali dei trasporti; promuovere collaborazioni con la Lombardia. (RCT, 2009, p. 70)

Il Ticino del XXI secolo deve dunque guardare alla Lombardia nel suo insieme come il tessuto con il quale aumentare le proprie connessioni. Vi sono, anche a livello stradale, due mancanze che risultano problematiche per garantire i collegamenti. La più importante a livello interno è sicuramente quella del Locarnese, ma anche il caso di Stabio palesa gli effetti deleteri che il sovraccarico di transito sulle strade cantonali può generare per la qualità di vita.

> La strada nazionale Airolo-Chiasso costituisce una via di comunicazione determinante per l'apertura e l'integrazione del Cantone nel contesto confederale e con l'Italia. Questa strada è oggi incompleta poiché non collega il Locarnese e appare pure incompiuta in direzione del valico del Gaggiolo, essendo stato realizzato solo il tratto da Mendrisio a Stabio est. (RCT, 2009, p. 93)

Al fine di riconfermare il suo ruolo di asse portante di connessione Nord-Sud, dunque, l'autostrada dovrebbe agli occhi del Cantone espandersi andando a coprire le due zone in cui importanti flussi di traffico si riversano quotidianamente sulle strade cantonali e locali – peggiorando la qualità di vita dei residenti e dei pendolari stessi con la creazione di importanti ingorghi.



Figura 50. In nero i centri urbani. In grigio scuro l'autostrada esistente e in puntinato i due rami proposti e ritenuti prioritari dal Cantone (il collegamento Locarno-Bellinzona e quello Stabio est-Gaggiolo). Elaborazione propria.

In generale, dunque, la politica di mobilità del Cantone è la seguente: tentare di palliare il sovraccarico di traffico sia aumentando la concorrenzialità dei mezzi pubblici che completando l'infrastruttura autostradale. La preoccupazione fondamentale è dunque quella di mantenere efficaci le infrastrutture – sia interconnettendole meglio ai nodi di mobilità internazionali come Milano e l'aeroporto di Malpensa, sia garantendo attraverso il miglioramento di offerte alternative al traffico motorizzato privato la fluidità di transito. Ciò che preoccupa il Cantone è che un eventuale tracollo delle infrastrutture – con conseguente perdita di efficacia – possa rendere meno strategica la sua posizione nella rete urbana continentale, andando a compromettere le possibilità di crescita e sviluppo economico – che sono appunto legate all'appartenenza alla rete urbana.

Le sfide per il Ticino nella rete urbana globale

Dopo aver analizzato la prospettiva delle autorità circa la situazione interna al Cantone possiamo ora dunque chinarci pienamente sul ruolo e le sfide che attendono il Ticino nel più vasto panorama della rete urbana continentale e mondiale. Innanzitutto, i pianificatori riconoscono che negli ultimi decenni si sono manifestati con forza alcuni cambiamenti importanti nella struttura economica del mercato mondiale.

> A partire dagli anni 1985-1990 sono venuti alla luce e si sono progressivamente rafforzati nuovi fenomeni, che hanno esercitato o stanno tuttora esercitando marcate pressioni sul territorio e, soprattutto, sugli equilibri al suo interno. Lo sviluppo tecnologico, in particolare la rivoluzione dell'informatica e la diffusione di internet, ha modificato anche le modalità d'uso del suolo e i fattori di localizzazione. La globalizzazione e la mondializzazione economica – che si traducono in nuove forme di organizzazione dei cicli produttivi, del lavoro e della vendita – hanno una chiara incidenza territoriale, in particolare attraverso gli effetti legati alla deterritorializzazione e alla delocalizzazione dei processi produttivi. (RCT, 2009, p. 33)

L’accresciuta interconnessione dei diversi territori ha dunque comportato un aumento esponenziale della competitività e, conseguentemente, della difficoltà per un territorio di sopravvivere e svilupparsi. Osserviamo dunque l’analisi dei pianificatori. «Il nostro Cantone si trova tra due regioni metropolitane: al nord il sistema urbano svizzero, a sud il Norditalia» (RCT, 2009, p. 34). Questa condizione comporta al tempo stesso possibilità di sviluppo e rischio di periferizzazione. Se la società svizzera dovesse continuare a svilupparsi seguendo le dinamiche attuali, infatti,

> il Ticino urbano subirà una progressiva perdita d’importanza a livello nazionale. Questa affermazione è facile da spiegare. Gli scenari che abbiamo presentato prevedono che nella Svizzera di domani, di 7.5-8.5 milioni di abitanti, 2.4 milioni saranno concentrati nella metropoli zurighese e 1.4 milioni in quella romanda. Le due metropoli maggiori rappresenterebbero quindi la metà della popolazione residente. Il loro peso sarebbe dominante. Inoltre, per quel che riguarda lo sviluppo all’interno del territorio nazionale, queste due metropoli privilegerebbero i rapporti con le aree a loro più vicine. Il Ticino arrischierebbe così di essere collocato in una posizione di nuova perifericità, almeno per quel che riguarda il contesto urbano nazionale. Certo che la città-regione del Ticino potrebbe orientarsi, nel suo sviluppo futuro, verso la Lombardia per rafforzare la sua massa minima. (Angelo Rossi, 2008, p. 29)

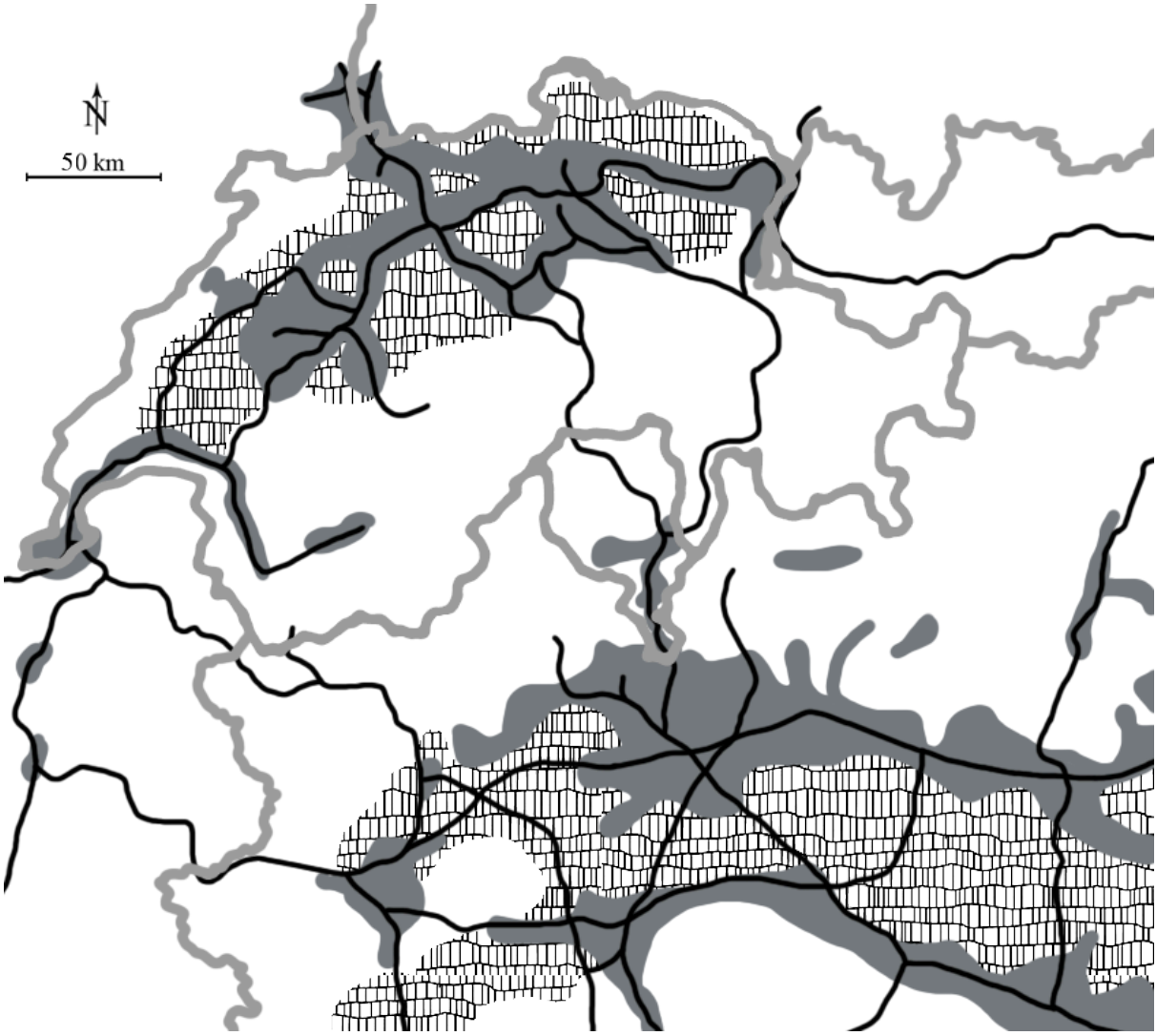


Figura 51. Il Ticino sospeso fra il sistema urbano svizzero e quello lombardo. In grigio le principali aree urbane e in grigliato quelle agricole. In nero i principali assi di collegamento. Rielaborazione a partire dalla carta presente nel Piano: (RCT, 2009, p. 34).

In questo contesto, la crescente interconnessione pone dunque delle nuove sfide alle quali il Piano deve rispondere adeguatamente. I responsabili esplicitano la volontà che sta alla base del loro lavoro.

> Sul piano esterno [il Piano] mira a una maggiore apertura e integrazione del Cantone nel contesto nazionale e internazionale, con un occhio di riguardo per la Lombardia. Ad esempio, occorre prevenire l'effetto valvola di sfogo nella rete dei collegamenti Nord-Sud, evitando di trasformarci da piattaforma privilegiata di scambio a corridoio di transito, se non addirittura in periferia satellite di Milano. (RCT, 2009, p. 5)

La Lombardia è dunque un polo che si rivela sempre più attraente rispetto al Ticino. La miglior interconnessione non ha tanto favorito la vicinanza economica col resto della Svizzera e in particolar modo con Zurigo quanto piuttosto facilitato lo spostamento verso la vicina Italia. I rischi per il Cantone sono però elevati. La distanza così ravvicinata – sia economica che geografica – rispetto alla metropoli lombarda rischia infatti di assorbire completamente il sistema urbano cantonale, facendogli così perdere la propria autonomia e compromettendo le sue possibilità di sviluppo futuro. Il grande rischio evidenziato dai responsabili cantonali è dunque quello di «trasformarci da un lato in corridoio economico senza benefici, dall'altro in satellite residenziale della metropoli lombarda o comunque in doppia periferia rispetto a Zurigo a nord e Milano a sud» (RCT, 2009, p. 34). Questo pericolo non è astratto, ma legato piuttosto allo sviluppo sia del Cantone che del contesto più ampio e riscontrabile tramite diversi indicatori. Negli ultimi decenni, come già analizzato, all'interno del Cantone si è osservata una

> concentrazione delle attività economiche nel Luganese e la diffusione della popolazione nel periurbano. Ma questo microsistema […] rischia di non avere sufficiente forza per contrastare la forte pressione da sud e, al limite, di trasformarsi quasi in un quartiere residenziale esterno di Milano. Non è un discorso teorico, bastino un paio di constatazioni. La prima: la crescita demografica ticinese è stata pari o superiore a quella delle province del Norditalia, ma lo sviluppo delle attività nel Cantone è risultato meno dinamico (ciò emerge anche dall'andamento dell'occupazione). La seconda: nelle province di Varese e Como si è assistito e tuttora si assiste al declino della grande industria per lasciare però spazio a piccole unità produttive specializzate, che potrebbero rivelarsi più interessanti per la manodopera qualificata di quelle presenti in Ticino, se non si interverrà su altri fattori legati alla pianificazione, come la qualità di vita. Il rischio a nord è invece legato principalmente all'aumento del divario economico tra il Ticino e la Svizzera dell'altopiano nonché all'accrescersi della distanza del Cantone dai centri decisionali. (RCT, 2009, p. 35)

Lo sviluppo territoriale interno al Cantone, mettendo in luce le fragilità strutturali del suo tessuto urbano – mancanza di qualità, problemi di mobilità – fa emergere altresì gli aspetti che rischiano di condannarlo alla periferizzazione. La popolazione residente, con i suoi modi di vita, e il tessuto economico, ancora troppo poco sviluppato, contribuiscono dunque a rendere meno competitivo il Ticino – che si trova al tempo stesso svantaggiato e relativamente isolato rispetto al resto della Svizzera e in competizione con un'area metropolitana d'importanza continentale.

> Nell'ultimo quarto di secolo, l'economia cantonale ha fatto segnare una crescita minore a causa di diversi fattori. In particolare ha inciso la perdita di produttività. Diversi studi infatti hanno rilevato come il capitale umano (soprattutto nella sua componente qualitativa) e l'innovazione tecnologica (sia essa di processo, di prodotto o organizzativa) siano stati i fattori più critici: occorre dunque intervenire su di essi per evitare un'ulteriore perdita di competitività nel confronto interregionale verso nord e verso sud. La produttività dell'economia ticinese in effetti cresce troppo lentamente per eliminare i divari con il resto della Svizzera e per mantenere dei vantaggi competitivi nei confronti delle province italiane confinanti. (RCT, 2009, p. 39)

Alla doppia difficoltà – proveniente sia dal rapporto con il Nord che da quello con il Sud – il Ticino deve potersi opporre, secondo le autorità, favorendo la qualità urbana e una migliore interconnessione, e potendo così sfruttare meglio le potenzialità offerte da questa nuova situazione economica. Non si può perciò pensare di vivere sugli allori, approfittando semplicemente della vicinanza con l'Italia e dell'appartenenza Svizzera. I problemi cantonali non sono infatti pochi.

> Negli ultimi 15 anni il peso dell'economia ticinese nel contesto nazionale è diminuito, mentre internamente è aumentato lo squilibrio tra il Sopra e il Sottoceneri, con un forte accentramento di attività nell'area luganese. Alla concentrazione delle attività economiche si affianca la dispersione dell'insediamento (periurbanizzazione), con effetti negativi sia sul piano paesaggistico, sia su quello del traffico, in continuo aumento. (RCT, 2009, p. 83)

Se la situazione non dovesse cambiare rapidamente, dunque, il Cantone sarebbe destinato a perdere il ruolo che si era ritagliato come intermediario fra i sistemi urbani svizzero e lombardo. Senza un intervento deciso e lungimirante, infatti, «il Ticino riuscirà a conservare solo alcune funzioni urbane, in particolare quella residenziale, che però lo trasformerà in declinante periferia di Zurigo e Milano» (RCT, 2009, p. 63).

> Il nostro Cantone – mancando del necessario peso specifico – perderà quella funzione di intermediario, di ponte tra grandi città della quale ha beneficiato in passato. Verrà dunque "by-passato" dai flussi socioeconomici Nord-Sud, sopportando così crescenti carichi ambientali senza benefici economici. (RCT, 2009, p. 62)[290]

[290] Interessante notare come l'azione territoriale del Cantone sia qui giustificata ricorrendo a uno scenario futuro possibile ma non auspicabile, presentato come inevitabile dai responsabili cantonali in funzione argomentativa. Si tratta insomma di un movente per avviare la dinamica della mobilitazione data dal contesto di *crisi* come momento *stra*ordinario.

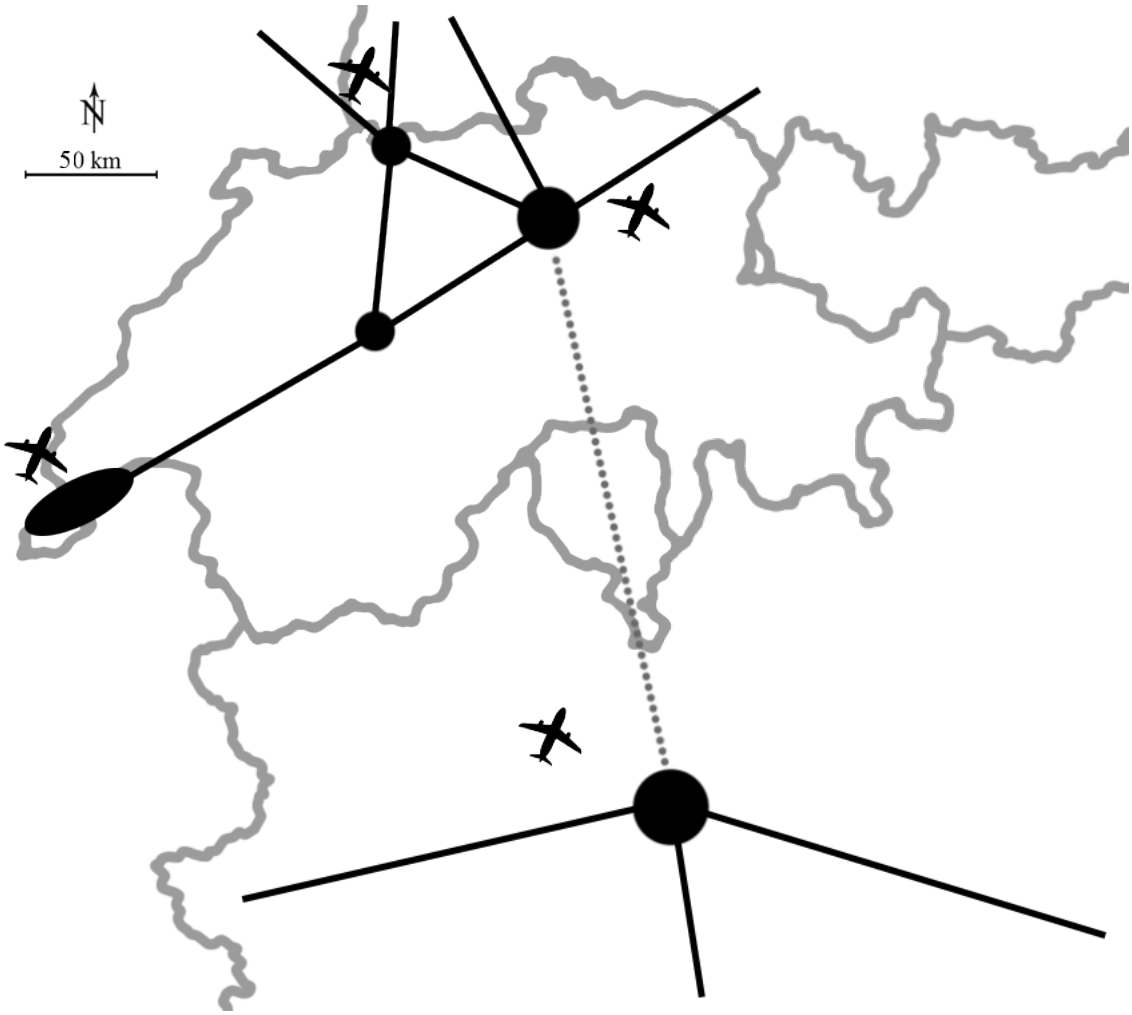


Figura 52. Il corridoio negativo: il Ticino è qui bypassato completamente dai flussi che collegano il sistema urbano svizzero a quello lombardo. La sua funzione diventa dunque quella di ospitare infrastrutture di mobilità senza potersene però avvantaggiare. Esso viene, perciò, inglobato come periferia dalla metropoli milanese. Rielaborazione a partire dalla carta presente nel Piano: (RCT, 2009, p. 62)

Affinché questo scenario non si materializzi sarà d'uopo rafforzare i punti forti del Cantone. «Sul tavolo della competitività regionale dobbiamo porre il nostro valore maggiore, ossia la qualità di vita, intesa nel suo senso più ampio: trasporti attrattivi, sicurezza, tutela ambientale, varietà paesaggistica, formazione performante, sanità efficiente, stabilità e coesione sociale» (RCT, 2009, p. 5). Per fare in modo che questa politica funzioni però non basteranno gli sforzi del Cantone. Isolato, infatti, questo territorio non potrà che perdere il confronto con le aree metropolitane. Esso dovrà dunque favorire l'interconnessione con le città di media dimensione che lo circondano e che costituiscono già, di fatto, un sistema economico sufficientemente organico.

> Il modello territoriale del PD 90 assegnava al Ticino un ruolo di «ponte» tra la regione metropolitana di Milano e quella di Zurigo. Con il nuovo modello questo principio viene mantenuto e potenziato, insistendo maggiormente sull'idea di una «rete urbana» ticinese da integrare nel sistema delle città svizzere ed europee. In particolare, si auspica il mantenimento del ruolo di «ponte» tra Zurigo e Milano attraverso un rafforzamento delle relazioni all'interno della Regio insubrica, soprattutto con Como, Varese e l'aeroporto intercontinentale di Milano-Malpensa. (RCT, 2009, p. 84)

Emerge dunque, agli occhi dei pianificatori cantonali, la possibilità di sfuggire all'assorbimento favorendo e rafforzando la rete urbana insubrica come fascia mediatrice autonoma fra i due sistemi urbani.

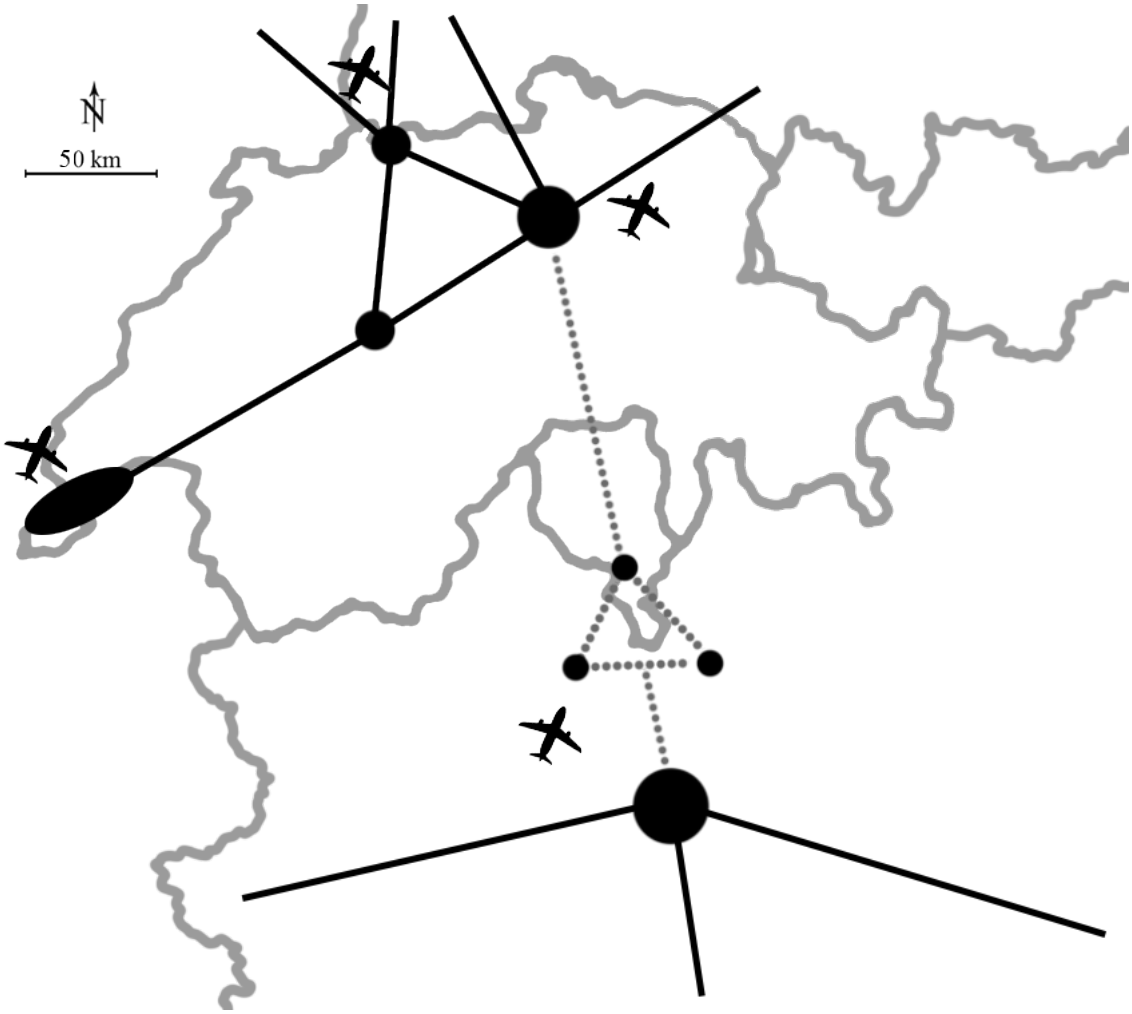


Figura 53. Il corridoio positivo: la rete urbana insubrica – Lugano, Como e Varese – genera un polo con sufficiente forza per imporsi come fascia autonoma rispetto ai sistemi urbani lombardo e svizzero, garantendo così possibilità di sviluppo al Cantone. Rielaborazione a partire dalla carta presente nel Piano: (RCT, 2009, p. 70)

Mentre il primo Piano direttore si focalizzava prevalentemente sui due elementi – interno ed esterno del Cantone – il PD 09 suggerisce invece la creazione di una terza scala d'analisi – quella della Regio insubrica – che risulta altresì essere l'elemento determinante nella conformazione dei compiti e delle sfide che attenderanno il Ticino nei prossimi decenni. Per il Cantone, dunque, una pianificazione urbana ottimale dev'essere sviluppata grazie ad

> un sistema a tre scale spaziali: internazionale/nazionale, insubrica/cantonale, regionale/d'agglomerato. Ad esempio AlpTransit col relativo allacciamento alla rete ferroviaria italiana è un elemento portante per la dimensione nazionale e internazionale; TILO [il sistema di collegamento ferroviario Ticino-Lombardia] lo è per la dimensione insubrica e cantonale; i Piani regionali dei trasporti lo sono per quella regionale. (PD 09, 90)

Il Ticino, come Cantone, non è dunque più sufficiente per potersi proporre come attore nella rete urbana globale. Esso deve pertanto unirsi a Como e Varese nella Regio insubrica per potersi profilare. Il buon governo del territorio cantonale passa, inevitabilmente, per la coordinazione internazionale con le città italiane confinanti – un nuovo esempio di come il modello insulare (Elden, 2013; Schmitt, 2011) è stato superato dalla nuova spazialità reticolare interconnessa.

Così come la fascia urbana ticinese non può sopravvivere sola e deve invece federarsi in organismi più vasti, allo stesso modo la fascia infraurbana – turistico-ricreativa – dovrà tentare di sviluppare maggiormente le proprie potenzialità mettendosi in rete con i territori confinanti che presentano simili conformazioni. Potenziare l'attrattività turistica è infatti fondamentale per poter mantenere questi territori e non lasciarli decadere completamente come spazi periferici. Gli sforzi del Cantone, tuttavia, non sono sufficienti – non solo in base alla nuova razionalità neoliberale, la quale impone di abbandonare progressivamente la volontà di un equilibrio territoriale, ma anche e soprattutto – perché le autorità sono già focalizzate sulle grandi sfide che attendono la fascia urbana ticinese e non possono quindi dedicare troppe risorse alla protezione di zone discoste. Non volendo creare eccessivi divari fra lo spazio urbano e quello infraurbano, è dunque opportuno ricorrere alla collaborazione con regioni confinanti che presentano le stesse caratteristiche.

> Lo sviluppo equilibrato e la coesione di Città-Ticino presuppongono adeguate condizioni di mobilità per tutte le regioni del Cantone e per le diverse fasce della popolazione. Un'attenzione particolare va pertanto riservata alle regioni periferiche e a quelle di montagna affinché siano garantiti i servizi di base, modulati in funzione dei bisogni primari della popolazione e tenendo conto della loro attrattiva turistica. In prospettiva un tema particolarmente importante sarà dato dalla destinazione della linea di montagna del San Gottardo dopo la messa in esercizio di AlpTransit (2016). In quest'ottica sarà importante sviluppare un concetto di mobilità integrato in un progetto più ampio di rilancio economico e accessibilità turistica dell'intera area alpina tra i Cantoni Vallese, Ticino, Uri e Grigioni. (RCT, 2009, p. 91)

È interessante questa proposta poiché chiarisce la nuova razionalità delle autorità cantonali. Per favorire l'efficacia di determinate politiche, è bene superare la stretta delimitazione cantonale, andando invece a cercare la collaborazione con regioni funzionalmente simili. Ciò significa che il peso politico dei limiti insulari – i confini – scema vieppiù in favore di una gestione progressivamente fluida e flessibile, adattata a diversi contesti e problematiche. Concretamente, poi, ciò implica per il Cantone l'esperire il Ticino come una duplice realtà: da un lato la fascia urbana, che dovrà federarsi nella Regio insubrica, dall'altra quella infraurbana, che dovrà collaborare con altre zone alpine per garantirsi un ruolo turistico-ricreativo e non soccombere alla propria perifericità. Ciò a sua volta pone una sfida non da poco: se la fascia urbana dovrà confrontarsi con politiche e modalità di un altro Stato, quella infraurbana dovrà necessariamente collaborare con regioni linguistiche diverse.

È altrettanto interessante come, di nuovo, parlando del compito delle zone turistico-ricreative del Cantone i pianificatori insistano sull'aspetto identitario. Sebbene la maggior parte della popolazione viva nella fascia urbana, è la fascia infraurbana a svolgere il ruolo preponderante nella costruzione identitaria ticinese. Il Piano direttore afferma infatti che «la via che conduce a rafforzare la nostra identità rispetto al contesto esterno passa attraverso un'intensificazione delle relazioni con i Cantoni alpini Grigioni, Uri e Vallese, in particolare nell'ambito della protezione e valorizzazione del patrimonio ambientale e culturale» (RCT, 2009, p. 70) . Si ripresenta dunque, come nei discorsi sui parchi nazionali – che fra l'altro sono, almeno nel caso del Parc Adula, un tentativo di collaborazione intercantonale proprio in questo senso – il divario fra la realtà urbana esperita dalla maggioranza della popolazione e la necessità di cercare altrove una fonte di legittimazione identitaria, che contestualizzi lo spazio di vita urbano contemporaneo *creando* un legame con la società rurale del passato – i cui resti sono ancora parzialmente visibili nei territori infraurbani e vanno perciò mobilizzati, reinterpretando radicalmente le loro funzioni, in senso turistico e ricreativo.

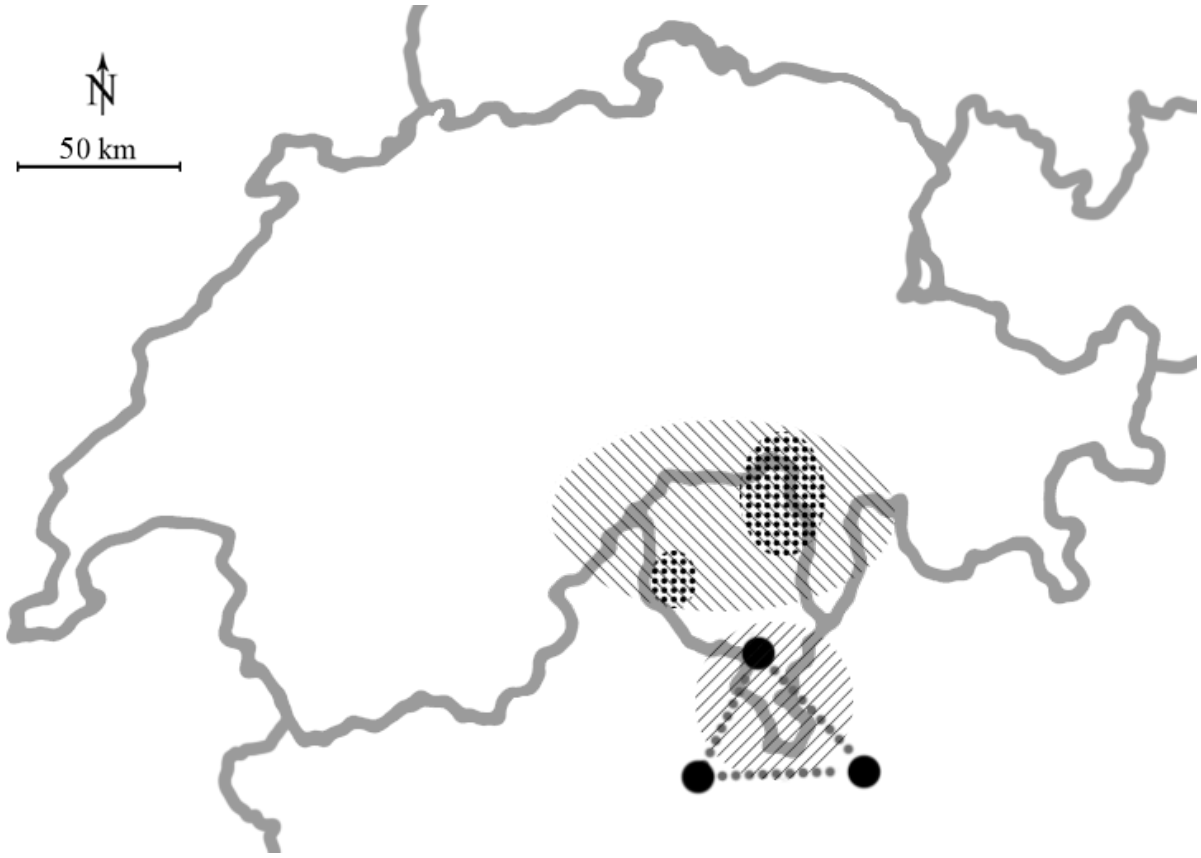


Figura 54. La nuova scala supracantonale: a Sud lo spazio urbano dovrà integrarsi sempre più alla Regio insubrica composta dal triangolo Lugano-Como-Varese (cerchi neri), mentre a Nord lo spazio infraurbano dovrà aumentare la collaborazione con le regioni alpine di Vallese, Uri e Grigioni, in particolare grazie allo sviluppo di Parchi Nazionali come il Parco del Locarnese e il Parc Adula (puntinati). Elaborazione propria

Questa bicefalia del Cantone nella visione delle autorità, fra l'altro, si lega alla tendenza storicamente svizzera della *centralizzazione decentralizzata* (Diener et al., 2006), pur modificandola in senso neoliberale. Favorire infatti lo sviluppo di una rete intercantonale alpina dovrebbe permettere di tentare di sviluppare anche i territori infraurbani – seppur in senso turistico-ricreativo e dunque sempre dipendente dalle necessità e dai desideri degli spazi urbani – e di non abbandonarli a se stessi. Grazie a questa politica, dunque, «il Consiglio di Stato integra il progetto dell'ARE [la rete urbana policentrica promossa a scala federale], affermando la necessità di promuovere un approccio complementare a quello volto a rafforzare gli agglomerati. Si tratta cioè di rivalutare l'identità del Ticino anche nel contesto paesaggistico dell'arco alpino» (RCT, 2009, p. 25).

Ciò ci permette di comprendere come il progetto di esportare il tessuto propriamente urbano in tutto il territorio cantonale – progetto del quale restavano ancora delle tracce nel PD 90 – sia ormai definitivamente tramontato. Nel nuovo millennio, le autorità constatano sì la completa urbanizzazione del territorio, che si distingue però in due fasce contrapposte: da un lato lo spazio propriamente urbano, con le sue problematiche, e dall'altro quello infraurbano. La volontà di sviluppare politiche identitarie e turistico-ricreative per garantire la sopravvivenza e la competitività dello spazio infraurbano mostrano come le autorità abbiano definitivamente accettato e siano anzi pronte a sostenere e favorire la separazione dei due territori e la loro specializzazione in settori distinti – produzione economica per quello urbano, dimensione turistico-ricreativa per quello infraurbano.

2.3 Il dibattito e la bocciatura del Parc Adula

Archivio: Archivio Sbt dei Quotidiani e Periodici
Giornali: Corriere del Ticino
Keywords: Turisti, Turista, Campeggiatori abusivi
Timeline: 01.01.2000-31.12.2017
Risultati: 505, ridotti dopo una preselezione (eliminando riferimenti d'agenda e articoli fuori tema) a 334

Ci accingiamo dunque ad analizzare il dibattito pubblico sul Parc Adula per osservare la reazione della popolazione alla volontà espressa dai pianificatori circa lo sviluppo futuro del Cantone. Per farlo ricorreremo alla lettura degli interventi nei media scritti (Corriere del Ticino e laRegione), che si tratti di articoli o di lettere ed editoriali[291]. Due sono gli elementi importanti per questa scelta: da un lato, come già riconosceva Gramsci nei Quaderni, «le "cartoline del pubblico" sono uno dei documenti più tipici del senso comune popolare» (1, XVI, §16) – grazie all'analisi del dibattito sulla carta stampata potremo allora ricostruire abbastanza fedelmente la percezione della realtà dei gruppi in questione; dall'altro, il tema del dibattito presenta aspetti che risultano centrali per la nostra ricerca. In particolare, la questione del Parc Adula risulta rilevante poiché coinvolge numerosi elementi che sono emersi nel corso delle nostre analisi: si tratta infatti di un progetto intercantonale – mirante dunque a superare i confini ticinesi in un'ottica di interconnessione necessaria per sopravvivere al paradigma post-insulare – che coinvolge una delle aree più periferiche del Cantone e tenta di trasformarla in senso turistico-ricreativo, inserendola in un contesto urbano più vasto con una funzione specifica. Al tempo stesso, è un progetto che coinvolge immaginario e tracce materiali sia naturali che antropiche, andando a trasformare in funzione urbano-ricreativa una zona fondamentalmente infraurbana. Attorno a questo progetto si giocano dunque le tensioni legate tanto al superamento dei limiti comunali e cantonali che all'inserimento funzionale di un'area in una zona urbana più ampia.
«A seguito della promozione lanciata da Pro Natura nel 2000 ("Creiamo un secondo parco nazionale"), inizialmente 15 Comuni (8 ticinesi e 7 grigionesi) e 4 Regioni (Moesano, Surselva, Tre Valli e Viamala) situati attorno all'Adula si sono istituiti come ente responsabile» (ORM, RS, RTV, & RV, 2005, p. 3) ed hanno iniziato ad elaborare il progetto Parc Adula. La gestazione dello stesso è stata lunga: ben sedici anni dalla costituzione del gruppo alla votazione che avrebbe dovuto sancirne la nascita e che si risolse invece in un nulla di fatto. Il Parco è stato infatti rifiutato nella votazione del 27 novembre 2016. «Complessivamente si sono espressi 7'806 cittadini, così suddivisi: 3'785 favorevoli (49%) e 3'909 contrari (50%), mentre l'1% si è astenuto» (CdT, 2016b, p. 17). La popolazione bleniese si è espressa come segue: 713 voti contrari (61%) contro 453 favorevoli (38%) a Blenio, 630 voti contrari (52%) contro 579 favorevoli (47%) a Serravalle e 578 favorevoli (60%) contro 372 contrari (39%) ad Acquarossa. Mentre a favore del progetto si erano schierati la Confederazione, i Cantoni Ticino e Grigioni, i municipi e i consigli comunali bleniesi, Ascoble (associazione che raggruppa diversi rappresentanti pubblici della valle), il Partito Socialista, il Partito Liberale Radicale, il Partito Comunista, la Fondazione svizzera per la tutela del paesaggio, il gruppo artigiani bleniesi, l'associazione Bleniobike, il WWF, ProNatura, TicinoTurismo e l'Ente regionale di sviluppo, contro

[291] La distinzione fra queste due ultime categorie risulta relativamente problematica: infatti ne *laRegione* alcune lettere vengono presentate sotto il cappello *Il Dibattito*, gli autori vengono presentati non solo con nome e cognome ma anche con eventuali qualifiche professionali o politiche, e a volte accompagnati da una foto. Queste diverse possibilità e tipologie non permettono di evincere in modo chiaro che tipo di interventi vengano attivamente incoraggiati e sostenuti dalla testata e quali invece siano semplicemente frutto di un'iniziativa esterna al giornale. Ciò non inficia comunque il nostro lavoro: l'obiettivo dell'analisi non è infatti di osservare la posizione delle diverse testate ma quella di descrivere criticamente gli argomenti dei favorevoli e dei contrari al Parco.

di esso si son mossi i rappresentanti leghisti della valle, l'Associazione per un territorio senza grandi predatori, l'Unione Contadini Ticinesi, la Società agricola bleniese e il Gruppo di lavoro territorio e ungulati. Particolarmente interessante ai fini di questo lavoro non è il Parco in sé, con le sue caratteristiche specifiche, quanto piuttosto il dibattito pubblico attorno allo stesso. In tale dibattito, infatti, si palesano diversi aspetti rilevanti del presente: esso si è infatti giocato più su questioni antropiche che non su tematiche ambientali.
È opportuno tracciare una breve storia del progetto. A seguito della sollecitazione di Pro Natura del 2000 e della successiva modifica dell'Ordinanza federale sui parchi d'importanza nazionale del 7 novembre 2007, solo due progetti – entrambi ticinesi – si sono presentati come candidati a Parchi Nazionali.

> Dieci anni or sono la Svizzera contava un solo Parco: quello nazionale dell'Engadina, che copriva un'area di 170km^2. Mentre oggi i Parchi sono 18, 16 dei quali (15 regionali e uno periurbano) sono già in fase di gestione, mentre gli altri due sono ancora in fase di creazione. Questi ultimi, come noto, concernono la Svizzera italiana. Si tratta infatti del Parco Nazionale del Locarnese e del Parc Adula a cavallo fra Ticino e Grigioni. (CdT, 2013, p. 19)

Il Cantone, in piena ristrutturazione dei rapporti spaziali – sia inter che intra regionali – che seguiva di fatto la più vasta transizione elvetica da un modello di equilibrio ad uno incentrato sulla specificità dei diversi territori, si proponeva dunque di approfittare pienamente delle nuove opportunità politico-finanziarie offerte dalla Confederazione per veicolare lo sviluppo delle sue aree infraurbane e delle sue realtà periferiche. La valle di Blenio – con i suoi 5'714 abitanti nel 2015 (USTAT, 2018c) e una densità di 15.94 residenti per km^2, fra le più basse del Cantone (USTAT, 2018e) – appartiene infatti a questa categoria. Tale area presenta aspetti peculiari rispetto alle altre zone periferiche del Cantone: essa non è attraversata – come invece la Leventina – da grandi infrastrutture di trasporto, ma non è neppure una valle con un singolo accesso – come invece sono la Maggia e la Verzasca. Essa è infatti connessa ai Grigioni tramite il passo del Lucomagno. Quest'insieme di fattori – perifericità, assenza di grandi infrastrutture e connessione ad altre realtà cantonali – favorisce un suo inserimento in un Parco Nazionale che necessita sia di integrità ambientale e qualità ecologica che di accessibilità turistica.

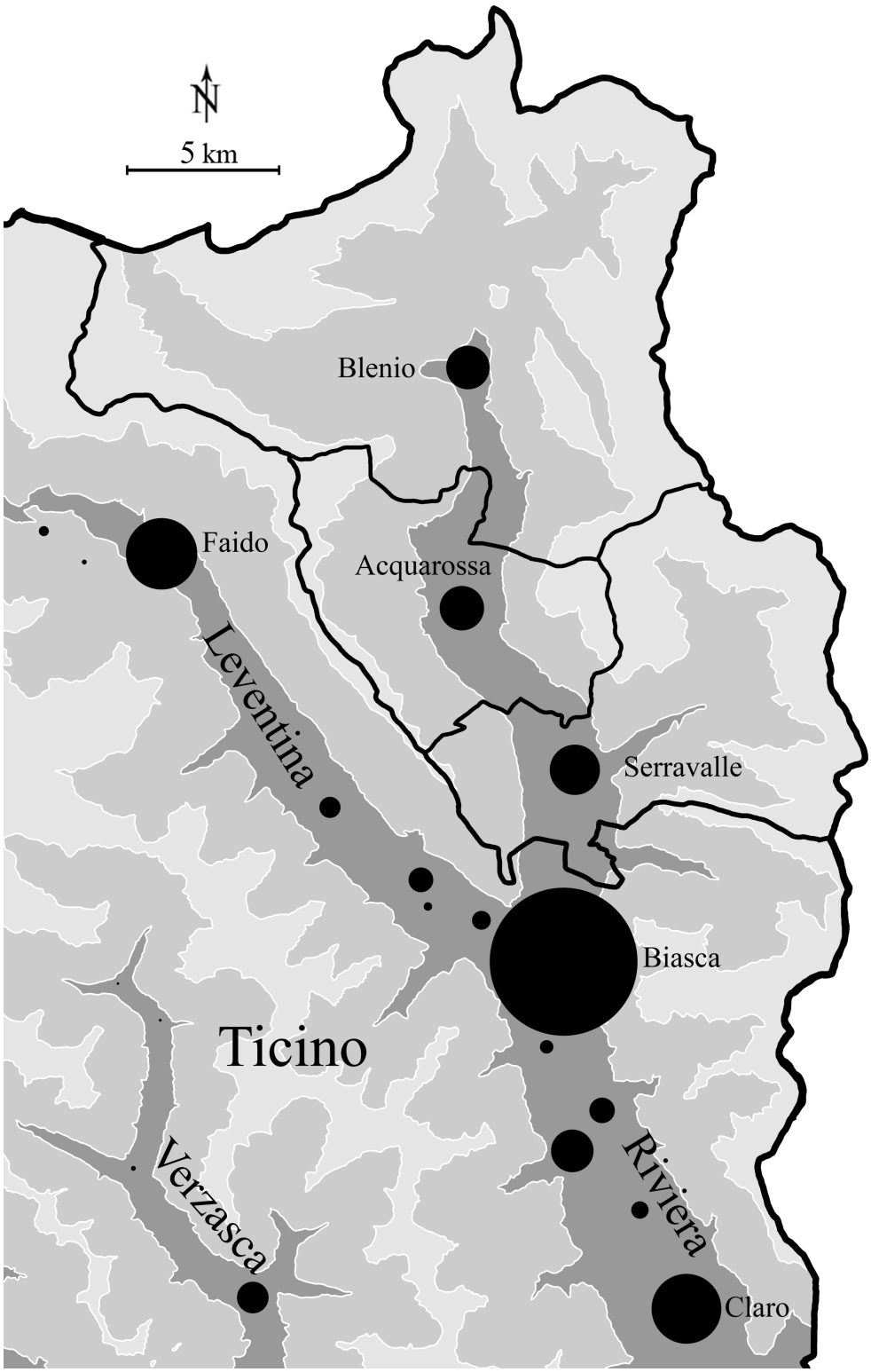


Figura 55. La demografia e i rilievi del Ticino Nord-orientale. I confini evidenziano la valle di Blenio, territorio interessato dal progetto Parc Adula. I cerchi rappresentano i comuni ticinesi e la rispettiva popolazione. Il territorio cantonale è colorato per segnalare le aree al di sotto dei 1000m (più scure), quelle fra i 1000m e i 2000m (più chiare) e quelle al di sopra dei 2000m (chiare). Rielaborazione propria a partire dalla documentazione ufficiale (www.parcadula.ch) e da (USTAT, 2018c)

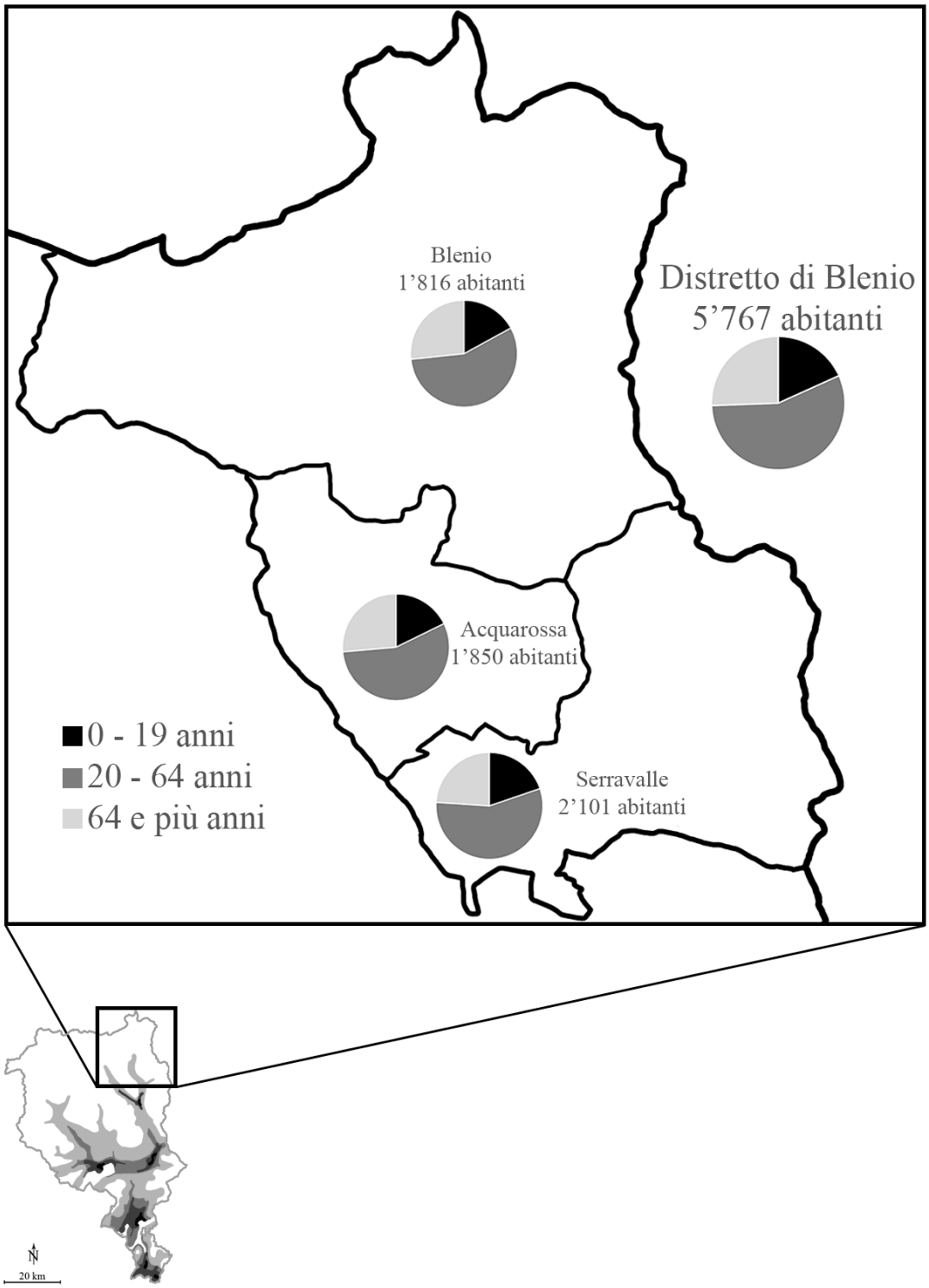


Figura 56. Il distretto di Blenio, interessato dal progetto di Parco Nazionale e composto unicamente da zone di retroterra e montagna, e le diverse classi d’età della sua popolazione. La rappresentazione delle distinte classi non si discosta dalla media Cantonale. Cartina elaborata a partire da (RCT, 2009, p. 73; USTAT, 2018c).

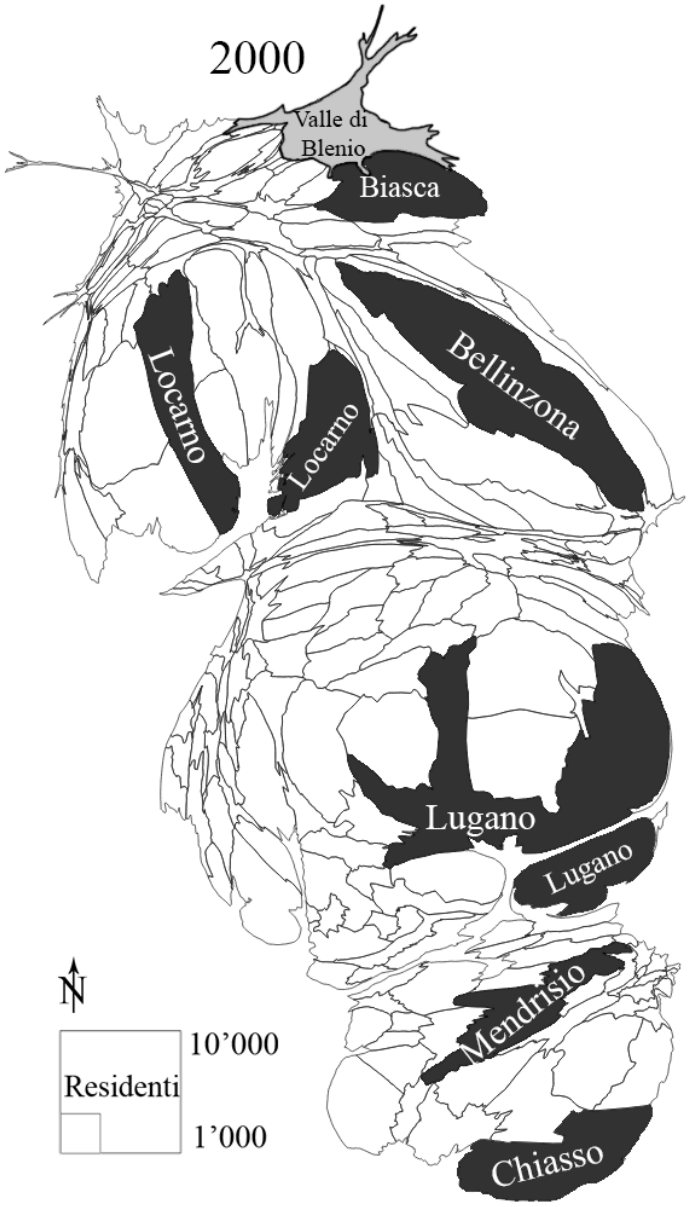


Figura 57. Anamorfosi del Ticino in base alla popolazione del 2000. Fonte: (USTAT, 2018d). Elaborazione di Raphaël Bubloz con ScapeToad, dati: SwissTopo GG25/2004, DV084371. La superficie dei Comuni non è proporzionale ai km^2, ma al peso demografico. La valle di Blenio è evidenziata in grigio: si noti la sua posizione geograficamente e demograficamente periferica.

Interessante caratteristica dei nuovi Parchi Nazionali – rispetto a quelli di vecchia concezione – è il tentativo di far coincidere crescita economica e tutela ambientale. Rispetto alla concezione della riserva naturale integrale di classe IUCN Ia – come nel caso del Parco Nazionale engadinese, l'unico Parco Nazionale svizzero – il Parc Adula si proponeva infatti, seguendo i dettami dell'ordinanza federale, di favorire lo sviluppo di un'economia sostenibile attorno alla zona di libero sviluppo naturale. Solo la zona centrale sarebbe dunque rientrata sotto la categoria IUCN II (Broggi, Bruni, Locatelli-Belviso, & Pagani, 2016, p. 31).

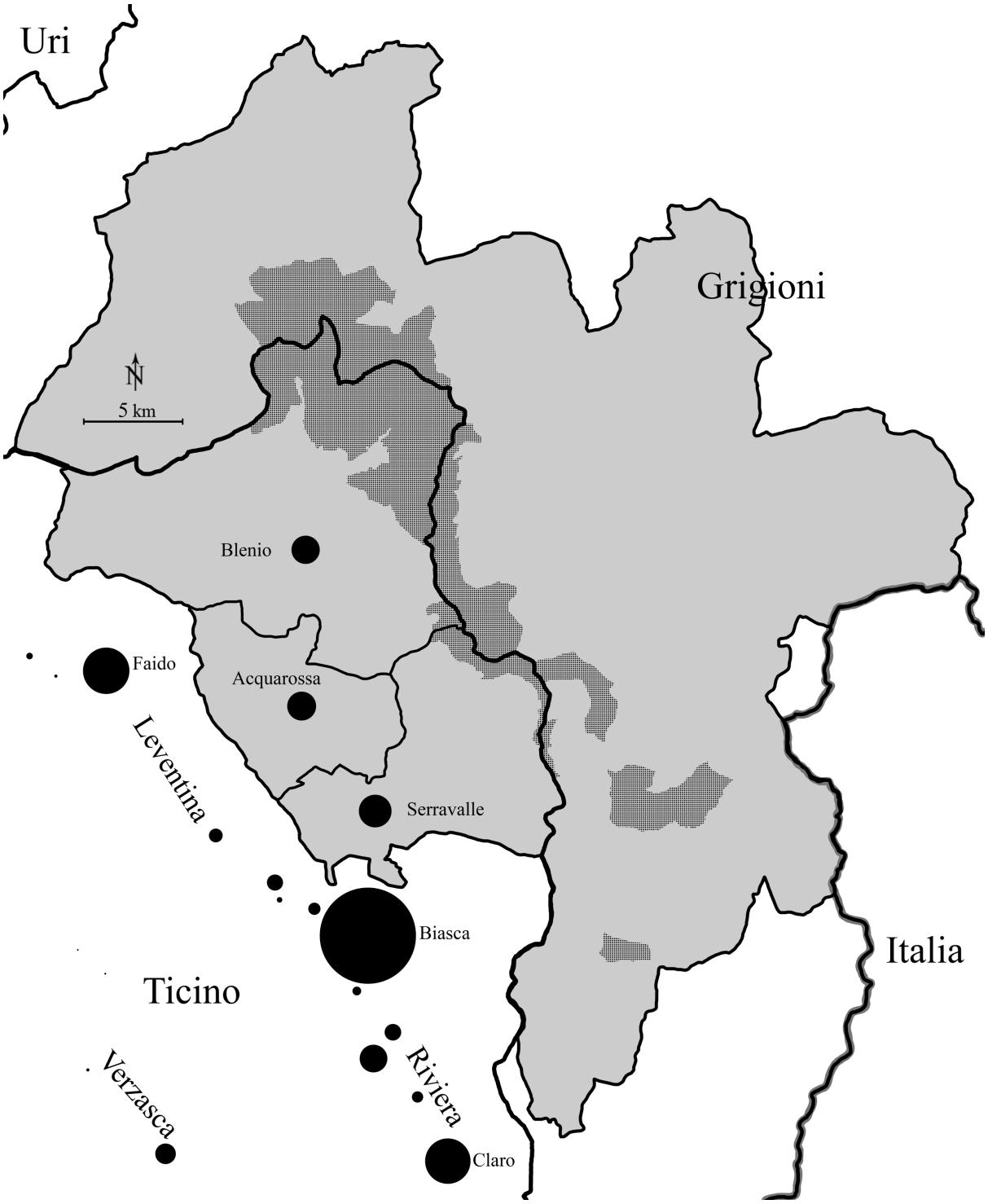


Figura 58. In grigio la superficie del Parc Adula, a cavallo fra Ticino e Grigioni. In puntinato la zona centrale del parco. I cerchi rappresentano i comuni ticinesi e la rispettiva popolazione. Rielaborazione propria a partire dalla documentazione ufficiale (www.parcadula.ch) e da (USTAT, 2018c)

Come si può notare dal grafico, la ripartizione dei testi analizzati fra i due quotidiani stampati più importanti del Cantone è pressoché bilanciata, con una lieve prevalenza de laRegione, dato che tale testata ha un'attenzione particolare verso il Sopraceneri.

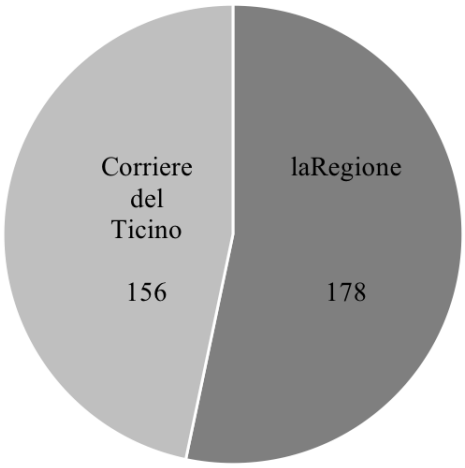


Figura 59. La provenienza dei testi analizzati in questo capitolo. Si noti la ripartizione equilibrata fra i due quotidiani.

L'equilibrio che emerge mostra come il tema sia stato ritenuto egualmente importante dalle due testate. Osservando invece l'evoluzione cronologica dei testi analizzati si può notare che il Parc Adula e i suoi effetti sono diventati un tema veramente caldo per il dibattito pubblico ticinese a mezzo stampa con l'avvicinarsi del voto.

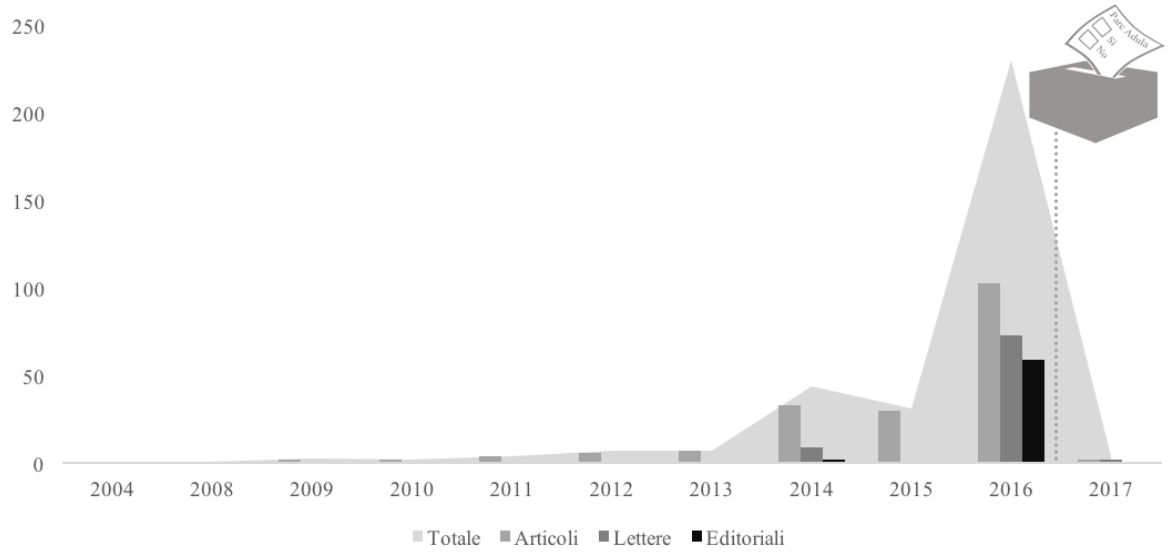


Figura 60. La ripartizione cronologica degli interventi sulle due testate ticinesi dal 2000 al 2017.

Osservando più da vicino la tendenza si ripete: anche durante l'anno della votazione, il 2016, il tema è stato discusso prevalentemente nei mesi precedenti alle urne.

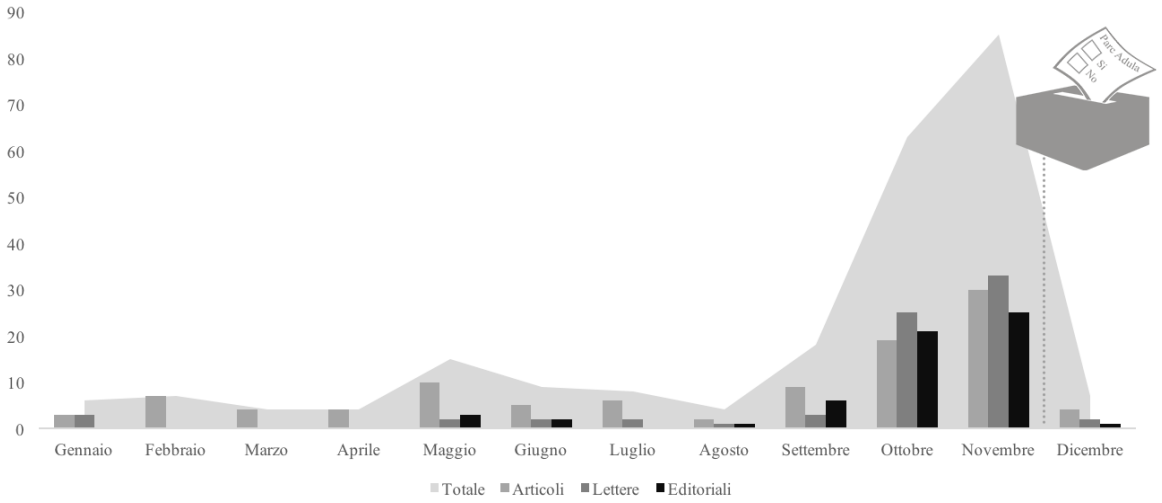


Figura 61. Ripartizione cronologica degli interventi sulle due testate ticinesi nel 2016.

Tale ripartizione cronologica suggerisce che, seppur accompagnato da un dibattito pubblico relativamente importante almeno dal 2014, il parco è diventato oggetto di intensa e quasi frenetica discussione solo nei mesi precedenti al voto. In questi mesi, infatti, i diversi attori – figure pubbliche e privati cittadini – hanno partecipato al dibattito.

	Favorevoli					Contrari					
	Trasparenza del processo	Limiti accettabili	Crescita economica	Reversibilità del Parco	Visibilità	Mancanza di chiarezza	Limiti eccessivi	Perdita di sovranità	Scarsi effetti economici	*Fake news*	Irreversibilità del Parco
2008											
2009											
2010											
2011											
2012											
2013											
2014											
2015											
2016											
2017											

Tabella 5. I principali argomenti a favore e contro il Parc Adula e gli anni in cui tali argomenti sono apparsi nel dibattito sulla carta stampata.

Come si può osservare dalla tabella, sono in particolar modo gli argomenti contro il parco ad essere apparsi nel dibattito in modo più tardivo e a ridosso della votazione. Questo fenomeno non può sorprendere: negli anni precedenti la discussione si orientava piuttosto ad una presentazione del progetto – che quindi mettesse in luce fondamentalmente gli aspetti positivi e le novità legate all'istituzione di un Parco Nazionale per una regione periferica come la valle di Blenio. Solo a progetto quasi ultimato – quando dunque era possibile osservare più concretamente le sue caratteristiche – sono state avanzate critiche e sono stati sottolineati gli

elementi negativi. Si può poi operare da subito una distinzione fra le finalità di chi ha sostenuto argomenti contrari al Parco nel dibattito a mezzo stampa: da un lato coloro che – come il Club Alpino Svizzero nel 2011 – volevano far emergere criticità per poter partecipare attivamente alla realizzazione del progetto, dall'altro coloro che si sono mossi invece unicamente contro la realizzazione del Parco. Mentre la critica costruttiva è parte del processo di creazione di un progetto e può quindi manifestarsi già nelle fasi preliminari, quella distruttiva tenderà ad emergere nel momento della decisione – è il caso di alcuni argomenti contrari al parco che vengono presentati unicamente nel 2016.
Come si può osservare nella tabella, vi sono numerosi argomenti che vengono sollevati sia a favore che contro la realizzazione di questo progetto.



Figura 62. Alcuni degli argomenti principali sostenuti sia dai favorevoli che dai contrari al Parco.

Possiamo osservare come i favorevoli partano innanzitutto dal costatare la criticità della situazione della valle. In quest'ottica l'infraurbanità della valle costituisce sia un pregio – panorama, natura – che un difetto. Le difficoltà socioeconomiche della regione rendono infatti difficile lo sviluppo di nuove attività. I contrari ribattono a questa visione accentuando invece gli aspetti positivi e imputando la precarietà socio-economica attuale alla riduzione e centralizzazione dei servizi e dei finanziamenti operata da Cantone e Confederazione. Mentre i sostenitori ritengono accettabili i limiti imposti dal Parco come strumento per tutelare l'ambiente e favorire la crescita economica, i detrattori sostengono che tali limiti sono eccessivi e che dimostrano la volontà di sottomettere l'abitante infraurbano alle necessità di tutela della natura. Al tempo stesso, essi sminuiscono gli effetti economici e la visibilità che secondo i sostenitori dovrebbe garantire il progetto. Nel corso del 2016, poi, emerge un aspetto epistemologico di grande importanza: i contrari attaccano infatti a più riprese la legittimità e la validità degli esperti e dei tecnici al lavoro. La disputa attorno ai fondamenti epistemici dell'avversario caratterizza fortemente l'anno della votazione: gli uni sostengono che i contrari al Parco son guidati unicamente da paure e opinioni infondate, mentre questi rispondono denunciando quella che ritengono essere una vasta campagna di disinformazione, propaganda e menzogna che accomuna i tecnici al lavoro nel progetto e le diverse istituzioni della valle. Attorno a questo perno si gioca ad esempio la questione della reversibilità o irreversibilità del Parco – che, in caso d'accettazione, andrebbe rivotato ogni

10 anni. Da segnalare infine anche le critiche di alcune organizzazioni ecologiste e degli uffici federali preposti – critiche marginali da un punto di vista quantitativo –, che ritenevano la regolamentazione del Parco troppo permissiva. Tentiamo allora di ricostruire l'insieme degli argomenti dei favorevoli prima e dei contrari poi, in modo da delineare gli aspetti salienti e metterli a confronto della politica pianificatoria cantonale.

2.3.1 Gli argomenti dei favorevoli

Crescita economica

Per comprendere le argomentazioni dei favorevoli al Parco, occorre innanzitutto elencare i tre grandi vantaggi che – secondo loro – questo progetto potrebbe offrire alla valle: la crescita economica, la tutela ambientale e la visibilità. «Il Parco porta innovazioni, dà valore aggiunto alla valle, porterà turismo e posti di lavoro» (CdT, 2012, p. 15). Un progetto di tale portata infatti non può che modificare profondamente la realtà nella quale si inserisce. Le innovazioni che il Parco comporterebbe, agli occhi dei favorevoli, andrebbero infatti a toccare le condizioni strutturali d'esistenza in valle. Per questo, essi sostengono apertamente la partecipazione e il coinvolgimento della società civile nell'insieme della costituzione del Parco. Esso infatti «rappresenta un'opportunità unica di crescita per le nostre regioni di montagna. È perciò importante esserci come protagonisti, anziché solo subire processi e decisioni dall'esterno» (G. Rigozzi, 2009, p. 45). Tale partecipazione non solo permetterebbe di appropriarsi del progetto, ma contribuirebbe ad informare maggiormente la popolazione e, così facendo, dissiperebbe dubbi e reticenze.

Un elemento che emerge immediatamente è il fatto che i sostenitori del Parco sembrano appartenere alla fascia di popolazione più critica rispetto alla situazione socio-economica della valle. A seguito di un sondaggio del 2014, infatti, si è manifestato chiaramente il rapporto «tra il giudizio che la popolazione dà sull'attrattiva della regione in cui risiede e le aspettative verso il futuro Parc Adula: più il giudizio è critico, più ci si attende che il parco porti con sé ricadute positive» (CdT, 2014, p. 14). Tale osservazione è confermata dalle diverse argomentazioni sollevate dai favorevoli. Per essi, infatti, «quella del parco nazionale è l'unica via che può garantire lo sviluppo socio-economico delle nostre regioni, anche perché con l'abbandono della vecchia Legge sugli investimenti nelle regioni di montagna la Confederazione si è sostanzialmente disimpegnata in questo ambito» (CdT, 2015c, p. 16). Quest'affermazione solleva numerosi elementi che sarà bene riprendere in seguito. Per il momento limitiamoci ad osservare lo sforzo dei sostenitori del Parco nel rendere pubblici i benefici economici che esso potrebbe avere per la valle, come «testimoniano gli oltre 100 progetti locali che il Parc Adula ha sostenuto in questi anni» (CdT, 2015d, p. 13). Nel corso del 2016, infatti, «Parc Adula ha sostenuto una ventina di progetti (in parte ancora in corso) nella sola Valle di Blenio: tra cui l'impianto fotovoltaico della Capanna Scaletta o il bus navetta del Luzzone, il recupero del Mulino di Corzoneso e la rinata Filovia Malvaglia-Dagro» (laRegione, 2016a, p. 10). Questi dati dimostrerebbero, secondo i favorevoli, il carattere trainante, modernizzante e dinamizzante del Parco rispetto all'insieme della realtà della valle.

> Non tutti forse sanno che durante questa fase in cui il progetto non è ancora divenuto realtà, l'associazione PA ha già finanziato e/o contribuito a progetti di valorizzazione del territorio (riattazione di cascine ad uso turistico, sentieri, boschi, …) e di formazione (scuole) per un valore superiore a 250'000 franchi nella sola valle di Blenio. (Pagani, 2016, p. 30)

Tutti coloro che vedono con occhio critico la situazione socio-economica, e che comprendono che essa non potrà che peggiorare dati i cambiamenti della politica delle regioni periferiche sia della Confederazione che

del Cantone, non possono dunque che sostenere il progetto del Parco come elemento di rilancio e specializzazione della realtà di valle.

> Chi è preoccupato per l'inarrestabile degrado economico della valle di Blenio vede nel Parc Adula un'occasione, forse unica, per innescare quel rilancio che non è venuto dalle terme di Acquarossa, mai decollate. I più di cinque milioni di franchi all'anno che il parco porterà nelle valli potrebbero essere un buon volano per la ripresa del settore turistico e per il rilancio dell'economia in generale. (CdT, 2015a, p. 21)

In una realtà socio-spaziale in mutazione, la valle deve necessariamente riorientarsi e reinventarsi[292]. Essa deve infatti specializzarsi seguendo i propri punti di forza – agricoltura e turismo. Il Parco rappresenta dunque la migliore opzione per compiere questa trasformazione sostenuti da ingenti aiuti pubblici.

> Quale futuro vogliamo? Votando il Parc Adula facciamo una scelta di coraggio e di libertà. «Ci mettiamo in gioco». Gettiamo le basi per un sostegno alle piccole e medie imprese operanti nel settore turistico (ristorazione ed albergheria), nell'agricoltura, nell'artigianato e nel commercio. Cos'è la libertà? La libertà «è tante cose». La libertà è ad esempio «il poter fare» escursioni in montagna con il proprio cane. […] La libertà è però anche poter condurre un'attività lavorativa a casa propria in grado di mantenere in modo dignitoso la propria famiglia. Oggi molti giovani «non sono più liberi» di poter lavorare in valle. Il parco darebbe a loro ed a tutti noi qualche possibilità in più. (Bricalli, 2016, p. 37)

Gli argomenti sono dunque chiari e incisivi: senza Parco e con la scomparsa dei finanziamenti pubblici erogati da Confederazione e Cantone, la valle è destinata ad un doloroso declino che peggiorerà ancor di più le sue già precarie condizioni socio-economiche. La costituzione di un Parco Nazionale, con tutte le implicazioni che esso comporterebbe, favorirebbe la modernizzazione del tessuto socio-economico e lo rinvigorirebbe, rendendo la valle meno dipendente e più autonoma.

> Se vogliamo mantenere viva questa Valle e far sì che non diventi unicamente un dormitorio con un settore turistico debole, pochi servizi e poco attrattiva, dobbiamo abbracciare questa sfida e provare. Sono unicamente 10 anni, poi si torna a votare e se e effettivamente non sarà cambiato nulla potremo scendere dal treno. (N. Rigozzi & Vitali, 2016, p. 29)

La contrapposizione fra i due schieramenti, sulla questione economica, è dunque recepita dai favorevoli come la separazione fra coloro che vedono con apprensione il presente e le prospettive future delle regioni periferiche di montagna e coloro che sembrano invece soddisfatti della situazione vigente.

> La serata di Olivone ha evidenziato la contrapposizione venutasi a creare fra quanti si ritengono soddisfatti della situazione esistente (beati loro), si battono per la difesa di interessi personali o di categoria e quanti si sono invece dati la pena di approfondire i contenuti di una idea che sin dalla fase di istituzione ha permesso al parco di sostenere finanziariamente una ventina di progetti tutti nostri, promossi da comuni, patriziati, privati, società ed associazioni bleniesi. (L. Baggi, 2016, p. 30)

Nell'ottica dei favorevoli al Parco, dunque, i contrari peccano di miopia al non comprendere la criticità della situazione socio-economica della valle e al non preoccuparsi degli sviluppi futuri. Essi rimproverano infatti ai propri avversari di limitarsi a criticare il progetto del Parco senza contrapporgli proposte alternative.

[292] Tali sono gli effetti del continuo ciclo di produzione, distruzione e ricostruzione dello spazio stabilito dalla struttura stessa della società capitalista (Harvey, 2016).

«Attendiamo con curiosità di conoscere le alternative offerte al territorio ed ai suoi abitanti dagli oppositori» (L. Baggi, 2016, p. 30).

Per quanto riguarda la questione della crescita economica, dunque, si può affermare che i favorevoli siano coscienti dei cambiamenti a livello di finanziamento delle regioni periferiche da parte di Confederazione e Cantoni, che abbiano perciò accettato come elemento strutturalmente immutabile – almeno nel contesto presente – la dominanza della razionalità neoliberale e dunque la necessità di promuovere una specializzazione turistico-ricreativa per la valle per poter continuare a ricevere finanziamenti e per poter altresì sviluppare un settore turistico altrimenti gravato da debolezze costitutive. Si tratta cioè di persone che non vedono possibile disputare le ragioni pianificatorie delle scale superiori (cantonale e federale) e che ritengono pertanto opportuno adeguarsi ad esse nel modo più proficuo per la valle.

Visibilità

Strettamente connessa al rilancio economico della valle è la questione della visibilità. Fra gli effetti più evidenti del Parco, infatti, vi sarebbe un'accresciuta visibilità della valle nel contesto turistico svizzero e internazionale. Agli occhi dei favorevoli, infatti, «non basta progettare e costruire infrastrutture turistiche se non creiamo l'elemento attrattore che farà della nostra una regione conosciuta e appetibile a livello svizzero, europeo e internazionale, visitabile come parte del più grande parco nazionale svizzero: il Parc Adula» (Truaisch, 2016b, p. 42). Questa constatazione procede dall'analisi della realtà economica di un mercato internazionale vieppiù competitivo ed interconnesso, nonché dell'importanza crescente degli aspetti legati alla pubblicità e al richiamo dell'immagine in una società post-industriale sempre più influenzata dal mondo virtuale. Accettare il Parco sarebbe dunque saggio: «ogni franco investito ne potrebbe generare altri cinque. Visibilità e ricadute economiche sarebbero le prime conseguenze dell'ottenimento di un marchio che ci distinguerebbe dalle mille altre vallate dell'arco alpino» (M. Baggi & Käppeli, 2016, p. 33). Solo grazie al marchio Parc Adula sarebbe infatti possibile presentare le peculiarità della valle e distinguerla dalle altre regioni alpine con caratteristiche simili.

Il panorama turistico europeo è infatti composto anche da diverse mete alpine ben conosciute. Per poter aspirare ad avere un ruolo in questo contesto è insomma importante poter far emergere la propria offerta. La costituzione del Parc Adula presenterebbe la valle di Blenio come una regione unica in Svizzera, e accrescerebbe dunque il peso pubblicitario – non solo per la regione, ma per l'intero Cantone. Da non dimenticare infatti che in quel periodo era all'opera anche un secondo gruppo di lavoro per proporre gli statuti per il Parco del Locarnese, una realtà non concorrente ma convergente: «i due parchi sono complementari, in quanto quello del Locarnese presenta moltissimo bosco e offre pure un clima mediterraneo sulle rive del Verbano. Una visita a uno e poi all'altro parco non è da escludere» (Kappenberger, 2016, p. 32).

Il Parc Adula andrebbe dunque ad incrementare in modo importante la visibilità della regione e delle sue bellezze. In questo modo «si aumenta il valore aggiunto locale e si promuove lo sviluppo regionale» (CdT, 2015b, p. 15), contribuendo a favorire la crescita economica delle realtà locali e favorendo la rivitalizzazione regionale. Per il direttore di Ticino Turismo Elia Frapolli, l'insistenza sull'importanza dell'immagine e della visibilità non deve trarre in inganno i bleniesi: «senza il label "parco nazionale" le bellezze della regione continueranno ad esistere, certo. Non potranno, tuttavia, beneficiare della luce dei riflettori e resteranno appannaggio di pochi» (Frapolli, 2016, p. 30). Quest'osservazione permette di comprendere alcuni aspetti interessanti: i sostenitori del Parco sembrano temere che l'insistenza sugli aspetti positivi che questo progetto potrebbe portare alla valle venga percepita dagli abitanti come una critica alla stessa. Essi tentano perciò di far comprendere che l'accresciuta visibilità non andrebbe ad aggiungere *sostanza* turistica, ma piuttosto a modificare la forma della stessa, rendendola più efficace e competitiva sul mercato mondiale.

Anche in questo caso vediamo all'opera una precisa comprensione della realtà, che parte dal riconoscimento dell'esistenza di una rete urbana europea e mondiale, vale a dire dell'interconnessione di più zone urbane in una grande rete di scambi e flussi. In questo contesto, per i favorevoli, è illusorio pensare che una regione periferica, sola e senza aiuto, possa emergere per le proprie qualità. Il progetto di Parco Nazionale serve proprio a questo: a confederare un numero sufficiente di realtà locali periferiche e montane in un conglomerato intercantonale che, grazie al sostegno della Confederazione e dei Cantoni possa competere sul mercato turistico internazionale presentando le proprie offerte in modo efficace. In questo contesto sarebbe dunque illusorio – per i sostenitori del Parco – pensare che la sola valle di Blenio possa operare con la stessa efficienza. «Non esiste infatti un'immagine unitaria e sovra regionale della nostra valle che abbia la forza e l'autonomia necessarie per posizionarsi sul difficile mercato del turismo caratterizzato da una forte concorrenza» (Birnstiel & Steiner, 2016, p. 34). Solo il cappello *Parco Nazionale* potrebbe dunque rendere veramente concorrenziale lo sforzo promozionale di questa regione montana, avvantaggiando così il settore turistico. Inoltre, i favorevoli sostengono che il turismo legato ai Parchi è un turismo rispettoso e aperto, un turismo *dolce*[293] – opposto cioè al turismo massificato visto come potenzialmente distruttore, irrispettoso e generatore di effetti indesiderati.

Limiti ragionevoli ed accettabili

Per raggiungere i tre obiettivi del Parco – crescita economica, visibilità e tutela ambientale – la regione dovrebbe dotarsi di un apparato normativo – il Parco stesso – che modificherebbe alcune regole. Stando all'Ordinanza federale sui parchi d'importanza nazionale del 7 novembre 2007, un Parco Nazionale si compone di due zone distinte: una zona centrale ed una periferica. «Un parco nazionale di nuova generazione, qual è il Parc Adula, si pone il duplice obiettivo di favorire il libero sviluppo della natura nella zona centrale e di rilanciare e sostenere un'economia durevole nella zona periferica» (Galli, 2016a, p. 30). Le limitazioni aggiuntive dettate dalla costituzione del Parco andrebbero dunque a gravare essenzialmente la parte centrale – parte in cui la priorità è il libero sviluppo della natura. Su questi aspetti si concentrano gli argomenti dei favorevoli. Essi portano infatti diverse ragioni per cui i limiti imposti dal Parc Adula sarebbero ragionevoli e non eccessivi. Innanzitutto, le nuove norme si concentrerebbero nella parte centrale del Parco – una zona già oggi scarsamente antropizzata e poco frequentata poiché composta principalmente da montagne al di sopra dei 2'000 metri di altitudine. Tale incremento normativo, tuttavia, non andrebbe a gravare eccessivamente tali zone: gli interessi di agricoltori, alpinisti, cacciatori e pescatori sarebbero infatti stati presi in considerazione dai promotori del Parco, i quali avrebbero concesso una serie di deroghe ed eccezioni alle restrizioni tale da non mettere in pericolo nemmeno le attività umane all'interno della zona centrale.

> Nuovi vincoli ce ne saranno pochi, e toccheranno unicamente la zona centrale che comprende 142 km^2 su una superficie totale di 1'250 km^2, ed è, per la maggior parte, situata sopra ai 3'000 metri. Capanne, rustici e alpeggi potranno continuare le loro attività anche nel nucleo del parco. Se è vero che non si dovrà uscire dai sentieri, è altrettanto vero che avremo, nella sola zona centrale, 60 km di sentieri, 157 itinerari estivi e 113 itinerari invernali che ci permetteranno di frequentare le montagne, sia d'estate, che d'inverno. (Lechleitner, 2016, p. 27)

[293] Un turismo che, come vedremo, era auspicato dalla direzione dell'ETT negli anni '80 per l'insieme del Cantone. Ciò a sua volta conferma il processo di urbanizzazione che ha investito il Ticino negli ultimi decenni: mentre negli anni '80 l'intera società cantonale era da tutelare nei propri modi di vita, favorendo un approccio al turismo mediato e controllato, negli anni '10 del XXI secolo tale approccio è da applicare alle valli periferiche che devono essere inserite nella rete urbana continentale.

Il gruppo di lavoro avrebbe insomma operato al fine di garantire la massima conciliabilità fra i limiti richiesti dall'autorità federale per concedere il *label* di Parco Nazionale e gli interessi di coloro che, per diversi motivi, sono attivi nella zona centrale del progetto.

> In sintesi, le infrastrutture esistenti (capanne, alpeggi) potranno essere mantenute; il loro rinnovo sarà possibile ma limitato e se non impedisce «il libero sviluppo della natura»; l'obbligo di seguire i sentieri non appare così «categorico» e l'UFAM sembra attribuire maggior importanza «all'informazione e alla sensibilizzazione del pubblico». (CdT, 2009, p. 13)

Un altro aspetto importante, secondo i sostenitori del Parco, è che la zona centrale risulta già essere regolamentata in modo speciale – con restrizioni sia alla caccia che all'escursionismo e all'accessibilità con veicoli motorizzati. In questo senso, la costituzione del Parco non modificherebbe radicalmente la realtà, e andrebbe semplicemente ad aggiungere alcuni vincoli in una zona già relativamente marginale per le attività umane e già parzialmente sottoposta a norme di protezione. Un prezzo accettabile di fronte alle opportunità di sviluppo socio-economico per gli abitanti della valle. Il Parco si comporrebbe dunque di

> una zona centrale dove effettivamente ci saranno delle restrizioni (a nostro avviso sopportabili in quanto buona parte del perimetro è già parzialmente regolamentato). La zona periferica, oggetto di parecchie discussioni durante la primavera scorsa, non subirà nuove regolamentazioni; tutto quanto facciamo oggi sarà ancora permesso in futuro. (N. Rigozzi & Vitali, 2016, p. 29)

Ecco apparire un altro argomento sollevato a più riprese dai sostenitori del progetto: in zona periferica – che comprende l'insieme degli insediamenti e la maggioranza delle zone in cui si sviluppano attività antropiche – non vi saranno regolamentazioni aggiuntive ma unicamente stimoli e aiuti finanziari per promuovere progetti innovativi. «Il parco nazionale non esplica dei vincoli supplementari per la zona periferica, la cui valorizzazione è perseguita attraverso una politica di incentivi concordata» (CdT, 2015b, p. 15). L'avvento del Parco, dunque, non genererebbe inconvenienti importanti agli occhi dei suoi fautori.

> È poi bene sapere che la zona periferica di un Parco nazionale di nuova generazione (come appunto il Parc Adula) equivarrebbe per concezione e contesto giuridico ad un Parco Naturale Regionale (entrambi appartenenti alla categoria internazionale Iucn 6). In Svizzera ce ne sono ben 14! Cito il ParcEla, Naturpark Beverin, Naturpark Tahl, Parc Gruyère, Parc Jura Vaudois, Biosfera Val Müstair, Unesco Entlebuch… Ebbene, in questi parchi non vi è nessun ulteriore vincolo o divieto di tipo pianificatorio o edilizio rispetto all'ordinamento giuridico già precedentemente e normalmente in vigore. (Broggi et al., 2016, p. 31)

Fra i favorevoli si insiste dunque a più riprese sulla mancanza di regolamentazioni aggiuntive nella zona periferica: si comprende che essi vogliano svincolare la percezione del Parco da quella di un insieme di divieti e proibizioni. Ciò, a sua volta, riporta la questione della libertà: «pensando a mia figlia, a chi se ne va in città, mi chiedo di quali libertà beneficeremo, senza soldi» (laRegione, 2016c, p. 11). I sostenitori del Parco tentano cioè di smontare la disgiunzione libertà/divieti per contrapporle quella libertà/assenza di prospettive. Nel primo caso infatti il Parco verrebbe percepito come una riduzione delle libertà degli abitanti delle valli, mentre nel secondo esso sarebbe il fondamento stesso di una rinnovata libertà – frutto di una miglior situazione socio-economica.

> Svantaggi per taluni, limitazioni supplementari in qualche modo con il Parc Adula ce ne saranno. Ma la domanda che val la pena porsi oggi, e che dovrebbero farsi i bleniesi, è: quale concreta alternativa da offrire ai propri figli esiste,

> in questo momento, se, davvero, ancora si vuole continuare a vivere e prosperare in valle, uscire da questa spirale di tagli su tagli, sacrifici imposti dall'alto, dettati dalla mancanza di risorse che tolgono servizi su servizi. Probabilmente il Parc Adula non ci riporterà all'età dell'oro, ma forse, se lo vogliamo, può offrire nuove opportunità economiche, turistiche e non, permettendo al contempo di tutelare meglio il bene più prezioso della valle, le nostre montagne. (Cavaliere, 2016, p. 31)

Nell'insieme degli argomenti a favore del Parco, dunque, i limiti imposti da questo vengono presentati come ragionevoli, non eccessivi, e al tempo stesso come fondamento di un allargamento della libertà per i residenti che sperano di avviare progetti lavorativi in valle. Si tratterebbe insomma di rinunciare ad una fetta di libertà escursionistico-alpigiana per ottenere una maggior libertà lavorativa nel fondovalle. Questa visione è radicata nella comprensione e accettazione delle condizioni strutturali della rete urbana continentale: di fronte ai cambiamenti e alle dinamiche in atto, infatti, l'unico modo per continuare a garantire alcune libertà alle valli periferiche è quello di escogitare modi per renderle funzionali in insiemi sociali e territoriali molto più vasti – trasformandole ad esempio in Parchi.

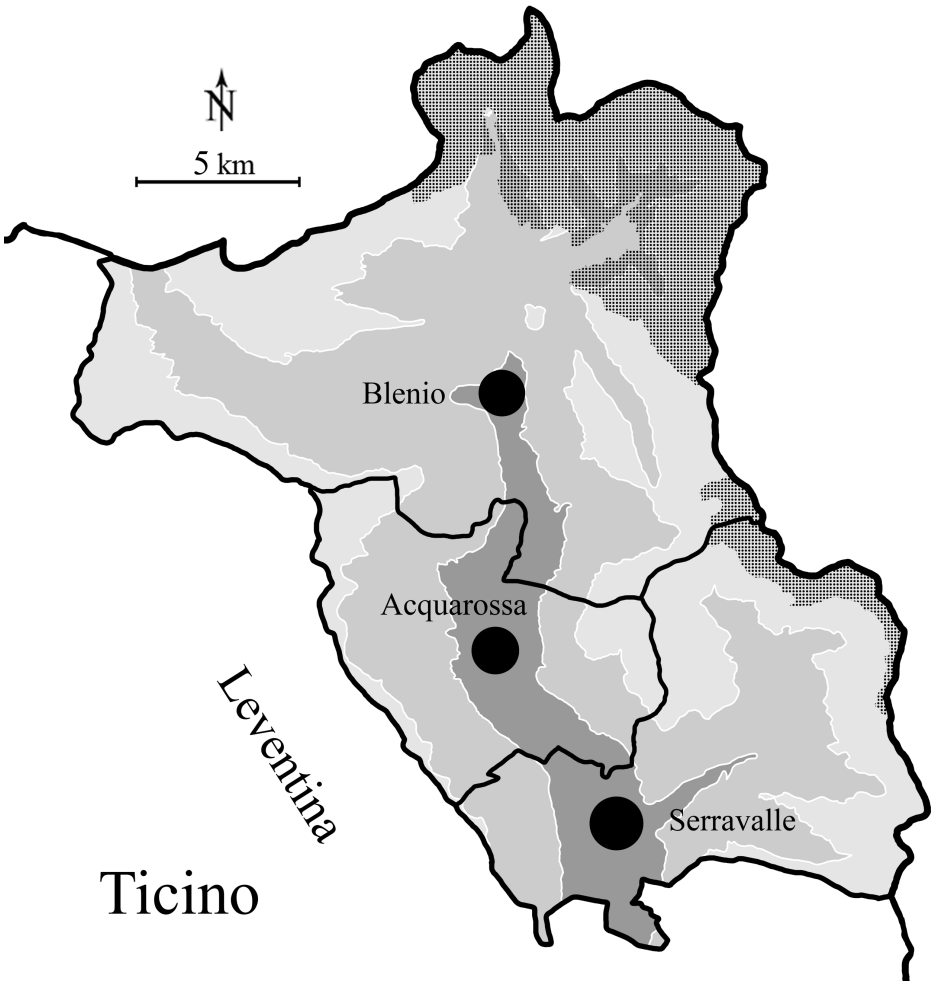


Figura 63. Il Parc Adula in Ticino. Il territorio del parco è colorato per segnalare le aree al di sotto dei 1000m (più scure), quelle fra i 1000m e i 2000m (più chiare) e quelle al di sopra dei 2000m (chiare). I cerchi rappresentano i comuni della valle di Blenio e la rispettiva popolazione. In puntinato le due parti di zona centrale del Parco nel territorio ticinese. Si noti che la maggior parte della zona centrale si trova situata al di sopra dei 2000m di altitudine, in cui le attività antropiche sono decisamente limitate (escursionismo, alpeggio, caccia e pesca sportive). Rielaborazione propria a partire dalla documentazione ufficiale (www.parcadula.ch) e da (USTAT, 2018c)

Trasparenza e paure

Un altro elemento fondamentale – il mezzo attraverso cui raggiungere i risultati auspicati con la costituzione del Parco – è la trasparenza delle informazioni e la partecipazione dei vari attori coinvolti. Sappiamo che, nel contesto contemporaneo segnato da un acuirsi della mancanza di fiducia rispetto alle autorità, la trasparenza è diventata un fattore importante e rivendicato per valutare la democraticità di un processo. Senza necessariamente approfondire criticamente il concetto di trasparenza in sé e i suoi effetti socio-politici (Han, 2015a), osserviamo invece alcune delle affermazioni dei sostenitori del progetto a questo proposito. Essi affermano che la genesi del Parco, durata più di un decennio, sia stata caratterizzata da un'importante lavoro di diffusione e discussione con la società civile. Con l'avvicinarsi del voto del 2016 e l'acuirsi delle polemiche legate a questi aspetti, i favorevoli hanno però dovuto adottare un'attitudine difensiva. Per loro risultano chiare «le intenzioni del parco, evidenziate in modo trasparente nel corso degli anni e spiegate alla popolazione durante i numerosi incontri pubblici, nonché consultabili nero su bianco durante i tre mesi di consultazione pubblica della Charta» (Galli, 2016b, p. 45). Il progetto non avrebbe insomma fini nascosti contrari agli interessi dei cittadini bleniesi. Questo anche perché – in un'ottica inclusiva – il regolamento del Parc Adula è stato elaborato in accordo con le autorità locali, diretta emanazione della volontà popolare. «È doveroso sfatare il mito che l'associazione PA sia una setta gestita da extraterrestri. L'assemblea dei delegati, l'organo superiore di quest'associazione, sarà composta da membri dei nostri Comuni» (Toschini, 2016, p. 32). Questo progetto non sarebbe dunque frutto della volontà di associazioni ambientaliste o poteri distanti – le autorità centrali che così poco piacciono alla popolazione ticinese. Inoltre, i timori legati all'irrigidimento delle normative vigenti in materia di abitazioni fuori zona sono anch'esse da sfatare:

> o si fa confusione oppure si vuole infondere paura sul fatto che il Parc Adula potrebbe imporre nuove restrizioni. Niente di tutto ciò: la politica dei rustici è disciplinata dalla Legge federale sulla pianificazione del territorio, regolata in Ticino con il tanto discusso Piano di utilizzazione cantonale e nulla ha a che vedere con il progetto del parco. (Bozzini, 2016, p. 37)

Così come per la questione dei grandi predatori, anche per quanto concerne i rustici dunque i sostenitori del Parco rivendicano la propria estraneità a decisioni che possono essere ritenute non condivisibili da parte della popolazione. Esse non dipendono infatti dal Parco ma dalla legislazione federale e cantonale, alle quali anche il Parco deve obbedire.

Analizzando il dibattito, i favorevoli si trovano spesso a dover constatare la propria difficoltà nell'intavolare discussioni con i contrari. Ai loro occhi si palesa cioè un'incompatibilità fra i piani discorsivi. Una simile constatazione non è condivisa unicamente dagli addetti ai lavori – il presidente della fondazione Parc Adula ha sostenuto pubblicamente: «finora mi pare che le opposizioni al Parc Adula siano di principio, dettate dalle emozioni, e non riguardano invece i temi. In questo scenario è difficile, per noi, confrontarci con chi la pensa diversamente» (CdT, 2016d, p. 14) – ma anche da chi simpatizza per il Parco pur non lavorando direttamente alla sua costituzione. La classe politica – sia ticinese che grigionese – sembra particolarmente sensibile a questo aspetto.

> Dai timori sulla caccia a quelli legati alla pastorizia, fino ad arrivare ai dubbi legati alla cosiddetta zona periferica, gli scettici e i contrari non hanno mancato di esprimere i loro pareri, spesso basati su infondate paure e personali teorie, anziché su fatti concreti. E a questi dubbi l'Associazione Parc Adula ha sempre risposto in maniera chiara ed esaustiva, organizzando incontri con la popolazione, informandoci costantemente con i suoi stampati, rispondendo alle sollecitazioni dei media. (Fasani, 2016, p. 16)

Nonostante la percezione di questa incompatibilità dei piani discorsivi, dunque, i fautori del progetto si sono spesi ampiamente – a loro modo di vedere – per rendere il più trasparente e chiaro possibile ogni aspetto del Parco. Un lavoro che, essi sostengono, non è stato invece compiuto dai contrari, che si sono limitati a fomentare il rifiuto emotivo e infondato nella popolazione.

> I contrari avrebbero potuto fare altrettanto, indicendo un incontro pubblico per indurre i cittadini a respingere il parco. E avrebbero portato i loro argomenti e difeso le loro posizioni. Nulla di più legittimo. Il mio auspicio è che d'ora innanzi s'intavoli però un confronto aperto ma pure costruito su argomenti reali e tangibili, per potere decidere sulla base di informazioni ed elementi oggettivi. Non su polemiche passate, profetizzate catastrofi o approssimativi preconcetti. (Broggi, 2016, p. 26)

Non solo dunque i favorevoli rivendicano il proprio operato e la trasparenza del progetto, ma essi rinfacciano pure ai contrari un comportamento sleale, disinformato, disinformante e diffamatorio.

> Sarebbe stato un bel esercizio di democrazia dibattere sul tema Parc Adula attenendosi agli argomenti per chiarire assieme la natura del progetto. Purtroppo, visti i contenuti degli articoli pubblicati mezzo stampa dai contrari, vedo che in mancanza di seri argomenti si è passati agli insulti («bugiardi», «subdoli», «disonesti» e, peggio ancora «poco o non del tutto onorevoli» per coloro che – come il sottoscritto ed altri – ricoprono cariche pubbliche). (Truaisch, 2016a, p. 30)

Da queste righe si può capire quanto il dibattito sia stato vissuto e con che intensità esso si sia sviluppato in valle e più in generale nei media cantonali. Per riassumere gli argomenti dei favorevoli, dunque, possiamo dire che i limiti imposti dal Parco – limiti che essi ritengono essere ridotti e accettabili, stabiliti grazie ad un lavoro trasparente e partecipativo che ha considerato i diversi interessi in gioco – saranno un piccolo prezzo da pagare per ottenere dei risultati importanti per la valle: crescita economica, visibilità turistica e tutela ambientale, che a loro volta serviranno a migliorare la situazione socio-economica dei Comuni, contribuendo così a migliorare la vita in valle. Questi argomenti sono fondati, di fatto, sulla costatazione e implicita accettazione dell'equilibrio di forza vigente: una rete urbana mondiale sempre più interconnessa e in competizione, una politica federale e cantonale non più votata all'equilibrio interregionale ma orientata alla specializzazione funzionale di ogni regione. In questo quadro, il Parco porterà ricchezza proprio contribuendo alla specializzazione turistico-ricreativa e ambientale della regione periferica, che potrà dunque inserirsi in modo virtuoso nel nuovo assetto urbano del Cantone. Si tratta cioè di riconoscere quanto il mondo al di fuori della valle sembra aspettarsi da essa, adeguarsi a queste richieste tentando al contempo di massimizzarne i vantaggi: un processo eminentemente urbano di interconnessione. Per i sostenitori infatti «la libertà da molti auspicata già oggi è puramente teorica, e di questo bisogna rendersene conto prima di affrettare confronti sui possibili cambiamenti» (Pagani, 2016, p. 30). Le argomentazioni di chi si oppone al Parco per paura di perdere la propria autonomia sarebbero dunque già respinte dalla realtà: i comuni periferici non possono infatti sopravvivere senza denaro pubblico – ed è coerente, in questa prospettiva, accettare di fornire delle controprestazioni di interesse pubblico per continuare a ricevere i finanziamenti. Senza il Parco infatti, la valle avrebbe ancor meno margine di manovra, ancor meno capacità di difendere i propri interessi di fronte a sedi decisionali cantonali e federali.

> Una agricoltura di montagna abbandonata alla mercé delle leggi di mercato non tarderebbe a scomparire così come ogni forma di autonomia della periferia nel caso di indebolimento degli strumenti della perequazione finanziaria. L'adesione al progetto ci permetterebbe di agganciarci alla politica dei parchi promossa dalla Confederazione,

> politica che non persegue soltanto la tutela del patrimonio naturale bensì anche quella dello sviluppo sostenibile delle zone periferiche con l'uomo nella veste di irrinunciabile protagonista. (L. Baggi, 2016, p. 30)

Il Parco corrisponde dunque ad un'assicurazione per la regione montana che anche nella nuova società urbana continuerà a ricevere sostegno pubblico e contributi per garantire le condizioni di vita della propria popolazione.

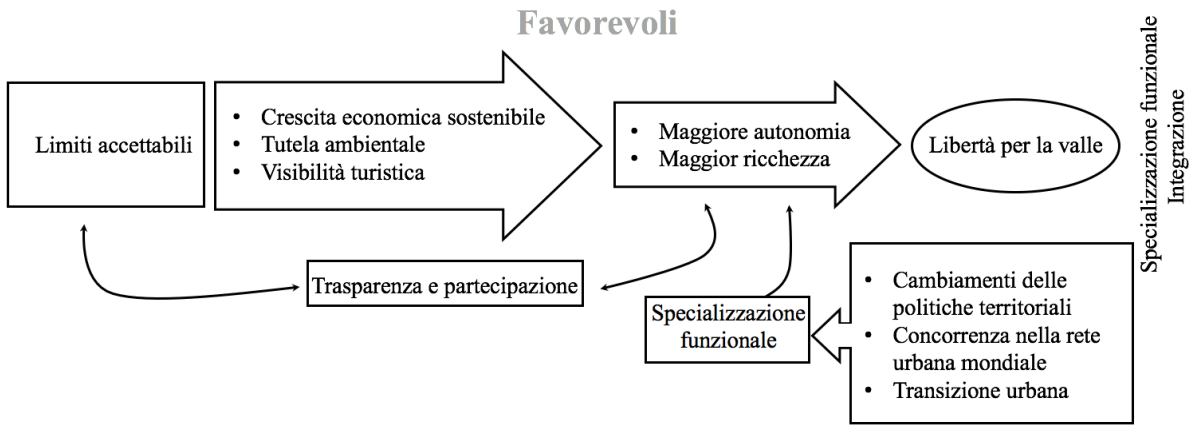


Figura 64. Gli argomenti dei favorevoli. In quest'ottica – che accetta la visione Cantonale e vota perciò la valle alla specializzazione funzionale turistico-ricreativa ed ambientale – il Parco è generatore di libertà e autonomia per la valle.

2.3.2 Gli argomenti dei contrari

Dopo aver riassunto gli argomenti che i favorevoli hanno mobilitato per sostenere la creazione del Parco, vediamo come hanno invece risposto i contrari. In questo caso, evidentemente, si tratta per lo più di argomenti reattivi e non immediatamente propositivi. Quest'aspetto è stato riconosciuto apertamente anche dai leader del movimento di opposizione, che hanno rivendicato in questo modo il proprio ruolo.

> Noi, al contrario dei promotori, sottolineiamo, dubbi, paure e concetti che, se malauguratamente «Parc Adula» dovesse vedere la luce, potrebbero risultare decisamente negativi per l'autonomia progettuale dell'intera regione e soprattutto priverebbero i Comuni di determinazione, limitandone in maniera considerevole il margine d'azione. (Fraschina, 2016a, p. 38)

Essi si percepiscono insomma come lo *spirito critico* che allerta la società dei potenziali rischi di seguire quanto proposto dalle autorità, in una visione chiaramente autocelebrativa ma che si collega evidentemente al carattere storicamente diffidente delle popolazioni montane rispetto ai progetti delle autorità centrali e degli abitanti delle città. Vale qui la pena di aprire una parentesi sull'idealizzazione della saggezza popolare e sull'idea, profondamente radicata nei popoli montani, che il lavoro di riflessione critica «è inseparabilmente congiunto al lavoro dei contadini; ne condivide il cuore» (Heidegger, 1998, p. 180). Secondo questa prospettiva

> la terra fertile serba dentro di sé, nel proprio grembo fecondo, una misura interna. Infatti la fatica e il lavoro, la semina e la coltivazione che l'uomo dedica alla terra fertile vengono ricompensati con giustizia dalla terra mediante la crescita e il raccolto. Ogni contadino conosce l'intima proporzione di questa giustizia. (Schmitt, 2011, p. 19)

Il contadino sarebbe dunque, grazie al proprio lavoro, colui che meglio comprende la complessità del reale e che, grazie al proprio lavoro eminentemente maieutico e ai suoi ritmi lenti, non si lascia abbagliare da false promesse e anzi, è capace di domare le emozioni e saper vedere con chiarezza la realtà. Egli è dunque un «diffidente per natura», così come affermato da Gramsci nei *Quaderni* (16, XXII, §21). Il fatto che gli oppositori del progetto si colleghino, seppur in modo implicito, a questa tradizione non è di poco conto. Come vedremo, infatti, essi paleseranno una visione del mondo ancora legata, in un certo modo, alla mentalità di campagna tipica dei contadini – che, vale forse la pena ricordare, sono in realtà scomparsi con l'avanzare dell'agricoltura meccanizzata, quando cioè «l'agricoltura è diventata industria meccanizzata dell'alimentazione» (Heidegger, 2014c, p. 11).
Procediamo dunque all'analisi degli argomenti sollevati dai critici, per vedere in che modi essi disputano la pianificazione cantonale e su che basi.

***Ius* urbano, limiti invasivi ed antropocentrismo**

Come detto, il Parco si comporrebbe di due zone: una centrale nella quale la priorità è il libero sviluppo della natura e una periferica nella quale l'obiettivo è lo sviluppo socio-economico sostenibile delle comunità umane. Gli oppositori non sono però rassicurati da questa ripartizione funzionale. Essi infatti temono, in primo luogo, una crescente ingerenza di autorità esterne (Parc Adula, Confederazione e Cantoni, associazioni ambientaliste) nella gestione e nella pianificazione della zona periferica.

> Ci è stato detto che nella zona periferica non cambierà niente. Ci si chiede allora perché si vuole questa zona. Ci si chiede perché c'è l'articolo 18 dell'ordinanza riferente alla zona periferica. Ci si chiede perché a Zernez, in Engadina, non hanno voluto la zona periferica al loro Parco Nazionale, eppure si dice che il parco genera un indotto non indifferente, quindi l'introduzione di una zona periferica avrebbe incrementato ulteriormente le entrate. È certo che gli engadinesi hanno capito che l'introduzione di una zona periferica avrebbe comportato solo restrizioni. (E. Devittori, 2016b, p. 37)

Salta immediatamente all'occhio il legame diretto che Devittori[294] stabilisce fra il Parc Adula (in cui solo la zona centrale apparterrebbe alla categoria Iucn II) e il Parco Nazionale engadinese (categoria Iucn Ia). Questa confusione è significativa: essa permette infatti di evidenziar ancor di più la vera paura degli oppositori, vale a dire l'aumento dei limiti e dei divieti, l'incremento delle norme che si temono non tanto in zona centrale – una zona antropicamente poco sfruttata e già ampiamente regolamentata – ma piuttosto nella zona periferica. Un corposo aumento delle norme è intrinsecamente contrario allo spirito storicamente autarchico e consuetudinario delle popolazioni montane. «'A ghèm da stè sulist; qui lè im vegn in ca; a ghem da difendas' dobbiamo stare attenti; questi ci vengono in casa (detto in senso lato); dobbiamo difenderci» (Bruni, 2016, p. 22). Si paventa cioè l'invasione della valle da parte di norme e regole stabilite altrove e poco consone al modo di vivere valligiano. Accettare di costituirsi come Parco significa infatti accettare una serie di

[294] Vale forse la pena chiarire che il Signor E. Devittori, vicepresidente del Movimento No Parc Adula, è in realtà residente a Biasca. Il suo intervento nel dibattito è dettato dalla sua cittadinanza patriziale in valle e dal suo essere proprietario di un rustico. Questo aspetto, a sua volta, ci mostra un elemento teorico interessante legato al denominato *diritto alla città*: pur non risiedendo in valle né esercitando in valle attività economiche stabili, egli si ritiene infatti legittimato per una serie di motivi a partecipare al dibattito pubblico e a parlare alla prima persona plurale dei bleniesi. Un esempio chiaro di come le forme istituzionali di partecipazione politica si scontrino con percorsi di vita e spazialità personali ben più complesse ed articolate, che rendono più difficile stabilire chi è legittimato a partecipare e chi no in un dibattito di questo tipo. Da considerare, inoltre, che il dibattito verte proprio – nell'ottica dei contrari – sulla questione della sovranità e sulla definizione della legittimità degli interessi: essi vedono infatti il Parco come un tentativo urbano di appropriarsi del territorio della valle per imporre le proprie necessità di ricreazione e tutela ambientale a detrimento della possibilità di libera scelta dei bleniesi.

costrizioni che possono scontrarsi con gli interessi di determinati gruppi. Le soluzioni proposte dal gruppo promotore sono ritenute, dagli oppositori, non valide, poiché «dimostrano come il progetto sia pensato sulla carta, ma piuttosto scollegato dalla realtà di chi vive e opera sul territorio» (laRegione, 2014, p. 11). La distinzione qualitativa delle norme – quelle già valide in valle e quelle che andrebbero ad aggiungersi grazie al Parco – segnala una tensione che è opportuno approfondire. Gli oppositori credono infatti che il vero risultato di questo progetto sarà che «oltre alle leggi vigenti ci saranno ulteriori impedimenti alla libertà che oggi ci è concessa» (E. Devittori, 2016g, p. 26). Essi allertano perciò la popolazione affinché comprenda le conseguenze di questa scelta fondamentale. «Bleniesi, preparatevi a demolire tutto quanto eseguito senza permesso di costruzione attorno ai vostri rustici. Ditelo anche agli amici turisti di lungo tempo che hanno il loro rustico. Ve ne saranno quindi grati, se votate di no» (E. Devittori, 2016g, p. 26). La rivendicazione della legittimità di ristrutturare i rustici al di fuori delle norme legali e pianificatorie vigenti è probabilmente il miglior indicatore di questa tensione fra due modelli normativi distinti. Da un lato le consuetudini vallerane, fondate su un certo lassismo normativo e sull'applicazione di un'interpretazione *caso per caso* delle leggi, dall'altro la rigidità del codice legale, impersonato in questo caso dalla volontà di Confederazione, Cantoni e associazioni ambientaliste di applicare le norme – e di aumentarne ulteriormente il corpo – prescindendo da interpretazioni e consuetudini locali. Diritto consuetudinario contro diritto codificato: la grande questione de *Les Misérables* trasposta in valle di Blenio. Gli oppositori si rifanno alla rappresentazione dell'essenza autentica della montagna come un comportamento comunitario votato alla legittimità più che alla legalità, al buon senso più che all'obbedienza cieca. A nulla valgono gli sforzi e le rassicurazioni dei promotori: essi sono percepiti come gli emissari di un altro modo di intendere il diritto – il modo codificato proprio del mondo urbano e della modernità. Questa interpretazione è proposta dagli oppositori anche nel quadro di un'analisi dei risultati della votazione: «i cittadini votanti con il chiaro risultato hanno manifestato la loro volontà, ossia che in futuro non intendono vivere in una zona dedicata in primo luogo all'educazione della popolazione e all'ingerenza in tutti gli ambiti della vita umana» (Monighetti, 2016, p. 37). Secondo i contrari si tratterebbe insomma di un voto di rifiuto a una comprensione del diritto moderna e urbana, ritenuta troppo rigida e perciò inadeguata al contesto umano e sociale delle valli.

Nelle regioni di montagna sembra ancora vigere la comprensione aristotelico-tomista del diritto, che si rifà alla centralità dell'interpretazione e dell'adeguamento della norma, come descritto nell'Etica Nicomachea (1137 b-1138a):

> l'uomo conveniente è infatti chi è incline a proporsi e a compiere tali cose; e non è rigido nella legge in ciò che porta al peggio, bensì incline a mitigare, anche se può invocare l'aiuto della legge: e una tale disposizione d'animo è la convenienza, la quale è giustizia e non una disposizione diversa dal giusto. (Aristotele, 2005)

I promotori del Parco, moderni Javert, personificano invece – in quest'interpretazione – la vocazione totalitaria della *lex* sullo *ius* nella concezione moderna (De Bertolis, 2012). Essi incarnano cioè la superbia dell'intelletto umano che, codificando la *lex*, pretende imporre le proprie astrazioni alla realtà, in una dinamica che non può che risultare autodistruttiva – Horkheimer and Adorno (2010) hanno descritto magistralmente la dialettica che conduce dall'arroganza della ragione alla sua autodistruzione. Il Parc Adula è dunque inteso, qui, come esemplificazione di un «problema stringente: la frizione fra testo e vita, fra immobilità del comando e mobilità della società» (Grossi, 2012, p. 35).

Al di là del cambiamento qualitativo nella comprensione del diritto e nell'applicazione delle norme – che avrebbe degli effetti importanti sulla zona periferica – gli scettici sono spaventati altresì dalle norme imposte nella zona centrale. Pur essendo una zona scarsamente frequentata e già fortemente regolamentata, le nuove

direttive che andrebbero a toccarla hanno un carattere idealmente e simbolicamente importante. Per alcuni contrari, infatti, esse rappresentano una volontà liberticida che si oppone frontalmente all'esperienza stessa della montagna. «Leggendo la corposa documentazione del Parc Adula – in particolare il Piano di gestione, il contratto del parco e il Regolamento della zona centrale – ho fondati sospetti che la mia libertà potrebbe presto svanire» (Chassot, 2016, p. 34). Di nuovo si tratta di una tensione che si gioca sulla questione dell'urbanizzazione. Infatti, la montagna è ritenuta – romanticamente – un luogo di libertà e fuga, di esperienza esistenziale e pura proprio perché, rappresentando un territorio-limite, uno spazio non pienamente antropizzabile, sfugge alla rigidità delle normative umane e continua invece a riproporre in modo in-mediato il rapporto fra l'uomo e la natura, fra l'uomo e il limite. Le limitazioni che il Parco comporterebbe per proteggere la natura e la biodiversità andrebbero dunque a interporsi come intermediari fra il visitatore e la natura stessa, svilendo così l'esperienza *autentica* della montagna e contribuendo ad addomesticarla o, più precisamente, a urbanizzarla. «Oltre ai divieti e alle limitazioni che riguardano la caccia, la pesca, l'utilizzazione degli alpeggi, le attività di raccolta e di ricerca dei cristalli, gli edifici e impianti esistenti, vi saranno soprattutto molte restrizioni che concernono il tema dei sentieri e degli itinerari obbligati» (Chassot, 2016, p. 34). Essere obbligati a seguire un itinerario in montagna, infatti, è qui implicitamente comparato al dover seguire le norme stradali in un contesto urbano: la libertà pedonale, l'autonomia e la ricerca di soluzioni di mobilità diretta e personale vengono sacrificate all'altare della standardizzazione dei comportamenti prescritti e degli itinerari segnalati. Il vero effetto del Parc Adula, regolamentando la fruizione della zona centrale, sarà dunque quello di impedire una fruizione autonoma, spontanea e personale dello spazio[295]. Si tratta cioè dell'inclusione dei territori montuosi nell'area di sovranità del codice legale: anche gli ultimi anfratti dimenticati di territorio in cui il ticinese poteva aspirare ad una relazione non mediata con l'ambiente vengono colonizzati dalla mentalità urbana. Rispetto ai paventati vantaggi e all'indotto promesso dal parco, gli scettici osservano che l'unica sicurezza legata al progetto sarà l'aumento di normative e restrizioni per la popolazione e i turisti. «Mi sembra abbastanza chiaro che realmente a disposizione per i progetti che dovrebbero rilanciare la nostra valle resteranno ben pochi mezzi finanziari, ma in compenso è sicuro che ci saranno delle limitazioni» (Dalberti-Bassi, 2016, p. 37).

Tali limitazioni, poi, imporranno alla valle un cambiamento radicale nella gestione del territorio. Mentre una regione autonoma gestisce i propri territori curando gli interessi della popolazione residente, una regione funzionalmente specializzata nella protezione della natura avrà necessariamente meno cura degli interessi antropici[296]. I bleniesi sono dunque particolarmente preoccupati dai conflitti generati dalla protezione delle dinamiche naturali, specialmente per quanto riguarda i grandi predatori. «E se proprio a causa dell'espansione del lupo e all'impossibilità di regolamentarla, non si potesse più fare attività agricola tradizionale, che vantaggio ne trarremmo dall'aver realizzato il parco?» (Donati, 2016, p. 41). Questa domanda manifesta i dubbi e le incertezze di una popolazione che intravede un futuro nel quale gli interessi ambientali ed ecologici della più vasta società urbana imporranno alla valle di Blenio politiche che sfavoriranno di fatto le attività antropiche.

[295] E a nulla servono le rassicurazioni dei favorevoli circa la limitatezza territoriale della zona centrale, la quale non ricopre tutte le cime della val di Blenio. I contrari non sono inclini ad ammettere la relatività e la scarsità quantitativa dei limiti imposti su un territorio ristretto poiché per loro si tratta di una questione qualitativa, di principio, che non ammette cioè quantificazione alcuna e che dunque non permette di relativizzare e contestualizzare il problema.

[296] Gli stessi interessi antropici, poi, non faranno più riferimento unicamente ai bleniesi ma all'insieme degli abitanti della rete urbana.

> A pagina 81 del piano di gestione del Parc Adula si può leggere che il Parco può anche trarre profitto dalla presenza dei grandi predatori per scopo turistico e per sperimentazione. Bene. La Valle di Blenio sarà un laboratorio di sperimentazione ai danni degli abitanti. Mentre in Svizzera e in Europa ci si muove per ridurre la presenza del lupo, per la Valle di Blenio si auspica una presenza massiccia del predatore per incrementare il turismo. Bravi. (Bini, 2016, p. 30)

Acconsentire alla creazione del Parco, iscrivendosi in una società più vasta, significa dunque modificare i processi decisionali: i bleniesi non potranno più autonomamente curare i propri interessi, ma dovranno accettare politiche tese a difendere gli interessi generali di una società ben più vasta e lontana. A nulla valgono, di fronte a queste paure, le rassicurazioni dei promotori, i quali tentano di spiegare che «i grandi predatori potrebbero diventare un problema ma lo saranno anche senza il progetto parco» (Canepa, 2016, p. 36), e che tali questioni sono già regolate dalla Confederazione e «anche nel futuro parco nazionale la gestione di lupi e orsi spetterà alle autorità competenti. In questo senso, con Parc Adula non cambierà assolutamente» (CdT, 2016a, p. 16). Per gli scettici, infatti, questi rischi dimostrano che la volontà del Parco non riguarda il benessere della società vallerana, quanto piuttosto l'interesse di comunità ben più vaste e difficilmente controllabili – Cantoni, Confederazione e organizzazioni ambientaliste. Essi sostengono dunque che «alle regioni di montagna non servono ulteriori limitazioni, ma una solida promozione, altrimenti aumenta il loro spopolamento e la natura, abbandonata a se stessa, inselvatichisce, per la gioia di lupi e orsi!» (Calcagnini, 2016a, p. 34). La protezione ecologica della zona centrale del Parco sembra dunque manifestare, in modo latente, il disinteresse del Parco e della più vasta società urbana per le necessità dei residenti e le loro aspirazioni. «Questi progetti cancellano la storia, gli sforzi e la cultura di un'intera valle in nome di un concetto eco-sostenibile partorito in altre dimensioni a livello europeo e solo rimodellato in casa nostra» (CdT, 2016f, p. 17). I contrari temono insomma che la difesa della natura imponga una subordinazione degli interessi delle comunità locali, l'abbandono di una gestione antropocentrica a corto termine in questi territori.

Perdita di sovranità

Il Parco è dunque percepito come un progetto di colonizzazione della valle da parte dei rappresentanti del modo di vita urbano – autorità federali e cantonali e organizzazioni ambientaliste. Grazie a questa struttura, infatti, i comuni «cederebbero il controllo del proprio territorio a scapito della loro autonomia» (Calcagnini, 2016a, p. 34). Avendo constatato la permanenza di vecchi ideali e ontologie tradizionali, possiamo capire l'importanza simbolico-politica e identitaria che assume il controllo sulla terra, sul territorio, in una comunità montana. Esso è infatti il fondamento sia della libertà politica che delle identità collettive e personali. Una diminuzione di questo controllo «metterebbe in modo grave i nostri Comuni ed i propri cittadini in stato di ulteriore sudditanza» (CdT, 2016c, p. 13). Per gli scettici l'unica sicurezza legata a questo progetto è insomma la perdita di sovranità.

> In nome di un marchio che promette un utopico rilancio turistico-economico e di un concetto di «sostenibilità» che rischia seriamente di mettere sotto la tutela federale un territorio meraviglioso che appartiene alla popolazione, alla storia, alla cultura ed alle tradizioni bleniesi. Davvero vogliamo firmare un contratto decennale a scatola chiusa e privarci della libertà di poter decidere come gestire e far progredire il nostro territorio? (Fraschina, 2016a, p. 38)

Ciò, di nuovo, solleva la questione dell'urbanizzazione della valle. Infatti, accettare il Parco significa iscriversi – come territorio – nella rete urbana cantonale e perciò non potersi più governare in autonomia[297]. Entrare nella rete urbana, infatti, implica ricevere i vantaggi economici e sociali legati a questa – pochi e vaghi, secondo gli oppositori – ma anche accettare una maggior coordinazione e specializzazione nella gestione della comunità. La valle, che il Cantone definisce come territorio di retroterra e montagna (RCT, 2009, p. 73), deve infatti assumere – in quest'ottica interconnessa – tre priorità: la protezione del bosco, dei terreni agricoli e lo sviluppo turistico. La determinazione di queste direttive, funzionali per garantire uno sviluppo equilibrato all'insieme del Cantone, impongono perciò seri limiti alla possibilità di manovra dei Comuni[298]. Ecco emergere le paure legate a questo asservimento. «Se il progetto venisse accettato, cosa accadrà quando gli interessi del parco entreranno in conflitto con i nostri interessi individuali e collettivi (comuni, patriziati)? Quanta libertà ci resterà per sviluppare i nostri progetti?» (Boggini, 2016, p. 45).
Il rifiuto al Parco pare dunque l'unico modo per riaffermare la tradizionale vocazione autonomista dei popoli montani, mantenendo saldo e ferreo il contatto con la tradizione simbolica di questa regione. «Votando no al Parc Adula il prossimo 27 novembre "i bleniesi hanno l'imperdibile occasione di dare un segnale forte di autodeterminazione, di libertà e difesa della storia, della cultura e dei valori dell'intera Valle"» (CdT, 2016e, p. 15). Questo legame così stretto con la storia tende a misconoscere proprio l'elemento fondamentale di trasformazione che si è nel frattempo interposto fra il presente e il passato: il fenomeno urbano. È fondamentale però comprendere il rifiuto al Parco come un segnale più vasto di malessere nella trasformazione da zona di campagna a zona infraurbana inserita in una rete funzionale più vasta e indefinita. Contro questa realtà – in cui gioca un ruolo fondamentale la percezione del Parco come elemento imposto dall'esterno, dall'alto e dall'*altro* – gli oppositori rivendicano una progettualità che sappia nascere dalla regione stessa, rispettandone la storia e i valori. «Occorre altro, ma scelto da noi bleniesi e non pilotato da burocrati bernesi o addirittura da Bruxelles» (B. Devittori, 2016, p. 36). Il discorso dei contrari è dunque farcito di richiami alla tradizione locale e di fastidio rispetto ad una realtà socio-territoriale che, evolvendo, minaccia di cancellare le caratteristiche tradizionali della regione. Essi analizzano questo progetto sull'asse interno-esterno, mobilizzando inconsciamente concetti dal sapore schmittiano. Anche analizzando i risultati della votazione essi insistono sulla questione autonomista.

> «Oggi ha vinto la voglia di dimostrare che crediamo nelle nostre possibilità e capacità», ci ha detto dal Centro Polisport (ritrovo dei contrari) Stefano Fraschina, presidente del Movimento No Parc. "La forte bocciatura nella Surselva, con il 54% di no, dimostra la volontà di autonomia dei popoli di montagna. (laRegione, 2016b, p. 13)

Fondamentale, a questo proposito, osservare che la voglia di autonomia costituiva uno degli argomenti centrali dei sostenitori del Parco, i quali affermavano che grazie ad esso la valle avrebbe avuto maggiori entrate e visibilità, ed avrebbe perciò goduto di una miglior situazione per poter curare la propria progettualità.

[297] Una riflessione sarebbe opportuna sul reale grado di autonomia di una valle periferica. Come nel caso delle aggregazioni comunali, infatti, sembra che l'autonomia simbolica e istituzionale nasconda in realtà una dipendenza economica e fiscale.
[298] Con un'analisi più attenta si potrebbe però osservare che tali restrizioni sono solo formali: la valle periferica non ha più la capacità strutturale di svilupparsi in altro modo. A prescindere dai limiti imposti dall'autorità centrale, dunque, il destino della regione pare in ogni caso segnato. Di nuovo, si distinguono dunque il piano pragmatico – nel quale le normative cantonali non costituiscono un cambiamento effettivo della realtà – e quello simbolico – in cui esse sono invece percepite come un'ingerenza intollerabile e avvilente negli affari delle popolazioni locali.

Scarse ricadute economiche

Mentre la perdita di libertà e lo snaturamento dell'identità valligiana sembrano conseguenze sicure di questo progetto, i vantaggi economici che vengono paventati dai sostenitori sollevano diverse perplessità fra gli scettici. «Siamo così convinti che con l'istituzione dei parchi salveremo l'economia delle valli?» (Zanini, 2016, p. 28) chiedono alcuni. Non solo i divieti sono l'unica sicurezza secondo gli oppositori: essi rischiano altresì di essere un ostacolo al già traballante settore turistico. Con l'avvento di una politica di protezione dell'ambiente, infatti, diminuirà l'accessibilità motorizzata alle zone di montagna.

> Queste stradine, già oggi a rischio chiusura, nel parco non avranno modo di esistere. Quindi, chi cammina poco, che è anche colui che consuma nei ristori, sarà fregato, idem per questi ristori. Chi ha il cane cambia zona. Chi voleva prendere un rustico ora ci pensa due volte. Questi esempi concreti portano a dire che il turista in valle diminuirà e andrà altrove. (A. Devittori, 2016a, p. 26)

Il turismo verrà insomma ostacolato dal Parco e non favorito. Particolarmente importante è poi la polemica rispetto ai finanziamenti pubblici ricevuti per l'elaborazione del progetto e il suo eventuale funzionamento.

> Resta il fatto che dopo aver sperperato oltre una decina di milioni in carta (la prima versione della Charta rimandata bruscamente al mittente, la seconda farcita di innumerevoli compromessi che danno l'esatta dimensione dell'inadeguatezza di Parc Adula e di tutti i rischi e punti deboli che inevitabilmente si presenteranno), questo progetto non convince assolutamente! (Fraschina, 2016b, p. 37)

Il Parco è insomma colpevole di dirottare, grazie al proprio gruppo dirigente e alla complicità delle sfere cantonali e federali, finanziamenti che agli occhi degli oppositori potrebbero essere spesi direttamente in valle. «Sul territorio sono arrivate solo poche migliaia di franchi e prevalentemente in questi ultimi tempi, forse per dimostrare la bontà del progetto e assicurarsi voti» (B. Devittori, 2016, p. 36). I progetti sostenuti dal Parco durante la stesura del progetto – di carattere turistico e ambientale – sono insomma ritenuti non solo insufficienti ma addirittura propagandistici. «L'idea che con il Parc Adula arrivano milioni è da accantonare. Se è arrivato qualche aiuto, in questi anni, è solo a scopo propagandistico» (E. Devittori, 2016e, p. 32). V'è insomma una complessiva mancanza di fiducia sul comportamento delle autorità – sia locali, che cantonali e federali – che si stanno muovendo per promuovere il Parco. Viene inoltre sollevata la questione del conflitto fra gli interessi turistici e quelli delle comunità di valle. In particolare, il turismo ecologico associato al Parco pare essere in contrapposizione – sia per l'imposizione di divieti a protezione dell'ambiente che per lo scarso peso economico che gli si tributa – agli interessi dei residenti. La strategia dei favorevoli sarebbe dunque quella di «insistere a illudere sull'eventuale turismo, sul marchio, sugli investimenti o presunti tali che sarebbero solo briciole per la natura che non portano niente alla comunità e al loro sviluppo» (E. Devittori, 2016i, p. 38). Questo aspetto, come possiamo comprendere, è assai interessante. Lo sviluppo delle comunità rurali è ritenuto infatti incompatibile con la protezione della natura: i sostenitori del Parco sono insomma visti come persone che privilegiano l'ambiente rispetto alle necessità dei residenti. Qui si gioca, effettivamente, la difficoltà dell'introduzione di una regione in una rete urbana più vasta: con la specializzazione funzionale, infatti, la regione dovrà necessariamente adottare politiche che non sempre favoriranno lo *status quo*. I timori legati a questo progetto sono dunque da imputare alla paura dell'ignoto: la riconversione economica verso un settore turistico e ricreativo di stampo ecologico è ritenuto un passaggio insicuro e pericoloso per la sopravvivenza della valle. Essi rimproverano dunque i promotori del Parco di essere sordi alle necessità dei residenti ed ascoltare unicamente interessi ambientali e ricreativi dettati da attori esterni alla valle. «Nessuna concreta volontà nel proporre, né tantomeno condividere, idee intese a

migliorare le nostre condizioni; nemmeno una risposta!» (Monighetti, 2014, p. 29). Si percepisce, in questi interventi, la frustrazione dei contrari che non si sentono partecipi di un processo di trasformazione socio-territoriale della valle. Sradicati dai propri canoni tradizionali, essi paiono lamentarsi di non aver potuto ricevere i finanziamenti della Confederazione senza come contropartita dover elaborare progetti funzionalmente interessanti per la rete urbana svizzera.

Altro elemento importante, che approfondiremo in seguito e che indica uno dei nuclei centrali del dibattito, è quello della validità epistemica delle affermazioni e degli studi dei promotori del Parco. Gli oppositori, infatti, affermano: «gli impulsi per l'economia locale sono solo teorici e dubitiamo fortemente che si verificheranno» (CdT, 2016f, p. 17). V'è insomma uno stacco, una differenza radicale, anche nella stessa percezione della realtà. Due mondi incomunicanti si scontrano nel dibattito sul Parc Adula.



Figura 65. Una rappresentazione del Parc Adula che mostra le particolarità sul suo territorio. Fonte: (http://www.sinistra.ch/?p=5776).

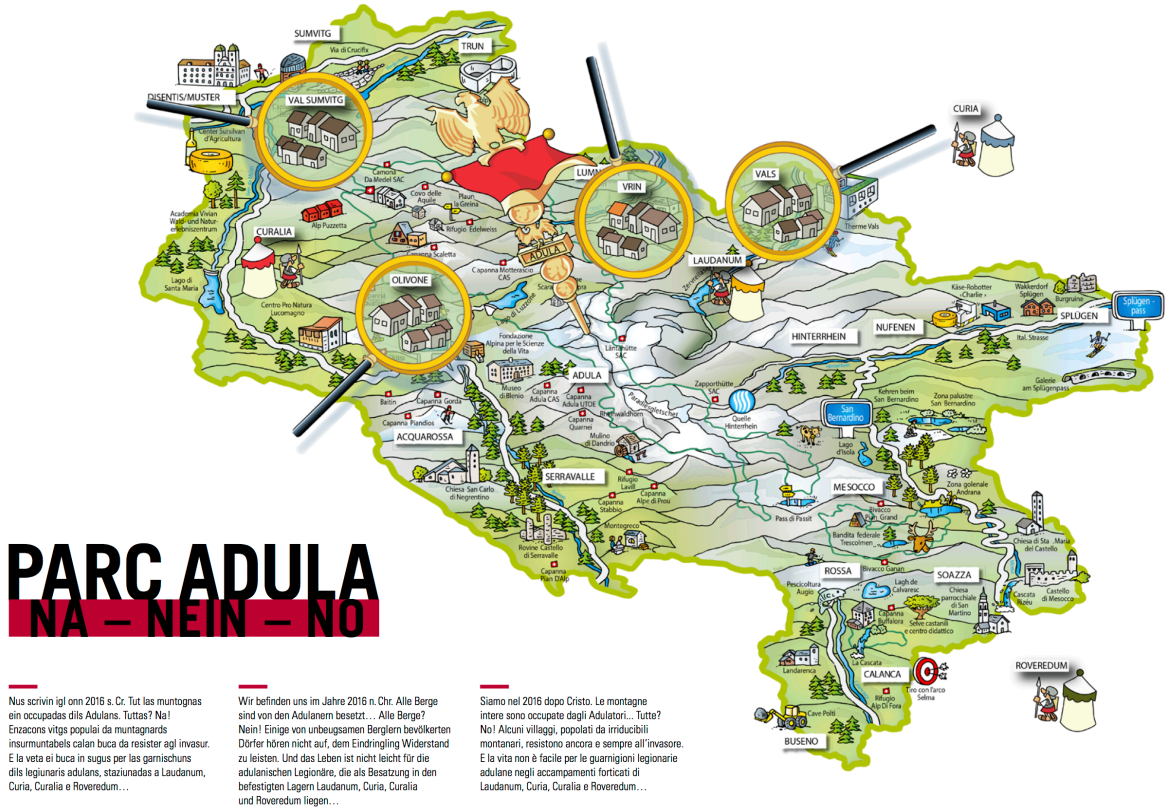


Figura 66. La rappresentazione dei contrari: la resistenza al Parco visto come un'invasione esterna. Autocelebrazione del movimento di opposizione come difensore della libertà e dei modi di vita locali. Fonte: (https://no-parc-adula.ch/sites/default/files/a3_tischset_parc-adula_v01.pdf). Si noti in particolare come la rappresentazione richiama la grafica del fumetto *Asterix e Obelix*, in cui un villaggio gallico resiste eroicamente alla colonizzazione romana. Il richiamo è più che contestuale: anche in questo caso si tratta della volontà di una regione periferica di mantenere la propria indipendenza e il proprio *status* di campagna al di fuori del più vasto mondo urbano interconnesso, la volontà di un territorio di difendere i confini politici che lo separano dai territori circostanti. Si noti come la fondamentale differenza rispetto all'immagine ufficiale è l'apparizione dei centri abitati (sottolineati dalle lenti d'ingrandimento), come a sottolineare il presunto disinteresse dell'organizzazione del Parco rispetto ai residenti.

Irreversibilità del Parco

Ecco allora che, in base a questa duplice e contrastante percezione della realtà, le caratteristiche del Parco sono recepite in due modi distinti. Mentre i sostenitori decantano la democraticità del progetto e la sua reversibilità – data dalla votazione per il prolungamento del contratto ogni dieci anni – i contrari affermano che tale caratteristica è in realtà una messinscena.

> Perché ricordiamoci molto bene che, se malauguratamente questo progetto dovesse vedere la luce, nulla sarà più come prima, ed al contrario di quanto esternano i promotori, disinformando la popolazione, molto difficilmente si potrà tornare indietro, ed il prezzo da pagare sarà salatissimo. (Fraschina, 2016b, p. 37)

Dati gli importanti e profondi effetti che la creazione di un Parco avrà sulla vita nella valle, i promotori si sarebbero dunque subdolamente avvalsi della promessa di reversibilità per convincere gli scettici e gli indecisi, tentando di sminuire la portata dei cambiamenti in atto. Si tratta insomma di un trattamento cosmetico per rendere più attrattivo un progetto di stravolgimento completo dei modi di vita. I contrari, che osservano con preoccupazione questo tentativo di esplicitare il passaggio da *campagna* a zona *infraurbana*

della valle, temono infatti che la volontà delle istituzioni superiori – Cantoni e Confederazione – siano in realtà immutabili e inemendabili. Il Parco sarebbe cioè il modo con cui queste istanze intendono integrare la valle di Blenio al resto della rete urbana svizzera: le decisioni circa l'esistenza o meno del Parco non dipenderebbe più dagli abitanti della valle, quanto piuttosto dai pianificatori cantonali e federali. Essi sarebbero disposti ad aiutare economicamente la valle, ma unicamente se questa accettasse di piegarsi alle volontà pianificatorie superiori, perdendo di fatto una certa sovranità formale e adeguandosi alla necessità di specializzazione funzionale. «Il marchio Parc Adula è assegnato per la durata di dieci anni, se "l'esistenza del parco è garantita a lungo termine da misure adeguate". Il lungo termine significa 50-100 anni, significa per sempre» (E. Devittori, 2016c, p. 34).
Tentando di giustificare le proprie posizioni, i contrari ricorrono dunque ad argomentazioni contraddicono le affermazioni dei tecnici responsabili del progetto – secondo cui in caso di rifiuto del Parco nelle votazioni dopo i dieci anni dalla sua costituzione «le regole ancorate nei Piani regolatori legate al parco decadrebbero automaticamente, senza necessità di avviare ulteriori procedure di stralcio» (Rovelli, 2016, p. 33).

> Per convincere maggiormente si insiste nel dire che fra dieci anni si potrà uscire dal Parco. La falsità di questa affermazione è da rabbrividire. Si sappia che il 27 novembre si andrà a votare un contratto, e a seguito di un eventuale sì, i Comuni saranno tenuti a inserire nei propri Piani regolatori il vincolo del Parc Adula, compreso tutti gli oneri e intenti descritti nel contratto. Fra nove anni si rivoterà sul contratto. In caso di voto negativo si uscirà dall'Organizzazione Parc Adula. Il PR con inserito vincoli, oneri e obiettivi sarà ancora valido, e da rispettare. Per togliere il vincolo dal PR occorre avviare una procedura come indicato nella Legge sullo sviluppo territoriale (LST) secondo gli articoli 25 e seguenti. È certo che ai Comuni non verrà più permesso di rimuovere quel vincolo. (E. Devittori, 2016e, p. 32)

Cittadini comuni che non si fidano delle rassicurazioni dei tecnici incaricati[299]. I contrari sono spaventati dall'irreversibilità del Parco, che vedono come un cavallo di Troia degli abitanti urbani, delle organizzazioni ecologiste e delle autorità centrali per minare l'autonomia formale della valle. Il Parc Adula rappresenta, ai loro occhi, molto più che un semplice progetto contestuale: esso è la materializzazione di una dinamica di ampio respiro che tende a ridurre la libertà delle valli e adeguare i loro modi di vita a pratiche consone allo spazio urbano. Contro questa evoluzione i contrari affermano che la valle *può* e *deve* resistere, preservando la propria autonomia (formale). Come già osservato, si assiste perciò allo scontro fra due mondi. Mentre i favorevoli ritengono che questo progetto sostenga la valle – nella congiuntura attuale di urbanizzazione reticolare e di incremento della competitività spaziale – i contrari di fatto non accettano il presupposto fondamentale del Parco, vale a dire la transizione urbana e l'urbanizzazione inesorabile dei modi di vita. Tutti coloro i quali accettano le premesse del presente come ineluttabili sono ritenuti, dagli scettici, disinformatori e ideologi. Anche la televisione pubblica viene annoverata tra i partecipanti di questa congiura disinformativa: «ultimamente anche alla Rsi, si è detto che alla scadenza del contratto del parco – prevista fra dieci anni – si rivoterà e a quel momento si potrà ancora uscire e rimanere liberi da vincoli» (E. Devittori, 2016f, p. 22). Per gli scettici il Parco non è che il volto visibile di una più subdola trasformazione dei modi di vita e soprattutto delle relazioni di potere. Dal momento in cui la val di Blenio accettasse di essere parte di un insieme urbano più vasto, essa dovrebbe infatti sottomettersi alle decisioni collettive di quell'insieme, nel quale risulterebbe poco rappresentata in virtù del suo scarso peso demografico. Il Parco sarebbe il primo passo dell'asservimento della valle agli interessi del Ticino urbano. Risulta insomma evidente, per i contrari,

[299] La questione della fiducia nelle figure specializzate e nel sapere istituzionalizzato, che comprende il dibattito sulle *Fake News*, raggiunge dunque la valle di Blenio.

che il Parc Adula non è che una testa di ponte per un progetto di colonizzazione ben più vasto e radicato, che sarà inesorabile se non si esercita fin dal primo momento una resistenza agguerrita. «Se si vota Sì non si potrà più uscire!» (E. Devittori, 2016h, p. 26), e le valli saranno assorbite in un insieme funzionale più ampio nel quale perderanno la propria identità.

Mancanza di informazioni

I contrari rinfacciano ai promotori del Parco un comportamento antidemocratico poiché essi nasconderebbero gli elementi fondamentali ed essenziali di questo progetto in favore di promesse vaghe e imprecise. Ai loro occhi insomma «le motivazioni per bocciare il Parc Adula sono sicuramente più solide delle promesse a scatola chiusa, della miriade di comunicati stampa architettati ad arte dai promotori, e di un concetto astratto, teorico e privo di qualsiasi certezza!» (Fraschina, 2016b, p. 37). Le risposte ricevute a più riprese circa l'applicazione dei vincoli e la reversibilità del Parco non soddisfano infatti gli scettici, che lamentano a gran voce la poca trasparenza sulle conseguenze di un'accettazione del progetto. «Se si vota sì non si potrà più uscire. È certo e non è un'opinione campata in aria. Bleniesi, riflettete. Nessuno ci ha informato dettagliatamente e compiutamente su cosa significa essere in un parco per sempre. Su cosa significa quindi votare sì» (E. Devittori, 2016c, p. 34). Vi sarebbero insomma una serie di comportamenti da parte dei promotori del Parco che denoterebbero una scarsa attitudine democratica, nonché la volontà di nascondere informazioni e non spiegare adeguatamente i cambiamenti proposti.

> Il voler dire per anni che nella zona periferica non sarebbe cambiato assolutamente nulla e il non volere mai parlarne è stato anche un segno di arroganza nei confronti dei cittadini che proprio in questa zona abitano e hanno i loro beni immobili e necessitavano dunque di informazioni corrette e chiare. Perché non si è voluto spiegare dettagliatamente ai cittadini cosa sarebbe stata la zona cuscinetto? Cosa saranno le aree di transizione fluide e graduali? Cosa saranno le norme programmatiche? Cosa si intendeva fare per ridurre il traffico privato? (E. Devittori, 2016i, p. 38)

Importante osservare, a questo proposito, come i piani discorsivi siano sostanzialmente diversi fra sostenitori e contrari: le risposte abbondantemente fornite dai primi sembrano infatti non soddisfare per nulla i secondi. Ciò è indizio di una fondamentale asincronia nei piani discorsivi: il dibattito è inasprito dalla diversità radicale delle due ontologie che sostengono i vari argomenti. Tutte le giustificazioni circostanziate di autorità, promotori e tecnici non riescono infatti a penetrare il muro di diffidenza dei promotori, i quali si ostinano a denunciare una mancanza di informazioni chiare. «La confusione creata ad arte in Valle è stata orchestrata dall'organizzazione Parc Adula con lo scopo di distogliere l'attenzione dal vero problema, quello di sapere se entrare o meno definitivamente e quindi per sempre in un parco nazionale» (E. Devittori, 2016c, p. 34). Mentre i promotori si occupano di questioni tecnicamente concrete e di equilibri di interessi, i contrari sono spaventati dalla dinamica generale – di cui il Parco è solo l'elemento più visibile e diretto – che modifica la relazione di forza e la solidarietà fra le varie regioni della Svizzera.

Essi accusano i sostenitori di mancanza di trasparenza e di fomentare la confusione fra i cittadini – «è onesto far votare sì a gente che non ha mai avuto un'informazione corretta, anzi, ha avuto informazioni inveritiere?» (E. Devittori, 2016a, p. 37). Il comportamento dei promotori, a detta dei contrari, è tale da rendere difficile un dibattito democratico sano e fondato – critica che, peraltro, i sostenitori hanno mosso a loro volta agli scettici accusati di fomentare paure senza fondamento. Il progetto, essendo troppo vago e lontano dalla popolazione, sarebbe di fatto un castello di carta.

> Oltre una decina di milioni bruciati in carta, un contratto scritto e riscritto e soprattutto farcito di ingannevoli compromessi utili unicamente a creare molta confusione alla popolazione. Promesse a scatola chiusa su presunti e

> certo non certificati e credibili indotti destinati all'economia socio-turistica dell'intera Valle (poco più di 5 milioni di franchi da suddividere nei Comuni coinvolti e soprattutto gestiti secondo le norme programmatiche create ad arte dell'amministrazione Parc Adula). (Fraschina, 2016c, p. 40)

Da queste righe si evince, oltre all'accusa di mancanza di concretezza e di insufficiente solidità progettuale, la convinzione che l'unico elemento tangibile per l'economia saranno i 5 milioni erogati dalla Confederazione alla gestione del Parco, che andranno divisi fra i diversi Comuni in questione e utilizzati per progetti affini agli scopi di conservazione della natura. Non riconoscendo come plausibili gli effetti economici indotti dal Parco, dunque, si privano i favorevoli dell'argomento del rilancio economico. Di nuovo, ci troviamo su un piano discorsivo completamente distinto: da un lato i favorevoli, con un occhio all'imprenditorialità privata e alla possibilità di valorizzare i prodotti locali grazie al Parco, dall'altro i contrari, che si affidano ancora alla vecchia mentalità di sussidiarietà per cui gli unici aiuti economici che il progetto offrirebbe sono i 5 milioni per la sua gestione. V'è dunque una disputa sul ruolo effettivo di trainante economico che avrebbe la visibilità generata dal marchio Parco Nazionale, che fa emergere due modi distinti di comprendere l'attività economica.

I contrari, poi, lamentano la mancata inclusione della popolazione nella stesura del progetto. «Nella Charta si legge che è stata elaborata in collaborazione con la popolazione (Capitolo C, a pagina 11). Allora ci si chiede, che tipo di collaborazione c'è stata visto che la popolazione solo ultimamente è stata "informata" e oltretutto in modo completamente tendenzioso» (B. Devittori, 2016, p. 36). L'importanza delle consultazioni con le varie associazioni – alpinistiche, di cacciatori e pescatori, con gli agricoltori e gli alpigiani – viene sminuita. È interessante osservare come questo progetto, particolarmente virtuoso in termini di partecipazione dei vari attori coinvolti, venga accusato di verticalità e imposizione: ciò permette chiaramente di comprendere che le basi sulle quali vengono fornite le rassicurazioni e le argomentazioni dei favorevoli sono ritenute, dai contrari, infondate. «Non c'è mai stata un'informazione corretta e trasparente, ma solo menzogne e risposte ingannevoli» (E. Devittori, 2016g, p. 26). Quest'opinione, così dura e radicale, è comune ai contrari al progetto, i quali vorrebbero dibattere su un aspetto della realtà che poco ha a che vedere con il Parco in sé e che non è possibile mettere in discussione secondo i favorevoli: l'equilibrio socio-territoriale e l'evoluzione dei modi di vita dovuti alla transizione urbana. I sostenitori sono dunque accusati di aver orchestrato «una grande confusione voluta» (E. Devittori, 2016h, p. 26) per fare approvare il voto. Con questo tipo di ragionamenti i contrari possono infatti controbattere ad ogni argomento sollevato dai favorevoli. Le risposte più generali vengono infatti considerate troppo evasive e infondate – risposte cioè che danno adito a confusione e che eludono le domande poste – mentre le risposte tecniche e concrete – contenute nella Charta del Parco accessibile al pubblico nei mesi precedenti al voto – sono ritenute troppo oscure e incomprensibili. «Non crediamo ci si possa aspettare che la gente comune si prenda il tempo di leggere le centinaia di pagine, e soprattutto alla fine ancora ricordarsi di quanto letto, comprese anche le famose postille scritte a caratteri minuscoli» (Monighetti & Maissen, 2016, p. 31).

Ciò che sembra emergere da queste accuse, insomma, non è tanto la mancanza di risposte da parte dei promotori, quanto piuttosto la scarsa qualità delle stesse – ritenuta insufficiente sia dal profilo tecnico che divulgativo. Tutto ciò ci porta a comprendere come, in realtà, il nodo del dibattito sia proprio la questione da discutere: mentre i promotori sono interessati a parlare concretamente del Parco, i contrari hanno invece intenzione di discutere di modi di vita ed equilibri di potere territoriali.

Le questioni di fondo

Questa asincronia nei piani discorsivi è tanto più evidente quanto più si analizzano gli argomenti degli oppositori. Vi sono allora alcuni elementi che vale la pena sottolineare maggiormente. In primo luogo, l'idea che, secondo gli oppositori, sia in atto una vera e propria campagna di propaganda. Essi sono infatti preoccupati dal fatto che associazioni, comuni e istituzioni regionali abbiano più volte pubblicamente manifestato il proprio sostegno al Parco. Ciò non starebbe a testimoniare la bontà del progetto, quanto piuttosto la capacità pervasiva dell'associazione Parc Adula. «In questi mesi abbiamo avuto modo di sperimentare la forza e le modalità con le quali l'Associazione è in grado di esercitare la sua influenza» (Boggini, 2016, p. 45). I promotori sono qui visti come un'organizzazione esterna alla valle o comunque disinteressata al bene della stessa, e concentrati invece sul perseguimento dei propri obiettivi. Essi dunque, agli occhi degli scettici, «continuano imperterriti nella subdola acquisizione di consensi nelle sedi amministrative cantonali, comunali e in svariati enti e associazioni, senza entrare nel merito delle molte zone d'ombra che circondano questo progetto partorito e gestito con modalità e tempistiche discutibili» (laRegione, 2016d, p. 11). La propaganda è favorita a livello istituzionale, grazie agli aiuti conferiti da Confederazione e Cantoni per sviluppare il progetto. Nell'ottica degli oppositori, ciò confermerebbe la volontà da parte dei poteri centrali di appropriarsi della sovranità della valle per sottomettere i bleniesi ai bisogni della popolazione residente altrove. «L'associazione Parc Adula ha beneficiato finora di finanziamenti milionari e definisce processo democratico l'avvicinamento al voto. La chiamo propaganda di Stato» (Bassi, 2016, p. 37). Al fine di riuscire nel proprio intento, infatti, il gruppo dei promotori non esiterebbe a disinformare la popolazione. Sono note, secondo gli scettici, le «mezze verità dei promotori, confermate anche dalle organizzazioni di protezione della natura» (Monighetti, 2016, p. 37): anch'esse infatti partecipano di questo progetto di colonizzazione ed appropriazione del territorio da parte della rete urbana. Vengono inoltre denunciate le pressioni fatte sull'opinione pubblica: «si parla di opportunità e di occasioni da non perdere e che tanto peggio di così non si può andare. Questo per me[300] è spaventare la gente!» (A. Devittori, 2016a, p. 26).

Un altro elemento fondamentale è la disinformazione. I promotori del Parco sono ritenuti in malafede da parte degli oppositori. «Non si può abbindolare i cittadini, eppure, pur di raggiungere l'obiettivo, Parc Adula ha ancora inventato, a pochi giorni dal voto, la grande trovata di proporre nelle norme di piano regolatore un articolo ingannevole» (E. Devittori, 2016i, p. 38). Pur di superare lo scoglio delle urne i favorevoli non avrebbero esitato a ricorrere a ingannevoli tranelli aggrappandosi a cavilli legali. Ciò che per gli uni è dimostrazione della volontà del Parco di accordarsi agli interessi della popolazione e mostra del difficile gioco di mediazione fra le diverse sensibilità, per gli altri si trasforma in dimostrazione di mancanza di serietà e trasparenza, «un'ulteriore prova che si improvvisa, con l'unico scopo di confondere la popolazione e ingannarla» (E. Devittori, 2016d, p. 33). La campagna di propaganda sarebbe dunque guidata dalla malafede dei promotori del Parco, i quali intenderebbero imporre la propria visione a lungo termine sull'insieme della valle. «Sanno benissimo che se il Parco nascerà non si potrà più uscirne. Questo lo sanno, ma volutamente affermano il contrario, dicendo che dopo dieci anni si potrà uscire non rinnovando il contratto. Ma è solo un'illusione per ingannare la popolazione, facendo quindi false promesse» (E. Devittori, 2016h, p. 26). La

[300] Si noti come il criterio di giudizio utilizzato è personale e viene rivendicato come tale: il «per me» non sta infatti ad indicare un'autocritica, a segnalare i limiti dell'argomento enunciato, quanto piuttosto a rafforzarlo. Affermando che una descrizione della realtà è «per me» valida, si sta implicitamente suggerendo che il criterio d'analisi personale è valido tanto quanto quello professionale degli specialisti altresì presenti nel dibattito. Si tratta cioè di un modo per sottolineare la relatività degli argomenti e dunque minare la credibilità degli avversari, che fondano i propri ragionamenti su criteri scientifici ed epistemici ritenuti validi e condivisi, cioè non *ab-solutamente* relativi.

volontà di ingannare la popolazione è moralmente e politicamente condannabile. «Partecipare a ingannare i cittadini dicendo loro che fra dieci anni potranno liberamente uscire dal Parco, quando è certo, sicuro, e stabilito dalla legge che ciò non è possibile, è una cosa onorevole?» (E. Devittori, 2016a, p. 37).
Propaganda e malafede sono solo alcune delle caratterizzazioni dei sostenitori del progetto. Essi, al tempo stesso, dimostrano secondo gli scettici caratteristiche tipiche dei gruppi settari.

> Io dico no a questo nome e ai suoi simboli, ai quali molti hanno aderito con un atteggiamento vicino al fanatismo. Molti contrari si sono visti giudicati male e attaccati solo per aver espresso la propria opinione. Nei migliori dei casi si è mal informati, ma spesso si è giudicati ignoranti e retrogradi con fare sprezzante. Più volte mi sono vista confrontata con giovani studenti che vivono lontano dalla nostra realtà e che forse non ci faranno più ritorno, i quali mi hanno guardata dall'alto al basso. Forse sarò retrograda e con una semplice formazione, ma in valle lavoro e contribuisco a creare posti di lavoro, mi impegno a livello pubblico su più fronti e credo sia un mio diritto avere un'opinione. (Dalberti-Bassi, 2016, p. 37)

Entra in scena, dunque, la questione dell'educazione e dell'appartenenza o meno a un determinato territorio – il quale, a sua volta, rappresenta una comunità di vita. I giovani studenti, con i loro modi di fare e di percepire la realtà, palesano la propria appartenenza ad un mondo distinto rispetto a quello dei contrari residenti in valle. Da un lato abbiamo cioè i sostenitori, adusi al mondo urbano e alle sue necessità – ne è riprova il fatto che l'esempio scelto sia quello dei giovani studenti, figure eminentemente legate alle caratteristiche del mondo urbano contemporaneo: formazione, mobilità e adattabilità. Dall'altro, invece, i contrari, radicati in valle e ancorati ad una visione tendenzialmente tradizionale della realtà. Fra queste forme di comprendere il mondo la distanza non può essere maggiore – al punto che gli *altri*, in questo caso i sostenitori del Parco, sono immediatamente associati a caratterizzazioni negative di settarismo e fanatismo.
Interessante al tempo stesso osservare la distinzione che gli oppositori tracciano fra gli addetti ai lavori – che compirebbero volutamente un'opera di disinformazione e intesserebbero le proprie trame grazie ai generosi finanziamenti delle autorità centrali – e i semplici cittadini favorevoli al Parco. Partendo dall'idea che una persona comune non possa conoscere appieno gli effetti e i dettagli di un simile progetto, infatti, gli scettici affermano che tutti coloro i quali parteggiano per il Parco mancano in realtà di un'opinione critica, della sufficiente conoscenza di causa. Questo, a propria volta, contribuisce a sminuire sia le loro argomentazioni che il valore morale e politico degli stessi. «Propagandare ciò che non si è compreso nella totalità dei contenuti, rasenta un comportamento settario, una obbedienza a seguire a occhi chiusi un dogma» (Monighetti & Maissen, 2016, p. 31). Chiusi e dogmatici, i sostenitori del Parco rafforzerebbero le proprie ragioni traballanti con argomentazioni iperboliche. Di fronte a queste, i contrari invitano la popolazione al giudizio pacato e alla mancanza di fiducia. «Speriamo che le concittadine e i concittadini dei comuni colpiti non si lascino ingannare dalle visioni di grandezza della propaganda per il sì e dagli scenari apocalittici propagati nel caso di un no al Parc Adula» (Calcagnini, 2016b, p. 37). Come possiamo comprendere, insomma, gli argomenti dei contrari sono particolarmente virulenti in quanto all'aggressività riservata ai sostenitori del Parco e in particolare rispetto agli addetti ai lavori e rivendicano per sé un legame diretto alla *saggezza contadina* e al *buon senso* della tradizione vallerana.
Un ulteriore elemento che val la pena menzionare è quello della fondatezza epistemica delle pretese del progetto. Gli studi e i vantaggi che richiamano i favorevoli a sostegno delle proprie tesi sarebbero per i contrari il frutto di vuote speculazioni: «sono loro convinzioni, tutte da dimostrare» (E. Devittori, 2016c, p. 34). Vengono in questo caso disputati non solo gli argomenti, ma le basi stesse sui quali essi si erigono. «Gli impulsi per l'economia locale sono solo teorici e dubitiamo fortemente che si verificheranno. Anche lo spopolamento in valle è tutto da dimostrare» (CdT, 2016f, p. 17). I contrari rivendicano cioè una totale

estraneità epistemologico-ontologica rispetto alla realtà esperita e osservata dai favorevoli. Essi non si riconoscono minimamente nel quadro di analisi sottinteso nel progetto, mettendo di fatto in dubbio anche le pratiche scientifiche che lo giustificano. Ciò, a sua volta, è un ulteriore indizio di come all'opera vi sia la tensione fra una concezione urbana della realtà e una mentalità ancora invece vincolata – almeno idealmente – al paradigma di campagna.

La mancanza di un quadro comune minimo viene ben esemplificata dal deputato leghista Zanini, il quale generalizza il dibattito seminando dubbi sull'effettiva utilità dell'approccio tecnico-scientifico per la gestione della realtà. «Quanti soldi occorreranno per vedere realmente i frutti, e con quale reale ricaduta sulla regione? Mi direte che anche questa è economia, ma a mio avviso ogni volta che sforniamo uno studio creiamo nuovi vincoli e restrizioni che difficilmente lasciano una ricaduta sulla regione interessata» (Zanini, 2016, p. 28). In questa citazione si trovano due argomenti assai importanti: da un lato, come detto, la diffidenza verso gli approcci scientifici e tecnici, ritenuti troppo complessi o lontani da un certo senso comune radicato e affidabile poiché trasmesso in modo intergenerazionale[301]; dall'altro l'idea che le uniche ricadute economiche del Parco saranno i finanziamenti per la sua costituzione, che verranno però prosciugati proprio dalle esigenze tecnico-scientifiche. Gli stessi argomenti vengono ripresi in numerose occasioni. A volte essi si accompagnano ad una malcelata diffidenza verso l'organizzazione del Parco che viene vista come un'organizzazione estranea e poco trasparente. «Dopo aver pagato stipendi a destra e sinistra, aver assunto magari un qualche amico di qua e di la e dato mandati per studi vari (e inutili), quanto resterà?» (A. Devittori, 2016b, p. 38). La domanda implica, di nuovo, una comprensione del funzionamento economico completamente distinta da quella dei favorevoli. Essi infatti sostenevano le opportunità che offrirebbe il Parco affermando, in base a studi scientifici, che «ogni franco investito ne potrebbe generare altri cinque» (M. Baggi & Käppeli, 2016, p. 33). I favorevoli erano cioè convinti che l'indotto economico fosse la parte più importante delle ricadute del Parco, e che i finanziamenti pubblici non sarebbero stati che il motore di queste, l'elemento scatenante e non il culmine del processo. Per i contrari, invece, l'indotto sarebbe una pura fantasia. Gli unici soldi su cui si potrebbe fare affidamento sarebbero i finanziamenti pubblici diretti, che verrebbero però dilapidati per la gestione del Parco. Il malessere dei contrari è insomma dovuto a un modo di comprendere ed interagire con la realtà che risulta loro completamente estraneo. La diffidenza verso il progetto viene giustificata dalla paura che questi *altri* – gli esperti – possano prendere il potere in valle privando i suoi cittadini del diritto di continuare a mantenere i propri modi di vita. «Nell'edificare si sarà quindi costretti a seguire alla lettera direttive rigide e restrittive imposte dal volere degli "esperti" del Parc Adula e applicate con rigore dai funzionari statali e comunali» (E. Devittori, 2016g, p. 26). I cambiamenti nella realtà socio-territoriale e nella gestione del territorio e della cosa pubblica vengono quindi completamente contestati: da questi cambiamenti deriverebbe infatti la morte del modo di vita tradizionale dei bleniesi, ed essi dovrebbero perciò accettare la necessità di una maggior coordinazione e il vantaggio della prospettiva tecnico-scientifica su un sapere condiviso ormai inadeguato. Questo dibattito non è, per i contrari, limitato al Parc Adula, quanto piuttosto legato alla sopravvivenza di un modo di vita ancorato ad una campagna che si sta trasformando in spazio infraurbano[302].

[301] Il che a sua volta rimanda al non riconoscimento dell'avvenuta transizione urbana: affidarsi a criteri intergenerazionali presuppone infatti una certa stabilità del quadro complessivo, stabilità che è invece rotta per chi riconosce l'enorme trasformazione dei quadri di vita avvenuta grazie alla transizione urbana.

[302] O meglio, si è già materialmente trasformata, ma che era riuscita fino ad oggi a mantenere un certo modo di autogoverno regionale ancora tendenzialmente e idealmente vincolato alle forme di vita di campagna. Si tratta cioè di una prospettiva sulla giustizia socio-territoriale distinta da quella sostenuta dai favorevoli: il dibattito riguarda queste differenze fra gli sguardi sul mondo, e non il Parco in sé. «It is these confused senses of justice that shaped negotiations in the Parc Adula case study, and not perceptions or objective assessments of social equity in park planning» (Michel, 2019, p. 30).

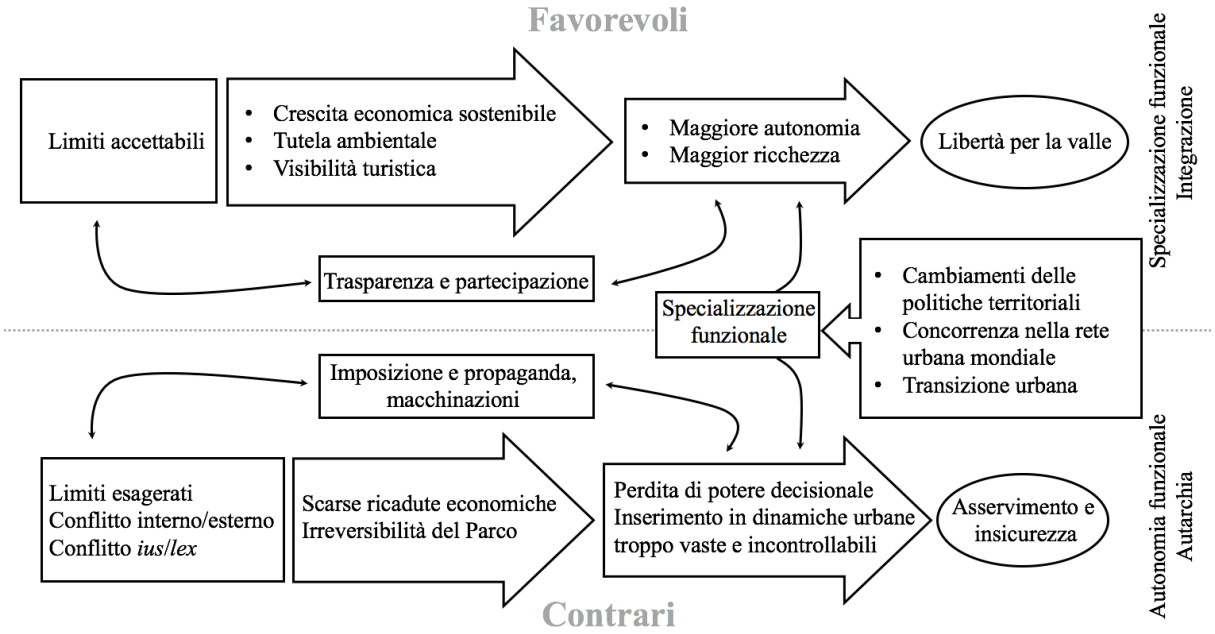


Figura 67. L'insieme degli argomenti di favorevoli e contrari al Parco. Si noti come la differente percezione dei cambiamenti delle politiche territoriali svizzere e della realtà urbana in generale siano la causa di modi completamente opposti di comprendere gli effetti del Parco sulla realtà di valle.

2.4 Conclusioni provvisorie

Nel vasto capitolo dedicato alla pianificazione territoriale del Cantone abbiamo analizzato diversi aspetti. Ripercorriamoli seguendo un ordine cronologico in modo da osservare sinteticamente l'evoluzione territoriale ticinese. Innanzitutto, abbiamo potuto osservare come il Cantone, nel suo stadio rurale – fino alla creazione della ferrovia alla fine del 1800 – era composto da una serie di comunità locali scarsamente interconnesse, caratterizzate da dialetti, usi e costumi propri e non necessariamente compatibili, pur nel solco di una più vasta cultura lombarda alpina e prealpina. In questo contesto si potevano osservare tre grandi aree socio-culturali: la fascia agricola del sud del Cantone e nella collina insubrica, quella pastorale a nord – ricca grazie agli ampi pascoli e al controllo dei transiti sui passi – e la povera civiltà rustica nelle ripide valli del medio Ticino. Questa ripartizione, l'isolamento, le dure condizioni di vita e il passato coloniale del Cantone avevano contribuito a sviluppare una mentalità fortemente localista e avversa ad ogni tipo di centralismo politico.

Lo sviluppo successivo del Cantone, grazie all'avvento della ferrovia e dell'aumento dei traffici legati alla frontiera ha iniziato a modificare la situazione socio-territoriale. Solo a partire dal boom economico degli anni '50 però questo cambiamento si è fatto profondo e radicale. Nell'arco di pochi anni – 1947-1970 – il parco immobiliare del Cantone è praticamente raddoppiato, nel quadro di un'assenza normativa importante[303]. Quest'evoluzione dà il vero avvio alla transizione urbana cantonale. Si modificano radicalmente i modi di vita e le condizioni della stessa. L'assenza di un quadro normativo adeguato, nonché di una formazione tecnico-politica nel gruppo dirigente di quegli anni – sia a scala locale che cantonale – ha come risultato la formazione di un tessuto urbano disordinato, di scarsa qualità e gravato da una mentalità popolare e istituzionale ancorata al comunalismo e avversa alla centralizzazione delle competenze. Questo quadro d'insieme ha reso impossibile avviare una politica di sviluppo urbano coerente e complessiva. Solo

[303] Solo una ventina di Comuni su 247 dotati di Piani regolatori.

negli anni ’80, dopo un intervento legislativo della Confederazione, il Ticino ha accettato di dotarsi di un Piano direttore cantonale, la cui redazione ha impiegato i responsabili per più di dieci anni.
Il primo Piano direttore, entrato in vigore nel 1990, è stato fortemente influenzato da un insieme di fattori sia a livello cantonale che federale che impedivano uno sviluppo urbano efficace. Osserviamone dunque i diversi elementi. Per legittimare quest’operazione, le autorità hanno ricostruito una storia dello sviluppo socio-economico e culturale del Cantone separando le fasi storiche di apertura e quelle di chiusura. Alle prime venivano associati sviluppo, crescita, libertà e una serie di altri aspetti positivi, mentre alle seconde si legavano il peggioramento delle condizioni di vita e un generale declino. Con questa narrazione metastorica il Cantone giustificava il proprio obiettivo di fondo: trasformare il Ticino nella zona di mediazione fra Svizzera e Italia, ed in particolare fra Zurigo e Milano. Esso si proponeva dunque di approfittare della propria posizione e delle proprie peculiarità per ritagliarsi uno spazio nel sistema urbano continentale come snodo di passaggio. Per raggiungere questo risultato si sarebbe dovuto operare in modo binario: da un lato rafforzando le grandi infrastrutture di mobilità, in modo da connettere il Cantone al resto della rete urbana continentale; dall’altro migliorando qualitativamente il tessuto socio-economico e urbano, grazie a una miglior gestione degli sviluppi futuri. Con questi due elementi, il PD 90 si proponeva di rafforzare la posizione e il ruolo del Ticino in Europa, approfittando così delle opportunità offerte dalla transizione urbana che lo stava inevitabilmente modificando. A livello interno, però, il Piano mostrava le debolezze e le contraddizioni tipiche di due spinte opposte che in quegli anni caratterizzavano sia la politica federale che quella cantonale: da un lato infatti, fedeli alla tradizione comunalista e localista svizzera, i pianificatori volevano garantire gli stessi benefici e gli stessi servizi pubblici ed investimenti ad ogni regione, mantenendo così un certo equilibrio territoriale in un’ottica spaziale insulare; dall’altro, invece, consci delle grandi sfide poste dalla transizione urbana e dalla competizione fra le diverse regioni per la propria sopravvivenza, essi tendevano a favorire un uso più economicamente razionale delle risorse, favorendo così la centralizzazione degli investimenti e l’operatività di una concezione spaziale reticolare. Il grande ossimoro del PD 90 è dunque la *centralizzazione decentralizzata*, che si delinea concretamente nella gerarchizzazione dei diversi centri del Cantone. Grazie alla rete di poli e sub-poli, infatti, i responsabili aspiravano a far partecipare tutto il territorio cantonale – seppur in modalità distinte – alla transizione urbana. Questa posizione ossimorica manifestava dunque la tensione fra la volontà di garantire un certo equilibrio regionale e l’aspirazione ad una specializzazione funzionale delle diverse parti del Cantone per formare un tessuto urbano funzionale e di qualità. Un elemento che è emerso con forza nel PD 90 è la difficoltà delle autorità cantonali di operare una politica di pianificazione efficace senza ingerire troppo nelle competenze comunali. Un esempio particolarmente importante in questo senso è l’estremo sovradimensionamento delle zone edificabili previste dai Comuni. Pur riconoscendo il problema – un’autentica minaccia per un uso parsimonioso e razionale del suolo, nonché per politiche di densificazione del tessuto urbano – il Cantone decise infatti di non obbligare i Comuni a ridurre e razionalizzare tali zone. L’operazione avrebbe infatti urtato la sensibilità di diversi attori sia pubblici che privati, scatenando una serie di opposizioni che avrebbero rallentato l’applicazione del Piano. Globalmente, dunque, il PD 90 si costituisce come l’insieme di due ordini discorsivi distinti, di due razionalità che influenzano in un certo modo l’azione delle istituzioni: da una parte quella politica, costituita su principi e ideali, che ritiene non negoziabile il mantenimento di un equilibrio territoriale in funzione anti-urbana[304], come collante per la società; dall’altra quella economica, che osserva la realtà in base ad un unico

[304] Non si tratta in realtà di un’avversione all’urbano, quanto al divario città-campagna. Obiettivo del PD 90 era infatti ripartire i vantaggi della società urbana su tutto il territorio cantonale, limitando cioè l’importanza dei centri principali ed ostacolando la creazione di dinamiche centro-periferia.

criterio quantitativo e che conseguentemente mira alla massimizzazione dell'efficacia delle azioni istituzionali tramite l'accentramento delle strutture e degli investimenti urbani. Il PD 90 è il risultato di uno scontro ancora in corso fra due razionalità distinte: da ciò derivano le sue debolezze strutturali[305].

Negli anni 2000, sulla spinta dell'esperienza fatta col PD 90 e sull'onda dell'inesorabilità della transizione urbana, il Cantone ha avviato una politica di aggregazioni comunali – il termine «fusione» risultava troppo radicale per la sensibilità comunalista ticinese – che ha modificato percettibilmente il contesto istituzionale. I nuovi Comuni, più grandi, con più popolazione e dunque con maggiori risorse economiche, possono infatti rispondere meglio alle necessità degli abitanti, garantendo così una maggior autonomia locale. Il Cantone accetta perciò, in un'ottica completamente urbana, di sacrificare gli elementi simbolico-identitari dell'autonomia formale dei Comuni per favorire una reale, economicamente e politicamente tangibile autonomia a entità istituzionali di taglia maggiore. Se nel 1950 il Ticino contava 257 Comuni, essi si sono ridotti a 115 nel 2017.

In concomitanza con l'avvento dell'egemonia neoliberale a scala nazionale, questa politica ha favorito l'evoluzione pianificatoria che si esplicita nel Piano del 2009. In questo contesto l'analisi dei responsabili differisce infatti con quella degli anni '80-'90. Anzitutto, il ruolo di Lugano quale polo del Cantone risulta non solo confermato ma addirittura rafforzato, al punto da inglobare tutto il Sottoceneri nella propria area d'influenza. Il PD 09 riconosce altresì il fallimento completo della politica di equilibrio regionale abbozzata con l'individuazione dei sub-poli. Così facendo, esso riconosce l'esistenza di due zone distinte nel Cantone: la parte urbana (comprendente i centri urbani e le aree suburbane e periurbane) e la parte infraurbana (comprendente il retroterra e la montagna). A livello interno, l'apparizione di grandi generatori di traffico (centri commerciali) ha complicato ulteriormente la situazione già precaria della rete viaria. Il Ticino è infatti uno dei Cantoni maggiormente segnati dall'automobilità privata. L'assenza di una struttura urbana coerente, l'evoluzione irrazionale degli insediamenti e la mancanza di coordinazione fra Comuni hanno infatti contribuito a sovraccaricare le infrastrutture di mobilità. Ciò, a sua volta, contribuisce a rendere meno attrattivo il Ticino come snodo di passaggio, compromettendo la sua funzione di mediatore fra Svizzera e Italia. Per contrastare tale situazione di accresciuta precarietà e mantenere lo spirito di apertura, il Cantone si propone perciò di operare sia all'interno che all'esterno dei propri confini. Internamente riconosce l'importanza di migliorare la qualità urbana, unica garanzia di attrattività economica e qualità di vita per la popolazione. Di fronte alle diverse sfide poste dal presente, però, esso riconosce anche i propri limiti, e afferma che per poter garantire la continuità del proprio ruolo e non subire un processo di periferizzazione, l'area urbana cantonale dovrà necessariamente incrementare le connessioni e collaborazioni con le regioni di Como e Varese in seno alla Regio Insubrica. Solo una rete di piccole e medie città può infatti avere un peso sufficiente per non soccombere alla forza metropolitana di Milano. Mentre la zona urbana dovrà federarsi con le vicine città italiane, trasformando qualitativamente il proprio tessuto grazie a una serie di progetti di diverse dimensioni e alla razionalizzazione delle risorse, la zona infraurbana non potrà più continuare a ricevere finanziamenti pubblici senza contropartite. La razionalità economica infatti ha conquistato un ruolo egemone in seno alle amministrazioni pubbliche, che non sono più disposte a mantenere in vita comunità montane o periferiche senza possibilità di sviluppo. Tali aree dovranno votarsi ad una specializzazione funzionale che le renda utili e compatibili con le necessità del tessuto urbano in cui vive la maggioranza della popolazione. Concretamente, tali regioni dovranno sviluppare una vocazione ricreativa e naturalistica, favorendo cioè la propria trasformazione in aree infraurbane integrate in un contesto sociale più vasto. Per

[305] Tali debolezze sono poi ingigantite dalla mancanza di egemonia culturale del gruppo dirigente sull'insieme della società per quanto riguarda la materia pianificatoria e la comprensione dello spazio.

assecondare quest'evoluzione, il Cantone sostiene l'ideazione di due Parchi Nazionali – il Parco del Locarnese e il Parc Adula. Particolarmente interessante il caso del secondo, poiché si tratta di un progetto intercantonale. La razionalità economica che ha preso il sopravvento detta dunque i criteri di efficienza economica in base ai quali aiuti e investimenti territoriali vanno pianificati. Particolarmente interessante la questione delle valli alpine: esse dovranno infatti subire una trasformazione politico-identitaria radicale – l'inserimento in qualità di zone funzionali nella rete urbana più vasta – per potersi garantire una sopravvivenza economica. La razionalità economica sembra, in questo caso, sorda alle esigenze e alle motivazioni politiche che appellano ai principi di equilibrio territoriale[306].

Analizzando il dibattito pubblico sul progetto (bocciato) di Parco Nazionale, abbiamo però potuto appurare come parte della popolazione abbia espresso con forza il proprio scetticismo riguardo ai piani delle autorità cantonali, ritenuti troppo invasivi e snaturanti. La popolazione delle valli montane, infatti, ha affermato di voler mantenere la propria autonomia formale[307] anziché inserirsi nella più vasta rete urbana cantonale e continentale tramite la specializzazione delle proprie funzioni. Questo dibattito ha dunque chiarito come le zone infraurbane si vedano ancora – idealmente – come zone di campagna, autonome e autarchiche, estranee e ostili alle logiche urbane. Esso ci ha dunque permesso di evincere una forte asincronia fra la mentalità profonda – l'inconscio collettivo o l'ontologia diffusa – della popolazione di tali regioni e la visione urbana dei pianificatori cantonali – che per dover gestire lo sviluppo ticinese non possono che accettare come un dato di fatto le condizioni esistenti: concorrenza agguerrita interregionale, necessità di rendimento economico, necessità di specializzazione e interconnessione in contesti più ampli, e dunque un generale e profondo mutamento nel modo di comprendere ed esercitare la sovranità[308].

---

[306] Si tratta, a ben vederlo, di una disputa sul concetto stesso di giustizia spaziale: mentre per la razionalità politica tradizionale le varie comunità nucleari – i Comuni e i villaggi – dovevano veder riconosciuta la propria dignità e il proprio *status*, indipendentemente dalla propria taglia, per la razionalità economica è il peso demografico – e quindi solo la quantità di individui – che dev'essere presa in considerazione al momento di considerare un investimento. Così, da un lato abbiamo chi ancora considera i villaggi come unità politiche, come comunità che non possono essere soppresse e anzi vanno tutelate a difesa dell'identità collettiva, mentre dall'altro abbiamo una comprensione della società di stampo individualista, in cui i villaggi non sono che insiemi quantitativi di persone e che proprio per questo non possono essere concepiti come entità a sé stanti, dotate di valore politico e identità propria e dunque degni di protezione. Adattando le parole della Thatcher, si potrebbe dire che per la razionalità economica «i Comuni non esistono».

Nell'ordine discorsivo politico, essendo i Comuni una delle rappresentazioni fondamentali dell'identità collettiva, essi vanno difesi e messi in una situazione d'equilibrio – per cui vanno garantiti aiuti finanziari a tutti i villaggi più fragili. Nella visione economica, invece, sono gli individui l'atomo sociale e non esistono invece identità collettive. Garantire aiuti importanti a piccoli Comuni periferici senza chiedere controparti implica perciò destinare proporzionalmente molti più soldi a determinati individui (gli abitanti delle valli) che agli abitanti urbani del Cantone, significa cioè creare una disparità di trattamento e dunque favorire l'ingiustizia, nonché l'inefficienza economica.

Come possiamo capire, in gioco non c'è dunque soltanto la questione dei finanziamenti alle valli alpine, quanto piuttosto la concezione stessa della realtà sociale. Il fatto che la società urbana, frutto della società contemporanea e legata indissolubilmente ad una concezione individualista, sia segnata dall'emergere di una razionalità economica in seno alle istituzioni non deve dunque sorprendere.

[307] Formale poiché in realtà dipendente dai finanziamenti cantonali e federali.

[308] Ecco dunque che la volontà di rifiutare il progetto di Parco Nazionale diventa, in quest'ottica, un rifiuto globale alla razionalità economica: una messa in discussione della concezione di giustizia spaziale delle istituzioni e una rivendicazione dell'autonomia politica legata ad una visione che rivendica il proprio retaggio politico e identitario tradizionale. Il *no* al Parc Adula è un rifiuto dell'ontologia sociale propugnata dalle istituzioni del Cantone e della Confederazione, un *no* al modo in cui la realtà sociale contemporanea sta evolvendo. Solo mettendolo in relazione con l'evoluzione della concezione spaziale a livello cantonale e nazionale infatti si può delineare il vero significato del rifiuto del Parco.

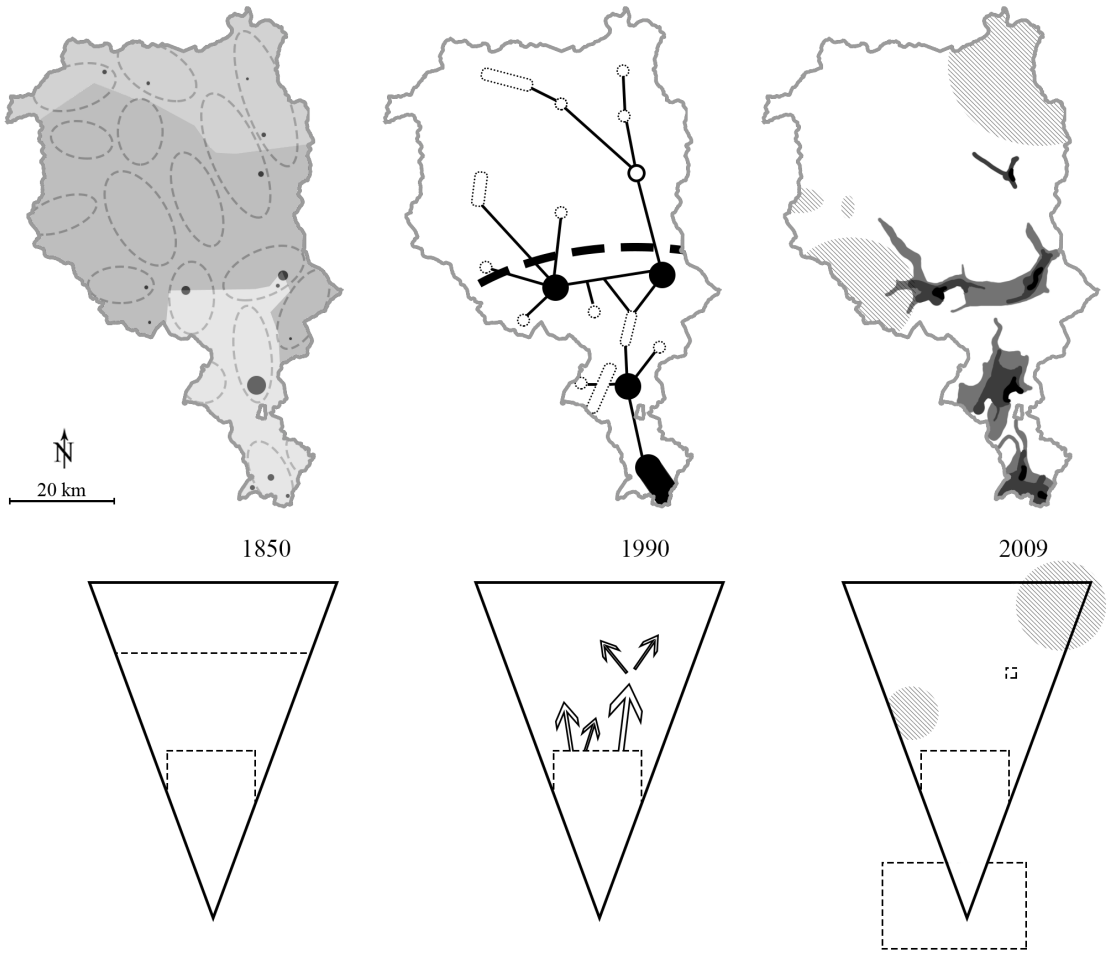


Figura 68. Le tre fasi del Cantone. Nel 1850 (in nero i centri più importanti, proporzionati demograficamente) un insieme di regioni autarchiche e poco connesse – i tre tipi di civiltà rurale dividono in tre il Cantone (collina insubrica agricola, medio Ticino rustico, alto Ticino pastorale). Nel 1990 una realtà urbana che, seppur segnata da fenomeni urbani nelle zone più meridionali (in particolare dal frontalierato come sinonimo di dinamicità economica – la linea tratteggiata indica il limite settentrionale della zona influenzata da tale fenomeno; i poli urbani in nero) spera di poter ripartire la società urbana in tutte le regioni (sub-poli in puntinato). Nel 2009 un Cantone composto da due grandi aree: una urbana (centri urbani in nero, zone suburbane più chiare e periurbane ancor più chiare) e una infraurbana (zone di retroterra e montagna in bianco). Mentre la zona urbana deve potenziare la propria connessione con le realtà urbane confinanti, per lo sviluppo della zona infraurbana il Cantone prevede la costituzione di due Parchi Nazionali (tratteggiato diagonale). La schematizzazione in basso mostra i principali elementi spaziali: la volontà d'espansione della società urbana negli anni '80-'90, la netta separazione fra zone urbane e infra-urbane nei 2000, con la conseguente specializzazione funzionale di ogni area. Si noti come le zone urbane corrispondono al territorio tradizionalmente agricolo, caratterizzato dalle più grandi superfici pianeggianti e a bassa altitudine del Cantone – la piattezza infatti oppone meno resistenza alla cementificazione (Scolari, 2006) e dunque all'evoluzione socio-territoriale (trasformazione dal rurale all'urbano).

3. Il turismo e l'evoluzione socio-territoriale

> City marketing and regional image making took over the reins of planning and policy making, leading to a vicious territorial competitiveness to attract investment and the attention of global tourism, now the world's largest industry. (Soja, 2010, p. 65)

Una questione fondamentale che è emersa analizzando l'evoluzione della pianificazione territoriale è la transizione fra due tipi di razionalità distinta. Occorre approfondire l'analisi di quest'evoluzione e tentare di vedere, di nuovo, in che modo essa viene accolta dalla popolazione. Particolarmente interessante risulta infatti capire se tale trasformazione della posizione egemonica abbia influenzato altri ambiti dello stato.
Il turismo e la sua gestione paiono a questo proposito un ottimo ambito di studio. Innanzitutto, si tratta di un settore particolarmente rilevante per l'economia cantonale – stando alle cifre presentate da Medici et al. (2014, p. 97) –

> l'attività turistica nel Canton Ticino è in grado di generare un'occupazione totale (sia diretta che indiretta) di circa 22'100 posti di lavoro equivalenti al tempo pieno (ETP) e un valore aggiunto lordo (PIL) di 2.1 mia. CHF. Questi valori corrispondono al 12.0% dell'occupazione totale del Canton Ticino e al 9.6% del PIL cantonale.

Il dato è importante, poiché mostra come il turismo sia, in Ticino, un settore più incisivo rispetto alla media svizzera che lo situa al 5.6% del PIL (Matasci, 2010, p. 2). Tale settore coinvolge numerosi attori, e si situa al contempo come uno degli elementi portanti dell'evoluzione urbana nel mondo (Lefebvre, 2001; Stock & Lucas, 2012). Analizzare l'evoluzione della comprensione di questo settore da parte dei responsabili cantonali – in un secolo segnato dalla transizione da un turismo elitario ad uno di massa (Limouzin, 1990, p. 175) – risulta perciò particolarmente significativo ai fini della nostra analisi[309].
Pur essendo un ambito privilegiato per l'analisi identitaria, il turismo rimane ciò nonostante un campo di ricerca vastissimo. Per questo, abbiamo dovuto operare altre scelte e concentrarci su elementi che potessero al tempo stesso essere significativi e fornire dati tangibili. Ci siamo così concentrati sui discorsi di un attore fondamentale del settore, vale a dire l'Ente Ticinese per il Turismo, nonché su due casi particolari di ricezione da parte dell'opinione pubblica – interpretata attraverso lo specchio dei giornali[310] – di quelle che potremmo definire *invasioni turistiche* agli inizi e alla fine del nostro periodo d'esame – vale a dire il caso del 1981 e quello del 2017. La speranza è di mostrare con maggior forza l'evoluzione dei discorsi delle istituzioni da una prospettiva politica ad una economica, e la reazione di una parte della popolazione infraurbana a questo cambiamento.

---

[309] Un altro aspetto rilevante è la stretta connessione fra turismo e questioni identitarie. Il turismo è particolarmente interessante poiché da un lato utilizza in modo quasi parassitario l'immagine identitaria di una comunità – vendendo, di fatto, i suoi costumi e i suoi panorami come elementi di svago – e dall'altro, convogliando degli estranei nello spazio regionale, contribuisce alla trasformazione degli Altri in alter-ego, non solo facilitando l'incontro-scontro ma facendo altresì evolvere l'identità stessa. Questo è il delicato equilibrio nel quale si sviluppa il turismo: esso promuove e rende visibile le particolarità di una determinata identità, di una regione, ma al tempo stesso portando tale comunità e regione in seno al mercato turistico mondiale, esso contribuisce ad una sua evoluzione in senso cosmopolita, internazionale e dunque – di fatto, al tramonto delle particolarità eminentemente locali

[310] Vale la pena ribadire come i giornali, nell'adempimento dei propri compiti, non siano una riproduzione fedele e neutra della realtà sociale quanto piuttosto una parte in causa, un attore in gioco. Particolare cautela andrà dunque posta nell'analisi dei testi giornalistici.

3.1 L'analisi dei discorsi dell'Ente Ticinese per il Turismo

Archivio: https://www.ticino.ch/it/about-us/ett-storico?utm_source=ticino.ch&utm_medium=shorturl
Timeline: 1980-2013

3.1.1 Introduzione

Importanza dell'ETT come attore

L'Ente Ticinese per il Turismo è un ente di diritto pubblico fondato nel 1972, a seguito dell'entrata in vigore della legge sul turismo del 19 novembre 1970. Nell'arco della sua esistenza, questo ente ha convogliato e organizzato la politica di promozione turistica cantonale, gestendo così la proiezione dell'immagine del Ticino al di là dei confini cantonali. Esso ha perciò un ruolo di primo piano nella pianificazione e nello sviluppo del settore turistico cantonale – che, come abbiamo già sottolineato, garantisce indirettamente un forte impatto sullo sviluppo identitario del Cantone nel suo insieme. Si tratta pertanto di un attore fondamentale per comprendere l'evoluzione dell'ordine discorsivo del gruppo dirigente[311].

Poiché il nostro interesse è legato all'evoluzione dei piani discorsivi dell'amministrazione cantonale, abbiamo ritenuto sufficiente concentrarci sulle narrazioni dell'Ente e non su altri possibili aspetti discorsivi – quali le statistiche legate ai pernottamenti, la cifra d'affari o le politiche concrete e le campagne pubblicitarie. Di nuovo, val la pena ribadire che non siamo interessati all'analisi del turismo *qua* turismo: non stiamo tracciando la storia di questo settore, ma tentando di trovare tracce che manifestino cambiamenti nella razionalità del gruppo dirigente cantonale. L'Ente Ticinese per il Turismo sembra allora interessante poiché, in quanto espressione delle politiche pubbliche legate al settore, è – almeno formalmente – espressione della volontà del popolo – che si palesa e materializza appunto tramite gli enti statali e parastatali. Abbiamo tentato, nella nostra analisi, di interrogare tale volontà popolare[312] – espressa indirettamente dalla direzione dell'ETT[313], circa i temi più propriamente legati all'identità che riguardano il turismo: cioè come il gruppo dirigente comprenda ed interagisca con la realtà cantonale attraverso il settore turistico.

Da segnalare due importanti dinamiche che accompagneranno la storia della gestione del turismo dagli anni '80 ai primi due decenni del XXI secolo: da un lato la sostituzione dell'ETT – attore pubblico – con l'ATT – una società anonima di partenariato pubblico-privato, nel 2014-2015; dall'altro il processo di progressiva fusione degli Enti turistici locali in Ticino. Mentre il primo elemento anticipa già l'evoluzione della razionalità dell'Ente che andremo a osservare – vale a dire una progressiva tendenza a ridurre i discorsi dell'ETT alla mera difesa degli interessi privati del settore alberghiero – la riduzione del numero di Enti locali accompagna invece un globale processo di riorganizzazione delle istituzioni locali avvenuto in Ticino

[311] Come per ogni organizzazione, tuttavia, occorre evitare le semplificazioni monolitizzanti: sebbene l'Ente agisce come un solo attore, esso è attraversato e composto da diverse sensibilità, spesso in contrasto fra loro. Inoltre, non si può nemmeno affermare un nesso chiaro ed autoevidente di causalità fra l'evoluzione sociale e le azioni o i discorsi dell'Ente: sembra piuttosto che si possa parlare di una relazione circolare in cui entrambi i poli si retroalimentano. Eppure, sebbene si sia appena negato il ruolo causale primigenio all'Ente Ticinese per il Turismo rispetto all'evoluzione identitaria cantonale, ciò non significa che tale organizzazione sia priva di interesse. Al contrario, anche se si trattasse solo di un risultato delle dinamiche sociali, le azioni e i discorsi dell'Ente costituirebbero ciò nonostante un prezioso specchio d'analisi.

[312] Qui le dinamiche egemoniche emergono con maggior chiarezza: la volontà popolare viene infatti espressa tramite strutture statali che sono evidentemente influenzate dal pensiero e dalla sensibilità dell'élite dominante: analizzare gli enti statali significa allora tentare di ricostruire i discorsi dominanti nelle élites, che vengono poi presentati e legittimati come espressione più o meno diretta della volontà popolare – giacché nell'ontologia democratica la sovranità emana dal popolo.

[313] Come nel caso della pianificazione territoriale, anche qui dunque osserveremo l'evoluzione dei discorsi «legittimi» per ricostruire i principali cambiamenti discorsivi del gruppo dirigente.

a cavallo fra la fine del 1900 e l'inizio del terzo millennio – processo che abbiamo già avuto modo di osservare analizzando la politica di aggregazione comunale.

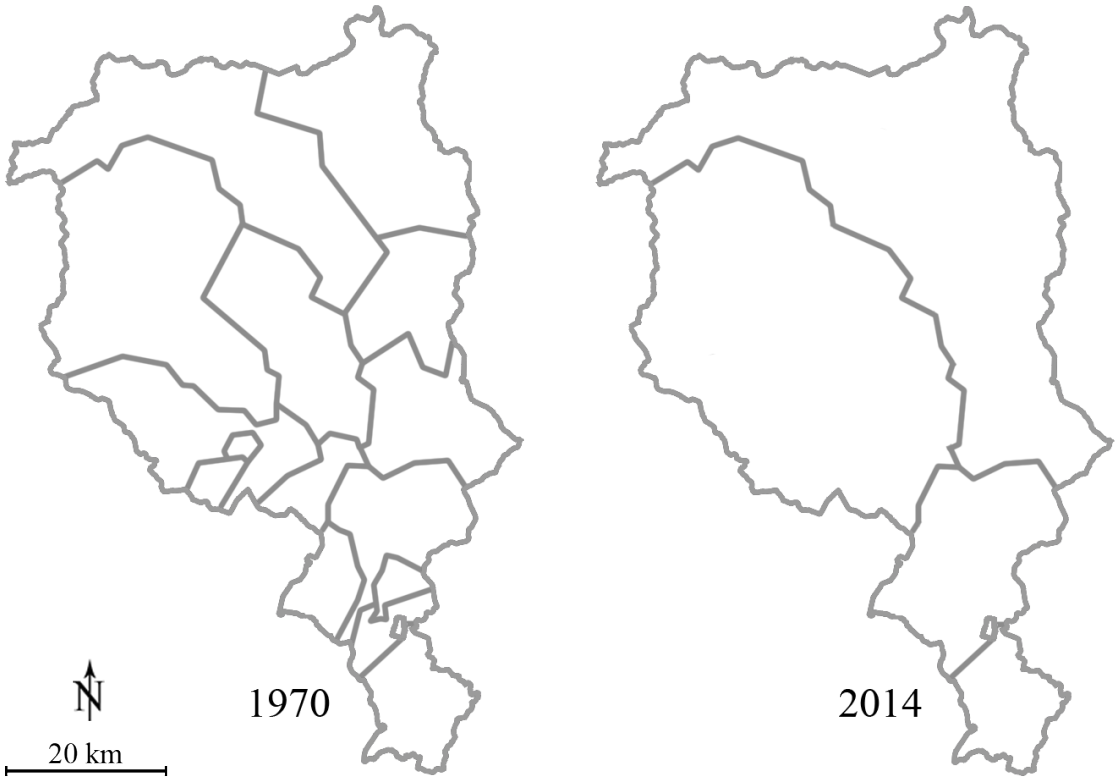


Figura 69. I 15 Enti Turistici Locali istituiti dalla Legge sul turismo del 19 novembre 1970 nella cartina di sinistra. Si noti in particolare la frammentazione degli Enti nella zona attorno a Locarno, Ascona e Brissago. Nella cartina di destra invece le quattro Organizzazioni Turistiche Regionali istituite dalla Legge sul turismo del 25 giugno 2014. Quest'evoluzione suggerisce la progressiva urbanizzazione e interconnessione del tessuto sociale e insediativo ticinese, che si agglutina sempre più attorno ai poli urbani principali – Lugano, Bellinzona, Mendrisio-Chiasso e Locarno – come abbiamo già potuto osservare in sede d'analisi delle politiche territoriali. Rielaborazione propria a partire dalla carta presente in (RCT, 1998a, p. 25).

Descrizione e limiti del materiale analizzato

In che modo allora affrontare lo studio dello sviluppo della sensibilità in seno all'ETT? Si tratta di un argomento senza dubbio complesso, che potrebbe essere analizzato da diverse prospettive. Anche in questo caso si è dovuta operare una scelta inevitabilmente riduttiva. Il materiale che abbiamo privilegiato in quest'analisi è, come detto, di tipo discorsivo e prevalentemente narrativo. Ci interessano infatti le preoccupazioni e le analisi sulla realtà ticinese e sul turismo come elemento d'apertura culturale operate dai vertici dell'Ente. Un simile approccio è evidentemente limitato: i discorsi dei dirigenti non corrispondono necessariamente alla reale capacità operativa, né ai risultati concreti delle azioni di quell'organizzazione, né tantomeno sintetizzano la complessità e pluralità di sensibilità presenti nel suo seno. Tuttavia, è pure palese che i discorsi dei vertici dell'ETT rivestono un ruolo particolare: essi rappresentano la volontà del gruppo egemone – in ottica gramsciana – e indicano pertanto la razionalità in base alla quale vengono poi intraprese azioni concrete e viene esperita ed analizzata la realtà.

Altro punto da osservare è il tipo di discorsi dirigenziali presi in considerazione. In che contesto sono stati proferiti? Il sito web dell'Agenzia Turistica Ticinese SA, erede del vecchio ETT, ha pubblicato in una pagina i discorsi di Presidente e Direttore dell'Ente dal 1972 – anno della fondazione – al 2014 – anno della sua

chiusura. Si tratta di una storia ragionata dell'Ente e delle sue attività tramite i resoconti e i discorsi tenuti durante le due assemblee annuali. È d'uopo sottolineare qui alcuni punti. *In primis*, il formato non è omogeneo. Non tutti i discorsi presentati hanno la medesima forma: a partire dagli anni '90 sono presenti non più le pagine dei discorsi all'assemblea, ma delle *brochures* riassuntive. Il cambiamento discorso-*brochure* può essere significativo – in contesti diversi ci si esprime in modo distinto, avendo più o meno cura e spazio per sviluppare determinati argomenti – o insignificante, ma non abbiamo modo di verificarlo. La rilevanza o meno di questo cambio di formato è in sé legata al secondo punto che è bene ribadire. L'insieme dei testi qui analizzati non comprende l'intera storia dell'ETT, né tutti i discorsi che sono stati pronunciati alle sue assemblee. Si tratta di un insieme di documenti in parte eterogenei messi a disposizione del pubblico da parte dell'ATT – vale a dire dopo un'attenta analisi da parte dell'Ente stesso. Questo dovrebbe portarci a due considerazioni. Da un lato, tale insieme è necessariamente parziale e giacché non solo non comprende tutti i discorsi proferiti, ma si tratta di una selezione operata esplicitamente da parte dei responsabili dell'ATT per tracciare la propria storia. Dall'altro, però, proprio il fatto che si tratti di una sorta di autobiografia dell'Ente è interessante e rivelatore. Il fatto che tale insieme non sia completo o omogeneo risulta insomma un limite di poco conto rispetto agli aspetti interessanti legati all'analisi dell'auto-percezione e della narrazione autobiografica. Analizzando tale *corpus* non stiamo dunque accettando in modo *a*critico le pretese veritative dei criteri utilizzati dall'ATT. Al contrario, l'adozione di questi documenti ci permette non solo di tracciare una storia della sensibilità dell'ETT, ma anche di osservare indirettamente l'esercizio egemonico contemporaneo nel momento in cui si tratta di trascrivere la storia recente. Se tale *corpus* dovesse risultare – ma non vi sono elementi ad indicarlo – inadeguato alla trasposizione fedele della storia – ma è possibile una descrizione puramente *a*prospettica? – risulterà nondimeno adeguato alla critica del presente. Analizzare la prospettiva presente sul passato recente riveste dunque un'importanza fondamentale nella comprensione dello sviluppo identitario ticinese.

Tendenze generali

L'analisi del *corpus* dei discorsi presentati dimostra alcuni evidenti tendenze che è bene sottolineare. Pur mantenendo costante l'attenzione circa i limiti della rappresentatività di tale insieme – in quanto autorappresentazione dell'ATT – è interessante notare in primo luogo l'evoluzione che riguarda gli autori – o attori – dei discorsi. Limitandoci semplicemente ad un profilo quantitativo – il numero di pagine riportate per ogni discorso – risulta evidente un cambiamento radicale che separa gli anni '80 dai successivi due decenni. Infatti, negli anni '80 lo spazio concesso agli esponenti «politici» e non «tecnici» è ancora relativamente maggiore, mentre a partire dall'inizio degli anni '90 sono i «tecnici» ad ottenere sempre più spazio. A cos'è dovuto questo cambiamento? Vi sono numerose cause che potrebbero essere considerate. In primo luogo, tuttavia, è interessante sottolineare come la presenza di politici eletti in seno all'Ente dimostri la volontà, da parte della classe politica e delle istituzioni, di avere voce in capitolo e poter influenzare almeno in parte lo sviluppo del settore turistico. Questo è un aspetto non indifferente. La preminenza dei discorsi politici negli anni '80 starebbe in questo senso a significare il tentativo di influenzare non in modo passivo e indiretto – operando sui quadri legali – ma diretto e immediato lo sviluppo del settore turistico. Il turismo, sembra significare questo equilibrio di forze, è negli anni '80 un tema politico, giacché coinvolge questioni come lo sviluppo economico e territoriale che stanno al cuore dell'attività politica e istituzionale – e si costituisce in questo senso come un ramo ulteriore delle politiche di pianificazione territoriale. Secondo questa prospettiva, allora, il progressivo aumento d'importanza quantitativa dei discorsi «tecnici» risponderebbe alla comprensione del turismo come un ambito eminentemente economico in grado di autogestirsi. La relativa scomparsa degli interventi politici diretti a partire dagli anni '90 potrebbe insomma

essere il risultato di una nuova comprensione del turismo come fenomeno socio-economico: non più come un settore da dirigere e sviluppare secondo una precisa volontà politica che tenga conto di una visione tutto sommato complessiva della società ticinese, ma invece un ambito economico che dev'essere lasciato ad autogestirsi per avere migliori garanzie di sviluppo e dunque ricadute positive sulla popolazione nel suo insieme. Il ruolo della politica, stando a questa prima interpretazione, sarebbe dunque radicalmente mutato: da direttrice e garante della razionalità dello sviluppo turistico a semplice collaboratrice, che promuove unicamente le strutture necessarie affinché il settore possa autogovernarsi e quindi esplicitare da sé la propria razionalità intrinseca. Si tratterebbe insomma di una fondamentale transizione nella comprensione del *locus* della razionalità economica: all'interno dei vari settori economici – che vanno dunque lasciati liberi di autogestirsi – o all'esterno di essi, nella sfera politica che è chiamata a dirigere, limitare e controllare l'economia.

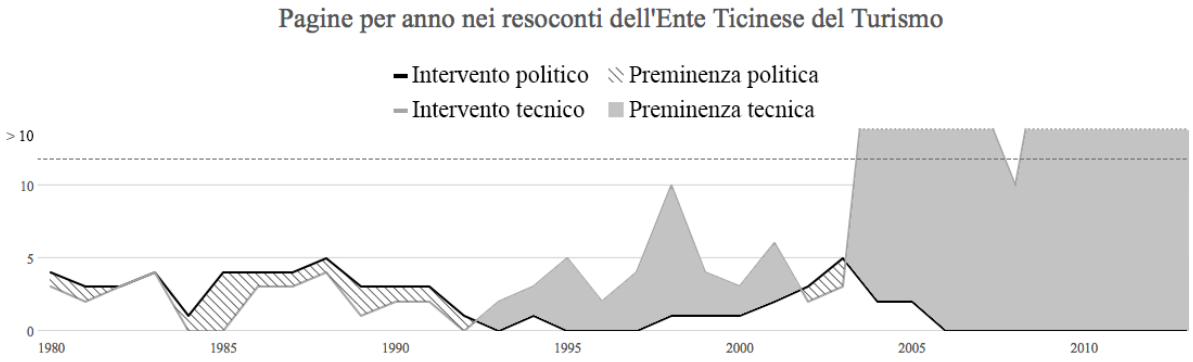


Figura 70. Il grafico mostra la quantità di pagine dedicate ad interventi di attori politici o tecnici per ogni anno analizzato. Questo rozzo indicatore quantitativo permette di avere un'idea sulla visibilità e l'importanza accordate ad argomentazioni di tipo politico o manageriale nella gestione del turismo nel corso degli anni.

Questa potrebbe essere una prima ipotesi circa il cambiamento d'importanza quantitativa delle categorie di attori rappresentati. Si potrebbero però anche fornire altre spiegazioni. Il tipo di documenti analizzati modifica infatti sensibilmente i dati in questione. Se confrontiamo due discorsi – uno di un «tecnico» (il Direttore dell'Ente) e uno di un «politico» (il Presidente dell'Ente) – avremo giocoforza un risultato diverso da quello che otterremmo confrontando lo spazio dato alla prefazione politica di un quaderno farcito di dati e analisi statistiche. Questo è il caso dei testi che stiamo analizzando. Negli anni '80 l'ATT ha pubblicato unicamente i discorsi politici, tralasciando di pubblicare i resoconti tecnici e statistici che sicuramente accompagnavano le assemblee dell'Ente. A partire dagli anni '90, e in special modo dal '95, sono i discorsi tenuti alle assemblee annuali a scomparire, e i documenti pubblicati sono invece i dossier statistici d'analisi dell'anno in corso, in cui evidentemente la parte «tecnica» risulterà preponderante rispetto a quella politica. Ciò nonostante, anche questa spiegazione dev'essere sottoposta critica. Sebbene il cambiamento d'equilibrio per quel che riguarda gli spazi a disposizione potrebbe essere – a causa dei diversi tipi di documenti – innocente e privo di significato, non lo è però – né può esserlo – il fatto che tali documenti siano stati resi disponibili al pubblico. Se anche accettassimo il principio secondo cui il cambiamento di formato dei documenti li rende di per sé incomparabili, ciò non cancellerebbe il fatto che tali documenti sono stati selezionati per essere pubblicati. La scelta dell'ATT di presentare la propria storia attraverso diversi tipi di documenti non può insomma che essere ritenuta significativa: essi avrebbero infatti potuto optare per conservare l'uniformità nel formato dei documenti, pubblicando i discorsi alle assemblee annuali del

Direttore e del Presidente dell'Ente anche dopo il 1995. La scelta di introdurre invece un nuovo formato di documenti dev'essere invece interpretata come il convincimento – implicito se non esplicito – che tali documenti «tecnici» e statistici diventano di fatto più significativi ed esplicativi, vale a dire il convincimento che l'elemento «tecnico» nel settore turistico abbia una prevalenza epistemica su quello politico a partire da una certa data – in una prospettiva chiaramente vincolata alla volontà moderna di quantificare il reale (Berque, 2010; Lefebvre, 2000) e ad un approccio neoliberale (Foucault, 2012). In entrambi i casi, insomma, il risultato non cambia. Che si accetti questo cambiamento come significativo, o che lo si adduca alle diverse tipologie di documenti forniti, bisogna concludere che la sfera tecnica ha – a partire dagli anni '90 – iniziato a prevalere su quella politica nella gestione e nell'esplicazione del fenomeno turistico[314].

A sua volta, questo cambiamento dev'essere analizzato in un contesto più amplio. Gli anni '90 e 2000 corrispondono infatti alla piena e matura egemonia socio-politica della sensibilità neoliberale. Con questo, intendiamo che questi decenni sono segnati da «sforzi inarrestabili per ricostruire la vita sociale e politica attorno a un modello desunto dal mercato» (Davies, 2017, p. 12). La trasformazione in seno all'ETT è causa o effetto di quest'egemonia culturale? Probabilmente partecipa ad entrambi i movimenti – le relazioni sociali, come notava giustamente Gramsci, sono assai complesse e i rapporti causali non possono essere desunti in modo chiaro ed evidente, come già si accorsero i marxisti d'inizio secolo (cfr. Laclau & Mouffe, 2014, p. 38). Che non vi siano necessità immutabili o *verità ben rotonde* in politica non significa però che questa sia il regno del caso. L'importanza delle dinamiche egemoniche e della lotta culturale per la definizione delle relazioni di potere è stata ampiamente dimostrata. Ciò che rimane più incerto è il ruolo dell'ETT in questa battaglia sul suolo ticinese. Esso è stato strumento o effetto dell'egemonia neoliberale instauratasi in quegli anni nel Cantone? La risposta più plausibile è che esso sia stato cassa di risonanza di tali scontri, trovandosi così al tempo stesso nel ruolo di effetto di una mutata sensibilità data altrove (circoli intellettuali, opinione pubblica, politica) e di strumento di propagazione di questa mutazione. Interessante è osservare che l'Ente è stato presieduto da Marina Masoni, esponente di spicco della corrente neoliberale al governo dal 1995 al 2007. A sua volta, l'emergenza di una sensibilità neoliberale – vale a dire legata all'idea di una superiorità dell'economia sulla politica (cfr. Cometta, 2015; Cometta, 2016, 2017b) può di fatto essere interpretata come l'uscita definitiva e completa del Ticino dal mondo tradizionale[315] e la sua entrata in uno stadio urbano, partecipe del mondo globalizzato. Come vediamo, questa pista si rivela assai feconda di interpretazioni e presenta il turismo come un ottimo specchio d'analisi per l'evoluzione della società e dell'identità ticinese.

Vi sono, ciò nonostante, altre possibili interpretazioni, o quantomeno limiti alla completezza di tale analisi. Vanno infatti segnalati due aspetti che risultano importanti. Da un lato, il ruolo che Marco Solari ha giocato nell'ETT. Solari ha infatti rivestito cariche dirigenziali nell'Ente per buona parte della vita di quest'ultimo. Non si tratta di un fatto minore. In una struttura tutto sommato piccola, il carattere e la sensibilità dei dirigenti non può che plasmare a fondo il funzionamento della stessa. Solari si è dimostrato particolarmente sensibile ed aperto rispetto alla comprensione del fenomeno turistico. Pur essendo un «tecnico», egli ha dunque favorito e sostenuto una visione non riduttiva del turismo, tentando – almeno narrativamente – di mantenere sempre un approccio politico, interessato soprattutto agli effetti del turismo sulla comunità. Un'altra questione che riveste particolare importanza nel cambiamento dei discorsi è legata al funzionamento interno del settore. La Svizzera ha rivestito un ruolo centrale nelle prime fasi del turismo mondiale. Essa si presentava come un luogo idilliaco per i ricchi visitatori dei tempi, alla ricerca di regioni non toccate dalla frenesia delle

[314] Elemento peraltro confermato in sede d'analisi dei testi.

[315] Compiendo il ciclo che Guénon (2017, p. 46), fa partire già dal Rinascimento osservando l'Europa: non tutti i territori, o meglio, le popolazioni e le società che popolano questi territori, evolvono agli stessi ritmi.

città e dell'industria e di popolazioni ancora radicate in un mondo rurale idealizzato. Gli stessi elementi erano presenti nel turismo ticinese della prima metà del XX secolo. Con la progressiva massificazione del settore a livello mondiale, però, la posizione della Svizzera come meta di accoglienza si è progressivamente ridimensionata. Il cambiamento strutturale del turismo ha implicato uno stravolgimento anche per quanto riguarda le necessità e gli aspetti ricercati dai turisti. Si può avanzare l'ipotesi che il turismo d'élite necessitasse l'idealizzazione del mondo rurale e incontaminato per formare una sensazione di superiorità in seno alla classe dirigente. Il turismo di massa, invece, svolge una funzione diversa: non più formazione del sentimento di superiorità dei dirigenti, bensì riposo della classe lavoratrice (Horkheimer & Adorno, 2010, p. 145) al fine di conservarne la produttività.

L'importante crisi del settore alberghiero ticinese negli anni '90 risponde dunque a un cambiamento strutturale più vasto che stava da decenni influenzando il turismo elvetico e mondiale. Ciò nonostante, questo periodo di difficoltà ha degli effetti contestuali e strutturali importanti. La drastica diminuzione dei pernottamenti non propizia la calma necessaria per riflettere in modo pacato e serio sulle implicazioni a larga scala del turismo, ma impone piuttosto – come abbiamo potuto osservare a livello teorico – i ritmi serrati della *crisi*. Questa situazione non è isolata, ma si iscrive nella più generale trasformazione del turismo in un fenomeno di massa che ha profondamente modificato la realtà turistica svizzera. Alla crisi del turismo alberghiero non fa seguito infatti una crisi del fenomeno turistico in generale. Al contrario, le statistiche dimostrano l'importanza crescente del turismo para-alberghiero.

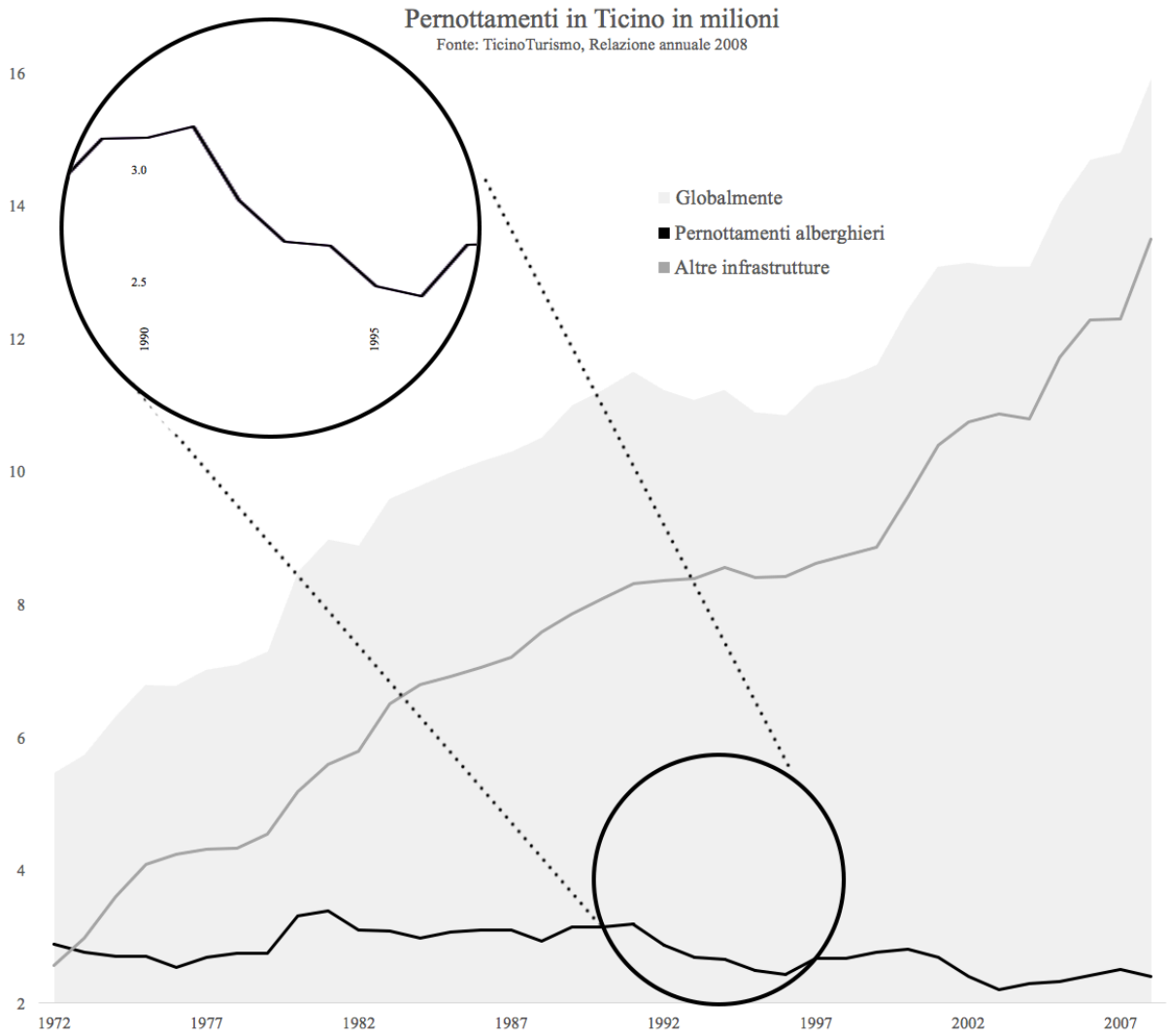


Figura 71. L'evoluzione dei pernottamenti secondo le statistiche dell'ETT. Fonte: (Barras, 2008).

Sebbene le statistiche a livello turistico siano strumenti tipicamente imprecise[316], esse possono comunque servire come spunto per una riflessione più generale. La crisi del settore alberghiero risulta fondamentale per le politiche dell'ETT poiché esso vincola la propria azione più al turismo alberghiero che al fenomeno turistico in generale. Il fatto che i discorsi a partire dagli anni '90 denotino una certa preoccupazione per le questioni economiche e una generale disattenzione alle problematiche politico-identirarie è dunque comprensibile come una reazione ad una situazione congiunturale difficile – non per il turismo come fenomeno generale ma per il settore alberghiero come elemento centrale del lavoro dell'ETT.

[316] In quanto dispositivi discorsivi, infatti, l'insieme dei dati raccolti non risponde ad una volontà *neutra* di descrizione del mondo, quanto piuttosto a obiettivi politici di interazione e modifica della realtà. Per questo, le statistiche, come ogni altro documento di tipo istituzionale, devono essere sempre sottomesse ad una rigorosa analisi critica.

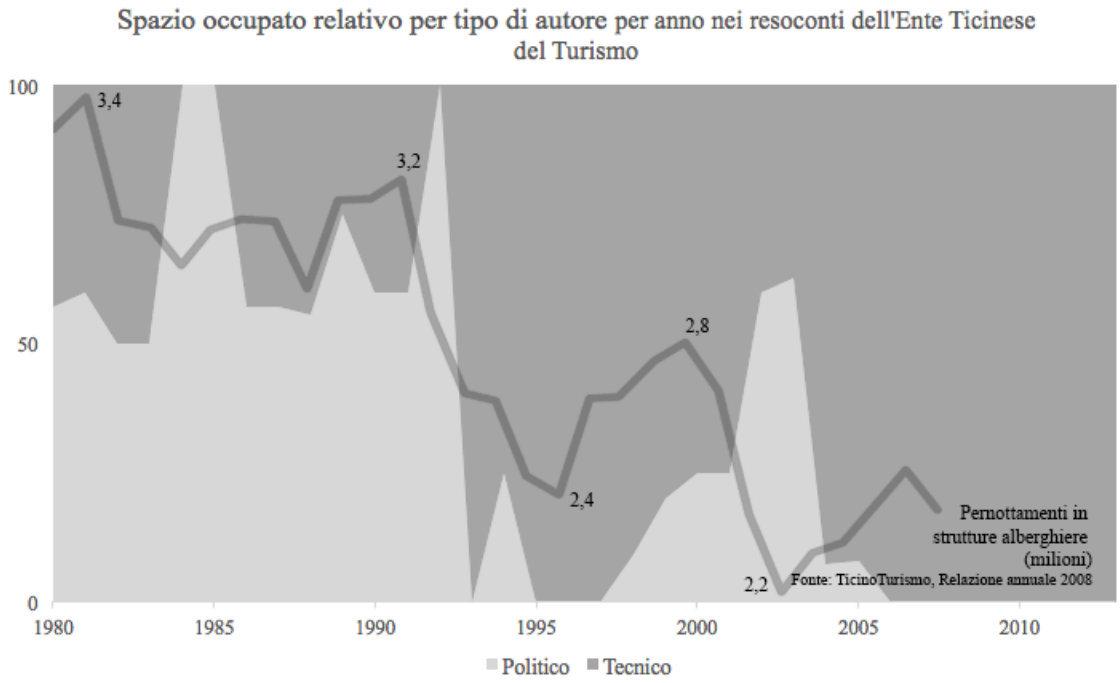


Figura 72. Percentuale di pagine occupate da interventi di tipo politico o tecnico nei resoconti analizzati. Si noti come emerge una chiara evoluzione verso la preminenza di interventi di tipo tecnico e manageriale nel corso degli anni '90, in concomitanza con la crisi del settore alberghiero.

V'è infine un'ulteriore possibilità interpretativa. Che il turismo venga percepito fino agli anni '80 come un tema politico potrebbe indicare che la gestione dell'incontro-scontro con l'altro è ancora una questione scottante. Nel paradigma tradizionale, infatti, la mobilità non era troppo sviluppata, e l'incontro-scontro con l'alterità non era dunque necessariamente all'ordine del giorno[317]. La preoccupazione circa gli effetti politici ed identitari del turismo si giustificava allora – in quest'ottica – come prevenzione e protezione della comunità rispetto alla potenziale minaccia generata dalla presenza dei turisti come rappresentanti dell'alterità. La modernizzazione – fenomeno assai recente in Ticino, legato al periodo post-Seconda Guerra Mondiale, iniziava infatti a manifestare i primi effetti negativi sulla vita della comunità. La classe dirigente era allora molto attenta a tentare di gestire il turismo per sfruttarne gli elementi positivi evitando però quelli negativi. Si potrebbe allora ipotizzare che il Ticino degli anni '90 non sia più una realtà urbana immatura. Un Cantone ormai urbano, moderno e legato indissolubilmente al mondo globalizzato – si compiono infatti una decina d'anni dall'apertura del traforo del Gottardo che pone il Ticino al centro del traffico intraeuropeo – non è più spaventato dall'aumento degli incontri-scontri con l'alterità – lo stato allora può assumere, assieme alle istituzioni parastatali, un approccio liberale operatorio che non debba più insistere sulla difesa dei valori culturali e morali della comunità (Taylor, 2009). La mobilità e la modernità rendono infatti normale – in un contesto urbano – il flusso di persone, usi e costumi. Per questo, il turismo perde la propria importanza come elemento di gestione della relazione con l'alterità: essa non è più un problema, o meglio, costituisce un dato della quotidianità. Secondo quest'ipotesi, allora, la progressiva urbanizzazione e modernizzazione del Ticino corrisponderebbe alla perdita d'importanza di una gestione politica attenta e dedicata del turismo come ambito d'incontro-scontro con l'alterità. Una realtà definitivamente urbana – come il Ticino negli anni

[317] Si ricordi la conformazione territoriale estremamente localista e isolazionista del Ticino pre-ferroviario.

’90 agli occhi dell’ETT – non avrebbe cioè più bisogno della cura e delle cautele di una realtà sociale in piena transizione all’urbano[318].

Quest’interpretazione, a sua volta, si sposa senza problemi con quella riguardante l’auge del neoliberismo. In un Cantone ormai urbanizzato e moderno, infatti, l’alterità smette di essere un tema politico anche perché la razionalità economica non la considera come un dato rilevante. L’azione dello stato è dunque concentrata ad applicare i criteri economici al resto degli ambiti sociali e culturali per poter così aumentare il tasso di modernizzazione, urbanizzazione e concorrenzialità, e non si occupa più di questioni identitarie. Il turismo come ambito d’incontro-scontro non è perciò un tema rilevante né nello scenario urbano né nella visione neoliberale. Un simile distacco dalle questioni identitarie può spiegare – come avremo occasione di osservare – le tensioni fra la percezione dell’opinione pubblica e i discorsi istituzionali che il Ticino ha vissuto negli ultimi anni.

3.1.2 L’evoluzione dell’ordine del discorso negli argomenti dell’ETT

Per poter approfondire l’analisi delle tendenze in atto nei discorsi dell’ETT abbiamo individuato tre categorie principali – Autenticità, Giustizia spaziale e Auto-percezione – composte da una serie di questioni – Clichés, Italianità, Montagne e laghi, Rustici, … – a propria volta ricostruiti da una serie di argomenti puntuali. Analizzando l’evoluzione cronologica degli argomenti, si può osservare una dinamica comune a tutte le questioni e alle tre categorie: una progressiva predominanza di un approccio tecnico ed economico al turismo a partire dagli anni ’90. Tale griglia è il risultato a posteriori dell’analisi di contenuto condotta, e permette di mostrare chiaramente l’evoluzione della razionalità del gruppo dirigente – in questo caso della direzione dell’ETT. Ciò, a sua volta, permette di comprendere come i cambiamenti negli ordini discorsivi già osservati in ambito di pianificazione territoriale siano in realtà parte di un fenomeno più vasto d’evoluzione dell’egemonia culturale in seno al gruppo dirigente cantonale e alle istituzioni.

[318] Il Cantone, ormai urbano, è di fatto una realtà multietnica che partecipa al mondo globale e non deve più difendersi dagli *altri* come potenziali pericoli o elementi disgreganti della comunità.

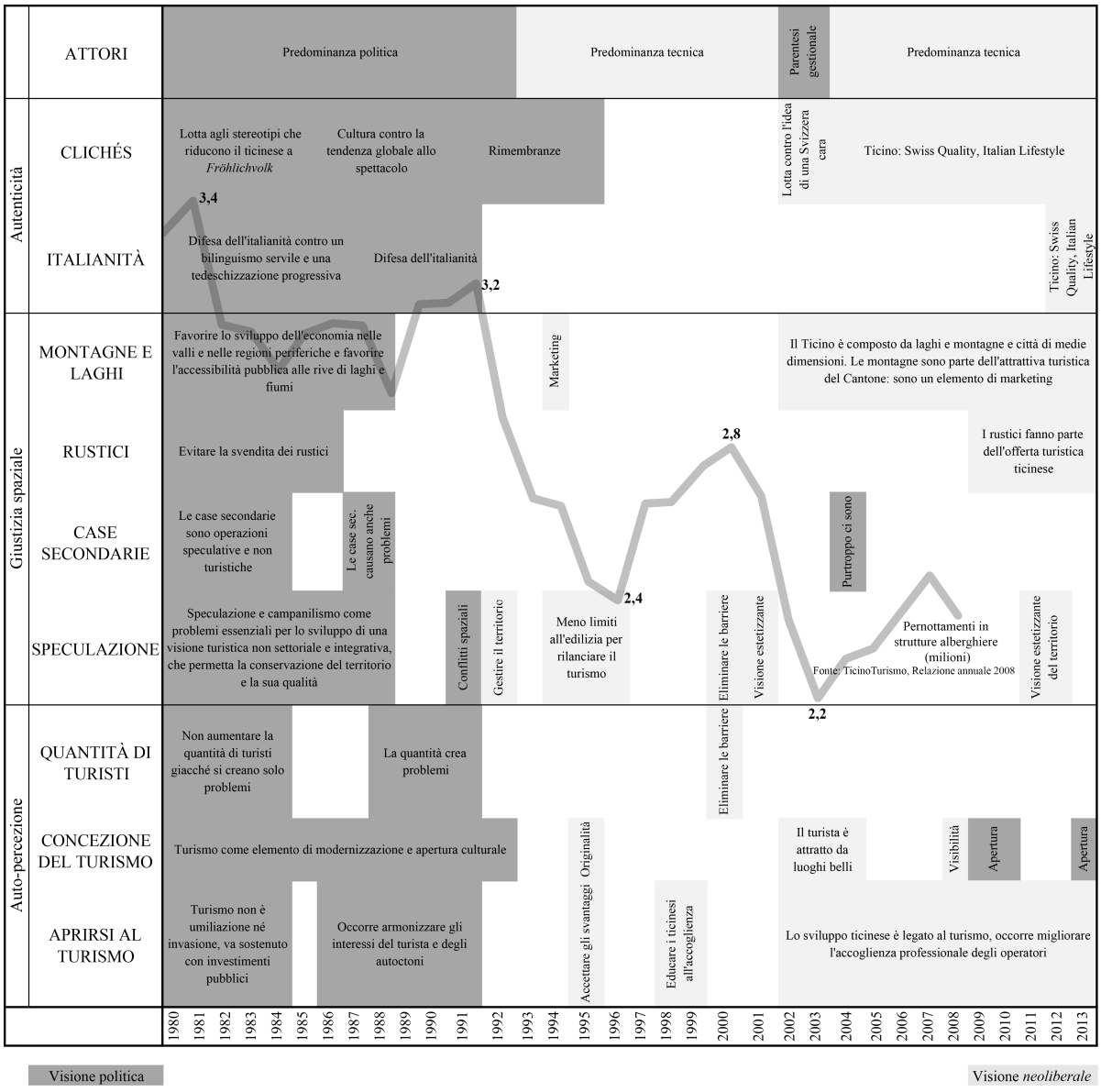


Figura 73. I diversi temi analizzati nelle tre categorie principali (Autenticità, Giustizia spaziale e Auto-percezione), e i tipi di argomenti utilizzati nel corso degli anni divisi per temi. Si noti la progressiva apparizione di argomenti di carattere tecnico-economico nel corso degli anni '90, in corrispondenza alla crisi dei pernottamenti alberghieri. Anche a livello di contenuti, dunque, i discorsi analizzati confermano quanto ipotizzato osservando quantitativamente gli autori: a partire dagli anni '90 si produce l'egemonia di una comprensione tecnico-economica del turismo.

Come si può desumere dalla tabella, in diversi ambiti v'è una spiccata tendenza alla *managerializzazione* della gestione turistica e ad una depoliticizzazione del turismo. Soprattutto gli accenni ai clichés, all'italianità, alla conformazione del territorio cantonale (montagne e laghi), ai rustici, alla speculazione edilizia, alla quantità di turisti e alla necessità di aprirsi al turismo manifestano tale tendenza. Un poco distinti i casi delle case secondarie e la concezione del turismo, che mantengono dei lievi significati politici anche negli anni 2000. Ma procediamo con ordine, esponendo le varie questioni che emergono nel corso di un'analisi dell'insieme dei discorsi dell'ETT. A continuazione, dunque, proporremo una ricostruzione per argomento dell'evoluzione discorsiva dagli anni '80 al 2013. Un'analisi riassuntiva sarà fornita nella conclusione del capitolo.

Autenticità

Clichés

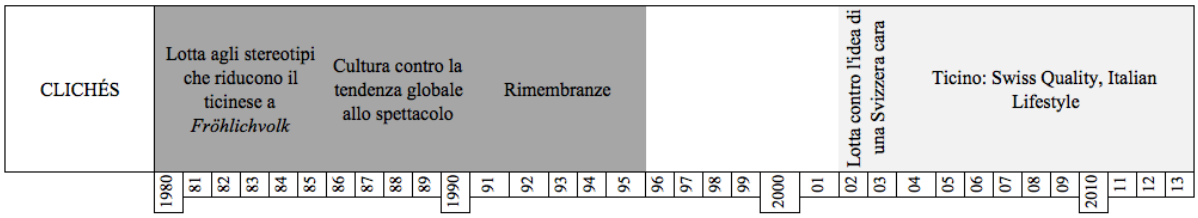


Figura 74.

Gli anni '80 sono stati un vero e proprio cantiere politico per quel che riguarda il turismo come metodo di lotta e superamento degli stereotipi sui ticinesi. Tale volontà si esplicita fondamentalmente in due fasi: in un primo momento l'insistenza sulla necessità di superare i clichés, e la seconda in cui a essere criticata è la tendenza alla spettacolarizzazione legata al turismo. Infine, durante i primi anni '90, vi sono ancora accenni a queste lotte – ma si tratta in larga misura di rimembranze: il conflitto sembra ormai risolto.

Così, ad esempio, il Presidente Cotti nel 1982 parlava della promozione turistica come di un'attività che fa emergere, che mette in evidenza l'immagine (migliore) di una regione, ma altresì della sua popolazione, «della sua cultura e della sua identità» (Cotti, 1982, p. 2). In questa prospettiva i clichés risultano dannosi poiché non solo ricreano un falso passato «di dubbio gusto folkloristico», ma così facendo contribuiscono a svilire e deformare la testimonianza di «chi siamo e come viviamo» (Cotti, 1982, p. 2). Ecco allora che la promozione turistica deve dimostrare – non solo ai ticinesi, ma prevalentemente al resto degli svizzeri, turisti abituali in Ticino e dunque più suscettibili al fascino degli stereotipi – che «il Ticino fa sul serio quando dice di abbandonare i falsi clichés e le innumerevoli banalità che non c'entrano col nostro vero folklore» (Cotti, 1983, p. 1). Il superamento delle falsità non è meramente un segnale politico importante – la rivendicazione della dignità della propria identità culturale e il rifiuto di immagini semplificate e semplificanti imposte *ad extra* – ma pure un elemento di indubbio carattere commerciale[319]. La rivendicazione di veridicità rispetto alla pubblicità turistica permette infatti di rispondere meglio alle aspettative dei potenziali visitatori, favorendo così la buona reputazione degli operatori del settore: «nella verità sta un elemento essenziale anche della promozione turistica» (Cotti, 1983, p. 2). Una simile *battaglia per la verità* non è però esente da rischi. Da un lato, occorre convincere i confederati che i ticinesi non sono un popolo «sempre allegro e poco serio» (Cotti, 1983, p. 2). Dall'altro, pure gli operatori turistici privati vanno convinti dell'opportunità di questo cambiamento. Essi devono infatti modificare a volte in modo anche importante la propria impostazione, e probabilmente pure rinunciare ad una parte dei propri clienti. L'Ente si dimostra tuttavia persuaso che *il santo valga la candela*: una maggior veridicità del messaggio promozionale non solo contribuirà a modificare politicamente e culturalmente la percezione del Ticino in Svizzera – «il Ticino è terra d'artisti e per troppo tempo al barocco si è preferito il boccalino» (Solari, 1983, p. 3) – ma altresì, modificando l'atteggiamento del turista – non più guidato da stereotipi e dunque con un atteggiamento meno *colonizzatore* (Solari, 1983, p. 1) – esso favorirà l'accettazione del turismo e del turista stesso da parte dei ticinesi, contribuendo così ad una miglior comprensione reciproca e dunque ad un generale miglioramento delle condizioni del settore.

[319] Ecco avverarsi le osservazioni di Han circa il legame tra produzione di identità autentiche e neoliberalismo: «L'autenticità è in definitiva la forma di produzione neoliberistica del Sé, poiché rende ognuno il produttore di se stesso. L'io, in quanto imprenditore di se stesso, *produce se stesso*, *è la performance di se stesso* e si offre come merce» (Han, 2017a, p. 30). Ciò risulta particolarmente vero nell'ambito turistico.

Questa battaglia non vuol però essere una crociata contro il divertimento e la gioia di vivere. Gli operatori del settore non devono essere «stucchevolmente pedagogici», né perdere il sorriso. Il Direttore Solari ricorda infatti che «la serietà del nostro turismo non dipende né dai mandolini né dai boccalini, dipende da noi, dalle nostre attività, dal nostro credo» (Solari, 1983, p. 3). Si tratta insomma di rivendicare la *maggior età* dei ticinesi, e cioè la capacità di questo popolo di ergersi oltre la semplificazione del *fröhlichvolk*, di saper gestire il turismo in quanto comunità matura, autocosciente e responsabile – una vera e propria rivendicazione di carattere kantiano. Nei propri accenni alla volontà di introdurre la verità nella promozione turistica è insita l'idea secondo cui il Ticino non è più – o non è mai stato – unicamente terra rurale di gente semplice e allegra. Esso è ormai esperito dai responsabili dell'Ente come una realtà urbana che può rivendicare parità di trattamento rispetto agli altri Cantoni svizzeri. Grazie a questa grande *battaglia per la verità* si intende dunque fare del turismo «un elemento vero e non posticcio, accettato e non subito» (Respini, 1984, p. 1). La politica turistica, veicolata dall'Ente, diventa dunque un mezzo eminentemente politico di promozione della dignità del Ticino, della sua gente e della sua storia (Respini, 1985, p. 3).

Una seconda fase, nell'argomentazione contro gli stereotipi, si apre nel 1986. Marco Solari, allora Direttore dell'Ente, si scaglia infatti contro un aspetto che non era ancora apparso nei discorsi precedenti. Si tratta della questione della spettacolarizzazione. Già Debord (2013) aveva sviluppato la propria analisi sociale attorno alla questione dello spettacolo. Che essa venga recepita anche in ambito turistico dai responsabili dell'Ente potrebbe stare a significare che pure il Ticino si costituisce ormai come realtà urbana in senso pieno – cosa peraltro affermata esplicitamente da Solari in diverse occasioni. In particolare merita un accenno il suo discorso del 1988, nel quale egli afferma quanto segue:

> Non credo ci siano in Europa molte regioni che abbiano vissuto una trasformazione così profonda come il Ticino[320]. Da regione periferica difficilmente accessibile e poco incline ai rinnovamenti, il nostro Cantone si è trasformato in una regione centrale del nuovo impero europeo e delle sue capitali silenziose Barcellona, Milano e Monaco. (Solari, 1988, p. 1)

Ma procediamo con ordine. Nella seconda metà degli anni '80 i dirigenti dell'ETT dedicano ampio spazio alla questione dello spettacolo. Innanzitutto, essi costatano a più riprese una realtà fatta di «malinconia quotidiana», in cui dunque il turismo diventa «una semplice ricerca di nuovi stimoli ed un'esigenza di soddisfare bisogni tutt'altro che culturali» (Solari, 1986, p. 2). Questo nuovo elemento risulta essere fondamentale nella nuova società urbana globalizzata che si va strutturando (Lefebvre, 2000, 2001) – confermando le intuizioni di Horkheimer e Adorno (2010, p. 145) che analizzavano l'*amusement* come parte strutturante del nuovo mondo del lavoro e quelle di Debord (2013) sul carattere fondante dello spettacolo nella società post-industriale. La necessità di svago – legata al settore dei servizi – si presenta infatti come un settore economico sempre più importante. Il turismo, a sua volta, viene influenzato da queste nuove tendenze. Il rischio percepito dall'ETT è grande. Dopo anni di lotta contro gli stereotipi, la necessità di spettacolo ed intrattenimento rischiano infatti di vanificare i tentativi di superare l'idea del turismo come ambito d'imposizione d'immagini preconcette. Lo stereotipo, cacciato dalla porta grazie alla *battaglia per la verità*, rischia dunque di rientrare dalla finestra dello spettacolo: nella prospettiva più catastrofista il turista non sarebbe interessato a conoscere la realtà che sta visitando, ma unicamente ad essere intrattenuto. Contro questa deriva, l'ETT promuove un gran numero di manifestazioni culturali, al punto che il Ticino è «forse

[320] Vale la pena notare che tali osservazioni sono condivise anche da ricercatori e accademici svizzeri. «Nulle part ailleurs en Suisse, le dépeuplement des zones de montagne n'a été aussi massif qu'ici, aucun autre canton ne s'est autant urbanisé, tant les territoires construits que la forêt continuent à grignoter rapidement du terrain» (Schuler et al., 2006, p. 401)

addirittura la regione svizzera con la maggior densità di manifestazioni durante la stagione turistica» (Solari, 1986, p. 3). Il turismo è insomma indissolubilmente legato alla cultura per gli operatori del settore in quegli anni. «La promozione dell'offerta turistica ticinese passa sempre più attraverso la cultura» (Respini, 1987, p. 4). Di fronte alla richiesta pressante – da parte dei turisti – di intrattenimento, allora, occorre stabilire le basi per una negoziazione positiva. L'Ente opera infatti affinché, seppur siano inevitabili delle

> concessioni al gusto dell'effimero, che siano almeno concessioni intelligenti e non il ritorno al becero quali certi carnevali estivi organizzati un po' ovunque per compiacere il turista. Si integri lo spettacolo alla cultura visto che la domanda lo esige. Ma attenzione a non abbandonare i nostri valori autentici, quelli che ci differenziano dagli altri, perché rischiamo altrimenti un livellamento generale che toglierà il senso profondo al turismo. (Solari, 1987, p. 3)

Vi sono alcuni elementi, in questo frammento, che è opportuno approfondire. Innanzitutto v'è un richiamo all'autenticità, che a sua volta rimanda la questione degli attori e delle prospettive: se v'è qualcuno che può sapere ciò che v'è d'autenticamente ticinese, sono i ticinesi, che devono dunque comprendere e negoziare con i turisti affinché l'autenticità ticinese non venga soffocata dalle voglie estranee dei turisti e dalle loro proiezioni. Inoltre, in caso di una resa incondizionata ai turisti e alle loro proiezioni, il Ticino non perderebbe solo la propria identità – trasformandosi così in una *Disneyland* alpina (Solari, 1982, p. 1) – ma pure la propria attrattiva turistica: nella piattezza ed uniformità del *megaspettacolo* globale, infatti, il criterio fondamentale diventerebbe quello economico, e il Ticino sarebbe così superato da mete altrettanto spettacolari e più a buon mercato. La lotta contro la spettacolarizzazione ed i clichés si costituisce dunque come una lotta eminentemente politica e identitaria, ma anche economica e sociale, poiché solo un turismo interessato a superare tali dinamiche può garantire una buona qualità di vita ai residenti[321]. Ecco dunque riassunto il pensiero dominante dell'ETT di quegli anni:

> Chiedere qualità nell'offerta turistica non è perseguire una politica elitaria, non ci stancheremo di evidenziarlo. La politica della qualità è innanzitutto un rifiuto della mediocrità, della kitschizzazione, del facile, del volgare. È una ricerca a livello umano di fornire senza servilismo il meglio e offrire un'ottima relazione prestazione/prezzo, è lottare per un ambiente non degradato, è creare possibilità di svago e di sport, è garantire quel contatto e quel calore umano che solo dà al turismo un suo senso più profondo. (Solari, 1988, p. 1)

I toni accesi della *battaglia per la verità* e della lotta contro la spettacolarizzazione si calmano però sul finire degli anni '80. In una riflessione sul proprio ruolo in quanto Direttore dell'Ente, Solari afferma che, nella sua visione, esso «doveva essere uno strumento nelle mani del Consiglio di Stato per promuovere un'immagine globale del Cantone» (Solari, 1991, 1). Gli inizi degli anni '90 vedono alcuni avvicendamenti in seno all'ETT. Tali occasioni danno adito a uno sguardo riflessivo e a diversi tentativi di tracciare un bilancio dei decenni precedenti.

Si apre poi una fase in cui gli stereotipi vengono citati poche volte quali tematica, il che dimostra un generale disinteresse per la questione – segno questo della risoluzione del problema o di un semplice cambiamento di sensibilità o priorità? Di fronte alla crisi del settore alberghiero, la brochure del 1997 segnala che l'Ente si è impegnato a «trasmettere una nuova immagine del nostro Cantone, quella di una regione che lotta attivamente contro le sfavorevoli condizioni congiunturali del momento per tentare di uscire con le proprie forze da questa

[321] Interessante come l'ETT si erga altresì a giudice di ciò che rappresenta autenticamente il Ticino e ciò che invece rispecchia unicamente una proiezione incentrata sulle fantasie dei turisti. È evidente qui la volontà del gruppo dirigente di assumere la posizione egemonica per poter influenzare così la percezione sia dei residenti che dei turisti e degli attori alberghieri che operano sul suolo cantonale. Siamo nel cuore di un processo tipicamente gramsciano di ri-definizione dell'identità collettiva.

difficile spirale» (ETT, 1997, p. 2). Possiamo qui osservare una nuova sensibilità: il Ticino deve farsi valere e rispettare nel resto della Svizzera principalmente perché – al contrario di quanto sostenuto dagli stereotipi – si tratta di un Cantone di gente operosa. La produttività, la lotta per il successo economico – ricordiamo il mito del *self-made man* come imperfetta traslazione *econocentrica* contemporanea dell'eroe antico[322] – rivestono qui un ruolo centrale. La narrazione del Ticino non deve più passare – unicamente – dalla cultura, ma dallo spirito imprenditoriale dei suoi abitanti, che non sono più descritti come concittadini di architetti e artisti importanti, quanto piuttosto come gente operosa e imprenditoriale. Nel 2000 si discute nuovamente di stereotipi, semplicemente per decretare l'impossibilità di proseguire con campagne pubblicitarie impostate sull'idea del Ticino come *Sonnenstube*: «in Ticino non fa necessariamente bel tempo» (Foglia, 2000, p. 1). Ciò che risulta interessante è che la comprensione dell'Ente sugli stereotipi è cambiata: l'idea secondo cui il Ticino sia la regione assolata della Svizzera faceva infatti assai comodo alla promozione turistica, e abbandonare questo *cliché* risulta doloroso per l'ETT. Gli stereotipi sembrano aver dunque mutato ruolo. Essi non sono più uno dei principali nemici da abbattere per poter difendere l'*autentica* identità ticinese,

[322] V'è infatti un certo parallelismo tra il linguaggio economico e quello militare: in entrambi i casi la realtà è descritta come una serie di imprese contrastanti che concorrono per ottenere – conquistare – i propri obiettivi e imporsi così sulle altre imprese. V'è una sfumatura epica che vede il *self made man* come una trasfigurazione contemporanea dell'eroe greco. Sebbene vi fosse, attraverso il sacrificio, un elemento economico anche nel mito – «tutti i sacrifici degli uomini, eseguiti secondo un piano, ingannano il dio a cui sono destinati: lo subordinano al primato degli scopi umani, dissolvono il suo potere» (Horkheimer & Adorno, 2010, p. 58) – tale elemento restava però secondario. La trasfigurazione fra antico e moderno manca perciò di profondità. Gli eroi dell'antica Grecia erano anzitutto *rappresentanti*, giacché mediavano le relazioni fra l'umano e il divino – «solo il riconoscimento reciproco dei rispettivi poteri [la tecnica umana e la forza divina] può condurre ad un accordo» (Galimberti, 2011, p. 67). In questo senso gli eroi erano in primo luogo le vittime delle tensioni fra questi due mondi, giacché sperimentavano sulla propria carne e nella propria storia tanto le passioni divine – dalla μῆνις d'Achille all'ὕβρις di Ulisse – quanto i limiti della natura umana. La concorrenzialità degli antichi eroi rispetto agli dèi e agli altri uomini non era infatti fine a sé stessa o interna ad una razionalità economica. Essa si muoveva anzitutto narrativamente alla ricerca di un senso per la vita umana, come ricorda bene *Itaca*, una splendida poesia di Kavafis: «in Ciclopi e Lestrigoni, no certo/ né nell'irato Nettuno incapperai/ se non li porti dentro/ se l'anima non te li mette contro» (2011, p. 63). Il furto prometeico del fuoco è in quest'ottica archetipico rispetto alle avventure degli eroi che, in modi distinti, si giocano tutte nell'ambito politico e identitario. Dilaniati dalle tensioni e dalle pretese di una mediazione e rappresentazione così estrema, gli eroi antichi pativano spesso destini tragici – dall'accecamento di Edipo all'eterna punizione di Sisifo. Questo perché la tensione che implica una reale mediazione rappresentativa fra le istanze dell'umano e del divino trascende semplicemente i limiti della vita corrente. Nella figura ideale del *self made man* questo lato etico-politico scompare. Egli è certamente il migliore fra gli uomini – giacché emerge dalla massa – ma non per questo getta ponti col divino. Il *self made man* non è il sommo *Pontĭfex* che tenta di mediare e rappresentare – vale a dire tradurre – logiche distinte e *altre*; egli rimane in un unico registro: anzi, ancor di più, egli è l'espressione piena della unidimensionalità della razionalità economica. In questo senso, la sua epicità non porta all'incontro con l'alterità, ma alla ripetizione dell'uguale, al mantenimento di uno stesso registro, di una razionalità eminentemente economica. Per questo quando egli patisce – come tutti gli eroi e coloro i quali si muovono ai limiti dell'umanità – il proprio destino tragico, risulta meno comprensibile e meno *patetico* rispetto agli eroi antichi. Il *burn-out* contemporaneo è infatti radicalmente insensato e indegno dell'uomo se comparato ai castighi divini della mitologia antica. Esso è privo di lezioni, incapace di unire razionalità distinte, sterile. Nella sua autoreferenzialità economica, l'unidimensionalità contemporanea si sviluppa di fatto in una struttura fortemente nichilista.

> Il ciclo denaro-potere-denaro è, o mira a diventare, totalmente e assurdamente autoreferenziale. Ciò significa ch'esso trova pienamente in se stesso la ragione del suo essere in azione. È, come s'è detto, mezzo e fine al tempo stesso. Se noi volessimo cercare una definizione potente e adeguata di nichilismo, diremmo proprio così: non semplicemente la mancanza di scopi, che di per sé significa insensatezza, irrazionalità, gusto del bel gesto, cinismo, ma la coincidenza dei mezzi e dello scopo. (Zagrebelsky, 2014, p. 17)

Proprio perché non teso a nuove dimensioni, a nuove forme di razionalità, lo sforzo epico del *self made man* non solo non risulta eroico, ma si tramuta in grottesco e indegno. Scegliendo di compiere il sommo sforzo, l'ardua impresa, ma evitando però di mettere in collegamento identità e alterità, l'eroe contemporaneo si trasforma in una farsa che, a differenza della tragedia, manca proprio di senso e significato, di profondità narrativa ed esistenziale. Glorificare la figura del *self-made man* significa dunque favorire l'avvento di una comprensione puramente economica della realtà.

garantendo così un turismo di qualità. Questa scemata conflittualità riguardo agli stereotipi non può semplicemente essere addotta al fatto che l'idea della *sonnenstube* non tange direttamente le persone, la cultura o la storia del Cantone, altrimenti vi sarebbero comunque tracce di polemiche contro altri stereotipi nel corso di questi anni. Gli unici clichés che invece creano problemi all'ETT di inizio anni 2000 sono quelli legati alla percezione della Svizzera come meta per le vacanze estremamente costosa (Gagliardi, 2003, p. 1; Masoni, 2003, p. 4; Stinca, 2002, p. 1). Sempre in questi anni si genera una certa polemica fra l'ETT e il servizio di informazione stradale a proposito delle notizie sulle code autostradali al traforo del Gottardo (Gagliardi, 2003, pp. 1-2). L'Ente accusa i mezzi d'informazione di promuovere una «falsa» idea secondo cui il tragitto per raggiungere il Ticino dal resto della Svizzera sia spesso rallentato da colonne e traffico. Questi due esempi sono pertinenti poiché dimostrano come la ragion d'essere dell'ETT si sia votata alla prospettiva neoliberale: compito dello stato, per mezzo dell'Ente, è di favorire – anche nel settore turistico – la competitività. Essa è l'obiettivo perseguito dall'ETT nella sua battaglia contro l'idea del Ticino come regione costosa o difficilmente raggiungibile.

A partire da questo periodo, verso la metà dei primi anni 2000, il rapporto con lo stereotipo e più in generale con la spettacolarizzazione viene svuotato dai propri significati politici e culturali. In quest'ultima fase non si hanno neppure più le polemiche tipiche dell'ascesa neoliberale, ma una visione eminentemente manageriale. Così, si può notare «una maggiore richiesta da parte dei giornalisti di tematiche originali o inusuali, capaci di emozionare il pubblico» (ETT, 2010, p. 21) senza per questo riflettere sulle implicazioni della spettacolarizzazione, o addirittura promuovere l'immagine del Ticino sotto lo slogan – evidentemente stereotipato – «Swiss Quality, Italian Lifestyle» (ETT, 2012, p. 13). Interessante notare la distanza di prospettive fra questo slogan e le riflessioni del Direttore Solari nel 1982, quando affermava che «abbiamo sempre pensato di essere formalmente in una botte di ferro: politicamente svizzeri, culturalmente italiani. Ma in realtà c'è politica senza cultura o cultura senza politica?» (Solari, 1982, p. 1).

Complessivamente, dunque, l'evoluzione degli argomenti sugli stereotipi nel corso dei tre decenni analizzati mostra la chiara tendenza a partire dagli anni 2000 a depoliticizzare i clichés e anzi utilizzarli come strumento pubblicitario.

Italianità

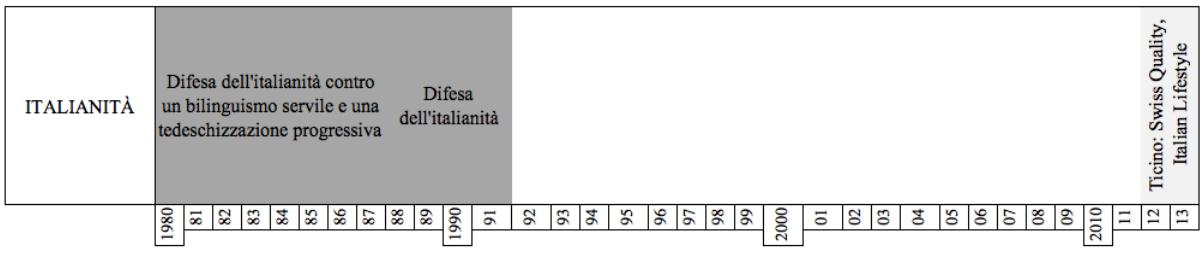


Figura 75.

Volendo analizzare la questione identitaria in ambito turistico non si poteva prescindere dall'aspetto linguistico. Il turismo è infatti uno degli ambiti che più facilmente fa entrare in contatto persone di culture e lingue diverse. La scelta della lingua attraverso la quale veicolare l'incontro fra operatore e turista (e più in generale fra locale e forestiero) non è irrilevante, ma riveste invece una speciale importanza politico-culturale. Una lingua veicola infatti modi di pensare e percepire il mondo, ma soprattutto «il linguaggio è la casa dell'essere. Nella sua dimora abita l'uomo» (Heidegger, 2011a, p. 31). Esprimersi nella propria madrelingua risulta estremamente più facile che adottare altre modalità di comunicazione. Nell'incontro fra due parlanti di lingue diverse si possono allora dare quattro casi, che hanno conseguenze assai distinte. I

primi due sono che lo scambio avvenga nella lingua di uno dei due – che si troverebbe in questo caso non solo linguisticamente avvantaggiato, ma anche in una posizione simbolica di potere rispetto all'altro – nel terzo invece lo scambio dovrebbe avvenire in una lingua straniera per entrambi – e anche questo avrebbe importanti ripercussioni simboliche sul piano delle relazioni di potere: riconoscerebbe di fatto l'egemonia culturale di una comunità estranea ai due parlanti, e porrebbe capacità di questi d'avvicinarsi alla cultura egemone come criterio del loro potere nel mondo globalizzato. Infine, ognuno di essi potrebbe parlare la propria lingua, ed entrambi si troverebbero in quanto ascoltatori nella stessa difficoltà. La scelta della lingua in cui comunicare – nel settore turistico in particolare, ma anche in altri ambiti sociali – richiama da vicino la descrizione della dialettica del padrone e dello schiavo di Hegel: uno dei due parlanti dovrà capitolare e dimostrare la propria disponibilità ad avvicinarsi all'altro a condizioni a lui propizie. Questa capitolazione è fondamentalmente un gesto d'apertura e d'accoglienza – va da sé, dunque, che sia l'operatore a volersi aprire al turista. Al tempo stesso, però, vi sono diverse modalità in cui questa capitolazione può manifestarsi. Essa può essere una resa incondizionata e assoluta, oppure un semplice gesto di magnanimità e gentilezza. Queste sfumature preoccupavano fortemente i dirigenti dell'ETT nei primi anni '80.
Un primo accenno alla questione, del 1981, viene rivolto a coloro che dalla Svizzera interna si sono trasferiti in Ticino per aprire un'attività lavorativa.

> La difesa dell'italianità è affidata anche a chi ha deciso di risiedere stabilmente nel nostro Cantone e qui si dedica ad attività commerciali o culturali. Non tenda a chiudersi, a muoversi unicamente tra i suoi, in una società parallela alla nostra! Si apra, si sforzi di capire! E gli alberghi: non siano nordici salotti in cui unico elemento meridionale è rappresentato da una gerla all'entrata o da un fiaschetto nel bar. (Cotti, 1981, p. 2)

La questione dell'italianità è fondamentale per il settore turistico ticinese. I turisti confederati cercano infatti nel Cantone una ventata di meridione che sia al tempo stesso svizzera – insomma un'alterità controllata. Per compiacere queste necessità, però, spesso gli operatori diventano arrendevoli, distorcendo così la propria cultura. Essi rischiano di presentare al turista non la propria realtà socio-culturale, ma un insieme di stereotipi che fanno del Ticino un enorme parco divertimenti a disposizione dei germanofoni. Il rischio, evidente, è quello della creazione di una doppia realtà: da un lato il Ticino dei ticinesi, dall'altro quello dei turisti germanofoni. Questa possibilità è sempre insita nell'incontro-scontro con l'Alterità. L'uomo tende a voler ridurre l'Altro ad *alter-ego*, vale a dire tende a volerlo domesticare secondo i propri parametri di normalità. Quando i parametri sono culturalmente distinti – è il caso dell'alterità – si possono generare tensioni.
La preoccupazione per la lingua sembra dunque essere fondamentale: essa è infatti doppiamente di valore. Da un lato, il linguaggio è ove l'uomo coabita con l'essere – e pertanto la lingua costituisce le fondamenta della nostra identità culturale. Dall'altro, in un'ottica meramente economica, la lingua e la cultura italiana sono ciò che rende particolare il Ticino agli occhi degli altri confederati. Abdicare alla lingua tedesca significa allora contribuire alla perdita di uno degli elementi d'attrazione per il turista. Questa rinuncia è tuttavia quasi scontata dati i rapporti di forze fra i turisti: nel 1980 i turisti germanofoni che trascorrono le proprie vacanze nella *Sonnenstube* rappresentano quasi i due terzi degli arrivi nel settore alberghiero (USTAT, 2006). La critica di questa dinamica da parte dei dirigenti dell'ETT è dunque assai dura. «Dove mi sembra che il Ticino stia peccando in maniera scandalosa è nell'abdicazione della sua lingua italiana. Qui anche il settore turistico si assuma tutte le sue responsabilità. […] Alla perdita di valore sostanziale dell'italiano si tenti di porre almeno un freno, iniziando proprio nel nostro ambiente turistico, altrimenti le conseguenze socio-culturali saranno catastrofiche» (Solari, 1983, p. 2). L'ombra di una spaccatura netta fra

il Ticino dei ticinesi e quello dei turisti rischia di provocare non poche tensioni[323], che dovrebbero invece essere evitate a tutti i costi – anche perché altrimenti il turismo verrà esperito dalla popolazione residente unicamente come un'ulteriore forma di servilismo, colonialismo e svilimento estetizzante della propria identità. Diventa fondamentale organizzare allora una resistenza contro tali dinamiche, che parta esplicitamente dal settore turistico. «Gli alberghi, gli esercizi pubblici non sono oasi svizzero tedesche in terra culturalmente italiana, fanno parte della nostra realtà che è appunto italiana» (Solari, 1983, p. 2). Non è tuttavia facile trovare un giusto equilibrio. Rivendicare l'italiano non vuol dire infatti aborrire la possibilità di parlare in altre lingue, venendo incontro al turista. Ciò che è importante rimane però il sottolineare che questo gesto di gentilezza ed apertura non è una resa incondizionata: occorre rivendicare la centralità non solo simbolica dell'italiano come lingua cantonale (Solari, 1983, p. 2).

Oltre a quelli già presentati – importanza identitaria-politica, attrattività del Cantone nel resto della Svizzera – v'è un altro aspetto per cui l'italianità è un elemento fondamentale da difendere in Ticino. Il senso più alto del turismo non è infatti – nell'opinione dei dirigenti dell'Ente di quegli anni – un semplice spostarsi o divertirsi. Il turismo deve permettere e facilitare l'incontro(-scontro) con altre culture[324]. Se il settore turistico ticinese perdesse completamente la propria italianità, esso non si configurerebbe più come piattaforma di scambio e d'incontro(-scontro), snaturando così il senso più profondo dell'attività turistica (Respini, 1985, p. 3). Lo scopo fondamentale del turismo ticinese è quello di «avvicinare la cultura italiana alla cultura nordica, non di amalgamarle» (Solari, 1987, p. 2). È dunque vitale, agli occhi dell'ETT, ribadire come «nel concetto di ospitalità rientra anche la difesa e il rispetto della nostra identità e della nostra latinità» (Respini, 1990, p. 2).

Dopo un'ultima serie di moniti – «è impensabile promuovere un turismo di qualità se non si dovesse riuscire a mantenere la nostra italianità» (Respini, 1991, p. 2) – il tema viene però abbandonato all'inizio degli anni '90. Come detto, tale cambiamento discorsivo può essere fatto risalire a diverse cause – fra cui spiccano tre ipotesi principalmente: un cambio di mentalità in senso manageriale dei dirigenti dell'ETT, il paradigma di crisi legato al calo di pernottamenti alberghieri, ma anche la completa urbanizzazione del Ticino che, in quanto realtà ormai inserita nel mondo globalizzato, normalizza la fluidità linguistica e la multiculturalità in seno alla propria comunità.

Solo nel 2012 si ritrovano accenni alla questione dell'italianità. Questa volta però la prospettiva non è politica o identitaria ma manageriale e pubblicitaria. L'italianità è un elemento perfetto per organizzare campagne di marketing – come lo slogan «Swiss Quality, Italian Lifestyle».

Di nuovo, dunque, si possono delineare due fasi ben distinte – una politica, in cui la lingua riveste un ruolo identitario – e una manageriale – in cui la lingua è unicamente un *asset* promozionale – separate da un periodo di silenzio.

[323] Un passaggio troppo rapido da una società rurale visitata da un turismo elitario a una società urbana influenzata dal turismo di massa può infatti provocare tensioni legate alla mancanza di strumenti maturi e funzionali di gestione della multiculturalità. Questa pone infatti delle sfide che solo una società sufficientemente matura è capace di affrontare in modo costruttivo (Kymlicka, 1996; Taylor, 2009).

[324] Ecco emergere un altro aspetto interessante: seppur legato alla necessità crescente di svago e divertimento che serve per compensare gli enormi sforzi chiesti all'uomo nella società urbana, il turismo diventa al tempo stesso occasione di crescita personale. Anche nel divertimento l'uomo contemporaneo, soggetto alle necessità di prestazione, deve trovare un'occasione di formazione e potenziamento del sé. Il turismo e il *loisir* diventano strutturalmente fondamentali nella società tardo-capitalista non solo perché permettono di ricaricare le forze per mantenere costante la produttività (Horkheimer & Adorno, 2010) ma perché contribuiscono addirittura all'aumento della produttività individuale (Han, 2016).

Giustizia spaziale

Montagne e laghi: la conformazione spaziale ticinese

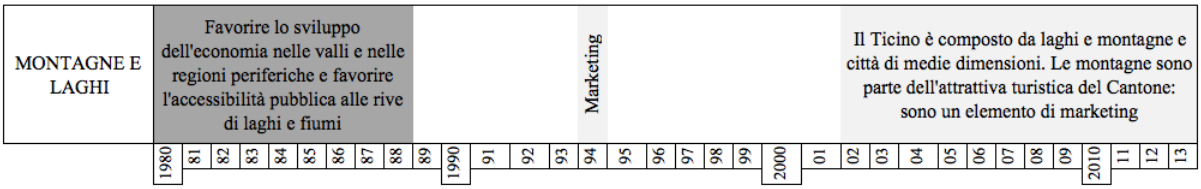


Figura 76.

Il Ticino è una regione particolarmente montuosa, con una conformazione territoriale che impone agli insediamenti umani di svilupparsi prevalentemente in due ambienti: le fasce collinari lacustri e le valli (Aldo Rossi et al., 1979). Questi due ambienti distinti hanno sviluppato, come abbiamo potuto osservare, caratteristiche socio-territoriali diverse. Ciò che risulta importante sottolineare in questo ambito è la situazione di difficoltà socio-economica delle valli. Negli anni '80 quest'aspetto era ben noto ai dirigenti dell'ETT. Essi, parlando della conformazione territoriale cantonale, rivendicano perciò spesso due filoni paralleli di interventi che avrebbero dovuto contribuire allo sviluppo sia dei laghi che delle valli. La preoccupazione fondamentale, per quanto riguarda le zone di montagna, era quella di favorire «tramite un sostegno finanziario, uno sviluppo turistico che garantisca sufficienti possibilità di reddito alla popolazione autoctona» (Cotti, 1980, p. 3) – un chiaro rimando alla *centralizzazione decentralizzata* e alla volontà di equilibrio territoriale allora dominante. Si tratta di un vero e proprio «obiettivo permanente»: occorre «far partecipare allo sviluppo turistico anche le regioni di montagna» (Cotti, 1983, p. 3). V'è una volontà di impedire che le valli si trasformino «in territorio sfruttato dai centri turistici principali senza contropartita» (Cotti, 1983, p. 3). Per quel che riguarda le Valli, il postulato fondamentale dell'ETT degli anni '80 è dunque quello di una maggior ripartizione spaziale dei benefici derivati dal turismo, affinché anche le regioni più discoste possano svilupparsi economicamente e non debbano perciò dipendere in tutto dai grandi centri. In questa logica si vede un caposaldo del tipico «Helvetian system of alliances: everyone should receive something» (Diener et al., 2006, p. 190).

Lo sviluppo delle zone discoste è fondamentale, anche perché altrimenti il turismo verrebbe percepito in queste zone unicamente come un'invasione. I dirigenti dell'Ente segnalano infatti che

> c'è il pericolo che le valli diventino una meta di un turismo picnic, che lascia unicamente i suoi rifiuti senza dare all'economia della regione. La reazione negativa da parte delle popolazioni valligiane sarebbe allora programmata e inevitabile (vedi il 1981, anno della sovrabbondanza turistica)[325]. (ETT, 1984, p. 2)

È in ogni caso chiaro, allora, che il «turismo oggi non è più la panacea per i mali delle valli, bensì al massimo un apporto complementare per migliorare il reddito sociale» (ETT, 1984, p. 2), soprattutto in considerazione della difficoltà «di stabilire un equilibrato sviluppo del turismo durante tutto l'arco di un anno» (Respini, 1986, p. 1). La preoccupazione per uno sviluppo sostenibile delle zone discoste è insomma un tema importante e ricorrente nella politica turistica degli anni '80.

Ad accompagnarlo, v'è altresì una certa sensibilità rispetto ai territori lacustri. I problemi di questi ruotano però non già attorno allo spopolamento e alla penuria economica, quanto piuttosto a questioni di accessibilità e fruizione pubblica, traffico e inquinamento: siamo al cuore di una problematica urbanistica complessa. Già nel 1980 l'Ente afferma che occorre

[325] Ci occuperemo in seguito del caso del 1981.

> favorire l'acquisto da parte degli enti pubblici delle ultime aree a lago disponibili, da adibire a zone di svago e di interesse pubblico; pianificare le attrezzature dei laghi (porti pubblici) al fine di promuovere gli sport nautici non inquinanti, limitando nel contempo la motorizzazione lacuale; regolamentare il traffico sui lungolaghi di Lugano, Ascona e Muralto. (Cotti, 1980, p. 4)

La questione è importante, e viene più volte ribadita negli anni. «Il fatto di preservare al Cantone la possibilità di salvaguardare le rive dei laghi e dei fiumi e la loro accessibilità al pubblico» (ETT, 1984, p. 1) è infatti una battaglia fondamentale affinché non solo i turisti ma anche la popolazione locale possano avere accesso ad uno degli elementi fondamentali dell'identità spaziale ticinese. Questa lotta – almeno discorsiva – contro la «privatizzazione delle rive dei laghi» (Respini, 1988, p. 4) risponde perciò alla volontà di non vedere il turismo unicamente come un'invasione colonizzatrice, ma di far convergere gli interessi della popolazione locale e quella dei turisti – in uno sforzo teso alla creazione di strumenti istituzionali per gestire la crescente multiculturalità (Taylor, 2009) sociale legata al turismo. La privatizzazione delle rive, infatti, è uno degli effetti dell'edificazione di case secondarie – vale a dire di quel turismo che l'Ente ha combattuto, come vedremo, durante tutti gli anni '80. Essa corrisponde appieno al tipo di ingiustizie spaziali che emergono dalla mercificazione dello spazio urbano (Harvey, 2016): laddove il criterio economico è l'unico mediatore della produzione sociale dello spazio, numerose persone vedranno ridotta la propria libertà di fruire di spazi che, politicamente, dovrebbero essere considerati un bene pubblico.

Vediamo pertanto emergere la volontà di favorire – attraverso le politiche turistiche – il benessere della popolazione locale sia nelle zone lacustri che in quelle montuose. Ecco procedere assieme promozione economica delle valli e rivendicazione di una maggior fruibilità pubblica dei laghi: esse sono alcuni degli fini principali dell'ETT – «tra gli obiettivi più importanti vorrei ricordare oltre alla sistemazione delle rive anche la riattazione dei sentieri nelle valli» (Cotti, 1981, p. 2). Nella visione dell'Ente si può dunque apprezzare una certa «complementarietà tra i centri turistici dei laghi e le valli del retroterra» (ETT, 1984, p. 2).

Queste tematiche scompaiono tuttavia dai discorsi dell'Ente a partire dagli anni '90. Di nuovo, quest'improvviso cambiamento può essere spiegato in base alle ipotesi che abbiamo già avanzato: un cambiamento di razionalità egemonica (avvento del neoliberismo) e il paradigma della crisi (mancanza di tempo e risorse per discutere). Questi due elementi territoriali tornano nei discorsi dell'ETT a partire dagli anni 2000, ma in un'ottica completamente distinta. Non si tratta più di riconoscere i diversi modi di vita e le necessità delle comunità ivi residenti, ma unicamente di constatare che il cantone è composto da tali elementi che possono essere sfruttati in senso pubblicitario. «Un'immagine già nota ai turisti d'oltre oceano che abbinano la destinazione del Ticino ai laghi e alle montagne» (ETT, 2012, p. 13). Scompare così completamente la comprensione del turismo come elemento di sviluppo socio-culturale delle comunità locali nelle distinte zone del Cantone. Il turismo appare in questa nuova prospettiva come un fenomeno completamente de-territorializzato e astratto.

I rustici

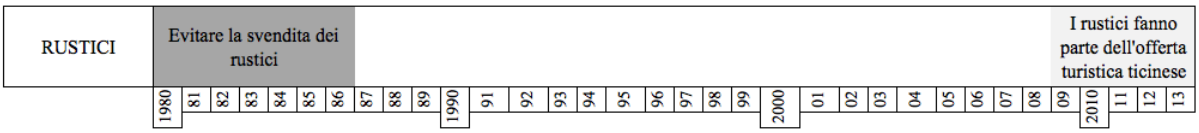


Figura 77.

I rustici, come abbiamo avuto modo di capire, sono uno dei simboli più importanti della storia architettonica ticinese e compongono una fetta importante dell'edificato in fuori zona, con più di 20'000 edifici (Cedro, 2012, p. 75). Traccia e segno dell'ormai tramontata civiltà contadina, essi hanno inevitabilmente vissuto una radicale trasformazione: o il completo abbandono e deperimento, o la trasformazione in abitazione secondaria, in casa di vacanza. All'inizio degli anni '80 i dirigenti dell'ETT avevano una posizione chiara e netta rispetto a queste tracce di una civiltà rustica e contadina ormai «definitivamente defunta» (Carloni, 2011, p. 64). Essi infatti hanno promosso e rivendicato politiche che contribuissero a fermare sia la svendita di tali reperti a confederati d'oltralpe che il loro completo abbandono. I motivi addotti per contrastare la vendita erano diversi, ma si possono riassumere in due filoni: un attaccamento sentimentale alla propria terra e una visione pragmatica ed economicamente redditizia. Da un lato abbiamo infatti i richiami al patriottismo e all'orgoglio nazionale, accompagnati però sempre da accenni alla convenienza economica della conservazione di tali manufatti.

> Nell'ottica della salvaguardia della nostra identità culturale mi sia lecito un ultimo richiamo a coloro che sono proprietari, nel Cantone, di beni immobili ma soprattutto di quelle commoventi testimonianze del nostro passato che sono i rustici nella loro irripetibile variegazione di modelli architettonici. Non vendano i proprietari, se non sono tenuti a vendere, questi cimeli del nostro passato! Il mio appello non è fatto solo in funzione culturale. Sappiano i proprietari che i loro beni rappresentano un patrimonio, un patrimonio economico che una volta alienato non si ricupera più. (Cotti, 1981, p. 3)
>
> Possedere un rustico in Ticino è un sogno che moltissimi nordici tentano di realizzare, oggi più che mai alla ricerca di Shangri-la, mitica terra della dolcezza e dell'appagamento dei sensi. Consigliare ai vallerani di non vendere i rustici adducendo motivi idealistici e patriottici, mi sembra – fosse anche opportuno – perlomeno indelicato, provenendo da una voce del piano. Ci permettiamo comunque di far osservare che un rustico può essere un'ottima fonte di reddito quando, riattato, viene messo a disposizione del turista. (Solari, 1980, p. 2)

In quest'ottica, la salvaguardia della proprietà ticinese dei rustici permetterebbe di ottenere tre vantaggi non indifferenti: *in primis* la conservazione di una certa sovranità sulle tracce del proprio passato e delle proprie tradizioni; poi, un'occasione di reddito per le regioni discoste e le valli alpine; infine, un'occupazione dei posti-letto disponibili più alta – giacché un rustico affittato a turisti sarà con ogni probabilità occupato per più notti rispetto ad un rustico disponibile unicamente per il suo proprietario. Si uniscono pertanto, nella lotta a favore della conservazione ticinese dei rustici – e della loro trasformazione in strutture da affittare ai turisti – la lotta per la difesa delle tradizioni ticinesi – da non svendere completamente ai turisti d'oltralpe – e la lotta contro la speculazione edilizia e i cosiddetti *letti freddi* – strutture scarsamente occupate come le case di vacanza, particolarmente onerose in un Cantone con una certa scarsità di terreni pianeggianti. Le azioni politiche rivendicate dall'ETT fino al 1986 avevano dunque come obiettivo «di favorire l'interesse per il mantenimento della proprietà dei rustici, evitandone la svendita, nonché lo sviluppo di un turismo residenziale che possa provocare anche un aumento dei redditi accessori sul piano locale» (Respini, 1986, p. 1). Rispetto all'evoluzione della politica di pianificazione territoriale, i discorsi dell'ETT dei primi anni '80

sono dunque estremamente premonitori, poiché rivendicano con due decenni d'anticipo la musealizzazione delle zone montuose infra-urbane, volendo così trasformarle in zone funzionali.
Il tema viene poi però completamente abbandonato nella seconda metà degli anni '80. La questione dei rustici non riapparirà più sotto questa prospettiva nei discorsi dell'ETT. Gli unici accenni a queste strutture, a partire dal 2009, sono caratterizzati da una mancanza assoluta di relazione con la storia e con le questioni di proprietà e identità – la lotta per la conservazione del passato e la musealizzazione.

> Altri prodotti quali l'escursionismo pedestre, il walking e nordic walking, i laghetti di montagna, gli impianti di risalita, i rustici, le capanne e i vari sport praticabili sul nostro territorio hanno completato l'offerta turistica in materia di mobilità lenta e di attività a contatto con la natura. Numerose azioni promozionali hanno infatti interessato l'insieme dei prodotti di Ticino Parco Verde, veicolando la ricchezza naturalistica del Canton Ticino e dei relativi servizi. (ETT, 2009, p. 18)

I rustici hanno dunque completamente perso il proprio interesse identitario-politico-storico e di sviluppo socio-economico delle valli che avevano agli occhi dei dirigenti dell'ETT dei primi anni '80 per trasformarsi in un semplice elemento che caratterizza le montagne ticinesi e completa la loro offerta turistica.

Le case secondarie

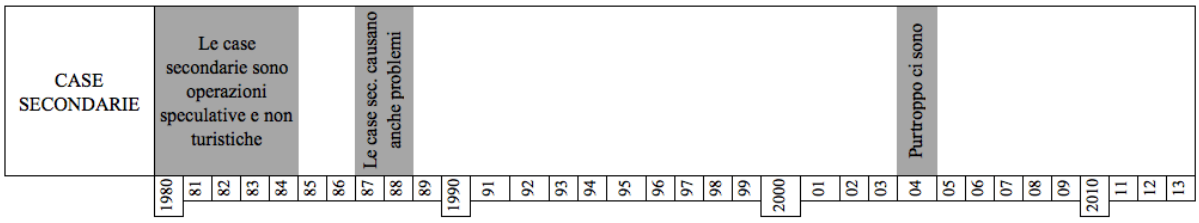


Figura 78.

La preoccupazione per i rustici non è stata un evento casuale nella storia dell'Ente. I suoi dirigenti erano attenti osservatori dell'evoluzione spaziale e urbanistica del Ticino degli anni '80 e hanno preso posizione con forza per un modello di giustizia spaziale che contribuisse a lenire le differenze socio-economiche fra i diversi territori del Cantone, in una prospettiva affine alla *centralizzazione decentrata* allora dominante. Così, fra gli elementi su cui hanno riflettuto occorre enumerare anche le case secondarie[326]. A cavallo fra l'ambito turistico e quello urbanistico, la critica a queste nuove edificazioni di vacanza si fondava sulla coscienza di un pericolo per la comunità cantonale. Ma procediamo con ordine. Il Ticino possiede una riserva molto limitata di terreno edificabile. Gran parte del territorio è costituito da montagne. L'impatto che può avere la costruzione di numerose case di vacanza è dunque importante: da un lato essa toglierebbe spazio prezioso agli abitanti, consegnando a forestieri d'oltralpe gli angoli più pregiati del Cantone. Inoltre, tale svendita di terreni non sarebbe compensata da reali vantaggi economici. «Studi scientifici, fatti da diverse università svizzere, hanno ridimensionato assai i cosiddetti vantaggi economici delle residenze secondarie, occupate, quando va bene, un mese all'anno e cariche di oneri per le comunità» (Solari, 1980, p. 2). «I vantaggi sono

[326] Esse costituiscono una categoria problematica, a cavallo fra legislazione, ricerca statistica e dibattito politico. Diverse sono infatti le definizioni date a questo fenomeno e a dipendenza degli elementi considerati varia il numero e l'importanza dello stesso (Cedro, 2012). Questo tema, ritenuto problematico dall'ETT degli anni '80, è stato al centro di una votazione nel 2012. L'11 marzo di quell'anno infatti la popolazione svizzera accettava, con il 50.6% dei votanti, il testo dell'iniziativa «Basta con la costruzione sfrenata di abitazioni secondarie!», che prevedeva un tetto del 20% di case secondarie per Comune su tutto il suolo della Confederazione. I testi a nostra disposizione non coprono gli anni di dibattito posteriori a questa accettazione. Il Ticino aveva respinto il testo in votazione con il 53.99% dei voti.

infimi rispetto agli svantaggi. Si pensi in particolare alle spese infrastrutturali che devono essere affrontate sovente dai comuni» (Solari, 1982, p. 2). Gli aspetti negativi legati alle case secondarie sono dunque notevoli e assai importanti. Da un lato v'è la perdita della proprietà di terreni spesso in posizioni particolarmente privilegiate, che costituisce una perdita di sovranità spaziale di tutta la comunità nei confronti del territorio in cui si sviluppa. «Le conseguenze negative del fenomeno sono pesanti. In particolare esso provoca una lievitazione dei prezzi dei terreni» (ETT, 1984, p. 1), che a sua volta incide sulla possibilità dei ticinesi di decidere dove e come abitare il proprio territorio, andando così ad intralciare pesantemente il «diritto alla città» (Harvey, 2008; Lefebvre, 1968). I turisti, infatti, si costituiscono come competitori accaniti ed avvantaggiati (poiché provenienti da zone economicamente più sviluppate della Svizzera) che esercitano una pressione tale sul mercato fondiario ticinese che i residenti non possono realisticamente opporsi, senza un sostegno politico, a tale invasione – determinata fra l'altro dalle dimensioni delle popolazioni coinvolte. Le case secondarie generano dunque esclusione della popolazione locale sul mercato fondiario (Hoogendoorn & Visser, 2004).

A questa perdita di sovranità spaziale sono poi da aggiungere tutti i costi che l'edificazione delle case secondarie impongono alla comunità nel suo insieme. In particolar modo nelle valli, zone discoste in cui i comuni hanno sovente difficoltà economiche, questi costi possono risultare insostenibili. Non essendo occupate come una struttura alberghiera, le case secondarie generano inoltre molto meno indotto: lo spazio richiesto da queste rispetto ad altre strutture turistiche a parità di indotto è decisamente maggiore, così come l'impatto ecologico (Hiltunen, 2007). Così, «al turismo delle finestre chiuse – gli appartamenti di vacanza occupati due settimane all'anno – il Ticino deve contrapporre e favorire il turismo del calore umano, del sorriso e della gentilezza» (Solari, 1983, p. 1).

All'avversione netta e incondizionata dei primi anni '80, segue poi una fase più pacata. Il tono è meno polemico e più retrospettivo, soppesando in modo più distaccato «tutti i benefici che le case secondarie hanno portato, e i problemi nuovi che inevitabilmente hanno posto» (Respini, 1987, p. 1). Ciò nonostante, la «proliferazione smisurata di residenze secondarie» (Respini, 1988, p. 4) rimane un tema ancora parzialmente presente nei discorsi dell'Ente.

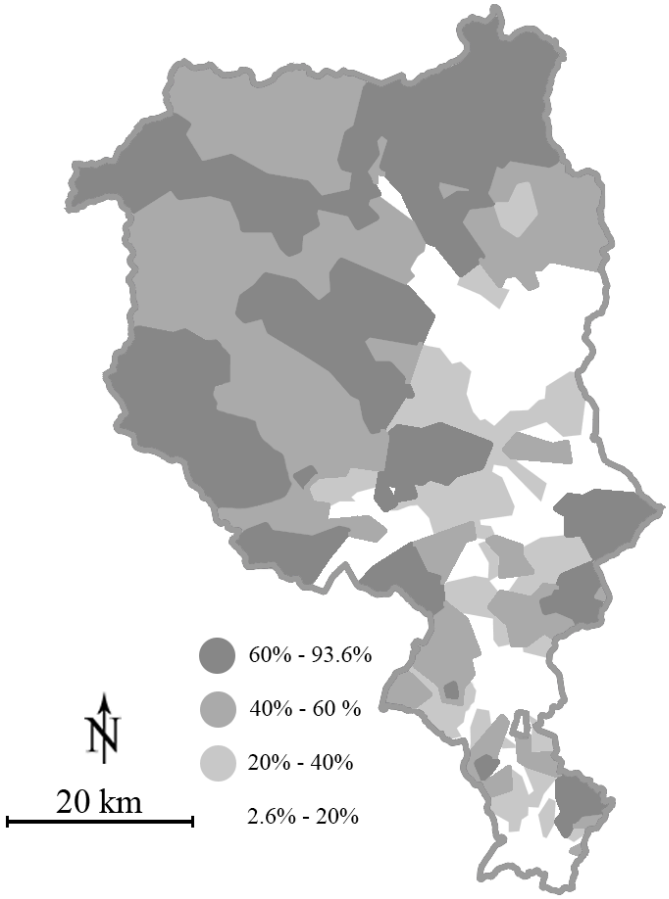


Figura 79. Le case secondarie in Ticino nel 1990 – in questo caso comprese unicamente come case non occupate stabilmente. In grigio scuro le aree con una concentrazione fra il 60% e il 93%, più chiaro dal 40% al 60%, ancora più chiaro dal 20% al 40% e in bianco dal 2% al 20%. Rielaborazione a partire dalla cartina presente in (RCT, 1998a, p. 45). Vi sono due aspetti rilevanti: la concentrazione relativa di queste case è maggiore nei comuni montani dove la popolazione è minore – esse costituiscono come possiamo ben comprendere un costo aggiuntivo e dunque un indebolimento delle già fragili realtà periferiche – d'altra parte, è attorno ai laghi che la presenza di case secondarie sembra destare i maggiori problemi per la direzione dell'ETT. Nei contesti urbani rivieraschi infatti, pur non costituendo una parte rilevante del parco immobiliare, esse contribuiscono alla privatizzazione dello spazio pubblico limitando la fruizione degli specchi d'acqua.

Gli anni '90 segnano invece un periodo di completo silenzio riguardo alla questione delle case secondarie. Nel 2004 si solleva di nuovo l'argomento, solo per affermare che la riconversione di alberghi in disuso in appartamenti di vacanza è una tendenza che non riguarda solo il Ticino ma tutta la Svizzera in generale (Gagliardi, 2004, p. 11). A partire dalla fine degli anni '80 insomma le case secondarie non sono più uno dei problemi stringenti che preoccupano l'Ente. Si mantiene un certo rammarico per i pernottamenti che avrebbero potuto essere alberghieri, ma non si interpreta più questa realtà nell'ottica della giustizia spaziale o della sovranità politica.

La speculazione edilizia

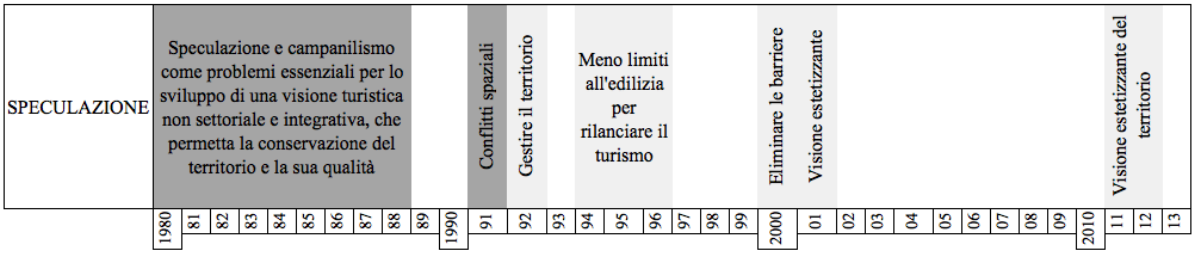


Figura 80.

Come abbiamo già potuto accennare trattando i discorsi sui rustici e sulle case secondarie, la speculazione edilizia è stata fra gli oggetti dei discorsi dei dirigenti dell'Ente. Per comprendere il contesto nel quale questo argomento è stato affrontato, basti ricordare che in Ticino – Cantone prevalentemente montuoso – le attività umane – l'edificazione, l'urbanizzazione e dunque anche la maggior parte della spazialità sociale – si sviluppano su meno del 10% del territorio – essendo il resto occupato da montagne, boschi e laghi.

> Il Ticino è il cantone più densamente boscato a livello federale. Metà del territorio cantonale è coperta da bosco, pari a circa 0,40 ettari di area forestale pro capite (media nazionale: 0,15 ettari). Le superfici di insediamento occupano il 5,6% del territorio e quelle agricole (inclusi gli alpeggi) il 12,9%. Il rimanente 30,7%, ovvero quasi un terzo del totale, corrisponde a quelle che l'UST definisce "superfici improduttive", ovvero laghi, corsi d'acqua, ghiacciai e nevai nonché le superfici senza vegetazione o coperte da vegetazione non sfruttata in modo attivo. (USTAT, 2018f, p. 4)

Questa particolare conformazione territoriale rende estremamente esigua la quantità di territorio disponibile per le attività umane in una società urbana. Ciò implica, necessariamente, una maggior competizione fra le varie attività per accaparrarsi fette di questo territorio. In quest'ottica, i dirigenti dell'ETT hanno fortemente criticato durante tutti gli anni '80 la speculazione edilizia. Lo sviluppo troppo rapido delle superfici edificate comporta infatti una serie di effetti che, agli occhi dei dirigenti di quegli anni, sono fondamentalmente dannosi.

Nei discorsi si apprezza un tentativo di separare esplicitamente i fenomeni turistici da quelli della speculazione. Il turismo infatti «vende servizi e non svende valori, come, ammettiamolo, è avvenuto in certi casi dove la più ottusa speculazione ha infierito duri colpi al patrimonio paesaggistico e dunque anche culturale del cantone» (Cotti, 1980, p. 1). «Turismo è altra cosa. Turismo è "offrire una prestazione", sicuramente non è "svendere sostanza", in particolare sostanza paesaggistica» (Solari, 1980, p. 2). Per l'ETT, la speculazione è intrinsecamente negativa, poiché essenzialmente trae vantaggio da una realtà preesistente senza apportare nulla in cambio e, anzi, peggiorandola sostanzialmente. Essa si costituisce allora come un nemico naturale del turismo – almeno a lungo termine. Un paesaggio degradato è infatti meno attrattivo – e la speculazione, che sembrava tanto redditizia a corto termine, si rivela alla lunga parassitaria e mortifera. È dunque compito dell'Ente vegliare per «salvaguardare l'ambiente da ulteriori processi di degradazione» (Cotti, 1980, p. 3). Vegliare per la salvaguardia dell'ambiente significa anche, nell'ottica dell'Ente, affermare che si è «raggiunto probabilmente il limite dell'espansione» (Cotti, 1981, p. 2) dei campeggi, e praticare una politica di limitazione delle strutture alberghiere in modo da garantire la qualità e un adeguato rapporto fra turismo, ambiente e popolazione locale – «andare oltre significa rinforzare un processo di degradamento ambientale per il quale potremmo essere tenuti responsabili dalle generazioni future» (Solari, 1981, p. 1).

Nei discorsi di quegli anni sono allora ricorrenti rimandi alla questione dell'«inurbamento patologico» (Solari, 1982, p. 2), al «dolore per ogni colpo inferto all'immagine del Ticino nelle sue bellezze paesaggistiche, naturali ed architettoniche» (Cotti, 1982, p. 2), alla «difesa del paesaggio, dell'ambiente nel senso più lato della parola» (Respini, 1985, p. 1) e alla «perdita della campagna» (Solari, 1986, p. 2). Gli anni '80 nel loro insieme possono dunque essere considerati un immenso cantiere di riflessione – in seno all'ETT – per quel che riguarda la questione urbanistica e il sovraccarico del territorio cantonale.

> L'esigenza che si avverte oggi è quella di armonizzare la gestione e l'utilizzazione del territorio considerando in termini globali il problema del carico ambientale. Questo problema del carico ambientale è determinato non solo dal numero di turisti, ma soprattutto dal tipo di turismo (riduzione dei tempi di pernottamento, transito) ed esso deve essere considerato unitamente alle necessità di svago e di ricreazione dell'abitante e del residente in Ticino. Appare quindi necessario non sottovalutare la conflittualità che può essere provocata anche dalla presenza del turismo. […] Occorre dunque una visione meno «settoriale» nella concezione del turismo nel nostro Cantone, che introduca l'aspetto territoriale e ambientale nell'ottica turistica. (Respini, 1987, p. 3)

Lo sviluppo della sensibilità dell'Ente tuttavia non ha seguito la prospettiva teorica e pratica elaborata nel corso di quel decennio. L'ultimo accenno ai «conflitti che i bisogni dell'odierna economia generano sul nostro territorio» (Respini, 1991, p. 1) risale all'inizio degli anni '90.
A metà degli anni '90, in piena crisi del settore alberghiero, la sensibilità è completamente capovolta. I dirigenti dell'Ente, la nuova leva, auspicano infatti «un allentamento delle disposizioni concernenti i cartelli e delle norme restrittive in materia di acquisto di abitazioni da parte di stranieri» (Grandini, 1995, p. 2). Questa nuova prospettiva pone l'ETT in contrasto con la burocrazia statale, in una chiara ottica neoliberale per la quale lo stato deve contribuire a rendere più concorrenziale (Foucault, 2012) – e non impedire – l'attività economica, in questo caso edilizia.

> Non mi sembra difficile far capire che il rilancio passa attraverso il rinnovamento dell'offerta. Ciò presuppone investimenti in strutture come nuovi campi da golf, aqualand, alberghi nuovi o rinnovati e via elencando. Non stiamo chiedendo soldi allo Stato. Chiediamo unicamente procedure più snelle, meno complesse e lunghe, insomma adatte ai tempi moderni. (Valli, 1996, p. 1)

I toni polemici si placano tuttavia nel tempo, ma il proposito di fondo – «eliminare tutte le barriere alla crescita del turismo» (Stinca, 2000, p. 1) – non viene abbandonato. Gli anni 2000 si aprono insomma con un nuovo equilibrio: non è più la contrapposizione dura fra ETT e politica circa l'allentamento dei vincoli edilizi al turismo «corrispondenti a una subdola opposizione» (ETT, 1994, p. 1) a regnare, quanto piuttosto il consenso circa la fondatezza dei principi neoliberali. Così, la speculazione edilizia muta nuovamente significato. Masoni, figura chiave del movimento neoliberale ticinese a cavallo fra i due millenni, afferma infatti che «lo sviluppo del turismo è anche e soprattutto sviluppo qualitativo del territorio, perché i flussi turistici privilegiano i territori che offrono qualità dell'ambiente naturale (bellezza del paesaggio) e di quello costruito (particolarità e pregi architettonici e urbanistici)» (Masoni, 2002, p. 2). In questo nuovo paradigma, la speculazione non è più un ostacolo o un problema reale da combattere e contrastare. La realtà sociale e territoriale non è più percepita come una situazione nella quale il settore turistico deve operare al fine di salvare il territorio cantonale, opponendosi alle logiche speculative. L'equilibrio è capovolto: è la società a dover lasciare il turismo libero di svilupparsi – affinché questo possa, in virtù della propria logica interna – favorire processi virtuosi che migliorino la situazione territoriale. La speculazione edilizia è qui utilizzata non tanto come elemento di critica sociale, quanto piuttosto come argomento a favore della liberalizzazione

e della managerializzazione del settore turistico. Il suo ruolo non è dunque centrale, ma unicamente aneddotico. A riprova di quest'analisi il fatto che il tema non verrà più sollevato fino al 2011, quando l'Ente ha promosso un sondaggio presso gli ospiti degli alberghi. «Da "Le brutture del Ticino", un'analisi della SSAT di Bellinzona, è emerso il problema dell'estetica dei luoghi. Si è così lanciato uno studio della messa in scena a Locarno con l'obiettivo di migliorare i luoghi privilegiando il punto di vista dell'ospite» (ETT, 2011, p. 27). Altra questione interessante è che in queste due occasioni la speculazione edilizia non è più concepita come un problema sfaccettato e pluridimensionale – con effetti ambientali, ma anche sociali, culturali e quindi politici – ma unicamente da una prospettiva estetica. Le questioni legate alla giustizia spaziale scompaiono totalmente dalla prospettiva e dagli interessi dei dirigenti dell'ETT.

Auto-percezione

La quantità di turisti

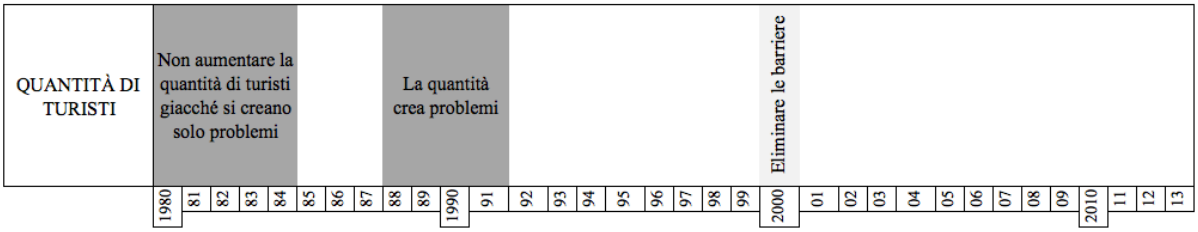


Figura 81.

Come più volte osservato, gli obiettivi dell'Ente negli anni '80 erano di carattere esplicitamente politico. Il turismo era percepito allora come un settore fondamentale per garantire uno sviluppo socio-economico al Cantone. Sviluppo socio-economico era da intendersi, però, in senso complessivo – e cioè non solo come un aumento del PIL. Affinché di sviluppo si potesse parlare era allora necessario constatare un graduale aumento nel benessere della popolazione ticinese. Questo significava – necessariamente – gestire il flusso turistico (incontro-scontro con gli Altri) in modo che non generasse troppe frizioni.

> È necessaria oggi, da parte di tutti gli operatori turistici, una più convinta adesione al turismo qualitativo quale mezzo per arrivare all'unico fine veramente importante, cioè qualità per la nostra popolazione tutta. Dal benessere economico, dovuto in gran parte anche al turismo, al possibile benessere immateriale. E questa qualità significa necessariamente limitazione quantitativa. (Solari, 1981, p. 1)
>
> Ci sono, lo abbiamo visto nel 1981, limiti quantitativi al nostro turismo. Volerli superare ad ogni costo, significherebbe forzare gravi scompensi socio-culturali e favorire la conflittualità fra il settore e la popolazione locale. (Cotti, 1983, p. 1)

Siamo ancora in una prospettiva che comprende il fine ultimo del settore turistico come qualcosa di esterno ad esso: il benessere della popolazione. Affinché questo fine possa essere raggiunto, dunque, è d'uopo che l'azione politica diriga lo sviluppo del settore, frenando eventuali spinte legate alla sua *hybris* particolare e mantenendo sempre una vista d'insieme. Siamo insomma ancora in una concezione assai tradizionale della società, della razionalità e dell'economia[327]. Gli operatori privati del settore, infatti, devono piegarsi all'interesse pubblico indicato dall'Ente – da qui la necessità di «una più convinta adesione al turismo qualitativo» rivendicata dall'Ente nei loro riguardi.

[327] Influenzata dall'etica platonica e dalla filosofia cristiana medievale, v'è l'idea di autorità politica come servizio orientato al bene comune.

Questa prospettiva non si lega però unicamente alla comprensione tradizionale europea della politica come servizio, ma si connette pure alla comprensione dell'economia che corrisponde a tale visione. Affermare che «il turismo ha i suoi precisi limiti quantitativi» (Solari, 1982, p. 2) implica infatti comprendere l'economia come un sistema chiuso, in cui al fine di guadagnare da un lato occorre perdere da un altro. Tale comprensione – di stampo realista e risalente alle società rurali dell'antichità – è stata lungamente combattuta dal nuovo pensiero economico occidentale[328]. Affermare il controllo della politica sull'economia, e ribadire i limiti del sistema economico corrisponde dunque a sostenere una visione nella quale occorre porre la prudenza e la ricerca del bene comune – politica – come criterio fondamentale di governo dei singoli settori economici. Negli anni '80 l'ETT proferiva discorsi in odore di platonismo. Ciò non deve forse sorprendere: il Cantone era ancora in piena transizione dalla società rustica e tradizionale alla società urbana.

La situazione era però destinata a cambiare. Già nel corso della seconda metà degli anni '80 la questione della limitazione della quantità di turisti perde progressivamente importanza. Vale la pena ricordare, infatti, che quella di stabilire limiti non è un'arte facile: essi possono cambiare in seguito all'evoluzione delle condizioni del sistema. Risulta evidente che negli anni '90 non si parlasse affatto di limitare la quantità di turisti data la crisi del settore alberghiero e il crollo dei pernottamenti. Il tema dei limiti del turismo viene ripreso però nel 2000, sotto l'amministrazione neoliberale masoniana, in un'ottica specularmente opposta. Obiettivo dell'Ente in quegli anni è «eliminare tutte le barriere alla crescita del turismo in Ticino» (Stinca, 2000, p. 1). Ecco la dimostrazione di un cambiamento radicale di razionalità: il fine e il compimento dell'attività economica non va più cercato all'esterno di questa – attraverso la prudenza, nell'obiettivo politico del bene comune – ma è situato in seno al settore stesso. La comprensione economica è ormai pienamente moderna: non esistono limiti del sistema, e per garantire un migliore funzionamento tutti i settori devono essere liberati da ogni barriera estrinseca – nella convinzione che dalla somma dei diversi egoismi scaturisca *magicamente* il bene comune (cfr. Macintyre, 2017, pp. 79-93). Le considerazioni ambientali, sociali e culturali non sono più di competenza o d'interesse per i dirigenti dell'Ente, che devono invece occuparsi unicamente delle esigenze interne al settore, in una prospettiva estremamente delimitata. Il fatto che il tema riemerga nel 2000 per poi scomparire nuovamente potrebbe stare a significare che dopo gli anni di lotta per l'egemonia della razionalità neoliberale si sia instaurata una visione completamente manageriale, che non considera più necessario rivendicare l'assenza di barriere per lo sviluppo settoriale.

Anche in questo caso, dunque, assistiamo all'evoluzione della prospettiva dell'Ente da un tipo di razionalità ad una distinta. V'è un chiaro passaggio a un piano discorsivo diverso, con obiettivi distinti e comprensioni diverse degli stessi fenomeni.

---

[328] Sloterdijk fornisce alcuni spunti interessanti rispetto a questo tema:

> parlando di crescita, l'intellighenzia economica europea non pensa quasi mai alla crescita economica, cioè alla cura contadina del mondo vegetale, ma a qualcosa di fondamentalmente antiagricolo e innaturale; in bocca all'homo economicus la parola «crescita» significa che ci si augura un grosso profitto, meglio subito o domattina, o, nel caso sia impossibile, che venga ottenuto in modo durevole e continuo. In epoca moderna, parlare di crescita significa raddoppiare, triplicare, quadruplicare le poste. In queste espressioni economia e alchimia sono ancora indistinte. Non fanno pensare al raccolto e al podere, ma a un extra profitto magico, ottenuto grazie al particolare utilizzo del denaro in forma di capitale. (Sloterdijk, 2013, p. 16)

Rivendicare i limiti delle possibilità di crescita di un settore economico – da una prospettiva politica – significa comprendere l'economia così come lo facevano gli antichi, in un modo prettamente agricolo. Significa riconoscere dei limiti alle possibilità d'azione umana, accettare la limitatezza del reale e pertanto essere pronti a porre la prudenza come virtù centrale che guidi e tenga a freno l'*hybris* crematistica – già Platone aveva riconosciuto nel primo libro della *Repubblica* che l'economia è un'arte diversa dalle altre, in cui l'egoismo e l'interesse particolare sembra imporsi sulla ricerca del bene comune che è invece il fondamento di tutte le altre arti e discipline.

Concezione del turismo

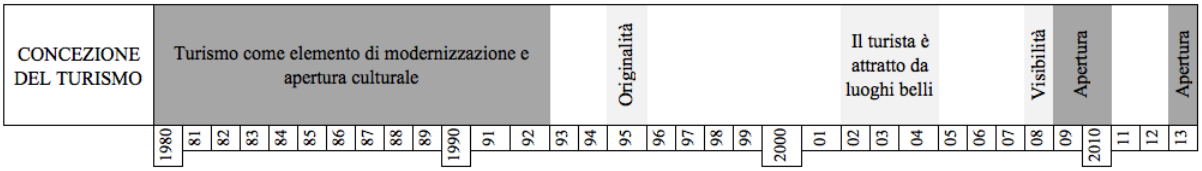


Figura 82.

Abbiamo osservato la posizione dei responsabili dell'ETT rispetto a diversi temi legati al turismo. Interessante è però anche provare ad avere una visione più interna del settore. Come è stato concepito il turismo dai dirigenti dell'Ente?

Un primo elemento è che negli anni '80 la fiducia dell'Ente era riposta «tutti gli operatori turistici che agiscono nell'interesse della comunità e non sono egocentricamente chinati sul proprio orticello» (Cotti, 1980, p. 3). Tentiamo di approfondire e sviluppare quest'affermazione: da essa sembrano infatti profilarsi due posizioni distinte rispetto all'essenza stessa del settore turistico. Da un lato coloro che lo concepiscono come un settore economico *semplice*, nel quale l'importante è curare i propri interessi privati. Dall'altro coloro che comprendono il turismo come un settore più complesso e articolato, che necessariamente impone uno sguardo d'insieme sul resto della società e che proprio per questo dev'essere gestito superando l'egocentrismo economico. L'Ente sostiene con forza questa seconda prospettiva, riconoscendo «l'impatto sempre più importante che il turismo ha sull'insieme della nostra vita sociale» (Cotti, 1981, p. 1). Quest'impatto è elemento di forte modernizzazione per il Cantone: il turismo è un vettore dell'evoluzione ticinese e come tale va gestito. «Proprio il turismo, che lo si voglia ammettere o no, ha contribuito a far uscire il Ticino da secoli bui. […] Questo significa che il turismo può dunque ancora avere un suo preciso ruolo positivo in quanto catalizzatore in una società che saprà ritrovare i suoi equilibri e i suoi punti di riferimento» (Solari, 1982, pp. 1-2). L'ETT comprende il turismo come vettore di modernizzazione culturale, e dunque presenta se stesso come l'organizzazione incaricata di favorire e guidare tale processo. La missione dell'ETT è dunque compresa in questi anni come una vera e propria formazione del Cantone in divenire – sul modello gramsciano del gruppo egemone. Il compito di quest'organizzazione è dunque quello di cinghia di trasmissione fra determinati valori di modernità, apertura e benessere e le azioni pratiche da intraprendere per raggiungerli, un compito eminentemente discorsivo. Le affermazioni di Flavio Cotti del 1982 sono programmatiche:

> in un mondo in cui l'interscambio di persone e di popoli non farà che crescere, il Ticinese (che vive lungo una delle più importanti vie su cui si svolge questo scambio di genti) non potrà chiudersi: dovrà aprirsi. Apprenda le lingue degli altri; conosca gli altri; cresca in erudizione e conoscenze. Sarà più forte e più sapiente e non perderà per questo nulla della sua natura se non diverrà schiavo e servo, se salvaguarderà la propria fierezza e la propria dignità, se non svenderà la sua terra, le sue case i suoi rustici, se pretenderà senza arroganza di essere, domani come oggi, padrone in casa propria. Una casa che nel frattempo non avrà mancato, proprio per tutti questi motivi, di valorizzarsi per il vantaggio dei suoi non infedeli abitatori. Nessun contrasto allora fra questi valori immanenti della nostra natura e la promozione degli stessi: piuttosto, invece, sollecitazione all'incontro e allo scambio, per quanto possibile non superficiale, fra autoctono e ospite; valorizzazione del rapporto interpersonale e di relazioni sociali che si possono creare anche nel momento dello svago e della vacanza. (Cotti, 1982, p. 2)

La costruzione autostradale, il traforo del Gottardo e più in generale la necessità di aumentare e fluidificare i transiti necessari alla sopravvivenza del sistema urbano europeo e globale ormai in formazione generano

forti impulsi che colpiscono al cuore il Canton Ticino[329]. Questi si trasforma dunque a tappe forzate in una regione fondamentale per i flussi di comunicazione europei. Le dinamiche di urbanizzazione e modernizzazione che influenzano il mondo a scala globale colpiscono anche il Ticino. Per i dirigenti dell'ETT la questione è chiara: il ticinese non potrà più chiudersi e rintanarsi, poiché delle forze molto più grandi di lui gli imporranno di essere una regione di transito e passaggio[330]. Di fronte a questa situazione imposta e ineludibile, egli è dunque chiamato a comprendere gli aspetti positivi e costruttivi del nuovo status cantonale per poterli sfruttare appieno. Così, la mescolanza e fluidità che sempre più andranno a imporsi alla società ticinese, non devono essere percepite come una minaccia mortale all'identità tradizionale, quanto piuttosto come l'occasione per promuovere la stessa ed arricchirla grazie ad una maggior apertura e formazione culturale. Negli anni '80 il turismo è insomma compreso come uno dei diversi ambiti nei quali si gioca un cambiamento radicale della società, delle sue pratiche e dei suoi valori. Esso può partecipare in maniera decisiva all'apertura culturale che il Ticino necessiterà per sopravvivere nel mondo globale del domani. All'ETT il compito di contribuire e coordinare, a partire da questo settore, la ri-costruzione dell'identità nazionale ticinese. «Non si dirà mai a sufficienza che il turismo è un mestiere del futuro» (Cotti, 1983, p. 3), e questo per due motivi concomitanti: da un lato l'importanza crescente dello svago nelle società post-industriali, dall'altro perché grazie a quest'importanza socio-economica, il turismo contribuirà a far evolvere le pratiche e le rappresentazioni della comunità ticinese permettendole di essere all'altezza delle nuove sfide che l'attendono. Il turismo è uno dei metodi «per favorire una nostra crescita di costume e di civiltà» (Respini, 1984, p. 1).

Affinché il turismo sia effettivamente motore di sviluppo per il Cantone occorre la concomitanza di diversi fattori. *In primis*, il coordinamento cantonale delle varie attività, in modo da garantire un minimo d'entrate anche alle regioni periferiche e alle valli – ottica di equilibrio territoriale e *centralizzazione decentrata*. Per fare in modo che questo settore manifesti appieno le proprie potenzialità è necessario però e anzitutto che esso «oltre ad essere una transazione economica, sia anche un reciproco arricchimento culturale, altrimenti i vantaggi sarebbero solo unilaterali» (Respini, 1986, p. 2). Uno dei pericoli da evitare a questo proposito è già stato segnalato: la spettacolarizzazione.

> Al di là degli obiettivi idealistici del turismo, che dovrebbe essere arricchimento culturale, dunque spirituale, in un quadro di reciproca curiosità tra chi visita e chi accoglie, va detto crudamente che il turismo è oggi sovente una fuga dalla malinconia quotidiana […]. Ma se il turismo diventa un solo grande circo, allora assume rilievo solo ciò che fa spettacolo. Acquista importanza tutto ciò che è scenario accessorio indipendentemente dal suo substrato etnico e culturale […]. Al turismo-spettacolo l'ETT contrappone la scelta del turismo-verità, che è più dura, più difficile, ma è l'unica che non umili il Cantone. (Solari, 1986, p. 2)

Il turismo è dunque una lama a doppio taglio, poiché se da un lato è fra i motori dello sviluppo di un Ticino urbano e integrato nel mondo globale, dall'altro può anche essere il cavallo di Troia di un neocolonialismo culturale ed economico prima ancora che politico. Cedendo alla spettacolarizzazione il settore favorirebbe infatti l'asservimento del Ticino agli interessi, ai desideri e alle proiezioni dei turisti danarosi, cedendo così una fetta importantissima di sovranità e di autonomia comunitaria nella determinazione dell'egemonia culturale. Affinché ciò non avvenga è fondamentale investire nella promozione della cultura autoctona

[329] Si noti che non solo l'ETT fa propria la visione socio-territoriale espressa poi dal Cantone nel PD 90, ma sembra concepirla come unica strada percorribile per la sopravvivenza del Ticino.

[330] È opportuno insistere sull'aspetto di necessità o ineluttabilità dell'evoluzione in atto come elemento legittimante e giustificante: si intravedono insomma elementi che segnalano il paradigma di crisi.

autentica (Solari, 1987, p. 1), nonché avviare collaborazioni con realtà simili nel resto dell'Europa, in special modo nelle zone circostanti, favorendo «una politica di cooperazione tra le regioni d'Europa dell'arco alpino» (Respini, 1987, p. 3)[331]. Infatti, «il futuro del Ticino turistico significherà anche affrontare la realtà dell'Europa comunitaria, dell'Europa senza frontiere» (Respini, 1989, p. 3).
Queste preoccupazioni vengono coronate dalla volontà, manifestata nella prima legislatura degli anni '90, di dibattere al fine di affrontare una riforma globale della Legge sul turismo del 1970, ormai datata. Agli occhi dell'Ente,

> la nuova Legge non concepirà più il turismo nella sua sola dimensione economica, ma lo aiuterà a svilupparsi attorno al concetto di tempo libero, coniugando le esigenze dell'ospite con quelle della popolazione residente, in funzione delle possibilità e delle attrattive offerte dal nostro territorio. Il concetto di turismo basato sul tempo libero dovrà promuovere un'immagine del nostro Cantone in cui le bellezze naturali siano inserite in un ricco e variegato quadro. Soltanto così musei, concerti, festival, gastronomia, sentieri, parchi naturali, zone di svago, potranno divenire gli elementi qualificanti e distintivi della nostra regione. (Respini, 1991, p. 2)

Come sappiamo, durante gli anni '90 ha luogo un cambiamento profondo di orientamento in seno alla direzione dell'Ente. In concomitanza con la crisi del settore alberghiero, non è dunque sorprendente che vengano a mancare accenni a questioni di carattere astratto o teorico. Che non si parli esplicitamente degli obiettivi ideali del turismo o della sua essenza non significa però che non si abbia un'idea abbastanza precisa di cosa si intenda e cosa si cerchi di ottenere attraverso questo settore. Così, ad esempio, nel '95 ci si lamenta del fatto che «la Svizzera e il Ticino non rappresentano più per questi paesi una novità particolarmente originale e attraente» (Foglia, 1995, p. 2). Ciò che renderebbe il Ticino attrattivo sarebbe, in quest'ottica, non tanto la ricchezza culturale e l'apertura spirituale dei suoi abitanti, quanto piuttosto l'originalità[332] e l'attrattività. La preoccupazione e il timore rispetto ad un giro spettacolarizzante del turismo ticinese sembrano essere scomparsi fra i dirigenti dell'ETT. Agli inizi degli anni 2000 si ribadisce questa nuova prospettiva, affermando più volte che fondamentale nell'attrarre i turisti sono le qualità estetiche dei luoghi. Una preoccupazione importante diventa dunque «far conoscere cosa offre il Ticino ai potenziali turisti» (Masoni, 2003, pp. 4-5). Il *focus* della concezione turistica non è ormai più politico e culturale, quanto piuttosto economico e promozionale. Così, ad esempio, si afferma che «viaggiando sempre di più e più spesso il turista accumula esperienza. Ne consegue l'aumento delle sue aspettative circa qualità e autenticità della destinazione e questo comporta il delinearsi di un'attitudine critica verso la qualità e specialmente verso il

[331] Questa visione sarà poi ripresa e rielaborata – come abbiamo potuto vedere – in sede del secondo Piano direttore, il PD 09, per favorire la trasformazione delle aree periferiche in zone funzionali turistiche, ad esempio attraverso la proposta di costituzione di parchi nazionali.

[332] È forse opportuno richiamare, seppur in modo superficiale, la differenza fondamentale fra stupore e meraviglia – differenza che è altresì elemento fondante della filosofia. Come sappiamo dal *Teeteto* Platone (155d) e dalla *Metafisica* di Aristotele (I, 2, 982b), la riflessione più profonda e radicale sorge dal θαυμάζειν, dalla *meraviglia*. Essa è quel sentimento che sorge di fronte alla constatazione dell'essere delle cose: si tratta di una disposizione interna all'ascolto e all'accoglienza della ricchezza della realtà. Questa disposizione d'animo è pressoché inibita per coloro i quali sono assuefatti dallo *stupore*, che è invece la sensazione che dipende da una novità esterna. Laddove v'è stupore, l'intelletto viene stimolato solo dall'esterno, e non carpisce veramente la ricchezza della realtà. Solo nel meravigliarsi può sorgere una riflessione seria e profonda – poiché non dipendente, come nel caso dello stupore, da stimoli esterni. L'impianto dell'industria culturale – qui rivendicato implicitamente dalle parole di Foglia – nella sua insistenza sulla questione dell'originalità, tenta allora di impedire che uno stato d'animo riflessivo e critico si diffonda tra la popolazione: tutto deve trasformarsi in gioco ridicolo, in emozione immediata – e cioè non mediata. Solo l'immediatezza è garante infatti di creare stupore, e inibire il processo di mediazione critica e razionale che procede invece su tempi lunghi. «Le cose che maturano soltanto con lentezza non si lasciano ludicizzare. Durata e lentezza non si accordano alla temporalità del gioco» (Han, 2016, p. 60). Il turismo che rivendica l'originalità e la novità è dunque esattamente all'opposto del turismo che si presenta come elemento di formazione personale e catalizzatore di sviluppo culturale.

rapporto qualità/prezzo» (Gagliardi, 2004, p. 10). La ricchezza culturale che il Ticino può offrire ai turisti è qui dunque ridotta a esperienza estetica quantificabile in base al rapporto prezzo/prestazione.

È solo col ritorno di Solari in qualità di Presidente che riappare la questione di fondo del turismo inteso «come attività economica ma anche fonte di arricchimento socioculturale per la popolazione residente» (Solari, 2009, p. 1). A partire dai primi anni '90 fino al 2009 si può dunque osservare l'abbandono della questione dell'incontro-scontro con l'Altro quale fondamento sul quale strutturare il settore turistico. Interessante infine notare come, nonostante il ritorno ad una concezione politico-culturale del fenomeno turistico, nei discorsi che caratterizzano la fine della prima decade del terzo millennio scompare l'attenzione alla mediazione culturale. Mentre negli anni '80 l'accompagnare la popolazione ticinese all'incontro con l'alterità generato dal turismo sembrava uno dei compiti fondamentali dell'Ente, nel 2010 esso non è più fonte di preoccupazione. Ciò potrebbe spiegarsi con l'urbanizzazione della società ticinese: essa è ritenuta completa dai dirigenti dell'ETT, che credono dunque inutile insistere sull'educazione al multiculturalismo[333].

Apertura e reticenze rispetto al turismo

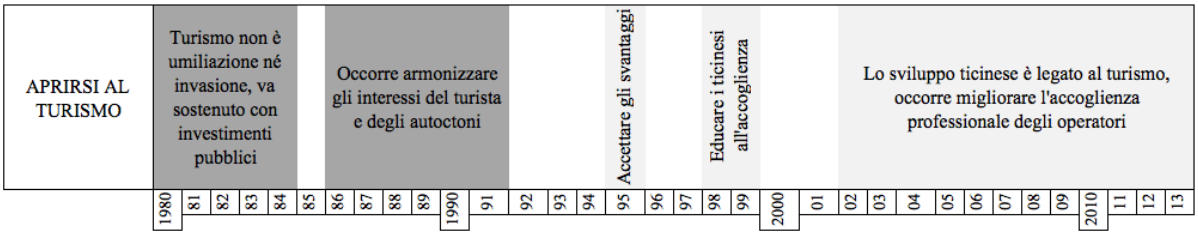


Figura 83.

Anche la discussione rispetto alle difficoltà da parte della popolazione ad accettare il turismo come elemento importante della vita socio-economica e culturale del Cantone segue la stessa evoluzione discorsiva evidenziata finora.

Tra la popolazione ticinese v'è, nei riguardi del turismo, una certa reticenza che può essere compresa come una reazione di fronte ad un'attività percepita per decenni come colonizzazione culturale da parte degli svizzeri d'oltralpe. La posizione dell'Ente a questo proposito è chiara. «Non è sicuramente chiudendosi ai problemi, inneggiando al passato, immalinconendosi nei ricordi, e me lo si consenta, rifiutando il turismo, dunque l'apertura, che si affronta il futuro» (Solari, 1982, p. 1). L'azione dell'ETT è allora indirizzata anche «ai Ticinesi perché avvertano i significati profondi, non solo economici, del turismo, perché si aprano alle possibilità che esso offre, anche a livello di occasioni di lavoro; e soprattutto perché possano avere un'opportunità in più per conoscere il loro Paese» (Cotti, 1982, p. 3). Fra le opportunità – al di là di quelle lavorative, per le quali si constata che «per tanti genitori che hanno i figli che entrano nell'attività professionale, il turismo è sovente ancora sinonimo di servizio, di umiliazione» (Cotti, 1983, p. 3) – v'è quella di stabilire una miglior comunicazione intergenerazionale: i giovani degli anni '80 sono infatti già molto più urbani rispetto ai propri genitori, con le conseguenze in termini di tensioni e mancanza di comunicazione che ciò può comportare. Aprirsi al turismo, in questa prospettiva, può aiutare a stabilire una miglior comprensione reciproca. Vanno pertanto aborrite le manifestazioni di insofferenza rispetto ai turisti, specialmente ai giovani.

> Siamo veramente al punto da non poter sopportare nemmeno per brevi momenti un'intensa presenza di forestieri, tra cui molta gioventù? […] Mi chiedo: è giusto arricciare il naso, criticarli, magari rifiutarli ed emarginarli o non è

[333] Esso farebbe infatti parte delle caratteristiche centrali della società urbana.

> questa l'occasione d'interrogarci se veramente non si fa troppo poco per ricevere i giovani nel nostro Cantone, per offrire loro strutture ricettive, manifestazioni e sport alla misura delle loro possibilità e dei loro gusti? (Cotti, 1981, p. 2)

Analizzando la bozza del primo Piano Direttore, l'Ente esprime così la convinzione – fondamentale – che «dipende da noi ticinesi quanto e quale turismo vogliamo accettare, e quanto e quale turismo dovremo invece subire» (ETT, 1984, p. 3). Se i ticinesi non si decidessero ad accettare il turismo come elemento positivo, d'apertura, progresso e modernizzazione, sarebbero infatti costretti a subirlo comunque – a causa degli equilibri e delle dinamiche a scala globale – ma lo subirebbero senza godere delle possibilità che esso offre, in un ritorno drammatico al servilismo e alla colonizzazione. Attraverso le politiche miranti a sviluppare un turismo di qualità che offra occasioni di svago e di conoscenza reciproca sia a turisti che residenti, l'Ente si sforza pertanto di rafforzare il binomio «popolazione autoctona-turismo» (Solari, 1987, p. 1). La volontà di favorire «una più consapevole e più convinta partecipazione dei ticinesi allo svolgersi dell'attività turistica nel nostro Cantone» (Solari, 1989, p. 1) è dunque il *leitmotiv* degli anni '80[334].

Negli anni '90, seppure il tema rimane vigente, v'è una variazione importante nelle argomentazioni. Non si parla più infatti di sviluppare il turismo in un senso non meramente settoriale al fine di permettere alla popolazione di godere di un miglior sviluppo socio-culturale, quanto piuttosto del fatto che «il grado di accettazione del turismo (coi suoi vantaggi, ma anche inevitabili piccoli e sopportabili svantaggi) da parte di tutti i ticinesi abbia a migliorare» (Foglia, 1995, p. 3). Per quanto riguarda il rapporto fra popolazione e turisti, è la prima a dover allora scendere a compromessi pur di mantenere la propria attrattività rispetto ai secondi. L'interesse dell'Ente è guidato da una preoccupazione d'ordine pratico: «da troppo tempo si parla dell'incapacità dei ticinesi di accogliere con gentilezza gli ospiti» (Valli, 1996, p. 1). V'è insomma da «informare e sensibilizzare la popolazione» (Cantarelli, 1998, p. 1) in modo che sia più disponibile nei confronti dei visitatori.

Dagli anni 2000 questa preoccupazione muta però ancora, e si settorializza. L'importante non è più aumentare il tasso d'accettazione del turismo da parte della popolazione locale, ma «migliorare l'offerta e il servizio al turista, soprattutto oggi che è possibile raggiungere rapidamente e spendendo poco le regioni e le località più lontane» (Masoni, 2003, p. 5). Così, l'obiettivo dell'Ente diventa quello di migliorare la concorrenzialità del Ticino quale meta turistica in special modo favorendo una miglior preparazione professionale degli operatori del settore. Così, all'opposto di quanto affermato negli anni '80, l'Ente del 2010 inizia a sostenere le prerogative dei turisti al di sopra di quelle della popolazione locale. «E ricordiamoci sempre che il nostro primo pensiero va all'ospite e non alle nostre personali, e ogni tanto egoistiche, esigenze. Il mio auspicio è che tale sensibilità possa in futuro trovare ancora più supporto in Ticino» (Gagliardi, 2011, p. 6). Ecco compiuto un importante stravolgimento della razionalità in seno all'Ente che testimonia l'evoluzione della mentalità del gruppo dirigente dell'ETT. Si passa cioè dalla difesa delle prerogative della popolazione locale – con l'ETT con compiti pedagogici di accompagnamento culturale alla nuova situazione urbana – alla difesa degli interessi dei turisti contro le necessità «egoistiche» della popolazione locale.

[334] Si noti come, anche in questo caso, le considerazioni dell'Ente sembrano seguire la logica della necessità: essendo impossibile per il Ticino non partecipare allo sviluppo urbano e quindi alla coesistenza col turismo, occorre approfittare di questa situazione. In questo discorso non v'è assolutamente spazio per alternative radicali, siamo dunque sempre, seppur velatamente, nel paradigma della crisi.

3.2 Le due *invasioni turistiche*

Secondo la prospettiva egemone negli anni '80 nell'Ente, vi sarebbero dei «limiti quantitativi al nostro turismo. Volerli superare ad ogni costo, significherebbe forzare gravi scompensi socio-culturali e favorire la conflittualità fra il settore e la popolazione locale» (Cotti, 1983, p. 1). Proprio di questo è importante occuparsi ora.

Abbiamo infatti visto l'evoluzione discorsiva generale dell'Ente in vari ambiti. La comprensione del turismo e del ruolo che esso deve avere nella società ticinese è mutata radicalmente. Risulta perciò interessante mettere a confronto questi due modi di comprendere il settore con due situazioni puntuali nelle quali il fenomeno turistico ha manifestato tutta la propria potenza e pervasività sull'insieme della società ticinese. Vi sono stati infatti due anni nel recente passato che sono stati caratterizzati dall'arrivo di un'importante e imprevista quantità di turisti nel Cantone[335]. Essi corrispondono altresì grossomodo ai limiti del periodo analizzato per ricostruire l'evoluzione discorsiva dell'ETT: il 1981 e il 2017. Analizzando come l'autorità abbia reagito pubblicamente – attraverso i media – a queste situazioni eccezionali permetterà dunque di comprendere ancor meglio la sua comprensione del turismo e più in generale della realtà sociale. Osservare come i media hanno riportato la questione contribuirà altresì ad osservare se questi abbiano lasciato o meno spazio a pareri dissenzienti e permetterà in generale di avere un'idea più solida di come la razionalità delle istituzioni sia recepita in alcune parti della popolazione[336].

Analizzare come queste *invasioni turistiche*[337] siano state recepite dalla stampa permetterà dunque di confrontare i discorsi dell'ETT con la più vasta reazione dell'opinione pubblica[338], per segnalare eventuali contrasti. Particolarmente rilevante sarà dunque osservare il cambiamento di prospettiva dell'Ente fra la prima e la seconda *invasione*, e la reazione della popolazione durante quest'ultima.

---

[335] Risulta altresì interessante notare come queste due occasioni coincidano in un certo modo con un mutamento a livello urbano: all'inizio degli anni '80 grazie alla connessione del Ticino alla rete autostradale svizzera, entrando dunque a far parte di una rete urbana interconnessa fisicamente; nel 2017 con una manifestazione della potenza mobilitante di internet, che segna simbolicamente l'avvenuta entrata del Ticino urbano nel mondo interconnesso del Web.

[336] Importante, a questo proposito, mantenere uno sguardo attento e critico rispetto ai testi giornalistici, che non vanno confusi con descrizioni socialmente e politicamente neutre della società.

[337] Parlare di *invasioni turistiche* significa adottare un termine che, nonostante un'apparenza polemica, è in realtà più preciso del più vasto e contraddittorio (Koens, Postma, & Papp, 2018) concetto di *overtourism*. Una delle differenze fondamentali con quest'ultimo è infatti la puntualità del fenomeno vissuto in Ticino: non si tratta di una città turistica afflitta da un afflusso costante, concentrato e percepito come eccessivo (Capocchi, Vallone, Pierotti, & Amaduzzi, 2019), ma di un territorio semi-periferico rispetto a una rete di centri urbani medio-piccoli che in solo due occasioni hanno mostrato un'intensa insofferenza. Non un fenomeno ricorrente, ma piuttosto un avvenimento puntuale dunque. Al di là delle differenze, però, vi sono anche similitudini: anche in questi due casi si vedrà come la libertà di movimento del turista si pone in contrapposizione agli interessi dei residenti (Perkumienė & Pranskūnienė, 2019), conformando una battaglia di valori che richiede una gerarchizzazione da parte delle autorità competenti – elemento che ricorda da vicino quanto osservato da Schmitt a proposito della valorizzazione (2008). Un altro problema comune alle *invasioni* e all'*overtourism* riguarda la percezione, da parte dei residenti, della maleducazione dei turisti: un problema che può potenzialmente radicalizzarsi (Tolkach, Pratt, & Zeng, 2017) in parallelo all'aumento della mobilità globale.

[338] Ciò non significa affatto che i giornali rappresentino fedelmente o proporzionalmente le posizioni discorsive della popolazione, ma semplicemente che essi si costituiscono come attori fondamentali e irrinunciabili del dibattito pubblico nel sistema di democrazia parlamentare (Habermas, 2015).

3.2.1 1981: troppi turisti per una società urbana ancora immatura?

Archivio: Archivio Sbt dei Quotidiani e Periodici

Giornale: Corriere del Ticino

Keywords: Turisti, Turista, Campeggiatori abusivi

Timeline: 01.04.1981-31.12.1981

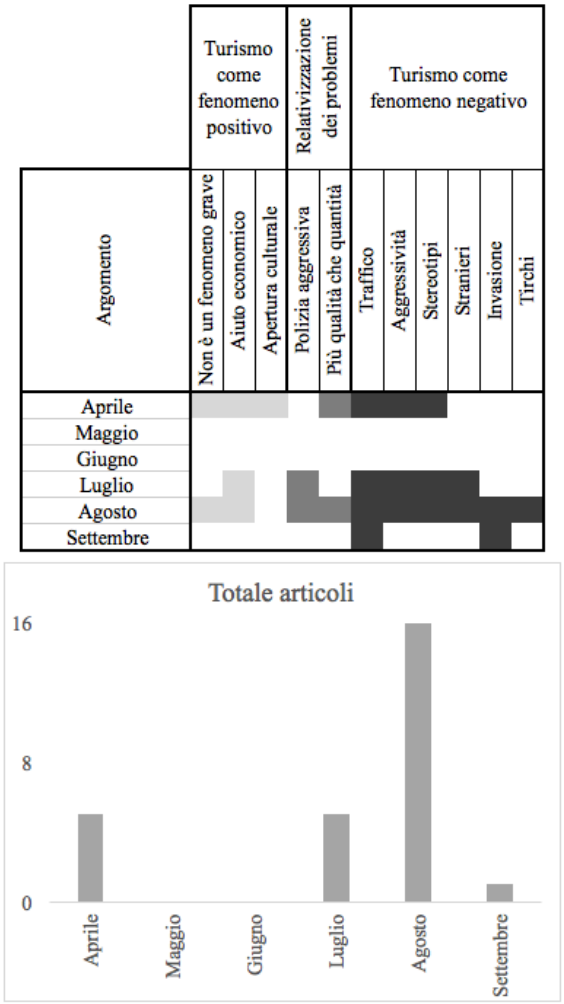


Figura 84. L'evoluzione cronologica dei vari argomenti sollevati, divisi nei tre gradienti (favorevole, neutro e contrario al turismo)

Il 1981 è per il Ticino un anno assai importante. Il 5 settembre del 1980 era stata inaugurata al traffico la galleria autostradale del San Gottardo, opera che sancì simbolicamente la definitiva entrata del Ticino nel mondo urbano interconnesso[339]. I primi effetti della galleria, per quanto riguarda il turismo – e dunque l'incontro-scontro fra identità e alterità – si ebbero già durante la pasqua del 1981, e si ripeterono poi nel corso dell'estate. Un fiume di turisti – prevalentemente confederati e germanici (CdT, 1981m, p. 9) – si riversarono in Ticino per trascorrere le proprie vacanze. Questa vera e propria *invasione* – si pensi che nel solo settore alberghiero si registrarono 3.4 milioni di pernottamenti (Barras, 2008, p. 36) – causò qualche turbamento che tenteremo ora di analizzare a partire da una ricostruzione effettuata tramite gli articoli del *Corriere del Ticino* dell'epoca.

[339] Come abbiamo potuto osservare, infatti, l'ossatura urbana ticinese è fondata esplicitamente, agli occhi delle istituzioni, sulle grandi infrastrutture di mobilità.

Vi sono diversi dati che emergono dall'analisi degli articoli di giornale. Innanzitutto, però, vale la pena ribadire che, sebbene questi non rappresentino l'insieme e la pluralità dell'opinione pubblica dell'epoca, essi possono ciò nonostante essere degli indicatori assai affidabili dello stato dell'equilibrio egemonico vigente. Una prima e fondamentale divisione che si può osservare analizzando gli articoli riguarda la definizione degli *altri* in questione. Emerge qui la volontà dei giornalisti di separare accuratamente i discorsi che riguardano i *turisti* da quelli che riguardano i *campeggiatori* e i *teppisti*[340].

Osserviamo quanto si dice a proposito dei primi. Emergono in primo luogo tre gradienti nei discorsi: alcuni hanno carattere apologetico – il turismo è visto come un fenomeno positivo per il Cantone –, altri riconoscono alcuni dei problemi generati dai turisti ma tentano di minimizzarli o, tutt'al più segnalano che non sono loro le cause di tali problemi, infine nell'ultimo gruppo si trovano gli articoli che si possono definire critici o polemici, che sottolineano cioè tutti i problemi legati al fenomeno turistico. Tracciando una tabella analitica, potremmo poi identificare tre temi fondamentali che vengono declinati in questi gradienti: essi sono i nodi attorno a cui si gioca la tensione – attrattiva e repulsiva al tempo stesso – dell'incontro-scontro con l'altro. Questi temi sono il denaro, la maleducazione – e quindi tutte le questioni legate al riconoscimento – e il traffico.

	Denaro	*Rispetto*	*Traffico*
Turismo come fenomeno positivo	Il turismo genera ricchezza e indotto	I turisti contribuiscono al benessere e sono interessati al Ticino, al suo ambiente e alla sua cultura	
Relativizzazione dei problemi	Il turismo genera anche spese importanti	Quando ci son troppi turisti si creano situazioni difficili da gestire	Vi sono alcuni problemi di traffico, ma la situazione si normalizzerà
Turismo come fenomeno negativo	I turisti sono tirchi e generano poco indotto locale	I campeggiatori abusivi sono maleducati, irrispettosi e teppisti	Il traffico generato dai turisti è insostenibile

Tabella 6. I principali argomenti riguardanti i turisti, divisi per tema e prospettiva. Si noti che per parlare di mancanza di rispetto e maleducazione non ci si rivolge più ai turisti, quanto ai campeggiatori abusivi.

Prima di affrontare direttamente un'analisi più approfondita di questi temi, tentiamo di lasciarli emergere dalla lettura.

La Pasqua: il preludio ad un'estate calda

Durante il periodo pasquale vengono pubblicati una decina di articoli riguardante la questione turistica. In un primo momento, nella cronaca regionale bellinzonese, vengono evidenziate le carenze delle strutture turistiche e ricettive presenti. La conferenza stampa dell'Ente Turistico di Bellinzona e dintorni, discutendo della preparazione del settore per l'anno 1981 solleva infatti la questione della mancanza dei posti letto e

[340] Questo ci porta a riflettere sulle tre possibilità di narrazione che si palesano nell'incontro-scontro fra turisti e residenti, fra identità e alterità. Si può ad esempio dipingere l'Altro come cattivo – che invade, denatura, non rispetta, proprio come i *campeggiatori abusivi* e i *teppisti* – oppure si può presentare l'Altro come buono e Noi come cattivi – nel caso della lotta agli stereotipi, i cattivi sono gli albergatori ticinesi che troppo facilmente prostituiscono e semplificano la propria cultura a turisti che sarebbero in realtà interessati a conoscere il vero Ticino – o, infine, si può comprendere l'incontro-scontro sotto il prisma dell'eguaglianza – per cui il turismo sarebbe, come nei migliori discorsi dell'ETT, un fenomeno positivo che contribuisce all'apertura culturale e avvicina il Cantone al mondo e viceversa. Per un approfondimento sulla questione delle tre dimensioni narrative, si rimanda alla conferenza di Simoni (2016).

della scarsa ricettività dei privati ticinesi – a differenza degli svizzero-tedeschi che possiedono una casa nella regione – ad annunciarsi all'Ente per affittare camere o case di vacanza a turisti. Non solo viene evidenziata una mancanza generale di infrastruttura adatta a sostenere i flussi turistici attesi, ma si insiste pure sulla scarsa predisposizione da parte della popolazione residente a partecipare attivamente alla costruzione di un settore turistico più solido. La risposta alla richiesta di annunciare la propria disponibilità ad affittare privatamente a turisti è infatti insoddisfacente.

> Curioso è notare che dei 45 proprietari [annunciati], ben 28 hanno nomi tedeschi e ben 18 sono domiciliati oltre Gottardo. Si può essere certi che le camere o le case messe a disposizione dei turisti (o di amici e conoscenti in vacanza) sono assai superiori, ma molti (ticinesi?) evitano di annunciarsi per non pagare le tasse di soggiorno e turistiche. (CdT, 1981aa, p. 11)

La diffusa *a*legalità per quel che riguarda gli appartamenti in affitto potrebbe a sua volta rimandare a più elementi che abbiamo già potuto introdurre: sia al difficile rapporto fra la popolazione ticinese e l'autorità centrale – percepita come lontana e ostile – sia alle contraddizioni nei confronti dei turisti, in special modo svizzero-tedeschi.
Sulla stessa lunghezza d'onda, un articolo evidenzia invece come durante il periodo estivo i parcheggi di Lugano siano saturi di turisti, per cui si evince che alla città occorrano nuove e meglio pensate infrastrutture viarie (CdT, 1981d, p. 9). Sabato 18 aprile, in una pagina interamente dedicata al turismo luganese, emergono invece le questioni legate al riconoscimento, sia negli aspetti positivi – il turismo come elemento di apertura culturale e di modernizzazione del Ticino: «vorremmo infatti che Lugano diventasse ancora più internazionale e cosmopolita» (CdT, 1981ab, p. 8) – sia in quelli negativi – ovvero proprio la mancanza di apertura, curiosità e scambio culturale: «vorremmo che i nostri ospiti dedicassero maggiore attenzione agli aspetti culturali della nostra regione, oltre che a clima ed al paesaggio» (CdT, 1981ab, p. 8).
Anche la questione del traffico è poi segnalata e ridimensionata allo stesso tempo: alla dogana di Brogeda «soltanto durante la notte si sono formate per diverse ore colonne di vetture in attesa, ma che non hanno quasi mai superato la lunghezza di un chilometro» (CdT, 1981q, p. 15). Appare tuttavia chiaro che la questione del traffico riveste un'importanza del tutto particolare, specie considerando il fatto che la rete autostradale non è ancora completa – con i conseguenti rallentamenti alle «strozzature» (CdT, 1981b, p. 11).
Il 23 aprile un articolo riporta l'analisi del direttore dell'Ente Ticinese per il Turismo circa la pasqua appena trascorsa.

> Una cifra d'affari di circa 15 milioni di franchi e 150 mila pernottamenti in tre giorni; si aggiunga il movimento (e i proventi) di tipo escursionistico – la «puntatina» di una giornata, specie da parte di italiani e confederati – e potremmo farci un'idea del significato e dell'importanza del turismo nel nostro cantone, segnatamente per il periodo pasquale. (CdT, 1981ad, p. 9)

Già nell'incipit, quest'articolo tenta di smorzare le eventuali polemiche sottolineando invece uno dei tre argomenti principali dei quali avremo modo di vedere altri esempi: il fatto che i turisti generano un indotto importante, fonte di arricchimento per tutto il Cantone. Il titolo stesso dell'articolo – *Qualità nell'offerta turistica e pazienza se nella massa c'è anche il maleducato*… – è al contempo un invito a sdrammatizzare e a volersi concentrare sulla missione dell'Ente – migliorare la qualità del settore – e il riconoscimento franco e schietto degli inevitabili disagi che la presenza di turisti può generare. Sebbene durante i giorni precedenti in Ticino si siano vissute alcune situazioni di tensione – ad esempio viene citata la breve occupazione della stazione di Locarno da parte di motociclisti con un atteggiamento provocatorio – queste non devono però

portare l'opinione pubblica a ritenere che tutti i turisti siano maleducati, aggressivi e portatori di guai. «Nella massa c'è sempre il maleducato. Da qui all'"etichettare", per restare nel caso specifico, tutti i motociclisti come teppisti, il passo è lungo» (CdT, 1981ad, p. 9)! La volontà dell'Ente, fatta propria dalla politica del giornale – che gli dedica peraltro un generoso spazio – è quella di tentare di gestire meglio la quantità di turisti, in modo soprattutto da poter isolare i più turbolenti e minimizzare gli incidenti durante i periodi di forte afflusso.

Il traffico

Nonostante questa volontà, tuttavia, l'argomento del traffico è una presenza costante negli articoli relativi al turismo di quell'anno. L'apertura del traforo del Gottardo, con conseguente aumento dei transiti, mette sotto pressione non solamente l'asse autostradale ma anche quello dei transiti minori – ad esempio si paventa che «l'intasamento viario che colpisce la Leventina dovrebbe riflettersi sulla val di Blenio» (CdT, 1981v, p. 11). Tale opera ingegneristica ha di fatto stravolto completamente l'assetto turistico della Leventina. «Con l'apertura della galleria autostradale del San Gottardo, gli enti turistici della Leventina e della Riviera, sono stati costretti a modificare la loro attività. Infatti, in queste regioni si parla ora, essenzialmente di turismo di passaggio» (CdT, 1981s, p. 11). Il traffico non ha cioè unicamente un'influenza sulla modalità dei trasporti, ma più in generale riguarda il rapporto fra una comunità e la distanza[341], modificandone dunque l'assetto spaziale. Per una valle che faceva del turismo residenziale, di un ambiente pacifico e rilassato il nucleo della propria identità turistica, la costruzione dell'autostrada non poteva non essere uno stravolgimento. «In maniera particolare è venuta a mancare la cosa più importante: la tranquillità. Il continuo passaggio di automobili ha provocato un notevole aumento dell'inquinamento fonico. Inoltre gli intasamenti del traffico sono all'ordine del giorno. Di conseguenza il turista si ferma solo a pranzare» (CdT, 1981s, p. 11). In un Cantone sempre più orientato a proporsi come snodo di transito internazionale, il traffico non ha unicamente effetti negativi sulla mobilità – da cui tutti gli articoli circa «l'ondata proveniente da sud» che supera le «più nere previsioni» (CdT, 1981u, p. 9), il «traffico paralizzato» (CdT, 1981ah, p. 9), le «interminabili code di veicoli» che «rendono insopportabili le strade» (CdT, 1981ag, p. 10), la necessità di fare assolutamente «qualcosa per risolvere il problema del traffico» (CdT, 1981o, p. 6) – ma pure conseguenze durature e profonde sulla conformazione sociale e turistica. Nella nostra prospettiva d'analisi, allora, traffico e turismo sono intimamente legati. Non può esservi turismo senza un aumento del traffico, e questi è destinato ad aumentare anche a causa dei turisti che si dirigono ad altre mete e sono dunque solo di passaggio in Ticino. Al tempo stesso però – come nel caso leventinese – il troppo traffico rischia di essere nocivo per il turismo, e si parla dunque di «turismo e traffico, due realtà ticinesi in contrasto» (CdT, 1981w, p. 11).

In ogni caso, la situazione delle strade ticinesi non è sempre presentata come catastrofica. Certo, per alcuni «sono da compatire i poveri conducenti in transito, intruppati in colonne che non finiscono mai. Ma sono ancor più da compiangere gli abitanti della valle che, volenti o nolenti, devono spostarsi in questa bolgia» (CdT, 1981aj, p. 6); e questo rimanda alla questione della sovranità, giacché la comunità locale si trova obbligata a sopportare le scelte turistiche operate da persone di altre comunità dotate di maggiori capitali economici e di mobilità[342]. Tale prospettiva non è però l'unica: sebbene vanno riconosciuti i problemi legati all'ingente flusso di automobili, si tratta tutto sommato di un aspetto ordinario che va perciò normalizzato. Sia il traffico che l'esistenza di ingerenze esterne nella vita della comunità sono infatti elementi che

[341] E cioè tutta la dimensione spaziale della comunità (Lussault, 2007, p. 35).

[342] Per il concetto di «capitale spaziale» vedansi Lévy (2000) e Rérat and Lees (2011). Al tempo stesso il tema rimanda alla più ampia questione dell'integrazione di un territorio in qualità di zona funzionale in uno spazio più ampio, con le problematiche e i cambiamenti che tale trasformazione comporta.

attraversano – in modalità distinte – tutta la storia umana. Ora, è chiaro che per il Ticino degli anni '80 l'apertura della galleria del Gottardo e la costruzione dell'autostrada costituivano una novità – non si era forse così abituati alla presenza così massiccia di vetture sulle strade – ma tale novità era destinata a normalizzarsi. In quest'ottica, alcuni articoli minimizzano la portata del traffico, tentando così di sdrammatizzare la situazione facendo evolvere – modernizzando – la prospettiva dei ticinesi. Vi possono insomma essere situazioni di «traffico intenso ma senza punte allarmanti» (CdT, 1981ah, p. 9), in cui si dimostra che la rete stradale, se sfruttata in modo razionale, può sopportare senza troppi problemi dei grandi afflussi di veicoli.

Un caso particolare, che però appare forse sintomatico della situazione generale, riguarda un intervento della polizia stradale. Il caso è emerso pubblicamente il 30 luglio, ma l'articolo parla di un episodio accaduto la domenica precedente e non divulgato dalla polizia (CdT, 1981a, p. 8). Verso le 20, un automobilista lucernese compie un'infrazione. Un'autopattuglia della polizia si pone al suo inseguimento, senza però accendere le sirene. Il turista, ignaro di tutto si ferma a Faido in colonna, vedendo poi la macchina della polizia precipitarsi su di lui, non riuscire a frenare e schiantarsi contro un muro.

> Macchine semidistrutte, quindi, ma il peggio doveva ancora venire. Infatti uno dei poliziotti si avvicinava alla macchina del lucernese e strattonava fuori dall'abitacolo il conducente, percuotendolo e insultandolo. Infine l'uomo veniva trasferito al comando di polizia. L'episodio ha lasciato sbigottiti i numerosi testimoni oculari, per la crudezza dell'intervento degli agenti. (CdT, 1981a, p. 8)

Questo episodio è stato al centro di un corto ma intenso dibattito sul *Corriere*. Il presidente dell'Ente Turistico Leventinese ha infatti pubblicato una lettera affermando che «man mano che il traffico è andato aumentando, si manifestano carenze professionali e comportamentali. In generale la Polstrada non è all'altezza del suo compito» (CdT, 1981z, p. 9). A questa presa di posizione, il comandante della polizia stradale replica chiedendo comprensione per l'operato e l'impegno dei suoi agenti, confrontati a sfide sempre maggiori (CdT, 1981l, p. 8), e il *Corriere* stesso risponde indirettamente pubblicando un articolo intitolato «Quando la polizia aiuta i turisti…» (CdT, 1981ae, p. 7). Pure il presidente dell'ETT e il vicepresidente dell'ETL prendono infine pubblicamente posizione, tendendo a «sdrammatizzare la polemica» e concedendo «alla polizia ampia comprensione» (CdT, 1981r, p. 10). La questione è stata sovradimensionata, secondo il vicepresidente dell'ETL, a causa dell'«esasperazione per il traffico notoriamente difficile attraverso la Leventina» (CdT, 1981r, p. 10). Questo dovrebbe già di per sé essere indizio di quanto la questione del traffico colpisca al cuore la vita delle comunità leventinese – e più in generale ticinese – e contribuisca a generare un certo malcontento. Ancor più interessante è però la presa di posizione di Marco Solari, presidente dell'Ente Ticinese per il Turismo. Egli infatti afferma pubblicamente che

> se il giovane agente, dopo aver infine potuto bloccare l'automobilista confederato, lo ha trattato, contrariamente ai severi regolamenti interni, un po' rudemente, non le nascondo che la mia personale simpatia va, ciò malgrado, al poliziotto. Turisti che credono che a sud del Gottardo tutto è permesso, è meglio perderli che trovarli. (CdT, 1981r, p. 10)

Questa presa di posizione è assai esplicita rispetto alla questione identitaria, e mostra come – anche nel caso del traffico – siano in gioco elementi che toccano in profondità l'essenza stessa di una comunità. Che il turista svizzero-tedesco non rispetti il codice stradale mentre si trova in territorio ticinese richiama così, in quest'ottica politica, un comportamento vessatorio e la relazione fra impero e colonie. Questo genere di comportamenti va dunque impedito in tutti i modi, affinché il turismo possa esprimersi nella conoscenza e

nel rispetto della comunità ospitante. Al tempo stesso, una simile presa di posizione vuole mostrare pubblicamente che l'ETT è schierato per la difesa dell'identità ticinese e contro gli eccessi di *teppisti* e *maleducati*, tentando però al contempo di evitare la generalizzazione secondo cui tutti i turisti – creatori di traffico – appartengano a queste categorie.
Interessante, a proposito del traffico, citare un articolo sul turismo in valle di Blenio. Questa zona del Cantone è stata infatti risparmiata dagli stravolgimenti causati dall'autostrada nella vicina Leventina. Ciò nonostante, i residenti dimostrano una certa insofferenza verso ai turisti di passaggio. Il giornalista tenta perciò esplicitamente di sottolineare le differenze fra la percezione dei residenti e quella di un osservatore esterno.

> «Rispetto agli altri anni registriamo un intenso traffico di scorrimento» ci risponde il dott. Remo Martinoli, presidente dell'Ente turistico vallerano. «La colpa è degli intasamenti in Leventina, che invitano a dirottare sul Lucomagno». In realtà a noi, che ieri pomeriggio eravamo rimasti intrappolati nelle colonne della Riviera, le strade bleniesi sembrano deliziosamente deserte… Questione di punti di vista. Qualcuno comunque si lamenta per la quiete violata, altri si rallegrano: gli albergatori, i ristoratori, i commercianti che fanno ottimi affari col cosiddetto «passaggio». (CdT, 1981n)

Non solo si sdrammatizzano i problemi legati al traffico – affermando che nella percezione del fenomeno vi sono spesso prospettive distorte[343] – ma si sottolineano altresì le ricadute economiche del turismo di transito. L'articolo sembra insomma sostenere, implicitamente, che data l'inevitabilità dei fenomeni legati al transito dei turisti, il Ticino dovrebbe tentare di approfittarne il più possibile: si tratta esattamente della posizione difesa dall'ETT in quegli anni.

L'indotto turistico

A tenere banco non sono però unicamente i discorsi sul traffico. Pure lo *status* dei turisti in quanto attori economici è discusso a lungo. Sebbene alcuni commercianti affermino senza mezzi termini che «ci vogliono quattro turisti per fare un cliente decente» (CdT, 1981ai, p. 7), in generale le opinioni espresse dal Corriere del Ticino sono piuttosto propense a presentare il turista come fonte di ricchezza per il Cantone[344]. Così, un articolo suggerisce che bisognerebbe chiedersi: «il turista non spende perché è tirchio, perché non ha interessi, oppure perché non si riesce a suscitare in lui il desiderio di comperare» (CdT, 1981ai, p. 7)? Ecco riemergere una questione fondamentale: il turismo è portatore di ricchezza solo a patto di modernizzarne l'offerta: il turismo è perciò presentato come vettore di modernizzazione e urbanizzazione del Cantone. In quest'ottica è la comunità locale a doversi adoperare per non sprecare le opportunità che le vengono offerte dal turismo[345]. La prospettiva secondo cui i turisti sarebbero tirchi risponderebbe allora alla mancanza di imprenditorialità mostrata da parte dei commercianti ticinesi, alla loro chiusura mentale. La volontà di chiusura non dipenderebbe perciò dai difetti degli *altri*, ma dei membri alla comunità, manifestando così una tendenza regressiva e reazionaria[346].

---

[343] Interessante ricollegare questi due punti di vista con quanto analizzato nel dibattito sul Parc Adula: anche in quel caso v'era chi – sostenendo implicitamente l'inevitabilità dei cambiamenti legati all'urbanizzazione e all'interconnessione – tentava di presentare gli aspetti positivi e le opportunità legati all'evoluzione socio-territoriale, e chi invece la interpretava unicamente come peggioramento della situazione per la popolazione locale.
[344] Pure nei discorsi dell'ETT era presente la questione economica, e i suoi dirigenti a più riprese hanno tentato di rivendicare l'importanza del settore turistico per il benessere del Cantone (CdT, 1981ad, p. 9; Cotti, 1981).
[345] Di nuovo, si tratta degli stessi temi emersi nel corso del dibattito sul Parc Adula.
[346] Emerge insomma l'idea dei due spiriti della popolazione ticinese – che è mossa sia da una spinta all'apertura e alla modernizzazione che da una regressiva e ostile alle novità e all'alterità – che ha costituito l'ossatura meta-storica per giustificare il PD 90.

Come abbiamo già osservato, poi, la dimensione economica non viene presentata come un fenomeno slegato dalle altre manifestazioni del turismo. Essa è anzi mobilitata per difendere gli effetti benefici di questo settore e relativizzarne i problemi, in special modo rispetto al traffico. Così, ad esempio, vi sono articoli che sostengono che «i turisti in transito spendono…» (CdT, 1981j, p. 9) e che evidenziano come le differenze nazionali sul prezzo della benzina portino molti turisti a fare il pieno in Ticino (CdT, 1981g, p. 13). Anche in questo caso si avverte la tendenza a sminuire i problemi legati al turismo e ad appoggiare la prospettiva difesa dall'ETT.

Il rispetto

Vale dunque la pena introdurre la terza grande problematica sollevata dagli articoli: la maleducazione. Per farlo, però, occorre parlare della questione dei campeggiatori abusivi e più in generale dei campeggi. Queste strutture para-alberghiere conoscono infatti in quegli anni una vera e propria crescita esponenziale, al punto che lo stesso ETT si era chinato esplicitamente sulla questione, proponendo un freno all'apertura di simili strutture (Cotti, 1981, p. 2). L'arrivo in massa di vacanzieri, già nel periodo pasquale, ha portato non solo turisti classici interessati alle strutture alberghiere tradizionali, ma anche molti campeggiatori e giovani. Queste due categorie risultano essere più problematiche da gestire da parte degli operatori turistici. Già a pasqua, infatti, viene percepita una certa tensione, che viene riconosciuta dai dirigenti politici dell'ETT: «Cotti ammette che cominciano a crearsi frizioni con la popolazione» (CdT, 1981e, p. 7).

Di fronte alla mancanza di posti disponibili, molti turisti optano infatti per il campeggio selvaggio o abusivo, parcheggiando roulotte e camper in spazi non adibiti, occupando le rive dei fiumi e i prati con le proprie tende. «Quello causato dai campeggiatori abusivi è uno dei grossi problemi che preoccupano la Vallemaggia soprattutto nel periodo estivo» (CdT, 1981h, p. 10) recita un articolo. Si tratta di un problema particolarmente acuto nel Locarnese, regione nella quale le autorità hanno dovuto «predisporre dei "campeggi di emergenza"» per fronteggiare la «marea di vacanzieri» (CdT, 1981ak, p. 9). Infatti, durante l'estate, la zona «"ribolle" letteralmente di turisti: la popolazione si moltiplica e a volte le strutture scricchiolano, ci sono incrinature nei rapporti tra popolazione e turisti e, raramente per fortuna, si arriva ai ferri corti» (CdT, 1981ag, p. 10).

La mancanza di posti disponibili nei campeggi viene affrontata in tre modi distinti secondo il Corriere: v'è chi decide di ripartire, chi rimane in attesa che si liberi un posto – atteggiamento tipico dei gruppi familiari – e chi infine decide di praticare il campeggio selvaggio – opzione preferita dai giovani. Per sopperire ai problemi d'ordine causati da quest'*invasione*, in alcuni comuni «è stato potenziato il servizio di polizia, con l'impiego di agenti privati che vengono pagati direttamente dai campeggiatori» (CdT, 1981ag, p. 10). La soluzione però è temporanea e parziale. Da un lato, infatti, sono i campeggiatori «legali» a dover finanziare un servizio d'ordine indirizzato soprattutto a prevenire i problemi causati dall'eccesso di turisti; dall'altro, l'operato dei poliziotti si rivela spesso «vano in quanto i campeggiatori dispostissimi a far fagotto appena vedono una divisa, se ne ritornano tranquilli al proprio posto non appena gli agenti si allontanano» (CdT, 1981i, p. 9).

Nel Locarnese, dunque la «piaga dei campeggiatori abusivi» (CdT, 1981p, p. 13) è al centro dell'attenzione degli operatori turistici e delle autorità pubbliche. Durante l'estate viene infatti lanciata

> l'offensiva contro i campeggiatori abusivi: un fenomeno (si ripete ogni anno sia durante l'alta stagione sia durante le vacanze pasquali) che da qualche tempo ha assunto dimensioni preoccupanti. Del problema si erano già interessati negli anni scorsi, senza tuttavia trovare soluzioni soddisfacenti, sia le autorità dei comuni maggiormente colpiti (quelli di Locarno, delle Terre di Pedemonte e della Vallemaggia) sia gli enti turistici del Locarnese e le autorità di polizia. Purtroppo la situazione, che preoccupa anche gli organi dirigenti dell'Ente ticinese per il turismo, non solo non è

> migliorata dopo i ripetuti interventi della polizia e degli operatori turistici, che avevano tentato invano di porvi rimedio cercando di convincere gli ospiti indisciplinati a spostarsi nelle aree di campeggio ufficialmente riconosciute, ma è addirittura diventata insostenibile soprattutto dopo l'apertura della galleria autostradale del San Gottardo. (CdT, 1981t, p. 11)

Non si tratta unicamente di un'«ingiustizia nei confronti di chi paga regolarmente la tassa di soggiorno» ma anche di una questione d'ordine spaziale. Infatti, il campeggiatore abusivo «se ne infischia dei problemi che crea, primo fra tutti quello di carattere igienico-sanitario, e che sottrae alla popolazione indigena e al turista che "paga" dei luoghi e degli spazi che proprio per la loro bellezza dovrebbero rimanere a disposizione di tutti» (CdT, 1981t, p. 11). Grazie a questa categorizzazione morale si può capire come il campeggiatore abusivo rappresenti – agli occhi del Corriere, ma anche dell'ETT – il simbolo di ciò che v'è di spaventoso e terribile nel turismo: la colonizzazione, l'arroganza, la mancanza di rispetto[347], l'occupazione di spazi (CdT, 1982, p. 13) e l'asservimento della popolazione locale. Si comprende allora come mai, negli articoli di giornale in modo implicito e da parte delle autorità in modo esplicito, vi sia una certa tendenza a voler ben separare le figure del turista e del campeggiatore abusivo.

Questa divisione scagiona da ogni colpa chiaramente anche chi pratica il campeggio ufficiale. Mentre nel Locarnese è la figura del campeggiatore abusivo a dominare le narrazioni, in altre zone del Cantone i campeggiatori ufficiali sono presentati come turisti rispettosi e benigni. In val di Blenio ad esempio, essi non creano nessun problema ai residenti. «Per qualche settimana ogni anno, Campo Blenio, Ghirone, Aquila, Torre subiscono la pacifica invasione di giovani (in generale i campeggi sono organizzati da associazioni giovanili o da organizzazioni scientifiche) accampati nelle vicinanze» (CdT, 1981ac, p. 9). Questi campeggi, organizzati e pacifici, non disturbano troppo la vita della valle, nonostante la mancanza cronica di infrastrutture ricreative – ivi comprese quelle secondarie (CdT, 1981ac, p. 9).

Questa mancanza presenta due effetti opposti: da un lato contribuisce all'isolamento della valle e alla sua scarsa attrattività, dall'altra – proprio per questo – la protegge dall'*invasione*.

> L'isolamento della valle, tanto deprecato in passato, sta diventando oggi un valore a difendere e da salvaguardare. Lo ammettono molti bleniesi, lo dicono pure (e si capisce) molti vacanzieri che, facendo i confronti con altre valli invase da stranieri, qui si sentono dei privilegiati. Poiché – ed è questa una caratteristica della valle di Blenio – l'ospite (sia estivo che invernale) è in grande maggioranza ticinese. (CdT, 1981n, p. 9)

L'isolamento geografico e l'assenza di infrastrutture – risultanti in una minor attrattività turistica – sono ciò che permette di meglio conservare tracce del passato. A sua volta, questo patrimonio diventa attrattivo per gli altri ticinesi, che si recano nella valle a trascorrere le proprie vacanze. La questione del turismo solleva insomma anche interrogativi circa la fruibilità dello spazio da parte dei residenti. I *locali*, nelle regioni a forte vocazione turistica, possono infatti percepire l'afflusso di turisti come un'*invasione* vera e propria, vedendo ridursi – durante l'alta stagione – gli spazi e i servizi a propria disposizione. Così, ad Ascona «perde terreno la popolazione ticinese nei confronti di quella confederata e straniera» (CdT, 1981af, p. 11), mentre a Chiasso il municipio imposta una politica tariffaria sfavorevole ai non residenti nelle piscine pubbliche «per evitare gli eccessivi affollamenti del passato, che creavano problemi di disciplina e di sorveglianza» (CdT, 1981x,

[347] A Lugano si registrano piccoli «incidenti al parco Civico, con la messa a fuoco del pianoforte e la distruzione di alcune sedie» (CdT, 1981c, p. 7).

p. 9) e a Lugano si constata che «dopo il Ferragosto il Lido ridiventa luganese[348]» (CdT, 1981f, p. 7). Possiamo dunque comprendere il contesto nel quale il Direttore dell'ETT Solari afferma pubblicamente che

> in questo paese la cui identità culturale, le cui tradizioni, il cui modo di pensare, la cui lingua sono minacciati da trasformazioni strutturali – non si passa impunemente in meno di una generazione dall'aratro alla penna stilografica –, in questa nostra società particolarmente soggetta alle influenze esterne, il turismo non può e non deve contribuire ad appesantire una situazione già allarmante. (CdT, 1981m, p. 9)

I turisti sono infatti portatori di nuove entrate – che già di per sé modificano l'assetto tradizionale delle pratiche sociali – ma anche e soprattutto di nuove idee, mentalità e bisogni. Una società tutto sommato ancora in via d'urbanizzazione come quella ticinese non può che venir pesantemente influenzata dall'arrivo in massa di estranei che ogni anno si riversano per alcuni mesi nel suo territorio. Questi cambiamenti – apprezzati dalla Lugano che si sente sempre più urbana e cosmopolita (CdT, 1981ab, p. 8) – spaventano i dirigenti dell'ETT, i quali si esprimono anche circa i nuovi usi e costumi alimentari. «In particolare preoccupano il proliferare di "pizzerie" e l'arrivo in Ticino di ristoranti tipo "Fast-Food" (specializzati in hamburger) e di veicoli-chiosco ambulanti con patate fritte, bratwurst, ecc. Da esaminare pure le denominazioni che devono rispettare l'italianità e il buon gusto» (CdT, 1981y, p. 9). La presenza dei turisti può insomma farsi culturalmente e politicamente pericolosa, poiché essi – in qualità di attori economici di primo piano – favoriscono lo sviluppo di pratiche cosmopolite, modificando l'assetto culturale e sociale locale. Non è tanto la modernizzazione dei costumi in sé a spaventare l'ETT – che favorisce e approva l'urbanizzazione e l'apertura del Cantone – quanto il fatto che la comprensione della realtà ticinese del turista «non necessariamente collima sempre con la realtà acquisita di chi vive [in loco]» (CdT, 1981c, p. 7). Questa divergenza di prospettive e di interessi, sommata all'importanza economica dei turisti, può contribuire allora ad uno sviluppo socio-culturale incontrollato da parte dei residenti, con una perdita anche importante di sovranità.

Tentando di riassumere le questioni emerse, possiamo dire che il 1981 è stato un anno fondamentale per il turismo e l'identità ticinese. Con l'apertura del Gottardo e il concorrere di diversi fattori infatti, il Ticino ha sperimentato per la prima volta una vera e propria *invasione* turistica, con tutte le tensioni ad essa legate. Proviamo a riassumerle. Innanzitutto, i punti cruciali attorno a cui si giocano i discorsi sono fondamentalmente tre: il traffico, l'indotto e il rispetto. Mentre quest'ultima questione rimanda al tema del riconoscimento, e dunque dell'esistenza simbolica e immateriale della vita comunitaria[349], quelle del denaro e del traffico rinviano piuttosto alle condizioni materiali d'esistenza della comunità – e più specificamente a questioni d'ordine spaziale: la possibilità di mobilità e l'accessibilità di spazi e servizi. Si tratta insomma di temi che toccano in profondità l'essenza stessa di una comunità, dei suoi modi di vita e dunque delle sue caratteristiche peculiari, che la rendono ciò che è.

A questo va aggiunto che in generale sia le autorità che i giornali tendono a separare concettualmente i turisti – che generano traffico ma portano anche soldi e sono relativamente interessati al patrimonio non solo naturalistico ma anche culturale del Cantone – dai campeggiatori abusivi e dagli scalmanati – irrispettosi, maleducati, generatori di traffico e approfittatori, poiché non solo occupano del suolo pregiato privando così

[348] Il che implica, evidentemente, che prima e durante il Ferragosto il Lido non era più a disposizione dei luganesi perché occupato da troppi turisti.

[349] Ecco ad esempio che se il *topless* discreto al lido di Lugano non genera ormai più scalpore (CdT, 1981f, p. 7), il nudismo in un rigagnolo accanto a una strada nel Mendrisiotto è invece fonte di sdegno (CdT, 1981k, p. 11), poiché infrange in modo esplicito le norme di funzionamento sociale e comunitario adottando un comportamento ritenuto non consono e inadatto al luogo.

il resto della popolazione dal suo usufrutto, ma anche perché non spendono e anzi spesso inquinano, generando pure costi ulteriori e abbassando sia il livello del turismo che la qualità di vita dei residenti. Questo tentativo di separazione concettuale, operato in concerto da ETT e Corriere, serve a evitare che l'ira della popolazione si rivolga verso l'insieme del settore turistico. Al contempo, come già osservato nei discorsi dell'ETT, in quegli anni v'è una volontà di fissare limiti quantitativi anche al turismo benigno, affinché non metta troppo sotto pressione il tessuto socio-territoriale ticinese.
Un ultimo accenno va infine alla sensibilità dei dirigenti degli Enti turistici per la salvaguardia della cultura ticinese non solo dall'influenza turistica – in special modo dalla lingua tedesca – ma anche dal più generale emergere di una nuova società urbana – con correlata apparizione di pizzerie e *fast food*. Gli anni '80 segnano dunque l'entrata della società ticinese in una fase urbana, in un contesto nel quale l'autorità pubblica si sente impreparata a gestire i flussi e le nuove sollecitazioni. Da qui la cautela e il tentativo di una pianificazione turistica solida, affinché il turismo possa essere un elemento d'arricchimento e non di asservimento della popolazione ticinese.

3.2.2 2017: Le Maldive di Milano e l'esasperazione dell'infraurbano

Motore di ricerca: Google
Giornali: Corriere del Ticino, laRegione, TicinoNews, Ticinonline
Keywords: Verzasca, Maldive di Milano, Turisti
Timeline: 01.07.2017-31.12.2017

Il 2017 è stato un anno turisticamente importante per il Ticino, che ha assistito alla seconda *invasione turistica* della sua storia recente. Abbiamo già potuto osservare come il web costituisca un immenso spazio di mobilitazione (Ferraris, 2016). Attraverso il web si gestisce una forza lavoro in costante crescita. Al tempo stesso, tale forza lavoro necessita di un tempo di riposo per poter continuare ad essere efficace. Così, come già avevano sottolineato nel secolo scorso, «l'*amusement* è il prolungamento del lavoro nell'epoca del tardo capitalismo» (Horkheimer & Adorno, 2010, p. 145). Il web, come spazio di mobilitazione e dunque di lavoro, deve dunque contribuire anche allo svago – funzionale alla riproduzione del lavoro. Grazie all'importante capacità di mobilitazione, dunque, il web trasforma anche le dinamiche turistiche, canalizzando i vari flussi e permettendo un più rapido e radicale ciclo di produzione-distruzione-riproduzione degli spazi turistici a livello mondiale. Nel 2017 il Ticino ha esperito la forza di mobilitazione del web[350].
A inizio luglio, un ragazzo lombardo, in arte Capedit, pubblica un video sulla piattaforma di condivisione Youtube, nel quale assieme ad alcuni amici decanta le bellezze di una zona della val Verzasca – nei pressi di Lavertezzo – che ribattezza *le Maldive a un'ora da Milano*.

[350] Il caso del 1981 ha mostrato come le autorità ritenessero ancora giovane e immatura la società urbana ticinese. L'importanza di un fenomeno turistico nato sul web nel 2017 potrebbe allora essere presa come dimostrazione dell'avvenuta integrazione del Ticino nella rete urbana mondiale.



Lavertezzo visto da Nord.

Le pozze delle “Maldive di Milano”

Mosè Cometta

CC BY SA

2019

Il video diventa presto virale: «nello spazio di un giorno il video, pubblicato da Capedit, ha raccolto oltre un milione di visualizzazioni» (TN, 2017d). Inizia così un periodo breve ma intenso di turismo di massa e di giornata, che fa riemergere con forza il dibattito circa il turismo e i suoi effetti sulla comunità.

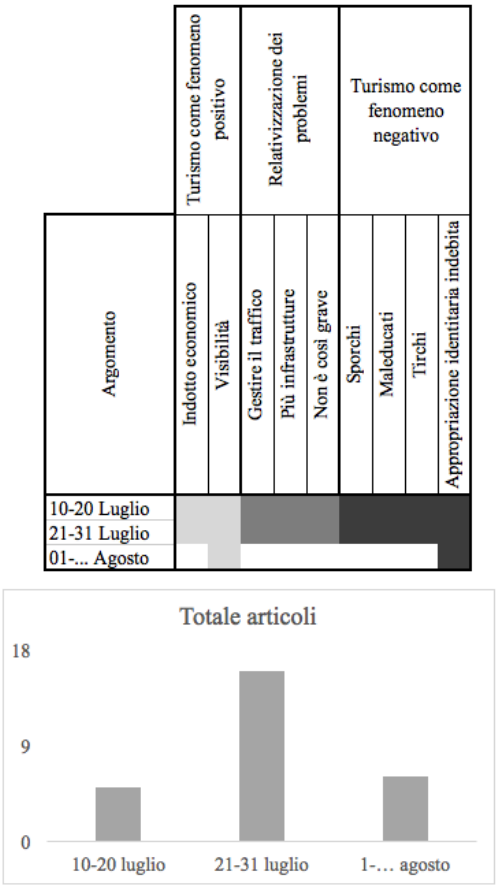


Figura 85. L'evoluzione cronologica dei vari argomenti sollevati, divisi nei tre gradienti (favorevole, neutro e contrario al turismo). Si noti la rapidità che ha caratterizzato questo fenomeno, durato unicamente tre settimane. Proprio la breve durata e l'estrema intensità – caratteristiche tipiche dei fenomeni web (Han, 2015b) – hanno fatto sì che si esponessero e sviluppassero immediatamente tutti gli argomenti. Interessante però notare come solo la questione identitaria – sia nella vertente visibilità che per quanto riguarda l'appartenenza della valle – è stata dibattuta più a lungo, dimostrando di essere il tema soggiacente all'intero dibattito.

Ma tentiamo di procedere con ordine. La val Verzasca, teatro di queste vicissitudini, è una valle alpina che nei suoi 25 km di lunghezza accoglie circa 4'000 abitanti, tra cui il villaggio meno popoloso della Svizzera[351] (USTAT, 2018d).

[351] Il comune di Corippo, che nel 2017 contava 12 abitanti. La valle è attualmente in fase di trasformazione istituzionale, avendo accettato la popolazione un processo di aggregazione comunale che porterà nel 2020 al Comune unico di Verzasca.

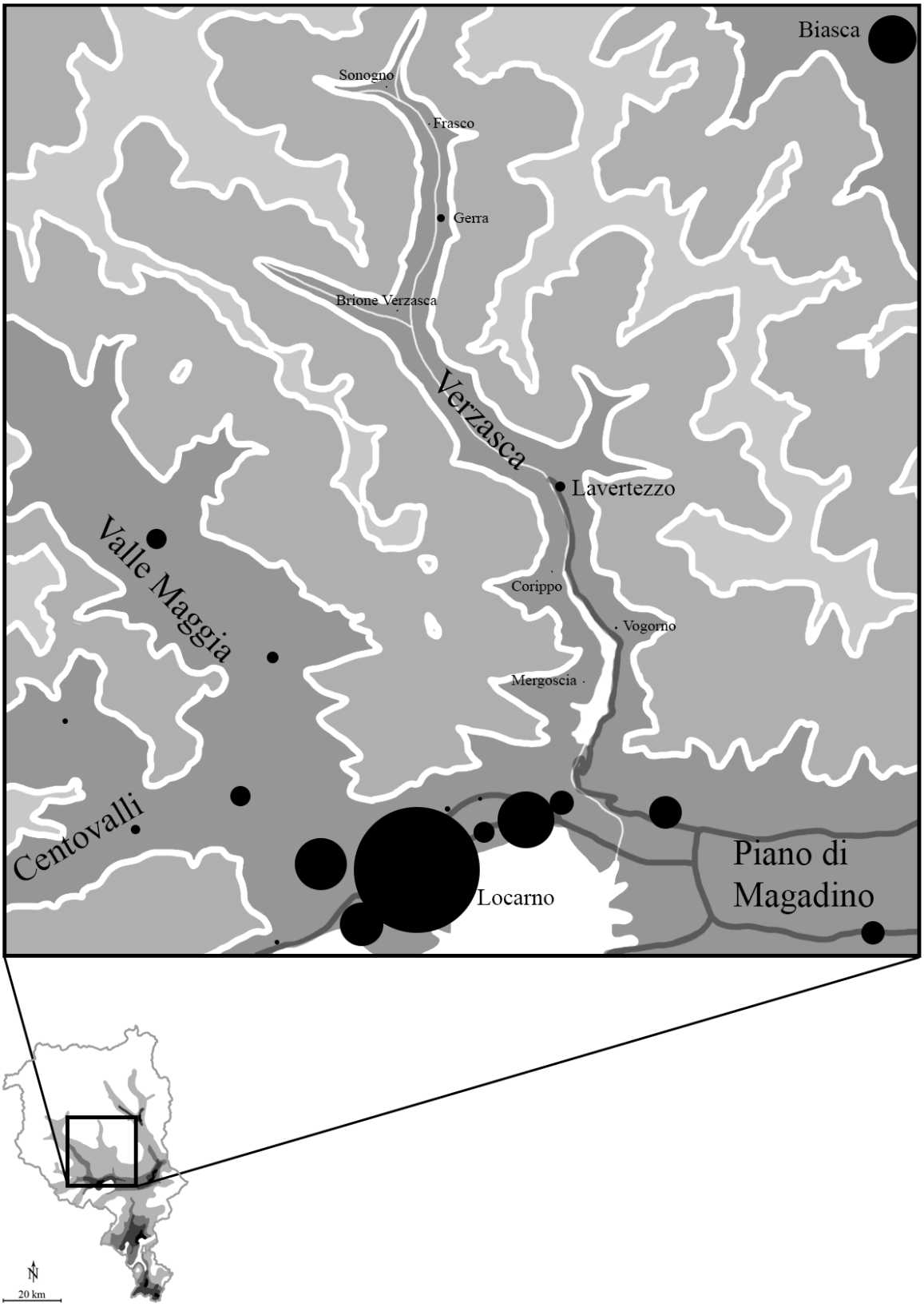


Figura 86. La demografia e i rilievi della Verzasca. I cerchi rappresentano i comuni ticinesi e la rispettiva popolazione. Il territorio è colorato per segnalare le aree al di sotto dei 1000m (più scure), quelle fra i 1000m e i 2000m (più chiare) e quelle al di sopra dei 2000m (chiare). In bianco il Lago Maggiore e il Lago artificiale di Vogorno. Sono altresì segnalate le principali strade che portano a Lavertezzo dal resto del Cantone. Elaborazione propria a partire da (USTAT, 2018c)

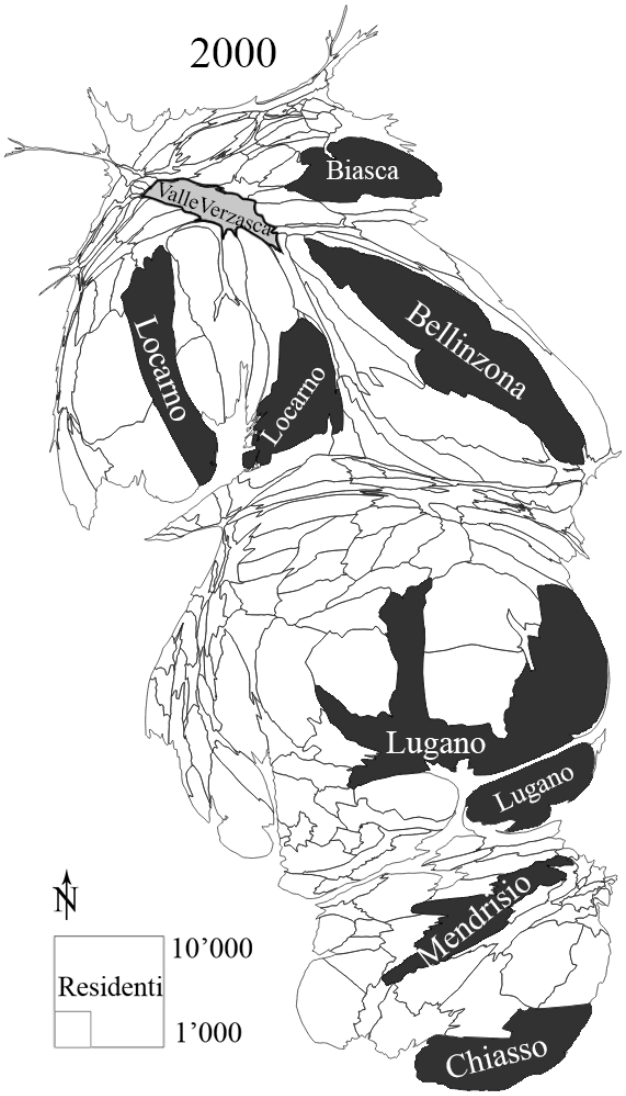


Figura 87. La val Verzasca. Anamorfosi del Ticino in base alla popolazione. Fonte: (USTAT, 2018d). Elaborazione di Raphaël Bubloz con ScapeToad, dati: SwissTopo GG25/2004, DV084371. La superficie dei Comuni non è proporzionale ai km^2, ma al peso demografico. Si noti che parte del peso demografico è dato dalle exclavi dei comuni di Lavertezzo e Gerra sul piano di Magadino. Considerando unicamente i residenti in valle, la dimensione sarebbe minore.

Il suo territorio si estende dai 470 metri d’altitudine del Lago di Vogorno fino ai 2864 metri del pizzo Barone, ed è segnato da forti dislivelli che cingono lo stretto fondovalle. Questa valle ha una storia fortemente segnata dalla povertà e dall’emigrazione.

> Le attività principali della popolazione erano l’allevamento e la pastorizia, praticati fin dal Medio Evo in un regime di transumanza. Ciò portava le famiglie a trasferirsi più volte durante l’anno: dal villaggio al piano per l’inverno, poi verso i monti e l’alpe durante il resto dell’anno. Meno frequenti erano gli spostamenti dei pastori verso i pascoli della val Resa, del Luganese o della Mesolcina nei mesi invernali. Queste attività si combinavano con diverse forme di emigrazione maschile: stagionale (fin dal XVI sec. domestici, spazzacamini, muratori e braccianti lavoravano in inverno nei Paesi confinanti) e definitiva (dal 1850 soprattutto oltreoceano, la metà degli emigranti locarnesi provenivano dalla Verzasca). La popolazione ebbe a lungo la fama di essere «selvaggia e ribelle». In valle si praticava una stretta autarchia sia nel vitto sia nell’abbigliamento e negli attrezzi; i prodotti eccedenti venivano venduti al mercato di Locarno. (DSS, 2015)

In questa valle, fondamentalmente periferica e non connessa ai grandi flussi di transito – né sufficientemente attrattiva, almeno nell'alta valle, per la speculazione edilizia e lo sprawl urbano – si è sviluppato a partire dagli anni '70-'80 «il turismo, soprattutto quello di giornata» (DSS, 2015). Il contesto alpino quasi intonso, unito alla relativa vicinanza – da una prospettiva turistica e non residenziale – delle vie di comunicazione principali e al clima del sud delle Alpi ha favorito un turismo prevalentemente estivo.

Se la popolazione è in questo senso abituata alla presenza di turisti (USTAT, 2017b), essa non lo era però – alla luce di quanto osserveremo – agli effetti scatenati dal video pubblicitario di Capedit. I media digitali cantonali hanno sin dai primi giorni sottolineato che quest'iniziativa non contava con l'appoggio incondizionato della popolazione[352]. «Soprattutto alle nostre latitudini, però, non tutti hanno gradito in quanto il "magnifico Canyon attraversato da acque color smeraldo a 1 ora da Milano e 45 minuti da Varese" non si trova nella Bassa Padana, bensì in Valle Verzasca» (TN, 2017d). In queste affermazioni emerge già il nucleo di una polemica destinata a protrarsi per tutta la durata del fenomeno.

Anche in questo caso è stato possibile tracciare una tabella analitica per permettere una miglior comprensione del dibattito. Essa è sorprendentemente vicina a quella che emergeva nel dibattito del 1981.

	Denaro	*Rispetto*	*Traffico*
Turismo come fenomeno positivo	Il turismo genera indotto	Il turismo genera visibilità per la regione	
Relativizzazione dei problemi	Le spese generate non sono eccessive	I maleducati sono in pochi	Vi sono alcuni problemi di traffico, ma la situazione si normalizzerà
Turismo come fenomeno negativo	I turisti di giornata sono tirchi e generano costi	Differenza fra italiani e svizzero-tedeschi	Il traffico generato dai turisti è insostenibile

Tabella 7. I principali argomenti riguardanti i turisti, divisi per tema e prospettiva. Si noti la vicinanza ai temi emersi nell'ambito dell'analisi del caso del 1981.

Il traffico

A partire dalla viralizzazione del video, sempre più persone provenienti dall'area Lombarda si recano in visita alla valle. La difficoltà di raggiungere il luogo con un sistema efficiente e rapido di mezzi pubblici, e probabilmente anche la cultura dell'*automobilità* tipica dell'Italia, hanno contribuito sicuramente ad accrescere il traffico dei turisti di giornata. I giornali riportano prontamente gli effetti del video. Fra questi, quello più materialmente tangibile è il traffico. La Verzasca «negli ultimi giorni già si trova a gestire con difficoltà l'afflusso di visitatori» (laRegione, 2017a), al punto che «chi c'era racconta di aver temuto il black out viario tanto era grande il caos lungo la strada che porta alle diverse pozze della valle» (TN, 2017b). Nei primi giorni dopo la pubblicazione del video, insomma, la valle e le autorità sono prese completamente in contropiede dalla folla di turisti che si accalca tra le strade e il fiume. Il malcontento serpeggia e ci si affretta

[352] Come possiamo comprendere, i media digitali hanno – in special modo in un contesto di competizione economica fra diverse testate – tendenza ad esacerbare polemiche e voler sottolineare i disaccordi per poter ottenere una maggior visibilità. Se negli anni '80 pareva esserci una quasi sudditanza del *Corriere* rispetto all'Ente turistico, nel 2017 i media digitali hanno invece buon gioco a sottolineare a più riprese le polemiche. Occorre dunque mantenere una certa cautela e un approccio critico rispetto alle affermazioni di tali testate: esse non sono frutto di una descrizione neutra della realtà.

a tentare di gestire meglio l'afflusso di veicoli. Rampazzi, presidente di Ticino Turismo, lancia una proposta: «Apriamo delle aree di parcheggio a pagamento sul fondovalle, a Gordola ad esempio, così in un colpo solo liberiamo la valle dal caos dei posteggi selvaggi e incassiamo comunque quei soldi da questi turisti poco propensi a lasciare euro sul posto» (TN, 2017f). Pure la Fondazione Verzasca, una sorta di agenzia di sviluppo fondata dai comuni della valle, si è mossa con una serie di interventi fra cui la posa di cartelli, l'assunzione di personale supplementare per gestire il traffico e «la creazione di un'area di posteggio temporanea supplementare» (TN, 2017e).
La rapidità dell'intervento, a detta di alcuni, ha risolto il problema del traffico in valle.

> Il primo weekend dopo la pubblicazione del video, il 10 luglio scorso, ha visto un afflusso quasi ingestibile di nuovi turisti italiani. Ingestibile soprattutto per quanto riguarda la circolazione stradale. Ma la settimana successiva si è corsi ai ripari con la presenza di agenti che hanno regolato l'intenso traffico di veicoli in Valle. La situazione, a detta di tutti, è sensibilmente migliorata. (CdT, 2017b)

Nonostante il continuo richiamo a non parcheggiare al di fuori delle strutture predisposte (CdT, 2017a), il problema legato al traffico sembra tutto sommato risolto, almeno nei suoi aspetti legali.

> L'introduzione delle nuove norme dimostra che la situazione è sotto controllo: «Ora abbiamo personale in entrata per gestire il traffico, sulle aree di parcheggio, dirottiamo i veicoli anche in alta valle, dove i posti per fare il bagno sono anche migliori di Lavertezzo, e le contravvenzioni sono crollate da 300 a 14 da una settimana all'altra» aggiunge il capo dell'esecutivo. (laRegione, 2017b)

Il traffico, come elemento perturbatore della vita comune in valle, è solo uno degli elementi attorno ai quali si scatena il dibattito.

L'indotto turistico

Fra gli osservatori più polemici si sottolinea lo scarso indotto economico che questi turisti di giornata genererebbero. Essi sono infatti accusati di non voler spendere neanche un franco nella valle, rendendo così vana l'idea di ottenere per lo meno un certo indotto turistico.

> «Questi nuovi turisti vengono, sporcano, non consumano e se ne vanno». A dirlo è il proprietario di un ristorante a pochi passi dal Ponte dei Salti in Val Verzasca, già stufo del turismo di giornata che secondo lui non porta nulla di buono, e addirittura, oltre a gettare la Valle nel caos, danneggia il commercio locale: «Entrano nel mio locale e pretendono di usare il bagno senza consumare nulla». (CdT, 2017b)

Ciò riporta alla questione di fondo, alla concezione stessa del turismo. Negli anni '80, l'ETT si era lungamente speso per far sì che fra i ticinesi tale settore non fosse percepito come un sinonimo di asservimento e umiliazione, quanto piuttosto di accoglienza e servizio. Sembra però che questa percezione sia ancora profondamente radicata in alcune frange della popolazione infraurbana. In modo più o meno latente, il parallelismo fra turismo – o almeno, un certo tipo di turismo – e colonizzazione economico-culturale è ancora presente. L'impreparazione della valle – uno spazio infraurbano – ad accogliere questo importante flusso di visitatori ripropone dunque questioni legate al rapporto centro-periferia. Ciò preoccupa notevolmente le autorità, le quali sostengono che «si rischia di demonizzare un turismo del quale la Verzasca ha bisogno» (laRegione, 2017b).

La questione dell'indotto si articola insomma nelle due forme che già aveva preso durante il dibattito nel 1981: da un lato coloro i quali vedono in questo turismo una fonte di ingressi economici – seppur di bassa intensità (CdT, 2017b); dall'altro chi sostiene che questi turisti-invasori non portino soldi ma, anzi, generino solo spese alla comunità[353]. Vanno considerate le spese che tale fenomeno ha generato in valle.

> I costi sostenuti dai Comuni verzaschesi per far fronte all'ondata di vacanzieri dalla Lombardia, accorsi a frotte specie nei weekend, non sono stati così alti. Circa 20 mila franchi. È la cifra spesa per assoldare un'agenzia di sicurezza incaricata della gestione del traffico, spiega il sindaco di Frasco Fabio Badasci. «La spesa verrà ripartita tra i vari comuni – precisa –. In ogni caso direi che ne è valsa la pena considerando l'indotto turistico»» (Tio, 2017b)

Il rispetto

V'è poi tutta una discussione circa la questione del rispetto – inteso sia come relazione con le norme della comunità e le leggi che come interazione con l'ambiente. I primi a sollevare l'argomento sono i giornali online – abituati a un giornalismo meno discorsivo e più sensazionalistico. Essi, riportando la testimonianza di anonimi residenti, sostengono che questi nuovi turisti

> «non hanno rispetto per nulla, dormono in auto, girano seminudi lungo le strade e trasformano la valle in un gabinetto a cielo aperto». Senza parlare delle condizioni del fiume che si lasciano alle spalle: stamane una turista ha consegnato all'ente turistico un sacco colmo di sporcizia che galleggiava sull'acqua. Calze, bottiglie, sigarette, chips, lattine. (TN, 2017b)

La mancanza di rispetto, sia per la natura che per l'uomo, richiama evidentemente ad un dibattito di fondo circa la comprensione del turismo e delle relazioni umane e di potere nel settore dei servizi. Le reazioni di sdegno non vengono tuttavia unicamente dalla popolazione locale. Il Corriere raccoglie ad esempio la testimonianza di un turista svizzero tedesco, il quale afferma:

> «Da bambino venivo qui per pescare, ma ora non ci sono più né lo spazio né la pace necessari per farlo». L'uomo rimprovera inoltre la maleducazione di altri turisti che lasciano mozziconi di sigaretta e cartacce sui sassi (nonostante i vari cartelli che chiedono il rispetto per l'ambiente): «Non sono turisti, questi: sono maiali!». (CdT, 2017b)

Questo sfogo risulta interessante per due motivi: anzitutto, mostra la relazione emotiva che gli uomini stabiliscono con diversi territori nel quadro di un abitare vieppiù politopico (Stock, 2006), ma fornisce anche un'interessante esempio della costruzione di identità collettive. Il turista abituale, infatti, sottolinea la propria distanza con i turisti di giornata, e si presenta come più vicino agli interessi e agli ideali della comunità di residenti. Come negli argomenti difesi dall'ETT nel 1981, egli traccia una distinzione netta fra il turista – attore positivo per la valle, rispettoso e integrato – e questi turisti di giornata – invasori, irrispettosi, incivili. Pur partendo dalla stessa struttura argomentativa, le autorità pubbliche tentano però di smorzare la polemica, sottolineando l'assurdità di etichettare tutti i turisti di giornata come «falsi turisti» o «invasori». Il sindaco di Lavertezzo avanza un'ipotesi per spiegare la rabbia nei confronti dei turisti di giornata: «Non amo la teoria per la quale se arrivano 100 turisti, e due sono maleducati, allora lo sono anche gli altri 98. Questo è populismo che non tollero. Qualcuno ancora storce il naso se l'adesivo sull'auto del turista è "I", e se invece è "D", allora va tutto bene» (laRegione, 2017b). Torneremo in seguito sulla questione della nazionalità dei turisti come elemento di costruzione identitaria. Vale invece la pena osservare come i discorsi positivi rispetto

[353] Andando a causare una doppia perdita: non solo non creando entrate ma intralciando il lavoro della comunità e peggiorando così la qualità dei servizi per gli altri turisti.

a questo fenomeno turistico provengano per la maggior parte dalle autorità pubbliche e dai dirigenti del settore turistico cantonale. Rampazzi, presidente di Ticino Turismo, concede un'intervista dal titolo eloquente: *servono bus navetta, non forconi* (TN, 2017f), che allude alla necessità di potenziare e meglio usare le infrastrutture per una gestione concreta dei problemi. In quest'ottica, egli rinuncia ad entrare in problemi di fondo, in discussioni astratte, preferendo invece osservare i problemi concreti sollevati dall'afflusso di persone[354].

Se fra i sostenitori[355] della causa turistica troviamo le autorità isolate, fra i critici possiamo enumerare, oltre a residenti e turisti abituali, anche internauti lombardi. Così, l'amministratore della pagina Facebook *Milano Segreta* pubblica un *post* critico nei confronti di Capedit e dei turisti da lui mobilitati, che viene prontamente ripreso dai giornalisti ticinesi.

> L'admin fa riferimento alla calca e alla sporcizia che alcuni visitatori poco civili starebbero portando nella località ticinese. «Lavertezzo è un piccolo paesino e i turisti mordi e fuggi non hanno rispetto di nulla». Il post si conclude con un appello: «La Valle Verzasca non è una piscina, come mostra quel video, ma un luogo con un delicato ecosistema. Le cose da fare sono poche e semplici: non abbandonare rifiuti, non urlare, ci sono animali selvatici che abitano i monti, lungo i sentieri i cani vanno tenuti al guinzaglio, i prati non sono dei parcheggi. (Tio, 2017a)

Le norme di comportamento alle quali si allude fanno emergere un aspetto interessante. La mancanza di rispetto sembra infatti essere dovuta ad una incomprensione fondamentale sul tipo di luogo, sul contesto socio-territoriale nel quale ci si muove. La valle Verzasca, con il suo territorio limitato e la sua popolazione ridotta, non può infatti essere trattata come un'area urbana, nella quale le infrastrutture e la società esistenti sono capaci di gestire forti sollecitazioni di carattere demografico e ambientale. Essa è un fragile ambiente infraurbano, e in quanto tale si caratterizza per una serie di fragilità che un afflusso turistico importante non fa che peggiorare. I turisti di giornata sembrano dunque completamente autocentrati – il loro paradigma non sembra cioè favorire una maggior apertura culturale ma, al contrario, unicamente il consumo e la riduzione dei luoghi visitati a mera mercanzia.

È qui importante sollevare una questione che emerge più volte nel contesto degli articoli analizzati: il tema identitario. Possiamo articolare questa problematica in due filoni principali. Da un lato la separazione fra i turisti tedescofoni – rappresentati come rispettosi, silenziosi, educati, disposti a pagare e dunque a creare indotto – e quelli italiani – rumorosi, irrispettosi, sporchi e taccagni. Dall'altro la reazione al titolo del video – in particolare all'accostamento fra Verzasca e Milano.

Iniziamo ad analizzare il primo aspetto. Stando ai giornali, sarebbero gli stessi operatori turistici ad aver sollevato la questione.

> Sui nuovi turisti italiani, il gerente che si lamenta del fatto «che utilizzano il bagno senza bere nemmeno un caffè» aggiunge che, a differenza degli svizzeri tedeschi, «discutono pure i prezzi dei nostri prodotti, cercando di abbassarli». In disaccordo con lui, altri esercenti affermano di non notare differenza sul Paese di provenienza delle persone in Verzasca. (CdT, 2017b)

[354] Ecco riemergere l'evoluzione della razionalità in seno all'ETT che abbiamo già potuto osservare. Se negli anni '80 i dirigenti dell'Ente erano infatti preoccupati dalla questione identitaria e da dibattiti tutto sommato astratti sulla natura del turismo, a partire dagli anni '90, con l'egemonia di una razionalità di stampo economico e manageriale, la comprensione dei compiti dell'Ente muta radicalmente. Esso non deve più occuparsi di comprendere e definire il turismo, ma unicamente gestirlo.

[355] Non si può qui veramente parlare di sostegno, quanto piuttosto di un ridimensionamento forte della portata dei problemi sollevati dai giornali.

Per alcuni ristoratori, dunque, la provenienza dei turisti risulterebbe importante in chiave culturale. Il voler trattare il prezzo da parte del turista italiano[356] viene cioè percepito come una mancanza di riconoscimento del valore del servizio offerto, dei costi sostenuti e del lavoro svolto da parte degli operatori della zona. Il sindaco di Lavertezzo, però, risponde a queste osservazioni denunciando la semplificazione tendenzialmente populista e con venature razziste. Egli sminuisce cioè l'importanza e la portata del fenomeno: «ieri sono passato davanti ai posti che si vedono nel video: degli amici italiani c'erano al massimo 3 auto, il resto erano targhe svizzero tedesche» (laRegione, 2017b). Vi sono qui due elementi molto interessanti. In primo luogo, il cambiamento che dagli anni '80 al 2017 ha visto gli svizzero-tedeschi passare dal ruolo di invasori a quello di difensori dell'identità e della particolarità locale. La scelta dell'estraneo da indicare in modo ostile è passata dal criterio linguistico a quello nazionale: la popolazione italiana viene percepita infatti come più aliena, minacciosa e pericolosa rispetto a quella svizzero tedesca, linguisticamente differente ma culturalmente più affine. Questo a sua volta potrebbe indicare, forse, una maggior – seppur improbabile – sensazione d'appartenenza Svizzera da parte del Ticino, oppure segnalare il secondo aspetto rilevante: la stanchezza e ostilità di diverse frange dell'opinione pubblica ticinese nei confronti degli italiani. Non si tratta di un aspetto puntuale. Da alcuni decenni almeno[357], però, v'è in seno alla comunità ticinese un certo malessere nei confronti della relazione con i vicini della Penisola. Non è di fatto possibile ritracciare e ricostruire le origini di queste tensioni in questo lavoro, ma si può indicare – come dato rilevante – il fatto che in Ticino, un Cantone più o meno svantaggiato rispetto al resto della Svizzera per quel che riguarda le condizioni di lavoro, è pure il Cantone in cui «i frontalieri rappresentano il 27,1% degli occupati su suolo cantonale. Il loro numero dal 1999 a oggi non ha quasi mai cessato di crescere» (USTAT, 2017a). La pressione dei frontalieri sul mondo del lavoro ticinese può dunque contribuire a spiegare il fatto che l'«altro spaventoso» del turismo non sia più lo svizzero-tedesco ma il visitatore italiano[358].

Il secondo filone in cui si articola la questione identitaria verte intorno all'appartenenza nazional-culturale della Verzasca. Già i primi articoli apparsi per descrivere il fenomeno sottolineavano che, fra la popolazione locale, uno degli elementi recepiti negativamente era quello legato alla questione geografico-territoriale (TN, 2017d). Le *Maldive di Milano* si trovano infatti in Svizzera, vale a dire in uno stato diverso da quello di Milano. Mentre nella prospettiva del creatore del video tale nome è stato coniato a fini di marketing e per «mostrare i luoghi belli dove divertirsi e valorizzare il territorio nei pressi di Milano e Monza Brianza» (TN, 2017a), agli occhi di alcuni ticinesi esso costituisce invece una vera e propria rivendicazione di controllo e proprietà. Dicendo che la Verzasca è a un'ora da Milano, si pone infatti l'accento sul fatto che Milano è il centro di riferimento di questo video[359]. Tuttavia, rivendicare la centralità di Milano sottolinea la perifericità della Verzasca in particolare ma anche del Ticino in generale. La percezione di isolamento (Schuler et al., 2006, p. 401) e precarietà (RCT, 2009, p. 62) del Cantone si trasforma dunque in rabbia contro quella che viene vissuta come una vera e propria ingerenza politico-culturale. Lo scandalo del video sarebbe dunque il riproporre senza mezzi termini la questione del rapporto fra centro e periferia, identificando il primo con Milano e il secondo col Ticino, la cui popolazione si sente allora ancor più privata della propria dignità e della propria sovranità. Quest'accezione del video, unita alla tensione che si vive nel mondo del lavoro ticinese per la pressione demografica lombarda, potrebbe allora spiegare l'ostilità con la quale sono percepiti

[356] Andrebbe forse sottolineata l'importante differenza di prezzi fra Italia e Svizzera, che rende quest'ultima una meta turistica costosa per i lavoratori della penisola.

[357] E cioè in concomitanza con il manifestarsi dei primi effetti della transizione urbana del Cantone.

[358] La tensione identitaria con la vicina penisola fa inoltre emergere il carattere effimero dello slogan coniato negli ultimi anni dall'ETT, che descriveva il Ticino con la formula «Swiss Quality, Italian Lifestyle» (ETT, 2012, p. 13).

[359] Aspetto peraltro evidente, essendo un video creato per un pubblico lombardo.

i turisti italiani, considerati più come degli invasori irrispettosi che come delle persone interessate o come motore di sviluppo socio-economico per le regioni discoste.

Numerosi sono insomma gli elementi – storici e contemporanei, materiali e simbolici – che contribuiscono a fomentare la tensione rispetto a quella che è percepita a tutti gli effetti come un'appropriazione identitaria indebita. I giornali più polemici hanno buon gioco nel sottolineare questa tensione: «proprio negli scorsi giorni le acque smeraldine della valle spacciate come se fossero lombarde» (TN, 2017b), «"la Verzasca? Credo si trovi vicino alla Svizzera…" ha dichiarato l'ignara conduttrice» (TN, 2017c). Analizzando a fondo la questione, si può intravvedere un'altra dinamica che abbiamo già lungamente descritto: la tensione fra due ordini del discorso distinti[360]. Il creatore del video, in ottica puramente economica – l'economia delle visualizzazioni e della spettacolarizzazione digitale – intendeva semplicemente suscitare l'interesse degli utenti, senza preoccuparsi di altri criteri quali il sentimento d'appartenenza o di auto-difesa di una comunità infraurbana che si percepisce minacciata. Nel solco dei vari articoli si può dunque ricostruire senza difficoltà tale differenza di piani discorsivi: se da una prospettiva politica quest'*invasione* si è rivelata l'ennesimo affronto che la popolazione infraurbana ticinese è costretta a subire, l'ennesimo passo verso una perdita vieppiù marcata di sovranità; da una prospettiva economica essa è stata un fenomeno di corta durata che ha generato un seppur minimo indotto e ha garantito visibilità alla valle al costo di problemi d'ordine pubblico tollerabili e di scarsa entità[361]. La causa delle tensioni andrebbe imputata, in quest'ottica, unicamente alla mancanza di infrastrutture. «Un ristoratore del posto afferma che "il Ticino non è pronto per un fenomeno di tale portata, ma a noi fa piacere accogliere più turisti possibile"» (CdT, 2017b). Il problema fondamentale non sarebbe dunque il turismo in sé, quanto piuttosto la mancanza di infrastrutture sufficienti, l'impreparazione del contesto ticinese ad accogliere un simile afflusso. Non a caso la reazione delle autorità pubbliche è stata quella di favorire il rafforzamento temporaneo dell'infrastruttura viaria, con la posa di cartelli e l'assunzione di agenti del traffico (laRegione, 2017b; TN, 2017e, 2017f). Per chi legge la situazione secondo un registro economico, «i disagi riscontrati sarebbero da imputare alla scarsa ricettività delle strutture presenti, e non al nuovo turista italiano» (CdT, 2017b).

Per concludere, possiamo osservare come questa piccola regione infraurbana manifesti in modo evidente le tensioni e lo stress – politico, identitario, sociale, culturale e territoriale – al quale sono sottoposti gli spazi che hanno vissuto un rapido passaggio da una situazione rurale ad una urbana. Il paesaggio verzaschese

> racconta anch'esso la propria storia. Quella dell'avvenuto crollo della civiltà rustica e della riduzione della valle ad appendice delle città, meglio di quelle parti di città che faticano a trovare in se stesse un poco di soddisfazione perché sono sature di traffico, vetrine, insegne, luci e riscaldamenti insolenti, hamburger iperbolici. (Carloni, 2011, p. 48)

Quando ai cambiamenti in atto in un quadro socio-territoriale già fragile si somma l'enorme impatto che il web come spazio di mobilitazione può generare, è inevitabile osservare l'esplosione di polemiche e dibattiti che rimandano a piani discorsivi distinti.

3.3 Conclusioni provvisorie

Tentiamo di riassumere quanto abbiamo osservato finora a proposito del turismo ticinese, ricordando che abbiamo intrapreso quest'analisi per osservare più attentamente l'evoluzione della razionalità istituzionale e capire se essa è egemonica nell'insieme della popolazione. Prima di iniziare è opportuno ricordare il ruolo

[360] Una simile divisione è stata l'elemento cardine del dibattito sul Parc Adula.

[361] Problemi ingigantiti ad arte dai giornali con vocazione polemica, secondo le autorità pubbliche. Il sindaco di Lavertezzo sostiene infatti che «su cento abitanti, magari due o tre si sono lamentati, ma non è una novità» (laRegione, 2017b).

fondamentale che il settore ha rivestito a livello economico per la crescita del Cantone dagli anni ’80 (Solari, 1982, p. 3) ad oggi (Medici et al., 2014, p. 97).

Negli anni ’80, in pieno processo di urbanizzazione e ancora influenzato da una razionalità politica che faceva dell’equilibrio territoriale il proprio obiettivo, il gruppo dirigente ticinese esprimeva la propria visione anche in ambito turistico. Per la direzione dell’ETT di quegli anni, il proprio compito era essenzialmente politico. Si trattava cioè di contribuire a modernizzare e urbanizzare il Cantone, un incarico assai delicato: il Ticino non si era ancora dotato di altri strumenti di governo della realtà urbana – il Piano direttore era ad esempio ancora in fase di redazione – e i rischi legati ad un repentino passaggio da una società rurale ad una urbana erano più che mai incombenti.

I dirigenti dell’Ente Ticinese per il Turismo, preposti al coordinamento delle varie attività del settore, avevano dunque sviluppato una serie di discorsi nei quali richiamavano l’importanza di una convergenza fra gli interessi del turismo e della popolazione, affermando che questo doveva servire come motore di sviluppo per la qualità di vita dei residenti. Compito delle autorità era dunque quello di non superare i limiti quantitativi, gestire il turismo affinché permettesse un arricchimento non solo materiale ma anche culturale della popolazione, impedendo ad ogni costo i rapporti vessatori e superando i vecchi stereotipi che tormentavano il Ticino e la sua cultura. Queste preoccupazioni si possono vedere esplicitamente nel caso del 1981. L’*invasione turistica* che segue l’apertura del traforo autostradale genera malcontento presso la popolazione. Gli sforzi dell’ETT, oltre a ridurre la quantità di turisti e gestire meglio i flussi, sono allora diretti anche ad un compito pedagogico: «quale direttore dell’Ente Ticinese per il Turismo io scongiuro oggi l’opinione pubblica ticinese di dare la giusta dimensione a questi singoli episodi [di maleducazione e aggressività da parte dei turisti], anche se numericamente ancora troppo frequenti» (Solari, 1982, p. 2). A questo sforzo partecipa – in forma più o meno consapevole – il *Corriere del Ticino*, distinguendo in modo abbastanza netto i *turisti* dai *campeggiatori abusivi*. Mentre dei primi si riconosce l’interesse culturale e l’indotto economico, dei secondi si critica l’autoreferenzialità che li contraddistingue e che li porta ad occupare preziosi spazi pubblici sottraendoli così all’uso dei residenti e dei turisti, la mancanza di rispetto e il fatto di generare più inconvenienti e spese che non indotto. Essi, al di là dell’apparenza alternativa, mascherano in realtà agli occhi dell’ETT e delle autorità pubbliche i tratti tipici del turismo colonialista e irrispettoso che va assolutamente bandito dal Cantone.

In generale dunque si può affermare che la gestione dei fenomeni turistici negli anni ’80 era condotta con una sensibilità politica orientata a salvaguardare gli interessi della popolazione. Al tempo stesso, tale sensibilità era fortemente vincolata alla concezione di equilibrio spaziale che ancora influenzava la pianificazione territoriale: si trattava cioè di favorire l’urbanizzazione delle valli grazie al turismo, di espandere l’influenza dei fenomeni urbani e così facendo di redistribuire in modo più equo i vantaggi derivanti dal turismo e dalla realtà urbana.

Durante tutti gli anni ’80 la situazione discorsiva rimane più o meno invariata, anche se l’importanza di alcuni temi identitari scema gradualmente. È negli anni ’90 – complici diversi fattori, fra cui un’importante crisi dei pernottamenti alberghieri – che si assiste ad un cambiamento drastico e radicale nell’ordine discorsivo. Un nuovo quadro di riferimento prende piede, gli accenni alle questioni identitarie scompaiono del tutto, così come i discorsi che rivendicano esplicitamente il turismo come fattore di sviluppo socio-culturale. Questa dinamica prosegue poi negli anni 2000 e 2010: la gestione del turismo non è più compresa come un compito keynesiano di sviluppo comunitario diretto da un’autorità politica con un progetto di modernizzazione e urbanizzazione, ma viene assolta unicamente seguendo criteri di tipo manageriale ed economico.

Mentre il gruppo dirigente si disinteressa sempre più delle questioni politiche, presso una parte della popolazione tali preoccupazioni rimangono e anzi, forse aumentano, esacerbate dalla trasformazione delle

campagne in zone infraurbane. Così, di fronte all'*invasione turistica* del 2017 si assiste al proliferare di polemiche che, fondamentalmente, fanno emergere una situazione di precarietà e scontentezza identitaria che non è necessariamente legata allo sviluppo del turismo in quanto tale[362]. Se la questione identitaria connessa al turismo era appannaggio dell'ETT negli anni '80, essa viene completamente abbandonata nei decenni successivi. TicinoTurismo prende infatti pubblicamente posizione sminuendo la legittimità delle preoccupazioni e delle polemiche dei residenti interpellati dalla stampa sensazionalistica come reazionarie e poco ragionevoli, senza riconoscere cioè la carica di angoscia esistenziale e identitaria di tali argomentazioni. V'è un'incomunicazione di fondo fra una parte della popolazione e il gruppo dirigente, che sorge dal possesso di due razionalità completamente distinte – una politica e vincolata ad aspetti identitari, legata in modo più o meno esplicito a modelli sociali tradizionali, e l'altra economica e manageriale, orientata alla competizione per la sopravvivenza nella rete urbana globale.

Il quadro d'insieme che emerge da quest'analisi è abbastanza chiaro: le autorità e le istituzioni erano, negli anni '80, ancora compromesse con una visione dirigista e paternalista della politica sull'economia e sulla vita sociale[363], mentre son diventate sempre più manageriali col trascorrere degli anni. Al contrario delle istituzioni, però, una parte della società civile ha invece continuato a manifestare – nei momenti di forte sollecitazione – una certa insoddisfazione rispetto ai cambiamenti legati alla trasformazione urbana della società, in special modo per quanto riguarda le zone infraurbane[364].

Un appunto infine può risultare interessante: le fasi che grossomodo si delineano dalla nostra analisi corrispondono con buona precisione alle categorie nelle quali sono archiviati i documenti *online* dell'Ente Ticinese per il Turismo. Agli anni '80 – che, come abbiamo visto, sono caratterizzati da una forte sensibilità politica – seguono infatti gli anni '90 – anni di transizione verso un modello neoliberale – ed a questi tutti i posteriori, dal 2000 al 2013, caratterizzati dall'egemonia acquisita e piena della visione manageriale e neoliberale.

Per quanto riguarda la concezione del territorio, possiamo dire che i dirigenti dell'ETT manifestano la stessa sensibilità dei responsabili della pianificazione cantonale – il che conferma la pregnanza del concetto di gruppo dirigente di stampo gramsciano. Se negli anni '80 essi difendono infatti un modello turistico orientato alla redistribuzione regionale e all'equilibrio, con l'avvento della prospettiva managerialista essi concepiscono il Ticino come un insieme di regioni funzionali interconnesse. Le lamentele politico-identitarie degli abitanti della val Verzasca confrontati con un'*invasione turistica* vengono perciò condannate pubblicamente come esternazioni retrograde e polemiche, poiché esse non favoriscono l'immagine e la competitività dell'intero Cantone: si articola dunque una vera e propria opposizione fra attori turistici e residenti scontenti – una situazione tutt'altro che unica (Routledge, 2001). TicinoTurismo si schiera cioè pubblicamente contro i toni esasperati di alcuni abitanti in difesa degli interessi del settore alberghiero cantonale[365]. Emerge con forza l'asincronia discorsiva fra una parte della popolazione infraurbana e le

[362] Il ruolo della polemica nel dibattito pubblico è infatti evidentemente accresciuto dalla dominanza del web – con tutte le sue caratteristiche (Han, 2015b) – come spazio di comunicazione. Ciò dimostra però semplicemente che il Ticino del 2017 è una realtà urbana integrata al resto della rete urbana globale e presenta dunque le caratteristiche generali di tale società.

[363] Ciò è probabilmente dovuto ad un insieme di fattori: la creazione in quel decennio di alcuni strumenti di pianificazione socio-territoriale, la constatazione di una transizione irreversibile alla società urbana e la presenza ancora forte di modelli culturali legati a visioni tradizionali.

[364] Il parallelismo fra le polemiche generate nel 2017 e gli argomenti dei contrari al Parc Adula è evidente e permette di supporre che nell'insieme delle zone infraurbane del Cantone, parte della popolazione viva le trasformazioni socio-territoriali come una perdita di potere e sovranità, come un incremento delle ineguaglianze. Il Cantone, in quest'ottica, dimostra di non essere stato capace di fornire le sufficienti misure d'accompagnamento a questi cambiamenti socio-culturali radicali.

[365] Ciò implica due cose: da un lato, il fatto che il turismo debba difendere i propri interessi intrinseci, e non rispondere al bene comune determinato politicamente, in un'accezione tipicamente neoliberale; dall'altro il fatto che le regioni infraurbane devono

autorità cantonali: essi vedono ed esperiscono la realtà in modi intraducibili. Tale asincronia è il contraccolpo del rapido passaggio da una società rurale ad una urbana, nonché una reazione al riduzionismo economicista delle prospettive istituzionali neoliberali[366].

4. Sulle tensioni identitarie ticinesi

Lo studio della situazione ticinese ci ha permesso di sottolineare alcuni elementi fondamentali che, se osservati attentamente, possono favorire una miglior comprensione delle cause delle tensioni identitarie. Nella parte teorica abbiamo infatti sostenuto che la costruzione identitaria non può essere osservata direttamente, e che deve invece essere ricostruita indirettamente a partire da indicatori distinti. Fra questi, particolarmente rilevanti per la nostra ricerca erano le questioni socio-spaziali e l'egemonia culturale – che traspaiono con forza, seppur non univocamente, in ambito istituzionale. Cosa può dirci l'analisi della realtà ticinese a questo proposito?

Riprendiamo quanto visto finora. A livello socio-spaziale, il Ticino si è trasformato radicalmente nel corso dell'ultimo secolo[367]. Lo stadio rurale – caratterizzato da comunità locali non interconnesse con usi e costumi propri, tre aree socio-economiche distinte, e un passato coloniale – ha favorito un ambiente socio-culturale ostile ad ogni accentramento di potere e diffidente verso le autorità. L'assenza di un sostrato industriale solido – dovuto alla posizione periferica – e l'esistenza diffusa dell'agricoltura di sussistenza e della piccola proprietà ha però impedito l'organizzazione di tale diffidenza nell'ottica di classe. Il Ticino pre-urbano è dunque rimasto in una fase rurale e contadina.

Con l'avvento della ferrovia – infrastruttura nevralgica nell'iniziare a ridisegnare l'assetto socio-spaziale cantonale – il Ticino inizia a sentire i primi effetti della transizione urbana planetaria. È solo dagli anni '50 che, tuttavia, essi diventano evidenti grazie al boom economico. Il Cantone risulta però impreparato ad affrontare la sfida posta dal raddoppio del tessuto insediativo: l'assenza di norme in materia di pianificazione e gestione territoriale, l'estrema frammentazione istituzionale dovuta al comunalismo e l'assenza di una sufficiente formazione culturale e urbanistica presso il gruppo dirigente si rispecchiano in un tessuto urbano disordinato e caotico – che a sua volta sostiene ed è fomentato da una nascente classe di speculatori. Nonostante alcuni dibattiti politici, solo a partire dagli anni '80 – obbligato dalla Confederazione – il Cantone muove i primi passi volti ad elaborare una politica di gestione territoriale complessiva. I primi risultati di questa nuova fase vengono esplicitati nel Piano direttore del 1990, incentrato su una politica di centralizzazione decentralizzata. La narrazione metastorica alla quale il Cantone si appella per legittimare le proprie azioni ruota attorno all'idea che il benessere del Ticino è sempre stato legato all'apertura, mentre le crisi e le stagnazioni sono legate alla chiusura. Secondo i responsabili cantonali, l'interconnessione in un contesto più ampio risulta dunque un obiettivo migliore rispetto all'autarchia. Concretamente, il Ticino viene dunque pensato e proposto come zona di mediazione fra Svizzera e Italia, in particolar modo fra Zurigo e

accettare l'arrivo di turisti anche se essi non lasciano un indotto locale sufficiente, poiché il fenomeno turistico generale favorisce i centri urbani – la difesa di un equilibrio territoriale è qui completamente scomparsa.

[366] L'analisi dei fenomeni di *overtourism* mostra proprio l'opposizione a un discorso meramente economicista del turismo, mettendo in evidenza anche le esternalità negative del fenomeno (Goodwin, 2017; Papathanassis, 2017), in particolare per le fasce residenti più fragili – incapaci di resistere alle spinte degli attori turistici nella competizione per lo spazio (Martín Martín, Guaita Martínez, & Salinas Fernández, 2018).

[367] «Descrivere le trasformazioni territoriali dell'ultimo cinquantennio significa tentare di illustrare il passaggio precipitoso da una configurazione fondata su un relativo equilibrio tra città e campagna (piccole città, campagne in stato di incipiente declino) verso la formazione di uno spezzone, peraltro assai discontinuo, di città diffusa» (Carloni, 1998, p. 671).

Milano[368]. Nel PD 90 emerge l'idea secondo cui la transizione urbana che sta ridisegnando l'Europa offre delle interessanti opportunità per il Ticino, che deve adoperarsi per non farsele sfuggire. A livello interno, invece, la pianificazione territoriale si propone come obiettivo di massima di espandere capillarmente gli effetti della transizione urbana. Il PD 90 mette in scena lo scontro che si va generando nella pratica fra la prospettiva politica – che vede appunto l'equilibrio territoriale regionale come obiettivo prioritario – e la prospettiva economica – che favorisce invece i centri a discapito delle valli periferiche in cui gli investimenti risultano poco redditizi e troppo onerosi. Esso mostra altresì la difficoltà di favorire un deciso intervento cantonale volendo altresì rispettare le prerogative comunali e le sensibilità locali e localiste.

Nel nuovo millennio il quadro inizia però a mutare. Il Cantone avvia una delle più importanti campagne di aggregazione comunale in Svizzera, tentando di sopperire almeno in parte ai limiti della frammentazione istituzionale – così facendo, però, non esce dal paradigma istituzionale insulare, ma tenta semplicemente di ampliarne la scala. Questa trasformazione mostra come i criteri della ragione economica (l'efficacia materiale dei servizi comunali) inizino a prevalere su criteri politici (la narrazione identitaria ed emotiva che fa di un villaggio ciò che è, diversificandolo dai villaggi vicini). Nel Piano direttore del 2009 questa tendenza viene ancor più accentuata. L'analisi del contesto fatta dai responsabili cantonali fa infatti emergere una situazione di crisi importante. Il Ticino, con la progressiva perdita di attrattività come paradiso fiscale per l'Italia e un generale calo di competitività non può infatti permettersi spese ritenute non efficienti[369]. Le indecise politiche di centralizzazione decentralizzata vengono dunque abbandonate a favore di un nuovo assetto territoriale. Lugano, centro ormai indiscusso del Cantone, deve tentare di connettersi più efficacemente al resto del tessuto urbano ticinese. Il contesto tuttavia impone che tutta la zona urbana – e in modo eminente Lugano – formi una rete con le città italiane di Como e Varese per avere massa critica sufficiente e contrastare il rischio di periferizzazione. Il territorio cantonale va dunque diviso funzionalmente in due categorie: urbano e infraurbano. Mentre l'urbano deve connettersi reticolarmente alle cittadine confinanti, l'infraurbano deve abbandonare le pretese di sviluppo autonomo. Non potendo più ricevere fondi in base a criteri meramente politici di assetto regionale, l'infraurbano deve dunque sviluppare progetti – possibilmente in connessione con altre zone infraurbane e alpine confinanti – che favoriscano l'insieme del territorio. Il vettore di sviluppo deve dunque necessariamente essere quello turistico e naturalistico. La perdita di sovranità insulare dell'infraurbano (ormai inserito funzionalmente in un territorio più vasto e dunque impossibilitato a decidere in modo autonomo) è il perno della polemica sulla costituzione (fallita) del Parc Adula. L'analisi del dibattito pubblico attorno a questo progetto ha infatti mostrato la quasi completa *a*sincronia discorsiva fra favorevoli (conformi alla ragione economica ormai egemone) e contrari (che disputano la validità epistemica della prospettiva economica rivendicando la volontà di tornare alla vecchia politica di finanziamento delle regioni periferiche dettata dagli obiettivi della centralizzazione decentralizzata). Il discorso delle istituzioni non è dunque riuscito a conquistare l'egemonia nelle valli alpine, mostrando così una certa fragilità. Rifiutando l'analisi cantonale che introduce il paradigma della crisi nella gestione territoriale, infatti, gli oppositori del Parco hanno di fatto bloccato la volontà cantonale di mobilitare le valli alpine come risorse turistiche per la rete urbana cantonale. Ciò mostra come una prospettiva istituzionale neoliberale non inclusiva, escludendo una parte della popolazione dalle proprie considerazioni e volendosi imporre come unica via percorribile, di fatto genera – per poi scontrarvisi –un aumento delle tensioni politiche e identitarie.

[368] Favorendo così la volontà speculativa delle banche di attrarre capitale italiano in fuga dal regime fiscale del proprio paese. Anche in questo caso, insomma, il tessuto economico ticinese pare legato strettamente a pulsioni speculative.

[369] Nonostante gli anni di crescita, infatti, la struttura economica cantonale non ha modificato la propria situazione precaria e periferica.

L'analisi dei discorsi dell'Ente Ticinese per il Turismo ha fornito altre importanti chiavi di lettura. In particolare, essa ha confermato la transizione – avvenuta in seno alle istituzioni cantonali – da un piano discorsivo politocentrico ad uno econocentrico. Negli anni '80 infatti il turismo era esperito dai responsabili cantonali come un settore fondamentale per favorire lo sviluppo socio-economico di tutte le regioni. Si trattava cioè di uno strumento fondamentale per una redistribuzione socio-territoriale, per perseguire obiettivi politici che superavano ampiamente i limiti interni al settore stesso e andavano a favore di politiche inclusive. A partire dagli anni '90 – in concomitanza con un'importante crisi del settore alberghiero – si avverte però una modifica radicale nel modo di percepire il turismo e il compito dell'ETT. La prospettiva di gestione diventa meramente interna, riferita unicamente al settore alberghiero. I discorsi dell'ETT si trasformano, diventando settoriali e lobbistici. Gli interessi della popolazione non sono più al centro delle preoccupazioni dei responsabili – così come non lo sono obiettivi di carattere socio-territoriale e politiche inclusive. L'idea implicita, in questa nuova fase, è che il compito delle istituzioni turistiche è quello di favorire le prerogative del settore alberghiero. La funzione politica di rappresentazione di un interesse generale e universale della popolazione scompare completamente – un'applicazione pratica dell'idea tatcheriana secondo cui non esiste la società, ma esistono unicamente gli individui. A sua volta, questo cambiamento risponde alla volontà da parte dei diversi settori economici e tecnici di rivendicare una propria autonomia ontologica ed epistemica rispetto al più vasto (e politico) campo di produzione dei significati. L'autonomizzazione della disciplina turistica, l'idea secondo cui essa può e deve darsi da sé i propri obiettivi, è evidente specialmente osservando le reazioni dell'ETT a due momenti di particolare tensione legati ad un percepito eccesso di turismo. Nel 1981 infatti il paternalismo e il dirigismo dell'Ente si mostrano ampiamente: i responsabili cantonali sono infatti schierati pubblicamente contro gli eccessi del settore – campeggiatori abusivi *in primis* – ritenuti dannosi per l'equilibrio socio-economico ticinese. Solo un turismo moderato, sensibile e rispettoso era ritenuto adatto alla giovane realtà ticinese che si andava vieppiù modernizzando e inserendo nel contesto di una rete urbana a scala continentale. L'ETT prendeva allora chiaramente posizione a difesa della popolazione locale anche contro certi attori ed operatori turistici. Nel 2017 invece, di fronte al malessere di una parte della popolazione, l'ATT (erede dell'ETT) si smarca dalle critiche e dalle polemiche sollevate dai media, difendendo le prerogative del settore turistico e sminuendo le preoccupazioni come illegittime e sterili – mostrando cioè la propria incapacità di includere nella propria prospettiva un punto di vista *altro*. La parte della popolazione infraurbana che si lamentava di un percepito eccesso di afflusso turistico viene insomma presentata da Ticino Turismo come retrograda, egoista e sterilmente polemica. Anche in questo caso – come nell'esempio del Parc Adula – la tensione fondamentale verte sulla comprensione del territorio cantonale. Le autorità lo comprendono ed esperiscono infatti come una rete, in cui gli spazi infraurbani devono integrarsi funzionalmente agli spazi urbani – in questo caso, la Verzasca deve accettare i turisti in arrivo per il bene di tutto il settore alberghiero e della ristorazione del Locarnese e del Bellinzonese. Parte della popolazione locale delle zone infraurbane, tuttavia, non sembra convinta dei benefici di questa visione, e propende ancora per una comprensione territoriale di stampo insulare – il territorio di riferimento in questo caso sarebbe solo la val Verzasca, e non la rete urbana ticinese. La stessa zona – la val Verzasca – assume in queste due prospettive dei significati completamente distinti: nella visione insulare essa è infatti sotto pressione ingiustificata da parte dei turisti in arrivo, nella visione reticolare invece essa è sotto pressione in modo contingente per il benessere più generale della rete urbana ticinese. In un caso la popolazione di riferimento è unicamente quella della zona infraurbana, nell'altro è l'insieme della popolazione ticinese – il che implica, chiaramente, che i verzaschesi devono rinunciare in parte alla propria autoreferenzialità nella gestione del proprio territorio e devono accettare il bene comune della rete urbana ticinese come criterio fondamentale. La posizione delle istituzioni sembra dunque vincolata alla visione reticolare del territorio cantonale. Ancor

di più, però, questa nuova rete urbana sembra essere costruita sugli interessi privati dei diversi settori economici – in questo caso del settore alberghiero e di quello della ristorazione. Nei discorsi dei responsabili turistici non v'è spazio per gli obiettivi politici e la rappresentazione degli interessi di parte della popolazione – interessi cioè esterni al turismo inteso come settore meramente economico. La comprensione reticolare del territorio cantonale delle istituzioni sembra allora vincolata alla crescente autoreferenzialità dei diversi settori economici, e dunque alla perdita d'importanza degli interessi politici ed identitari delle popolazioni – in particolar modo di quelle popolazioni che, essendo in territori infraurbani, devono riadattare in modo importante i propri modi di vita e le modalità di autogoverno dei propri spazi. L'urbanizzazione neoliberale si mostra come una realtà non inclusiva, fomentando tensioni identitarie di ogni genere.

Le tensioni di classe, la divisione fra ricchi e poveri, fra inclusi ed esclusi, fra chi viene considerato dalle istituzioni e gli esclusi, trova dunque una traduzione territoriale che si articola sull'asse centro-periferia, o meglio ancora urbano-infraurbano (e in particolar modo fra le valli alpine e gli spazi urbani di pianura). Questa traslazione delle tensioni legate agli equilibri di potere non può sorprendere: storicamente il Ticino è stato caratterizzato da forti tendenze localiste, vale a dire dall'idealizzazione del territorio a piccola scala come collante sociale. La struttura sociale cantonale (piccola proprietà storicamente diffusa, ideale della classe media relativamente dominante) e la storia economica (assenza di movimenti popolari significativi – dati dalla debolezza e perifericità strutturale dell'economia ticinese e dall'assenza di un vero processo di industrializzazione (Toppi, 1998a, 1998b, 1998c) –, di un movimento di liberazione nazionale ottocentesco, …) fanno si che la resistenza da parte dei perdenti a questa trasformazione socio-territoriale non si articoli tanto attorno alla questione di classe (lotta al neoliberalismo) quanto piuttosto attorno a discorsi identitari generici che richiamano alle emozioni e all'immagine idealizzata di un passato territorialmente altro. Ciò conferma, di nuovo, la comprensione dello spazio come prodotto e produttore sociale.

Questi elementi forniscono sufficienti dati per avanzare alcune ipotesi interessanti sul presente cantonale. In particolare, il sostegno alla Lega dei Ticinesi come movimento apartitico e d'opinione[370] che si iscrive nella corrente del populismo di destra potrebbe essere interpretato come l'articolazione di una falsa coscienza, di una volontà *confusa*[371] di liberazione da logiche socio-territoriali ritenute penalizzanti e dolorose da parte della popolazione, una sorta di pseudo-movimento di liberazione arrivato con due secoli di ritardo e senza un preciso progetto ideologico, una mera ondata di reazione emotiva alla transizione urbana e alla trasformazione delle relazioni di potere tradizionali che però non si focalizza direttamente sulle relazioni di classe e di potere. Il riconoscimento, come lotta eminentemente discorsiva – con una preponderanza degli elementi narrativi – appare come uno dei temi fondamentali delle tensioni che agitano il Ticino nel corso della transizione urbana. Le zone di campagna sembrano essere insoddisfatte della propria riduzione a mere zone infraurbane. I vantaggi che esse ottengono nell'integrarsi funzionalmente nel più vasto contesto della rete urbana ticinese non sembrano equilibrare le rinunce politico-identitarie che sono imposte da questa nuova situazione socio-territoriale.

Tornando alla questione fondamentale di questa ricerca, e cioè alla volontà di una comprensione teorica più approfondita delle tensioni contemporanee legate alla costruzione di identità collettive, possiamo perciò osservare quanto segue. La volontà di superare i limiti della filosofia intesa come mera storia dei concetti

[370] Ovvero esplicitamente slegato da una comprensione organica della realtà e da una prospettiva epistemica solida, da un progetto esplicito e definito di paese.

[371] Debitrice cioè della storica carenza di formazione e della povertà materiale e intellettuale che ha segnato e continua a segnare in buona parte la fragile struttura socio-politica ticinese. Si tratterebbe cioè dell'espressione più pura dell'affarismo, della visione a corto termine, della speculazione insite nel carattere ticinese e dovute appunto a secoli di arretratezza economico-sociale che si manifestano necessariamente anche a livello intellettuale e politico.

mobilitando risorse e analisi legate alle scienze sociali si è rivelata efficace. Lo studio del caso ticinese ha fornito diversi spunti che possono e devono essere ripresi in sede teorica. Il più importante è sicuramente legato alla lotta per l'egemonia culturale nella definizione di concetti politico-identitari nell'ambito delle trasformazioni socio-territoriali. La transizione urbana, modificando radicalmente la concezione dello spazio delle comunità – da insulare a reticolare – favorisce infatti l'emergere di una nuova comprensione di termini come *sovranità*. Le aggregazioni comunali, così come l'opposizione al Parc Adula, hanno infatti mostrato una fondamentale divergenza su cosa indichi realmente il concetto di sovranità. Mentre essa è associata a elementi tendenzialmente economici e materiali da parte delle istituzioni (la ricchezza e la capacità di gestire materialmente i bisogni della propria comunità), gli oppositori la vincolano piuttosto a elementi di stampo simbolico e narrativo (il Comune come istituzione nominalmente autonoma). Il fallimento del progetto di Parc Adula o le polemiche contro la gestione del turismo verzaschese nel 2017 possono allora essere addotte alla mancanza di una comprensione egemonica e comune fra i responsabili cantonali e il resto della popolazione. Dal momento che i riferimenti narrativi e identitari evolvono con grande lentezza (importanza degli elementi inconsci nella costruzione di riferimenti culturali collettivi), sembra dunque necessaria una vasta campagna culturale di ridefinizione dei concetti e dei parametri culturali da parte delle istituzioni cantonali, nonché l'avvio di una politica più inclusiva. La forte *a*sincronia discorsiva fra la popolazione (ancorata a paradigmi tradizionali legati a una situazione socio-territoriale ormai scomparsa) e le istituzioni (ormai pienamente aduse alla nuova realtà urbana e alle sue categorie epistemiche) è aggravata dal paradigma della crisi e della mobilitazione totale. A sua volta, questa *a*sincronia genera diverse tensioni, rendendo incomprensibili determinate politiche istituzionali e favorendo risposte reazionarie ed emotive prive però di una capacità analitica organica della realtà, impossibilitando cioè lo sviluppo ordinato ed efficace di progetti collettivi. L'assenza, da parte delle istituzioni, di un piano di ricostruzione identitaria ed epistemica inclusivo, lascia dunque campo aperto alla polemica sterile (poiché giocata sull'*a*sincronia discorsiva e dunque sulla mancanza di traduzione, sulla non comunicazione). Una campagna di ricostruzione culturale e identitaria, d'altra parte, implicherebbe il fornire criteri d'analisi efficaci alla popolazione, favorendo così indirettamente la creazione di strumenti di contro-potere e la democratizzazione della gestione socio-territoriale. Ciò costituisce la sola vera alternativa alla *a*sincronia discorsiva che sostiene la comprensione della transizione urbana come mera perdita di sovranità popolare. Volendo realmente superare la sterilità delle polemiche reazionarie di stampo emotivo-identitario, l'unica soluzione appare quella di fornire sufficienti criteri d'analisi alla popolazione, facendo in modo che essa possa operare un'appropriazione della realtà urbana e che possa così ridefinire in senso democratico gli equilibri di potere. Affinché ciò sia possibile è però necessario l'avvento di una forma istituzionale più inclusiva e meno escludente – il che, a sua volta, rimanda al difficile compito di integrare il conflitto politico in seno alle istituzioni. L'esempio ticinese, mostrando l'insufficienza e l'impreparazione dell'azione istituzionale nel favorire lo sviluppo pacifico e costruttivo della transizione urbana, ci fa comprendere come per superare le tensioni identitarie contemporanee sia necessario un nuovo contratto sociale urbano. Questo nuovo accordo deve rendere compatibile la volontà democratica alla nuova realtà socio-territoriale – e per farlo non può che sviluppare strumenti di contro-potere, i quali a loro volta non sono possibili che in presenza di una cittadinanza informata e competente, vale a dire dopo una campagna culturale profonda e decisa di ridefinizione dei riferimenti identitari. In assenza di questo nuovo piano socio-culturale di paese che ricostruisca l'identità cantonale in forma urbana, ogni nuova politica territoriale verrà esperita come alienante, andando a fomentare sterili polemiche. L'assenza di questo tipo di campagne di educazione urbana appare però strutturalmente legata alla comprensione neoliberale – che sminuisce da un lato l'importanza dei criteri politici, che favorisce l'autonomizzazione dei diversi settori

tecno-economici e che in generale favorisce dunque il mantenimento dell'equilibrio di potere vigente, opponendosi alla volontà di democratizzazione.

III[a] parte. Conclusione

In questa conclusione affronteremo fondamentalmente due questioni: anzitutto, a partire dagli spunti teorici e da quelli empirici sviluppati finora, potremo ampliare ulteriormente il campo di ricerca sulle tensioni identitarie contemporanee introducendo la questione del populismo. Quella del populismo è infatti una tematica centrale per comprendere la realtà collettiva delle società post-industriali. Dopo aver arricchito il dibattito con queste osservazioni, sarà possibile poi affrontare alcuni nodi sulla struttura socio-spaziale della società che, stando a quanto emerso nel corso della ricerca, devono essere affrontati per stemperare la conflittualità discorsiva. In particolare verranno illustrate alcune proposte per rendere più inclusiva la società.

1. Verso una maggior comprensione del populismo come reazione identitaria

1.1 Spunti ticinesi

Le tensioni che abbiamo potuto osservare nella costruzione delle identità collettive – in particolare con l'esempio del Ticino – sono segnate fortemente dai due fattori sui quali abbiamo scelto di concentrarci. Il processo di urbanizzazione da un lato e la trasformazione della razionalità istituzionale dall'altro hanno generato dei cambiamenti rilevanti nei modi e nei contenuti identitari. Due sono dunque gli elementi da prendere in considerazione:

- l'asincronia fra le rappresentazioni dello spazio e le pratiche spaziali (in particolar modo per quanto riguarda la transizione campagna-infraurbano)
- e l'asincronia fra modi di vita e pratiche istituzionali (prestando particolare attenzione alle aspettative della popolazione e a quelle istituzionali).

Entrambe queste asincronie contribuiscono a spiegare l'emergenza di discorsi di reazione ai progetti e alle pratiche istituzionali. Tali discorsi si articolano in modo polemico e costituiscono il sostrato ideale per posizioni di stampo populista e localista[372]. Ma osserviamo questa realtà più attentamente.

Iniziamo con l'asincronia spaziale. L'esempio ticinese mostra chiaramente la difficoltà da parte delle popolazioni di campagna ad adeguarsi al nuovo quadro pianificatorio. Mentre le istituzioni funzionano ormai con una visione e delle interazioni pienamente urbane, una parte importante della popolazione rurale difficilmente si rispecchia in questo nuovo quadro. La comprensione della realtà delle autorità è fondata su una visione quantitativa, contabilizzante, economica – che mira cioè a gestire l'esistente in base a criteri di commensurabilità. Ciò significa, ad esempio, concentrarsi non tanto sull'equilibrio socio-spaziale, quanto piuttosto su politiche di sviluppo per i territori più popolosi. Il risultato, per le regioni discoste, è la scomparsa degli aiuti politici – finanziamenti dati in base al principio di autonomia comunale e non a criteri di commensurabilità – e la loro trasformazione funzionale. La conversione della campagna in zona infraurbana è un'alterazione radicale del modo d'esistere di un luogo e di una comunità – anche in questo caso, l'identità dei luoghi e l'identità attraverso i luoghi si interconnettono fortemente. La vita autarchica delle campagne periferiche, poi trasformatasi nel modello keynesiano di ridistribuzione in una gestione autonoma di fondi

[372] Sia il populismo che il localismo (così come razzismo e nazionalismo) non vanno dimessi come semplici perversioni discorsive, o come risultato del carisma personale ma casuale di alcuni personaggi politici. Al contrario, per poterli realmente comprendere occorre sottolineare il fatto che essi sono frutto di rapporti sociali precisi, di una struttura sociale determinata. Nelle condizioni contemporanee (transizione urbana disordinata, globalizzazione neoliberale, egemonia neoliberale istituzionale) è dunque pressoché inevitabile che il malessere della popolazione assuma delle forme che – in assenza di una lotta per l'egemonia culturale e politica da parte di altri attori e di altre prospettive – vadano nella direzione populista di destra.

statali concessi in base a criteri politici, deve completare il proprio stravolgimento nel contesto urbano, ricevendo sostegno unicamente in cambio di prestazioni (turistiche e naturalistiche) all'insieme della rete urbana – avendo cioè come referente una popolazione ben più vasta dei semplici residenti delle valli. Dopo il periodo relativamente importante di *vacche grasse* e aiuti a pioggia, dunque, le campagne si trovano confrontate con la necessità di integrarsi in modo attivo nella rete urbana per poter sopravvivere. Le comunità devono cioè piegarsi a un criterio meramente economico: niente aiuti in assenza di controprestazioni – il che significa, concettualmente, che tali comunità non sono portatrici di dignità in sé, o almeno che il loro peso demografico è troppo ridotto per poter essere considerate come degne di sopravvivere *a prescindere da ogni condizione* (il che rimanda ancora all'adozione di un criterio meramente quantitativo di misura del reale, che stabilisce che comunità sono portatrici di dignità e quali no).

Anche per quanto riguarda l'asincronia razionale la questione è simile. Le reazioni contrarie e polemiche rispetto alla pianificazione territoriale e agli eccessi del sistema turistico si articolano infatti in un più vasto panorama di malessere rispetto ai problemi sollevati dai processi di urbanizzazione e alla struttura economica[373]. Le figure tipo degli ecologisti cittadini e dei turisti irrispettosi rappresentano allora degli elementi perturbanti nella vita delle comunità periferiche: disparità socio-economiche, colonialismo (culturale e materiale), esclusione, … Manifestando la propria opposizione, le popolazioni non mostrano un semplice rifiuto a dei progetti economici (il Parc Adula, le attività di TicinoTurismo, …). Esse si situano invece su un diverso piano discorsivo. Non propongono progetti alternativi perché non sono interessate alla discussione in seno al quadro *ontologico* adottato dalle autorità. Esse disputano cioè *tout court* la validità epistemico-politica della lettura del reale che sostiene tali progetti concreti. Rimandando al piano identitario – un piano semplicemente non quantificabile – esse disputano la legittimità delle proposte delle autorità. Il nucleo centrale delle loro rivendicazioni è propriamente identitario – emotivo, inconscio, non quantificabile –, proprio ciò che costituisce il *non esistente* – poiché non commensurabile – nelle visioni manageriali di stampo neoliberale.

Lo scontro fra queste due posizioni non potrebbe essere più feroce: si tratta di vivere o morire. Come ricorda Schmitt, la distinzione radicale fra due sistemi discorsivi – a prescindere dal contenuto concreto della stessa – è indicata dalla coppia amico-nemico[374]. Lo scontro fra queste due visioni del mondo – a proposito dell'identità dei luoghi e delle comunità periferiche – è dunque eminentemente politico, poiché rimanda alla lotta di massima intensità per la sopravvivenza di comunità di vita[375]. La vera questione sorge allora spontanea: come articolare questo scontro fra due visioni antitetiche e irriducibili a un paradigma comune affinché si svolga in un quadro pacificato? Come rendere cioè i nemici dei semplici avversari nel gioco democratico (Errejón & Mouffe, 2016, p. 50; Mouffe, 2013a)? Occorrerà trovare una risposta articolata a questa importante domanda.

V'è poi un'altra questione sollevata – almeno in parte – dall'analisi sulla realtà ticinese. La volontà di chiusura espressa a più riprese da settori della popolazione meno privilegiata delle valli è ripresa, moltiplicata e sbandierata da diversi movimenti populisti di destra. Ciò complica l'analisi della funzione di direzione egemonica della borghesia regionale nel quadro ticinese. Cade infatti la narrazione metastorica di cicli di

[373] I processi di globalizzazione non cancellano infatti la capacità di appropriazione locale: ogni processo globale si articola in modi particolari e unici nei diversi contesti locali. «Las dinámicas planetarias no planean fuera del mundo, no están desterritorializadas (incluso en el caso de aquello que se ha convenido llamar "las realidades virtuales"), no se imponen en absoluto y necesariamente» (Dassetto, 2006, p. 24).

[374] «Il significato della distinzione di amico e nemico è di indicare l'estremo grado di intensità di un'unione o di una separazione, di un'associazione o di una dissociazione» (Schmitt, 2013a, p. 109).

[375] «Solo nella lotta reale si manifesta la conseguenza estrema del raggruppamento politico di amico e nemico. È da questa possibilità estrema che la vita dell'uomo acquista la sua tensione specificamente *politica*» (Schmitt, 2013a, p. 118).

apertura (buona per lo sviluppo socio-economico del paese, favorita e rappresentata dal turismo e dalla borghesia liberale) e chiusura (identificata col retrocesso e con la mentalità conservatrice e chiusa dei valligiani). Parte della borghesia regionale sembra infatti appoggiare – almeno in determinati ambiti politici – una certa volontà di chiusura e protezionismo. Occorrerebbe un'analisi propriamente marxista della struttura di classe del Cantone per poter comprendere appieno le dinamiche in gioco. Tuttavia, possiamo avanzare alcune ipotesi che ben si articolano con il senso del nostro lavoro. Tale mutamento può essere infatti spiegato dall'aumento della competitività globale dato dal passaggio dell'economia di mercato a una scala superiore. La maggior integrazione socio-economica, infatti, pone condizioni che implicano l'accumulazione di capitale in modo molto più massiccio ed efficiente a scala internazionale. La borghesia regionale è dunque, in questo quadro, tendenzialmente votata alla scomparsa. Da qui, la volontà di favorire e sostenere le reazioni emotive della popolazione sfavorita dalla globalizzazione e dall'urbanizzazione. L'avvento di populismi di destra e di una generale ondata protezionistica è dunque probabilmente in parte spiegabile come tentativo – da parte delle élites locali – di mantenere il proprio potere (minacciato dall'economia globalizzata) – ciò che conferma le intuizioni post-marxiste sulla non monolicità della divisione di classe. Allo stesso modo in cui i nobili medievali legittimavano il proprio ruolo idealizzando religiosamente la povertà materiale, la borghesia regionale oggi rivendica uno stato protettore e maggiori controlli – non per difendere gli interessi popolari ma per poter protrarre i propri privilegi. Tali discorsi fanno particolarmente presa sia sulle classi popolari di settori marginalizzati dai processi urbani[376] e dalla globalizzazione, che sulla borghesia di affaristi e speculatori – legati alla fragilità strutturale dell'economia ticinese (Toppi, 1998a, 1998b, 1998c) – la quale identifica chiaramente l'aumento della competitività con il tramonto delle condizioni che le hanno permesso di esistere (e, conseguentemente, tenta di sfruttare la richiesta popolare di maggior protezione sociale per favorire politiche che mantengano artificialmente le sacche di particolarismi grazie alle quali è possibile speculare). Si assiste cioè a una frattura politica – almeno narrativa – fra i sostenitori delle politiche neoliberali *tout court* (al servizio dei più vasti processi di accumulazione di capitale) e fra chi invece sostiene un miscuglio di politiche neoliberali, protezionismo politico e parvenza di protezione sociale di stampo etnocentrico. Questi ultimi attori sono i più abili nel rivendicare narrativamente questioni identitarie, sfruttando ampiamente le tendenze inconsciamente conservatrici della sfera emotiva (Freud, 2009). Il Ticino – inteso sia come luogo definibile (e difendibile da frontiere) che come comunità (delimitata dalla ricostruzione arbitraria e interessata di valori tradizionali legati alla società rurale) – diventa la fonte della legittimità dei discorsi politici, disputando modi di gestire la cosa pubblica meramente economici o materialistici.

Rispondere a questi movimenti nascostamente classisti e apertamente xenofobi – sia rivendicando una modalità distinta di concepire la Patria (Errejón & Mouffe, 2016), sia affrontando in modo aperto le questioni di classe legate alla globalizzazione – è un compito necessario per preservare lo spirito più progressivo del sistema democratico rappresentativo europeo. Appare dunque quanto mai necessario tentare di meglio comprendere il fenomeno populista, poiché questo rappresenta una delle più importanti reazioni alle trasformazioni socio-territoriali e di razionalità istituzionale.

1.2 "Produrre" identità collettive contemporanee

Il fenomeno populista è uno dei tratti caratteristici della società che emerge dalla transizione urbana neoliberale. Per comprendere meglio di cosa si tratti occorre dunque provare ad illuminarne le cause, da

[376] Sempre prestando attenzione a non semplificare eccessivamente la situazione, identificando *tout court* i sostenitori dei movimenti populisti di destra con i perdenti dei processi della globalizzazione (Blühdorn & Butzlaff, 2019).

rintracciare particolarmente nell'evoluzione dell'identità collettiva e nella trasformazione della struttura socio-territoriale.

1.2.1 Sofferenze identitarie e trasmissione intergenerazionale

Un aspetto che emerge dall'analisi empirica è la forte disgiunzione fra prassi e riferimenti identitari ed emotivi. Mentre la società evolve rapidamente e si fa vieppiù innegabilmente urbana, molti dei riferimenti simbolici (e geografici) dell'identità – sia collettiva che individuale – restano però ancorati – in modo conscio o inconscio – a modelli tradizionali ormai inapplicabili. L'asincronia fra queste due realtà genera – necessariamente – una sofferenza identitaria importante e strutturale.
Vale qui la pena sollevare due punti:

- la similitudine di questa situazione con ciò che in psicologia è conosciuto come *falso sé*
- e la gestione delle esperienze traumatiche e la loro trasmissione intergenerazionale.

Il concetto winnicottiano di falso sé – seppur con le sue limitazioni date da un approccio antropologico forse troppo vicino alle posizioni heideggeriane (Nykänen, 2014, pp. 63-64) – può essere in parte mobilitato per spiegare questi fenomeni. In questa prospettiva, uno dei momenti decisivi per la crescita personale è l'accettazione – e la successiva gestione – delle frustrazioni e dei traumi. Particolarmente importante è, per i bambini, confrontarsi con l'illusorietà della propria onnipotenza in un contesto particolarmente protetto – cioè in presenza di una madre sufficientemente buona (Winnicott, 2005). L'incapacità di gestire il trauma dell'illusorietà dell'onnipotenza da parte del bambino – coadiuvato dalla non sufficiente *bontà* della figura materna – fa emergere la necessità di erigere protezioni contro la carica emotiva della realtà, esperita come eccessiva, debordante e dunque problematica. Ha quindi avvio la costruzione di un falso sé, l'immagine di un sé impostato non secondo la propria inclinazione ma secondo quelle che vengono ritenute essere le esigenze sociali. La costruzione psicologica di questa falsa struttura permette infatti di palliare il dramma con una strategia di adattamento ed autocensura: rinunciare al sé autentico per evitare scontri ed emozioni altrimenti ingestibili (Newman, 2013, p. 62). Non si può dire che le conflittuali identità rurali-infraurbane si adattino al meccanismo del falso sé per quanto riguarda il tentativo di smorzare le tensioni. Al contempo, però, il quadro d'analisi dei traumi e delle esperienze dei bambini possono fornire interessanti chiavi di interpretazione. In particolare, appare chiaro che una comunità sottoposta a stress troppo forti – in assenza di un quadro di protezione dato da istituzioni nella funzione di madri sufficientemente buone – non possa che sviluppare determinati meccanismi di reazione alle limitazioni del reale. Nei casi osservati, la risposta non va tanto verso un adattamento forzato, una negazione del sé, quanto piuttosto verso l'affermazione idealizzata del proprio passato come simbolo fondante del presente. L'idealizzazione narcisistica del sé è dunque da intendere come la risposta all'incapacità di agire su altri piani (al di là di quello narrativo) per soddisfare le proprie necessità (Cichocka, 2016, p. 284; von Franz, 2017).
Sviluppando alcune ipotesi sull'approfondirsi dell'asincronia discorsiva – la non accettazione della propria situazione da parte delle comunità infraurbane e l'idealizzazione della campagna come momento di (apparente) sovranità – non si può non confrontarsi alla questione del trauma e della sofferenza identitaria. Occorre dunque approfondire questi aspetti per poter delineare meglio un quadro complessivo della situazione. V'è infatti un fenomeno – seppur difficilmente identificabile – che riveste un ruolo probabilmente importante nella costruzione delle identità collettive contemporanee: la trasmissione (inconscia) intergenerazionale di traumi ed esperienze difficili. Tale fenomeno è stato studiato principalmente in

relazione a tragedie ben identificabili e puntuali (Hirschberger, 2018): genocidi, guerre, guerre civili, un passato migratorio, la diaspora, … È però certo che anche altre esperienze collettive si trasmettano intergenerazionalmente. La transizione urbana, così rapida, non è influenzata unicamente dalle strutture più o meno visibili – dalle relazioni di potere e dalle diverse strutture dell'urbano – ma altresì dalle esperienze del passato rurale delle popolazioni coinvolte. Quando un gruppo si rivela incapace di affrontare direttamente ed esplicitamente i conti in sospeso del proprio passato, si attivano una serie di meccanismi psicologici di rimozione che favoriscono in definitiva l'insorgere di tensioni inconsce.
Il dramma della povertà e dell'emigrazione – caratteristiche fondamentali delle valli ticinesi (Aldo Rossi et al., 1979, p. 27) –, nonché un passato di colonizzazione e asservimento, giocano in questo senso un ruolo importante nel definire inconsciamente le reazioni della popolazione infraurbana a imposizioni e limiti. La fine dei finanziamenti a pioggia e delle possibilità di esercitare una sovranità insulare fanno infatti riemergere i fantasmi – mai affrontati – del passato rurale. La reazione emotiva, identitaria e politica si manifesta allora con la massima intensità. Il fatto che né l'emigrazione né la povertà costituiscano esperienze tragiche ma puntuali non è qui rilevante: esse contribuiscono infatti a formare una costante strutturale che necessariamente segna il modo di affrontare la vita e le avversità da parte della comunità. L'incapacità di affrontare il proprio passato, inoltre, favorisce una relazione acritica e idealizzante con lo stesso – del quale vengono ricordati unicamente alcuni aspetti simbolici di carattere positivo. L'assenza di una conoscenza critica del proprio passato influenza dunque duplicemente lo sviluppo identitario futuro:

- sia fomentando logiche identitarie inconsce che certamente non aiutano a gestire i problemi contemporanei ai quali si trova confrontata la collettività,
- sia fornendo dei riferimenti storici fasulli e idealizzati – allontanando così la comunità dalla realtà della propria situazione e della propria storia.

Si può qui sviluppare ulteriormente quest'ipotesi. Partendo dall'idea che non tutti gli spazi possiedono le stesse caratteristiche, e che alcuni (come quelli montani) offrono maggior resistenza ai cambiamenti – sia materiali che immateriali (Scolari, 2006, p. 24) – possiamo ipotizzare che l'evoluzione identitaria non proceda uniformemente ma si differenzi anche in base al tipo di sostrato socio-territoriale. Così, ad esempio, le comunità montane e periferiche – essendo ancora circondate da riferimenti provenienti dal passato agricolo e rurale ed essendo meno esposte a densità e diversità (Lévy, 1994) – avrebbero bisogno di più tempo per adattarsi alla transizione urbana rispetto alle popolazioni di pianura. Inoltre, essendo realtà periferiche, esse percepiscono con maggior forza gli effetti dirompenti e potenzialmente negativi dell'urbanizzazione, si sentono meno protette. Avendo conservato una maggior vicinanza narrativa con il passato, tali comunità si vedono dunque maggiormente minacciate dai cambiamenti contemporanei. Al tempo stesso, esse subiscono con maggior forza gli effetti dei traumi passati che si trasmettono intergenerazionalmente (Tcholakian, Khapova, van den Loo, & Lehman, 2019).
Quest'ipotesi va accettata con prudenza: non si tratta di ristabilire un determinismo geografico, ma unicamente di trovare spiegazioni plausibili alle differenze nelle modalità di costruzione identitaria. Tali meccanismi non sono certo unicamente ticinesi, e anzi possono sicuramente essere osservati in buona parte delle società che nell'ultimo secolo hanno subito un repentino processo di urbanizzazione. La disgiuntiva fra tempi identitari – lenti – e evoluzione sociale – molto rapida – non favoriscono insomma il compito di creare delle identità collettive sane e capaci di affrontare le sfide del presente in modo costruttivo e inclusivo – incapacità dovuta altresì agli equilibri di potere e all'egemonia istituzionale del neoliberalismo. La velocità di tali cambiamenti tende ad avere un effetto nefasto sulla società, poiché diversi gruppi – in situazioni socio-

territoriali distinte – necessitano di tempi e mezzi diversi per assimilare costruttivamente l'evoluzione identitaria.

1.2.2 Conseguenze delle nuove forme di abitare

Un altro importante aspetto che concorre a spiegare le tensioni contemporanee è il passaggio a nuovi modi di vita. La transizione urbana infatti stravolge profondamente le modalità stesse in cui l'essere umano sta al mondo. Abbiamo già sottolineato nella parte teorica come il nuovo modo di vita prevalente si strutturi in modo politopico. Occorre però approfondire ancora questo aspetto.

La perdita di centralità del domicilio (Stock, 2006) – esso non è se non uno dei diversi luoghi che rivestono un ruolo importante nelle nostre vite – impone infatti una trasformazione della relazione fra l'essere umano e il proprio ambiente. Anzitutto, occorre dunque ripensare radicalmente come vengono organizzati concettualmente e istituzionalmente i diversi luoghi. L'importanza degli stessi non è più infatti data dalla vicinanza geografica. Stock (2006, p. 8) sostiene che il nuovo metro per misurare l'importanza di un luogo nella vita di una persona – ma anche, estensivamente, nella vita comunitaria – sia la frequenza con la quale ci si reca nello stesso. Più un luogo verrebbe frequentato, più esso acquisirebbe importanza identitaria. In realtà, però, questa definizione rimane parziale e problematica: gli stessi esempi sollevati dall'autore – i luoghi turistici di case secondarie – mostrano un'altra realtà. Un luogo può essere scarsamente frequentato – in termini di quantità di tempo o di numero di visite – e ciò nonostante rivestire un'importanza fondamentale nel quadro identitario della persona. L'abitante politopico può ad esempio organizzare la propria vita attorno al mito del villaggio natale, nel quale non riesce a recarsi per questioni di lavoro o addirittura per la propria sicurezza (rifugiati politici, emigranti economici, …). Non è tanto la frequenza oggettiva e misurabile di tempo a rendere un luogo significativo, quanto piuttosto l'intensità discorsiva con il quale esso viene mobilitato nella costruzione identitaria – pensiamo, ancora, all'importanza identitaria di Gerusalemme per la diaspora ebraica già prima della costituzione dello stato di Israele: la narrazione della patria perduta è efficace anche senza visite frequenti al territorio in questione. Nel caso estremo, un luogo può rivestire un ruolo fondamentale pur non essendo mai stato fisicamente visitato.

Ciò che però risulta interessante sono le conseguenze di tale cambiamento. Anzitutto, muta la relazione fra l'essere umano e lo spazio nel quale sviluppa le proprie attività. Mentre in un paradigma stanziale e monotopico erano i luoghi a fissare i limiti delle attività umane, oggi pare accadere il contrario: sono le attività a determinare che tipo di luoghi si frequenteranno (Stock, 2006, p. 10). Ciò comporta però innegabilmente un aumento esponenziale delle energie mobilitate. Esse non sono unicamente materiali (costi infrastrutturali, energia usata per il trasporto, tempo di viaggio aumentato, …) ma anche mentali, simboliche e identitarie. Continuare a spostarsi per assolvere le proprie attività equivale infatti a rifiutare in modo abbastanza netto i limiti dell'esistenza, nonché passare da un modello topocentrico ad un modello egocentrico di pianificazione delle proprie attività. Raggiungendo lo stadio politopico, aumenta la posta in gioco nella lotta contro la distanza – e contro i limiti in generale. La società politopica, dunque, è una società che richiede molta più energia – sia materiale che emotiva – per poter funzionare: ecco riemergere la questione della mobilitazione delle forze disponibili (Ferraris, 2016; Han, 2016). Le conseguenze negative di questo nuovo modo d'abitare sono particolarmente visibili nelle fasce meno protette della popolazione – sia le comunità socio-territoriali periferiche, che le classi meno abbienti e i soggetti più fragili. La società politopica promette molto a chi si trova in condizione di approfittare appieno di queste nuove condizioni, ma al tempo stesso costituisce una minaccia mortale per tutti coloro i quali non sono in grado di adeguarsi ad essa. La questione identitaria – che si declina altresì come questione di classe fra inclusi ed esclusi – è dunque indissolubilmente

legata alla questione spaziale. Particolarmente acuta è poi la sofferenza di quelle comunità in cui sussiste una forte differenza socio-territoriale interna: qui infatti gli effetti dell'abitare politopico si mostreranno con conseguenze spesso diametralmente opposte, ostacolando la formazione di un'interpretazione comune, di una percezione condivisa della realtà contemporanea e favorendo così la conflittualità interna fra inclusi ed esclusi da questo nuovo modo di vita.

Un altro aspetto da considerare è poi quello del radicamento identitario. Il modello di vita sedentario si fondava infatti su una struttura radicale – l'identità politica acquisiva la propria importanza grazie all'identificazione di un luogo, un territorio. Dalla continuità del luogo/territorio, l'identità politica tradizionale traeva la giustificazione della propria importanza, connettendo passato, presente e futuro[377]. Come dev'essere interpretata la politopicità contemporanea? Come sradicamento? Si è perduta la capacità fondante di stabilire (e costruire) relazioni significative con i luoghi? O, al contrario, è semplicemente mutato modo di entrare in relazione – una relazione che risulta incomprensibile mobilitando i vecchi paradigmi stanziali? Il problema di fondo, a prescindere dalla risposta adottata, è la rapidità dei mutamenti. Dopo secoli trascorsi nel paradigma stanziale e insulare, il sopraggiungere nel giro di pochi decenni di un modo di vita completamente distinto è quanto mai spaesante. Non è ancora possibile fornire un giudizio maturo sulla questione. Ciò che però può essere tematizzato è la comparsa di una serie di indicatori che richiamano simbolicamente la stanzialità. La promessa della mobilità è stata un vettore di progresso importante. La società moderna, volendo superare i limiti delle società tradizionali, si prometteva di migliorare drasticamente la vita agli esseri umani, di stravolgerla completamente. Una vera e propria fede accompagnava tale cambiamento. Ora, tuttavia, tale fede sembra vacillare. Appaiono i primi problemi legati agli squilibri della modernità e dell'ipermodernità. Si possono presentare numerosi esempi di come il passato (che una volta si voleva superare completamente) torna con forza ed anzi spesso assume una centralità inedita. Questo ritorno può essere definito – come proposto con un altro esempio da Freud (1979, p. 442) – come un *ritorno del rimosso*. A tornare non sono infatti unicamente i simboli palesemente idealizzati del passato – i centri storici (Benevolo, 2011, pp. 214-215; Scolari, 2006, p. 27), i monumenti, le chiese *illuminate ma vuote* – ma anche e soprattutto un certo malessere, una angoscia costante che richiama i fantasmi del passato. L'aggressività presente nella società contemporanea mostra come il progresso di civilizzazione illustrato da Elias (2010) non solo sia limitato dai costi psicologici crescenti che tale trasformazione ha sull'individuo (Freud, 1985), ma anche come esso non abbia riguardato se non la superficie della personalità, senza veramente modificarne le strutture profonde (Bauman, 2017b, pp. 3-7). Di fronte allo spaesamento esistenziale e profondo dato da questo nuovo modo di abitare – che, di nuovo, è operativo per quanto riguarda i comportamenti, ma non è ancora sufficientemente attecchito per poter fornire riferimenti esistenziali ed emotivi sia consci che inconsci – il futuro perde la carica di speranza che aveva mantenuto durante tutta la modernità. Il presente si trova dunque sospeso fra un futuro incerto e un passato storpiato e idealizzato. Fra l'altro, la crescita contemporanea dei populismi di destra conferma l'idea nietzscheana (Nietzsche, 1993) secondo cui l'essere umano preferisce ancora volere il nulla (o meglio, in questo caso, l'illusione di un passato idealizzato) che non volere (in questo caso, l'assenza di certezze riguardo al futuro). L'abitare politopico – in regime capitalista, urbano e globalizzato – accompagna dunque un presente nel quale termina il tempo dell'utopia (Cacciari & Prodi, 2016).

V'è poi un'altra conseguenza, molto più concreta, di questo nuovo modo di relazionarsi con lo spazio. Si tratta del modo in cui in Europa si sono storicamente costruite le istituzioni. Esse sono – come abbiamo avuto

[377] Pure gli ateniesi abbandonarono la propria città solo per poterla difendere a lungo termine – ben consapevoli, cioè, che seppur la *polis* è preminente rispetto all'*asty*, essa non può sopravvivere senza una traduzione anche materiale.

modo di vedere – strettamente vincolate al paradigma insulare. Delimitazione del territorio, costruzione di istituzioni politiche e gestione del potere vanno di pari passo (Elden, 2013; Gaeta, 2011). Ora, poiché il modello insulare era fondato su un modo di vita prevalentemente sedentario, esso si rivela inadeguato ad affrontare le sfide del presente urbano e politopico. Non si tratta semplicemente di una crisi di governabilità – risolvibile, come nell'esempio ticinese, mediante delle fusioni e l'allargamento del territorio comunale. Si tratta di una profonda e strutturale crisi di legittimità delle istituzioni. Dal momento che il luogo di domicilio non è se non uno fra i diversi luoghi significativi nella vita delle persone (Stock, 2006), esso non può più vantare la preminenza politico-istituzionale su altri luoghi. In altre parole, la carica identitaria fornita dal luogo di domicilio non può più fornire, da solo, sufficiente legittimità politica alle istituzioni. Le identità non sono più univoche, ma esplodono anche geograficamente in un magma che non permette di stabilire dei legami di esclusività (Rodríguez Lestegás, 2008, pp. 14-15).

Ciò pone altresì in questione il ruolo della nazionalità come strumento di legittimazione discorsiva delle istituzioni. Gli stati moderni si erano infatti costituiti sull'idea che l'identità nazionale fosse il legame più profondo ed intenso – e dunque il più politico (Schmitt, 2013a) –, il collante della comunità. Nel momento in cui i modi di vita diventano vieppiù individualizzati, de-territorializzati (politopici) e in cui la società si trasforma in senso psicopolitico, il collante etnocentrico ed istituzionale della comunità perde forza. La divisione fra *noi* ed *loro* diventa dunque più difficile da tracciare (Balibar, 2018a, p. 159)[378]. In un sistema politopico, la nazione (erede di una concezione insulare, stanziale ed etnocentrica) perde la propria forza e lascia sguarnita di una fondazione identitaria, di una legittimazione, la comunità[379].

1.2.3 Il populismo

Definire il fenomeno populista non è affatto semplice. Appare infatti evidente dall'analisi dei diversi movimenti populisti che si sono articolati nel corso del XX secolo che essi mancano di un sostrato ideologico condiviso: il populismo non è dunque definito da una visione precisa e coerente della realtà (Aslanidis, 2016). Vi sono però alcuni tratti comuni ai diversi movimenti: fra essi v'è senza dubbio un certo scetticismo rispetto ai limiti della democrazia rappresentativa di stampo liberale e il ricorso più o meno esplicito all'idea di «popolo» come fonte di legittimità politica – anche se il popolo in questione è (in)definito e immaginato in modo completamente distinto dai populismi di destra e da quelli di sinistra[380]. Più in generale, il populismo può essere definito come un discorso che si stabilisce attorno ad un *significante vuoto* – ovvero un significante che può essere rivendicato da diverse prospettive, riempito di diversi significati (Laclau & Cerbino, 2018, pp. 18-19)[381], e che dunque richiama alla contingenza dei discorsi politici – e una frontiera antagonista, vale a dire identificando un nemico esterno (Thomassen, 2016). Al populismo compete dunque la rivendicazione del popolo come un attore collettivo dotato di volontà comune. Esso sorge dalla tensione irrisolvibile fra il

[378] Anche per questo, tale divisione viene al contempo esaltata, idealizzata e radicalizzata dai movimenti politici che la necessitano per continuare a giustificare discorsivamente la propria visione del mondo.

[379] Questa interpretazione della rivendicazione nazionale contemporanea come un simulacro, una reazione che, idealizzando e radicalizzando l'importanza della nazione, ne mostra al contempo la fragilità, non deve però far dimenticare che anche in passato – quando tale strumento corrispondeva meglio al quadro di vita –, la nazione è di fatto una narrazione, uno strumento discorsivo utile a legittimare il potere dello stato e della borghesia. «Durante tutto il corso della modernità, lo stato ha avuto a che fare con il problema di stabilire e di conservare la propria identità lavorando sull'equazione tra stato e nazione. Questa è stata spesso raggiunta con gli strumenti giuridici della cittadinanza e della retorica dello spazio (la madrepatria) e del tempo (la storia fatta di tradizioni, di ricorrenti celebrazioni degli eventi passati fondativi della nazione, ecc.)» (Floridi, 2017, pp. 208-209).

[380] «The populism of the New Left referred to an active, self-confident, well-educated, progressive people. In sharp contrast, the current populism is the rebellion of the silent majority» (Mudde, 2004, p. 557).

[381] Senza cadere necessariamente in un relativismo onto-epistemico alla Vattimo (2009).

principio democratico e i principi costituzionali – votati alla protezione dei diritti fondamentali e delle minoranze – che impongono una sua limitazione (Blühdorn & Butzlaff, 2019, p. 198)[382] e non può dunque essere ritenuto un mero fenomeno passeggero.

> Historically, populism challenged democracy from within, eventually moved beyond denunciation, and wanted to substantially reshape it as a new political regime. In doing so, it used representation to construct a holistic image of the people that a leader promised to bring into power at the cost of downplaying pluralism and humiliating political and cultural minorities, thus twisting democratic procedures and institutions in ways that stretched them to democracy's extreme borders. (Finchelstein & Urbinati, 2018, p. 16)

La nostra tesi è che la transizione urbana, portando a compimento le premesse del capitalismo industriale (Lefebvre, 2001), contribuisce a rafforzare le tensioni fra principio democratico e principi costituzionali, aumentando la conflittualità sociale e facilitando la genesi di movimenti populisti. La rapidità dei cambiamenti socio-territoriali, associata alla lentezza dell'evoluzione identitaria e simbolica, nonché alla scomparsa progressiva di politiche urbane inclusive atte a diminuire le disparità sociali e socio-territoriali fornisce il sostrato adatto alla crescita di discorsi populisti in cui l'unità del popolo è dedotta *in negativo* dall'illegittimità delle élites (spesso definite solo genericamente e in modo non sistematico o incoerente).
Con il fenomeno populista si assiste cioè alla sostanzializzazione dell'idea di popolo: essa smette di essere una mera finzione giuridica – caratteristica delle democrazie rappresentative – per assumere contorni socio-culturali più precisi e definiti (Finchelstein & Urbinati, 2018, p. 23). La nozione di cittadinanza – possesso formale di diritti politici in un determinato stato – e quella di nazionalità o comunque di appartenenza ad un'identità collettiva socio-culturalmente e territorialmente determinata vengono perciò accostate nell'immaginario populista (in special modo in quello di destra).
Seppur il populismo tende a sostanzializzare l'idea di popolo, creando così un referente collettivo per poter rivendicare la legittimità e conquistare una posizione egemonica, ciò non significa che i suoi obiettivi siano collettivisti. Al contrario, il populismo si articola come risposta politica alle necessità e alle domande crescenti espresse dalle personalità in epoca tardo-capitalista. Vale qui la pena aprire un breve scorcio sulla questione. Con il superamento della società disciplinare e dei suoi limiti e divieti, la costruzione identitaria personale muta nella propria essenza. Non si tratta più di investire energie (sia sociali che individuali) nell'identificazione di limiti identitari insulari – che definiscano cioè una personalità organicamente coesa e coerente[383] la quale possa essere poi sottoposta agli obblighi e alle responsabilità sociali (Elias, 2010) tramite meccanismi di biopotere (Foucault, 2010). Nella società post-disciplinare, l'individuo può superare i rigidi limiti imposti dall'ideale della coerenza organica, per espandersi invece senza apparente limite. Le nuove forme di mercato tardo-capitalista – o, come sostiene Mayos (2016), turbo-capitalista – non si concentrano più sulla figura del produttore in serie (che doveva appunto essere disciplinato per mantenere la propria efficienza) ma su quella del consumatore. È l'esplosione del consumo – e dunque dell'ideale dell'illimite – a mantenere viva la pulsione crematistica del tardo capitalismo. Affinché si possa aumentare il tasso di consumo, dunque, vanno aboliti i limiti caratteristici delle società disciplinari. La libertà diventa il nuovo grande meccanismo di asservimento e riproduzione sociale (Han, 2016). L'individuo, spronato a personalizzare la propria identità, viene spinto a sviluppare parti di sé indipendentemente dal legame di

[382] Bobbio, descrivendo la democrazia parlamentare, parlava opportunamente della difficoltà «di conciliare due cose contrastanti come la libertà e il potere» (Bobbio, 2009, p. 39).
[383] La psicanalisi freudiana rappresenta probabilmente l'aspirazione più articolata al progetto di costituire una certa unità organica, un'identità che superi le difficoltà poste dalla scoperta dell'inconscio e dal ruolo sovversivo delle pulsioni.

coerenza fra le stesse. Si sviluppa cioè un'identità di tipo modulare (Benasayag, 2016). Quest'identità, fondata sulla struttura del consumo, è caratterizzata da una quantità importante di necessità.

L'esplosione del numero di bisogni e rivendicazioni individuali, che moltiplicando il consumo favoriscono il mercato, mettono però duramente sotto pressione la gestione collettiva della società. Al di là della lotta di classe e dell'ampliamento dei confini del mercato, le rivendicazioni individuali mobilitano altresì questioni morali e politiche di prim'ordine e si costituiscono così come motore della storia contemporanea[384]. La lotta per il riconoscimento – pur con la sua contradditoria realtà di strumento al tempo stesso asservito alle necessità della struttura economica ma anche come mezzo di liberazione socio-politico – costituisce un elemento imprescindibile sia per l'etica (Honneth, 2002; Taylor, 2009) che per la giustizia (Fraser, 2001) contemporanea. Gli organi pubblici sono perciò sollecitati a rispondere a bisogni vieppiù particolareggiati, difficilmente compatibili con gli strumenti dello stato sociale keynesiano, impostati sul modello disciplinare-universalista[385]. La crescente distanza fra i bisogni della popolazione e le possibilità di soddisfarle da parte delle istituzioni viene a generare un clima di crescente tensione politico-identitaria. «Una società diventa tanto più ingovernabile quanto più aumentano le domande della società civile e non aumenta corrispondentemente la capacità delle istituzioni di rispondervi, anzi la capacità dello Stato di rispondervi ha raggiunto limiti forse non più superabili» (Bobbio, 1995, p. 26). Il populismo si articola insomma come risposta apparentemente inevitabile ai limiti mostrati dalla democrazia parlamentare. Esso, pure quando idealizza strumentalmente un passato fittizio, in realtà non solo non si oppone alle necessità presenti, ma al contrario se ne fa portavoce. Anche il populismo reazionario, dunque, non intende realmente riprodurre le strutture del passato (Blühdorn & Butzlaff, 2019, p. 203) – quanto piuttosto mantenere vigenti alcuni rapporti di potere[386].

Di nuovo, la tensione politica è generata dalla difficoltà di adattare in tempi brevi la realtà istituzionale a nuove ed emergenti forme di vita – una difficoltà legata senza dubbio all'egemonia della visione liberale, che si rivela incapace di affrontare problematiche di tipo politico[387]. L'asincronia fra questi due piani rimanda, inevitabilmente, a quella imposta dalla transizione urbana e dall'abitare politopico al quadro istituzionale. Il populismo, come tensione politico-identitaria che si manifesta spesso attraverso una concezione nazionale della nozione di cittadinanza, è dunque un ulteriore esempio di come la costruzione di identità collettive sia oggi – a causa di importanti e radicali trasformazioni socio-culturali e socio-territoriali – scossa da dinamiche di assestamento.

[384] «Le contenu des normes morales et juridiques se développe à la suite des conflits engendrés par la reconnaissance de l'identité, ce qui veut dire que le combat pour la reconnaissance représente en fait le moteur du progrès moral et social à l'âge de la modernité» (Neculau, 2009, p. 218).

[385] «Justice today requires *both* redistribution *and* recognition; neither alone is sufficient. As soon as one embraces this thesis, however, the question of how to combine them becomes pressing» (Fraser, 2001, p. 22). «Il doit exister une voie moyenne entre – d'un côté – la demande inauthentique et homogénéisante pour la reconnaissance d'égale valeur et – de l'autre – l'enfermement volontaire à l'intérieur de critères ethnocentriques» (Taylor, 2009, p. 97).

[386] L'avversione verso migranti e altre categorie sfavorite va dunque interpretata come volontà di difendere i propri privilegi – il sogno dell'illimite e le condizioni materiali per poterlo raggiungere. Per quanto riguarda la piccola borghesia nazionale e gli speculatori di vario genere, si può ipotizzare che tali attori trattino di mantenere il proprio ruolo ostacolando l'avanzata degli attori globali e mantenendo così delle sacche di privilegio.

[387] «We are in a conjuncture where the incapacity of liberalism to apprehend the political could have very serious consequences» (Mouffe, 2005, p. 4).

2. Verso un nuovo ordinamento socio-spaziale?

2.1 Le insufficienze del grande balzo all'urbano

La grande trasformazione urbana del mondo che ha caratterizzato la seconda metà del ventesimo secolo può, come affermato da Lefebvre (1970), essere considerata una delle più importanti fasi di passaggio nella storia umana – al pari della rivoluzione agricola e di quella industriale[388]. La rapidità degli avvenimenti, che hanno portato nel giro di poche generazioni ad una trasformazione quasi completa dei modi di vita, pone però numerosi problemi. Come più volte sottolineato, infatti, la velocità di trasformazione non è identica sui distinti piani del reale. La costruzione identitaria pone particolarmente in evidenza tali asincronie, manifestando le tensioni risultanti. L'importanza del dibattito contemporaneo sul riconoscimento mostra l'instabilità delle identità correnti. Essa si palesa altresì nel tentativo di registrare *solidamente* (Ferraris, 2016) ogni traccia del vivere quotidiano per rispondere alla *liquidità* sociale (Bauman, 2017a). Anche la rivendicazione radicalizzata dei simboli della modernità (stato forte, frontiera, …) risponde alla fragilità contemporanea e alle contraddizioni del presente. Mentre le modalità di costruzione identitaria moderne e premoderne erano incentrate sull'affermazione e sulla comunità, l'epoca contemporanea è articolata sull'individuo e sulla richiesta di riconoscimento. Al contempo, come abbiamo potuto osservare, la molteplicità dei riferimenti e dei piani identitari fa sì che ogni persona sia costituita da più identità distinte[389] e costruite secondo criteri distinti – moderni e contemporanei[390].

Partendo dal presupposto – non autoevidente – che la costruzione il più possibile coerente di identità personali e collettive sia un obiettivo etico e politico – e cioè che la società sia interessata a diminuire il tasso di sofferenza e le tensioni legate alle asincronie discorsive[391] – possiamo allora osservare che la transizione urbana non è stata accompagnata e gestita in modo sufficiente dalle autorità[392]. Per approfondire la questione occorre però osservare la struttura entro la quale si è data la rivoluzione urbana. Non si può infatti tralasciare il dato economico: la transizione verso una forma di urbanizzazione planetaria (Schmid & Brenner, 2011) è avvenuta principalmente sotto l'egida del capitalismo[393].

Come più volte osservato, il capitalismo ha una struttura economica tendente all'accumulazione (Marx, 2006). La concentrazione di capitale manifesta però, nei suoi frangenti estremi, la contraddittorietà e la debolezza di tale struttura sociale. Le crisi cicliche – guerre e crisi economiche –, permettendo una vasta

[388] Non è questo il luogo per determinare se la rivoluzione urbana sia una mera conseguenza della rivoluzione industriale, se si tratti di una fase ulteriore, o se la rivoluzione industriale dev'essere semplicemente annoverata fra le premesse tecniche della rivoluzione urbana come trasformazione mondiale dei modi di vita.

[389] Da cui la difficoltà di parlare di persona in senso premoderno o moderno. Oggi si assiste infatti al passaggio dal soggetto al profilo (Cometta, 2018a), laddove quest'ultima nozione rinvia a una costruzione modulare (Benasayag, 2016) e non organica di brandelli e piani identitari molteplici e distinti.

[390] «Las construcciones identitarias parecen producirse bajo formas renovadas. La noción de identidad sirve para designar una afirmación de sí que asegura una permanencia en el tiempo. Si la identidad premoderna y moderna parecían el resultado de la encarnación de valores (como, por ejemplo, las virtudes de la religión o del capitalismo) y de la actualización de normas dadas, la identidad contemporánea parece ser sobre todo una interrogación sobre uno mismo, sobre su ser y su cuerpo, en una forma avanzada de narcisismo, preocupado por uno mismo en relación al mundo y encontrando casi su estabilidad y su permanencia en esta preocupación y en búsqueda inquieta de reconocimiento. […] Llegados a este punto podemos anotar la cacofonía que puede surgir cuando las identidades construidas siguiendo estos dos modos entren en relación, cuando las referencias a los valores (o a lo religioso) modernos o postmodernos se confronten» (Dassetto, 2006, pp. 32-33).

[391] «In order to overcome trauma, stability, security, a sense of orientation, self-esteem, and intimacy are needed» (Kizilhan & Noll-Hussong, 2017, p. 2).

[392] Il che chiaramente riporta alla centralità della prudenza postulata da Aristotele e Tommaso.

[393] La particolarità del sistema cinese e degli stati sovietici non può essere qui considerata più in dettaglio. Inoltre, un'analisi particolareggiata della storia economica mostrerebbe l'esistenza di diverse fasi e tipologie di capitalismo. Ciò che interessa qui è però unicamente sottolineare le tendenze generali – presenti nel concetto teorico di *capitalismo*.

distruzione di beni, fungono così da valvola di sfogo e permettono di riprendere i processi accumulativi. Harvey (2016) ha sostenuto l'idea che fra i metodi impiegati per palliare le contraddizioni socio-politiche del sistema capitalista vi sia l'urbanizzazione. I processi di distruzione, ricostruzione e trasformazione dello spazio comportano infatti un notevole investimento di mezzi, beni e manodopera[394]. Ecco dunque emergere due caratteristiche del processo di produzione dello spazio urbano:

- da un lato il fatto che esso è indissolubilmente legato alla stabilizzazione del sistema capitalista – e che quindi è continuamente soggetto a mutamento;
- dall'altro che esso è influenzato grandemente dall'accumulazione di capitale – e quindi nella propria incessante trasformazione non segue gli interessi democratici degli abitanti o dei cittadini, quanto piuttosto quelli plutocratici dei grandi capitali.

Si capisce, perciò, come mai la transizione urbana non sia stata accompagnata da una transizione il più possibile ordinata e prudente dei modi di costruzione identitari e dei loro riferimenti. Né il benessere dei cittadini come persone né una maturazione socio-politica erano infatti le cause strutturali alla base del processo di urbanizzazione. La transizione urbana ha dunque adempiuto al proprio obiettivo di stabilizzare – almeno durante un secolo – il sistema d'accumulazione capitalista, espandendo di fatto il mercato al mondo intero e spingendo la mercificazione del reale fino alla produzione identitaria stessa. Al contempo, tale sforzo ha avuto come contraccolpo un'importante sofferenza identitaria frutto dell'asincronia sui distinti piani di riferimento – sia a livello personale che sociale. Politicamente e culturalmente, dunque, la rivoluzione urbana manifesta i propri limiti. Una grande impresa di adattamento e trasformazione socio-politica e culturale è ora più che mai necessaria per rispondere alle legittime necessità che sono emerse a causa dell'avvento dell'urbano planetario.
Val però la pena sottolineare come sia importante distinguere il fenomeno capitalista dal fenomeno urbano: certo, l'urbano è frutto del sistema capitalista, costituisce il suo *spatial fix*, al contempo, però, l'urbano-capitalista non comprende l'insieme dell'urbano. Parafrasando Mouffe (2013b, p. 79), si può allora sostenere che non va confusa la crisi e l'insufficienza del sistema urbano capitalista con la crisi del sistema urbano *in toto*. Altre modalità di gestione dell'urbano sono non solo possibili ma anzi necessarie: dei progetti contro-egemonici di produzione e co-produzione dello spazio urbano possono prendere piede. La reazione di fronte ai problemi urbani contemporanei, dunque, non dev'essere quella del rifiuto generale dell'urbano – una sorta di neo-ruralismo militante, inapplicabile a grande scala – quanto piuttosto la ricerca di alternative per meglio esprimere le potenzialità emancipatorie della società urbana.

2.2 La necessità di un dibattito socio-spaziale

Ciò che è emerso, sia nel corso dell'analisi empirica che su un piano più concettuale, è che le forme di vita sono mutate molto più rapidamente rispetto alle forme di gestione e governo della società – che si rivelano altresì troppo poco inclusive e dunque inadatte a gestire la crescente pluralità in seno alla società. Altri piani rilevanti per l'azione di governo – come quello simbolico e i riferimenti identitari – palesano una certa asincronia. Non esistono risposte definitive per questo genere di problemi: la politica è – al pari della costruzione identitaria – un processo continuo e molteplice. La situazione contemporanea, analizzata nella prospettiva che abbiamo presentato, mostra la necessità di un grande e profondo dibattito pubblico che tenti di diminuire le tensioni dovute all'asincronia fra i diversi piani discorsivi. Tale dibattito non risolverà

[394] Rafforzando l'idea di una stretta interconnessione fra industrializzazione capitalista e urbanizzazione planetaria.

razionalmente e definitivamente i problemi emersi, ma permetterà di integrare meglio coloro che, per diversi motivi, si sentono oggi esclusi dalla vita pubblica e dunque di sanare almeno in parte la perdita di legittimità delle istituzioni.

Affinché tale dibattito possa avere un buon esito, non è solo importante che la cittadinanza sia chiamata attivamente a parteciparvi (Lévy et al., 2018), ma che filosofia e scienze sociali aiutino a sviluppare una conoscenza critica ed autocritica della realtà. In questo ambito, proporremo alcuni elementi di riflessione che emergono dall'analisi socio-spaziale che abbiamo condotto finora. Non si tratterà cioè di definire e delimitare completamente il dibattito, ma invece di favorirlo e promuoverlo tramite una prospettiva particolare, in questo caso vincolata all'analisi critica e (post-)marxista di elementi socio-spaziali[395].

2.2.1 Insufficienze dell'approccio liberale e del marxismo dogmatico

Per affrontare il dibattito, occorre anzitutto comprendere che la posizione egemonica difesa dalle istituzioni finora – un liberalismo articolato attorno a posizioni neo-conservatrici o, al contrario, su posizioni socio-liberali eredi della *terza via* – risulta insufficiente.

> À ces populismes réactionnaires plus ou moins interconnectés, traduisant la démoralisation des classes populaires et des classes moyennes, le cynisme des castes dirigeantes, l'absence de perspectives postnationales pour faire face à la mondialisation et la régression des mouvements sociaux, il est totalement illusoire de penser qu'on puisse opposer une simple prédication morale, un hymne aux vertus de l'État de droit et du libéralisme, recouvrant en pratique la perpétuation des inégalités et la domination écrasante des intérêts de la propriété et de la finance. Il faut une remobilisation populaire dont le moteur ne peut être, initialement, qu'une protestation. (Balibar, 2016, p. 53)

Il progetto neoliberale di una società retta sulla proprietà privata e il libero mercato ha mostrato i propri limiti socio-politici, territoriali ed ambientali. Le contraddizioni strutturali fra la spinta crematistica e quantitativista insita nel capitalismo e i limiti (ambientali, antropologici, sociali, culturali) della realtà appaiono evidenti. Affinché un dibattito possa far maturare la società, e permettere a nuove forme di governo e di costruzione d'identità personali e collettive di emergere, è dunque necessario sviluppare una critica di tutti gli aspetti insufficienti dell'approccio liberale (nelle sue varie declinazioni).

Fra i diversi punti critici, v'è sicuramente l'assenza di una comprensione profonda dello spazio come prodotto (e produttore) sociale (Lefebvre, 2000)[396]. Per far sì che tale comprensione possa veramente dare i propri frutti è però fondamentale sottolineare gli aspetti legati alla distribuzione del potere – tentare di comprendere le strutture di classe. Un'analisi, anche spazialmente cosciente, che dimentichi però (in funzione di una visione influenzata dal pensiero liberale) la dimensione di classe nella produzione dello spazio è destinata alla sterilità. Prendiamo ad esempio l'analisi dell'urbano proposta da Lévy.

> Dans son principe même, la ville est l'utopie d'un espace à zéro dimension, où toute la vie sociale se trouverait concentrée en un même point. Par définition, elle accumule un maximum de diversité dans une étendue restreinte, impliquant à la fois plus de liberté et plus de compatibilité entre soi et les autres. À condition qu'elle soit assumée comme telle, l'urbanité apparaît indissociable de la production d'opportunités. (Lévy et al., 2018, p. 100)

[395] «Spatial justice is not a substitute or alternative to other forms of justice but rather represents a particular emphasis and interpretive perspective» (Soja, 2010, p. 13).

[396] Una delle critiche mosse ad esempio a Rawls (1971) è proprio quella di non aver sufficientemente considerato l'influenza dello spazio nella produzione e riproduzione delle ingiustizie sociali – fornendo invece una visione tutto sommato omogeneizzante e quantificante dello spazio, sulla scorta del paradigma cartesiano (cfr. Soja, 2010, pp. 76-79).

Ci troviamo di fronte a una descrizione concettuale dell'urbano che dimentica però un aspetto fondamentale. Affinché l'urbano possa catalizzare più libertà e più armonia sociale, infatti, è necessario che le persone si sentano partecipi, che possano contribuire alla co-costruzione dello spazio urbano. Le città contemporanee, però, sono il frutto delle contraddizioni strutturali del sistema capitalista (Harvey, 2008, 2010, 2016) – esse costituiscono ciò che Harvey chiama lo *spatial fix* del capitalismo. Prendendo in considerazione anche questi aspetti, infatti, ci si rende conto di come gli spazi urbani contemporanei siano ben lontani da quella realtà idealizzata da Lévy. «Capitalist city itself functions day to day as a machine for the manufacturing and maintenance of distributional inequalities» (Soja, 2010, p. 49). Solo quando le persone potranno realmente intervenire – in quanto comunità abitante – sui meccanismi anche economici che regolano la produzione delle città contemporanee, lo spazio urbano corrisponderà alla descrizione concettuale fornita da Lévy. Analizzare lo spazio urbano e la sua capacità di integrare e migliorare la vita delle persone senza considerare gli aspetti economici strutturali (come la proprietà), in una prospettiva chiaramente liberale in cui politica e mercato non devono formalmente confondersi, porta dunque a non comprendere il problema contemporaneo. Le analisi di stampo liberale – di nuovo, ci riferiamo a tutte le analisi che non comprendano le profonde interrelazioni fra sistema urbano e struttura economica[397] – non volendo mischiare politica ed economia privata[398], non possono infatti comprendere un problema che sorge anche proprio in base alle tensioni fra economia e politica, fra ragione crematistica (quantitativista) e metodi tradizionali di costruzione dell'identità collettiva, tra le modalità di produzione dello spazio sociale contemporaneo e le necessità e i riferimenti simbolici delle identità personali e collettive. Lo stesso discorso può essere fatto per molti altri aspetti della realtà sociale[399].

Che l'analisi delle strutture di classe sia interessante e arricchente non significa però che occorre – come è successo al marxismo più dogmatico – feticizzare queste categorie o assolutizzarle. Non si può più pensare – com'era ancora lecito fare nel primo capitalismo industriale – che esistano due classi semplicemente contrapposte e completamente separate.

> Il n'y a pas d'extériorité entre les intérêts du capital et ceux de la population. Cela ne veut pas dire du tout qu'il n'y ait pas d'antagonisme, de contradiction ni de conflit : cela veut dire que les antagonismes traversent le mode de vie, les modèles d'activité et de consommation, les intérêts et donc les formes de conscience des groupes sociaux. Le combat n'est donc pas tant entre deux groupes préexistants (gros et petits, exploiteurs et exploités, détenteurs et victimes du pouvoir) qu'il n'est entre deux façons possibles de «collectiviser» les intérêts des individus qui, pour une part, concernent les même classes, les mêmes nations, les mêmes professions et qui impliquent à chaque fois un autre mode de gouvernement pour la société. (Balibar, 2016, p. 63)

L'analisi di classe è certo necessaria, ma non più sufficiente a spiegare la complessità del reale. Nel superamento dei limiti della società disciplinare, il sistema capitalista ha saputo infatti irretire e confondere gli interessi di classe, per poterli meglio celare. Occorre allora osservare – così come recepito dall'approccio

[397] Tali analisi risultano oggi purtroppo dominanti. Le questioni di classe e una domanda più strutturata di giustizia socio-spaziale è infatti praticamente assente dalla prassi politica a scala europea (Hadjimichalis, 2011). Per delle proposte di riforme politiche concrete in ambito economico-finanziario, vedasi Blackburn (2019).

[398] E cioè mantenendo il carattere sacro dell'economia – crematistica – privata (Schmitt, 2010, p. 57).

[399] Così, ad esempio, la mobilità può essere certamente interpretata come una conquista umana, un modo di arricchire la vita e di rendere più flessibili e capaci le persone. Al contempo, però, integrando l'analisi di classe, ci si può render conto di come la mobilità imposta in una società ineguale contribuisce a distruggere i legami sociali che permettono di organizzare una (seppur minima) resistenza alla violenza del sistema, a riprodurre e finanche aumentare le disparità socio-spaziali. Il legame fra mobilità (positiva) e precarietà (negativa) emerge unicamente dall'analisi che prende in considerazione anche gli aspetti di classe e le relazioni di potere, e così facendo consente un'osservazione del fenomeno nella sua interezza.

post-marxista – i rapporti di potere discorsivo, che sono costituiti principalmente ma non unicamente da rapporti di classe. L'egemonia culturale – nelle sue manifestazioni concrete, fra cui spicca la produzione e riproduzione dello spazio – gioca dunque un ruolo fondamentale. Concentrandosi sul governo della società, e non unicamente su nozioni ideali (liberali) o economiche (marxismo dogmatico), possiamo allora delineare alcuni elementi – sorti da questo lavoro – che dovrebbero contribuire al dibattito sociale. In primo luogo occorrerà rivedere alcune nozioni legate alla giustizia. Poi si discuterà della proprietà come meccanismo di regolazione sociale. In seguito si affronterà la questione della cittadinanza per terminare osservando nuove possibilità di architettura istituzionale.

2.2.2 I criteri spaziali della giustizia

Senza necessariamente entrare nelle differenze specifiche fra azione positiva (positive action) e discriminazione positiva (positive discrimination) (Noon, 2010), possiamo affermare che la maggioranza dei sistemi etici e delle concezioni della giustizia concepisce una certa forma di re-distribuzione o di correzione delle ineguaglianze. Diversi autori legati al lascito di Lefebvre (2015) hanno formulato teorie sulla *giustizia spaziale*[400] che comprendono una certa compensazione per le ineguaglianze territoriali. Il problema però risiede nella definizione dei criteri di valutazione di tali ineguaglianze. Come definire i più sfavoriti? Chi includere nell'analisi: solo persone o anche comunità intere? Come determinare chi necessita di un trattamento di favore per restaurare una situazione di equità? Insomma, come identificare i più deboli e poterli così aiutare?

Rispondere a questa domanda non è affatto semplice. Di seguito, analizzeremo il problema da diverse prospettive. Anzitutto, si può dibattere sulla pertinenza o meno di riconoscere identità collettive come portatrici di diritti. Questo dibattito non è affatto scontato. Mentre i neoliberali negano l'esistenza di entità collettive – il famoso «there's no such thing as society» di Thatcher –, le politiche redistributive degli anni '80 (Soja, 2010, p. 65) favorivano invece un approccio regionalista – in cui cioè le regioni periferiche e i loro comuni erano visti come gli sfavoriti da compensare per mantenere una certa equità nello sviluppo socio-territoriale. L'esempio ticinese ha mostrato ampiamente la transizione fra queste due prospettive – dalla centralizzazione decentrata (che riconosceva le regioni periferiche come entità) alla specializzazione funzionale (che nega la «sufficienza» dell'esistenza di regioni periferiche sfavorite come criterio di compensazione). Come possiamo comprendere, si tratta di un dibattito importante: le comunità periferiche (rappresentate generalmente nell'istituzione comunale o regionale) hanno, per il semplice fatto d'esistere, determinati diritti oppure no? Infatti, se ogni comunità locale viene ritenuta l'unità minima fondamentale

[400] Il concetto di giustizia spaziale è assai interessante, e val la pena approfondirlo brevemente. Esso è stato introdotto nella seconda metà del ventesimo secolo da diversi autori legati alla geografia critica e continua tutt'oggi ad essere una nozione centrale nell'analisi geografica della società, con riviste e congressi dedicati al suo studio (Dufaux, Gervais-Lambony, Lehman-Frisch, & Moreau, 2009). La giustizia spaziale, importante in geografia sociale e in sociologia urbana, assumerà presumibilmente un'importanza crescente anche in filosofia politica. Grazie allo *spatial turn* – una maggior sensibilità alla dimensione spaziale della società – e alla crescente importanza della dimensione ambientale, ecologica e materiale nelle riflessioni etiche e politiche, infatti, tale disciplina sta vieppiù comprendendo che le relazioni sociali poggiano su determinate spazialità. Che lo spazio giochi un ruolo importante nell'influenzare le relazioni sociali – e che quindi la ricerca di una maggior giustizia spaziale sia fondamentale per il progresso sociale – non significa però che esso sia l'unica chiave d'accesso alle discussioni etico-politiche sulla giustizia: vi sono evidentemente altre possibilità di affrontare la questione, concentrandosi su altri processi sociali.
Nel quadro di questa ricerca si è insistito molto sulla centralità che i processi di produzione dello spazio hanno nell'influenzare le relazioni sociali e i rapporti di potere. Si sono altresì osservati casi di comunità infraurbane che percepivano i progetti delle autorità come una forma di esclusione ed estromissione dallo spazio politico (ovvero di asservimento dei propri modi di vita a logiche esterne). In quest'ottica, discutere – seppur brevemente – di giustizia spaziale è un modo per avvicinarsi alla più vasta discussione sulla giustizia sociale *in toto*.

della società, allora risulta chiaro che le comunità più periferiche avranno diritto ad avere certe facilitazioni – poiché altrimenti si escluderebbero dalla società i loro abitanti. Tale visione si accorda perfettamente con il progetto di democrazia radicale proposto da Mouffe, la quale sottolinea la necessità di superare l'individualismo tipico di determinate correnti liberali[401] – e contribuirebbe sicuramente a diminuire la conflittualità e l'aggressività mostrata da queste comunità, che si percepiscono come escluse e non rappresentate, rispetto ai progetti di riforme territoriali a scala complessiva. Al contempo però, essa non è esente da problematiche importanti. Dal punto di vista individualista infatti, questo approccio genererebbe una seria disparità fra i cittadini: gli abitanti dei comuni periferici percepirebbero una spesa pubblica decisamente maggiore rispetto a coloro che vivono in zone più densamente popolate. Tuttavia, ciò potrebbe essere in parte palliato osservando altri criteri.

Riconoscendo la dimensione sociale (non unicamente materiale) dello spazio, è infatti possibile allontanarsi – in modo più o meno marcato – da una prospettiva in cui la superficie è l'unico criterio d'assegnazione degli investimenti[402]: si potrebbe cioè garantire l'accesso eguale ai servizi pubblici ad ogni cittadino accettando al contempo delle importanti disparità nei tempi d'accesso a questi servizi (Lévy et al., 2018, p. 115). Al contempo poi, favorire o no le comunità periferiche ha degli effetti a lungo termine sullo sviluppo urbano delle regioni interessate. Laddove lo stato si impegni a mantenere dei dispendiosi servizi anche nelle zone marginali, è probabile pensare che lo sviluppo territoriale si manterrà tendenzialmente policentrico. Laddove invece lo stato favorisse una visione egualitaria in base non alle comunità ma ai cittadini – e dunque al peso demografico – è chiaro che i maggiori investimenti nelle aree urbane (che comprendono più persone) si tradurrebbero in una maggior densificazione attorno ai centri e, corrispettivamente, a una crescente disparità fra zone urbane e infraurbane.

Per poter affrontare in modo serio e critico un dibattito pubblico sul tipo di equilibrio socio-spaziale da perseguire come società, appare chiaro che occorre valutare con attenzione tutti questi aspetti. Si scontrano qui, infatti, piani diversi che devono poter essere ponderati. Da un lato vi sono gli obiettivi socio-territoriali (è bene densificare gli spazi urbani, o è preferibile favorire una semi-urbanizzazione il più possibile omogenea sull'insieme del territorio? Diversi indicatori paiono suggerire che la densificazione sia una risposta più efficace[403]) e dall'altro delle considerazioni di carattere etico-politico fondamentali (le collettività hanno diritti in sé o la loro esistenza dipende unicamente dalla congiuntura – e perciò non possono rivendicare maggiori aiuti statali? Come definire le diverse comunità? È possibile pensare che una valle sia ancora un'entità funzionalmente separata dalla rete urbana?). Contribuire al mantenimento di determinati servizi nelle aree infraurbane poi, pare togliere risorse che potrebbero essere investite nelle periferie suburbane (più densamente abitate) per migliorarne la qualità e la vivibilità.

Di fronte alla complessità dell'argomento, non è semplice il compito di identificare e definire la categoria più sfavorita, coloro cioè che avranno legittimamente diritto a ricevere una compensazione in forma di maggiori aiuti e solidarietà. Le scienze sociali e la filosofia, facendo emergere con chiarezza e criticità i limiti

[401] «Today, an individualistic framework renders impossible the extension of the democratic revolution to an ensemble of social relations whose specificity can only be grasped by recognizing the multiplicity of the identities and subject positions that make up an individual» (Mouffe, 2005, p. 100).

[402] Esistono infatti diverse possibilità alternative per l'assegnazione degli investimenti pubblici: la metrica da utilizzare può essere ad esempio *metrica* (un ospedale ogni x km^2) o *demografica* (un ospedale ogni x abitanti). L'equità da perseguire socialmente può essere allora demo-centrica o territorial-centrica – il che di nuovo rimanda alla contrapposizione fra la concezione di uno spazio insulare e quella reticolare.

[403] Anche perché concentrando intensivamente lo sfruttamento del territorio in determinate aree, si libererebbe spazio da rinaturalizzare, il che favorirebbe una maggior presenza di biodiversità, condizione imprescindibile per affrontare la grande sfida del cambiamento climatico (Vettese, 2018).

e le conseguenze delle scelte e dei criteri utilizzati, possono e dovrebbero favorire e guidare il dibattito pubblico – nella consapevolezza che nessuna soluzione trovata sarà definitiva, essendo la politica un processo plurale in continua evoluzione.

2.2.3 Verso un superamento della proprietà privata?

Fra gli aspetti importanti – come abbiamo potuto comprendere – nella produzione sociale (e dunque nella costruzione e riproduzione delle ingiustizie, così come dei modelli di giustizia) lo spazio gioca un ruolo fondamentale. Ogni società infatti produce ed è prodotta dal proprio spazio. Le modalità di gestione e governo di questi processi sono dunque centrali nella definizione dell'egemonia socio-culturale. L'urbanità – al di là delle sue definizioni concettual-ideali – può dunque essere luogo di arricchimento socio-culturale e di miglioramento delle condizioni di vita così come luogo di ulteriore asservimento a logiche di dominazione e sfruttamento da parte del capitale. Volendo favorire un dibattito sul futuro della società, risulta dunque impossibile non parlare di proprietà. Secondo alcuni ricercatori, storicamente sono esistite «tre grandi forme di "integrazione economica", ovvero del processo attraverso il quale la società risolve il problema del suo sostentamento e della sua riproduzione fisica e sociale. Queste forme sono la *reciprocità*, la *ridistribuzione* e lo *scambio di mercato*» (Torricelli, 2009, p. 56). L'equilibrio di queste tre forme si è vieppiù capovolto a favore dello scambio di mercato come regolatore sociale praticamente indiscusso nell'epoca moderna e contemporanea. Ciò costituisce una peculiarità storica che risponde alla vocazione quantitativista del progetto di dominazione del reale moderno.

Per quanto riguarda la gestione delle terre – in special modo delle terre comuni, il fondamento della comunità e il presupposto, nell'epoca contemporanea, per la gestione di progetti di trasformazione urbana a grande scala e ad ampio respiro) – la predominanza dell'economia di mercato e la sacralità della proprietà privata su altre forme di gestione hanno trasformato la produzione dello spazio in un meccanismo di produzione e riproduzione di ingiustizie, escludendo di fatto i più deboli e privandoli della possibilità di partecipare alla determinazione dello sviluppo urbano e territoriale. Esistono però dei meccanismi alternativi alla gestione meramente di mercato. Essi non sono necessariamente migliori, più efficienti o più inclusivi, ma vanno presi in considerazione per arricchire il dibattito.

Anzitutto è bene comprendere che la storia è piena di esempi che mostrano una gestione del territorio distinta da quella mercato-centrica moderna e contemporanea. «È sorprendente come per regolare i rapporti economici l'associazione di reciprocità e ridistribuzione, pur con cambiamenti anche sostanziali, si prolunghi dal tempo immemorabile delle prime città sino quasi alle soglie della modernità» (Torricelli, 2009, p. 58). Solo con la presa del potere della borghesia – una classe esistenzialmente precaria ed essenzialmente antipolitica poiché strutturata attorno alla crematistica in contrapposizione ad ogni altra disciplina – i meccanismi di mercato diventano, in pratica, i fondamentali regolatori dello sviluppo urbano.

> Direct social or collective ownership of land or common spaces has almost disappeared as the three-sided ownership model (individual/family, corporate, and state/institutional) has been accepted virtually without question, even when it leads to and sustains the production and reproduction of profound injustices. (Soja, 2010, p. 44)

Il caso svizzero offre un prezioso esempio alternativo a questo proposito. Nel corso della costituzione della Confederazione infatti, diverse istituzioni provenienti dalle società rurali tradizionali sono state in qualche modo preservate – il che confermerebbe l'ipotesi secondo cui la Svizzera è un paese votato alla mescolanza

fra tradizione e innovazione[404]. Il patriziato – ente di diritto pubblico che gestisce proprietà collettive – è infatti una forma di gestione della terra comune non sottomesso alle stesse regole di funzionamento delle istituzioni statali[405]. La sua particolarità consiste nel far partecipare una parte della popolazione – i cittadini patrizi, definiti in base all'ideale della comunità e della stanzialità del mondo agricolo[406] – in modo attivo all'elaborazione di progetti e alla gestione del territorio. Mentre nei comuni infraurbani tali enti manifestano ancora funzionamenti tradizionali tipicamente legati alla gestione forestale e degli alpeggi, vi sono alcuni esempi di patriziati urbani che – proprio per il fatto di non seguire gli stessi ritmi delle normali istituzioni statali – hanno potuto mettere in campo delle strategie di pianificazione e sviluppo a lungo termine che non rispondevano a interessi elettorali o di parte (Gerber, Nahrath, Csikos, & Knoepfel, 2011). Certo istituzioni come quella patriziale, provenendo da un passato ormai lontano non costituiscono né l'unica alternativa possibile né quella più costruttiva o inclusiva. Esse mostrano però che il libero mercato e la sacralità della proprietà privata non sono né le uniche né necessariamente le migliori condizioni per favorire uno sviluppo urbano giusto ed efficace.

Parlare di struttura della proprietà urbana e di istituzioni locali di gestione delle terre comuni mostra a che punto le diverse scale della società siano interconnesse: una lotta generale per un mondo più giusto passa per la trasformazione a scala locale di dinamiche di costruzione comune, e viceversa – una lotta locale non può non relazionarsi, per essere coerente ed efficace, con delle prospettive più ampie[407]. Al contempo, tale discussione mostra piste alternative per favorire una maggior integrazione della popolazione nella produzione dello spazio – condizione indispensabile affinché si possa sviluppare un sentimento d'appartenenza che aiuti a far superare le asincronie identitarie.

2.2.4 Verso un nuovo equilibrio fra nazionalità e cittadinanza?

Abbiamo potuto vedere come, durante la modernità, gli stati abbiano creato la narrativa nazionale per potersi legittimare. Tale legittimazione serviva, oltretutto, a favorire il potere egemonico, nonché a spingere le dinamiche di omologazione e omogeneizzazione del territorio statale. La modernità – in quanto progetto di quantificazione del reale – vede infatti lo stato rivendicare un territorio (su un modello insulare) nel quale applicare un'omogeneizzazione legale: tutti sono uguali davanti alla legge e la legge si applica egualmente

[404] «Switzerland is no think tank for innovative strategies but rather a laboratory for testing to the breaking point the elasticity and adaptability of its traditional patterns under the pressure of upheavals. Its model made it possible for Switzerland in the twentieth century to be at once a highly conservative country and yet one of the most modern. It is based on the idea of asynchronous tempi: different rates of transformation are permitted in social, economic and cultural fields» (Diener et al., 2006, p. 137).

[405] Esso si situa cioè in una posizione di estraneità sia rispetto alle logiche della proprietà privata che a quelle statali, riportando in voga l'idea cooperativista – esprimibile in varie forme, ad esempio quella tipicamente cattolica di Belloc (2012).

[406] A questo proposito è forse interessante richiamare gli studi sulle strutture famigliari tradizionali e i loro effetti sul resto della società (Todd, 2015), così come un'analisi critica sulla trasformazione in senso nucleare e individualista della famiglia moderna e contemporanea – famiglia che, perdendo la forza dei propri vincoli, permette certo maggior mobilità e libertà, ma favorisce anche un maggior asservimento dell'individuo (in qualità di forza-lavoro) nel sistema produttivo. «Il y a eut, tout d'abord, une pression constante pour rompre le lien entre l'organisation du foyer et la territorialité. Dans une première phase, on observe une pression très ancienne pour détacher de plus en plus d'individus de leur attachement physique, juridique et émotionnel à une petite unité locale particulière. Dans une autre phase, qui souvent succède immédiatement à la précédente, la pression s'exerce pour diminuer, sans toutefois totalement l'éliminer, l'importance de la résidence commune en tant que base juridique et psychosociologique de l'appropriation collective du revenu. (C'est ce phénomène qui, à mon avis, a été très incorrectement perçu comme l'avènement de la "famille nucléaire"» (Wallerstein, 2018c, p. 178).

[407] «It does not take much to see how local struggles for spatial justice and the right to the city can be connected to global movements for planetary sustainability and universal human rights. The scales of spatial justice are not separate and distinct; they interact and interweave in complex patterns» (Soja, 2010, p. 46).

in ogni parte del territorio. Per radicare e rafforzare tale progetto, l'insistenza su un sostrato socio-culturale comune – la nazione – era dunque necessario.

> Identidad, nacionalidad y ciudadanía son tres conceptos que, vinculados con la idea de modernidad, han venido funcionando conjuntamente hasta nuestros días. El Estado moderno se ha instituido como una unidad político-geográfica basada conceptualmente en el ideal de congruencia espacial, es decir, un pueblo culturalmente homogéneo con plena capacidad de decisión y control sobre un territorio políticamente soberano. Por eso, la territorialidad ha sido siempre considerada un elemento destacado en la construcción de la identidad, bajo la suposición de que la pertenencia a un Estado soberano es lo que genera de manera automática una identificación como miembro de una comunidad política. (Rodríguez Lestegás, 2008, p. 12)

Stato e nazione andavano dunque di pari passo, e così, negli stati monoetnici (o a progetto monoetnico), nazione e cittadinanza (l'appartenenza legale a uno stato) erano nozioni quasi confondibili. Oggi però il panorama si è radicalmente trasformato[408].

La progressiva sostituzione dei territori insulari da parte di spazi reticolari interconnessi modifica infatti il quadro entro il quale si sviluppano cittadinanza e nazionalità. Il quadro legale – omogeneo ed omogeneizzante – tende a svilupparsi a scala superiore grazie a diversi trattati e istituzioni internazionali. Se da un lato questo rafforza e radica il progetto moderno di omogeneizzazione, dall'altro scinde tale progetto da una prospettiva etnocentrica – o, al limite, di adeguare la narrativa nazionale ad una scala più vasta, come nell'esempio europeo (Margarit, 2009; Pratt, 2005). Socialmente e culturalmente, il sostrato che sosteneva la narrazione nazionale si è però trasformato. L'emergere di una forma di abitare politopica (Stock, 2006) e l'importanza della mobilità rende molto più difficile costruire dei meccanismi di omogeneizzazione sociale. «Si la mobilité a donné aux hommes davantage de libertés, elle a de fait rendu caducs des types idéaux d'individus repérables et répétables dans le temps et qui auraient des caractéristiques fixes» (Lévy et al., 2018, p. 62). La sfida posta da queste trasformazioni è notevole. Non è infatti semplice riuscire a immaginare una soluzione istituzionale che permetta di coordinare e far convergere stili di vita, obiettivi, pratiche e valori vieppiù divergenti e individualizzati.

> Societal differentiation and the fragmentation of identities (individual and collective) render social organization, consensual decision-making and collective action ever more difficult. To the same degree that even at the level of the single individual, values and interests are becoming ever more diverse, inconsistent and volatile, their organization and consistent articulation – through political parties, movements or programmes – turns into a formidable challenge. (Blühdorn & Butzlaff, 2019, p. 200)

Certo, anche in passato la narrazione nazionale si era fondata su comunità distinte – sia in termini di classe che per quanto riguarda la separazione fra città e campagna. Tuttavia il contesto tradizionale era prevalentemente stanziale e legato a una certa omogeneità intracomunitaria. La mediazione da operare fra interessi della classe dominante e dell'insieme della popolazione, così come fra i riferimenti di comunità cittadine e comunità rurali non era perciò un esercizio impossibile: ogni nazione, nonostante le proprie differenze interne, poteva vantare delle caratteristiche comuni (Bauer, 2016). Oggi, invece, la divisione non è più unicamente fra comunità e classi. All'interno delle stesse classi e delle comunità territoriali vi sono

[408] «Sabemos que la noción formal de ciudadanía siempre se ha referido a la identificación del ciudadano como miembro de una comunidad política geográficamente determinada, pero ahora es necesaria una redefinición de la identidad nacional, con la consiguiente revisión del arraigado vínculo histórico entre ciudadanía y nacionalidad» (Rodríguez Lestegás, 2008, p. 16)Rodríguez Lestegás16.

infatti differenze individuali fondamentali, che vertono su pratiche, valori e riferimenti identitari. Ad esempio, è chiaro che la globalizzazione neoliberale frattura la borghesia nazionale e locale, separando coloro che sostengono e sono avvantaggiati dal processo di integrazione del mercato mondiale e coloro che invece lo rifuggono tentando di mantenere il controllo sulla propria attività a scala ridotta e senza un'eccessiva concorrenza. Allo stesso modo, urbani ed infraurbani divergono in modo apparentemente insanabile per quanto riguarda pratiche ma soprattutto riferimenti identitari e valori (Lévy et al., 2018). La propensione alla globalizzazione o il ripiegamento identitario a scala ridotta mostrano una delle fratture principali sulle quali si giocano le tensioni fra nazionalità e cittadinanza. Solo l'avvento egemonico di una narrativa rinnovata ed inclusiva, che riesca in qualche modo ad integrare i vari attori – riducendo e normalizzando la conflittualità delle loro aspirazioni – potrà permettere di superare in modo costruttivo tale periodo di crisi identitaria e istituzionale.

2.2.5 Verso una nuova architettura istituzionale?

Di fronte ai cambiamenti socio-territoriali in atto una trasformazione istituzionale appare più che necessaria. Le istituzioni devono infatti raggiungere un tasso sufficiente di efficacia nella gestione dei fenomeni per poter mantenere la propria legittimità. Ci sono diverse questioni da analizzare a questo proposito.

Una ridefinizione dello spazio funzionale

Possiamo definire lo spazio funzionale come un'area interessata da uno stesso fenomeno. Lo spazio funzionale di uno snodo urbano ad esempio sarà determinato dal grado di densità e diversità che presenta il territorio circostante. In base a questa nozione, dunque, è possibile tracciare dei confini – più o meno chiari – fra aree urbane ed infraurbane, o più in particolare fra zone urbane, suburbane e periurbane. Ad ogni fenomeno sociale corrisponde uno spazio funzionale. Così, ad esempio, il traffico su un particolare tratto stradale riguarderà solo una parte del territorio (quella su cui è presente la strada) di più comuni (sui quali si snoda l'infrastruttura).

Quanto è emerso nell'analisi del caso ticinese mostra come i confini comunali, tracciati durante un'epoca sedentaria e rurale, non rispondano più a una delimitazione *sufficientemente buona* dello spazio. Essi infatti sono sorti circoscrivendo la vita di comunità contadine che ruotavano attorno a una parrocchia e a una piazza. Oggi, tuttavia, i paesi delle valli dipendono da lavori negli spazi urbani[409] (i quali a loro volta sono divisi in una miriade di territori comunali[410]).

Far coincidere spazi funzionali e territori politici non è però un compito semplice. Apparentemente tecnico, tale compito si rivela in realtà sommamente politico – esistono numerose alternative per portare a capo una riforma, ognuna con effetti socio-territoriali distinti. Tracciare i confini istituzionali permette infatti di creare territori conformando i loro equilibri di potere: un atto importante di ingegneria sociale (Gaeta, 2011). Inoltre, gli spazi funzionali sono in continua evoluzione, mentre i territori istituzionali sono ancora profondamente ancorati all'idea di permanenza come segno distintivo del potere, e dunque a una certa rigidità e difficoltà d'adattamento.

[409] Ecco riemergere la tensione fra il territorio insulare del comune e i fenomeni socio-spaziali tipici del mondo urbano reticolare.

[410] «Dans la plupart des pays démocratiques, il existe un décalage substantiel entre l'aire urbaine effective, telle qu'on peut la mesurer par différents indicateurs, et le territoire politique» (Lévy et al., 2018, p. 219).

L'aumento di disparità fra spazi di vita e territori di decisione politica

L'effetto di questa duplice realtà – difficoltà simbolica e difficoltà tecnica di modificare legittimamente i territori istituzionali – genera una tensione crescente. Gli spazi di vita – vieppiù organizzati reticolarmente e politopicamente – generano infatti spazi funzionali cambianti e dinamici[411]. «Les espaces politiques sont des territoires continus bordés de limites franches, alors que les espaces des habitants sont pour l'essentiel des réseaux, faits de points et de lignes, de lieux et de liens entre ces lieux» (Lévy et al., 2018, p. 239). I fenomeni sociali, costituiti dall'insieme dei fenomeni legati agli spazi di vita individuali, che avvengono e che definiscono gli spazi funzionali – pendolarismo, traffico, differenziazione delle attività, … – non corrispondono quasi mai ai limiti dei territori istituzionali. La non corrispondenza di questi spazi, a sua volta impedisce una gestione istituzionale ottimizzata dei fenomeni sociali. Ciò debilita le istituzioni e il loro valore simbolico agli occhi della società[412]. Tale divario favorisce cioè l'emergere e il rafforzarsi di fenomeni populisti che mirano alla ridefinizione del «noi» (che corrisponde a una ridefinizione delle frontiere) e denunciano i limiti delle istituzioni della democrazia rappresentativa.

Al di là della sua conformazione spaziale, il fenomeno d'esplosione e individualizzazione della società è attivo in diversi ambiti. Importante ad esempio è il fenomeno dell'autosegregazione cognitiva legata ai nuovi mezzi d'informazione e comunicazione (Flaxman, Goel, & Rao, 2016). Seppure non sia ancora chiaro l'effetto di tali dinamiche socio-epistemiche (Zuiderveen Borgesius et al., 2016), esse mostrano una tendenza più generale della società ad abbandonare modelli disciplinari universalistici. La fine della società disciplinare (Han, 2016) dunque emerge non solo spazialmente – tramite la politopicità – ma su diversi piani (come appunto, nelle nuove tecnologie di informazione e comunicazione). Il dibattito pubblico si accende e diventa più aggressivo, dal momento che la moltiplicazione di prospettive e piani di discussione accentuano la difficoltà di comprensione reciproca[413]. Tale fenomeno è emerso con chiarezza anche dall'analisi discorsiva del caso ticinese: molte polemiche erano infatti dettate da un'importante asincronia discorsiva fra istituzioni e parte della popolazione locale. Ciò articola una situazione vieppiù problematica da governare – la differenziazione crescente rende infatti difficile stabilire dei consensi minimi, erodendo la possibilità istituzionale di soddisfare le necessità e le aspettative individuali e dunque favorendo crisi di legittimità politica (Bobbio, 1995, p. 26).

Ecco dunque profilarsi una situazione contraddittoria: laddove mancano i mezzi istituzionali e politici per affrontare una gestione efficace e legittima dei fenomeni sociali, si avverte al contempo una maggior necessità di giustizia ed inclusione. Per poter risolvere le crescenti richieste della popolazione e favorire una

[411] «La localisation exacte des hommes qui est à la base de la régionalisation, les cartes de peuplement basées sur le lieu de résidence unique des individus, la prise en compte des seuls résidents dans les modèles de villes — qu'il s'agisse des lieux ou des espaces urbains —, une grande partie des procédures classiques en géographie ne fonctionne plus sans problèmes» (Stock, 2006, p. 4).

[412] «The yardstick by which citizens measure the effectiveness and efficiency of established democratic norms and institutions is their understanding of their own personal 'self' and their collective identity» (Blühdorn & Butzlaff, 2019, p. 198). Dal momento che l'identità personale e i fenomeni sociali non riguardano gli stessi spazi delle istituzioni, esse appaiono vieppiù distanti agli occhi dei cittadini, perdendo così legittimità.

[413] «Así, las opiniones se confrontan, no tanto en las reglas y por los actores reconocidos de las salas parlamentarias o institucionales, sino en un espacio público fluctuante, a través de múltiples medios de comunicación, cada uno con su retórica propia (la empleada por la imagen televisiva, no es la misma que la de la radio, la prensa, el libro, etc.). Más que controversias en el seno de las cuales los actores se encontrarían cara a cara, los pro y los contra, nos encontramos a menudo frente a pluriversias, llevadas a cabo por actores con posiciones diversas, a menudo no muy contrastadas, sumergidas por un flujo continuo de información» (Dassetto, 2006, p. 33).

maggior giustizia sociale – almeno in termini di inclusione – occorre allora ripensare in qualche modo l'architettura istituzionale.

Come ri-legittimare le istituzioni?

Una possibile risposta, di fronte a questo fenomeno, sarebbe la trasformazione della spazialità istituzionale – svincolando quest'ultima dal modello insulare e trasformandola reticolarmente. Nuove istituzioni, organizzate non più attorno a un territorio di riferimento, ma attorno a questioni concrete – e gli spazi funzionali ad esse relative – potrebbero essere create per gestire determinati fenomeni. Un esempio in questo senso sono commissioni *ad hoc* incaricate di gestire dossier particolari. Esse, coadiuvate dallo sviluppo tecnologico (Foth, Tomitsch, Satchell, & Haeusler, 2015), potrebbero dunque –trasformandole – rivitalizzare e rilegittimare le istituzioni.

Queste commissioni, soluzione interattiva e rappresentativa, sollevano però altri problemi che è bene osservare. Anzitutto, esse sono concepite sulla figura dell'utente – ovvero sull'idea che la legittimità rispetto alla decisione su un determinato fenomeno spetti a chi ne è in qualche modo influenzato. La figura dell'utente esclude però quella del cittadino. La legittimità del sistema democratico era infatti pensata – in seno al liberalismo moderno – dalla capacità razionale del cittadino di affrontare temi in base a una prospettiva il più possibile universale[414].

La modernità ha ampiamente fatto emergere i limiti dell'universalismo sulla scena politica – «ogni forma di fondamentalismo o di sfrenato universalismo tende ad una violenza totalitaria, allorché svincola la validità delle circostanze contingenti dalla sua genesi. E da ciò risulta un doppio gioco: si difende nel proprio l'universale e nell'universale il proprio» (Waldenfels, 2012, p. 30). Ciò nonostante, appare chiaro che il particolarismo relativista non sia un'alternativa migliore per poter produrre legittimità politica. Il modello delle commissioni *ad hoc* rischia dunque di trasformare la ricerca di soluzioni politiche ai problemi sociali in una semplice fornitura di servizi agli utenti interessati – accogliendo di fatto una logica privata ed economica in seno alle istituzioni. Scalzare i problemi che riguardano l'ideale universalista senza cadere in sterili individualismi pare dunque assai complesso.

Altro importante problema della riforma della spazialità istituzionale – sia essa una semplice trasformazione territoriale o, appunto, il superamento dell'idea insulare di territorio per abbracciare un modello reticolare – è come definire gli spazi e le comunità che parteciperanno alle decisioni e quelli invece che ne saranno esclusi. Un modello istituzionale reticolare, che connetta i diversi snodi urbani che condividono problematiche e modi di vita, contribuirebbe infatti a rendere ancor più periferico e ininfluente il mondo infraurbano: si creerebbe una sorta di apartheid per cui gli abitanti infraurbani perderebbero completamente il proprio peso politico e sarebbero ancor più isolati[415].

Una possibile soluzione sarebbe quella di integrare vari metodi e tipi istituzionali. Le nuove commissioni *ad hoc*, ad esempio, non dovrebbero necessariamente soppiantare completamente le vecchie istituzioni politiche, ma potrebbero invece affiancarle. Esse potrebbero inoltre essere costituite in modo da favorire un pluralismo

[414] Secondo Schmitt ciò rimanda all'idea che «l'opinione degli uomini non sarebbe fondamento di validità, ma piuttosto indizio di valore» (Schmitt, 2013b, p. 34) – ovvero che il maggior numero di persone che partecipano nelle decisioni limiterebbe gli errori commessi.

[415] Mentre appare più semplice affermare che diversi snodi urbani a scala continentale condividano problematiche e modi di vita, non è possibile affermare lo stesso degli spazi infraurbani – in cui la morfologia territoriale, la storia, la cultura e la tradizione locale esercitano notevoli effetti di differenziazione. Ad un urbano europeo più o meno coeso, dunque, si contrappone una molteplicità di infraurbani con caratteristiche e problematiche distinte.

agonistico che, superando i limiti dell'universalismo moderno, non favorisca tuttavia la logica individualista ed economicista dell'utente.

Costruzione delle decisioni / Modalità di governo	Democrazia diretta	Democrazia rappresentativa
Interattiva	Votazioni indicative, sondaggi	Assemblee partecipative di volontari o tirati a sorte, processi partecipativi, concertazione puntuale o permanente, co-costruzione
Deliberativa	Votazioni, referendum, plebisciti	Democrazia rappresentativa

Tabella 8. Diverse opzioni sono possibili nella gestione dei fenomeni sociali e nell'articolazione di istituzioni democratiche. Fonte: (Lévy et al., 2018, p. 242).

Se si riuscissero a impostare dei meccanismi di partecipazione in questo modo, essi potrebbero sicuramente contribuire alla responsabilizzazione politica dei partecipanti, favorendo così la politicizzazione della cittadinanza e una sua maggiore integrazione (Cornwall & Gaventa, 2000).
Ciò nonostante, la questione dell'inasprimento del dibattito politico e dell'asincronia discorsiva resta uno dei punti da risolvere. Già oggi infatti, le istituzioni sono fautrici di discorsi che spesso non vengono compresi dalla popolazione – la quale ha dei riferimenti identitari e delle esperienze della realtà distinti da quelli dei responsabili istituzionali. La creazione di commissioni ed altre forme di partecipazione contribuirebbe a colmare il divario fra la cittadinanza e le istituzioni? Se così fosse si tratterebbe di uno strumento pedagogico fondamentale, nonché di un mezzo potente per esercitare e modificare l'egemonia culturale. Al tempo stesso però, la difficoltà nel determinare legittimamente chi può essere chiamato a svolgere un ruolo attivo e proattivo nella definizione delle politiche pubbliche (polemica cittadino/utente) mostra il rischio di un approfondimento delle divergenze in seno alla comunità. L'integrazione delle minoranze in tali consessi decisionali – un passo necessario al fine di una maggior giustizia sociale nelle questioni legate al riconoscimento – porterebbe una parte della popolazione a rifiutare come illegittime tali decisioni – allo stesso modo in cui oggi vengono rifiutate le decisioni istituzionali in quanto tecnocratiche e lontane dai modi di vita comuni. Se non si potesse risolvere questo problema, apparirebbe chiaro che l'aumento della democraticità istituzionale non contribuirebbe ad una maggior legittimazione delle azioni istituzionali – dando così credito a coloro che sostengono l'esistenza di un picco democratico[416].

La necessità di un processo decisionale inclusivo e pacificato

Appare dunque chiaro che il problema fondamentale, per poter affrontare le sfide socio-spaziali che attendono la società – e ancor di più per fronteggiare le sfide ambientali che richiederanno risposte decise e

[416] «The relationship between modernity and democracy may, therefore, be described in terms of a parabola with the turning point, peak democracy, being located at the height of the new social movements' participatory revolution. Peak democracy is the point in the ongoing modernization of contemporary societies beyond which the marginal utility of more democracy and further democratization becomes smaller or indeed negative» (Blühdorn & Butzlaff, 2019, p. 197).

coerenti – sia il come ristabilire una base comune e condivisa. Senza dover cadere in formulazioni di stampo antico e collettivista – secondo cui la società può sorgere unicamente in presenza di un *ethos* condiviso – occorre infatti riconoscere che un consenso *almeno* metodologico è fondamentale per la sopravvivenza della società. Ecco ripresentarsi il problema della legittimità. Questo patto sociale non va però immaginato – sulla scia dei liberali moderni – come un patto definitivo, universale, in cui i cittadini grazie a una discussione razionale abbiano trovato una soluzione immutabile ai propri problemi di convivenza. Esso deve invece accogliere le lezioni apprese dai fallimenti e dagli eccessi dell'universalismo. Deve poter essere pensato come un patto dinamico, adattabile alle nuove necessità sociali, ai paradigmi distinti e anche alla lotta culturale e politica in seno alla società. Inoltre, esso non può più semplicemente essere fondato sul dominio incontrastato della razionalità. Emozioni, identità, aspetti inconsci, classi sociali: ecco alcuni degli elementi che svolgono un ruolo importante nel determinare punti di vista non solo divergenti ma probabilmente anche irriconducibili in seno a una stessa società. Non resta dunque che tentare di integrare in modo il più costruttivo possibile la possibilità del dissenso e l'esistenza di asincronie discorsive nell'architettura istituzionale.

> Il problema cruciale, dunque, è come stabilire questa distinzione noi/loro, che è costitutiva della politica, in maniera compatibile col riconoscimento del pluralismo. Il conflitto non può e non deve essere sradicato dalle società democratiche liberali, dato che la specificità della democrazia pluralista risiede precisamente nel riconoscimento e nella legittimazione del conflitto. Una politica democratica liberale esige semmai che gli altri non siano intesi come nemici da distruggere, ma avversari le cui idee possono essere combattute, anche con ferocia, ma senza mai mettere in discussione il loro diritto a difenderle. Per dirla in altro modo, è importante che il conflitto non assuma la forma di un "antagonismo" (lotta tra nemici) bensì la forma di un «agonismo» (lotta tra avversari). (Mouffe, 2013b, pp. 26-27)

La questione è però complessa. Per pacificare le relazioni e disinnescare la dinamica amico/nemico in una più pacata relazione fra avversari infatti è necessario che entrambe le parti smettano di sentirsi minacciate. Il nemico è colui che, essendo distante in grado massimo dai modi di vita di un gruppo, ne minaccia l'esistenza stessa (Schmitt, 2013a, p. 109). A determinare l'inimicizia non è una semplice differenza nei modi di vita o nella comprensione del reale. L'inimicizia occorre laddove le differenze sono tali che una delle due parti si sente minacciata nella propria possibilità di esistere: nei casi più estremi il nemico incarna propriamente la negazione dei propri modi di vita[417]. Si tratta di un'opposizione radicale non necessariamente ragionata, che scatena le passioni più profonde. Qui emergono le difficoltà: anzitutto affinché si generi un'inimicizia è sufficiente che una delle due parti si attivi in questo senso – un gruppo può essere nemico di un altro senza neppure rendersene conto[418]. L'unica soluzione a questo scoppio di ostilità passa dunque necessariamente da una miglior integrazione di tutti gli attori nel gioco decisionale. «Quando i canali istituzionali non permettono agli antagonismi di esprimersi in modo agonistico, questi tendono a esplodere con violenza» (Mouffe, 2013b, p. 141). Se un gruppo percepisce di poter articolare e soprattutto difendere i propri modi di vita in seno al dibattito politico e alle istituzioni, allora difficilmente avrà la necessità di ricorrere a mezzi extra-istituzionali per proteggersi da ciò che percepisce come minaccia. Le identità si articolano allora armoniosamente con le istituzioni. Queste, grazie ad un funzionamento più inclusivo godono di una maggior legittimità: lo scontro

[417] «Il nemico (*hostis*) deve essere tenuto ben distinto dall'antagonista (*adversarius*). Mentre l'antagonismo si fonda su un conflitto di fatto e concerne ciò che l'altro dice e fa, l'inimicizia mira all'altro in quanto tale» (Waldenfels, 2012, p. 38). Nella terminologia post-marxista che utilizziamo, l'antagonismo di Waldenfels è agonismo, mentre l'inimicizia corrisponde all'antagonismo.

[418] Prendiamo l'esempio del Parc Adula: un progetto normale senza nessuna particolarità per il Cantone e i suoi sostenitori, la fine dei modi di vita della campagna e l'asservimento delle valli per i contrari.

politico è cioè intra-istituzionale e non di una parte della popolazione (esclusa) *contro* le istituzioni e il gruppo dominante[419]. Ciò impone di trovare dei meccanismi affinché nessuna egemonia culturale sia tale da minacciare strutturalmente il pluralismo sociale[420].

Osserviamo però alcune difficoltà di questo modello democratico radicale:

- **L'esistenza della struttura di classe**. Il capitalismo è un sistema economico strutturalmente votato alla diseguaglianza e alla sopraffazione di un gruppo da parte di un altro gruppo. Affinché sia possibile trasformare in agonismo le differenze, occorrerebbe dunque trasformare radicalmente la struttura economica per fare in modo che l'esistenza di una classe privilegiata non costituisca più una minaccia esistenziale per il resto della popolazione. L'appropriazione del plusvalore è infatti costitutiva della borghesia. Una proposta moderatamente alternativa consisterebbe nell'arbitraggio di stampo social-democratico, tale per cui i lavoratori accettassero l'esistenza della borghesia in cambio della determinazione di una quota massima di appropriazione del plusvalore da parte di quest'ultima, potrebbe ricondurre la contrapposizione fra queste due classi. Si tratterebbe cioè di fissare dei criteri *minimi* e *massimi* (rispolverando l'idea del *giusto mezzo* aristotelico) – a livello di salario, di proprietà e di diritti lavorativi. Il modello cooperativo (Belloc, 2012) contribuirebbe grandemente a questo progetto. Altre alternative più strutturate e radicali, comporterebbero la creazione di un mercato socializzato (Blackburn, 1991; Fahnbulleh, 2018).
- **L'urbanizzazione neoliberale**. Il processo planetario di urbanizzazione, influenzato dalle dinamiche neoliberali e dalla struttura economica spinge alla continua produzione, distruzione e riproduzione degli spazi di vita. La spietata concorrenza fra regioni e poli urbani per accaparrarsi risorse economiche e così sopravvivere non tollera alternative e impone invece la mobilitazione totale della società. Affinché si possano democraticamente integrare i gruppi delle regioni sfavorite e siano rappresentati gli interessi dei residenti nelle politiche di produzione dello spazio, occorre rompere questo sistema: nuove alternative socio-spaziali devono essere possibili e devono venir contemplate nelle azioni istituzionali. Il paradigma della crisi va spezzato. Di nuovo però ciò significa modificare radicalmente la struttura economica e i rapporti di potere vigenti.
- **Il ruolo del sapere**. Alcune sfide che attendono la società nel futuro prossimo – ad esempio il cambiamento climatico – non possono essere risolte senza coordinare un'azione politica coerente ed efficace. Ciò significa però superare le divisioni politiche e accettare il ruolo della ricerca scientifica come fondamento epistemico comune[421], nonché opporsi a tutti quei modi di vita che mettono in pericolo il resto della popolazione[422].

---

[419] «Riducendo la politica – sia nazionale sia internazionale – al consenso intorno a un unico modello, si elimina la possibilità di legittimare il dissenso, creando un terreno favorevole all'esplosione di forme violente di antagonismo» (Mouffe, 2013b, p. 40)

[420] «The central issue of democratization becomes: how can antagonistic interests be controlled so that no concentration of interests is allowed to exercise a monopoly on economic or political power and dominate the process of decision-making» (Mouffe, 2005, p. 99)?

[421] Il che è quanto mai problematico: come decidere in che ambiti la ricerca scientifica deve guidare la ricerca di soluzioni politiche? Come affrontare poi il compito auto-critico della scienza, senza trasformarla in ideologia (come già successo in passato, ad esempio con l'urbanismo)? Queste domande sono oggi ancor più pressanti poiché, con l'aumentare dell'asincronia discorsiva in seno alla società, la proliferazione di sofismi e *fake news*, viene vieppiù a mancare un sostrato epistemico comune all'insieme dei cittadini – la scolarità obbligatoria è infatti assolutamente insufficiente alla costruzione di una cultura generale condivisa reale (Ortega y Gasset, 2010b). Ciò a sua volta rende ancor più difficile la costruzione di un patto sociale.

[422] Così come per quanto riguarda la struttura economica appare chiaro che non è possibile conciliare il pluralismo democratico con l'esistenza di una classe parassitaria, a livello ambientale pare evidente che i modi di vita inquinanti devono essere abbandonati.

> Più in generale un ampliamento democratico che metterebbe un freno alla perdita di legittimità istituzionale nei gruppi non egemonici, solleva dunque la questione del rapporto con la verità. Non è infatti semplice sposare i saperi con una forte pretesa veritativa – la scienza con la sua metodologia autocritica *in primis* – e il regno delle opinioni politiche. La conoscenza si appella sempre ad un principio di autorevolezza e autorità che limita il ruolo delle opinioni. Per risolvere questa difficoltà è necessario – ancorché non sufficiente – aumentare il grado di formazione generale della popolazione – ovvero iniziare una nuova campagna di alfabetizzazione che, modificando il senso comune e la cultura generale dei cittadini contribuisca a creare un nuovo equilibrio egemonico e a trovare delle convergenze – seppur minime. Senza tali sforzi il rischio è quello di fomentare un semplice relativismo politico che aumenterebbe a lungo andare la conflittualità sociale.

Un grande lavoro di trasformazione della struttura economica, degli equilibri socio-spaziali e dell'architettura istituzionale è dunque necessario. Al contempo, un vasto programma di alfabetizzazione e integrazione della società – che crei un minimo sostrato comune onto-epistemico e socio-culturale – appare fondamentale affinché tale trasformazione dia i propri frutti. L'insieme di queste ambiziose politiche di trasformazione dovrebbe lenire l'asincronia discorsiva che oggi minaccia la coesione sociale – lenirla ma non superarla: il miglioramento della condizione socio-politica e la creazione di una cultura generale condivisa non capovolgeranno infatti completamente i risultati dei processi identitari che resteranno necessariamente influenzati da fenomeni inconsci, da pulsioni aggressive, dalla necessità di identificare un «altro costitutivo»[423], …

Non si tratta dunque di trovare una soluzione definitiva – di raggiungere un equilibrio perfetto e la fine della dinamica storica di lotta per il potere – quanto piuttosto di sottolineare quei cambiamenti che se adeguatamente realizzati, dovrebbero contribuire a una diminuzione delle tensioni sociali e identitarie, formando così un meccanismo istituzionale dinamico e inclusivo che potrà evolvere nel tempo. Le riforme da apportare alla situazione contemporanea appaiono molte e radicali. Ciò non significa però che una trasformazione della realtà sociale sia impossibile. Una sufficiente pacificazione delle relazioni sociali (oggi minacciate dalle sofferenze derivanti dalla non presa a carico in ambito istituzionale di una serie di aspetti identitari e di gruppi non egemoni) passa necessariamente per una maggior e più inclusiva condivisione del potere. Al contempo tale condivisione non dev'essere guidata dalla speranza in una riconciliazione definitiva del mondo sociale, nella razionalizzazione completa dei processi di produzione identitaria. Solo accettando – anche istituzionalmente – la finitezza e la limitatezza dell'essere umano, sarà possibile produrre politiche che coerentemente indirizzino la società verso un futuro di progresso.

3. Verso nuovi orizzonti

Lo studio delle tensioni identitarie ci ha portato dunque a formulare la necessità di integrare elementi di tradizioni filosofiche distinte, traendo spunto dalle indagini geografiche, per riarticolare in modo critico ed autocritico e in forma contemporanea lo spirito alla base del progetto socialista. Sono diverse le piste di

[423] «Contrariamente a ciò che molti liberali ci vogliono far credere, la vera conquista della politica democratica non consiste nel superamento dell'opposizione noi/loro, bensì in un nuovo modo di concepire questa distinzione. Il compito primo di una politica democratica non è quello di eliminare le passioni o di relegarle nella sfera privata, così da stabilire un consenso razionale nella sfera pubblica. Piuttosto è quello di «sublimare» le passioni, mobilitandole verso progetti democratici, creando forme collettive di identificazione intorno agli obiettivi democratici» (Mouffe, 2013b, p. 29).

ricerca che si schiudono a partire da questo lavoro. Quattro sono gli assi principali che si potrebbero ulteriormente sviluppare.

- Anzitutto, questa tesi apre nuove prospettive d'analisi per le politiche ambientali – ad esempio per quanto concerne strumenti di valutazione dei parchi naturali. L'analisi del rifiuto del Parc Adula potrebbe dunque essere mobilitata per comprendere altri casi simili. Più in generale, questo lavoro – sottolineando la necessità di un nuovo patto sociale più inclusivo – permette poi di giustificare la necessità di una transizione ecologica post-capitalista (Burton & Somerville, 2019; Malm, 2016, 2018; Mellor, 2019; Moore, 2015; Seaton, 2019; Vettese, 2018). Ulteriori approfondimenti a questo proposito – sottolineando in particolar modo le relazioni fra costruzione identitaria sana e società eco-compatibile – sono auspicabili. L'analisi del caso del Parc Adula può d'altronde anche applicarsi a casi di politiche pubbliche non ambientali che si concentrano su una porzione delimitata di territorio.
- Per quanto riguarda il contesto svizzero, questo lavoro ha messo in luce le difficoltà di un Cantone strutturalmente e storicamente debole nell'affrontare la transizione urbana. Degli studi su altre realtà elvetiche potrebbero portare alla luce similitudini in altri Cantoni, favorendo la creazione di politiche e strumenti di gestione sovracantonali per risolvere queste situazioni. Numerose piste di ricerca si aprono insomma per tutte le discipline interessate a diverso titolo a questioni di governabilità. Inoltre, l'esempio – seppur citato solo marginalmente – della gestione patriziale dei terreni pubblici mostra come in Svizzera sussistano alcune residuali forme di produzione dello spazio non mercato-centriche. Ulteriori analisi sul ruolo dei patriziati, così come su nuovi strumenti di partecipazione, potrebbero favorire lo sviluppo di un urbanismo più inclusivo e pluralista.
- Nel contesto europeo sono diversi i casi in cui una metodologia di ricerca simile a quella qui presentata potrebbe fornire risultati interessanti – ad esempio le regioni interessate da secessionismi regionali come Catalogna, Scozia, Corsica o Sardegna. Anche le nuove ondate di nazionalismo xenofobo possono essere studiate grazie agli strumenti che sono stati sviluppati. Ciò, oltretutto, dovrebbe favorire la creazione di politiche efficaci atte a limitare i danni prodotti da questi movimenti populisti reazionari.
- Infine, sono numerosi gli spunti teorici sollevati nel corso di questo lavoro che meriterebbero un ulteriore approfondimento. Anzitutto andrebbe meglio strutturato il tipo d'approccio che, per comodità, è stato definito (post-)marxista. Da esplorare è anche la relazione fra costruzione identitaria e questione di genere, che nel quadro di questo lavoro è purtroppo assente – la prospettiva femminista sta infatti contribuendo in modo importante a stimolare quel dibattito pubblico generale così necessario per stabilire un nuovo patto sociale (Arruzza, Bhattacharya, & Fraser, 2018). Sarebbe poi sicuramente interessante sviluppare un legame più stretto fra questo tipo di analisi – incentrata su questioni identitarie – e una comprensione critica della struttura economica della società. Ciò che qui è stato presentato *in nuce*, come ipotesi e metodo di lavoro, dovrebbe venir sistematizzato sia a livello teorico che a livello empirico – mettendo cioè in relazione quest'approccio con altre discipline. La comprensione della crisi di legittimità socio-spaziale delle istituzioni in base a criteri identitari ed emotivi permette infine di aprire nuove piste di ricerca che stimolino una maggior collaborazione fra scienze politiche, sociologia, geografia, storia, filosofia e psicanalisi.

Appendice A – L'inconscio collettivo e la sua importanza identitaria

Uno dei più rilevanti progressi epistemologici del XX secolo è senza dubbio l'avvento delle diverse correnti psicanalitiche che hanno dimostrato clinicamente come «in definitiva la vita psichica è per la maggior parte un inconscio che circonda la coscienza da ogni lato» (Jung, 2016, p. 25). Il piano inconscio gioca un ruolo fondamentale. Esso è il sostrato dal quale emerge poi la coscienza, che ne è dunque profondamente influenzata.

Scavando in profondità ci si accorge però che l'inconscio non è univoco e omogeneo, ma composto da più elementi che organizzano almeno due grandi categorie di contenuti. Da un lato tutto ciò che deriva dall'esperienza personale – tutti i dati che registriamo e rielaboriamo senza accorgerci nel corso della nostra esistenza – dall'altro, più profondamente, una serie di elementi impersonali che ci caratterizzano per la nostra appartenenza ad una specie, ad un gruppo, ad una società.

> Un certo strato per così dire superficiale dell'inconscio è senza dubbio personale: noi lo chiamiamo «inconscio personale». Esso poggia però sopra uno strato più profondo che non deriva da esperienze e acquisizioni personali, ma è innato. Questo strato più profondo è il cosiddetto «inconscio collettivo». (Jung, 2016, p. 3)

Quest'ultimo tipo di contenuti risulta particolarmente interessante, poiché mobilita la relazione fra le persone e il proprio ambiente – sociale, culturale, … Ogni individuo, e pure ogni gruppo in quanto composto da individui, è infatti inscritto in un contesto più vasto che di fatto contribuisce a determinarne le possibilità narrative[424].

Ai fini di questa ricerca non è però importante lo studio dell'inconscio come fenomeno psichico, quanto piuttosto il fatto che tale sostrato impregna profondamente diversi elementi che poi emergono nella costruzione delle identità, andando a modificare la relazione tra l'essere umano e il proprio ambiente. Così, particolarmente interessanti «sono il "mito" e la "fiaba"» (Jung, 2016, p. 5), che manifestano caratteri archetipici e così facendo influenzano la nostra relazione con la realtà. Spesso questo apparato simbolico-discorsivo inconscio è accettato e integrato negli usi e costumi personali senza ulteriori riflessioni[425]. «Le immagini archetipiche sono a priori così cariche di significato che non ci si chiede mai che cosa veramente possano voler dire. È per questo che di quando in quando muoiono gli dèi: perché a un tratto si scopre che non significano niente» (Jung, 2016, p. 12). La relazione con i contenuti inconsci interpersonali è dunque

[424] Quest'interesse per l'analisi discorsiva non è però il *focus* della prassi psicanalitica, che si concentra invece sulla cura e l'aiuto a persone in difficoltà. Per questo, tale disciplina non si è interessata in modo approfondito alla questione, che resta invece fondamentale nell'analisi socio-culturale.

Il concetto di inconscio collettivo deriva in Jung dall'idea di contenuti interpersonali indipendenti dalla volontà personale, e non dall'esistenza di una realtà psicologica agente collettiva: i gruppi non sono «persone in grande», ma insiemi di persone. Già Freud aveva sottolineato la complessità di questi aspetti. «Non è facile trasferire i concetti della psicologia del singolo alla psicologia delle masse, e non credo che otteniamo qualcosa introducendo il concetto di inconscio "collettivo". Il contenuto dell'inconscio è già comunque collettivo, patrimonio universale dell'umanità» (Freud, 1984b, p. 448). Ciò nonostante, egli aveva pure riconosciuto l'importante ruolo che gli elementi a- e inter-personali giocano nella psiche umana. «Reputo che queste fantasie primarie […] siano un patrimonio filogenetico. In esse l'individuo, scavalcando la propria esperienza, attinge all'esperienza della preistoria» (Freud, 1984a). In definitiva, accettando l'idea per cui i gruppi possiedono identità e interessi poiché son formati da persone, possiamo sostenere che i essi sono influenzati da elementi inconsci poiché i loro appartenenti ne sono influenzati – più un elemento sarà radicato intensamente in un gran numero di persone più esso influenzerà l'esistenza del gruppo in questione.

[425] Ricordiamo che la maggior parte dei comportamenti e degli elementi simbolici non è frutto di una riflessione esplicita quanto piuttosto di un adattamento culturale della persona al proprio ambiente (Ortega y Gasset, 2010a).

complessa, fondata spesso sull'accettazione passiva e irriflessa di pratiche ritenute significative. Ciò porta a comprendere come, tendenzialmente, «l'Anima è conservatrice e si attiene in modo esasperante all'umanità antica» (Jung, 2016, p. 26): la non riflessione porta infatti alla riproduzione di modelli passati, vale a dire alla conservazione di prassi e elementi simbolici provenienti dalla tradizione.

Appendice B – L'ipotesi di un'urbanizzazione planetaria

L'avvento dell'urbano rompe con la concezione binaria della spazialità sociale, mettendo in luce le sue contraddizioni intrinseche (Brenner, 2016). Non esistono più figure identificabili, oggetti chiaramente separabili dal proprio contesto, che possano essere indicati, studiati e analizzati[426]. L'urbano infrange ogni frontiera, superando di fatto anche le definizioni istituzionali classiche – le forme moderne di gestione del potere. Più avanti osserveremo come il suo avvento implichi una vera e propria transizione ad una spazialità distinta. Superando i limiti istituzionali e statali, l'urbano si estende ormai *coprendo reticolarmente* il globo terrestre[427], facendo definitivamente tramontare il progetto di un'ermeneutica spaziale binaria: anche l'estrema periferia può ormai essere studiata come un fenomeno legato a una rete urbana più vasta, mondiale (Kanai, 2014). Nuove prospettive e nuove forme di sapere sono dunque necessarie per comprendere tale fenomeno[428]. La rivoluzione per lo studio geografico e socio-politico della società è totale. «Today spatial difference no longer assumes the form of an urban/rural divide but is articulated through an explosion of developmental patterns and potentials *within* a thickening, if unevenly woven, fabric of worldwide urbanization»[429] (Brenner, 2013, p. 99). Quest'ultima ipotesi – il carattere planetario del tessuto urbano – apre un'interessante, seppur discussa (Catterall, 2014; Shaw, 2015; Walker, 2015), prospettiva d'analisi per comprendere il contesto contemporaneo (Merrifield, 2018): i processi d'urbanizzazione (a scala planetaria) sono infatti alla base, come già abbiamo potuto osservare, di una progressiva radicalizzazione dei processi d'accumulazione capitalista[430].

L'ipotesi di un'urbanizzazione planetaria aiuta altresì a comprendere come il tessuto urbano non sia più unicamente connesso alle aree limitrofe – come nel caso della piccola città artigianale con le proprie campagne. Più si espande la società urbana, più essa diventa interconnessa e interdipendente[431]. Le logiche

---

[426] Il che non dev'essere inteso come una giustificazione o legittimazione della logica binaria nello studio delle società del passato. Seppur la città artigianale permetteva più facilmente una definizione oggettivista, ciò non toglie che essa costituisse una realtà complessa e interrelazionata che un artificio anti-nominalista pretendeva riassumere in modo troppo schematico. Durante il ventesimo secolo, lo studio dei fenomeni urbani era ancora saldamente appoggiato a presupposti binari. «The bulk of twentieth-century urban studies rested on the assumption that cities – or, later, "conurbations," "city-regions," "urban regions," "metropolitan regions," and "global city-regions" – represented a particular type of territory that was qualitatively specific, and thus different from the putatively "non-urban" spaces that lay beyond their boundaries» (Schmid & Brenner, 2011, p. 11).

[427] Infatti anche i satelliti orbitanti attorno alla terra, i cavi transcontinentali sottomarini, le rotte aeree e navali e le infrastrutture di comunicazione possono ormai essere annoverate a pieno titolo nello spazio urbano: si tratta di infrastrutture necessarie al mantenimento e allo sviluppo della rete urbana globale.

[428] «Moves to problematize these urban/non-urban binaries are an important part of the attempts to define the current problematique within much scholarship on planetary urbanization» (Buckley & Strauss, 2016, p. 624).

[429] «This situation of planetary urbanisation means, paradoxically, that even spaces that lie well beyond the traditional city cores and suburban peripheries – from transoceanic shipping lanes, transcontinental highway and railway networks, and worldwide communications infrastructures to alpine and coastal tourist enclaves, "nature" parks, offshore financial centres, agro-industrial catchment zones and erstwhile "natural" spaces such as the world's oceans, deserts, jungles, mountain ranges, tundra, and atmosphere – have become integral parts of the worldwide urban fabric. While the process of agglomeration remains essential to the production of this new worldwide topography, political-economic spaces can no longer be treated as if they were composed of discrete, distinct, and universal "types" of settlement» (Schmid & Brenner, 2011, p. 12).

[430] «Beyond a certain level of growth, urbanization creates industrial production, produces industrialization, furnishes fertile conditions for the latter, converting industrial contradictions into contradictions of the city, eventually posing anew the urban question, converting it into the question of planetary urbanization» (Merrifield, 2013, p. 911). Dei buoni esempi d'analisi della relazione fra urbanizzazione planetaria e finanziarizzazione sono forniti dai lavori di Arboleda (2015, 2016). L'ipotesi dell'urbanizzazione planetaria fornisce dunque nuovi spunti per una teoria critica dell'urbano, favorendo la lettura dei rapporti di potere e delle ineguaglianze nella produzione dello spazio contemporaneo (Brenner, 2018; Slater, 2015).

[431] «Extensively urbanised interdependencies are being consolidated within extremely large, rapidly expanding, polynucleated metropolitan regions around the world to create sprawling "urban galaxies" that stretch beyond any single metropolitan region and often traverse multiple national boundaries» (Schmid & Brenner, 2011, p. 11).

d'accumulazione del capitale, inoltre, favoriscono – come abbiamo visto – la continua distruzione e costruzione degli spazi urbani, facendo crescere nuovi poli in pochi anni e condannando regioni intere all'oblio. L'avvento della società urbana ha cioè generato una competizione importante fra diverse aree del mondo per accaparrarsi i benefici offerti da tale società e non subirne invece i contraccolpi. La specializzazione territoriale – il fenomeno per cui determinate aree del mondo diventano spazi turistici globali mentre altre sono adibite a spazi produttivi[432] – e la competizione fra i poli della rete urbana globale sono due fra i fenomeni più importanti dell'epoca contemporanea[433].

Sarà dunque importante osservare il modo in cui i diversi gruppi e attori che compongono la società interagiscono con questo cambiamento epocale, come tale paradigma venga evocato per giustificare o legittimare determinate politiche e fino a che punto il superamento del vecchio ordinamento socio-spaziale sia già stato elaborato a livello di simbologia conscia e inconscia. Le vecchie immagini di città e campagna hanno perso completamente la propria validità come legittimante narrativo e discorsivo, oppure il sistema binario mantiene una certa rilevanza nei discorsi pubblici? In tal caso, la discrepanza fra prassi (urbana) e simboli (pre-urbani) costituirebbe sicuramente motivo di tensione identitaria.

[432] «[La bourgeoisie] commence l'exportation des industries 'polluantes' vers les pays mal développés […]. Le pourtour de la Méditerranée devient espace de loisir pour l'Europe industrielle. C'est un cas remarquable d'une *production d'espace* qui se poursuit par différence interne au mode de production» (Lefebvre, 2000, p. 71).

[433] «The conditions and trajectories of agglomerations (cities, city-regions, etc.) must be connected analytically to larger-scale processes of territorial reorganization, circulation (of labor, commodities, raw materials, nutrients, and energy), and resource extraction that ultimately encompass the space of the entire world» (Brenner, 2013, pp. 103-104).

Bibliografia

Abellán, J., Sequera, J., & Janoschka, M. (2012). Occupying the #Hotelmadrid: A Laboratory for Urban Resistance. *Social Movement Studies, 11*(3-4), 320-326.

Agamben, G. (2012). *Stato di eccezione*. Torino: Bollati Boringhieri.

Aigner, E.-M. (2018). *Crossing the Threshold. Border-Identities.* Paper presented at the Political Identity on the Threshold, Lisboa.

Alba Rico, S. (2001). *La ciudad intangible*. Hondarribia: Argitaletxe Hiru.

Albrechts, L. (2010). More of the same is not enough! How could strategic spatial planning be instrumental in dealing with the challenges ahead? *Environment and Planning, 37*, 1115-1127.

Alegre Zahonero, L., & Fernández Liria, C. (2010). *El orden de 'El Capital'*. Madrid: Akal.

Allmendinger, P., & Haughton, G. (2011). Post-political spatial planning in England: a crisis of consensus? *Transactions of the Institute of British Geographers*, 89-103.

Allmendinger, P., & Haughton, G. (2013). The Evolution and Trajectories of English Spatial Governance: 'Neoliberal' Episodes in Planning. *Planning, Practice & Research, 28*(1), 6-26.

Alpkokin, P. (2012). Historical and critical review of spatial and transport planning in the Netherlands. *Land Use Policy, 29*, 536-547.

Anderson, P. (2017). Gli eredi di Gramsci. *MicroMega, 1*, 127-162.

Angelo, H. (2017). From the city lens toward urbanisation as a way of seeing: Country/city binaries on an urbanising planet. *Urban Studies, 54*(1), 158-178.

Antonini, B. (1983). Principi operativi e metodo di lavoro del Piano direttore del Canton Ticino. *Rivista Tecnica, 5*, 84-90.

Antonini, B. (2000). Ticino. *disP - The Planning Review, 36*(142), 13-16.

Arboleda, M. (2015). Financialization, totality and planetary urbanization in the Chilean Andes. *Geoforum, 67*, 4-13.

Arboleda, M. (2016). In the Nature of the Non-City: Expanded Infrastructural Networks and the Political Ecology of Planetary Urbanisation. *Antipode, 48*(2), 233-251.

Arbós Marín, X. (2005). La globalització i els sistemes federals. *Revista d'Estudis Autonomics i Federals, 1*, 37-60.

Arendt, H. (2015). *Sulla violenza*. Milano: Guanda.

Arias, S., & Warf, B. (2009). Introduction. In S. Arias & B. Warf (Eds.), *The spatial turn* (pp. 1-10). London: Routledge.

Aristotele. (1984). Metafisica *Opere complete* (Vol. VI). Roma-Bari: Laterza.

Aristotele. (2000). *Politica*. Milano: Bompiani.

Aristotele. (2005). *Etica Nicomachea*. Roma-Bari: Laterza.

Arruzza, C., Bhattacharya, T., & Fraser, N. (2018). Notes for a feminist manifesto. *New Left Review, 114*, 113-134.

Aslanidis, P. (2016). Is Populism an Ideology? A Refutation and a New Perspective. *Political Studies, 64*, 88-104.

Attoh, K. A. (2011). What kind of right is the right to the city? *Progress in Human Geography, 35*(5), 669-685.

Bachler, L. (2009). *L'individu et le pouvoir. Le concept de « bio-pouvoir » dans l'œuvre de Michel Foucault*. Miribel les Echelles. http://www.ac-grenoble.fr/PhiloSophie/old2/file/individu_et_pouvoir.pdf

Bacon, F. (1987). Novum Organum *Advancement of Learning, Novum Organum, New Atlantis*. Chicago-Geneva: Benton-Enciclopaedia Britannica.

Baggi, L. (2016, 29.10.2016). A chi dà fastidio il Parc Adula? *laRegione,* p. 30.

Baggi, M., & Käppeli, F. (2016, 22.10.2016). Lettera a tutti i bleniesi indecisi. *Corriere del Ticino,* p. 33.

Balibar, E. (2016). *Europe, crise et fin?* Lormont: Le bord de l'eau.

Balibar, E. (2018a). La forme nation: histoire et idéologie. In E. Balibar & I. Wallerstein (Eds.), *Race, nation, classe* (pp. 147-174). Paris: La Découverte.

Balibar, E. (2018b). Racisme et nationalisme. In E. Balibar & I. Wallerstein (Eds.), *Race, nation, classe* (pp. 82-121). Paris: La Découverte.

Barras, C. (2008). Relazione Annuale 2008 *Osservatorio e commento alle statistiche*: Ente Ticinese per il Turismo.

Bassi, M. (2016, 29.10.2016). Parc Adula, perché sono contrario. *Corriere del Ticino,* p. 37.

Bauer, O. (2016). *La questione nazionale*. Roma: Editori Riuniti.

Bauman, Z. (2017a). *Modernità liquida*. Roma-Bari: Laterza.

Bauman, Z. (2017b). *Retrotopia*. Roma-Bari: Laterza.

Belloc, H. (2012). *Lo Stato servile*. Macerata: Liberilibri.

Benasayag, M. (2016). *Oltre le passioni tristi*. Milano: Feltrinelli.

Benevolo, L. (2011). *La città nella storia d'Europa*. Roma-Bari: Laterza.

Benevolo, L. (2012). *Il tracollo dell'urbanistica italiana*. Roma-Bari: Laterza.

Benjamin, W. (2013). *Capitalismo come religione*. Genova: Il Melangolo.

Berque, A. (2010). *Écoumène : introduction à l'étude des milieux humains*. Paris: Belin.

Bhan, G. (2009). "This is no longer the city I once knew". Evictions, the urban poor and the right to the city in millennial Delhi. *Environment & Urbanization, 21*(1), 127-142.

Bianchi, R., & Garlaschelli, E. (2015). *Abitare il costruito*. Soveria Manelli: Rubbettino.

Bini, C. (2016, 08.10.2016). Parc Adula e i grandi predatori. *laRegione,* p. 30.

Birnstiel, W., & Steiner, P. (2016, 26.10.2016). Un'opportunità per il turismo. *Corriere del Ticino,* p. 34.

Blackburn, R. (1991). Fin de Siècle. Socialism after the Crash. *New Left Review, 185*, 5-66.

Blackburn, R. (2019). The Corbyn Project. *New Left Review, 111*, 5-32.

Blühdorn, I., & Butzlaff, F. (2019). Rethinking Populism: Peak democracy, liquid identity and the performance of sovereignty. *European Journal of Social Theory, 22*(2), 191-211.

Bobbio, N. (1995). *Stato, governo, società*. Torino: Einaudi.

Bobbio, N. (2009). *Quale democrazia?* Brescia: Morcellania.

Boggini, C. (2016, 14.10.2016). Parc Adula, una scelta cruciale. *Corriere del Ticino,* p. 45.

Boria, E., & Rossetto, T. (2017). The Practice of Mapmaking: Bridging the Gap between Critical/Textual and Ethnographical Research Methods. *Cartographica: The International Journal for Geographic Information and Geovisualization, 52*(1), 32-48.

Bosak, K., Boley, B., & Zaret, K. (2010). Deconstructing the 'Crown of the Continent': Power, Politics and the Process of Creating National Geographic's Geotourism Mapguides. *Tourism Geographies, 12*(3), 460-480.

Bozzini, R. (2016, 04.10.2016). Il Parc Adula parte dal basso. *Corriere del Ticino,* p. 37.

Brenner, N. (2013). Theses on Urbanization. *Public Culture, 25*(1), 85-114.

Brenner, N. (2016). The Hinterland, Urbanised? *Architectural Design, 86*(4), 118-127.

Brenner, N. (2018). Debating planetary urbanization: For an engaged pluralism. *Environment and Planning, 36*(3), 570-590.

Bricalli, S. (2016, 24.11.2016). Scelta coraggiosa e di vera libertà. *Corriere del Ticino,* p. 37.

Broggi, C. (2016, 06.08.2016). Un progetto trasparente. *laRegione,* p. 26.

Broggi, C., Bruni, S., Locatelli-Belviso, M., & Pagani, M. (2016, 29.09.2016). Parc Adula: premio o punizione? *laRegione,* p. 31.

Bruni, G. (2016, 26.08.2016). Paolina Bini detta Pula 1922-2012. *laRegione,* p. 22.

Buckley, M., & Strauss, K. (2016). With, against and beyond Lefebvre: Planetary urbanization and epistemic plurality. *Society and Space, 34*(4), 617-636.

Burton, M., & Somerville, P. (2019). Degrowth: a defence. *New Left Review, 115*, 95-104.

Caccia, F. (1984). Costruzioni fuori dalle zone edificabili. *Rivista Tecnica, 10*, 54-56.

Cacciari, M., & Prodi, P. (2016). *Occidente senza utopie*. Bologna: Il Mulino.

Calcagnini, R. (2016a, 18.05.2016). L'inutile progetto del Parc Adula. *Corriere del Ticino,* p. 34.

Calcagnini, R. (2016b, 29.10.2016). Un progetto inutile e false promesse. *Corriere del Ticino,* p. 37.

Callon, M. (2006). Sociologie de l'acteur réseau. In M. Akeich, M. Callon, & B. Latour (Eds.), *Sociologie de la traduction: Textes fondateurs*. Paris: Presses des Mines.

Campos Venuti, G. (2010). *Città senza cultura*. Roma-Bari: Laterza.

Canepa, G. (2016, 22.11.2016). Parc Adula, ora tocca a noi. *Corriere del Ticino,* p. 36.

Canfora, L. (2010). *La natura del potere*. Roma-Bari: Laterza.

Cantarelli, G. L. (1998). Considerazioni sulla stagione 1998 *Relazioni pubbliche e informazione*: Ente Ticinese per il Turismo.

Capello, C. (2013). Dai Kanak a Marx e ritorno: antropologia della persona e transindividuale. *DADA Rivista di Antropologia post-globale, 1*, 99-114.

Capocchi, A., Vallone, C., Pierotti, M., & Amaduzzi, A. (2019). Overtourism: A Literature Review to Assess Implications and Future Perspectives. *Sustainability, 11*, 1-18.

Carloni, T. (1998). La grande trasformazione del territorio. In R. Ceschi (Ed.), *Storia del Cantone Ticino* (Vol. II, pp. 671-700). Bellinzona: Stato del Cantone Ticino.

Carloni, T. (2011). *Pathopolis*. Bellinzona: Casagrande.

Casey, E. S. (2016). *The Fate of Place*. Berkeley: University of California Press.

Castells, M. (1968). Y a-t-il une sociologie urbaine? *Sociologie du travail, 1*, 72-90.

Catterall, B. (2014). Towards the Great Transformation: (11) Where/ what is culture in 'Planetary Urbanisation'? Towards a new paradigm. *City. Analysis of urban trends, culture, theory, policy, action, 18*(3), 368-379.

Cavaliere, M. (2016, 22.10.2016). Parc Adula, scelta coraggiosa. *laRegione,* p. 31.

CdT. (1981a, 30.07.1981). Agenti esuberanti? Un caso poco chiaro. *Corriere del Ticino,* p. 8.

CdT. (1981b, 21.04.1981). Al Ceneri nodo del traffico: coda da Cadenazzo a Taverne! *Corriere del Ticino,* p. 11.

CdT. (1981c, 23.07.1981). Arrivano a frotte in città turisti inglesi e americani. *Corriere del Ticino,* p. 7.

CdT. (1981d, 17.04.1981). Autosili sempre presi d'assalto: deserto il parcheggio dello stadio. *Corriere del Ticino,* p. 9.

CdT. (1981e, 06.05.1981). Buone le prospettive economiche. *Corriere del Ticino,* p. 7.

CdT. (1981f, 20.08.1981). Dopo Ferragosto il Lido ridiventa luganese. *Corriere del Ticino,* p. 7.

CdT. (1981g, 31.08.1981). Esodo e rientro, ultimo atto. *Corriere del Ticino,* p. 13.

CdT. (1981h, 05.08.1981). Funziona da un mese a Cavergno un nuovo ostello per la gioventù. *Corriere del Ticino,* p. 10.

CdT. (1981i, 28.07.1981). I campeggiatori abusivi preoccupano la polizia. *Corriere del Ticino,* p. 9.

CdT. (1981j, 07.08.1981). I turisti in transito spendono... *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1981k, 17.08.1981). Il Breggia e la casta Susanna. *Corriere del Ticino,* p. 11.
CdT. (1981l, 06.08.1981). Il cdt. Lepori invoca comprensione reciproca. *Corriere del Ticino,* p. 8.
CdT. (1981m, 23.12.1981). Il turismo in Ticino non è solo economia. Non deve compromettere la nostra identità. *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1981n, 31.07.1981). In valle di Blenio piena di turisti la lingua d'estate resta il dialetto. *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1981o, 19.08.1981). L'aumento dei turisti non è un obiettivo: puntiamo sulla qualità e staremo meglio. *Corriere del Ticino,* p. 6.
CdT. (1981p, 12.12.1981). L'ente turistico rinuncerà in settembre alla gestione del lido divenuta troppo cara? *Corriere del Ticino,* p. 13.
CdT. (1981q, 18.04.1981). L'ondata di traffico a Brogeda non ha causato inconvenienti. *Corriere del Ticino,* p. 15.
CdT. (1981r, 12.08.1981). La Stradale sotto accusa? Due inviti a sdrammatizzare. *Corriere del Ticino,* p. 10.
CdT. (1981s, 04.07.1981). Leventina e Riviera puntano ora sul turismo di transito. *Corriere del Ticino,* p. 11.
CdT. (1981t, 11.07.1981). Locarno dichiara guerra ai campeggiatori abusivi. *Corriere del Ticino,* p. 11.
CdT. (1981u, 31.07.1981). Lunghe colonne nel rientro ieri da Bellinzona a Biasca. *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1981v, 30.06.1981). Mete turistiche in val di Blenio. *Corriere del Ticino,* p. 11.
CdT. (1981w, 22.07.1981). Per i TIR a Brissago una protesta dell'ETT. *Corriere del Ticino,* p. 11.
CdT. (1981x, 10.08.1981). Piscine pubbliche sovraffollate. *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1981y, 23.12.1981). Pizzerie e hamburger preoccupano l'ETT. *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1981z, 03.08.1981). Polstrada non all'altezza dice il presidente ETL. *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1981aa, 15.04.1981). Pubblicato un nuovo libretto informativo per i turisti ospiti di Bellinzona. *Corriere del Ticino,* p. 11.
CdT. (1981ab, 18.04.1981). Quale turismo negli anni ottanta? *Corriere del Ticino,* p. 8.
CdT. (1981ac, 17.08.1981). Quale turismo per la valle di Blenio? *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1981ad, 23.04.1981). Qualità nell'offerta turistica e pazienza se nella massa c'è anche il maleducato... *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1981ae, 10.08.1981). Quando la polizia aiuta i turisti... *Corriere del Ticino,* p. 7.
CdT. (1981af, 27.08.1981). Quasi 20 mila abitanti nel 1995 ad Ascona tra domiciliati, dimoranti e turisti? *Corriere del Ticino,* p. 11.
CdT. (1981ag, 18.08.1981). Tenero: campeggi sì o campeggi no? *Corriere del Ticino,* p. 10.
CdT. (1981ah, 17.08.1981). Tranquillo il Ferragosto in città e sulle strade. *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1981ai, 19.08.1981). Turisti taccagni? Rispondono i negozianti di centro-città. *Corriere del Ticino,* p. 7.
CdT. (1981aj, 27.07.1981). Un altro collaudo eccezionale per la galleria del S. Gottardo. *Corriere del Ticino,* p. 6.
CdT. (1981ak, 05.08.1981). Vacanze a Bellinzona? Certo, perché no? *Corriere del Ticino,* p. 9.
CdT. (1982, 22.03.1982). Un corpo di polizia intercomunale? *Corriere del Ticino,* p. 13.
CdT. (2009, 19.10.2009). Dubbi bleniesi sul Parc Adula. *Corriere del Ticino,* p. 13.
CdT. (2012, 17.11.2012). Le proposte di deroga a metà 2013. *Corriere del Ticino,* p. 15.

CdT. (2013, 29.05.2013). Parchi svizzeri: sviluppi e bisogni discussi in Ticino. *Corriere del Ticino,* p. 19.
CdT. (2014, 10.04.2014). Progetto Parc Adula: meglio lo conosci più lo apprezzi. *Corriere del Ticino,* p. 14.
CdT. (2015a, 20.11.2015). Blenio. Pareggio sulla Charta del Parc Adula. *Corriere del Ticino,* p. 21.
CdT. (2015b, 05.12.2015). Blenio. Pianificare il Parc Adula. *Corriere del Ticino,* p. 15.
CdT. (2015c, 09.06.2015). Parc Adula: l'unica via per lo sviluppo. *Corriere del Ticino,* p. 16.
CdT. (2015d, 28.10.2015). Parc Adula: Voce alle realtà locali. *Corriere del Ticino,* p. 13.
CdT. (2016a, 10.11.2016). Artigiani bleniesi: sì al Parc Adula. *Corriere del Ticino,* p. 16.
CdT. (2016b, 28.11.2016). Il Parc Adula resta sulla carta. *Corriere del Ticino,* p. 17.
CdT. (2016c, 19.09.2016). "No Parc Adula", il fronte contrario in vista del voto. *Corriere del Ticino,* p. 13.
CdT. (2016d, 04.10.2016). Parc Adula. "I contrari sono guidati dalle emozioni". *Corriere del Ticino,* p. 14.
CdT. (2016e, 30.09.2016). Parc Adula. I contrari affilano le armi. *Corriere del Ticino,* p. 15.
CdT. (2016f, 17.11.2016). Parc Adula. Una scelta fra label e autonomia. *Corriere del Ticino,* p. 17.
CdT. (2017a, 30.07.2017). Autostrade sotto stress e pure la Val Verzasca. *Corriere del Ticino*. Retrieved from https://www.cdt.ch/ticino/cantone/180303/autostrade-sotto-stress-e-pure-la-val-verzasca
CdT. (2017b, 26.07.2017). Val Verzasca: l'invasione non piace a tutti. *Corriere del Ticino*. Retrieved from https://www.cdt.ch/ticino/locarno/180072/val-verzasca-l-invasione-non-piace-a-tutti
Cedro, L. (2012). Di cosa parliamo quando parliamo di residenze secondarie? *Dati - Statistiche e società, XII*(1), 73-75.
Ceschi, I. (2014). *Il bosco del Cantone Ticino*. Locarno: Armando Dadò.
Ceschi, R. (1998). Il territorio e gli abitanti. In R. Ceschi (Ed.), *Storia del Cantone Ticino* (Vol. I, pp. 15-32). Bellinzona: Stato del Cantone Ticino.
Ceschi, R., & Ghiringhelli, A. (1998). Dall'intesa di sinistra al governo quadripartito (1947-1995). In R. Ceschi (Ed.), *Storia del Cantone Ticino* (Vol. II, pp. 551-576). Bellinzona: Stato del Cantone Ticino.
Politique des agglomérations de la confédération. Rapport du Conseil fédéral du 19 décembre 2001, (2001).
Chassot, O. (2016, 04.11.2016). Libertà a rischio con il Parc Adula. *Corriere del Ticino,* p. 34.
Cichocka, A. (2016). Understanding defensive and secure in-group positivity: The role of collective narcissism. *European Review of Social Psychology, 27*(1), 283-317.
Cometta, M. (2015). Politica, una possibile definizione tra Platone e Schmitt. In A. Muni (Ed.), *Platone nel pensiero moderno e contemporaneo* (Vol. V). Villasanta: LiminaMentis.
Cometta, M. (2016). Cultura e identità collettiva. In S. Ulliana & I. Pozzoni (Eds.), *Prospettive storiografiche di teoria sociale* (Vol. II). Villasanta: LiminaMentis.
Cometta, M. (2017a). Borghesia e precarietà identitaria. *Alia, Revista de Estudios Transversales, 6*, 23-29.
Cometta, M. (2017b). La lunga marcia della ragione borghese. In I. Pozzoni (Ed.), *Frammenti di filosofia politica contemporanea* (Vol. XVIII). Villasanta: LiminaMentis.
Cometta, M. (2018a). Dal soggetto moderno al profilo postmoderno: evoluzione dell'identità personale. In R. Roni (Ed.), *Natura, cultura e realtà virtuali* (pp. 217-221). Pisa: ETS.
Cometta, M. (2018b). *Il confine e la sua funzione*. Paper presented at the Ischia International Festival of Philosophy, Ischia.
Cornwall, A., & Gaventa, J. (2000). From Users and Choosers to Makers and Shapers Repositioning Participation in Social Policy1. *IDS Bulletin, 31*(4), 50-62. doi:10.1111/j.1759-5436.2000.mp31004006.x

Cotti, F. (1980, 25.06.1980). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Cotti, F. (1981, 02.06.1981). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Cotti, F. (1982, 05.07.1982). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Cotti, F. (1983, 10.06.1983). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Crang, M., & Thrift, N. (2000). *Thinking Space*. London: Routledge.
Crignon, P. (2007). La critique de la représentation politique chez Rousseau. *Les Études Philosophiques, 4*, 481-497.
d'Ambrosio, R. (2008). *Il potere e chi lo detiene*. Bologna: Edizioni Dehoniane Bologna.
d'Aquino, T. (2014). *La Somma Teologica* (Vol. I). Bologna: Edizioni Studio Domenicano.
Dafflon, B., & Ruegg, J. (2001). *Réorganiser les communes, créer l'agglomération*. Fribourg: Editions Universitaires Fribourg.
Dalberti-Bassi, I. (2016, 19.11.2016). Parc Adula? No grazie. *Corriere del Ticino,* p. 37.
Dassetto, F. (2006). Identidades e interacciones en los nuevos marcos sociales. *Revista CIDOB d'Afers Internacionals, 73-74*, 21-37.
Davies, W. (2017). Lo stato neoliberale. *Aut aut, 376*, 8-34.
De Bertolis, O. (2012). *La moneta del diritto*. Milano: Giuffrè Editore.
Debarbieux, B. (2015). *L'espace de l'immaginaire*. Paris: Éditions Centre National de la Recherche Scientifique.
Debord, G. (2013). *La società dello spettacolo*. Milano: Baldini & Castoldi.
Del Casino, V. J. J., & Hanna, S. P. (2000). Representations and identities in tourism map spaces. *Progress in Human Geography, 24*(1), 23-46.
Dematteis, G., & Governa, F. (2001). Urban Form and Governance: The New Multi-centred Urban Patterns. In H. Andersson, G. Jorgensen, D. Joye, & W. Ostendorf (Eds.), *Change and Stability in Urban Europe* (pp. 27-44). London: Routledge.
Devittori, A. (2016a, 21.11.2016). Parc Adula e il turismo. *laRegione,* p. 26.
Devittori, A. (2016b, 27.10.2016). Quel parco è a senso unico. *Corriere del Ticino,* p. 38.
Devittori, B. (2016, 03.11.2016). Troppe illusioni sul Parc Adula. *Corriere del Ticino,* p. 36.
Devittori, E. (2016a, 18.10.2016). Il Parc Adula e gli onorevoli. *Corriere del Ticino,* p. 37.
Devittori, E. (2016b, 05.10.2016). Il Parc Adula è un'altra trappola. *Corriere del Ticino,* p. 37.
Devittori, E. (2016c, 25.10.2016). Le ambiguità sul Parc Adula. *Corriere del Ticino,* p. 34.
Devittori, E. (2016d, 14.11.2016). No convinto al parco "confuso". *Corriere del Ticino,* p. 33.
Devittori, E. (2016e, 07.11.2016). Parc Adula, no a questo contratto. *Corriere del Ticino,* p. 32.
Devittori, E. (2016f, 28.09.2016). Parc Adula, una vera trappola. *laRegione,* p. 22.
Devittori, E. (2016g, 05.10.2016). Parc Adula: il marchio. *laRegione,* p. 26.
Devittori, E. (2016h, 05.11.2016). Parc Adula: le ambiguità. *laRegione,* p. 26.
Devittori, E. (2016i, 03.12.2016). Quel progetto non è stato studiato per i bleniesi. *Corriere del Ticino,* p. 38.
Di Cesare, D. (2017). *Terrore e modernità*. Torino: Einaudi.
di Siviglia, I. (2014). *Etimologie o origini*. Torino: UTET.
Diener, R., Herzog, J., Meili, M., de Meuron, P., & Schmid, C. (2006). *Switzerland. An Urban Portrait*. Basel: Birkhäuser.
Dittmer, J. (2010). Textual and Discourse Analysis. In D. DeLyser, S. Herbert, S. Aitken, M. Crang, & L. McDowell (Eds.), *Qualitative Geography*. London: Sage.

Dodge, M., & Perkins, C. (2015). Reflecting on J.B. Harley's Influence and What He Missed in "Deconstructing the Map". *Cartographica: The International Journal for Geographic Information and Geovisualization, 50*(1), 37-40.

Donati, A. (2016, 11.11.2016). Si va verso la fine dell'allevamento? *Corriere del Ticino,* p. 41.

DSS. (Ed.) (2010a) Dizionario Storico della Svizzera.

DSS. (Ed.) (2010b) Dizionario Storico della Svizzera.

DSS. (Ed.) (2015) Dizionario Storico della Svizzera.

Dufaux, F., Gervais-Lambony, P., Lehman-Frisch, S., & Moreau, S. (2009). n°01. Avis de naissance. *Justice spatiale/Spatial justice, 1*(1), 1-2.

Elden, S. (2001). *Mapping the present*. London: Continuum.

Elden, S. (2013). *The birth of Territory*. London: The University of Chicago press.

Elias, N. (2010). *Potere e civiltà*. Bologna: Il Mulino.

Elwood, S. (2005). Beyond Cooptation or Resistance: Urban Spatial Politics, Community Organizations, and GIS-Based Spatial Narratives. *Annals of the Association of American Geographers, 96*(2), 323-341.

Errejón, I. (2011). Política, conflicto y populismo. La construcción discursiva de identidades populares. *Viento sur: Por una izquierda alternativa, 114*, 75-84.

Errejón, I., & Mouffe, C. (2016). *Construir pueblo*. Barcelona: Icaria.

Espace à caractère urbain, en 2012. (2012). Retrieved from https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/themes-transversaux/analyses-spatiales/niveaux-geographiques/typologies-territoriales.assetdetail.434655.html

ETT. (1984). Piano direttore cantonale e turismo. Preavviso della direzione dell'Ente ticinese per il turismo: Ente Ticinese per il Turismo.

ETT. (1994). Relazione Annuale *Commento generale*: Ente Ticinese per il Turismo.

ETT. (1997). Relazione Annuale *Commento generale*: Ente Ticinese per il Turismo.

ETT. (2009). Relazione Annuale 2009 *Ticino Parco Verde*: Ente Ticinese per il Turismo.

ETT. (2010). Relazione Annuale 2010 *Comunicazione*: Ente Ticinese per il Turismo.

ETT. (2011). Relazione Annuale 2011 *Enjoy Switzerland Ticino*: Ente Ticinese per il Turismo.

ETT. (2012). Relazione Annuale 2012 *Extravaganza NY*: Ente Ticinese per il Turismo.

Fahnbulleh, M. (2018). *An economy for the people, by the people*. Retrieved from https://neweconomics.org/uploads/files/Economy_by_people_240918.pdf

Fairclough, N. (2010). *Critical Discourse Analysis. The Critical Study of Language*. London: Routledge.

Fasani, R. (2016, 30.06.2016). Il Parc Adula merita la nostra fiducia. *laRegione,* p. 16.

Fassò, G. (2014). *Storia della filosofia del diritto* (Vol. II). Roma-Bari: Laterza.

Ferraris, M. (2016). *Mobilitazione totale*. Roma-Bari: Laterza.

Finchelstein, F., & Urbinati, N. (2018). On Populism and Democracy. *Populism, 1*(1), 15-37.

Flaxman, S., Goel, S., & Rao, J. M. (2016). Filter Bubbles, Echo Chambers, and Online News Consumption. *Public Opinion Quarterly, 80*(S1), 298-320. doi:10.1093/poq/nfw006

Floridi, L. (2017). *La quarta rivoluzione*. Milano: Raffaello Cortina.

Floridi, L. (2018). Semantic Capital: Its Nature, Value, and Curation. *Philosophy & Technology*(31), 481-497.

Flyvbjerg, B. (2002). Bringing Power to Planning Research: One Researcher's Praxis Story. *Journal of Planning Education and Research, 21*, 353-366.

Foglia, E. (1995). Considerazioni sulla stagione 1995 *Commento generale*: Ente Ticinese per il Turismo.

Foglia, E. (2000). Relazione Annuale *Commento generale*: Ente Ticinese per il Turismo.
Foth, M., Tomitsch, M., Satchell, C., & Haeusler, M. H. (2015). *From Users to Citizens: Some Thoughts on Designing for Polity and Civics*. Paper presented at the Proceedings of the Annual Meeting of the Australian Special Interest Group for Computer Human Interaction, Parkville, VIC, Australia.
Foucault, M. (2010). *Sicurezza, territorio, popolazione*. Milano: Feltrinelli.
Foucault, M. (2012). *Nascita della biopolitica*. Milano: Feltrinelli.
Foucault, M. (2015a). L'ordre du discours *Œuvres* (Vol. II). Paris: Gallimard.
Foucault, M. (2015b). La volonté de savoir *Œuvres* (Vol. II, pp. 617-738). Paris: Gallimard.
Foucault, M. (2015c). Les mots et les choses *Œuvres* (Vol. I). Paris: Gallimard.
Foucault, M. (2017). Les techniques de soi *Dits et écrits* (Vol. II, pp. 1602-1632). Paris: Gallimard.
Frapolli, E. (2016, 28.10.2016). L'importanza del Parco nazionale. *laRegione,* p. 30.
Fraschina, S. (2016a, 22.09.2016). Il Parc Adula ha troppi vincoli. *Corriere del Ticino,* p. 38.
Fraschina, S. (2016b, 13.10.2016). Parc Adula, un progetto fragile. *Corriere del Ticino,* p. 37.
Fraschina, S. (2016c, 13.10.2016). Un dossier fragile e inadeguato. *Corriere del Ticino,* p. 40.
Fraser, N. (2001). Recognition without Ethics? *Theory, Culture & Society, 18* (2-3), 21-42.
Freud, S. (1979). L'uomo Mosè e la religione monoteistica: tre saggi *Opere* (Vol. 11). Torino: Bollati Boringhieri.
Freud, S. (1984a). Introduzione alla psicoanalisi *Opere* (Vol. 8). Torino: Bollati Boringhieri.
Freud, S. (1984b). L'uomo Mosè e la religione monoteistica. Mosè, il suo popolo e la religione monoteistica *Opere* (Vol. 11). Torino: Bollati Boringhieri.
Freud, S. (1985). Il disagio della civiltà *Opere* (Vol. 10). Torino: Bollati Boringhieri.
Freud, S. (2009). *Compendio di psicoanalisi*. Torino: Bollati Boringhieri.
Gaeta, L. (2011). *La democrazia dei confini*. Roma: Carocci.
Gagliardi, T. (2003). Relazione Annuale *Commento generale*: Ente Ticinese per il Turismo.
Gagliardi, T. (2004). Relazione Annuale *Commento generale*: Ente Ticinese per il Turismo.
Gagliardi, T. (2011). Relazione Annuale 2011 *Editoriale*: Ente Ticinese per il Turismo.
Galimberti, U. (2006). *Il tramonto dell'Occidente*. Milano: Feltrinelli.
Galimberti, U. (2011). *Psiche e techne*. Milano: Feltrinelli.
Galli, A. (2016a, 03.06.2016). Le intenzioni del progetto Parc Adula? Sono sotto gli occhi di tutti. *laRegione,* p. 30.
Galli, A. (2016b, 06.06.2016). Progetto Parc Adula. Intenzioni chiare. *Corriere del Ticino,* p. 45.
Gallino, L. (2013). *La lotta di classe dopo la lotta di classe*. Roma-Bari: Laterza.
Geis, K. J., & Ross, C. E. (1998). A New Look at Urban Alienation: The Effect of Neighborhood Disorder on Perceived Powerlessness. *Social Psychology Quarterly, 61*(3), 232-246.
Geras, N. (1987). Post-Marxism? *New Left Review, 163*, 40-82.
Gerber, J.-D., Nahrath, S., Csikos, P., & Knoepfel, P. (2011). The role of Swiss civic corporations in land-use planning. *Environment and Planning, 43*, 185-204.
Ghiringhelli, A. (1998a). La costruzione del Cantone (1803-1830). In R. Ceschi (Ed.), *Storia del Cantone Ticino* (Vol. I, pp. 33-62). Bellinzona: Stato del Cantone Ticino.
Ghiringhelli, A. (1998b). La transizione vero la politica consociativa (1890-1922). In R. Ceschi (Ed.), *Storia del Cantone Ticino* (Vol. II, pp. 415-432). Bellinzona: Stato del Cantone Ticino.
Goodwin, H. (2017). The Challenge of Overtourism. *Responsible Tourism Partnership, Working paper*, 1-19.
Gramsci, A. (1975a). *Quaderni del carcere* (Vol. I). Torino: Einaudi.

Gramsci, A. (1975b). *Quaderni del carcere* (Vol. III). Torino: Einaudi.
Gramsci, A. (2016). *Masse e Partito*. Roma: Editori Riuniti.
Grandini, S. (1995). Considerazioni sulla stagione 1995 *Note introduttive*: Ente Ticinese per il Turismo.
Grossi, P. (2012). *Introduzione al Novecento giuridico*. Roma-Bari: Laterza.
Guénon, R. (2017). *Autorità spirituale e potere temporale*. Milano: Adelphi.
Gunder, M. (2010). Planning as the ideology of (neoliberal) space. *Planning Theory, 9*(4), 298-314.
Habermas, J. (2015). *Storia e critica dell'opinione pubblica*. Roma-Bari: Laterza.
Hadjimichalis, C. (2011). Uneven geographical development and socio-spatial justice and solidarity: European regions after the 2009 financial crisis. *European Urban and Regional Studies, 18*(3), 254-274.
Hajer, M. A. (2003). Discourse Analysis *The Politics of Environmental Discourse: Ecological Modernization and the Policy Process*. Oxford: Oxford Scholarship Online.
Halpern, C., & Pollard, J. (2017). Making up the neoliberal city: The role of urban market actors. In G. Pinson & C. Morel Journel (Eds.), *Debating the Neoliberal City*. New York: Routledge.
Han, B.-C. (2015a). *La società della trasparenza*. Roma: Nottetempo.
Han, B.-C. (2015b). *Nello sciame*. Roma: Nottetempo.
Han, B.-C. (2016). *Psicopolitica*. Roma: Nottetempo.
Han, B.-C. (2017a). *L'espulsione dell'Altro*. Roma: Nottetempo.
Han, B.-C. (2017b). *La società della stanchezza*. Roma: Nottetempo.
Harley, J. B. (1989). Deconstructing the map. *Cartographica: The International Journal for Geographic Information and Geovisualization, 26*(2), 1-20.
Harvey, D. (2008). The Right to the City. *New Left Review, 53*, 23-40.
Harvey, D. (2010). *Justice, Nature and the Geography of Difference*. Oxford: Blackwell.
Harvey, D. (2011). The urban roots of financial crises: reclaiming the city for anti-capitalist struggle. *Socialist Register, 48*, 1-35.
Harvey, D. (2016). *Il capitalismo contro il diritto alla città*. Verona: Ombre Corte.
Haughton, G., Allmendinger, P., & Oosterlynck, S. (2013). Spaces of neoliberal experimentation: soft spaces, postpolitics, and neoliberal governmentality. *Environment and Planning, 45*, 217-234.
Hegel, G. W. F. (2016). *Fenomenologia dello spirito*. Milano: Bompiani.
Heidegger, M. (1998). Perché restiamo in provincia? *Scritti Politici*. Casale Monferrato: Piemme.
Heidegger, M. (2009). *Identità e differenza*. Milano: Adelphi.
Heidegger, M. (2011a). *Lettera sull'"umanismo"*. Milano: Adelphi.
Heidegger, M. (2011b). *Ormai solo un Dio ci può salvare*. Parma: Guanda.
Heidegger, M. (2014a). Che cosa significa pensare? *Saggi e discorsi*. Milano: Mursia.
Heidegger, M. (2014b). Costruire, abitare, pensare *Saggi e discorsi* (pp. 96-108). Milano: Mursia.
Heidegger, M. (2014c). La questione della tecnica *Saggi e discorsi*. Milano: Mursia.
Heidegger, M. (2015). *Essere e tempo*. Milano: Mondadori.
Hiltunen, M. J. (2007). Environmental Impacts of Rural Second Home Tourism. Case Lake District in Finland. *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism, 7*(3), 243-265. doi:10.1080/15022250701312335
Hirschberger, G. (2018). Collective Trauma and the Social Construction of Meaning. *Frontiers in Psychology, 9*. doi:10.3389/fpsyg.2018.01441
Honneth, A. (2002). Grounding Recognition: a rejoinder to critical questions. *Inquiry, 45*(4), 499-519.

Hoogendoorn, G., & Visser, G. (2004). Second homes and small-town (re)development: the case of Clarens. *Journal of Family Ecology and Consumer Sciences, 32*, 105-115.
Horkheimer, M., & Adorno, T. W. (2010). *Dialettica dell'Illuminismo*. Torino: Einaudi.
Hylland Eriksen, T. (2017). *Fuori controllo*. Torino: Einaudi.
Iglesias Turrión, P. (2015). Understanding Podemos. *New Left Review, 93*, 5-22.
Jacobs, G. (2011). The Turn Towards Unity: Converting Crises into Opportunities. *Cadmus, 1*(3), 106-120.
Jaret, C. (1983). Recent neo-Marxist Urban Analysis. *Annual Review of Sociology, 9*, 499-525.
Jung, C. G. (2016). Gli archetipi dell'inconscio collettivo *Opere* (Vol. 9). Torino: Bollati Boringhieri.
Kanai, J. M. (2014). On the peripheries of planetary urbanization: globalizing Manaus and its expanding impact. *Environment and Planning, 32*, 1071-1087.
Kantorowicz, E. H. (2012). *I due corpi del Re*. Torino: Einaudi.
Kappenberger, G. (2016, 14.11.2016). I parchi nazionali sono un'opportunità. *Corriere del Ticino,* p. 32.
Kaufmann, V. (2014). *Retour sur la ville*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.
Kavafis, C. (2011). *Settantacinque poesie*. Torino: Einaudi.
Kizilhan, J. I., & Noll-Hussong, M. (2017). Individual, collective, and transgenerational traumatization in the Yazidi. *BMC Medicine, 15*(198), 1-4.
Koens, K., Postma, A., & Papp, B. (2018). Is Overtourism Overused? Understanding the Impact of Tourism in a City Context. *Sustainability, 10*, 1-15.
Kohlbacher, F. (2006). The Use of Qualitative Content Analysis in Case Study Research. *Forum: Qualitative Social Research, 7*(1).
Kuhn, T. S. (1962). *The Structure of Scientific Revolutions*. Chicago: University of Chicago Press.
Kundu, A., & Sarangi, N. (2005). Issue of Urban Exclusion. *Economic and Political Weekly, 40*(33), 3642-3646.
Kymlicka, W. (1996). *Multicultural Citizenship*. Oxford: Oxford University Press.
Laclau, E., & Cerbino, M. (2018). *Marxismo e populismo*. Roma: Castelvecchi.
Laclau, E., & Mouffe, C. (2014). *Hegemony and Socialist Strategy*. London: Verso.
laRegione. (2014, 14.01.2014). Un Parco di paletti. *laRegione,* p. 11.
laRegione. (2016a, 15.11.2016). Campra e Gorda collegati. *laRegione,* p. 10.
laRegione. (2016b, 28.11.2016). "Ha vinto la voglia di autodeterminazione". *laRegione,* p. 13.
laRegione. (2016c, 21.10.2016). Il Parc Adula mobilita la gente. *laRegione,* p. 11.
laRegione. (2016d, 30.09.2016). Parc Adula, la sindaca schierata per il "no". *laRegione,* p. 11.
laRegione. (2017a, 19.07.2017). "Pazzesco": le Maldive sono in Ticino. *laRegione*. Retrieved from https://www.laregione.ch/culture/societa/1219474/-pazzesco--le-maldive-sono-in-ticino
laRegione. (2017b, 29.07.2017). Verzasca o Maldive, "non chiamatela invasione". *laRegione*. Retrieved from https://www.laregione.ch/cantone/locarnese/1220078/verzasca-o-maldive---non-chiamatela-invasione-
Lavado, J. S. (1994). *Il mondo di Mafalda*. Milano: Bompiani.
Lechleitner, F. (2016, 16.11.2016). Parc Adula: un sì alla nostra valle! *laRegione,* p. 27.
Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris: Anthropos.
Lefebvre, H. (1970). *La révolution urbaine*. Paris: Gallimard.
Lefebvre, H. (2000). *La production de l'espace* (4e éd. ed.). Paris: Ed. Anthropos.
Lefebvre, H. (2001). *Du Rural à l'Urbain*. Paris: Anthropos.
Lefebvre, H. (2015). *Le droit à la ville*. Paris: Anthropos.

Lepori, A. (1981). Vicende e problemi del Piano Direttore nelle discussioni sull'urbanistica nel Ticino. *Rivista Tecnica, 3*, 51-55.

Lévy, J. (1994). *L'espace légitime: sur la dimension géographique de la fonction politique*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Lévy, J. (2000). Les nouveaux espaces de la mobilité. In M. Bonnet & D. Desjeux (Eds.), *Les territoires de la mobilité* (pp. 155-170). Paris: Presses universitaires de France.

Lévy, J., Fauchille, J.-N., & Póvoas, A. (2018). *Théorie de la justice spatiale*. Paris: Odile Jacob.

Lévy, J., & Lussault, M. (2013). *Dictionnaire de la géographie [et de l'espace des sociétés]* (Nouv. éd. rev. et augm. ed.). Paris: Belin.

Lévy, J., Poncet, P., Andrieu, D., Beaude, B., Dagorn, R.-É., Dumont, M., . . . Vilaça, O. (2008). *L'Invention du Monde*. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Limouzin, P. (1990). Le Tessin : Les mutations économiques et sociales d'un canton périphérique. *Annales De Géographie, 99*(552), 173-179.

López Petit, S. (2009). *Entre el ser y el poder*. Madrid: Traficantes de sueños.

Losurdo, D. (2017). *Il marxismo occidentale*. Roma-Bari: Laterza.

Lussault, M. (2007). Habiter, du lieu au monde. In T. L. Paquot, Michel; Younès, Chris (Ed.), *Habiter, le propre de l'humain*. Paris: La découverte.

Macintyre, A. (2017). *Ethics in the Conflicts of Modernity*. Cambridge: Cambridge University Press.

Maingueneau, D., & Cossutta, F. (1995). L'analyse des discours constituants. *Langages, 29*(117), 112-125.

Malm, A. (2016). *Fossil capital : the rise of steam-power and the roots of global warming*. London ; New York: Verso.

Malm, A. (2018). *The progress of this storm : nature and society in a warming world*. London ; New York: Verso.

Marcacci, M. (2013). Policentrismo e squilibri regionali nella storia del canton Ticino. In O. Mazzoleni, A. Pilotti, & M. Marcacci (Eds.), *Un cantone in mutamento*. Lugano: Opera Nuova.

Marcotullio, P. J., & Solecki, W. (2013). What Is a City? An Essential Definition for Sustainability. In C. G. Boone & M. Fragkias (Eds.), *Urbanization and Sustainability: Linking Urban Ecology, Environmental Justice and Global Environmental Change* (pp. 11-25). Dordrecht: Springer Netherlands.

Marcuse, P. (2010). From critical urban theory to the right to the city. *City. Analysis of urban trends, culture, theory, policy, action, 13*(2-3), 185-197.

Margarit, D. (2009). Perdus dans la translation. La dérive de la notion de “citoyenneté européenne”. *Meta: Research in Hermeneutics, Phenomenology and Practical Philosophy, I*(2), 288-301.

Martín Martín, J. M., Guaita Martínez, J. M., & Salinas Fernández, J. A. (2018). An Analysis of the Factors behind the Citizen’s Attitude of Rejection towards Tourism in a Context of Overtourism and Economic Dependence on This Activity. *Sustainability, 10*, 1-18.

Marull, J., Font, C., & Boix, R. (2015). Modelling urban networks at mega-regional scale: Are increasingly complex urban systems sustainable? *Land Use Policy, 43*, 15-27.

Marx, K. (2004). *Manoscritti economico-filosofici del 1844*. Torino: Einaudi.

Marx, K. (2006). *Il Capitale*. Roma: Editori riuniti.

Masoni, M. (2002). Relazione Annuale *Note introduttive*: Ente Ticinese per il Turismo.

Masoni, M. (2003). Relazione Annuale *Note introduttive*: Ente Ticinese per il Turismo.

Matasci, C. (2010). *The vulnerability of Switzerland towards climate change : the case of tourism*. Paper presented at the 2010 Belpasso International Summer School.

https://s3.amazonaws.com/academia.edu.documents/8365684/matasci.pdf?AWSAccessKeyId=AKIAIWOWYYGZ2Y53UL3A&Expires=1537527127&Signature=eKVPq%2BBJxS26CBcbo5ofmebEMhQ%3D&response-content-disposition=inline%3B%20filename%3DThe_vulnerability_of_Switzerland_towards.pdf

Mayer, M. (2009). The 'Right to the City' in the context of shifting mottos of urban social movements. *City. Analysis of urban trends, culture, theory, policy, action, 13*(2-3), 362-374.

Mayos, G. (2011). Globalización: presente y futuro inmediato. In J. M. Bermudo Ávila (Ed.), *Figuras de la emancipación*. Barcelona: Horsori.

Mayos, G. (2016). *Macrofilosofia della globalizzazione e del pensiero unico*. Barcelona: Lingkua Ediciones.

Mazzoleni, O. (2013). Quale mutamento? In O. Mazzoleni, A. Pilotti, & M. Marcacci (Eds.), *Un cantone in mutamento*. Lugano: Opera Nuova.

Medici, D., Stoppa, R., & Rütter-Fischbacher, U. (2014). *L'impatto economico del turismo in Ticino*. Retrieved from https://www4.ti.ch/fileadmin/DFE/DE-USE/turismo/Rapporto_finale_impatto_economico_del_turismo_in_Ticino.pdf.

Mellor, M. (2019). An Eco-Feminist proposal. *New Left Review, 116/117*, 189-200.

Merrifield, A. (2013). The Urban Question under Planetary Urbanization. *International Journal of Urban and Regional Research, 37*(3), 909-922.

Merrifield, A. (2018). Planetary urbanisation: une affaire de perception. *Urban Geography, 39*(10), 1603-1607.

Michel, A. H. (2019). How conceptions of equity and justice shape national park negotiations: The case of Parc Adula, Switzerland. *Eco.mont, 11*(1), 25-31.

Mommsen, T., & Krueger, P. (1973). *Corpus Iuris Civilis* (Vol. I). Zürich: Weidmannos.

Monedero, J. C. (2009). *El gobierno de las palabras*. Madrid: Fondo de Cultura Económica.

Monighetti, M. (2014, 27.03.2014). Parc Adula, giù la maschera! *Corriere del Ticino,* p. 29.

Monighetti, M. (2016, 27.10.2016). Le vere intenzioni dei promotori. *Corriere del Ticino,* p. 37.

Monighetti, M., & Maissen, P. (2016, 14.10.2016). Charta 3a edizione, nebbia fitta! *laRegione,* p. 31.

Moore, J. W. (2015). *Capitalism in the web of life : ecology and the accumulation of capital* (1st Edition. ed.). New York: Verso.

Mouffe, C. (2005). *The Return of the Political*. London: Verso.

Mouffe, C. (2013a). *Agonistics. Thinking the world politically*. London: Verso.

Mouffe, C. (2013b). *Il conflitto democratico*. Milano-Udine: Mimesis.

Mouzelis, N. (1988). Marxism or Post-Marxism? *New Left Review, 167*, 107-123.

Mucchielli, A. (Ed.) (1996a) Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales. Paris: Armand Colin.

Mucchielli, A. (Ed.) (1996b) Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales. Paris: Armand Colin.

Mucchielli, A. (Ed.) (1996c) Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales. Paris: Armand Colin.

Mudde, C. (2004). The Populist Zeitgeist. *Government and Opposition, 39*(4), 541-563.

Müller, M. (2008). Reconsidering the concept of discourse for the field of critical geopolitics: Towards discourse as language and practice. *Political Geography, 27*, 322-338.

Musterd, S., & Ostendorf, W. (1998). *Urban Segregation and the Welfare State*. London: Routledge.

Neculau, R. (2009). L'icône et le foulard. Identité culturelle, dignité morale et reconnaissance réciproque. *Meta: Research in Hermeneutics, Phenomenology and Practical Philosophy, I*(2), 212-248.

Newman, K. (2013). A More Usable Winnicott. *Psychoanalytic Inquiry, 33*(1), 59-68.

Nietzsche, F. (1993). *Genealogia della morale*. Milano: Adelphi.

Nietzsche, F. (2006). *Così parlò Zarathustra*. Milano: Adelphi.

Noon, M. (2010). The shackled runner: time to rethink positive discrimination? *Work, Employment and Society, 24*(4), 728-739. doi:10.1177/0950017010380648

Nykänen, H. (2014). Conscience and Collective Pressure. *Philosophy, Psychiatry, & Psychology, 21*(1), 51-65.

Olesen, K. (2012). Soft spaces as vehicles for neoliberal transformations of strategic spatial planning? *Environment and Planning, 30*, 910-923.

Olesen, K. (2013). The neoliberalisation of strategic spatial planning. *Planning Theory, 13*(3), 288-303.

Omero. (1989). *Odissea*. Torino: Einaudi.

ONU. (2002). *Report of the World Summit on Sustainable Development. Johannesburg, South Africa, 26 August - 4 September 2002*. New York Retrieved from http://www.un-documents.net/aconf199-20.pdf.

ONU. (2018a). *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision*. Retrieved from https://population.un.org/wup/Download/.

ONU. (2018b). *World Urbanization Prospects: The 2018 Revision. Methodology*. Retrieved from https://population.un.org/wup/Publications/Files/WUP2018-Methodology.pdf.

ORM, RS, RTV, & RV. (2005). *Parc Adula. Uno spazio di vita alpino*. Retrieved from http://www.parcadula.ch/it/dms/Documenti/regioplus_IT.pdf.

Ortega y Gasset, J. (2010a). *El hombre y la gente*. Madrid: Alianza.

Ortega y Gasset, J. (2010b). *Misión de la Universidad*. Madrid: Alianza.

Ostrowetsky, S. (1993). Des mots, des choses et des lieux. In A. Decrosse (Ed.), *L'esprit de société*. Liège: Mardaga.

Pagani, P. (2016, 21.10.2016). PA: opportunità o fregatura? *laRegione,* p. 30.

Papathanassis, A. (2017). Over-Tourism and Anti-Tourist Sentiment: An Exploratory Analysis and Discussion. *"Ovidius" University Annals, Economic Sciences Series, XVII*(2), 288-293.

Paquot, T. (2015). *L'espace public*. Paris: La découverte.

Perkumienė, D., & Pranskūnienė, R. (2019). Overtourism: Between the Right to Travel and Residents' Rights. *Sustainability, 11*, 1-17.

Perulli, P. (2007). *La città*. Milano: Bruno Mondadori.

Pilotti, A. (2013). Le aggregazioni urbane degli anni Duemila. In O. Mazzoleni, A. Pilotti, & M. Marcacci (Eds.), *Un cantone in mutamento*. Lugano: Opera Nuova.

Platone. (1984). Teeteto *Opere complete* (Vol. II). Roma-Bari: Laterza.

Platone. (2007). *La repubblica*. Roma-Bari: Laterza.

Pratt, M. (2005). Imagining Union: European Cultural Identity in the Pre-Federal Future Perfect. *Portal Journal of Multidisciplinary International Studies, 2*(2), 1-19.

Przywara, E. (2013). *L'Idea d'Europa*. Trapani: Il pozzo di Giacobbe.

Purcell, M. (2002). Excavating Lefebvre: The right to the city and its urban politics of the inhabitant. *GeoJournal, 58*(2-3), 99-108.

Rawls, J. (1971). *A theory of justice*. Cambridge, Mass.,: Belknap Press of Harvard University Press.

Progetto di Piano direttore cantonale, (1990).

Costituzione della Repubblica e Cantone Ticino, (1997).
245 Comuni alla lente. Situazione e prospettive degli enti locali ticinesi, (1998a).
Il Cantone ed i suoi comuni. L'esigenza di cambiare, (1998b).
Rapporto sugli indirizzi, (2003).
Rapporto sulla consultazione: Un progetto per il Ticino, (2006).
Revisione del Piano direttore cantonale: Rapporto esplicativo 2009, (2009).
RCT. (2018a). Aggregazioni ultimate. Retrieved from https://www4.ti.ch/di/sel/riforma-dei-comuni/aggregazioni/ultimate/
RCT. (2018b). Ticino 2020. Retrieved from https://www4.ti.ch/generale/ticino2020/la-riforma/
Reichlin, B., & Reinhart, F. (1979). Introduzione. In A. Rossi, E. Consolascio, & M. Bosshard (Eds.), *Costruzione del territorio e spazio urbano nel Cantone Ticino* (Vol. I. La costruzione del territorio nel Cantone Ticino). Lugano: Fondazione Ticino Nostro.
Relph, E. (2008). *Place and Placelessness*. London: Pion.
Rérat, P., & Lees, L. (2011). Spatial Capital, Gentrification and Mobility: evidence from Swiss Core Cities. *Transactions of the Institute of British Geographers, 36*(1), 126-142.
Respini, R. (1984). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Respini, R. (1985, 17.06.1985). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Respini, R. (1986, 27.06.1986). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Respini, R. (1987, 11.06.1987). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Respini, R. (1988, 30.06.1988). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Respini, R. (1989, 23.06.1989). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Respini, R. (1990, 22.06.1990). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Respini, R. (1991, 28.06.1991). *Relazione del Presidente all'Assemblea*.
Revault d'Allonnes, M. (2016). *La crise sans fin*. Paris: Éditions du Seuil.
Richardson, T., & Jensen, O. B. (2003). Linking Discourse and Space: Towards a Cultural Sociology of Space in Analysing Spatial Policy Discourses. *Urban Studies, 40*(1), 7-22.
Rigozzi, G. (2009, 06.11.2009). Parc Adula: un'opportunita o un intralcio? *Corriere del Ticino,* p. 45.
Rigozzi, N., & Vitali, A. (2016, 03.10.2016). Il valore aggiunto del nuovo parco. *Corriere del Ticino,* p. 29.
Rodríguez Lestegás, F. (2008). La construcción de identidades, tarea atribuida a la escuela y al profesorado. *Revista Electrónica Interuniversitaria de Formación del Profesorado, 11*(1), 11-18.
Romano, M. (2013). *Liberi di costruire*. Torino: Bollati Boringhieri.
Rose-Redwood, R. S. (2006). Governmentality, geography, and the geo-coded world. *Progress in Human Geography, 30*(4), 469-486.
Ross, C. E., & Mirowsky, J. (2009). Neighborhood Disorder, Subjective Alienation, and Distress. *Journal of Health and Social Behavior, 50*(1), 49-64.
Rossi, A. (1986). La regione funzionale urbana di Lugano. *Rivista Tecnica, 11*, 43-52.
Rossi, A. (2008). *Lo sviluppo della regione urbana del Luganese*. Lugano: Commissione regionale dei trasporti del luganese.
Rossi, A., Consolascio, E., & Bosshard, M. (1979). *Costruzione del territorio e spazio urbano nel Cantone Ticino* (Vol. I. La costruzione del territorio nel Cantone Ticino). Lugano: Fondazione Ticino Nostro.
Routledge, P. (2001). 'Selling the rain', resisting the sale: resistant identities and the conflict over tourism in Goa. *Social & Cultural Geography, 2*(2), 221-240.
Rovelli, S. (2016, 21.11.2016). Parc Adula, i vincoli possono decadere. *Corriere del Ticino,* p. 33.

RT. (1973a). L'allargamento del lugolago a Lugano. *Rivista Tecnica, 8*, 351.

RT. (1973b). Lugano. *Rivista Tecnica, 12*, 573-593.

Ruiz Ruiz, J. (2009). Sociological Discourse Analysis: Methods and Logic. *Forum: Qualitative Social Research, 10*(2).

Salomon Cavin, J. (2004). La Suisse urbaine : entre ubiquité et absence. *EspacesTemps.net*.

Salomon Cavin, J. (2005). *La ville, mal-aimée*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.

Salomon Cavin, J., & Marchand, B. (2010). *Antiurbain : origines et conséquences de l'urbaphobie*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.

Schmid, C., & Brenner, N. (2011). Planetary urbanization. In M. Gandy (Ed.), *Urban constellations* (pp. 10-13). Berlin: Jovis Verlag.

Schmitt, C. (2002). *Terra e mare*. Milano: Adelphi.

Schmitt, C. (2008). *La tirannia dei valori*. Milano: Adelphi.

Schmitt, C. (2010). *Cattolicesimo romano e forma politica*. Bologna: Il Mulino.

Schmitt, C. (2011). *Il nomos della Terra*. Milano: Adelphi.

Schmitt, C. (2012). *Dialogo sul potere*. Milano: Adelphi.

Schmitt, C. (2013a). Il concetto di 'politico' *Le categorie del 'politico'*. Bologna: Il Mulino.

Schmitt, C. (2013b). *Il valore dello Stato e il significato dell'individuo*. Bologna: Il Mulino.

Schmitt, C. (2013c). Teologia politica *Le categorie del 'politico'*. Bologna: Il Mulino.

Schuler, M., Dessemontet, P., Jemelin, C., Jarne, A., Pasche, N., & Haug, W. (2006). *Atlas des mutations spatiales de la Suisse*. Zurich: Neue Zürcher Zeitung.

Scolari, R. (2006). *Paesaggi senza spettatori*. Milano: Mimesis.

Seaton, L. (2019). Green Questions. *New Left Review, 115*, 105-129.

Shaw, K. (2015). Planetary urbanisation: what does it matter for politics or practice? *Planning Theory & Practice, 16*(4), 588-593.

Siljanovska, L. (2014). Mass media and cultural memory: idealization of values. *Culture, 7*, 113-121.

Simmel, G. (2010). *Denaro e vita*. Milano: Mimesis.

Simoni, V. (2016, 26.10.2016). *Tourism and social science analogies: A view from Cuba.* Paper presented at the Séminaire Penser (avec et par) le tourisme, Université de Lausanne.

Slater, T. (2015). Planetary Rent Gaps. *Antipode, 49*(1), 114-137.

Sloterdijk, P. (2013). *Crescita o extraprofitto*. Milano: Mimesis.

Smith, G., & Brennan, R. E. (2012). Losing our way with mapping: Thinking critically about marine spatial planning in Scotland. *Ocean & Coastal Management, 69*, 210-216.

Soja, E. (2010). *Seeking Spatial Justice*. London: University of Minnesota Press.

Soja, E. (2016). *Thirdspace*. Oxford: Blackwell.

Solari, M. (1980, 23.12.1980). *Relazione del Direttore all'Assemblea*.

Solari, M. (1981, 02.06.1981). *Osservazioni del Direttore all'Assemblea*.

Solari, M. (1982, 05.07.1982). *Relazione del Direttore all'Assemblea*.

Solari, M. (1983, 16.12.1983). *Relazione del Direttore all'Assemblea*.

Solari, M. (1986, 09.12.1986). *Relazione del Direttore all'Assemblea*.

Solari, M. (1987, 22.12.1987). *Relazione del Direttore all'Assemblea*.

Solari, M. (1988, 16.12.1988). *Relazione del Direttore all'Assemblea*.

Solari, M. (1989, 22.12.1989). *Saluto del Direttore all'Assemblea*.

Solari, M. (2009). Relazione Annuale 2009 *Editoriale*: Ente Ticinese per il Turismo.

Spada, M. (2014). *L'altro architetto*. Lugano: Giampiero Casagrande.

Stinca, G. (2000). Relazione Annuale *Commento generale*: Ente Ticinese per il Turismo.

Stinca, G. (2002). Relazione Annuale *Commento generale*: Ente Ticinese per il Turismo.

Stock, M. (2006). L'hypothèse de l'habiter poly-topique: pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles. *EspacesTemps.net*, 16.

Stock, M. (2007a, 22.04.2007). *Mobility as "arts of dwelling": conceptual investigations.* Paper presented at the The meaning of circulation: moving and mobilizing, San Francisco.

Stock, M. (2007b). Théorie de l'habiter. Questionnements. In T. L. Paquot, Michel; Younès, Chris (Ed.), *Habiter, le propre de l'humain*. Paris: La découverte.

Stock, M., & Lucas, L. (2012). La double révolution urbaine du tourisme. *Espaces et sociétés, 3*(151), 15-30.

Talib, N., & Fitzgerald, R. (2018). Putting philosophy back to work in Critical Discourse Analysis. *Critical Discourse Studies*. doi:https://doi.org/10.1080/17405904.2017.1421242

Taylor, C. (2009). *Multiculturalisme : différence et démocratie*. Paris: Flammarion.

Tcholakian, L., Khapova, S., van den Loo, E., & Lehman, R. (2019). Collective Traumas and the Development of Leader Values: A Currently Omitted, but Increasingly Urgent, Research Area. *Frontiers in Psychology, 10*(1009), 1-13.

Terni, M. (2014). *Stato*. Torino: Bollati Boringhieri.

Thomassen, L. (2016). Hegemony, populism and democracy: Laclau and Mouffe today. *Revista Española de Ciencia Política, 40*, 161-176.

Tio. (2017a, 28.07.2017). Da Milano contro il video sulle Maldive ticinesi: "Non è una piscina, abbiate rispetto". *Tio*. Retrieved from https://www.tio.ch/ticino/attualita/1157121/da-milano-contro-il-video-sulle-maldive-ticinesi---non-e-una-piscina--abbiate-rispetto-

Tio. (2017b, 29.08.2017). Le Maldive di Milano? Ci sono costate 20mila franchi. *Tio*. Retrieved from https://www.tio.ch/ticino/attualita/1161425/le-maldive-di-milano--ci-sono-costate-20mila-franchi

TN. (2017a, 01.09.2017). Con le Maldive di Milano ho valorizzato il territorio. *TicinoNews*. Retrieved from http://www.ticinonews.ch/ticino/404919/con-le-maldive-di-milano-ho-valorizzato-il-territorio

TN. (2017b, 17.07.2017). La Verzasca come Rimini. *TicinoNews*. Retrieved from http://www.ticinonews.ch/ticino/395146/la-verzasca-come-rimini

TN. (2017c, 16.09.2017). La Verzasca? Dev'essere vicino alla Svizzera... *TicinoNews*. Retrieved from http://www.ticinonews.ch/ticino/408238/la-verzasca-dev-essere-vicino-alla-svizzera

TN. (2017d, 11.07.2017). "Le Maldive di Milano", ma è la Val Verzasca. *TicinoNews*. Retrieved from http://www.ticinonews.ch/ticino/393834/le-maldive-di-milano-ma-e-la-val-verzasca

TN. (2017e, 28.07.2017). Turisti in Verzasca, ecco le misure. *TicinoNews*. Retrieved from http://www.ticinonews.ch/ticino/397755/turisti-in-verzasca-ecco-le-misure

TN. (2017f, 19.07.2017). Verzasca: "Servono bus navetta, non forconi". *TicinoNews*. Retrieved from http://www.ticinonews.ch/ticino/395633/verzasca-servono-bus-navetta-non-forconi

Todd, E. (2015). *L'invention de l'Europe*. Paris: Éditions de Seuil.

Tolkach, D., Pratt, S., & Zeng, C. Y. H. (2017). Ethics of Chinese & Western tourists in Hong Kong. *Annals of Tourism Research, 63*, 83-96.

Toppi, S. (1998a). L'economia: l'età delle incertezze (1975-1990). In R. Ceschi (Ed.), *Storia del Cantone Ticino* (Vol. II, pp. 641-670). Bellinzona: Stato del Cantone Ticino.

Toppi, S. (1998b). La crescita economica (1945-1975): la ricerca di aperture e l'avvento del terziario. In R. Ceschi (Ed.), *Storia del Cantone Ticino* (Vol. II, pp. 615-640). Bellinzona: Stato del Cantone Ticino.

Toppi, S. (1998c). La crescita economica (1945-1975): la scommessa industriale. In R. Ceschi (Ed.), *Storia del Cantone Ticino* (Vol. II, pp. 593-614). Bellinzona: Stato del Cantone Ticino.

Torricelli, G. P. (2009). *Potere e spazio pubblico urbano*. Milano: Academia Universa Press.

Toschini, E. (2016, 14.11.2016). Un ottimo progetto pronto all'utilizzo. *Corriere del Ticino,* p. 32.

Truaisch, M. (2016a, 21.10.2016). Chi ha paura del Parc Adula? *laRegione,* p. 30.

Truaisch, M. (2016b, 30.09.2016). Sì al Parc Adula, senza remore. *Corriere del Ticino,* p. 42.

Tucidide. (2003). *La guerra del Peloponneso*. Milano: Garzanti.

UFS. (2018). *Formation achevée la plus élevée: degré tertiaire, en 2014-2016*. Retrieved from https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/niveau-formation-competences/niveau-formation-regional.html.

Urry, J. (2004). The Sociology of Space and Place. In J. Blau (Ed.), *The Blackwell Companion to Sociology*. Oxford: Blackwell.

Urry, J. (2007). *Mobilities*. Cambridge: Polity Press.

Urry, J., & Sheller, M. (2000). The City and the Car. *International Journal of Urban and Regional Research, 24*(4), 737-757.

USTAT. (2004). *Frontalieri, a marzo 1981, agosto 2000, 2001 e 2002*. Retrieved from https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/index.php?fuseaction=dati.regioni&tema=35&id2=151&id3=160&c1=03&c2=02&c3=04.

USTAT. (2006). *Arrivi nel settore alberghiero, secondo il paese di domicilio degli ospiti, in Ticino, dal 1980 al 1999*. Retrieved from https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/allegati/tabella/T_100301_04C.xls.

USTAT. (2017a). *Lavoro e reddito. Panoramica del tema*. Retrieved from https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/allegati/prodima/3403_lavoro_e_reddito.pdf.

USTAT. (2017b). *Turismo. Panoramica del tema*. Retrieved from https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/allegati/prodima/4710_turismo.pdf.

USTAT. (2018a). *Comuni, per distretto, in Ticino, dal 1850 al 2017*. Retrieved from https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/index.php?fuseaction=dati.home&tema=34&id2=102&id3=108&c1=02&c2=02&c3=03.

USTAT. (2018b). *Parco dei veicoli stradali, secondo il genere di veicoli, e tasso di motorizzazione, in Svizzera e in Ticino, dal 2002 al 2017*. Retrieved from https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/index.php?fuseaction=dati.home&tema=50.

USTAT. (2018c). *Popolazione residente permanente al 31 dicembre, secondo la classe d'età, dal 2003 al 2017*. Retrieved from https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/index.php?fuseaction=dati.regioni&tema=33.

USTAT. (2018d). *Popolazione residente, dal 1850 al 2000*. Retrieved from https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/index.php?fuseaction=dati.regioni&tema=33.

USTAT. (2018e). *Superficie e densità della popolazione, nel 2017*. Retrieved from https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/index.php?fuseaction=dati.regioni&tema=34&id2=102&id3=111&c1=02&c2=02&c3=04.

USTAT. (2018f). *Territorio e ambiente. Panoramica del tema*. Retrieved from https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/allegati/prodima/3302_territorio_e_ambiente.pdf.

Valli, S. (1996). Considerazioni sulla stagione 1996 *Note introduttive*: Ente Ticinese per il Turismo.

van Leeuwen, T. (2018). Moral evaluation in critical discourse analysis. *Critical Discourse Studies*. doi:https://doi.org/10.1080/17405904.2018.1427120

Vanolo, A. (2010). European Spatial Planning Between Competitiveness and Territorial Cohesion: Shadows of Neo-liberalism. *European Planning Studies, 18*, 1301-1315.

Vattimo, G. (2009). *Addio alla verità*. Roma: Meltemi.

Verstrynge, J. (2000). *Sobre el poder del pueblo*. Madrid: El viejo topo.

Vettese, T. (2018). To Freeze the Thames. *New Left Review, 111*, 63-86.

von Franz, M.-L. (2017). *L'Eterno Fanciullo*. Milano: Red.

Waldenfels, B. (2012). *Politiche dell'estraneo*. Verona: Ombre corte.

Walker, R. (2015). Building a better theory of the urban: A response to 'Towards a new epistemology of the urban?'. *City. Analysis of urban trends, culture, theory, policy, action, 19*(2-3), 183-191.

Wallerstein, I. (2018a). La construction des peuples: racisme, nationalisme, ethnicité. In E. Balibar & I. Wallerstein (Eds.), *Race, nation, classe* (pp. 125-146). Paris: La Découverte.

Wallerstein, I. (2018b). Le conflit de classes dans l'économie-monde capitaliste. In E. Balibar & I. Wallerstein (Eds.), *Race, nation, classe* (pp. 187-200). Paris: La Découverte.

Wallerstein, I. (2018c). Les structures du foyer domestique et la constitution de la force de travail dans l'économie-monde capitaliste. In E. Balibar & I. Wallerstein (Eds.), *Race, nation, classe* (pp. 175-183). Paris: La Découverte.

Walsh, C. (2014). Rethinking the Spatiality of Spatial Planning: Methodological Territorialism and Metageographies. *European Planning Studies, 22*(2), 306-322.

Warf, B. (2017). Spatial Turn *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social Theory* (pp. 1-3).

Weisser, F. (2014). Practices, politics, performativities: Documents in the international negotiations on climate change. *Political Geography, 40*, 46-55.

Werlen, B. (2007). *Society, Action and Space*. London: Routledge.

White, M. M. (2011). Sisters of the Soil: Urban Gardening as Resistance in Detroit. *Race/Ethnicity: Multidisciplinary Global Contexts, 5*(1), 13-28.

Williams, R. (2015). The Social Roots of Human Identity and the Interplay of the Selves. *Rivista Internazionale di Filosofia e Psicologia, 6*(2), 297-304.

Winnicott, D. W. (1995). *Esplorazioni psicoanalitiche*. Milano: Raffaello Cortina.

Winnicott, D. W. (2005). *Gioco e realtà*. Roma: Armando.

Wodak, R., & Reisigl, M. (2016). The discouse-historical approach. In R. Wodak & M. Meyer (Eds.), *Methods of Critical Discourse Studies*. London: Sage.

Zagrebelsky, G. (2014). *Contro la dittatura del presente*. Roma: Laterza.

Zanini, A. (2016, 03.10.2016). Il Parc Adula e la natura che cambia. *Corriere del Ticino,* p. 28.

Zuiderveen Borgesius, F., Trilling, D., Moeller, J., Bodó, B., de Vreese, C., & Helberger, N. (2016). Should We Worry About Filter Bubbles? *Internet Policy Review. Journal on Internet Regulation, 5*(1), 1-16.

Zukin, S. (1980). A Decade of the New Urban Sociology. *Theory and Society, 9*, 575-601.

Zukin, S. (2011). Is There An Urban Sociology? Questions on a Field and a Vision. *Sociologica, 3*, 1-18.